1

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Pension de retraite complémentaire IRCANTEC de cinq élu-es - Convention transactionnelle.

Pendant la durée de leur mandat, les élu-es cotisent au régime complémentaire de retraite I.R.C.A.N.T.E.C. (Institution de Retraite Complémentaire des Agents Non Titulaires de l'État et des Collectivités publiques) dont la liquidation est soumise à l'atteinte de l'âge légal de départ en retraite (qui varie de 60 à 62 ans selon la classe d'âge des élu-es), à la fin du mandat et sur demande des intéressé-es.

L'exercice d'un nouveau mandat de même type que celui ayant donné lieu à calcul et versement de la pension IRCANTEC est suspensif de ladite pension. Si le mandat est différent, la pension continue d'être versée. A l'issue du nouveau mandat, l'IRCANTEC étudie les nouveaux droits à liquidation et calcule la nouvelle pension, toujours à la demande des élu-es.

La constitution du dossier de liquidation est à la charge des élu-es et doit intégrer notamment un formulaire « attestation de cessation de cotisations » établi par l'administration et remis aux élu-es à la fin du mandat. Cette disposition avait été mise en œuvre après les dernières élections communautaires en 2014, pour les élu-es ayant cessé leurs mandats à la Communauté urbaine de Strasbourg et ayant atteint l'âge légal de départ en retraite.

Cependant cinq d'entre eux, éligibles à un départ en retraite mais bénéficiant d'un nouveau mandat électif ont en conséquence différé leur départ en retraite de plusieurs années, sans pour autant que la collectivité ait établi et leur ait transmis ledit formulaire.

Cet état de fait les a privé-es d'une partie de la pension à laquelle ils-elles auraient pu prétendre, puisqu'au moment du départ effectif en retraite, l'IRCANTEC n'a régularisé rétroactivement que six mois à partir de la validation du dossier de demande de retraite, en application du dispositif règlementaire, ceci malgré une demande de révision par la collectivité. Ils-elles en ont fait grief à la collectivité et lui ont demandé de compenser la perte définitive de pension IRCANTEC.

Le tableau suivant liste les élu-es concerné-es ainsi que les montants de pension IRCANTEC perdus :

			Montant de pension perdue			Transaction	
ELU-E	Nombre de points cumulés	Période concernée	Total brut de la période	Cotisations (calcul à partir du seuil 2)	**Montant Net (Elu-e)**	**Ratio 2/3**	**Montant Net de la transaction**
MELIANI Aziz	5975	01/05/2014 au 31/08/2015	**3 780,98**	374,32	**3 406,66**	**66,67%**	**2 271,22**
SEILER Michèle	1576	01/05/2014 au 31/10/2015	**1 122,02**	111,08	**1 010,94**	**66,67%**	**673,99**
NEFF Annick	1576	01/05/2014 au 31/12/2015	**1 246,80**	123,43	**1 123,37**	**66,67%**	**748,95**
KRAUTH Henri	4519	01/05/2014 au 31/12/2015	**3 575,06**	353,93	**3 221,13**	**66,67%**	**2 147,53**
GSELL Jean-Jacques	Attente décompte Ircantec	Estimation	**2 300,00**	227,70	**2 072,30**	**66,67%**	**1 381.60**
			12 024,86	1 190,46	**10 834,40**		**7 223,29**

Compte tenu du fait que le droit à pension IRCANTEC est « quérable » c'est-à-dire que la demande de départ en retraite et la constitution du dossier est à la charge des élu-es mais que la collectivité n'a pas respecté l'obligation de leur remettre le formulaire « Attestation de cessation de cotisations » en fin de mandat, il est avéré que les torts sont partagés en ce qui concerne la perte définitive de pension IRCANTEC.

Les parties ont trouvé une issue transactionnelle au litige les opposant, et se sont finalement entendues pour le règlement du montant réclamé, par la conclusion d'un accord transactionnel.

La présente transaction repose sur des concessions réciproques, procède d'un esprit de coopération afin de mettre un terme au différend et de prévenir le recours à la voie contraignante et onéreuse de résolution contentieuse du différend.

En conséquence, il est proposé de passer une convention transactionnelle avec :

- M. MELIANI pour un montant de 2 271,22 €,
- Mme SEILER pour un montant de 673,99 €,
- Mme NEFF pour un montant de 748,95 €,
- M. KRAUTH pour un montant de 2 147,53 €,
- M. GSELL pour un montant de 1 381,60 € estimé dans l'attente du décompte de l'IRCANTEC. Le montant définitif sera défini en appliquant un ratio de 2/3 au montant net de pension perdue issue du compte IRCANTEC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe de résolution transactionnelle à savoir l'application d'un ratio de 2/3 au montant net de pension perdue, et permettant de régler le différend entre l'Eurométropole de Strasbourg et M. MELIANI pour un montant de 2 271,22 €, Mme SEILER pour un montant de 673,99 €, Mme NEFF pour un montant de 748,95 €, M. KRAUTH pour un montant de 2 147,53 € et M. GSELL pour un montant estimé à 1 381,60 € ;*

- *dans ce cadre la conclusion d'une convention transactionnelle entre l'Eurométropole de Strasbourg et ces mêmes élus-es ;*

- *d'autre part, l'engagement des parties à renoncer à tout recours l'une envers l'autre, à toute instance et/ou action portant sur les faits entrant dans le champ de la présente transaction et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent ;*

décide

d'imputer la dépense relative à ces transactions sur le budget suivant : 031-RH01F-65311 ; 031-RH01F-678.

autorise

le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son-sa représentant-e à signer ladite convention transactionnelle en résultant.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Projet de convention transactionnelle

ENTRE :

L'Eurométropole de Strasbourg sise 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son président M. Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération de sa Commission permanente du XX/XX/XXXX, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée «Eurométropole de Strasbourg », d'une part,

ET :

NOM ELU-E
ADRESSE

Ci-après dénommée «l'élu-e», d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment ses articles 2044 et suivants,

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 6/12/2002, *Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du district d'Haÿ-Les-Roses* (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.*
Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fassent obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique »,

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

Pendant la durée de leur mandat, les élu-es cotisent au régime complémentaire de retraite I.R.C.A.N.T.E.C. (Institution de Retraite Complémentaire des Agents Non Titulaires de l'État et des Collectivités publiques) dont la liquidation est soumise à l'atteinte de l'âge légal de départ en retraite (qui varie de 60 à 62 ans selon la classe d'âge des élu-es), à la fin du mandat et sur demande des intéressé-es.
L'exercice d'un nouveau mandat de même type que celui ayant donné lieu à calcul et versement de la pension IRCANTEC est suspensif de ladite pension. Si le mandat est différent, la pension continue d'être versée. A l'issue du nouveau mandat, l'IRCANTEC étudie les nouveaux droits à liquidation et calcule la nouvelle pension, toujours à la demande des élu-es.

La constitution du dossier de liquidation est à la charge des élu-es et doit intégrer notamment un formulaire « attestation de cessation de cotisations » établi par l'administration et remis aux élu-es à la fin du mandat. Cette disposition avait été mise en œuvre après les dernières élections municipales et communautaires en 2014, pour les élu-es ayant cessé leurs mandats à la Ville et la CUS et ayant atteint l'âge légal de départ en retraite.

En l'espèce, l'élu-e, éligible à un départ en retraite mais bénéficiant d'un nouveau mandat électif a en conséquence différé son départ en retraite de plusieurs années, sans pour autant que la collectivité ait établi et lui ait transmis ledit formulaire.

Cet état de fait l'a privé-e d'une partie de la pension à laquelle il-elle aurait pu prétendre, puisqu'au moment du départ effectif en retraite, l'IRCANTEC, n'a régularisé rétroactivement que six mois à partir de la validation du dossier de demande de retraite, en application du dispositif règlementaire, ceci malgré une demande de révision par la collectivité. Il-elle en a fait grief à la collectivité et lui a demandé de compenser la perte définitive de pension IRCANTEC.

L'Eurométropole de Strasbourg et l'élu-e se sont rapproché-es dans le souci d'établir les conditions d'un règlement financier visant à mettre fin au différend, en s'accordant sur le règlement d'un montant, par la conclusion d'un accord transactionnel.

Les parties ont communément fixé une somme de X XXX,XX €.

* * *

Cela exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la présente convention et concessions réciproques

La présente convention a pour objet de permettre le règlement financier amiable des prestations dues à l'élu-e.

Alors même que le droit à pension est « quérable » c'est-à-dire que la demande de départ en retraite et la constitution du dossier est à la charge de l'élu-e, la non transmission du « formulaire « Attestation de cessation des cotisations » de l'administration, n'a pas permis l'instruction immédiate de la demande de retraite.

Cet état de fait l'a privé-e d'une partie de la pension à laquelle il-elle aurait pu prétendre, puisqu'au moment du départ effectif en retraite, l'IRCANTEC, n'a régularisé rétroactivement que six mois à partir de la validation du dossier de demande de retraite, en application du dispositif règlementaire, ceci malgré une demande de révision par la collectivité.

ARTICLE 2 – Montant de l'indemnité à verser par l'Eurométropole de Strasbourg à NOM DE L'ELU-E

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à verser l'élu-e, la somme de X°XXX,XX € , au titre de perte d'une partie de la pension IRCANTEC.

ARTICLE 3 – Modalités de règlement financier

Le paiement par l'Eurométropole de Strasbourg de la somme définie à l'article 2 de la présente convention s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif, dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de légalité, en application de l'article L. 441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire
NOM ELU-E :
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

ARTICLE 4 – Engagement de non-recours et concession réciproque

L'Eurométropole de Strasbourg et NOM ELU-E renoncent à tous recours, instance et/ou action portant sur les éléments entrant dans le champ de la présente transaction et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

L'Eurométropole de Strasbourg renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.

MOM ELU- E renonce au surplus de sa demande.

ARTICLE 5 – Portée et entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention vaut transaction définitive et sans réserve au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil, avec toutes les conséquences de droit qui s'y attachent, dès sa signature par, d'une part le représentant légal de L'Eurométropole de Strasbourg, préalablement autorisé à la signer par son assemblée délibérante et, d'autre part, l'élu-e.

A ce titre, elle règle définitivement entre les parties tout litige tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L. 2131-1 à L. 2131-13, L. 2541-1 et L. 5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 7 – Compétence d’attribution en cas de litige

Tout litige relatif à l’exécution et/ou l’interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en triple exemplaire original.

Strasbourg, le

ELU-E

Pour l’Euroméropole de Strasbourg,
Le président,
Robert HERRMANN

2

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Remboursement partiel de la subvention exceptionnelle allouée à l'Amicale sportive de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'organisation de la Coupe de France UFASEC.

L'Eurométropole de Strasbourg a alloué, par délibération du 23 mai 2017, une subvention exceptionnelle de 20 000 € à l'Amicale sportive de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'organisation de la 37ème édition de la « Coupe de France UFASEC » les 25, 26 et 27 mai derniers.

Grâce aux efforts de rigueur déployés par ses membres, l'association a réussi, par rapport à son budget prévisionnel, à faire des économies substantielles sur plusieurs postes de dépenses et à dégager davantage de recettes.

Des négociations ont été menées avec les prestataires choisis pour réduire d'environ 10 000 € les coûts d'hébergement, de transports, de repas et de matériel sportif. La participation des sponsors dûment démarchés par les bénévoles, tant en aide financière qu'en prêt de matériel, et une meilleure rentabilité de la buvette a permis d'augmenter les bénéfices d'environ 9 000 € par rapport au budget prévisionnel de l'opération (cf bilan financier en annexe).

Dans un souci louable d'économie des deniers publics, l'Amicale sportive de l'Eurométropole de Strasbourg souhaite restituer la partie de la subvention non consommée, soit 19 000 €, à la collectivité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré,
approuve

le remboursement partiel de 19 000 € sur le montant de 20 000 € accordé à l'Amicale sportive de l'Eurométropole de Strasbourg à titre de subvention pour l'organisation de la 37ème Coupe de France UFASEC du 25 au 27 mai 2017 ;

autorise

- *l'émission d'un titre de recette sur la ligne budgétaire 020 7788 RH01A,*

- *le Président ou son représentant à signer tous les documents correspondants.*

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

BILAN FINANCIER de la 37ème Coupe de France UFASEC

DEPENSES			RECETTES		
Nature des dépenses	**Budget prévisionnel en euros**	**Budget réalisé en euros**	**Nature des recettes**	**Budget prévisionnel en euros**	**Budget réalisé en euros**
Assemblée générale	4 700,00	3 500,00	Subvention des 10 collectivités membres	91 000,00	91 000,00
Hotels	26 000,00	22 500,00	Subvention exceptionnelle EMS	20 000,00	20 000,00
Restauration	44 000,00	44 000,00	Partenaires (MNT/GMF)	5 000,00	5 000,00
Cérémonie d'ouverture (vigiles)	1 200,00	1 500,00	Participation des sportifs	6 480,00	6 480,00
Achats boissons	5 000,00	3 500,00	Sponsoring	3 850,00	10 395,00
Frais location de locaux	2 700,00	2 000,00	Buvettes	1 500,00	2 250,00
Transports	4 500,00	4 200,00	Accompagnants	1 000,00	2 600,00
Habillement (équipe EMS, bénévoles)	9 300,00	9 800,00			
Animation + décoration	6 100,00	4 000,00			
Communication + trophées	4 000,00	4 000,00			
Action développement durable (gobelets)	1 700,00	1 700,00			
SACEM	500,00	500,00			
Matériel sportif		4 100,00			
Cadeaux	4 850,00	6 080,00			
Marquages / flocages	5 880,00	2 200,00			
Assurances	2 200,00	500,00			
Honoraires comptable	500,00	1 200,00			
Poste secours	1 200,00	0,00			
Repas bénévoles	500,00	2 500,00			
Divers	4 000,00	945,00			
TOTAL	128 830,00	118 725,00	TOTAL	128 830,00	137 725,00
Différenciel	10 105,00		Différenciel	8 895,00	

Reliquat 19 000,00 €

3

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Emplois.

La délibération qui vous est soumise porte, d'une part, sur des suppressions, créations et transformations d'emplois, et, d'autre part, sur l'autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'art. 3-3-2° sur des emplois de catégorie A.

1) des suppressions d'emplois présentées en annexes 1 et 2.

Ces suppressions ont été préalablement soumises pour avis au CT.

a) au titre de la Ville :
- 6 emplois au sein de la Direction de la Population, des élections et des cultes ;
- 2 emplois au sein de la Direction de la Culture permettant, au sein de cette même direction, la création concomitante d'un autre emploi et le passage à temps complet d'un emploi à temps non complet 10h ;
- 2 emplois au sein de la Direction des Sports.

b) au titre de l'Eurométropole :
- 1 emploi au sein de la Direction du Développement économique et de l'attractivité permettant la création concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction ;
- 4 emplois au sein de la Direction Mobilité, espaces publics et naturels permettant la création concomitante de 4 autres emplois au sein de cette direction ;
- 1 emploi au sein de la Direction de la Construction et du patrimoine bâti permettant la création concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction ;
- 1 emploi au sein de la Direction des Ressources logistiques ;
- 7 emplois au sein de la Direction de l'Environnement et des services publics urbains, dont 2 permettant la création concomitante de 2 autres emplois au sein de cette direction.

2) des créations d'emplois présentées en annexes 3 et 4.

a) au titre de la Ville :
- 13 emplois au sein de la Direction de l'Enfance et de l'éducation liées, d'une part, à la hausse de la fréquentation de la restauration scolaire et, d'autre part, à l'ouverture de 3 classes maternelles ;

- 2 emplois au sein de la Direction de la Culture, dont un passage à temps complet d'un emploi précédemment à temps non complet 10h.

b) au titre de l'Eurométropole :
- 1 emploi au sein de la Direction de la Culture compensé par la suppression concomitante de d'un autre emploi au sein de cette direction ;
- 1 emploi au sein de la Direction du Développement économique et de l'attractivité compensé par la suppression concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction ;
- 4 emplois au sein de la Direction Mobilité, espaces publics et naturels compensés par la suppression concomitante de 4 autres emplois au sein de cette direction ;
- 1 emploi au sein de la Direction de la Construction et du patrimoine bâti compensé par la suppression concomitante d'un autre emploi au sein de cette direction ;
- 2 emplois au sein de la Direction de l'Environnement et des services publics urbains compensés par la suppression concomitante de 2 autres emplois au sein de cette direction.

3) des transformations d'emplois présentées en annexe 5.

Les transformations d'emplois créés précédemment peuvent être rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)*.
Il s'agit notamment de transformations induites par la réorganisation du service Accueil de la population.

4) autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'art. 3-3-2° sur des emplois de catégorie A présentés en annexe 6.

En l'absence de titulaires ou de lauréats correspondant au profil, le Conseil autorise le Président à recruter sur la base de l'article 3-3-2° de la loi du 26/01/84 sur les emplois de catégorie A listés en annexe.
Cette autorisation se fonde sur la nature des fonctions très spécialisées ou les besoins du service, compte tenu du caractère déterminant des compétences et de l'expérience requises. Ces éléments sont précisés dans l'annexe pour chacun des emplois concernés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu les articles 3-3-2° et 34 de la loi du 26 janvier 1984,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la Ville de Strasbourg,
vu la délibération du Conseil de communauté du 6 juin 2014,
après en avoir délibéré

décide,

après avis du CT, des suppressions, créations et transformations d'emplois présentées en annexe,

autorise

le recrutement le cas échéant sur la base de l'art. 3-3-2° sur les emplois listés en annexe compte tenu du caractère déterminant des compétences et expériences requises.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Annexe 1 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017 relative à la suppression d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	3 responsable de secteur	Animer et organiser le travail de l'équipe de chargés d'accueil en assurant une présence sur le terrain. Assurer le relais avec la hiérarchie et les divers partenaires. Accueillir le public et fournir les prestations.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Suppression d'emplois suite au CT du 22/09/17.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	3 chargés d'accueil	Accueillir le public sur différents sites par roulement et fournir des prestations diverses. Orienter vers les sources ou organismes compétents. Représenter la Ville ou l'Eurométropole lors de manifestations.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Suppression d'emplois suite au CT du 22/09/17.
Direction de la Culture	Conservatoire	1 professeur de musique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline, partager son expérience & sa connaissance professionnelles de la discipline, dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique.	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	Suppression d'emploi suite au CT du 22/09/17.
Direction de la Culture	Conservatoire	1 professeur de musique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline, partager son expérience & sa connaissance professionnelles de la discipline, dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique.	Temps non complet 10h	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	Suppression d'emploi suite au CT du 22/09/17.
Direction des Sports	Piscines, patinoire et plans d'eau	2 agents d'entretien et d'accueil	Nettoyer les centres nautiques. Surveiller les vestiaires. Accueillir les clients (tickets). Renseigner sur les prestations offertes. Renforcer la caisse et faire respecter le règlement intérieur aux clients. Gérer les conflits et les casiers.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emplois suite au CT du 22/09/17.

Annexe 2 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017 relative à la suppression d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction du Développement économique et de l'attractivité	Développement de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et promotion des ZA	1 assistant administratif et commercial	Assister le chef de service et le chargé de mission zone d'activités dans la commercialisation des terrains dans les zones d'activités.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 22/09/17.
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Voies publiques	1 manutentionnaire	Effectuer les opérations de manutention manuelles et mécaniques sur le dépôt. Entretenir et nettoyer les locaux.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 22/09/17.
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Voies publiques	1 agent d'exploitation	Assurer l'entretien et la maintenance des routes, pistes cyclables et abords. Effectuer des patrouilles de surveillance et établir des relevés.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 22/09/17.
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Voies publiques	1 chef d'équipe	Encadrer une équipe. Participer aux travaux.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Suppression d'emploi soumise au CT du 22/09/17.
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Voies publiques	1 technicien ingénierie du patrimoine	Assister les départements du service dans la définition et l'élaboration de leurs plans de gestion de patrimoine et dans leurs programmes de travaux.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 22/09/17.
Direction de la Construction et du patrimoine bâti	Administration générale et ressources de la DCPB	1 gestionnaire marchés publics	Contrôler et suivre les pièces et documents relatifs aux marchés publics.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 22/09/17.
Direction des Ressources logistiques	Moyens généraux	1 agent d'entretien	Nettoyer les bureaux et les locaux de l'Hôtel de Ville.	Temps non complet 25h	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 22/09/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Propreté urbaine	5 balayeurs-conducteurs	Assurer l'entretien des voies publiques par les moyens manuels ou mécanisés.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emplois soumise au CT du 22/09/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Propreté urbaine	1 gardien de toilettes publiques	Entretenir les toilettes publiques. Accueillir les usagers.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 22/09/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Environnement et transition énergétique	1 technicien réseaux TIC	Assurer la gestion administrative et technique du patrimoine relatif aux réseaux de communications électroniques.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Suppression d'emploi au CT du 22/09/17.

Annexe 3 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017 relative à la création d'emplois permanents au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	10 agents de restauration	Participer à l'organisation du déjeuner pour les élèves des écoles. Entretenir les locaux de restauration.	Temps non complet 17h30	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Créations liées à la hausse de la fréquentation de la restauration scolaire
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	3 ASEM	Assister le personnel enseignant pour la réception, l'animation et l'hygiène des jeunes enfants. Préparer et mettre en état de propreté les locaux et le matériel servant directement aux enfants.	Temps complet	ASEM	ASEM de 1ère classe à ASEM principal de 1ère classe	Création dans le cadre de l'ouverture de 3 classes maternelles
Direction de la Culture	Conservatoire	1 professeur de musique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline, partager son expérience & sa connaissance professionnelles de la discipline, dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique.	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 1er soliste au pupitre des clarinettes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Art. 3-3 al 1 "absence de cadres d'emplois"	Musicien 1ère catégorie soliste	

Annexe 4 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017 relative à la création d'emplois permanents au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Administration générale et ressources de la Direction de la Culture	1 juriste	Apporter son expertise sur les dossiers et sécuriser les activités. Conseiller et accompagner les services. Rédiger des conventions et autres actes. Assurer une veille juridique.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	
Direction du Développement économique et de l'attractivité	Enseignement supérieur, recherche et innovation	1 chargé de mission transition et économie numériques	Structurer, mettre en œuvre et valoriser le développement de l'économie numérique. Concevoir et piloter des projets.	Temps complet	Attaché ou ingénieur	Attaché principal à directeur Ingénieur principal	
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Programmation, études pré-opérationnelles et évaluation	1 technicien programmation	Participer à la définition et au suivi de la programmation des opérations.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Voies publiques	1 ingénieur maîtrise d'ouvrage	Contribuer à la définition des projets de proximité. Piloter et suivre la maîtrise d'ouvrage des travaux et études.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Voies publiques	1 responsable de département	Encadrer et animer le département. Définir, organiser et suivre la programmation des projets. Assurer la gestion budgétaire et administrative du département.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Aménagement espace public	1 technicien maîtrise d'ouvrage	Coordonner les travaux. Apporter une expertise technique. Prendre en compte les demandes de travaux et faire des propositions. Gérer et suivre des dossiers techniques transversaux.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	
Direction de la Construction et du patrimoine bâti	Constructions enfance, éducation et sport	1 ingénieur chef de projets construction	Conduire des opérations dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage des collectivités et de la maîtrise d'œuvre de la direction avec toutes les dimensions budgétaire, administrative et technique.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Propreté urbaine	1 adjoint au responsable de la section d'intervention centralisée	Seconder et remplacer le responsable en cas d'absence. Effectuer des enquêtes et des contrôles sur le terrain. Suivre les tableaux de bord.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	

Annexe 4 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017 relative à la création d'emplois permanents au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Prévention des enjeux environnementaux	1 chef de service	Encadrer et animer le service. Contribuer à la définition de la stratégie. Développer l'ingénierie environnementale. Assurer le respect de la réglementation en matière de protection de l'environnement et de la santé. Piloter des dossiers spécifiques.	Temps complet	Ingénieur ou ingénieur en chef	Ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe	Création dans le cadre du nouveau service Prévention des enjeux environnementaux (CT du 14/09/17).

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations suite à réorganisations présentées en CT							
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	3 responsables de secteur	Encadrer et organiser le travail de l'équipe en assurant une présence sur le terrain. Assurer le relais avec la hiérarchie et les divers partenaires. Veiller à la qualité du service rendu.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré de rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe) suite au CT du 15/06/17.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	1 responsable qualité	Encadrer la cellule. Veiller au respect des délais, de la sécurité administrative et juridique et de la mise en place des outils de suivi. Contribuer à l'amélioration des prestations et à la formation des agents.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable de secteur calibré de rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe) suite au CT du 15/06/17.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	1 assistant RH	Assurer la gestion du personnel en lien avec la DRH et établir des tableaux de bord. Informer et conseiller les agents. Assurer le suivi de dossiers.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé de coordination des responsables de secteur calibré d'adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur) suite au CT du 15/06/17.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	1 responsable fonctionnel et logistique	Encadrer la cellule et le bureau des objets trouvés. Gérer les moyens informatiques et logistiques. Superviser la gestion des locaux en lien avec les entreprises.	Temps complet	Rédacteur ou technicien	Rédacteur principal de 2ème classe à 1ère classe Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable de secteur calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe) suite au CT du 15/06/17.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	2 gestionnaires informatique et logistique	Apporter une assistance informatique de 1er niveau et assurer le relais avec le service informatique sur le matériel et les applications. Gérer les stocks et suivre les commandes. Suivre l'entretien et la petite maintenance des locaux.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur ou agent de maîtrise ou technicien	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions pour l'un (avant référent informatique), modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades pour l'autre (avant agent informatique et logistique calibré adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe et adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe) suite au CT du 15/06/17.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	1 référent prestations	Gérer les dossiers en instance, urgents et spécifiques. Diffuser les informations et organiser la circulation des documents. Assurer une veille juridique et mettre à jour les procédures. Participer à la délivrance de prestations.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé d'accueil) suite au CT du 15/06/17.
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	58 chargés de prestations	Accueillir, orienter et renseigner le public. Délivrer diverses prestations. Assurer une fonction de représentation lors de manifestations.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé d'accueil) suite au CT du 15/06/17.
Direction de la Culture	Administration générale et ressources de la Direction de la Culture	1 référent formation	Instruire, mettre en œuvre et suivre les actions de formation. Accompagner les évolutions de compétences. Renseigner et conseiller les agents. Participer au suivi budgétaire.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant secrétaire calibré adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe) suite au CT du 15/06/17.
Direction du Développement économique et de l'attractivité	Direction du Développement économique et de l'attractivité	1 responsable de la communication numérique	Piloter la stratégie de communication. Coordonner et mettre en œuvre des actions.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé de marketing digital calibré attaché à attaché principal) suite au CT du 11/04/17.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction du Développement économique et de l'attractivité	Direction du Développement économique et de l'attractivité	1 responsable marketing et tourisme d'affaires	Développer et mettre en place une stratégie de marketing. Définir l'opportunité et la faisabilité des projets. Contribuer à des événements.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé de mission infrastructures stratégiques calibré attaché à attaché principal et ingénieur à ingénieur principal) suite au CT du 11/04/17.
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Direction générale des services	Direction générale des services	1 assistant de direction générale	Assister le directeur général des services en termes d'organisation personnelle, de gestion, de communication, d'information, d'accueil, de classement et de suivi de dossiers.	Temps complet	Rédacteur ou attaché	Rédacteur à attaché	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré de rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe).
Direction de la Culture	Musées	1 administrateur général	Assurer le pilotage stratégique des ressources. Encadrer l'équipe. Apporter conseil et expertise. Superviser l'équipe technique et décliner la politique de sûreté des œuvres.	Temps complet	Attaché ou administrateur	Attaché à directeur Administrateur	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable ressources calibré attaché à directeur).
Direction de la Culture	Médiathèques	1 assistant de bibliothèque	Gérer un secteur thématique de collection. Traiter les documents. Participer aux propositions d'acquisitions. Accueillir le public et participer aux animations.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent de bibliothèque calibré adjoint du patrimoine à adjoint du patrimoine principal de 1ère classe).
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	1 responsable qualité prestations nettoyage	Contrôler et vérifier sur sites la qualité des prestations de nettoyage. Alerter et mettre en œuvre les actions préventives et correctives.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent d'entretien des écoles calibré adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe).
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	1 responsable qualité en restauration collective	Veiller à la qualité et à l'équilibre des repas servis dans les restaurants scolaires. Veiller au respect des règles d'hygiène. Développer des outils de suivi et d'évaluation de la qualité du service de restauration collective.	Temps complet	Cadre de santé	Cadre de santé de 2ème classe à 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant calibré cadre de santé de 2ème classe).
Direction Urbanisme et territoires	Habitat	1 chef de projets	Assurer le suivi des validations des programmes de logements aidés. Piloter l'instruction financière et administrative des opérations d'habitat aidé déposées par les maîtres d'ouvrage, en articulation avec le programme local de l'habitat.	Temps complet	Ingénieur ou attaché	Ingénieur à ingénieur principal Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant instructeur financement du logement aidé calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe et technicien à technicien principal de 1ère classe).
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Déplacements	1 chargé d'évaluation des politiques de déplacement	Elaborer et mettre en place des outils d'évaluation. Analyser les résultats et proposer des actions. Piloter des enquêtes.	Temps complet	Ingénieur ou attaché	Ingénieur à ingénieur principal Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé de l'observatoire des déplacements calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe).
Direction des Ressources humaines	Pilotage RH	1 chargé de prospective RH	Piloter, mettre en œuvre et suivre les projets confiés en matière d'analyse juridique et de mise en conformité réglementaire. Réaliser des études prospectives et établir des scenarii. Développer et mettre en place des outils de pilotage et des tableaux de bord	Temps complet	Attaché ou administrateur	Attaché à attaché principal Administrateur	Modification de la fourchette de grade (avant calibré d'attaché à attaché principal).

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Ressources logistiques	Moyens généraux	1 référent logiciel courrier	Participer à l'administration et au développement du logiciel. Assurer l'interface avec le service informatique et les utilisateurs. Former les utilisateurs. Editer des statistiques. Assurer la gestion administrative du courrier.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant gestionnaire du courrier calibré adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe).
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 assistant RH	Assurer la gestion du personnel en lien avec la DRH et établir des tableaux de bord. Informer et conseiller les agents. Assurer le suivi de dossiers. Assister le responsable ressources humaines dans ses missions.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent d'administration des ressources humaines calibré adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe).
Transformations avec incidence financière à la baisse							
Direction de la Culture	Conservatoire	1 enseignant en musique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique et en accord avec le projet d'établissement.	Temps complet	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant professeur de musique calibré professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe).
Direction de la Culture	Archives	1 assistant ressources	Assurer la gestion quotidienne administrative, des ressources humaines et financières. Etablir des tableaux de bord. Informer et conseiller les agents. Encadrer une équipe.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable ressources calibré attaché à attaché principal).
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Administration générale et ressources de la DMEPN	1 agent de gestion financière	Participer à l'exécution budgétaire et comptable.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant gestionnaire comptable calibré d'adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur).
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Voies publiques	1 chargé des contrôles et des essais	Participer à l'organisation et contrôler la réalisation des essais.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant ingénieur laboratoire calibré d'ingénieur à ingénieur principal).
Transformations sans incidence financière							
Direction de la Population, des élections et des cultes	Etat civil et élections	1 agent d'état civil des bureaux spécialisés	Assurer l'accueil des usagers et instruire les dossiers relatifs aux naissances, mariages ou décès. Etablir les actes d'état civil correspondants.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent du bureau des objets trouvés).
Direction de la Police municipale et du stationnement	Police municipale	1 agent du suivi des manifestations	Participer à la mise en place de dispositifs de sécurité et au suivi des manifestations. Gérer les contrats d'insertion. Participer aux cellules de veille.	Temps complet	Agent de police municipale	Gardien-brigadier à brigadier chef principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable armement - assistant logistique).
Direction des Solidarités et de la santé	Protection des mineurs	1 travailleur social MJIE	Mettre en œuvre le dispositif local de protection de l'enfance dans le cadre de mesures judiciaires d'investigation éducative (MJIE).	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant travailleur social AEMO).
Direction des Solidarités et de la santé	Insertion	1 assistant administratif	Apporter une assistance administrative et comptable. Gérer des dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant comptable).

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction Urbanisme et territoires	Prospective et planification territoriale	2 chargés d'études	Piloter et coordonner diverses études d'aménagement et pré-opérationnelles, et/ou relevant de la planification réglementaire.	Temps complet	Ingénieur ou attaché	Ingénieur à ingénieur principal Attaché à attaché principal	Modification de la fourchette de grades (avant calibré d'ingénieur à ingénieur principal).
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Stratégie et gestion du stationnement	1 chargé d'études	Participer à l'élaboration de la politique de stationnement et des schémas directeurs de mobilité et d'aménagement du territoire. Piloter les études de stationnement. Participer au renouvellement des contrats de DSP. Développer l'observatoire du stationnement.	Temps complet	Ingénieur ou attaché	Ingénieur à ingénieur principal Attaché à attaché principal	Modification de la fourchette de grades (avant calibré d'ingénieur à ingénieur principal).
Direction de la Construction et du patrimoine bâti	Ingénierie de la construction	1 chargé de mission énergie, environnement et numérique	Définir, piloter et mettre en œuvre un plan d'actions en matière de transition énergétique et environnementale et un programme d'intégration du numérique dans le patrimoine bâti.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé de mission plan climat énergie et accessibilité).
Direction de l'Animation urbaine	Vie associative	1 agent polyvalent d'entretien et de maintenance	Assurer l'entretien et le nettoyage des locaux et des espaces extérieurs. Assurer une maintenance de 1er niveau sur les bâtiments.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent d'entretien).

Annexe 6 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017 relative aux emplois de catégorie A pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article 3-3-2° de la loi du 26/01/1984

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'art. 3-3-2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Direction du Développement économique et de l'attractivité	Enseignement supérieur, recherche et innovation	1 chargé de mission transition et économie numériques	29/09/2017	Nature des fonctions très spécialisées : expertise dans le domaine de l'innovation, notamment les NTIC.	Diplôme d'ingénieur ou bac+4/5 en commerce, économie, marketing, communication, développement local ou sciences politiques	Expérience confirmée de conduite de projets multipartenariaux liés à l'innovation et au développement de filières, plus particulièrement dans le domaine des NTIC. Expertise en matière de technologies numériques et connaissances des questions énergétiques, de management environnemental et de prévention des risques. Vision prospective et capacité à mener une réflexion stratégique en matière de développement et d'attractivité du territoire. Maîtrise des aspects administratifs, financiers et juridiques.
Direction du Développement économique et de l'attractivité	Direction du Développement économique et de l'attractivité	1 responsable de la communication numérique	29/09/2017	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en stratégie de marketing digital.	Bac+4/5 en marketing, communication ou équivalent	Expérience confirmée requérant une expertise des enjeux numériques liés à l'attractivité économique des grandes agglomérations et à leur e-réputation, des acteurs du marketing territorial et des principaux influenceurs et community managers locaux. Expertise dans les réseaux sociaux, les leviers webmarketing et leurs outils de gestion, les plans média et la gestion de projet.
Direction du Développement économique et de l'attractivité	Direction du Développement économique et de l'attractivité	1 responsable marketing et tourisme d'affaires	29/09/2017	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en stratégie de marketing territorial.	Bac+4/5 en tourisme, économie, science politique, marketing, communication ou équivalent	Expérience confirmée requérant une expertise en matière de développement territorial et d'attractivité, lié notamment au tourisme d'affaire. Maîtrise de l'environnement économique local et régional et à leur offre d'infrastructures stratégiques.
Direction de la Culture	Direction de la Culture / Mission Développement des publics	1 chef de projets culturels	30/06/2017	Besoins du service : forts enjeux de participation citoyenne aux projets culturels et d'accompagnement de l'évolution des écoles de musique et de soutien aux pratiques en amateur.	Bac+3 en gestion de projets culturels ou équivalent	Expérience confirmée en matière de gestion de projets culturels visant à favoriser la participation des habitants à la vie culturelle, et dans la coordination d'acteurs d'horizons divers. Expertise dans la définition et la mise en œuvre de politiques publiques de soutien aux associations de pratiques en amateur.
Direction de la Culture	Conservatoire	1 professeur de musique	29/09/2017	Nature des fonctions très spécialisées : dispenser un enseignement artistique spécifique et de renom dans sa discipline auprès d'élèves allant jusqu'aux classes supérieures, partager son expérience et sa connaissance professionnelles.	Certificat d'aptitude (CA) dans sa spécialité ou diplôme équivalent	Expérience d'interprète de haut niveau. Expérience pédagogique diversifiée, y compris à un niveau supérieur. Pratique de plusieurs langues étrangères.

Annexe 6 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017 relative aux emplois de catégorie A pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article 3-3-2° de la loi du 26/01/1984

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'art. 3-3-2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Direction des Ressources humaines	Médecine du travail	1 médecin du travail	15/04/2011	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en médecine du travail.	Docteur en médecine avec spécialisation en médecine du travail	Maîtrise des dispositions législatives, de l'organisation et du fonctionnement des institutions intervenant en matière de médecine du travail.

4

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Passation d'avenants et attribution de marchés.

Passation d'avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation de la Commission permanente (Bureau) sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

Passation d'avenants

approuve

la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;

autorise

le Président ou son représentant à signer et à exécuter les avenants et les documents y relatifs.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 209 000 € HT)

***Abréviations utilisées** :*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DCPB= Direction de la Construction et du Patrimoine bâti ; DEPN= Direction des Espace Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; DMGPU= Direction de la Mobilité et des Grands Projets Urbains, etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
PF	DCPB	2016/903	Travaux d'extension-restructuration de la piscine de Hautepierre à Strasbourg, Lot N° 6, Couverture Etanchéité Bardage	468 248,53	SMAC SA	3	12 949,31 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 95 684,56 € HT)	23,2	576 882,40	29/06/2017
Objet de l'avenant au marché 2016/903: le présent avenant, qui représente 2,77% du montant initial du marché, a pour objet des travaux d'étanchéité sur deux toitures terrasses situées au-dessus des locaux techniques sous-sol ainsi que des travaux de carottages nécessaires aux descentes d'eau pluviales de ces deux toitures terrasses. Les avenants antérieurs ont recueilli l'accord de la commission permanente.										
PF	DCPB	2016/903	Travaux d'extension-restructuration de la piscine de Hautepierre à Strasbourg, Lot N° 6, Couverture Etanchéité Bardage	468 248,53	SMAC SA	4	6 965,40 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 108 633,87 € HT)	24,69	583 847,80	27/07/2017

Objet de l'avenant au marché 2016/903: cet avenant, qui représente 1,49% du montant initial du marché, porte sur : - la suppression du revêtement bi-couche d'étanchéité renforcée sous les panneaux solaires - la réalisation de plages extérieures en dalles sur plots - la plus value pour 6 points d'ancrage fixés sur le bac acier y compris reprises d'étanchéité - la plus value pour renfort d'étanchéité au droit de cheminement technique pour l'entretien ultérieur des ouvrages et équipements sur toitures terrasses. Les avenants antérieurs à l'avenant n° 3 (présenté ci-dessus) ont recueilli l'accord de la commission permanente.										
PF	DCPB	2016/898	Travaux d'extension-restructuration de la piscine de Hautepierre à Strasbourg, Lot N° 17, Bassin inox couverture thermique	862 200	HSB France SAS	2	-16 803 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 260 000,00 € HT)	28,21	1 105 397	01/06/2017
Objet de l'avenant au marché 2016/898: cet avenant en diminution porte sur la suppression des trappes -avaleurs de lignes de nage pour le bassin nordique. Elles étaient déjà prévues au lot carrelage. Les avenants antérieurs ont recueilli l'accord de la commission permanente.										
PF	DCPB	E2016/1158	Travaux d'extension-restructuration de la piscine de Hautepierre à Strasbourg, Lot N° 25, Plomberies sanitaires	484 171	SPEYSER LUCIEN ET CIE	2	9 258 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 30 475,00 € HT)	8,21	523 904	01/06/2017

Objet de l'avenant au marché E2016/1158: cet avenant porte sur : - le remplacement de douches extérieures plus esthétiques - l'ajout d'un siphonage à chaque point d'avaloir du réseau de caniveaux à fentes. Cette prestation vient compléter le bon entretien des réseaux - la fourniture d'un robinet d'alimentation positionné discrètement en façade, en vue de l'installation d'une fontaine meuble provisoire permettant aux utilisateurs de se rafraichir pendant l'attente aux guichets, lors de périodes de fortes chaleurs.										
PF	DCPB	E2016/1158	Travaux d'extension-restructuration de la piscine de Hautepierre à Strasbourg, Lot N° 25, Plomberies sanitaires	484 171	SPEYSER LUCIEN ET CIE	3	8 500 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 39 733,00 € HT)	9,96	532 404	07/09/2017
Objet de l'avenant au marché E2016/1158: cet avenant porte sur la réalisation de réseaux enterrés sous le solarium végétal afin de pouvoir réaliser les travaux du futur pentaglisse en site occupé, sans avoir à rouvrir les tranchées dans le solarium végétal.										
PF	DCPB	2016/887	Travaux d'extention-restructuration de la piscine de Hautepierre à Srasbourg, Lot N° 3, Démilition-gros oeuvre	1 688 900	L SCHERBERICH SA	5	72 000 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 63 702,80 € HT)	8,03	1 824 602,80	20/07/2017

Objet de l'avenant au marché 2016/887: cet avenant porte sur : - la modification des prestations afin d'accueillir les nouvelles plages extérieures - la plus value pour la fondation du toboggan extérieur en raison de la présence d'un réseau enterré VRD - la modification des pédiluves suite aux changements des douches extérieures - les compléments de fondations pour la passerelle qui enjambe la plage du bassin nordique - les compléments d'isolation thermique extérieure sur les façades d'accès au sous-sol technique - les compléments de percements dans le cadre du passage de réseau dans le sous-sol existant - la suppression d'un pare-pluie déjà prévu au lot charpente bois - la suppression des caillebotis sur trémies de prise d'air neuf déjà prévu au lot serrurerie.										
PF	DCPB	E2013/920	Travaux de restructuration et d'extension du Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg, Lot N° 06, Chapes / Sols coulés spéciaux / Sols résines / Sols durs / Parquet bois / Sols souples	2 548 819,21	DIPOL SA	19	155 000 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 118 031,93 € HT)	10,71	2 821 851,14	15/06/2017
Objet de l'avenant au marché E2013/920: Le présent avenant porte sur le revêtement de sol en béton ciré qui ne donne pas satisfaction car trop poreux et difficilement nettoyable. Une solution par ponçage du sol (5400 m²) a été testée et donne satisfaction (fermeture des pores et nettoyage plus aisé)										
MAPA	DCPB	C2015/958	DC2011CB_PL Travaux de construction du PAPS PCPI à Strasbourg, Lot N° 23, Etaiement	328 755	FREYSSINET REGION NORD EST	3	-2 537 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 58 905,00 € HT)	17,15	385 123	20/07/2017

Objet de l'avenant au marché C2015/958: le présent avenant, qui diminue le montant du marché de 0,77%, porte sur la vérification de l'ensemble de l'étaiement mis en œuvre ainsi que la remise en place des étais qui avaient été déposés pour réaliser les travaux de curage. De plus la maitrise d'ouvrage a demandé l'arrêt du système d'instrumentation, aussi les frais de location mensuelle sont déduits. Les avenants antérieurs ont recueilli l'accord de la commission permanente.										
PF	DCPB	E2012/459	Mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration et extension du Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg	7 634 592,51	REY-LUCQUET SARL	7	32 200 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 1 107 265,09 € HT)	14,93	8 774 057,60	07/09/2017
Objet de l'avenant au marché E2012/459: Cet avenant porte sur le remplacement des monte-charge au PMC2 en raison de leur vétustés.										
MAPA4	DMEPN	2016/700E	DEP6032E Travaux de réaménagement des rues de Lyon, Henri Ebel et Auguste Ehrhardt à Fegersheim	526 233	MULLER TP	1	54 773,85	10,41	581 006,85	18/05/2017
Objet de l'avenant au marché 2016-700E : l'avenant vise à intégrer dans le marché les prestations suivantes : - la pose d'un réseau NTIC pour relier les bâtiments entre eux dans l'emprise du chantier de voirie, suite à une demande de la commune. - la fourniture et mise en œuvre d'un dallage en béton armé pour garantir la bonne tenue des dalles grès de l'ovale à proximité des zones de pieds d'arbres suite au constat d'une insuffisance de portance. Un délai supplémentaire de 14 jours calendaires est requis										

5

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Conclusion de marchés annuels pour la gestion du trafic et la sécurité routière.

Le SIRAC gère à ce jour un parc de 566 carrefours équipés de feux, de 470 stations d'analyse de trafic, de 235 caméras de surveillance du trafic, de 45 panneaux de jalonnement dynamiques, de 14 panneaux d'informations routières à messages variables, de 49 sites de contrôles d'accès par borne escamotable, etc…

Afin d'assurer la maintenance courante de ces équipements, il est proposé à la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole de Strasbourg la mise en place de marchés annuels de fournitures et de prestations à bons de commandes.

Ces marchés sont nécessaires pour :
- la réalisation de travaux neufs sur des opérations de faible importance (arrêtés de circulation, accompagnement de travaux de voirie, amélioration de la sécurité…) dont le rythme et la quantité sont aléatoires,
- l'entretien courant afin de maintenir en bon état de fonctionnement les équipements existants,
- le remplacement des équipements en cas de vandalisme ou de sinistres,
- la mise en conformité des équipements en fonction de l'évolution de la législation et des normes.

La liste des marchés à conclure est décrite ci-dessous :

Marché n° 1 : Fournitures et prestations pour la gestion du trafic et la sécurité routière

Lot	Objet	Montant minimum HT annuel	Montant minimum HT sur 4 ans	Montant maximum HT annuel	Montant maximum HT sur 4 ans
1	Maintenance et fourniture d'équipements video	20 000 €	80 000 €	300 000 €	1 200 000 €
2	Prestation de balisage de voiries	0 €	0 €	200 000 €	800 000 €

3	Fourniture de pièces détachées pour panneaux de jalonnement dynamiques et à messages variables de marque OPTIFIB	0 €	0 €	200 000 €	800 000 €
4	Prestation d'assistance pour l'exploitation du tunnel de l'Etoile et des Halles	0 €	0 €	100 000 €	400 000 €
5	Pièces détachées pour feux de signalisation et bornes de contrôles d'accès de marque AXIMUM	10 000 €	40 000 €	200 000 €	800 000 €

Marché n° 2 : Fournitures de systèmes de contrôles d'accès par bornes pour la sécurisation d'espaces publics.

Objet	Montant minimum HT annuel	Montant minimum HT sur 4 ans	Montant maximum HT annuel	Montant maximum HT sur 4 ans
Fourniture de systèmes de contrôles d'accès par bornes pour la sécurisation des espaces publics	0 €	0 €	250 000 €	1 000 000 €

L'ensemble des acquisitions et prestations susmentionnées s'effectuera sur la base des marchés à bons de commande tels que définis par l'article 77 du Code des marchés publics.

Ces marchés seront lancés sous la forme d'appels d'offres ouverts selon les termes des articles 67 et 68 du Code des marchés publics. Les dispositions de l'article 27 du Code des marchés publics autorisant sous certaines conditions le recours aux procédures adaptées pourraient, le cas échéant, être appliquées.
Les marchés à conclure s'étendront sur 4 années (marché d'un an reconductibles au maximum trois fois).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve de l'inscription des crédits au budget (investissement et fonctionnement du SIRAC mais aussi des autres services de la collectivité), la passation de marchés à bons de commande, tels que définis par l'article 77 du Code des marchés publics, de fournitures, de prestations et de travaux.

Marché n° 1 : Fournitures et prestations pour la gestion du trafic et la sécurité routière.

Lot	*Objet du Marché*	*Montant minimum HT annuel*	*Montant minimum HT sur 4 ans*	*Montant maximum HT annuel*	*Montant maximum HT sur 4 ans*
1	*Maintenance et fourniture d'équipements video*	*20 000 €*	*80 000€*	*400 000 €*	*1 600 000 €*
2	*Prestation de balisage de voiries*	*0 €*	*0€*	*200 000 €*	*800 000 €*
3	*Fourniture de pièces détachées pour panneaux de jalonnement dynamiques et à messages variables de marque OPTIFIB*	*0 €*	*0€*	*200 000 €*	*800 000 €*
4	*Prestation d'assistance pour l'exploitation du tunnel de l'Etoile et des Halles*	*0 €*	*0€*	*100 000 €*	*400 000 €*
5	*Pièces détachées pour feux de signalisation et bornes de contrôles d'accès de marque AXIMUM*	*10 000 €*	*40 000€*	*200 000 €*	*800 000 €*

Marché n° 2 : Fournitures de systèmes de contrôles d'accès par bornes pour la sécurisation d'espaces publics.

Objet	*Montant minimum HT annuel*	*Montant minimum HT sur 4 ans*	*Montant maximum HT annuel*	*Montant maximum HT sur 4 ans*
Fourniture de systèmes de contrôles d'accès par bornes pour la sécurisation des espaces publics	*0 €*	*0 €*	*250 000 €*	*1 000 000 €*

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

6

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Demande de versement d'un fonds de concours à la commune de Lingolsheim.

L'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de sa délibération du 16 décembre 2016, fixe un cadre pour le développement numérique de son territoire et principalement les règles de mise à disposition de ses réseaux de communications numériques.

Outre la mise à disposition gratuite aux communes des fourreaux et fibres, propriétés de l'Eurométropole de Strasbourg, cette délibération propose aussi aux communes un accompagnement dans le déploiement de réseaux permettant le raccordement des bâtiments communaux.

La ville de Lingolsheim, ayant sollicité l'Eurométropole de Strasbourg pour déployer un réseau fibre optique sur son territoire, un programme de travaux a été initié sur 2016 et 2017 pour un montant total de 330 000 € HT. Ce programme permettra, dès la fin des travaux, à la ville de Lingolsheim de raccorder ses bâtiments publics à sa mairie et permettra, en même temps à l'Eurométropole de Strasbourg, de renforcer ses réseaux pour ses propres besoins.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1425, L 5217-2 et L 5217-7
après en avoir délibéré
décide

de demander le versement d'un fonds de concours à la commune de Lingolsheim, commune membre, en vue de participer au financement d'un réseau de communication numérique, sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg au titre de ses compétences, permettant de raccorder les bâtiments publics de la ville de Lingolsheim à sa mairie à hauteur d'un montant prévisionnel de 165 000 € HT pour un coût prévisionnel d'opération de 330 000 € HT,

dis que

dans le cas où le coût final de l'opération serait supérieur au montant prévisionnel, l'excédent en résultant sera partagé entre les parties selon la clé de répartition de 50/50 au vu du décompté général et définitif des travaux ou état récapitulatif des dépenses acquittées et, à l'inverse, dans le cas où le total serait inférieur au budget prévisionnel susmentionné, le montant à payer par la commune sera calculé au prorata du coût réel supporté par l'Eurométropole de Strasbourg,

approuve

la convention de fonds de concours avec la commune de Lingolsheim, ci-jointe en annexe,

autorise

le Président ou son représentant :

- *à solliciter le fonds de concours lié au projet,*
- *à signer la convention de fonds de concours ainsi que tous les actes ou documents se rapportant au projet et nécessaire à l'exécution de la présente délibération,*

décide

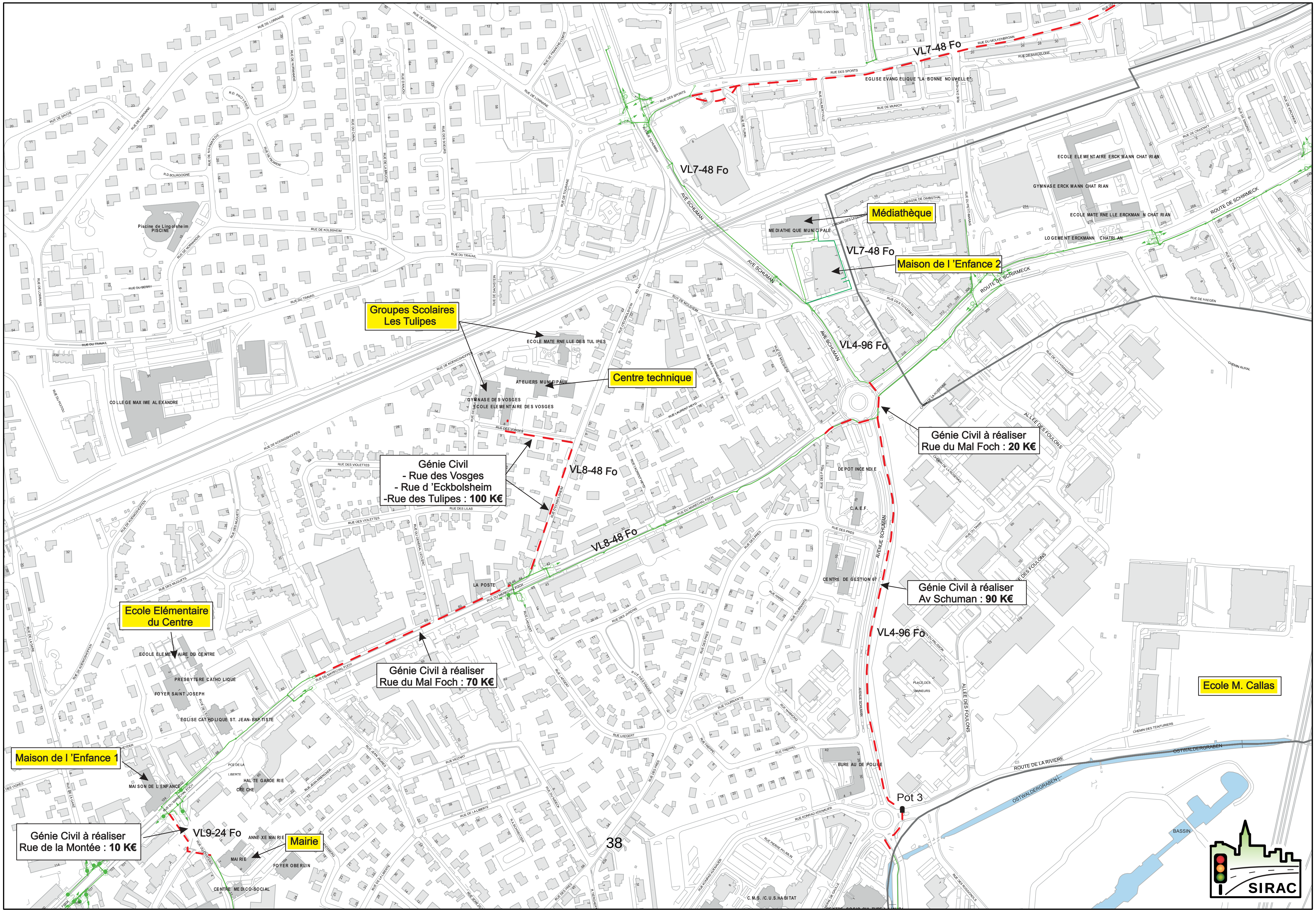
- *l'imputation des dépenses d'investissement sur l'opération 23 service SP00,*
- *l'imputation des recettes sur la ligne budgétaire 132-41.*

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

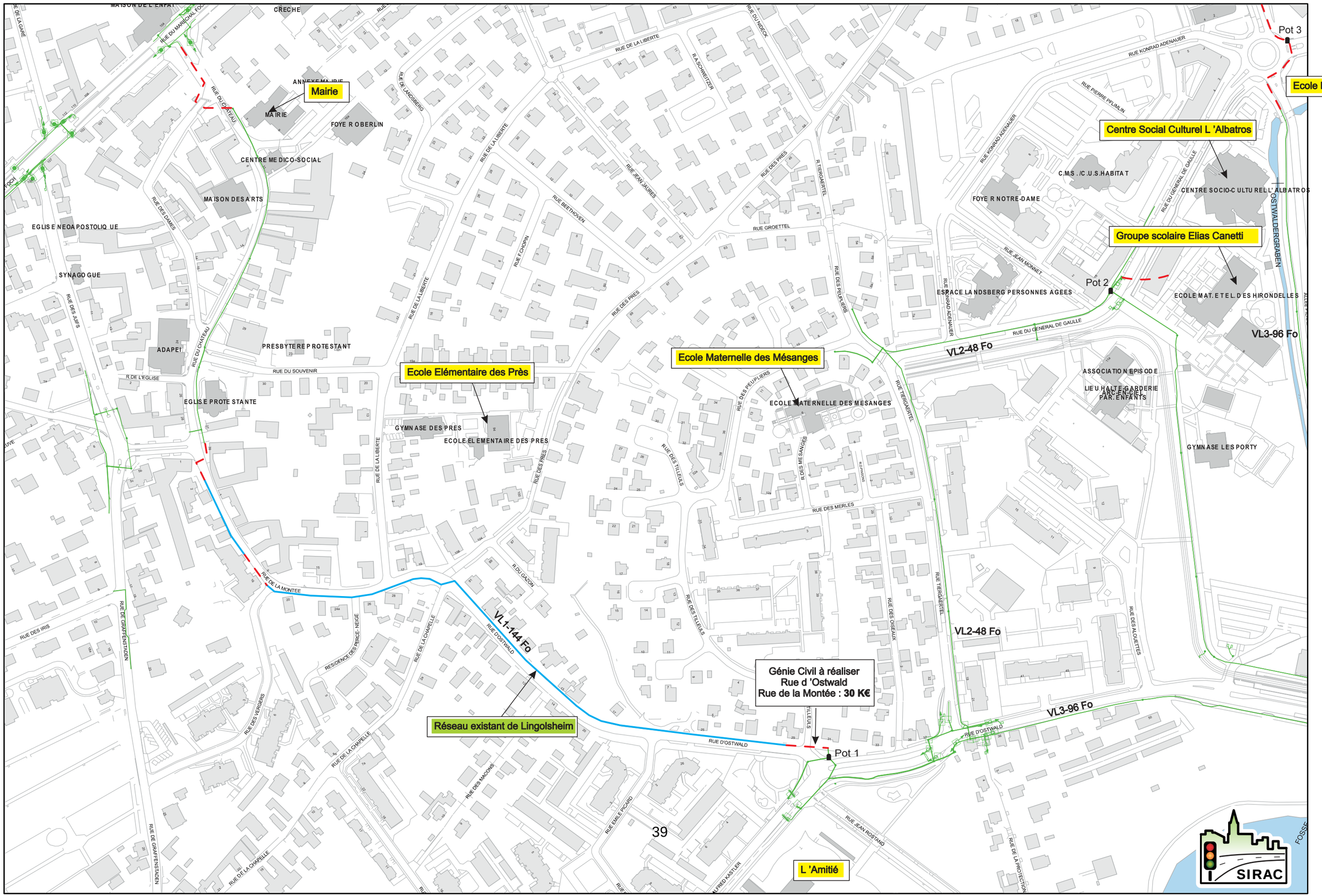
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Projet d 'adduction des Bâtiments Communautaires de Lingolsheim

1) Réalisation du Génie Civil



Strasbourg.eu
eurométropole



Strasbourg.eu
eurométropole

Groupe Scolaire de l ' Avenir

Génie Civil à réaliser
Rue de l 'Avenir : **20 K€**

Génie Civil à réaliser
Rue des Sports : **55 K€**

VL7-48 Fo

Réseau existant de Lingolsheim

Création d 'un Rond Point

Médiathèque

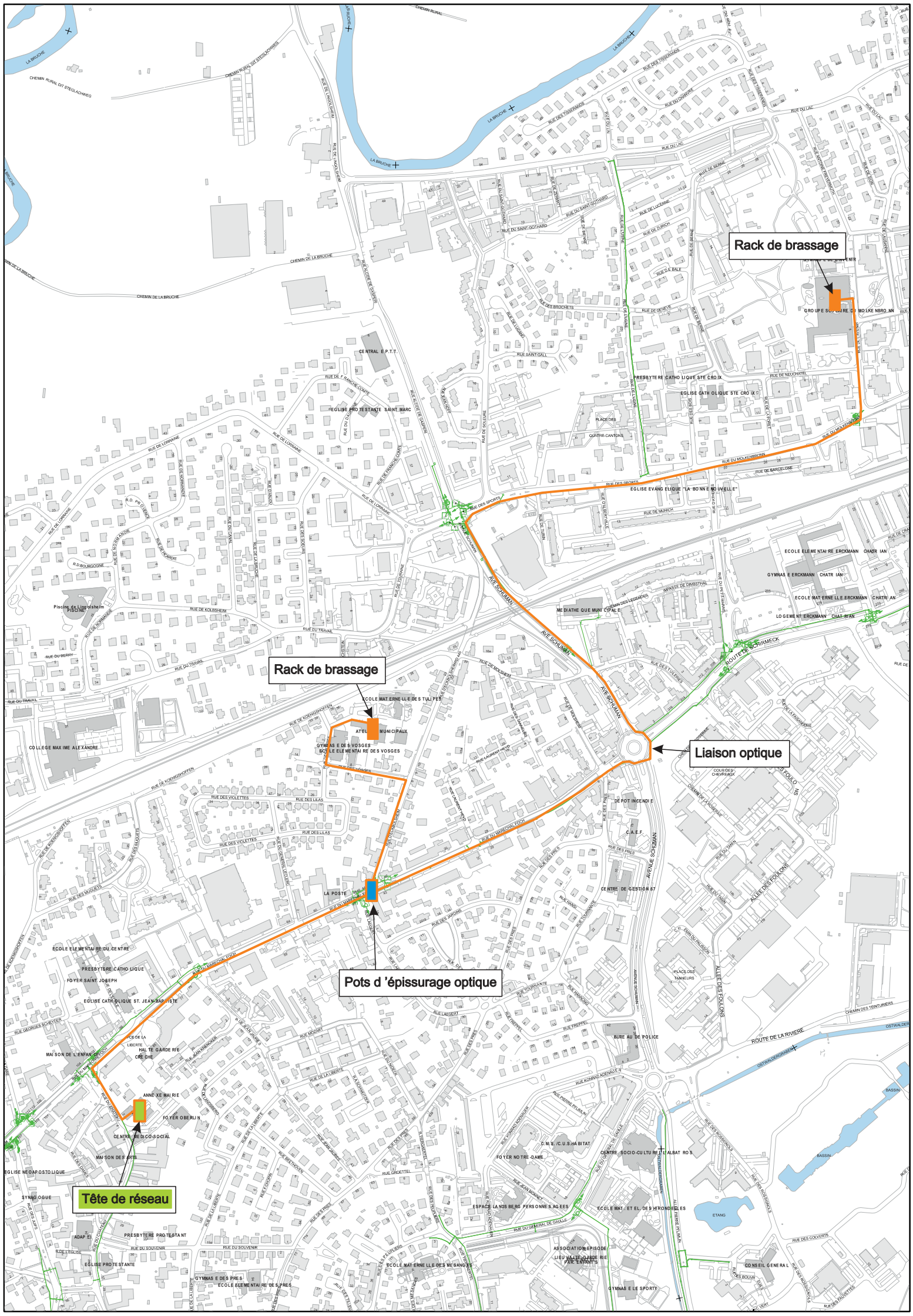
Maison de l 'Enfance 2

VL7-48 Fo

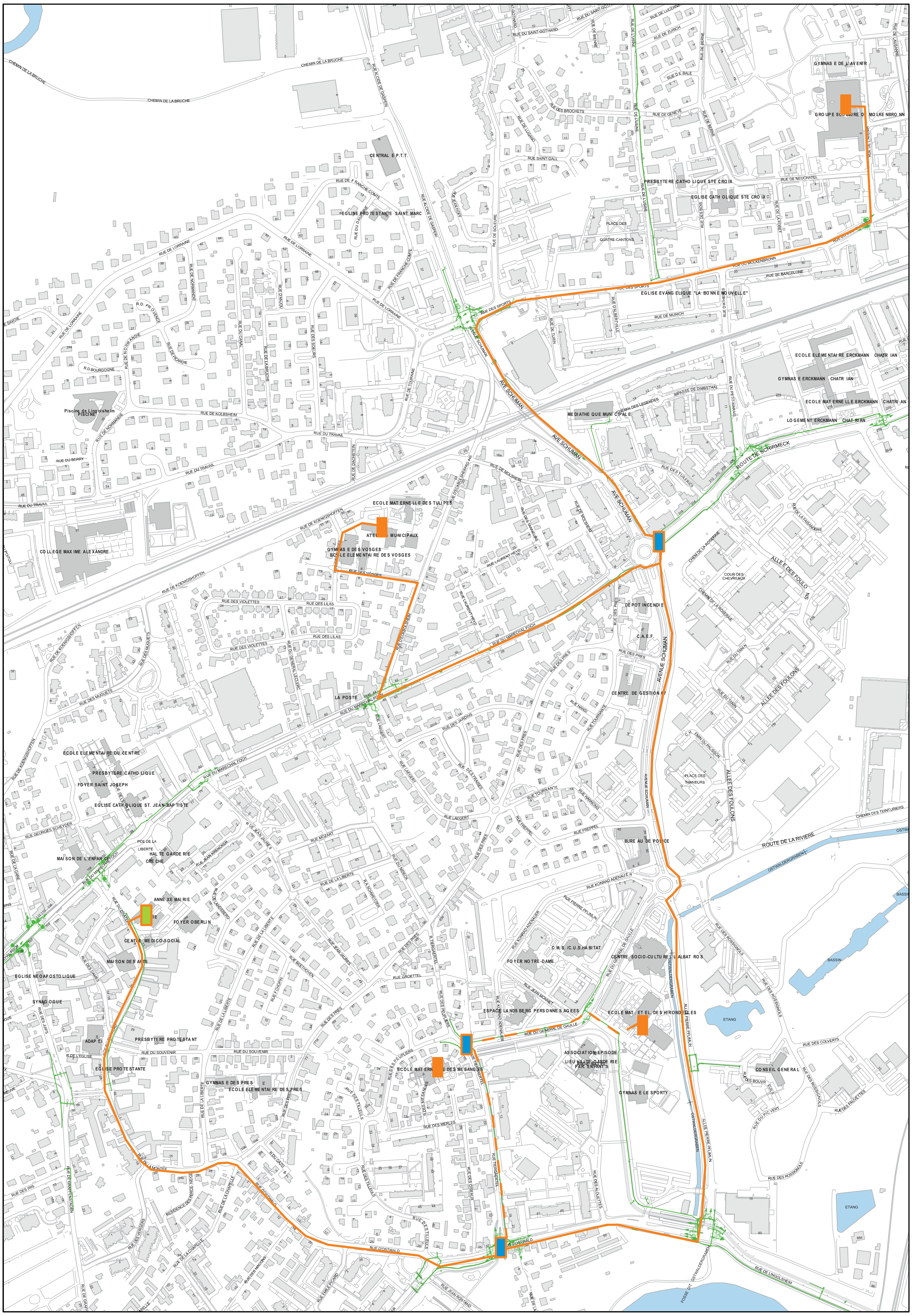
CHEMIN DE LA BRUCHE
RUE DE LA BRUCHE
RUE DU SAINT-GOTHARD
RUE DE ZURICH
RUE DE LUCERNE
RUE DE BERNE
RUE DE BALE
RUE DE GENEVE
RUE DES BROCHETS
RUE DE LUGANO
RUE SAINT-GALL
RUE DE LIGNE
CENTRAL E P.T.T.
RUE DE FRANCHE-COMTE
EGLISE PROTESTANTE SAINT MARC
RUE DU DAUPHINE
RUE DE LORRAINE
RUE DE NORMANDIE
RUE DU CANAL
RUE DES SKIEURS
RUE DE TOURAINE
RUE DES ARDENNES
RUE DE KOLBSHEIM
RUE DU TRAVAIL
RUE DE DACHSTEIN
RUE DE KOENIGSHOFFEN
RUE DES VIOLETTES
RUE DES LILAS
RUE DES HORTENSIAS
RUE DES SPORTS
AVE SCHUMAN
RUE DE STRASBOURG
RUE DE MOLSHEIM
RUE DES JARDINIERS
RUE LAURENT HEYD
RUE DES TUILERIES
RUE DE KOLBSHEIM
ECOLE MATERNELLE DES TULIPES
ATELIERS MUNICIPAUX
GYMNASE DES VOSGES
ECOLE ELEMENTAIRE DES VOSGES
PLACE DES
PRESBYTERE CATHOLIQUE STE CROIX
EGLISE CATHOLIQUE STE CROIX
RUE DES BOIS
RUE DE LA PISCINE
RUE DU MOLKENBRONN
RUE DE BARCELONE
RUE DE NEUCHATEL
EGLISE EVANGELIQUE "LA BONNE NOUVELLE"
RUE D'ATHENES
RUE DE MUNICH
RUE CALIFORNIE
GROUPE SCOLAIRE DU MOLKENBRONN
RUE DU LAC
RUE DE LAUSANNE
RUE DE MONTREUX
RUE DE HOLTZHEIM
RUE DE KIRCHHEIM
RUE DE DAHLENHEIM
RUE DU RHETHO
RUE DE CRASTATT
RUE DE SARGANT
ROUTE DE SCHIRMECK
ECOLE ELEMENTAIRE ERCK MANN CHAT RIAN
GYMNASE ERCK MANN CHAT RIAN
ECOLE MATERNELLE ERCKMANN CHATRIAN
LOGEMENT ERCKMANN CHATRIAN
RUE HENRI WELTER
RUE DE HAEGEN
RUE DE LA FERMERIE
CHEMIN RURAL
CHEMIN DE LA ROSERAIE
ALLEE DES FOULONS
COUR DES CHEVREAUX
CHEMIN DE LA FORESTIERE
RUE DES PRES
DEPOT INCENDIE
RUE DU PETIT MARAIS
PASSAGE DE DIMBSTHAL
CHEMIN DES LEGENDES
MEDIATHEQUE MUNICIPALE

SIRAC

2) Réalisation des liaisons optiques via Rue du Marechal Foch



3) Réalisation des liaisons optiques via Avenue Schuman



CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS :

OPERATION RELATIVE A LA REALISATION DE TRAVAUX DESTINES AU RACCORDEMENT DES BATIMENTS PUBLICS DE LA VILLE DE LINGOLSHEIM A UN RESEAU DE FIBRE OPTIQUE

Entre les soussignés :

L'Eurométropole de Strasbourg, domiciliée, 1 parc de l' Etoile 67067 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, M. Robert HERRMANN, habilité à cet effet par délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017.

Ci- après désignée « l'Eurométropole»,

D'une part,

ET

La commune de Lingolsheim, domiciliée 7 rue du Château 67380 Lingolsheim, représentée par son Maire, M.Yves BUR, habilité à cet effet par délibération du Conseil municipal du…..

Ci- après désignée « la commune »,

D'autre part.

PREAMBULE

La commune a sollicité l'Eurométropole de Strasbourg compétente en application de l'article L 5217-2,2°e du Code général des collectivités territoriales, en lieu et place des communes membres, en matière d'établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunication , au sens de l'article L 1425-1 du Code général des collectivités territoriales , pour la pose de réseaux de communications numériques (fourreaux et fibres) permettant le raccordement des bâtiments municipaux à la Mairie.

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire et gestionnaire d'infrastructures d'accueil comportant notamment un réseau de fourreaux et de fibre noire sur son territoire dont la vocation est de satisfaire ses propres besoins et services. Elle peut également établir et exploiter sur son territoire des infrastructures d'accueil et les mettre à disposition de tiers utilisateurs, opérateurs ou réseaux indépendants, dans la limite des capacités disponibles et dès lors qu'ils présentent un intérêt pour l'Eurométrope.

L'Eurométropole entend donner une suite favorable à la demande de pose et renforcement de réseaux permettant le raccordement des bâtiments municipaux d'une commune membre, au titre des compétences qu'elle a transféré à l'Eurométropole.

Dans cette perspective, l'Eurométropole demande à la commune de participer au financement de cette opération destinée à la réalisation de l'équipement dans le cadre d'un fonds de concours.

Le fonds de concours prévu à l'article L 5215-26 du Code général des collectivités territoriales constitue une dérogation au principe de spécialité et d'exclusivité régissant l'exercice des compétences des établissements public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI), pour le financement de la réalisation d'un équipement ou de son fonctionnement.

Le fonds de concours donne lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, des organes délibérants des EPCI et des conseils municipaux concernés.

Ces dispositions ont été rendues applicables aux métropoles par l'article L 5217-7 –I du Code général des collectivités territoriales.

Dans le cas de l'Eurométropole de Strasbourg, la conclusion de conventions relatives aux demandes ou à l'obtention de fonds de concours a été déléguée à la Commission permanente (bureau) par la délibération du 5 janvier 2017 (pointV).

Le montant total du fonds de concours ne peut excéder la part de financement assurée par le bénéficiaire du fonds de concours, hors subventions.

La commune accepte le principe d'apporter son soutien financier à l'opération qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole, par l'intermédiaire d'un fonds de concours.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit.

Article 1er- objet :

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et les modalités de versement par la commune de Lingolsheim à l'Eurométropole de Strasbourg d'un fonds de concours pour des travaux destinés à raccorder les bâtiments publics de la ville de Lingolsheim à un réseau fibre optique

Article 2- programme de l'opération et maîtrise d'ouvrage :

Le programme de l'opération porte sur la pose de réseaux de communications numériques (fourreaux et fibres). Ce sont ainsi 1 300 mètres de fourreaux et 5 000 mètres de fibres optiques qui seront posés selon le plan joint en annexe. L'Eurométropole de Strasbourg se limite à la réalisation des travaux et à la pose des fibres optiques, l'activation du réseau restant à la charge de la Ville de Lingolsheim.

La maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par l'Eurométropole au titre de ses compétences en matière d'établissement et de mise à disposition de réseaux de télécommunication d'initiative publique. L'Eurométropole reste propriétaire de l'équipement après réalisation des travaux.

Droit d'usage : pour les besoins propres de la Commune. La présente convention ne confère aucune exclusivité.

L'entretien des fourreaux, chambres et fibres sera assuré par le SIRAC. L'Eurométropole ne s'engage sur aucun délai de rétablissement en cas de panne mais affectera les ressources nécessaires pour un rétablissement dans les meilleurs délais. La présente convention sera complétée le moment venu par une convention de location de fourreaux, à titre gracieux comme le prévoit la délibération du 16 décembre 2016.

Article 3- Détermination du fonds de concours :

Il est rappelé que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assurée, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Le fonds de concours doit avoir pour objet de financer la réalisation de l'équipement.

A titre d'information, le budget prévisionnel de l'opération est le suivant :

-Coût total de l'opération (HT) : 330 000€ HT

-Autofinancement de l'Eurométropole : 165 000€ HT

-Participation de la Commune : 165 000€ HT soit 50% du montant estimatif des travaux.

Il est précisé que dans le cas où le coût total final de l'opération serait supérieur au montant du budget prévisionnel , l'excédent en résultant sera partagé entre les parties à la convention selon la clé de répartition 50/50, le bénéficiaire du fonds de concours devant assurer une part de financement au moins égale au montant du fonds de concours alloué par la commune.

Dans le cas où le coût total final serait inférieur au montant du budget prévisionnel, le montant à payer par la Commune sera calculé au prorata des sommes réellement payées par l'Eurométropole.

Article 4-modalités de versement du fonds de concours :

Les travaux se réalisant sur 2016 et 2017 un appel de fond sera lancé avant décembre 2017 pour les travaux réalisés en 2016 et un deuxième appel de fond sera lancé début 2018 pour les travaux réalisés en 2017.

La commune s'engage à verser sa participation dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la demande.

Le comptable assignataire de la recette est M. le Receveur des finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, Centre administratif, 1 parc de l'Etoile, 67067 Strasbourg Cedex.

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Receveur des finances d'Illkirch Collectivités, 12 rue du Rhône 67089 STRASBOURG Cedex.

Article 5-modalités de contrôle :

L'Eurométrople de Strasbourg devra fournir à la Commune, sur sa demande, tout document permettant de vérifier le montant des dépenses engagées.

Article 6- durée de la convention :

La présente convention entre en vigueur à sa signature par l'ensemble des parties, après que les délibérations l'autorisant soient devenues exécutoires, et prend fin à la date du deuxième versement du fonds de concours. Des travaux ayant démarré en 2016, elle inclut la période correspondante.

Article 7-Résiliation :

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations convenues à la présente convention, celle –ci pourra être résiliée par l'autre partie par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un mois.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non réalisation du projet, objet du fonds de concours.

Article 8- Litiges :

En cas de contestation de l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le …….

Le Maire de la commune de Lingolsheim.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

7

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Attribution d'une subvention à l'Association départementale de protection civile du Bas-Rhin (ADPC 67) dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 13 500 € à l'Association départementale de protection civile du Bas-Rhin (ADPC 67), dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs (2015-2018).

Chaque commune peut être confrontée à des situations déstabilisantes ou dites « de crise », nécessitant une chaîne de réactions rapides et efficaces comme par exemple lors d'accidents importants de toutes natures (industriels, transports...), de phénomènes climatiques particuliers (tempêtes, chutes de neige...), de problèmes sanitaires (canicule, pandémie grippale...), d'accidents liés à un risque naturel (inondations...), d'attentats ou tout simplement de perturbations de la vie collective (problème d'alimentation en eau potable, incendie important...).

Dans un tel contexte, pour mobiliser rapidement tous les moyens de sauvegarde nécessaires et apporter l'aide aux populations sinistrées, le partenariat avec une association agrée de sécurité civile peut s'avérer essentiel.

L'Association départementale de protection civile du Bas-Rhin est affiliée à la Fédération Nationale de Protection Civile, qui dispose des agréments de sécurité civile. Elle a pour objectifs d'assurer la protection des civils contre tous les types de dangers et d'apporter l'aide technique, humaine et logistique aux personnes sinistrées.

La convention pluriannuelle d'objectifs, prise par délibération du 20 mars 2015, fixe le cadre de la collaboration entre l'ADPC 67 et l'Eurométropole de Strasbourg de 2015 à 2018 soit, en termes de moyens financiers, une prévision de subvention totale de 54 000 €, à raison de 13 500 € par an. Les indicateurs de suivi retenus lors de la signature de cette convention sont tous satisfaisants.

Aussi, et dans le cadre de son soutien aux associations œuvrant dans le domaine de la sécurité civile, il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'allouer pour l'année 2017 une subvention d'un montant de 13 500 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 13 500 € à l'Association départementale de protection civile du Bas-Rhin (ADPC 67),

décide

l'imputation de la dépense sur la ligne budgétaire IS00B / fonction 12 / nature 6574, dont le disponible avant la présente Commission est de 13 500 €,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention financière relative à cette subvention.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant N-1	Montant sollicité	Montant octroyé
Association départementale de protection civile du Bas-Rhin (ADPC 67)	Subvention de fonctionnement dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs	13 500 €	13 500 €	13 500 €

8

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Soutien à diverses actions de prévention inscrites au Contrat Intercommunal de Prévention et de Sécurité de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ces actions concourent à la mise en œuvre de différentes lignes d'actions inscrites au Contrat Intercommunal de Prévention et de Sécurité de l'Eurométropole, notamment articulées dans les axes : Prévention des facteurs de rupture, (axe 2) Prévention de la récidive (axe 3), Contribution à la tranquillité publique (axe 4).

L'ensemble des subventions proposées s'élève à **115 505 €.**

I. <u>La prévention des facteurs de rupture (axe 2) :</u>

GIP Maison des adolescents **3 000 €**
Equipe mobile de prévention
Dans le cadre de l'axe 2 du CIPS : prévention des facteurs de rupture, la Maison des adolescents assure depuis 2015 la coordination de l'équipe mobile de prévention. Cette équipe, constituée de professionnels et de bénévoles associatifs compétents en matière de prévention des conduites à risques, intervient lors d'évènements festifs sensibles (fête de la musique, concerts, festivals). La coordination de l'équipe mobile de prévention est donc confiée à la Maison des Adolescents qui assure la mobilisation des partenaires, la préparation, la mise en œuvre, la coordination et l'évaluation de cette action.

II. <u>La prévention de la récidive (axe 3) :</u>

Association GENEPI **1 100 €**
Le GENEPI, Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées, se décline en 56 antennes locales, soit environ 1 200 bénévoles. Il œuvre « pour le décloisonnement des institutions carcérales, par la circulation des savoirs entre les personnes incarcérées, le public et les bénévoles ». Il dispose d'un agrément de l'Education Nationale. Le groupe local de Strasbourg (groupe Alsace), désormais GENEPI - STRASBOURG au statut d'association de droit local à part entière depuis fin 2015, est composé d'une quarantaine d'étudiants bénévoles, principalement de l'Université de Strasbourg. Ceux-ci interviennent à la Maison d'arrêt de Strasbourg, au centre de détention d'Oermingen, ainsi qu'à la Maison centrale d'Ensisheim, où ils

proposent des activités régulières notamment de soutien scolaire, d'alphabétisation, des ateliers d'anglais, d'histoire, de revue de presse, de code de la route, de jeux de société et tournois sportifs… Le groupe local est également très investi dans différents évènements annuels tels que les Journées nationales des prisons et mène par ailleurs des actions de sensibilisation, notamment en milieu scolaire.

Fédération de Charité du Diocèse de Strasbourg (CARITAS Secours Catholique d'Alsace) **2 850 €**

«Lieu d'accueil parents enfants à la Maison d'arrêt de Strasbourg.»

L'association assure l'accueil de familles et amis de détenus dans un local mis à disposition par la Maison d'arrêt de Strasbourg. L'association participe ainsi à la prévention de la récidive par le maintien des liens familiaux des personnes détenues.

III. La contribution à la tranquillité publique (axe 4) :

VIADUQ 67 **26 400 €**
SOS AIDE AUX HABITANTS **26 400 €**

«Développement de la médiation de proximité » Solde 2017

Depuis 2009, la collectivité soutient la médiation de proximité sur l'ensemble du territoire « eurométropolitain » (régulation des conflits de voisinage, vivre ensemble dans les quartiers…). Cette action est mise en œuvre par les associations VIADUQ 67 et SOS Aide aux Habitants sur l'ensemble des communes de l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de l'axe 4 du CIPS « contribution à la tranquillité publique ». 1 111 médiations ont été réalisées en 2016. Les interventions sont majoritairement initiées depuis la transmission de mains courantes par les commissariats de secteur ou d'informations en provenance des bailleurs. Par délibération du 19 mai 2017, la Commission permanente a voté l'attribution d'une subvention de 39 600 € à chacune des deux associations, correspondant à un acompte de 60 % basé sur la reconduction du soutien alloué en 2016. Il est proposé le versement du solde.

Association THEMIS **55 755 €**

Odyssée citoyenne solde 2016/2017

Initiée en 2009, l'Odyssée Citoyenne est une action visant le développement de la citoyenneté chez les mineurs, inscrite au Contrat Intercommunal de Prévention et de Sécurité de l'Eurométropole de Strasbourg (Axe I - Protection des mineurs et prévention de la délinquance). L'enfant, personne et citoyen en devenir, doit être accompagné dans l'apprentissage du vivre ensemble, appréhendé comme l'adulte de demain participant et œuvrant au contrat social.

Pour offrir les conditions de cet apprentissage, l'Odyssée Citoyenne développe sur une année scolaire, un parcours en sept étapes, de découverte et d'apprentissage des droits, devoirs et responsabilités, au sein de classes du Cycle 3 (CM1 – CM2) des écoles primaires de l'Eurométropole de Strasbourg. Ce parcours est mis en œuvre par l'association Thémis, en collaboration avec l'Education nationale.

L'Odyssée Citoyenne a permis de sensibiliser près de 3 000 élèves de primaire depuis sa genèse. Pour cette huitième édition (année scolaire 2016-2017), le nombre de classes

participantes est passé de 20 à 25 classes, dont 14 sont situées en Quartier prioritaire de la Politique de la Ville. 14 classes sont issues des écoles strasbourgeoises (3 en Zone de sécurité prioritaire) et 11 classes sont issues de communes de l'Eurométropole (Bischheim, Eckbolsheim, Fegersheim, Hœnheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Oberhausbergen, Schiltigheim et Souffelweyersheim).

Par délibération de la Commission permanente du 15 décembre 2016, une première tranche, correspondant à 50 % de la demande, soit 55 755 €, avait été attribuée. Il est proposé le versement du solde pour l'édition 2016/2017.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions suivantes :

VIADUQ 67- Association bas-rhinoise pour les victimes d'infraction, l'accès au droit et les usagers de tous quartiers *Médiation de proximité (solde)*	*26 400 €*
Association SOS Aide aux Habitants *Médiation de proximité (solde)*	*26 400 €*
THEMIS - Association pour l'accès aux droits pour les enfants et les Jeunes *Odyssée citoyenne2016-2017 (solde)*	*55 755 €*
Groupement d'Intérêt Public Maison des adolescents *Equipe mobile de prévention*	*3 000 €*
CARITAS Secours Catholique d'Alsace ***Lieu d'accueil parents enfants à la maison d'arrêt de Strasbourg***	***2 850 €***
GENEPI ***Programme d'actions 2017***	***1 100 €***

décide

la dépense correspondante, soit 115 505 €, est à imputer sur l'activité AT02A – nature 6574 – fonction 10 – programme 8058 du BP 2017, dont le montant disponible est de 176 840 €,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Commission Permanente (Bureau) de l'Eurométropole de Strasbourg

29 septembre 2017

Attribution de subventions au titre des actions inscrites au contrat intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance de l'Eurométropole de Strasbourg

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Total sollicité	Montant 2016	Montant proposé
Association VIADUQ	Médiation de proximité	66 000 €	66 000 €	Solde **26 400 €**
Association SOS Aide aux habitants	Médiation de proximité	66 000 €	66 000 €	Solde **26 400 €**
Association THEMIS	Odyssée citoyenne	115 510 €	115 510 €	Solde **55 755 €**
GIP Maison des adolescents	Equipe mobile de prévention en milieu festif	3 000 €	3 000 €	**3 000 €**
Association GENEPI	Fonctionnement	1 100 €	1 100 €	**1 100 €**
Association CARITAS	Lieu d'accueil parents enfants à la maison d'arrêt de l'Elsau	3 000 €	3 000 €	**2 850 €**

Total des subventions proposées	**115 505 €**

9

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Programmation 2017 des actions soutenues au titre du Contrat de Ville - Quatrième étape.

L'appel à projets du Contrat de ville de l'Eurométropole, publié en novembre dernier, a pour objectif de soutenir des actions en cohérence avec les enjeux prioritaires du contrat. Ces enjeux sont traduits en objectifs opérationnels dans la convention cadre et ses 19 programmes thématiques et dans les conventions d'application territoriales établies pour les 18 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de l'Eurométropole de Strasbourg.

Cet appel à projets s'adresse à des associations, des bailleurs et des établissements publics. Le soutien aux projets est conditionné à 3 critères précis :

- le projet doit concerner un ou plusieurs QPV et bénéficier à un public des QPV dans une proportion très significative,

- le projet doit porter sur les objectifs prioritaires du Contrat de ville et répondre à une situation actuelle vécue dans les QPV,

- le projet doit préciser les moyens de droit commun mobilisés avant de solliciter et les moyens spécifiques « contrat de ville » nécessaires à l'action.

En 2017, les enjeux suivants ont été définis comme prioritaires :

- faciliter l'accès à l'emploi et la création d'activités dans les QPV,

- favoriser la réussite éducative par tous les moyens d'actions,

- promouvoir la participation citoyenne active des jeunes et le soutien à leurs initiatives,

- renforcer la cohésion sociale, notamment par des actions au service des valeurs de la République, de la participation citoyenne, de la lutte contre les discriminations et de la prévention de la radicalisation,

- améliorer l'image des QPV, notamment par la valorisation de leur histoire et de leurs atouts.

Cette délibération relative à la programmation 2017 vous propose de soutenir une quatrième partie des projets en reconduction dont le bilan 2016 a été jugé pertinent et de nouvelles actions, répondant aux objectifs et critères énoncés ci-avant. L'instruction a été menée avec les services de l'Etat, du Conseil départemental et de la Caisse d'allocations familiales. Soit 7 projets, dont 4 en reconduction et 3 nouveaux, pour un montant global de 45 000 €.

Cette délibération est présentée en deux parties :

- les actions spécifiques à un quartier répondant aux priorités opérationnelles de sa convention d'application territoriale,

- les actions développées sur plusieurs quartiers ou sur toute l'Eurométropole et répondant aux priorités opérationnelles énoncées dans les programmes thématiques.

D'autres actions actuellement en cours d'instruction seront présentées lors d'une dernière délibération.

Partie 1 - Les actions spécifiques à chaque quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

Le QPV MEINAU NEUHOF – 15 700 habitant(e)s

Cette étape de la programmation territoriale porte sur deux actions 1 en reconduction , présentée par deux porteurs de projet, pour un montant global de subvention de 12 500 €, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- favoriser l'acquisition des savoirs de base, les savoir-être et le niveau linguistique comme préalable à la formation ou à l'emploi ;

- accompagner le passage entre le milieu scolaire, la formation et l'insertion professionnelle.

Porteurs	Actions	Budget global	Subventions proposées	Directions Services	Contribuant aux programmes
LUPOVINO	Pôle formation : valorisation et renforcement	38 500 €	12 500 €	Contrat de ville	11 : parcours vers l'emploi

	des compétences				

Le QPV QUARTIERS OUEST – 6 050 habitant(e)s

Cette étape de la programmation territoriale porte sur 1 action en reconduction pour un montant de subvention de 5 000 €, répondant à l'objectif suivant de la convention d'application territoriale :

- favoriser le parcours vers l'emploi (favoriser des actions adaptées au public, développer des liens entre le quartier et les entreprises)

Porteur	Action	Budget global	Subvention proposée	Direction Service	Contribuant aux programmes
MOBILEX	Mobilité inclusive et autonomie	26 000 €	5 000 €	Contrat de ville	11 : Parcours vers l'emploi

Partie 2 – Les actions relatives aux programmes thématiques se déployant sur plusieurs QPV ou sur tous les QPV de l'Eurométropole.

AXES TRANSVERSAUX

<u>Programme 2 : prévention et lutte contre les discriminations</u>

Cette étape de la programmation thématique porte sur 2 actions : 1 en évolution et 1 nouvelle pour un montant global de subvention de 9 000 €, répondant aux objectifs suivants du programme :

- promouvoir et renforcer l'accès aux droits et l'égalité de traitement de l'ensemble des personnes et en particulier des personnes les plus fragiles ou vulnérables ;

- agir prioritairement dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, de l'accès à la culture, au sport et aux loisirs ainsi qu'au logement.

Porteurs	Actions	Budget global	Subventions proposées	Directions Services
Le Furet	Pôle ressources petite enfance et prévention des discriminations	16 000 €	4 000 €	Contrat de ville
LAFA	Un ballon pour l'insertion	10 000 €	5 000 €	Contrat de ville

Ces actions seront déployées sur l'ensemble des QPV.

PILIER COHESION SOCIALE

Programme 9 : partenariat avec l'Université de Strasbourg

Cette étape de la programmation thématique porte sur 2 actions, 1 en reconduction et une nouvelle, portées par l'Université de Strasbourg pour un montant global de subvention de 15 000 €, répondant à l'objectif suivant du programme thématique :

- orienter les travaux de recherche déjà menés dans différentes unités de recherche de l'Université vers les problématiques spécifiques des QPV.

Ces recherches-actions seront menées chacune sur 2 quartiers prioritaires à déterminer d'ici leur lancement.

Porteurs	Actions	Budget global	Subventions proposées	Directions Services
Université de Strasbourg	Accès aux services publics des habitants des QPV	12 974 €	6 000 €	Contrat de Ville
Université de Strasbourg	Trajectoires résidentielles familiales et processus de décohabitation des jeunes adultes des QPV	23 883 €	9 000 €	Contrat de Ville

PILIER EMPLOI – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Au titre du programme 11 : les parcours vers l'emploi

Cette étape de la programmation thématique porte sur 1 action nouvelle pour un montant de subvention de 3 500 €, répondant aux objectifs suivants du programme thématique :

- faciliter l'accès des habitants des QPV aux dispositifs de droit commun d'aide à l'emploi ;

- faciliter l'accès à la première expérience professionnelle pour les jeunes.

Porteur	Action	Budget global	Subvention proposée	Direction Service
IMS Entreprendre	100 chances, 100 emplois	34 000 €	3 500 €	Contrat de Ville

Cette action sera déployée sur l'ensemble des QPV.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

d'attribuer au titre de la ***Direction de projet du Contrat de Ville****, les subventions suivantes :*

LUPOVINO *«Pôle formation : valorisation et renforcement des compétences»*	***12 500 €***
MOBILEX *« Mobilité inclusive et autonomie »*	***5 000 €***
Le Furet *«Pôle ressources petite enfance et prévention des discriminations»*	***4 000 €***
Université de Strasbourg *« Accès aux services publics des habitants des QPV » (6 000 €)* *« Trajectoires résidentielles familiales et décohabitation des jeunes adultes des QPV » (9 000 €)*	***15 000 €***
IMS Entreprendre *« 100 chances, 100 emplois »*	***3 500 €***
LAFA *« Un ballon pour l'insertion »*	***5 000 €***

La proposition ci-dessus représente une somme de ***45 000 €*** *à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 020, nature 6574, activité DL04B, dont le solde disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 180 308 €.*

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Synthèse des subventions proposées

Porteurs	Actions	Budget global	Subventions proposées	Directions Services	Subvention accordée en 2016	Direction Service 2016	Programme
Le Furet	Pôle ressource petite enfance et prévention des discriminations	16 000 €	4 000 €	Contrat de ville	5 000 €	Contrat de ville	2 : Prévention et lutte contre les discriminations
LAFA	Un ballon pour l'insertion	10 000 €	5 000 €	Contrat de ville			2 : Prévention et lutte contre les discriminations
Montant total des subventions proposées au titre du programme 2 : 9 000 €							
Université de Strasbourg	Accès aux services publics des habitants des QPV	12 974 €	6 000 €	Contrat de ville	8 474 €	Contrat de ville	9 : Partenariat avec l'Université de Strasbourg
Université de Strasbourg	Trajectoires résidentielles familiales et processus de décohabitation des jeunes adultes des QPV	23 883 €	9 000 €	Contrat de ville			9 : Partenariat avec l'Université de Strasbourg
Montant total des subventions proposées au titre du programme 9 : 15 000 €							
Lupovino	Pôle formation : valorisation et renforcement des compétences	38 500 €	12 500 €	Contrat de ville	10 500 €	Contrat de ville	Programme 11: les parcours vers l'emploi
Mobilex	Mobilité inclusive et autonomie	26 000 €	5 000 €	Contrat de ville	5 000 €	Contrat de ville	Programme 11: les parcours vers l'emploi

Porteurs	Actions	Budget global	Subventions proposées	Directions Services	Subvention accordée en 2016	Direction Service 2016	Programme
IMS Entreprendre	100 chances, 100 emplois	34 000 €	3 500 €	Contrat de ville			Programme 11: les parcours vers l'emploi
Montant total des subventions proposées au titre du programme 11 : 21 000 €							
Montant total tous programmes confondus des subventions proposées : 45 000 €							

10

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

SPL DEUX RIVES- Garanties d'emprunt.

Conformément au bilan prévisionnel de ZAC avec financement annexé à l'avenant n°1 au traité de concession approuvé par délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 30 juin 2017, la présente délibération a pour objet de garantir deux nouveaux prêts bancaires d'un montant total de 30 millions d'euros à contracter par la SPL « Deux Rives ».

Ces deux nouveaux prêts, qui se rajoutent aux deux premiers prêts ayant fait l'objet de premières garanties d'emprunt par l'Eurométropole de Strasbourg approuvé par délibération du 23 avril 2015, doivent permettre faire face aux acquisitions foncières et aux travaux d'équipements publics d'aménagements en préalable aux premières cessions foncières prévues à partir de 2016, suite au dossier de réalisation de ZAC approuvé par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 avril 2017.

Après plusieurs phases de négociation, la SPL a retenu les offres de deux banques, la Caisse d'Epargne pour un montant nominal de 10 millions d'euros et la Banque Postale pour un montant nominal de 20 millions d'euros, selon les caractéristiques suivantes :

1. CARACTERISTIQUES DU PRET AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE

Montant du crédit : 10 000 000 €
Durée : 11 ans

Phase de mobilisation avec mise à disposition selon besoin cadre sur plan suivant :

- Durée de la phase de mobilisation : jusqu'au 31/03/2019
- Cadre de mise à disposition :

  - 1 000 000€ au 31/12/2017
  - 2 000 000€ au 29/03/2018
  - 2 000 000€ au 29/06/2018
  - 2 500 000€ au 29/09/2018

- 2 500 000€ au 31/03/2019

- Montant minimum de 500 000€ à chaque tirage
- Taux d'application : fixe de 1,39 %

Phase d'amortissement-période avec différé

- Durée de la période de différé d'amortissement : 36 mois
- Date de début du différé d'amortissement : 01/04/2019
- Date de fin du différé d'amortissement : 31/03/2022
- Périodicité des échéances d'intérêts : trimestrielle
- Taux proportionnel annuel : fixe de 1,39%

Phase d'amortissement-période sans différé

- Durée de la période de différé d'amortissement : 72 mois
- Date de début du différé d'amortissement : 01/04/2022
- Date de fin du différé d'amortissement : 31/03/2028
- Périodicité des échéances d'intérêts : trimestrielle
- Périodicité d'amortissement du capital : capital constant et trimestriel
- Taux proportionnel annuel : fixe de 1,39%

Frais

Commissions :

- Commission d'engagement : 12 000€
- Commission de non-utilisation ou de non-consolidation : 1 % de la portion du montant
- Remboursement anticipé : possible moyennant une indemnité actuarielle

2. CARACTERISTIQUES DU PRET AUPRES DE LA BANQUE POSTALE

Montant du crédit: 20 000 000 €
Durée : 10 ans

Phase de mobilisation avec mise à disposition selon besoin

- Durée de la phase de mobilisation : jusqu'au 15/08/2019
- Montant minimum : 15 000€
- Montant maximum : 20 000 000€
- Taux : selon index EONIA poste fixé assorti d'une marge de 0,68%
- Remboursement anticipé de l'encours: aucun

Tranche obligatoire à taux fixe

- A partir du 15/08/2019 jusqu'au 15/08/2027
- Montant : par arbitrage automatique dans la limite du montant du prêt souscrit et de l'encours en phase de mobilisation, sauf renoncement express de l'emprunteur au recours l'arbitrage automatique avant le 15/08/2019 ou ajustement du montant par le prêteur aux besoins réels de l'emprunteur à la suite d'une demande de production de justificatifs.
- Durée d'amortissement : 8 ans
- Périodicité des échéances d'intérêts : trimestrielle
- Taux proportionnel annuel : fixe de 1,34%
- Remboursement anticipé : autorisé

Frais

Commissions :

- Commission d'engagement : 0,05% du montant du prêt exigible et payable le 2 août 2017
- Commission de non-utilisation: 0,15 %

Les tableaux d'amortissement des deux prêts sont annexés à la présente délibération.

Conformément au règlement intérieur, le Comité de Liaison stratégique, d'engagement et de contrôle de la SPL « Deux Rives » a émis un avis favorable en date du 13 avril 2017 à la souscription par la SPL de ces emprunts d'un montant supérieur ou égal à 750 K€ ainsi qu'à leurs conditions de financement.

Dans sa séance du 21 avril 2017, le Conseil d'administration de la SPL « Deux Rives » a autorisé, au vu de l'avis du Comité de Liaison, la souscription par la SPL de ces deux emprunts d'un montant nominal total de 30 M€ et a autorisé son Directeur général à signer tout contrat et acte y afférant.

La SPL « Deux-Rives » a ensuite sollicité par courrier du 28 août 2017 l'Eurométropole de Strasbourg au titre de la garantie de ces prêts.

Il est donc proposé au Conseil de répondre favorablement à la demande de la SPL « Deux Rives » afin de consentir sa garantie d'emprunt sous la forme d'un cautionnement solidaire à hauteur de 80 % des financements, s'agissant de deux emprunts destinés à financer l'opération d'aménagement de la ZAC des deux Rives, dans le respect des critères de la loi « Galland » du 5 janvier 1998.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)

vu la délibération communautaire du 19 décembre 2014
approuvant le traité de concession de la ZAC des Deux Rives
vu la délibération de la commission permanente du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 30 juin 2017
approuvant l'avenant n° 1 au traité de concession
et son bilan financier prévisionnel annexé
vu l'avis favorable préalable du Comité de Liaison stratégique,
d'engagement et de contrôle en date du 13 avril 2017
vu la décision du Conseil d'administration de la SPL « Deux Rives »
en date du 21 avril 2017

après en avoir délibéré

décide

d'accorder à la SPL « Deux Rives » sa garantie d'emprunt sous la forme d'un cautionnement solidaire à hauteur de 80 % des financements, au titre de deux prêts d'un montant nominal total de 30 millions d'euros contractés respectivement auprès de la Caisse d'Epargne et de la Banque Postale en vue de faire face aux acquisitions foncières et aux travaux d'équipements publics d'aménagements en préalable aux premières cessions foncières prévues à partir de 2016, suite au dossier de réalisation de ZAC approuvé par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 avril 2017, et selon les conditions de prêt suivantes :

- *prêt de la Caisse d'épargne :*

***Montant du crédit** : 10 000 000 €*
***Durée** : 11 ans*

Phase de mobilisation avec mise à disposition selon besoin cadre sur plan suivant :

- *Durée de la phase de mobilisation : jusqu'au 31/03/2019*
- *Cadre de mise à disposition :*

  - *1 000 000€ au 31/12/2017*
  - *2 000 000€ au 29/03/2018*
  - *2 000 000€ au 29/06/2018*
  - *2 500 000€ au 29/09/2018*
  - *2 500 000€ au 31/03/2019*

- *Montant minimum de 500 000€ à chaque tirage*
- *Taux d'application : fixe de 1,39 %*

Phase d'amortissement-période avec différé

- *Durée de la période de différé d'amortissement : 36 mois*
- *Date de début du différé d'amortissement : 01/04/2019*

- *Date de fin du différé d'amortissement : 31/03/2022*
- *Périodicité des échéances d'intérêts : trimestrielle*
- *Taux proportionnel annuel : fixe de 1,39 %*

Phase d'amortissement-période sans différé

- *Durée de la période de différé d'amortissement : 72 mois*
- *Date de début du différé d'amortissement : 01/04/2022*
- *Date de fin du différé d'amortissement : 31/03/2028*
- *Périodicité des échéances d'intérêts : trimestrielle*
- *Périodicité d'amortissement du capital : capital constant et trimestriel*
- *Taux proportionnel annuel : fixe de 1,39%*

Frais

Commissions :

- *Commission d'engagement : 12 000€*
- *Commission de non-utilisation ou de non-consolidation : 1 % de la portion du montant*
- *Remboursement anticipé : possible moyennant une indemnité actuarielle*

- *prêt de la Banque Postale :*

***Montant du crédit**: 20 000 000 €*
***Durée** : 10 ans*

Phase de mobilisation avec mise à disposition selon besoin

- *Durée de la phase de mobilisation : jusqu'au 15 août 2019*
- *Montant minimum : 15 000€*
- *Montant maximum : 20 000 000€*
- *Taux : selon index EONIA poste fixé assorti d'une marge de 0,68%*
- *Remboursement anticipé de l'encours: aucun*

Tranche obligatoire à taux fixe

- *A partir du 15 août 2019 jusqu'au 15 août 2027*
- *Montant : par arbitrage automatique dans la limite du montant du prêt souscrit et de l'encours en phase de mobilisation, sauf renoncement express de l'emprunteur au recours l'arbitrage automatique avant le 15 août 2019 ou ajustement du montant par le prêteur aux besoins réels de l'emprunteur à la suite d'une demande de production de justificatifs.*
- *Durée d'amortissement : 8 ans*
- *Périodicité des échéances d'intérêts : trimestrielle*
- *Taux proportionnel annuel : fixe de 1,34%*

- *Remboursement anticipé : autorisé*

Frais

Commissions :

- *commission d'engagement : 0,05 % du montant du prêt exigible et payable le 2 août 2017,*
- *commission de non-utilisation: 0,15 % ;*

décide

que la garantie est accordée pour la durée totale des deux contrats de prêt précités et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité, en capital, intérêts et tous frais et accessoires,

qu'au cas où la SPL « Deux Rives », pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple notification de l'organisme prêteur adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements,

s'engage

pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, les ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à intervenir au nom de l'Eurométropole de Strasbourg aux contrats de prêt entre la SPL « Deux Rives » et respectivement la Caisse d'Epargne et la Banque Postale ainsi qu'à signer les conventions de garantie et tout acte s'y rapportant.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

LA BANQUE POSTALE

ANNEXE – TABLEAU D'AMORTISSEMENT INDICATIF

Rang	Date	Déblocage en EUR	Amortissement en EUR	Intérêts en EUR	Frais	Echéance en EUR	Capital restant dû après échéance en EUR
	01/09/2017	20 000 000,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	20 000 000,00
	16/10/2017	0,00	0,00	17 000,00	0,00	17 000,00	20 000 000,00
	15/11/2017	0,00	0,00	11 333,33	0,00	11 333,33	20 000 000,00
	15/12/2017	0,00	0,00	11 333,33	0,00	11 333,33	20 000 000,00
	15/01/2018	0,00	0,00	11 711,11	0,00	11 711,11	20 000 000,00
	15/02/2018	0,00	0,00	11 711,11	0,00	11 711,11	20 000 000,00
	15/03/2018	0,00	0,00	10 577,78	0,00	10 577,78	20 000 000,00
	16/04/2018	0,00	0,00	12 088,89	0,00	12 088,89	20 000 000,00
	15/05/2018	0,00	0,00	10 955,56	0,00	10 955,56	20 000 000,00
	15/06/2018	0,00	0,00	11 711,11	0,00	11 711,11	20 000 000,00
	16/07/2018	0,00	0,00	11 711,11	0,00	11 711,11	20 000 000,00
	16/08/2018	0,00	0,00	11 711,11	0,00	11 711,11	20 000 000,00
	17/09/2018	0,00	0,00	12 088,89	0,00	12 088,89	20 000 000,00
	15/10/2018	0,00	0,00	10 577,78	0,00	10 577,78	20 000 000,00
	15/11/2018	0,00	0,00	11 711,11	0,00	11 711,11	20 000 000,00
	17/12/2018	0,00	0,00	12 088,89	0,00	12 088,89	20 000 000,00
	15/01/2019	0,00	0,00	10 955,56	0,00	10 955,56	20 000 000,00
	15/02/2019	0,00	0,00	11 711,11	0,00	11 711,11	20 000 000,00
	15/03/2019	0,00	0,00	10 577,78	0,00	10 577,78	20 000 000,00
	15/04/2019	0,00	0,00	11 711,11	0,00	11 711,11	20 000 000,00
	15/05/2019	0,00	0,00	11 333,33	0,00	11 333,33	20 000 000,00
	17/06/2019	0,00	0,00	12 466,67	0,00	12 466,67	20 000 000,00
	15/07/2019	0,00	0,00	10 577,78	0,00	10 577,78	20 000 000,00
	16/08/2019	0,00	0,00	12 088,89	0,00	12 088,89	20 000 000,00
	15/11/2019	0,00	0,00	67 000,00	0,00	67 000,00	20 000 000,00
	15/02/2020	0,00	0,00	67 000,00	0,00	67 000,00	20 000 000,00
	15/05/2020	0,00	0,00	67 000,00	0,00	67 000,00	20 000 000,00
	15/08/2020	0,00	0,00	67 000,00	0,00	67 000,00	20 000 000,00
	15/11/2020	0,00	0,00	67 000,00	0,00	67 000,00	20 000 000,00
	15/02/2021	0,00	0,00	67 000,00	0,00	67 000,00	20 000 000,00
	15/05/2021	0,00	0,00	67 000,00	0,00	67 000,00	20 000 000,00
	15/08/2021	0,00	0,00	67 000,00	0,00	67 000,00	20 000 000,00
	15/11/2021	0,00	0,00	67 000,00	0,00	67 000,00	20 000 000,00
	15/02/2022	0,00	0,00	67 000,00	0,00	67 000,00	20 000 000,00
	15/05/2022	0,00	0,00	67 000,00	0,00	67 000,00	20 000 000,00
	15/08/2022	0,00	0,00	67 000,00	0,00	67 000,00	20 000 000,00
1	15/11/2022	0,00	1 000 000,00	67 000,00	0,00	1 067 000,00	19 000 000,00
2	15/02/2023	0,00	1 000 000,00	63 650,00	0,00	1 063 650,00	18 000 000,00
3	15/05/2023	0,00	1 000 000,00	60 300,00	0,00	1 060 300,00	17 000 000,00
4	15/08/2023	0,00	1 000 000,00	56 950,00	0,00	1 056 950,00	16 000 000,00
5	15/11/2023	0,00	1 000 000,00	53 600,00	0,00	1 053 600,00	15 000 000,00
6	15/02/2024	0,00	1 000 000,00	50 250,00	0,00	1 050 250,00	14 000 000,00
7	15/05/2024	0,00	1 000 000,00	46 900,00	0,00	1 046 900,00	13 000 000,00
8	15/08/2024	0,00	1 000 000,00	43 550,00	0,00	1 043 550,00	12 000 000,00
9	15/11/2024	0,00	1 000 000,00	40 200,00	0,00	1 040 200,00	11 000 000,00

Rang	Date	Déblocage en EUR	Amortissement en EUR	Intérêts en EUR	Frais	Echéance en EUR	Capital restant dû après échéance en EUR
10	15/02/2025	0,00	1 000 000,00	36 850,00	0,00	1 036 850,00	10 000 000,00
11	15/05/2025	0,00	1 000 000,00	33 500,00	0,00	1 033 500,00	9 000 000,00
12	15/08/2025	0,00	1 000 000,00	30 150,00	0,00	1 030 150,00	8 000 000,00
13	15/11/2025	0,00	1 000 000,00	26 800,00	0,00	1 026 800,00	7 000 000,00
14	15/02/2026	0,00	1 000 000,00	23 450,00	0,00	1 023 450,00	6 000 000,00
15	15/05/2026	0,00	1 000 000,00	20 100,00	0,00	1 020 100,00	5 000 000,00
16	15/08/2026	0,00	1 000 000,00	16 750,00	0,00	1 016 750,00	4 000 000,00
17	15/11/2026	0,00	1 000 000,00	13 400,00	0,00	1 013 400,00	3 000 000,00
18	15/02/2027	0,00	1 000 000,00	10 050,00	0,00	1 010 050,00	2 000 000,00
19	15/05/2027	0,00	1 000 000,00	6 700,00	0,00	1 006 700,00	1 000 000,00
20	15/08/2027	0,00	1 000 000,00	3 350,00	0,00	1 003 350,00	0,00

TOTAL	20 000 000,00	1 777 233,34	10 000,00	21 787 233,34

Le tableau d'amortissement ci-dessus résulte d'une simulation, il est fourni à titre indicatif et sans engagement.

Commentaires :

CAISSE D'EPARGNE D'ALSACE

1 avenue du Rhin

67925 - STRASBOURG CEDEX 9
FRANCE

Tableau d'amortissement par date de règlement entre le 01/01/2019 et le 31/03/2028 Participant : PE082370635 - CAISSE D'EPARGNE D'ALSACE

Instrument	**Prêts**
Entité de Gestion	**16705 - CE Alsace**
Dossier	**A0A17045 - FINANCEMENT AMENAGEMENT ZAC DEUX RIVES STRASBOURG d'un montant de 10 000 000.00 EUR du 29/06/2017 au 31/03/2028**
Client	**CB0099591529 - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DEUX RIVES**

Date	Déblocage	Capital	Intérêts	Intérêts capitalisés	Frais	TVA sur frais	Total	Encours	Taux
28/06/2019	0,00	0,00	34 363,89	0,00	0,00	0,00	34 363,89	10 000 000,00	1,390000000
30/09/2019	0,00	0,00	36 294,44	0,00	0,00	0,00	36 294,44	10 000 000,00	1,390000000
31/12/2019	0,00	0,00	35 522,22	0,00	0,00	0,00	35 522,22	10 000 000,00	1,390000000
31/03/2020	0,00	0,00	35 136,11	0,00	0,00	0,00	35 136,11	10 000 000,00	1,390000000
30/06/2020	0,00	0,00	35 136,11	0,00	0,00	0,00	35 136,11	10 000 000,00	1,390000000
30/09/2020	0,00	0,00	35 522,22	0,00	0,00	0,00	35 522,22	10 000 000,00	1,390000000
31/12/2020	0,00	0,00	35 522,22	0,00	0,00	0,00	35 522,22	10 000 000,00	1,390000000
31/03/2021	0,00	0,00	34 750,00	0,00	0,00	0,00	34 750,00	10 000 000,00	1,390000000
30/06/2021	0,00	0,00	35 136,11	0,00	0,00	0,00	35 136,11	10 000 000,00	1,390000000
30/09/2021	0,00	0,00	35 522,22	0,00	0,00	0,00	35 522,22	10 000 000,00	1,390000000
31/12/2021	0,00	0,00	35 522,22	0,00	0,00	0,00	35 522,22	10 000 000,00	1,390000000
31/03/2022	0,00	0,00	34 750,00	0,00	0,00	0,00	34 750,00	10 000 000,00	1,390000000
30/06/2022	0,00	416 666,67	35 136,11	0,00	0,00	0,00	451 802,78	9 583 333,33	1,390000000
30/09/2022	0,00	416 666,67	34 042,13	0,00	0,00	0,00	450 708,80	9 166 666,66	1,390000000
30/12/2022	0,00	416 666,67	32 208,10	0,00	0,00	0,00	448 874,77	8 749 999,99	1,390000000
31/03/2023	0,00	416 666,67	30 744,10	0,00	0,00	0,00	447 410,77	8 333 333,32	1,390000000
30/06/2023	0,00	416 666,67	29 280,09	0,00	0,00	0,00	445 946,76	7 916 666,65	1,390000000
29/09/2023	0,00	416 666,67	27 816,09	0,00	0,00	0,00	444 482,76	7 499 999,98	1,390000000
29/12/2023	0,00	416 666,67	26 352,08	0,00	0,00	0,00	443 018,75	7 083 333,31	1,390000000
28/03/2024	0,00	416 666,67	24 614,58	0,00	0,00	0,00	441 281,25	6 666 666,64	1,390000000
28/06/2024	0,00	416 666,67	23 681,48	0,00	0,00	0,00	440 348,15	6 249 999,97	1,390000000

Ce document ne constitue pas une facture

Commentaires :

CAISSE D'EPARGNE D'ALSACE

1 avenue du Rhin

67925 - STRASBOURG CEDEX 9
FRANCE

Tableau d'amortissement par date de règlement entre le 01/01/2019 et le 31/03/2028 Participant : PE082370635 - CAISSE D'EPARGNE D'ALSACE

Date	Déblocage	Capital	Intérêts	Intérêts capitalisés	Frais	TVA sur frais	Total	Encours	Taux
30/09/2024	0,00	416 666,67	22 684,03	0,00	0,00	0,00	439 350,70	5 833 333,30	1,390000000
31/12/2024	0,00	416 666,67	20 721,30	0,00	0,00	0,00	437 387,97	5 416 666,63	1,390000000
31/03/2025	0,00	416 666,67	18 822,92	0,00	0,00	0,00	435 489,59	4 999 999,96	1,390000000
30/06/2025	0,00	416 666,67	17 568,06	0,00	0,00	0,00	434 234,73	4 583 333,29	1,390000000
30/09/2025	0,00	416 666,67	16 281,02	0,00	0,00	0,00	432 947,69	4 166 666,62	1,390000000
31/12/2025	0,00	416 666,67	14 800,93	0,00	0,00	0,00	431 467,60	3 749 999,95	1,390000000
31/03/2026	0,00	416 666,67	13 031,25	0,00	0,00	0,00	429 697,92	3 333 333,28	1,390000000
30/06/2026	0,00	416 666,67	11 712,04	0,00	0,00	0,00	428 378,71	2 916 666,61	1,390000000
30/09/2026	0,00	416 666,67	10 360,65	0,00	0,00	0,00	427 027,32	2 499 999,94	1,390000000
31/12/2026	0,00	416 666,67	8 880,56	0,00	0,00	0,00	425 547,23	2 083 333,27	1,390000000
31/03/2027	0,00	416 666,67	7 239,58	0,00	0,00	0,00	423 906,25	1 666 666,60	1,390000000
30/06/2027	0,00	416 666,67	5 856,02	0,00	0,00	0,00	422 522,69	1 249 999,93	1,390000000
30/09/2027	0,00	416 666,67	4 440,28	0,00	0,00	0,00	421 106,95	833 333,26	1,390000000
31/12/2027	0,00	416 666,67	2 960,18	0,00	0,00	0,00	419 626,85	416 666,59	1,390000000
31/03/2028	0,00	416 666,59	1 464,00	0,00	0,00	0,00	418 130,59	0,00	1,390000000
Total	**0,00**	**10 000 000,00**	**863 875,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 863 875,34**		

Ce document ne constitue pas une facture

11

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Ecole maternelle Danube : Avenant N°2 à la convention de groupement de commande avec I3F.

Pour la construction de l'école maternelle et 50 logements sur l'ilot G de la ZAC Danube à Strasbourg, une convention de groupement de commande a été signée entre l'Eurométropole de Strasbourg et le bailleur social Immobilière 3F Alsace. Le coordonnateur du groupement est l'Eurométropole de Strasbourg.

Cette convention a fait l'objet d'une délibération approuvée le 19 février 2015.

Un premier avenant avait permis de définir une clé de répartition des travaux sur la base des études d'esquisse.

Comme prévu par la convention de groupement de commande initiale, la clé de répartition de travaux devait être affinée à l'issue des études d'avant-projet par un nouvel avenant.

L'avenant n°2 à la convention de groupement de commande a pour objet :

- d'acter le changement de dénomination de la société Immobilière 3F Alsace qui devient la société Immobilière 3F Grand'Est
- de déterminer la clé de répartition financière des marchés de travaux.

La clé de répartition financière est définie sur la base du coût prévisionnel des travaux de la phase PRO / DCE, correspondant aux dernières estimations de la maîtrise d'oeuvre :

	Ouvrages	Coût prévisionnel des travaux (phase PRO)	*Pour mémoire Coût prévisionnel des travaux avenant 1 (phase ESQ)*
Eurométropole de Strasbourg	Ecole maternelle	4 873 279 € HT	*4 950 000 € HT*
Immobilière 3F Grand'Est (anciennement	Logements	3 994 911 € HT	*3 700 000 € HT*

Immobilière 3F Alsace)	(50 logements – SHA 2897m2)		

Dans le cadre des études et du suivi du financement des travaux de l'opération, les marchés travaux ont fait l'objet d'un allotissement (26 lots) et d'une décomposition du prix globale et forfaitaire.

La clé de répartition des travaux entre l'Eurométropole de Strasbourg et Immobilière 3F Grand'Est est définie de la façon suivante :

a. Lots dont les travaux concernent uniquement la construction de l'école maternelle :
Lots concernés :
- Lot 9 : Brise-soleil / Rideaux métalliques
- Lot 14 : Mobilier sur mesure
- Lot 20 : Cuisine
- Lot 21 : Electricité ERP

Le présent avenant fixe la clé de répartition appliquée à ces lots : marchés de travaux payés à 100 % par l'Eurométropole de Strasbourg à l'entreprise titulaire du lot concerné, y compris avenants éventuels en cours de travaux.

b. Lots dont les travaux concernent uniquement la construction des logements :
Lots concernés :
- Lot 7 – Menuiseries extérieures bois
- Lot 22 – Electricité Logements

Le présent avenant fixe la clé de répartition appliquée à ces lots : marchés de travaux payés à 100% par Immobilière 3F Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace) à l'entreprise titulaire du lot concerné, y compris avenants éventuels en cours de travaux.

c. Autres lots :

Les autres lots concernent à la fois la construction de l'école maternelle et les logements. Une clé de répartition est définie, calculée sur le montant prévisionnel cumulé des lots concernés.

Lots concernés :
- Lot 1 : Terrassements / Dépollution
- Lot 2 : Gros-œuvre
- Lot 3 : Etanchéité PVC
- Lot 4 : Bardage bois
- Lot 5 : Echafaudages
- Lot 6 : Isolation extérieure collée
- Lot 8 : Menuiseries extérieures alu
- Lot 10 : Serrurerie
- Lot 11 : Ascenseurs
- Lot 12 : Plâtrerie – Faux-plafond
- Lot 13 : Menuiserie intérieure bois

- Lot 15 : Chapes
- Lot 16 : Carrelage
- Lot 17 : Sols souples
- Lot 18 : Peinture
- Lot 19 : Aménagements extérieurs
- Lot 23 : Chauffage –Ventilation
- Lot 24 : Sanitaire
- Lot 25 : Assainissement
- Lot 26 : Signalétique

Coûts prévisionnels PRO estimés pour ces lots : 7 586 571 € HT décomposés :

- pour l'école maternelle : 4 238 700 € HT (55,87 %)
- pour les logements : 3 347 871 € HT (44,13 %)

Ces montants incluent le surcout de 207 000 € HT à charge de l'Eurométropole de Strasbourg lié notamment aux surcoûts structurels générés par l'école maternelle sur le bâtiment « logements ».

L'avenant n°2 fixe la clé de répartition appliquée à ces lots, y compris les avenants éventuels en cours de chantier :

- 55,87 % du montant des travaux payés par l'Eurométropole de Strasbourg
- 44,13 % du montant des travaux payés par Immobilière 3F Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace)

d. Autres marchés à venir :

Pour tout autre marché, et sauf si les maîtres d'ouvrage peuvent définir avec précision l'affectation à l'école ou aux logements, la clé de répartition correspondante sera définie par les membres du groupement.

e. Marchés intégrés

Les compétences du coordonnateur définies dans la convention de groupement de commande portent sur tous les lots (formule « coordination intégrée » pour tous les lots) :

- de convenir d'une clause de revoyure à la fin de l'opération permettant de vérifier et corriger les clés de répartition en fonction des montants définitifs des marchés travaux et de maitrise d'œuvre,
- de définir le remboursement de la part d'Immobilière 3F Grand'Est sur les factures communes déjà mandatées par l'Eurométropole de Strasbourg
- d'acter que les marchés seront attribués par la Commission d'appel d'offres du coordonnateur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

la passation de l'avenant n°2 à la convention du groupement de commande annexé à la présente délibération;

autorise

à signer l'avenant n°2 à la convention de groupement de commande annexé à la présente délibération.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES DU 14 avril 2015

CONSTRUCTION D'UNE ECOLE MATERNELLE ET DE LOGEMENTS SOCIAUX SUR LE SITE DE L'ILOT G DU QUARTIER DANUBE A STRASBOURG

Entre

L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération de la Commission permanente du 29 janvier 2015

Et

IMMOBILIERE 3F GRAND'EST (anciennement Immobilière 3F ALSACE SA D'HLM) 8, rue Adolphe Seyboth 67000 STRASBOURG représentée par Monsieur Carlos SAHUN, Directeur Général agissant en application d'une délibération du Conseil d'Administration du 21 septembre 2009.

Préambule – Objet du présent avenant

Aux termes de la convention de groupement de commande associant les deux entités visées ci-dessus sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg, il est stipulé qu'un avenant sera établi dans le but principal de définir le contenu et le coût des travaux, la clé de répartition financière de l'opération, ainsi que le montant à rembourser par Immobilière 3F Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace) au titre des dépenses de l'opération relatives à la phase des études.

Il est donc convenu ce qui suit :

Article 1 – Changement de la dénomination d'Immobilière 3F Alsace en Immobilière 3F Grand'Est

La société IMMOBILIERE 3F ALSACE devient la société dénommée "IMMOBILIERE 3F GRAND EST » suite à un changement de dénomination décidé aux termes de l'Assemblée Mixte Annuelle du 31 mai 2017, Société anonyme d'habitations à loyer modéré au capital de 151.468.540,- € dont le siège social est à STRASBOURG (67000), 8 Rue Adolphe Seyboth, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de STRASBOURG et identifiée sous le numéro SIREN 498 273 556".

La société IMMOBILIERE 3F GRAND EST se substitue donc à la société IMMOBILIERE 3F ALSACE et reprend tous les engagements antérieurs en particulier ceux stipulés dans la Convention de groupement de commande relative à la construction d'une école maternelle et de logement sur l'ilot G du quartier Danube à Strasbourg et son avenant n°1.

Article 2 – Détermination du coût des travaux et des clés de répartition financière

2.1 Marchés de travaux

Pour chacun des projets, la répartition de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux résultant des études d'Esquisse était initialement actée de la manière suivante (cf. avenant n°1 de la convention) :

	Ouvrages	Coût prévisionnel des travaux (phase Esquisse)	Clé de répartition
Eurométropole de Strasbourg	Ecole maternelle	4 950 000 €HT	57.2%
Immobilière Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace)	Logements	3 700 000 € HT	42.8%

Les parties à la présente convention ont validé l'Avant Projet Définitif (APD) de l'opération et ont fixé corrélativement le coût prévisionnel des travaux qui s'élève à 8 811 275 €HT.

	Ouvrages	Coût prévisionnel des travaux (phase APD)
Eurométropole de Strasbourg	Ecole maternelle	4 839 240 €HT
Immobilière 3F Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace)	Logements (50 logements – SHA 2879m2)	3 972 035 € HT

Le coût prévisionnel des travaux retenu pour définir la clé de répartition financière est celui de la phase PRO / DCE, correspondant aux dernières estimations de la maîtrise d'oeuvre :

	Ouvrages	Coût prévisionnel des travaux (phase PRO)
Eurométropole de Strasbourg	Ecole maternelle	4 873 279 €HT
Immobilière 3F Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace)	Logements (50 logements – SHA 2897m2)	3 994 911 € HT

Dans le cadre des études et du suivi du financement des travaux de l'opération, les marchés travaux ont fait l'objet d'un allotissement (26 lots) et d'une décomposition du prix globale et forfaitaire. Le tableau des estimations PRO par lot est joint en annexe du présent document.

La clé de répartition des travaux entre l'Eurométropole de Strasbourg et Immobilière 3F Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace) est définie de la façon suivante :

<u>Lots dont les travaux concernent uniquement la construction de l'école maternelle :</u>

Lots concernés :

- Lot 9 : Brise-soleil / Rideaux métalliques
- Lot 14 : Mobilier sur mesure
- Lot 20 : Cuisine
- Lot 21 : Electricité ERP

Le présent avenant fixe la clé de répartition appliquée à ces lots : marchés de travaux payés à 100% par l'Eurométropole de Strasbourg à l'entreprise titulaire du lot concerné, y compris avenants éventuels en cours de travaux.

Les situations seront visées par le coordonnateur avant envoi aux membres du groupement.

<u>Lots dont les travaux concernent uniquement la construction des logements :</u>

Lots concernés :

- Lot 7 – Menuiseries extérieures bois
- Lot 22 – Electricité Logements

Le présent avenant fixe la clé de répartition appliquée à ces lots : marchés de travaux payés à 100% par Immobilière 3F Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace) à l'entreprise titulaire du lot concerné, y compris avenants éventuels en cours de travaux.

Les situations seront visées par le coordonnateur avant envoi aux membres du groupement.

Autres lots :

Les autres lots concernent à la fois la construction de l'école maternelle et les logements. Une clé de répartition est définie, calculée sur le montant prévisionnel cumulé des lots concernés.

Lots concernés :

- Lot 1 : Terrassements / Dépollution
- Lot 2 : Gros-œuvre
- Lot 3 : Etanchéité PVC
- Lot 4 : Bardage bois
- Lot 5 : Echafaudages
- Lot 6 : Isolation extérieure collée
- Lot 8 : Menuiseries extérieures alu
- Lot 10 : Serrurerie
- Lot 11 : Ascenseurs
- Lot 12 : Plâtrerie – Faux-plafond
- Lot 13 : Menuiserie intérieure bois
- Lot 15 : Chapes
- Lot 16 : Carrelage
- Lot 17 : Sols souples
- Lot 18 : Peinture
- Lot 19 : Aménagements extérieurs
- Lot 23 : Chauffage –Ventilation
- Lot 24 : Sanitaire
- Lot 25 : Assainissement
- Lot 26 : Signalétique

Coûts prévisionnels PRO estimés pour ces lots : 7 586 571 €HT décomposés en :

- pour l'école maternelle : 4 238 700 €HT (55,87%)
- pour les logements : 3 347 871 €HT (44.13%)

Ces montants incluent le surcout de 207 000€HT à charge de l'Eurométropole de Strasbourg lié notamment aux surcoûts structurels générés par l'école maternelle sur le bâtiment « logements ».

Le présent avenant fixe la clé de répartition appliquée à ces lots, y compris les avenants éventuels en cours de chantier :

- 55.87% du montant des travaux payés par l'Eurométropole de Strasbourg
- 44.13% du montant des travaux payés par Immobilière 3F Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace)

Chaque part sera payée directement par chaque membre du groupement de commandes à l'entreprise titulaire du marché de travaux pour le lot concerné, y compris avenants éventuels en cours de travaux ; à ce titre, ceux-ci doivent être formulés et validés par les deux parties préalablement à la signature de l'Ordre de Service à Prix Provisoire.

Les situations seront visées par le coordonnateur avant envoi aux membres du groupement.

Autres marchés à venir :
Pour tout autre marché, et sauf si les maîtres d'ouvrage peuvent définir avec précision l'affectation à l'école ou aux logements, la clé de répartition correspondante sera identique à celle définie ci-dessus.

Marchés intégrés

Les compétences du coordonnateur définies dans la convention de groupement de commande portent sur tous les lots (formule « coordination intégrée » pour tous les lots).

2.2 Marché de maîtrise d'œuvre

Le marché de maitrise d'œuvre est attribué au groupement Nunc Architectes / SIB Etudes / Sextant Ingénierie / Ingénierie et Développement / Gecobat / WM Projects.

L'avenant n°1 avait fixé la clé de répartition des honoraires de la maîtrise d'œuvre pour la mission de base + EXE + OPC à savoir :
- 57.2% de la rémunération du maître d'œuvre pour l'Eurométropole de Strasbourg
- 42.8% de la rémunération du maître d'œuvre pour Immobilière 3F Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace)
- Chaque part est payée directement par chaque membre du groupement de commandes à l'équipe de maîtrise d'œuvre.
- Le calcul de cette clé de répartition a été fait sur les montants travaux de la phase Esquisse.
- Les autres missions ETD-CEM-SIGN-MOB-SSI sont payées à 100% par l'Eurométropole de Strasbourg.

Suite à l'évolution du programme des travaux et le rajout de 5 logements supplémentaires par rapport au programme initial, les parties conviennent que la clé de répartition des honoraires de la maîtrise d'œuvre devra être revue en fin d'opération.

2.3 Clause de revoyure

Une fois les marchés de travaux clôturés, les 2 parties conviennent d'une clause de revoyure entre l'Eurométropole de Strasbourg et Immobilière 3F Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace) pour vérifier et éventuellement corriger par une écriture unique (titre de recette et mandat de paiement) :
- L'écart entre la clé de répartition définie par le présent avenant sur les montants travaux en phase PRO et la clé de répartition recalculée a posteriori sur les montants des marchés de travaux attribués et notifiés aux entreprises
- La juste répartition des éventuels avenants des marchés de travaux entre les membres du groupement de commande
- L'écart entre la clé de répartition définie à l'avenant n°1 pour la mission de maîtrise d'œuvre et la clé de répartition recalculée a posteriori sur les montants des marchés de travaux attribués et notifiés aux entreprises
- La juste répartition des éventuels avenants de la maitrise d'œuvre entre les membres du groupement de commande

Article 3 – Détermination de la part à rembourser par IMMOBILERE 3F GRAND'EST (anciennement IMMOBILIERE 3F ALSACE) dans le cadre des dépenses afférentes à la phase « études »

En application de l'article 1.e de la convention de groupement de commandes fixant la répartition par moitié entre les deux entités des frais d'études, la décomposition suivante récapitule les montants dépensés à ce jour par l'Eurométropole de Strasbourg et la part à rembourser par Immobilière Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace) :

(€ TTC)	**Montant de la dépense effectuée par l'Eurométropole de Strasbourg**	**Part due par l'Eurométropole de Strasbourg**	**Part due par Immobilière 3F Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace) (à rembourser à l'Eurométropole)**	**Clé de répartition**
Essais de pollution complémentaire - **EUVIREAUSOL**	**8202**	**4101**	**4101**	50%-50%
Essais de pollution complémentaire - Analyse – **EUROFINS**	**3244.80**	**1622.40**	**1622.40**	50%-50%
Publication nationale de l'appel d'offres travaux - **Direction de l'information légale et administrative**	**864**	**432**	**432**	**50%-50%**
Publication européenne de l'appel d'offres travaux - **Direction de l'information légale et administrative**	**1080**	**540**	**540**	**50%-50%**
Publication de l'appel d'offres travaux DC7021GE – **Dernières Nouvelles d'Alsace**	**886.18**	**443.09**	**443.09**	**50%-50%**

Publication de l'appel d'offres travaux DC7021GE_PL – **Dernières Nouvelles d'Alsace**	**603.82**	**301.91**	**301.91**	**50%-50%**
TOTAL	**14880.80**	**7440.40**	**7440.40**	

Les justificatifs des factures sont joints en annexe

Modalité de remboursement par Immobilière Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace) :
L'Eurométropole de Strasbourg émettra un titre de recettes d'un montant de 7440.40 €TTC.
Immobilière 3F Grand'Est (anciennement Immobilière 3F Alsace) procédera au mandatement du montant correspondant dans les 15 jours suivant la réception de l'avis de paiement.

Les frais divers d'études et de concours non connus à ce jour feront l'objet d'une répartition et d'un règlement dans les conditions prévues à l'article 1.e de la convention.

Article 4 – Commission d'appel d'offres

Les parties conviennent que la commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur.

Article 5 – Dispositions générales

Toutes les autres stipulations et conditions issues de la convention d'origine, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées et applicables.

Fait à Strasbourg, le

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Robert HERRMANN

Pour Immobilière 3F Grand'Est
(anciennement Immobilière 3F Alsace)

Carlos SAHUN

ANNEXES AVENANT N° 2

CONSTRUCTION D'UNE ECOLE MATERNELLE ET DE LOGEMENTS SOCIAUX SUR LE SITE DE L'ILOT G DU QUARTIER DANUBE A STRASBOURG

ANNEXE 1 – Estimation financière PRO

NOTICE DESCRIPTIVE ET ESTIMATIVE Montants €HT RÉCAPITULATION DES TRAVAUX (PRO)	TOTAL ECOLE *avec travaux répartis*	TOTAL LOGEMENTS *avec travaux répartis*	Total *Ecole sans travaux répartis*	Total *Logts sans travaux répartis*	Total *Tvx répartis*	R+8 *école 0,08*	R+8 *logements 0,92*	R+3 *école 0,44*	R+3 *logements 0,56*	R+4 *école 0,21*	R+4 *logements 0,79*	terrassement *école 0,36*	terrassement *logements 0,64*
			TOTAL Ecole	TOTAL Logts	TOTAL Tvx répartis								
1 TERRASSEMENT / DÉPOLLUTION	340365	23070	331 356	7 055	25 024							9 009	16 015
2 GROS-ŒUVRE	1098716	1139853	1 044 020	920 784	273 765	11 126	127 987	22 699	28 890	12 645	47 568	8 226	14 624
3 ÉTANCHÉITÉ PVC	221578	139552	193 899	34 361	132 870	4 429	50 914	13 334	16 974	9 916	37 303		
4 BARDAGE BOIS	97803	1700	97 803	1 700									
5 ECHAFAUDAGES	18476	46405	18 476	46 405									
6 ISOLATION EXTÉRIEURE COLLÉE	38552	229816	38 552	229 816									
7 MENUISERIE EXTÉRIEURE BOIS		395452		395 452									
8 MENUISERIE EXTÉRIEURE ALU	261136	63884	261 136	63 884									
9 BRISE/SOLEIL / RIDEAU METALLIQUES (PRO)	101721		101 721										
10 SERRURERIE	214093	478090	214 093	478 090									
11 ASCENSEURS	24000	68000	24 000	68 000									
12 PLÂTRERIE / FAUX-PLAFONDS	300963	169671	300 963	169 671									
13 MENUISERIE INTÉRIEURE BOIS	151867	157857	151 867	157 857									
14 MOBILIER SUR MESURE	237987		237 987										
15 CHAPES	77136	67374	77 136	67 374									
16 CARRELAGE	59386	82849	59 386	82 849									
17 SOLS SOUPLES	83176	87784	83 176	87 784									
18 PEINTURE	101059	187967	101 059	187 967									
19 AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS	142389	6883	142 389	6 883									
20 CUISINE	89560		89 560										
21 ÉLECTRICITÉ ERP	205311		205 311										
22 ÉLECTRICITÉ LOGEMENTS		251588		251 588									
23 CHAUFFAGE- VENTILATION	559020	226164	559 020	226 164									
24 SANITAIRE	176034	325670	176 034	325 670									
25 ASSAINISSEMENT	51951	51282	32 050	15 900	55 283							19 901	35 382
26 SIGNALETIQUE	14000	1000	14 000	1 000									
SOUS-TOTAL HT	4 666 279	4 201 911	4 554 994	3 826 254	486 942	15 555	178 901	36 033	45 864	22 561	84 871	37 136	66 021
mmuns répartis sur l'école et les logements suivant la clé de répartition			111 285	375 657									
Surcoût des logements du à l'imbrication avec l'école	207 000	-207 000	207 000	-207 000									
TOTAL HT	4 873 279	3 994 911	4 873 279	3 994 911									

SHAB logements : 2 897

Coût logement HT/M2 : 1 379

			Total
TOTAUX SANS LOTS 7-9-14-20-21-22	4 238 700,00	3 347 871,00	7 586 571,00
LOTS 100% EMS : 9-14-20-21	634 579,00		
LOTS 100% I3F : 7+22		647 040,00	

Répartition EMS (%)	Répartition I3F (%)
55,87	44,13

Clé de répartition : EMS 55,87% et I3F : 44,13%

ANNEXE 2 – FACTURES

DNA L'ALSACE

EUROMETROPOLE
DE STRASBOURG

06 JUIL. 2017

CONTROLE FINANCIER

Adresse de règlement :
EDITIONS DES DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE
17-21 RUE DE LA NUEE BLEUE
67077 STRASBOURG CEDEX

A.P.E. : 5813Z N°TVA : FR55391890555
IBAN: FR7611899001000002814934558 BIC: CMCIFR2A
BECM STRASBOURG ENTREPRI

Votre Interlocuteur :
DNA SERVICE FACTURATION
03 88 21 56 58

DNAADMINPUB@dna.fr

Expédié à :

EUROMETROPOLE-DIR CONSTR
PATRIMOINE BATI
1 PARC DE L ETOILE
67076 STRASBOURG CEDEX

Vos références client : 1086570-C

FACTURE N° 170601923 du 30-06-2017 (PUB170601882)

Désignation	Qte	Montant tarif		TVA
Commande 023844621				
Ordre 824845700 DNA Annonces légales et judiciaires 2017/37908 - DC7021GE Travaux de construction d'un	204 mm x 2 col			
Annonces légales et judic DNA Bas-Rhin le 27-06-2017		738,48		20,00 %
Justificatif			0,00	
Total hors taxes commande 023844621			738,48	
Total hors taxes facture				738,48 EUR

	Montant HT	Taux TVA	Montant TVA	Montant TTC
	738,48	20,00 %	147,70	886,18 EUR

NET A PAYER
886,18 EUR

Net à payer de 886,18 EUR, payable le 30/07/2017, net et sans escompte, par chèque à l'ordre de EDITIONS DES DERNIERES NOUVELLES 67077 STRASBOURG CEDEX, en joignant le coupon à votre règlement. En cas de règlement par virement, merci de rappeler le numéro de compte client et le numéro de la facture.

Conformément à l'article L 441-6 du code de commerce applicable aux ventes entre professionnels, des pénalités de retard sont dues à défaut de paiement de facture à son échéance. Le taux d'intérêt de ces pénalités de retard est égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros est due de plein droit en cas de retard de paiement de la part d'un client professionnel, sans préjudice de toute indemnisation complémentaire.

Je soussigné,
certifie la bonne exécution
des travaux et prestations
Strasbourg, le 19 JUIL. 2017
Stéphane RIETH
Chef de projets

Le service fait est certifié
Strasbourg, le 19 JUIL. 2017
Stéphane RIETH
Chef de projets

Coupon à joindre à votre règlement
0038640977
Client 1086570
Facture 170601923
Du 30-06-2017 Echéance 30-07-2017
Montant : 886,18 EUR

6H.20170703.043211.0016.0004.298 x 33 R

DNA L'ALSACE

EUROMETROPOLE
DE STRASBOURG

06 JUIL. 2017

CONTROLE FINANCIER

Adresse de règlement :
EDITIONS DES DERNIERES NOUVELLES
D'ALSACE
17-21 RUE DE LA NUEE BLEUE
67077 STRASBOURG CEDEX

A.P.E. : 5813Z N°TVA : FR55391890555
IBAN. FR7611899001000002814934558 BIC: CMCIFR2A
BECM STRASBOURG ENTREPRI

Votre Interlocuteur :
DNA SERVICE FACTURATION
03 88 21 56 58

DNAADMINPUB@dna.fr

Expédié à :

EUROMETROPOLE-DIR CONSTR
PATRIMOINE BATI
1 PARC DE L ETOILE
67076 STRASBOURG CEDEX

Vos références client : 1096570-C

FACTURE N° 170601917 du 30-06-2017 (PUB170601876)

Désignation	Qte	Montant tarif		TVA
Commande 023846969				
Ordre 825331600 DNA Annonces légales et judiciaires 37906 - DC7021GE_PL Travaux de construction d'una	139 mm x 2 col			
Annonces légales et judic DNA Bas-Rhin le 27-06-2017		503,18		20,00 %
Justificatif			0,00	
Total hors taxes commande 023846969			503,18	
Total hors taxes facture				503,18 EUR

	Montant HT	Taux TVA	Montant TVA	Montant TTC
	503,18	20,00 %	100,64	603,82 EUR

NET A PAYER
603,82 EUR

Net à payer de 603,82 EUR, payable le 30/07/2017, net et sans escompte, par chèque à l'ordre de EDITIONS DES DERNIERES NOUVELLES 67077 STRASBOURG CEDEX, en joignant le coupon à votre règlement. En cas de règlement par virement, merci de rappeler le numéro de compte client et le numéro de la facture.

Conformément à l'article L.441-6 du code de commerce applicable aux ventes entre professionnels, des pénalités de retard sont dues à défaut de paiement de facture à son échéance. Le taux d'intérêt de ces pénalités de retard est égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros est due de plein droit en cas de retard de paiement de la part d'un client professionnel, sans préjudice de toute indemnisation complémentaire.

Je soussigné,
certifie la bonne exécution
des travaux et prestations
Strasbourg, le

19 JUIL. 2017

Stéphane RIETH
Chef de projets

Le service fait est certifié
Strasbourg, le

19 JUIL. 2017

Stéphane RIETH
Chef de projets

Coupon à joindre à votre règlement
0206640877
Client 1096570
Facture 170601917
Du 30-06-2017 Echéance 30-07-2017
Montant : 603,82 EUR

6H:20170703.045211.0016.0004.292 x 33 R

Facture n° 3512396 du 26-JUN-17

26, rue Desaix 75727 PARIS cedex 15 (FRANCE)
www.dila.premier-ministre.gouv.fr

EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
DIR. CONSTRUCTION ET PATRIMOINE
BATI 1
PARC DE L'ETOILE
67076 STRASBOURG CEDEX

Pour tout renseignement à cette facture:
www.boamp.fr rubrique "Contact"
Vos publications sont consultables sur ce site à partir de la référence de l'avis

Références DILA :
Date de publication : 23/06/2017
Reference de l'avis : 17-88767

Votre référence de commande (BJ,BC) :
DC7021GP-eng43320

N° du service exécutant:

Client :
Eurométropole de Strasbourg

DESIGNATION	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PER	PRIX NET
		HT		
BMP1UPNT **Achat d'unité(s) de publication National**	8	90.00		720.00
TVA 20				144.00

Stéphane RIETH
Chef de projets

Je soussigné, certifie la bonne exécution des travaux et prestations
Strasbourg, le 10 JUIN 2017

EUROMETROPOLE
DE STRASBOURG
29 JUIN 2017
CONTROLE FINANCIER

Objet du marché : DC7021GE_PL Travaux de construction d'une école maternelle et de 50 logements - Ilot G - ZAC du Danube à Strasbourg. Territoire de l'Eurométropole de

Stéphane RIETH
Chef de projets

LE SERVICE FAIT EST CERTIFIÉ
Strasbourg, le
10 JUIN 2017

acquittement de la TVA d'après les débits **Montant TTC facturé :** 864.00 €

Condition de règlement : à réception de facture
« Pour mémoire le passage en phase contentieuse entraine l'application de l'article L.80 D du livre des procédures fiscales »

NUMERO DE FACTURE A RAPPELER OBLIGATOIREMENT : 3512396

Notre RIB	code banque	code guichet	numéro de compte	clé
BDF Paris	30001	00064	10110090182	88

IDENTIFICATION INTERNATIONALE

T.V.A. Intracommunautaire (n° d'identification : FR 76130009186) | IBAN : FR76 3000 1000 6410 1100 9018 288 | Code SWIFT : BDFEFRPPCCT

123456789 **N° Facture: 3512396**
Date : 26-JUN-17

Montant facturé: 864.00 €

POUR TOUS REGLEMENTS

PAR CHEQUE OU MANDAT-CASH
joindre obligatoirement ce coupon

PAR VIREMENT
indiquer le n° de la facture sur le libellé de votre avis de virement

Facture n° 3506596 du 21-JUN-17

Ville STRASBOURG CUS 26 JUIN 2017 courrier

26, rue Desaix 75727 PARIS cedex 15 (FRANCE)
www.dila.premier-ministre.gouv.fr

EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
DIR. CONSTRUCTION ET PATRIMOINE
BATI 1
PARC DE L'ETOILE
67076 STRASBOURG CEDEX

Pour tout renseignement à cette facture:
www.boamp.fr rubrique "Contact"
Vos publications sont consultables sur ce site à partir de la référence de l'avis

Références DILA :
Date de publication : 18/06/2017
Reference de l'avis : 17-84571

Votre référence de commande (BJ,BC):
DC7021GE/1

N° du service exécutant:

Client :

Eurométropole de Strasbourg	DESIGNATION	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	TVA	PRIX NET
			HT		
BMP1UPUE	Achat d'unité(s) de publication Européen	10	90.00		900.00
	TVA 20				180.00

EUROMETROPOLE
DE STRASBOURG
26 JUIN 2017
CONTROLE FINANCIER

Stéphane RIETH
Chef de projets

Je soussigné,
certifie la bonne exécution
des travaux et prestations
Strasbourg, le
10 JUIN 2017

Stéphane RIETH
Chef de projets

Objet du marché : DC7021GE Travaux de construction d'une école maternelle et de 50 logements - Ilot G - ZAC du Danube à Strasbourg. Territoire de l'Eurométropole de Str

Le service fait est certifié
Strasbourg, le
10 JUIN 2017

acquittement de la TVA d'après les débits **Montant TTC facturé :** 1,080.00 €

Condition de règlement : à réception de facture
« Pour mémoire le passage en phase contentieuse entraine l'application de l'article L 80 D du livre des procédures fiscales »

NUMERO DE FACTURE A RAPPELER OBLIGATOIREMENT : 3506596

Notre RIB	code banque	code guichet	numéro de compte	clé
BDF Paris	30001	00064	10110090182	88

IDENTIFICATION INTERNATIONALE

T.V.A. intracommunautaire (n° d'identification : FR 76130009186) | IBAN : FR76 3000 1000 6410 1100 9018 288 | Code SWIFT : BDFEFRPPCCT

123456789

N° Facture: 3506596
Date : 21-JUN-17

Montant facturé: 1,080.00 €

POUR TOUS REGLEMENTS

PAR CHEQUE OU MANDAT-CASH
joindre obligatoirement ce coupon

PAR VIREMENT
(indiquer le n° de la facture sur le libellé de votre avis de virement)

EnvirEauSol

GESTION DE SITES ET SOLS POLLUES
ETUDES ET EXPERTISES
MAÎTRISES D'OEUVRE
REHABILITATIONS

SERVICE COMPTABILITE
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
1 PARC DE L'ETOILE
67 076 STRASBOURG CEDEX

EUROMETROPOLE
DE STRASBOURG
0 2 NOV. 2016
CONTROLE FINANCIER

Date : 28/10/2016
Marché : EMS/2016/531 ☑ Ville/2016/326 ☐
Commande : CUS-0 / AP : 2016--41439 / CP41
Facture : 013-16-EMS025 (lot n°1)
Site : Ilot G - Zac du Danube à Strasbourg
Code SSP : 009 Code Envireausol : EMS 025
Projet : Diagnostic des sols
Dates d'exécution des prestations : 27/09/2016 - 19/10/2016
Affaire suivie par : S.Stoesel

FACTURE

Poste	Dénomination	Unité	Total Euros H.T.
1	**Diagnostic de sol (EnvirEauSol)**		6 835,00

Montant total en Euros H.T. :	**6 835,00 €**
Montant TVA (20,0%) :	1 367,00 €
Montant total à payer en Euros T.T.C. :	**8 202,00 €**

Chèque ☐ Traite ☐ Virement ☐

BIC (CMCIFRPP)

Banque	Agence	Compte	Clé	Domiciliation
(FR76) 30087	33023	00031135203	58	CIC BENFELD

règlement du marché

S. Stoesel 28/10/2016

Une indemnité de recouvrement de 40 € pourra être perçue en cas de retard de paiement sur chaque facture conformément aux articles L 441-3 et L 441-6 du Code de commerce

Stéphane RIETH
Chef de projets
Je soussigné, donne exécution des travaux et prestations
Strasbourg, le 1 2 NOV. 2016

LE SERVICE FAIT EST CERTIFIÉ
Strasbourg, le 1 4 NOV. 2016
Stéphane RIETH
Chef de projets

eurofins | Environnement

Saverne, le 16/12/2016

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
21 DEC. 2016
CONTROLE FINANCIER

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Monsieur Philippe HARTER
Service de l'Environnement et de l'Ecologie Urbain
1 Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
(FR20216704825)

Numéro de client :	LK017630	**Nom du contact :**	Monsieur HARTER
Numéro du débiteur :	C000798-LK017630	**Devis de référence :**	FEM62015041202
Votre référence de commande :	BC N° CUS-0 / AP : 2016--41443 / CP41 DANUBE N° Projet : EMS025-SSP009 Nom Projet : DANUBE		
Agence de :	STRASBOURG CEDEX		
Votre référence On line EOL :	006-10514-180015		
Votre référence de dossier EOL	DANUBE		

Facture n° EL-LK-16-052902/FNR1

Dossier N° : 16E079787 **Date d'enregistrement : 30/09/2016**

Désignation		Prix unitaire	Supplément urgence (%)	Qté	Prix (€)
	AMS-1 Frais administratifs, de flaconnage, logistique et destruction Conservation d' échantillons, Kits COV				**0.00**
LS09V	Option : Collecte en délai standard par transport réfrigéré dédié**	0.00	0.00	1	0.00
LSA4K	Prise en charge par dossier (par envoi d'échantillons)	0.00	0.00	1	0.00
LSA6E	Flaconnage, logistique, destruction par éch.(Fr)	0.00	0.00	32	0.00
	AMS-12 Pack				**3 200.00**
PLS1I	LIXITEST Standard - Arrêté du 12/12/2014 (Brut+Eluat)	100.00	0.00	32	3 200.00
	AMS-9 Métaux				**960.00**
PLS2N	Paquet 12 métaux toxiques sur Brut (Typ. K1,K2,K3)	30.00	0.00	32	960.00

Votre contact :	Gilles Lacroix	**Montant total HT avant remise**	**4 160.00**
Tél :	+333 88 02 86 97	**Remise digitale (€)**	**-1 456.00**
Email :	GillesLacroix@eurofins.com	**Remise projet (€)**	**0.00**
		Montant total HT (€)	**2 704.00**
		Total TVA (20.00%) (€)	**540.80**
		Total TTC (€)	**3 244.80**

Stéphane RIETH
Chef de projets

Je soussigné,
certifie la bonne exécution
des travaux et prestations
Strasbourg, le
12 JAN. 2017
Stéphane RIETH
Chef de projets

LE SERVICE FAIT EST CERTIFIÉ
Strasbourg, le
12 JAN. 2017
Stéphane RIETH
Chef de projets

Eurofins Analyses pour l'Environnement France
6, rue d'Otterswiller -
F-67700 Saverne
FRANCE

Tél. : +33 3 88 911 911
Fax : +33 3 88 91 65 31
FacturationEnvironnement@Eurofins.com
www.eurofins.fr/env

Prestations réalisées conformément à nos conditions générales de vente disponibles sur notre site internet.

Eurofins Analyses pour l'Environnement France; 6 Rue d'Otterswiller; 67700 Saverne; S.A.S au Capital 1 632 800 € - RCS Saverne 422 998 971; TVA FR51422998971

12

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Démolition de l'ensemble immobilier de l'Eurométropole - 43 route d'Oberhausbergen Strasbourg.

CE POINT EST RETIRÉ DE L'ORDRE DU JOUR.

Retiré de l'ordre du jour le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

13

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Plan patrimoine de l'Eurométropole - Vente de l'immeuble 33 rue du Travail à Lingolsheim.

L'Eurométropole de Strasbourg dispose d'un important patrimoine immobilier bâti acquis depuis la création de la CUS, notamment par voie de préemption ou d'expropriation (à la différence du patrimoine de la Ville, majoritairement issu de l'histoire et des legs).

Le patrimoine Eurométropole essentiellement lié aux POS/PLU, au PLH, et à la réalisation des projets (PRU, aménagement de voiries, tram ...), a vocation à être géré pour une période transitoire en fonction de la maturation et du démarrage des différents projets.

Un travail de recensement des biens propriétés de l'Eurométropole issus du domaine privé a permis de sélectionner ces immeubles selon trois catégories :

- les immeubles offrant une bonne rentabilité locative restant dans le patrimoine, qui ont été confiés en mandat de gestion ;
- les immeubles à conserver provisoirement en raison de leur mobilisation dans les projets d'aménagement à moyen et long termes (à confier en mandat de gestion) ;
- les immeubles cessibles pour leur absence d'intérêt stratégique ou leur état dégradé.

Pour cette dernière catégorie, le plan patrimoine de cession qui en découle et qui se met progressivement en œuvre, a pour objectif de céder des biens ne présentant plus d'intérêt pour la collectivité.

Les biens de l'Eurométropole sont aliénables dans les conditions de droit commun sous réserves :

- d'appartenir au domaine privé de la collectivité,
- d'avoir fait l'objet d'une estimation de leur valeur vénale par France Domaine,
- de validation par l'organe exécutif des modalités de la cession (Commission permanente pour les ventes inférieures à 1 M€).

En dehors de ce cadre réglementaire, l'Eurométropole est libre de choisir les modalités de la vente. Le recours à la mise en concurrence via une publicité adaptée est privilégié,

permettant à la collectivité dans le cadre des consultations d'imposer des prescriptions et d'avoir des offres économiquement avantageuses.

C'est dans ce cadre qu'a été mis en vente, au titre d'une consultation publique, l'immeuble sis 33 rue du Travail à Lingolsheim.

Il s'agit d'une maison datant des années 80, acquise par voie de préemption en 2010, en vue de la réalisation d'une voirie sur une partie du terrain.

Elle comprend :

- au RDC sur rue : garage, 2 pièces, escalier permettant d'accéder aux chambres de l'étage et à celles situées en rez-de-jardin au niveau inférieur,
- au rez-de-jardin : chaufferie, grand séjour, cuisine et un balcon/terrasse couvrant toute la largeur de la façade,
- au 1er étage (légèrement mansardé) : pallier desservant 3 petites chambres, salle de bains,
- un petit grenier accessible par une trappe à l'aide d'une échelle escamotable.

Ce bien à rénover entièrement, libre de toute occupation est bâti sur une parcelle de 6,11 ares, est classé en zone UCA3 au PLU intercommunal.

Le bien a été estimé, en l'état, par le service de France Domaine au prix de 300 000 € en date du 5 mai 2017.

Une première consultation avait été lancée en 2015 portant mise en vente de cet immeuble au prix estimé par France Domaine d'origine de 330 000 €. Elle avait donné lieu à une visite, mais n'avait pas abouti à un dépôt d'offre.

Une seconde consultation a ensuite été lancée du 15 juin au 16 août 2016, avec un prix plancher alors fixé à 300 000 €. Aucune offre n'avait été faite.

La dernière consultation a été lancée le 28 novembre 2016, avec une date limite de remise des offres au 13 février 2017 sans mention de prix dans le cahier de consultation.

A l'issue de cette 3ème publication, huit offres ont été réceptionnées. Elles ont été examinées au regard des critères retenus dans le règlement de consultation. Les résultats des analyses ont été communiqués à la Commission patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg lors de sa séance du 8 mars 2017.

Suite au désistement des candidats acquéreurs arrivés en première position pour une offre de 242 000 €, les candidats acquéreurs arrivés en seconde position, à savoir Monsieur et Madame FOULOUH, ont formulé une contre-proposition, à la demande de la Commission Patrimoine, d'un montant équivalent.

Ces derniers souhaitent procéder à une réhabilitation complète du bien, en vue d'y établir leur résidence principale. Ils prévoient notamment les travaux suivants : mise aux normes de l'électricité, réfection de la cuisine, remplacement des sols, remise en peinture, rénovation de la terrasse et du balcon, réaménagement du jardin, création d'une clôture à l'avant de la maison et annoncent un budget prévisionnel de 50 000 €.

Compte-tenu :

- de l'avis de France Domaine,

- du contenu des diagnostics immobiliers établis par l'Eurométropole dans l'optique de la vente,

- des travaux à réaliser par les candidats acquéreurs,

- de l'évaluation des travaux sur le bâtiment qui incomberaient à la collectivité si elle maintenait ce bien dans son patrimoine,

- de l'échec des 2 premières consultations,

il est proposé à la Commission permanente de donner un avis favorable à cette transaction au profit de Monsieur et Madame FOULOUH prix de 242 000 € hors frais.

Celle-ci sera assortie de conditions, telles que décrites dans le règlement de consultation, en tant que conditions essentielles et déterminantes de la vente :
- interdiction de revente dans un délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier ;

- une exclusion de la garantie des vices cachés, en raison de l'état du sol, du sous-sol ou de la structure du bâtiment ;

- un droit de jouissance à titre gratuit, au profit de l'acquéreur, portant sur la parcelle Section 27 n°754 (0,49 are), attenante à la propriété mise en vente et destinée à être incorporée ultérieurement à la rue du Poitou. Le droit de jouissance s'éteindra à la première demande écrite de l'Eurométropole de Strasbourg et sans aucune indemnité, en vue de permettre la réalisation des travaux de voirie par l'Eurométropole de Strasbourg et l'intégration effective de cette parcelle dans le domaine public. La clôture sera reconstituée à l'identique aux frais de la collectivité sur la nouvelle limite de propriété.

La vente pourra être précédée de la signature d'un compromis dans l'attente de l'obtention par le lauréat du financement définitif du projet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu l'avis de la Commission patrimoine de l'Eurométropole du 8 mars 2017
vu l'avis de France Domaine du 5 mai 2017
vu l'avis préalable favorable du Conseil Municipal de Lingolsheim du 3 juillet 2017
après en avoir délibéré
approuve

1. *la vente au profit Monsieur et Madame FOULOUH ou toute personne morale ou physique qui s'y substituerait avec accord écrit de l'Eurométropole de Strasbourg, de l'immeuble sis à Lingolsheim, 33 rue du Travail, cadastré :*

Ban de Lingolsheim

Section 27 n°753 de 6,11 ares

au prix de 242 000 € (deux cent quarante-deux mille euros) hors frais et taxe divers éventuellement dus par les acquéreurs,

2. *La vente sera assortie des conditions suivantes :*

- *l'acquéreur s'interdit de revendre le bien dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier. Cette obligation sera à la charge du premier acquéreur et à tout nouvel acquéreur en cas de vente ultérieure du bien immobilier dans ledit délai ;*

- *l'acquéreur prendra le bien vendu en l'état où il se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucune garantie de la part du vendeur pour raison soit de l'état du sol et du sous-sol à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le terrain, de mitoyenneté, d'erreur, d'omission dans la désignation du bien immobilier ou de la structure du bâtiment. L'Eurométropole ne garantit pas l'état structurel du bâtiment. L'acquéreur déclarera avoir visité les lieux et prendra le bien en l'état sous sa seule responsabilité et à ses frais ;*

- *l'acquéreur bénéficiera d'un droit de jouissance à titre gratuit sur la parcelle cadastrée sur la commune de Lingolsheim Section 27 n°754 (d'une superficie de 0,49 are), attenante à la propriété mise en vente et destinée à être incorporée ultérieurement à la rue du Poitou. Le droit de jouissance s'éteindra à la première demande écrite de l'Eurométropole de Strasbourg, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit. Lors de la réalisation des travaux de voirie par l'Eurométropole de Strasbourg et de l'intégration effective de cette parcelle dans le domaine public, la clôture sera reconstituée à l'identique aux frais de la collectivité sur la nouvelle limite de propriété.*

Cette vente pourra le cas échéant être précédée d'un compromis, l'offre du candidat acquéreur ayant été émise sous la condition suspensive de l'obtention d'un prêt bancaire. Le compromis sera accompagné d'un dépôt de garantie correspondant à 10% du montant du prix de vente.

décide

l'imputation des recettes de 242 000 € hors taxes et droits divers éventuels en sus sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg, service CP71E, fonction 510, nature 775 ;

autorise

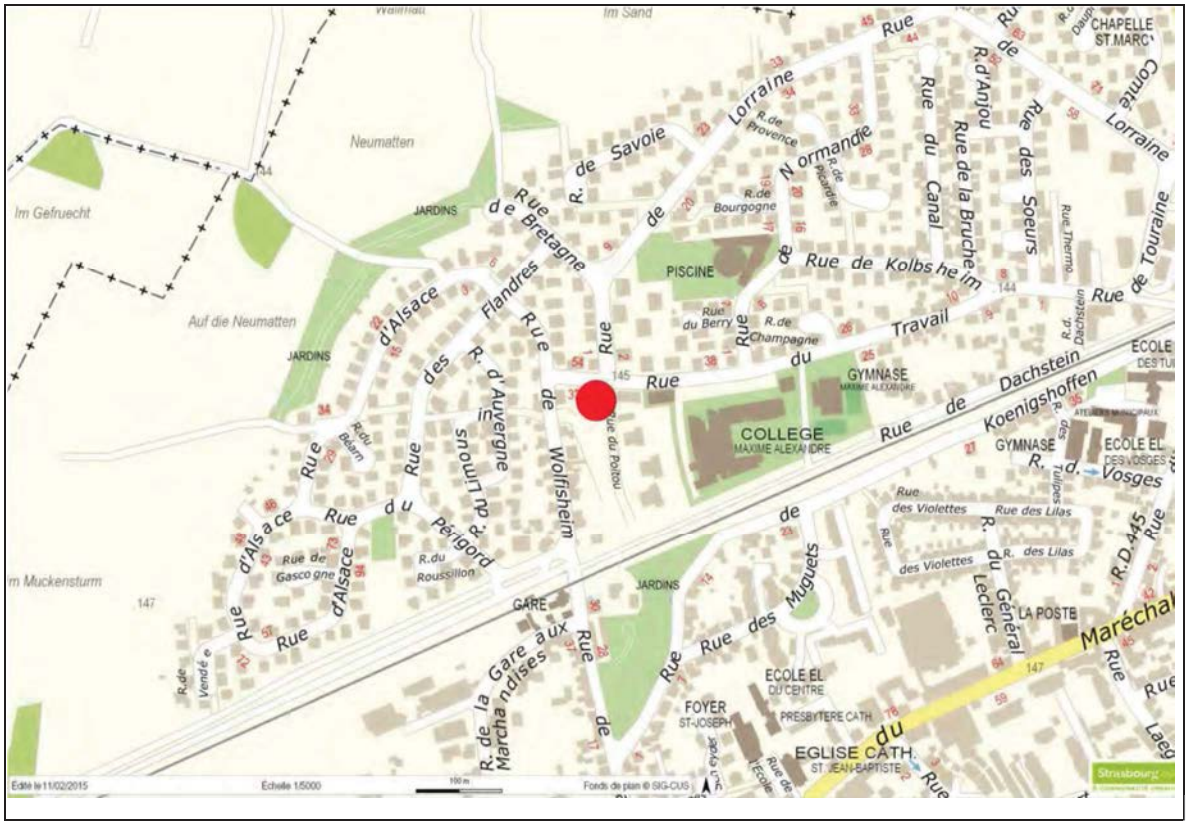
le Président ou son-sa représentant-e à signer tous les actes et documents concourant à l'exécution des présentes.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

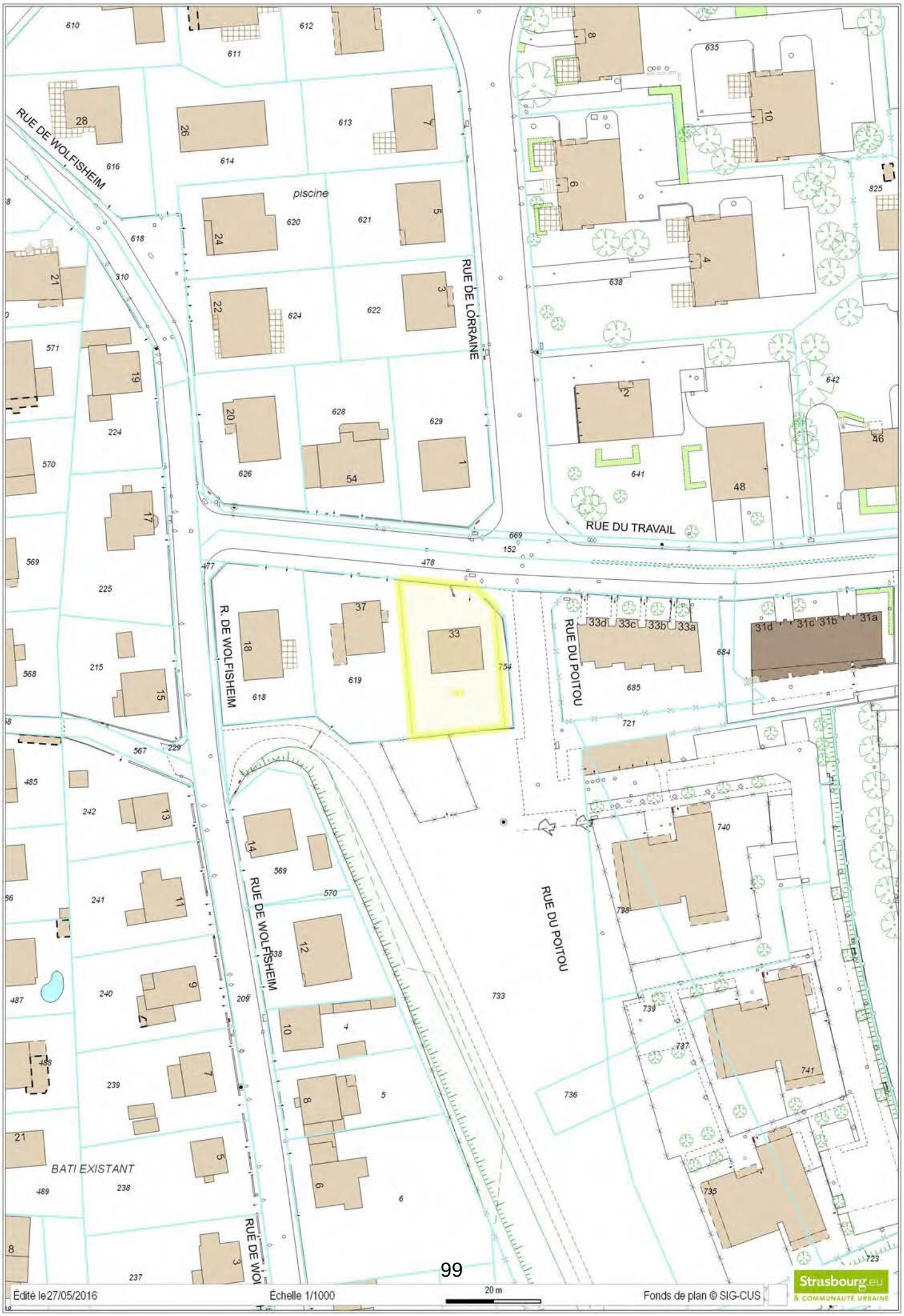
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Plan patrimoine EmS – 33 rue Travail à Lingolsheim





Annexe 2 : Plan cadastral



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Gestion publique
Division France Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2017/378

Le 05/05/2017

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg
Direction de la construction et du patrimoine bâti
Gestion et inventaire du patrimoine bâti
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : maison individuelle

ADRESSE DU BIEN : 33, rue du travail à Lingolsheim

VALEUR VÉNALE : 300 000 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Eurométropole de Strasbourg.
Affaire suivie par **Mme Christelle HENRY-BONESTEVE** christelle.henry-bonesteve@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du	:	30/03/2017
Demande reçue le	:	30/03/2017
Renseignements complémentaires reçus le		04/05/2017
Visite le	:	
Dossier en état	:	04/05/2017

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Cession d'une maison d'habitation située 33, rue du travail à LINGOLSHEIM, acquise par voie de préemption.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Lieudit	Surface (are)
27	620	33, rue du travail	6,1
		Total	**6,1**

Descriptif sommaire :

Maison construite au début des années 1980, élevée sur 3 niveaux comprenant :

Au RDC sur rue : garage, deux pièces, une salle de bains avec douche à l'italienne, un WC avec lavabo et un escalier permettant d'accéder aux chambres du 1er étage et à celles situés en rez de jardin au niveau inférieur.

Au Rez de jardin : chaufferie, grande pièce en L à usage de séjour donnant sur une cuisine équipée et sur un balcon/terrasse couvrant toute la largeur de la façade.

Au 1er étage légèrement mansardé : pallier desservant trois petites chambres, salle de bains équipée d'une baignoire et d'un lavabo 2 vasques, un WC séparé. Petit grenier accessible par une trappe à l'aide échelle escamotable.

Surface Développée Pondérée Hors Œuvre (SDPHO) : **246 m²** Surface habitable **: 151 m²** (source cadastrale)

Des petits travaux d'amélioration ont été réalisés entre 2010, date de l'acquisition par voie de préemption et 2015, date de la précédente évaluation (finitions intérieures, remplacement de la pompe et du vase d'expansion de la chaudière…).

Des désordres subsistent néanmoins ou se sont faits jour en raison de la longue période d'inoccupation du bien ou d'actes de vandalisme (affaissement des pavés devant la porte de garage, la terrasse ainsi que les escaliers extérieurs sont à refaire, certains carreaux de la porte d'entrée et la lampe extérieure sont cassés, les joints de la quasi-totalité des fenêtres sont à reprendre, des contre-marches de l'escalier intérieur à terminer, le parquet du hall d'entrée a travaillé et un certain nombre de lames doivent être remplacées…).

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Eurométropole de Strasbourg.

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU i la parcelle est située en zone **UCA3** (7 mètres ET)

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle de l'immeuble considéré peut être fixée à 300 000 € HT.

Nota :

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la présence d'amiante, de termites ou de plomb.

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des Finances publiques
Patrick GOGUELY

14

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Secteur Carmélites - Rue Saint-Urbain à STRASBOURG-NEUDORF : Vente par l' Eurométropole de Strasbourg d'une emprise foncière située à STRASBOURG-NEUDORF (67100) au coin de la Rue des Carmélites, de la Rue Saint-Urbain et de la Route du Rhin au profit de l'association HABITAT HUMANISME.

1. Contexte

Organisant le déménagement et la libération des locaux occupés par les services de la Vie Sportive et de l'Education, la collectivité a engagé une réflexion sur le devenir du site propriété en partie de la Ville et en partie de l'Eurométropole de Strasbourg. Un projet de réaménagement du secteur Carmélites – Rue Saint-Urbain a été mené.

A cette occasion, l'association HABITAT HUMANISME s'est rapprochée de la collectivité manifestant sa volonté d'acquérir une partie dudit site pour y réaliser une résidence intergénérationnelle. L'association HABITAT HUMANISME est une association qui a pour objectif de favoriser l'insertion de personnes en difficultés par l'accès à un logement décent. L'acquisition qu'elle envisage s'inscrit donc dans un projet social d'intérêt général puisque les logements seront attribués sur des critères sociaux pour un tiers à des seniors, pour un autre tiers à des familles monoparentales et pour le dernier tiers à des étudiants, stagiaires, alternants, jeunes travailleurs. Un accompagnement social sera mis en place, il se décompose comme suit :

- embauche d'un gestionnaire / animateur à mi-temps ;

- respect de la « Charte des résidents » élaborée par l'association HABITAT ET HUMANISME ;

- participation active des résidents : civilité – comportements citoyen – entre-aide – transmission des savoirs – activités partagées (bricolage, jardinage, informatique, etc.) – organisation des loisirs ;

- accompagnement individuel et collectif des résidents par les bénévoles de l'association HABITAT HUMANISME ;

- collaboration avec les travailleurs sociaux ;

- partenariat avec CARITAS, CRESUS, l'UDAF, SNC FACE AU CHÔMAGE, ABRAPA ;

- création de nouveaux partenariats selon les besoins détectées lors du fonctionnement de la résidence par l'équipe d'accompagnement.

Parallèlement, une consultation a été lancée sur l'autre emprise foncière. La Société dénommée BOUWFONDS MARIGNAN en a été désignée lauréate. Elle y développera un projet de construction d'un ensemble immobilier. La cession à cette Société fera l'objet de délibérations ultérieures.

Les locaux ont été libérés au courant du printemps 2017. Par délibérations du Conseil municipal de Strasbourg et de la Commission permanent du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date des 26 et 30 juin 2017, le déclassement du site du domaine public a été prononcé et sa déconstruction a été approuvée. Par suite, et afin de céder le terrain objet des présentes nu, non encombré et d'envisager les nouvelles opérations de constructions, les bâtiments modulaires de type algeco ont été démontés par les services de la collectivité.

2. Programme HABITAT HUMANISME

Le projet dont le permis de construire est en cours d'instruction prévoit la construction d'un immeuble de type R+5 en attique portant une surface de plancher totale de 2 143 m² composé de 45 logements exclusivement aidés.

Le projet prévoit au rez-de-chaussée d'une surface de 250 m² environ l'implantation d'espaces communs des résidents de 100 m² (accueil, salle de convivialité, salon, espace multimédia, espace jeux enfants, laverie) ; d'espaces ouverts sur le quartier de 150 m² ; des bureaux administratifs de l'association HABITAT HUMANISME ; d'un restaurant d'insertion ; d'un jardin partager / potager et de parkings intégrés aux espaces verts.

3. Foncier

- Prix de cession :

Les parcelles cadastrées section DT n° 537 et 539, « à l'état nu et libre », ont été évaluées par le service des Domaines le 12 juillet 2017 à 500 000 € HT soit 36 523,01 € HT l'are, sous réserve de pollution ou de servitude grevant le bien immobilier.

La construction qui sera édifiée sur les parcelles dont la vente est envisagée est une construction qui s'inscrit dans un projet d'intérêt général puisqu'il s'agit uniquement de logements sociaux et qu'un accompagnement social y sera mis en place.

Eu égard au projet de l'association HABITAT HUMANISME il est proposé de lui vendre ces parcelles au prix de :

- 119 278,00 € HT pour la parcelle cadastrée section DT n° 537 d'une contenance de 5 ares 08 centiares propriété de l'Eurométropole de Strasbourg ;

- 202 168,00 € HT pour la parcelle cadastrée section DT n° 539 d'une contenance de 8 ares 61 centiares propriété de la ville de Strasbourg.

- Conditions particulières de la cession :

En cas de signature d'une promesse de vente, un acompte de 5 % du prix de vente HT des terrains sera versé au vendeur le jour de la signature de ladite promesse de vente. En cas de non-réalisation de la vente définitive en raison d'une défaillance ou du silence de l'association HABITAT HUMANISME, de la Foncière HABITAT HUMANISME (ou de son ayant droit), cet acompte restera acquis par le vendeur. En cas de réalisation de la vente ce montant s'imputera purement et simplement à due concurrence du prix de vente.

Outre les conditions générales, l'acte de vente à intervenir devra être assorti des conditions particulières suivantes :

- l'acquéreur s'obligera aux termes de la promesse de vente, le cas échéant, et de la vente à solliciter l'agrément écrit du vendeur en cas de dépassement de la surface de plancher prévue au permis de construire (soit 2 143 m²). En cas de dépassement de plus de 5 % de la surface de plancher prévue au permis de construire, celui-ci fera l'objet de l'application d'une clause pénale à hauteur de 200 € HT (deux-cents euros) par m² de surface de plancher supplémentaire construit. L'acquéreur donnera au vendeur tous pouvoirs à l'effet de contrôler ledit projet ;

- interdiction de revendre les parcelles sans accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg pendant une durée de 4 ans à compter de la signature de l'acte authentique constatant la vente, garantie par une restriction au droit de disposer qui sera inscrite au Livre Foncier ;

- clause résolutoire liée au démarrage des travaux de construction à intervenir au plus tard dans un délai de 2 ans à compter de la signature de l'acte de vente. Par démarrage significatif, il convient d'entendre la réalisation complète des fondations ;

- l'acte de vente devra être signé dans un délai maximum de 5 mois à compter des délibérations, à défaut une astreinte de 50 € HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur.

4. Pollution des sols et des sous-sols – gestion des terres polluées et financement des travaux de dépollution

L'ensemble des coûts de gestion des terres sera à la charge exclusive de l'association HABITAT HUMANISME, de la Foncière HABITAT HUMANISME (ou de son ayant droit).

En cas de vices cachés des sols et des sous-sols, l'association fera son affaire personnelle de la prise en charge de l'ensemble des surcoûts éventuels engendrés. L'ensemble des études et diagnostics environnementaux ont été remis préalablement à ce jour à l'acquéreur (ou à son ayant droit).

A ce titre, aucune garantie n'est due de la Ville ou de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg en date du 26 juin 2017,
vu la délibération de la Commission permanente du Conseil
de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 30 juin 2017
vu l'avis de France Domaine n° 2017/616 en date du 12 juillet 2017,
après en avoir délibéré
approuve

la vente au profit de l'association HABITAT HUMANISME, la Foncière HABITAT HUMANISME (ou toute autre personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations à titre gratuit), des droits à construire portant sur la parcelle propriété de la ville de Strasbourg et cadastrée :

Ville de Strasbourg
Lieudit Rue Saint-Urbain
Section DT n° 537 d'une contenance cadastrale de 5 ares 08 centiares

Moyennant le prix de 119 278,00 € HT TVA éventuelle au taux légal en vigueur en sus. Les frais d'acte et émoluments du Notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

L'insertion dans l'acte, outre des conditions générales, des conditions particulières suivantes :

- *d'une clause stipulant, en cas de signature d'une promesse de vente, le versement d'un acompte de 5% du prix de vente HT biens vendus sera versé au vendeur le jour de la signature de ladite promesse. En cas de non-réalisation de la vente définitive en raison d'une défaillance ou du silence de l'association HABITAT HUMANISME, de la Foncière HABITAT HUMANISME (ou de son ayant droit), cet acompte restera acquis par le vendeur. En cas de réalisation de la vente ce montant s'imputera purement et simplement à due concurrence du prix de vente ;*

- *d'une clause stipulant que l'acquéreur s'obligera à solliciter l'agrément écrit du vendeur en cas de dépassement de la surface de plancher prévue au permis de construire (soit 2.143 m²). En cas de dépassement de plus de 5% de la surface de plancher prévue au permis de construire, celui-ci fera l'objet de l'application d'une clause pénale à hauteur de 200€ HT (deux-cents euros) par m² de surface de plancher supplémentaire construit. L'acquéreur donnera au vendeur tous pouvoirs à l'effet de contrôler ledit projet ;*

- *d'une clause d'interdiction de revendre la parcelle vendue sans accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg pendant une durée de 4 ans à compter de la signature de l'acte authentique constatant la vente, garantie par une restriction au droit de disposer qui sera inscrite au Livre Foncier ;*

- *d'une clause résolutoire liée au démarrage des travaux de construction à intervenir au plus tard dans un délai de 2 ans à compter de la signature de l'acte de vente. Par démarrage significatif, il convient d'entendre la réalisation complète des fondations ;*

- *d'une clause stipulant que l'acquéreur prendra les biens en l'état, sans garantie, notamment au niveau l'état du sol et du sous-sol, dans la mesure où il a pu mener toutes les investigations qu'il jugeait nécessaire et utile.*

L'acte de vente devra être signé dans un délai maximum de 5 mois à compter des délibérations, à défaut une astreinte de 50 € HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur.

décide

l*'imputation de la recette de sur la ligne budgétaire Eurométropole de Strasbourg : fonction 820, nature 775, service AD03B*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à :

- *signer, le cas échéant, la promesse de vente et percevoir le montant du dépôt de garantie ;*

- *signer la vente à intervenir ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération moyennant un prix de 119 278,00 € HT TVA éventuelle au taux légal en vigueur en sus. Les frais d'acte et émoluments du Notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur. Le versement du montant du prix de vente aura lieu selon les modalités prévues à l'acte de vente ;*

- *percevoir le montant du prix de vente ;*

- *percevoir, le cas échéant, le paiement de toute charge, taxe, impôt payé forfaitairement et / ou par anticipation et dû au prorata temporis par l'acquéreur au profit du vendeur du fait de la signature de l'acte de vente ;*

- *percevoir, de façon générale, toute somme due du fait de la réalisation de la vente ;*

- *de façon générale, signer tout acte ou document concourant à la bonne mise en œuvre de la présente délibération.*

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Gestion publique
Division France Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2017/616

Le 12/07/2017

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : terrain à bâtir

ADRESSE DU BIEN : rue Saint Urbain et rue des Carmélites à Strasbourg - Neudorf

VALEUR VÉNALE : 1 670 000 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Ville et Eurométropole de Strasbourg.
Affaire suivie par **Mme Fanny PFEIFFER** fanny.pfeiffer@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du	:	08/06/2017
Demande reçue le	:	12/06/2017
Renseignements complémentaires reçus le	:	07/07/2017
Visite le	:	
Dossier en état	:	07/07/2017

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Cession de deux emprises de terrain, constituées chacune d'une parcelle appartenant à l'EMS et l'autre à la ville
- La première, formée des parcelles cadastrées section DT n° 537 et n° 539 est destinée à la réalisation d'une résidence intergénérationnelle
- La seconde formée des parcelles cadastrées section DT n° 536 et n° 538, doit être cédée à un promoteur privé en vue de la réalisation d'un ensemble immobilier à usage mixte.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Adresse - Lieudit	Superfcie (are)	Propriétaire
DT	537	Rue saint Urbain	5,08	Eurométropole
DT	539	Route du Rhin	8,61	Ville de Strabourg
		Sous total	**13,69**	
DT	538	Route du Rhin	6,82	Ville de Strabourg
DT	536	Route du Rhin	11,86	Eurométropole
		Sous total	**18,68**	
		TOTAL	**32,37**	

Descriptif sommaire :

L'emprise n° 1 cédée en vue de la réalisation d'une résidence intergénérationnelle d'une surface approximative de **1 750 m²** est constituée de la parcelle cadastrée section DT n° 539 actuellement en nature de parking goudronné et de la parcelle cadastrée section DT n° 537 totalement encombrée d'un immeuble d'activité.

L'emprise n° 2 bordée sur ses limites Ouest et sud par la rue Saint Urbain, est constituée d'une parcelle à usage de parking cadastrée section DT n° 538 et d'une parcelle cadastrée section DT n° 536 surbâtie de l'immeuble citée précédemment ainsi que d'un immeuble à usage tertiaire de construction plus ancienne. Cette emprise est destinée à recevoir un programme immobilier à usage mixte (53 logements en accession libre et commerces) développant une surface plancher de **2 986 m².**

Les parcelles seront cédées à l'état nu et libre (démolition des constructions en cours).

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Ville et Eurométropole de Strasbourg

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU i approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017, les parcelles sont situées en zone **UB2 et UB3**

Secteur à dominante d'habitat, les zones urbaines UB sont hétérogènes et correspondent essentiellement aux faubourgs de l'agglomération. Ces secteurs se caractérisent par une diversité importante des formes urbaines (de l'habitat dense peut y côtoyer de l'habitat individuel), mais aussi des fonctions puisqu'on y trouve souvent un tissu commercial et d'activités plus important que dans les quartiers d'habitat pavillonnaire par exemple.
Les règles d'urbanisme de cette zone ont pour objectif de permettre une densification maîtrisée, justifiée notamment par la présence d'un certain nombre de services urbains (transports en commun, commerces et services de proximité). L'implantation du bâti est admise sur les limites parcellaires afin de consolider les centralités urbaines des communes.
UB2 : 15 mètres ET, SMS2
UB3 : 10 mètres ET, SMS1

Les terrains situés au nord des deux emprises sont grevés d'une marge de recul de 3 mètres par rapport à la route du Rhin.

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de leurs caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale des parcelles considérées peut être fixée à 1 670 000 € HT, décomposée comme suit :

Emprise n° 1 de 13,69 ares : 500 000 € HT
Emprise n° 2 de 18.68 ares : 1 170 000 € HT

Nota :

- Ces valeurs sont données pour des terrains estimés à l'état nu et libre et dont la constructibilité n'est affectée d'aucune restriction (servitudes, pollution…), autre que celle liée à la marge de recul de 3 mètres dont il est fait état au point 6.

- Ces valeurs tiennent compte des projets qui doivent voir le jour sur ces parcelles. Toute modification dans la nature et la consistance des programmes immobiliers considérés nécessiterait une nouvelle consultation du service du Domaine.

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

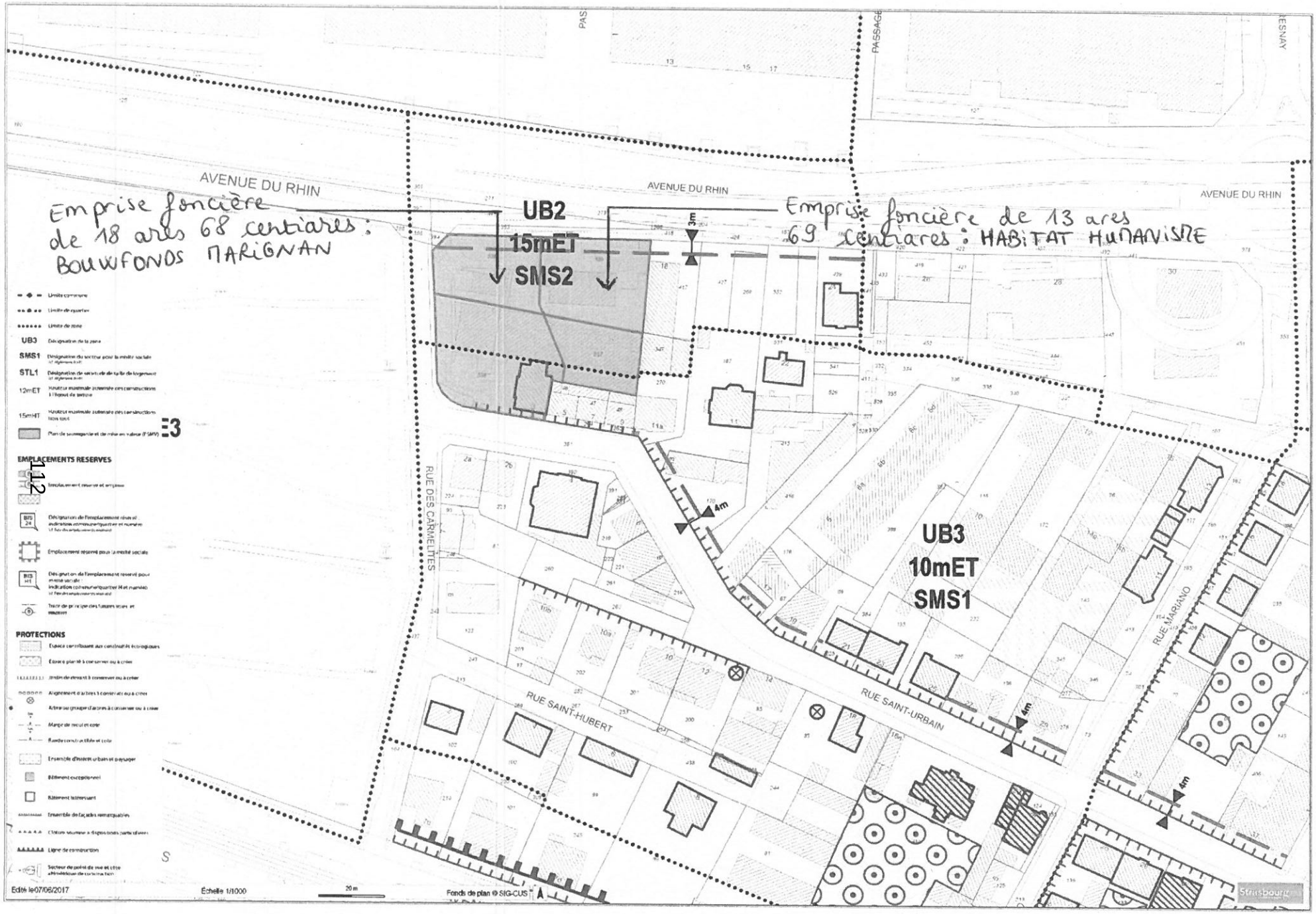
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques

et par délégation,

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Gestion Publique




Emprise foncière de 18 ares 68 centiares : BOUWFONDS MARIGNAN
Emprise foncière de 13 ares 69 centiares : HABITAT HUMANISME
AVENUE DU RHIN
AVENUE DU RHIN
AVENUE DU RHIN
UB2
15mET
SMS2
UB3
10mET
SMS1
3m
4m
4m
4m
RUE DES CARMELITES
RUE SAINT-HUBERT
RUE SAINT-URBAIN
RUE MARIANO
PASSAGE
RESNAY
EMPLACEMENTS RESERVES
PROTECTIONS
Edité le 07/06/2017
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg

112

RESIDENCE INTERGENERATIONNELLE
PROJET
RUE DES CARMELITES / ROUTE DU RHIN



habitat et humanisme
alsace nord

LOCALISATION DU PROJET



habitat et humanisme
alsace nord

LOCALISATION DU PROJET

AVANTAGES

- proximité du centre Ville
- accès facile : Tram, Bus, pistes cyclables, accès autoroute
- accès commerces – Centre Rive Etoile – restaurants
- centres culturels - Médiathèque – Cité de la Danse et de la Musique – cinéma UGC
- Universités – Lycée Coufignal – Centres de formation
- Zones d'activité : Zone Industrielle de la Plaine des Bouchers – Zone du Port du Rhin – ainsi que toutes les zones d'activités en périphérie de Strasbourg
- Hôpital Civil - Ephad
- Parc de la Citadelle et ceinture verte le long du canal

INCONVENIENT

- trafic routier important sur la route du Rhin

habitat et humanisme alsace nord

PROJET ARCHITECTURAL
Plan masse



habitat et humanisme
alsace nord

PROJET ARCHITECTURAL
DESCRIPTIF SOMMAIRE

Surface approximative du terrain : 1400 m2

ETAGES :
Surface logements : 1500 m2, R+5
Nombre de logements : 40
Typologie par niveau : 1 studio 20 m2, 2 T1bis 30 m2, 2 T1prim 30 m2,
1 T2 44 m2, 2 logements partagés 60 m2

REZ DE CHAUSSE :
Surface : 250 m2
Espaces communs des résidants : 100 m2
Accueil – salle de convivialité – salon - espace multimédia - espace jeux enfants - laverie
Espaces ouvert sur le quartier : 150 m2
Bureaux administratifs Habitat Humanisme
Restaurant d'insertion

JARDIN PARTAGE – POTAGER
PARKINGS intégrés aux espaces verts

habitat et humanisme
alsace nord

PROJET ARCHITECTURAL
DESCRIPTIF TECHNIQUE

QUALITE DU BATIMENT

- Bâtiment BBC – EFFINERGIE
- Eco matériaux
- Flexibilité de l'immeuble pour une adaptation aux besoins dans le futur

habitat et humanisme
alsace nord

BILAN D'INVESTISSEMENT ET DE FONCTIONNEMENT

Montage

Les grandes lignes du projet se présente de la façon suivante :

- Budget estimatif du projet : 3 500 000 €

- PLAI : 30 logements
- PLUS : 10 logements

- Fonds propres Foncière Habitat & Humanisme : 1 500 000 €

- MECENAT Fondation Promoteurs Immobilier : 200 000 €

- Subventions :

habitat et humanisme
alsace nord

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

habitat et humanisme
alsace nord

PROJET SOCIAL

Répartition de l'attribution des logements

- 1/3 étudiants, stagiaires ou en alternance, jeunes travailleurs CDD-CDI
- 1/3 familles monoparentales, 1 – 2 enfants
- 1/3 séniors

Accompagnement social

- Charte des résidents en cours d'élaboration avec la Fédération Habitat et Humanisme
- Participation active des résidents : civilité – comportement citoyen - entraide – transmission des savoirs – activités partagées (bricolage-jardinage-informatique….)- organisation des loisirs
- Accompagnement des résidents par Habitat et Humanisme et les bénévoles
- Collaboration avec les travailleurs sociaux
- Partenariats avec Caritas – Cresus – l'Udaf – SNC face au chômage – Abrapa –
- Création de nouveaux partenariats selon les problématiques détectées lors du fonctionnement de la résidence

habitat et humanisme alsace nord

GESTIONNAIRE DE LA RESIDENCE

HH Gestion Alsace gère, à ce jour, plus de 200 logements dans le cadre des Propriétaires Solidaires.

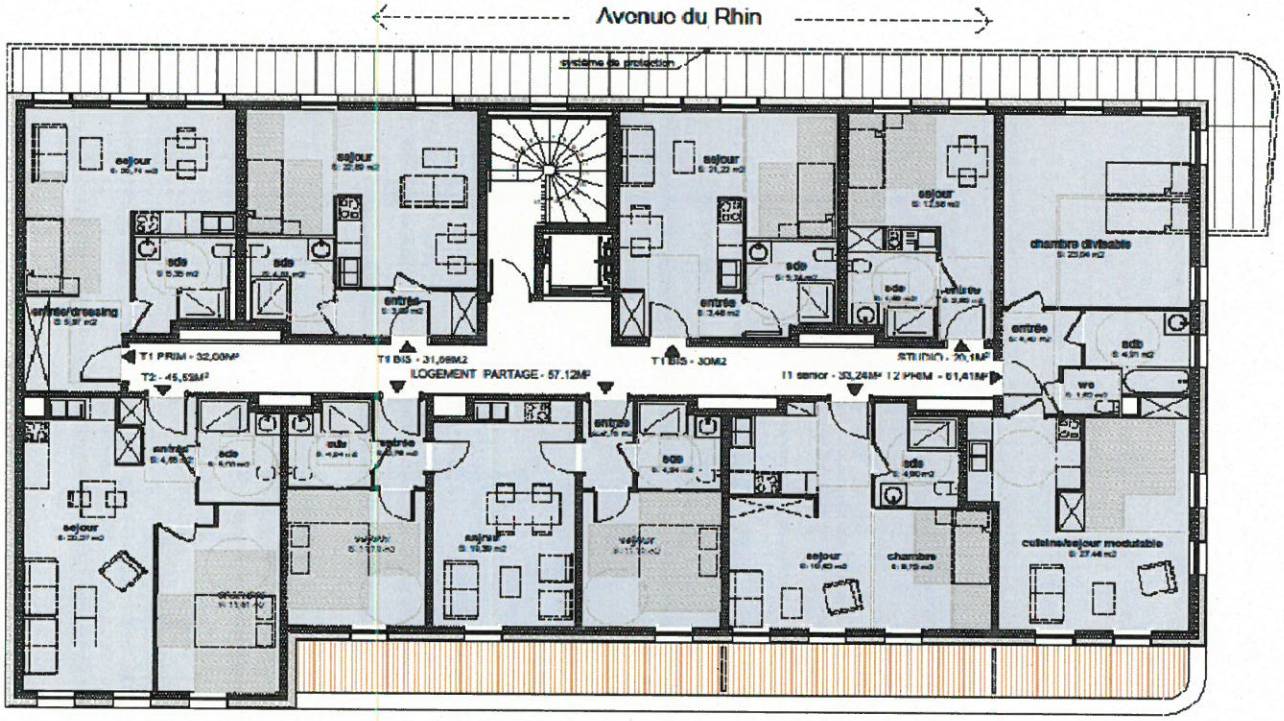
Elle se compose d'une équipe de :

- 5 salariés
- 3 bénévoles pour la prospection, le développement et les conseils aux propriétaires
- Daniel Bintz, Président de HH Gestion Alsace, est bénévole de l'association

habitat et humanisme alsace nord

PLANS D'IMPLANTATION

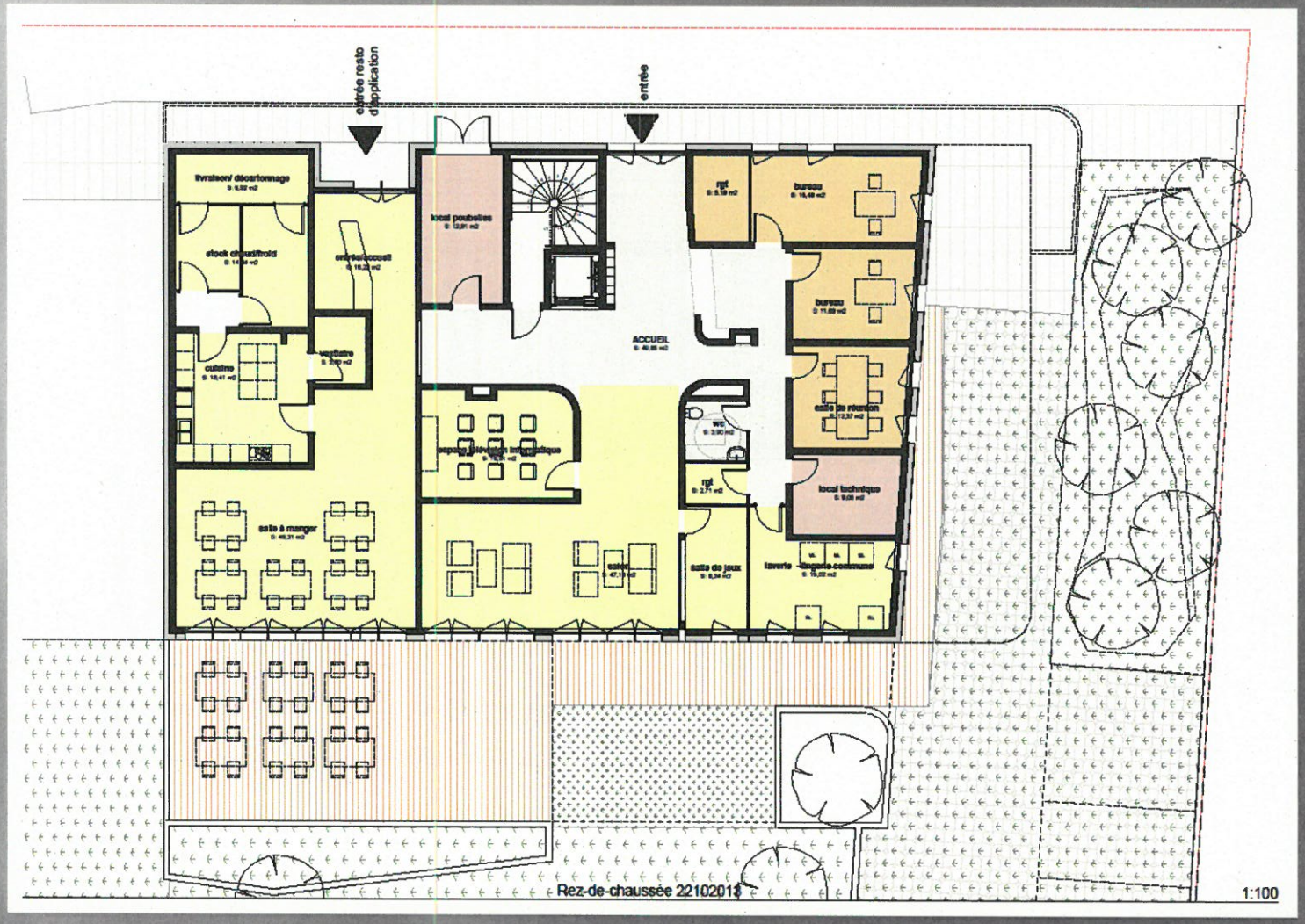
étage courant 1/100



R+1
Surface habitable: 311,15m²
Surface de plancher: 377m²

habitat et humanisme
alsace nord

PLANS D'IMPLANTATION
Rez-de-chaussée



habitat et humanisme
alsace nord

15

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Transactions amiables sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les projets de la collectivité nécessitent la réalisation d'acquisitions ou de ventes amiables de diverses parcelles :

- à incorporer à la voirie métropolitaine ;
- entrant dans le cadre de projets d'intérêt métropolitain ayant déjà été validés par le Conseil de communauté, désormais Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- entrant dans la politique de réserves foncières de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- sortant du patrimoine.

Dans ce cadre, l'Eurométropole de Strasbourg acquiert des terrains pour les besoins de premier établissement ou d'élargissement de voies à un prix négocié en plein accord avec les propriétaires concernés.

Si le montant de ce type de transaction est inférieur à 180 000 €, l'avis de France Domaine n'est pas requis (arrêté ministériel du 5 décembre 2016).

La collectivité acquiert et vend également des terrains à l'amiable, en plein accord avec les propriétaires, dans le cadre d'opérations ayant déjà fait l'objet d'une validation par une délibération générale, dans le cadre de la politique de réserves foncières, ou dans le cadre de régularisations de situations domaniales avec des personnes physiques ou morales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu l'avis du Conseil municipal de Geispolsheim du 29 août 2017
Vu l'avis du Conseil municipal de Vendenheim en date du 18 août 2017
Vu l'avis du Conseil municipal de Mundolsheim du 11 septembre 2017
Vu l'avis du Conseil municipal de Plobsheim du 25 septembre 2017
Vu l'avis de France Domaine
après en avoir délibéré
approuve

I. ***Les acquisitions de terrains par l'Eurométrople de Strasbourg à incorporer dans la voirie publique :***

I.1 A Plobsheim :

Dans le cadre de l'aménagement d'un « tourner à gauche » sur la RD468

Commune de PLOBSHEIM
Lieudit « Sandbuckel »
0,80 are à distraire de la parcelle cadastrée section 28 n°107/5 de 31,59 ares, terres
Propriété des époux Charles BAPST, Edouard BAPST et Madeleine BAPST
Au prix de 75 € de l'are en zone agricole, soit une somme de 60 €

Commune de PLOBSHEIM
Lieudit « Sandbuckel »
0,73 are à distraire de la parcelle cadastrée section 28 n°109/10 de 19,87 ares, près
Propriété des époux BAPST Théo et Albert BAPST
Au prix de 75 € de l'are en zone agricole, soit une somme de 54,75 €

I.2 A Geispolsheim :

Suite à l'aménagement de la rue des Primevères

Commune de GEISPOLSHEIM
Lieudit « Hatzenturmfeld »
Section 60 n°415 de 0,23 are
Section 60 n°417 de 0,23 are
Section 60 n°431 de 0,23 are
Soit une surface totale de 0,69 are
Propriété des Epoux Pascal MICHOT
Au prix de 1 525 € l'are, soit pour un montant de 1 052,25 €

I.3. A Vendenheim :

Dans le cadre du réaménagement de la rue du Général Wurmser, l'acquisition, au prix de 5 000 € l'are, des parcelles provisoirement cadastrées ci-après :

Commune de Vendenheim
Section 11 n°(2)/34 de 0,03 are, sol
Section 11 n°(3)/34 de 0,16 are, sol
propriété des époux KLEBERT Gilles/DI SCALA Marie

Commune de Vendenheim
Section 11 n°(2)/32 de 0,11 are, sol
Section 11 n°(3)/32 de 0,67 are, sol

propriété de Monsieur Jean-Michel ZENTNER

II. ***Les acquisitions dans le cadre de projets validés par l'Eurométropole de Strasbourg et au titre de la réalisation de réserves foncières :***

II.1. A Ittenheim :

L'indivision KEMPF/WEBER propose à l'Eurométropole de Strasbourg d'acquérir les parcelles d'une superficie totale de 39,27 ares dont elle est propriétaire sur le ban communal d'Ittenheim.

Ces terrains, cadastrés sur la commune d'Ittenheim lieudit Musau Rain section 36 n°78 de 29,16 ares, prés et section 36 n°82 de 10,11 ares, prés, se situent dans l'emprise de l'ancien site d'accueil des déchets ménagers de l'agglomération strasbourgeoise, d'une superficie de 7,5 ha, exploité par la Communauté urbaine de 1968 à 1974 sur les territoires des communes d'Oberschaeffolsheim et d'Ittenheim.

La décharge a également servi comme stockage-tampon pour les cendres du four d'incinération des boues de la station d'épuration de Strasbourg jusqu'en 1995. Ce stockage-tampon a été vidé et les terrains sont dès lors restés en l'état.

Pour permettre à l'époque l'exploitation du site, les terrains ont été loués pour une durée indéterminée par la Ville de Strasbourg dès 1968 auprès de différents propriétaires par la conclusion de baux à ferme, toujours en cours de validité.

Les parcelles sont aujourd'hui constituées d'une végétation herbacée, de buissons et de bosquets. La pollution des sols est toutefois établie et relève de la responsabilité partagée de l'ancien exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) et des propriétaires.

Le site est d'ailleurs à cet égard placé sous la surveillance de la police des ICPE et des services de l'Eurométropole de Strasbourg.

Une maîtrise foncière totale est préconisée à terme, par une acquisition progressive des terrains auprès des propriétaires qui en expriment le souhait.

Les terrains appartenant à l'indivision KEMPF/WEBER étant compris dans une zone naturelle, sa valeur vénale s'élève à 110 € l'are. La transaction acceptée à ce prix par les propriétaires pourrait ainsi se réaliser au montant de 4 319,70 €.

Il est demandé à l'assemblée délibérante d'entériner cette transaction.

II.2. A Mundolsheim et Souffelweyersheim

Régularisation foncières pour les besoins de la réalisation de l'aire d'accueil des gens du voyage de Mundolsheim/Souffelweyersheim :

II.2.1. A Souffelweyersheim

Commune de Souffelweyersheim
Lieudit : « rue de dépôt »
Section 13 n° 295/194 de 8,47 ares
Propriété de la commune de Souffelweyersheim
Au prix de 1 (un) euro

II.2.2. A Mundolsheim

La Communauté urbaine de Strasbourg a acquis par acte de vente du 17 décembre 2013 au prix de 1 (un) euro auprès de la commune de Mundolsheim, la parcelle non bâtie cadastrée :

Commune de Mundolsheim
Section 25 n° 251 de 70,16 ares

Il convient de compléter la délibération du 23 mars 2012 approuvant la création de l'aire des gens du voyage, maintenant annulée, pour permettre la régularisation du paiement du prix de vente de 1 (un) euro au profit de la commune de Mundolsheim.

III. ***<u>Les ventes dans le cadre de projets validés par l'Eurométropole de Strasbourg</u>***

III.1. A Mundolsheim :

Vente par voie d'échange dans le cadre de la réalisation par la société SNCF réseau d'un bassin de rétention d'eau nécessaire au projet de réalisation de la 4ème voie de Vendenheim ;

d'une parcelle eurométropolitaine cadastrée :
Commune de Mundolsheim
lieudit : « Strengfeld »
section 8 n° 563/304 de 7,83 ares, pré, issue de la parcelle mère n° 304 de 12,23 ares,
en nature de friche non affectée à la station de relevage, classée en zone N1 du Plan local d'urbanisme,
au prix de 50 € l'are conforme à l'estimation faite par France Domaine.

En contre-échange d'une parcelle propriété de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, cadastrée :
Commune de Mundolsheim
Lieudit : « Grosse Werbmatt »
Section 10 n° 127/94 de 7,16 ares,
classée en zone N1 du Plan local d'urbanisme, au prix de 50 € l'are.

Moyennant le paiement d'une soulte au profit de l'Eurométropole de Strasbourg de 33,50 € et la constitution d'une servitude d'accès au réseau d'assainissement sur une bande de trois mètres sur la parcelle échangée n° 563/304 (fonds servant) au profit de la parcelle restant la propriété de l'Eurométropole de Strasbourg n° 564/304 de 4,40 ares (fonds dominant)

III.2. A Reichstett :

Rectification d'une erreur matérielle dans la délibération prise en séance de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 avril 2017 – 14ème point – Immeuble 7A rue de Mundolsheim à Reichstett, compte-rendu du droit de préemption urbain, vente du bien immobilier.

Objet : la vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la société CUS HABITAT, Office Public de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg, ayant son siège à 67100 Strasbourg, 24 route de l'Hôpital, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le n°276 700 028 ;
d'un bien sis 7A rue de Mundolsheim à Reichstett et cadastré :
Commune de Reichstett
Section 12 n° 1 de 4,33 ares
Section 12 n° 291/3 de 1,96 are
6,29 ares

Suite à une erreur matérielle dans le tableau des montants (soustraction des frais de notaire au lieu de leur addition), il est proposé de substitué le tableau suivant:

« au prix principal et frais versés par l'Eurométropole de Strasbourg pour l'acquisition du bien, minoré d'une l'aide de de 5 000 € par logement, selon montants détaillés ci-après :

Prix d'acquisition	*220 000,00 €*
Frais de notaire	*3 280,62 €*
Sous-total	*223 280,62 €*
Minoré de l'aide de l'Eurométropole	*25 000,00 €*
Soit au prix de	*198 280,62 €*

pour la réalisation d'un programmme de cinq logements locatifs sociaux à savoir la réhabilitation /rénovation de deux logements et la construction neuve de trois logements »

décide

- *l'imputation des dépenses liées aux acquisitions de voirie, sur la ligne budgétaire AD03 fonction 824, nature 2112 programme 6*
- *l'imputation des dépenses liées aux acquisitions foncières, sur la ligne budgétaire AD03 fonction 824, nature 2111 programme 5*
- *l'imputation de la dépense liée à la réalisation de réserves foncières sur la ligne budgétaire AD03 fonction 518 nature 2111 programme 6.*
- *l'imputation de la recette liée à l'échange sur la ligne budgétaire 820-775-AD03B.*

autorise

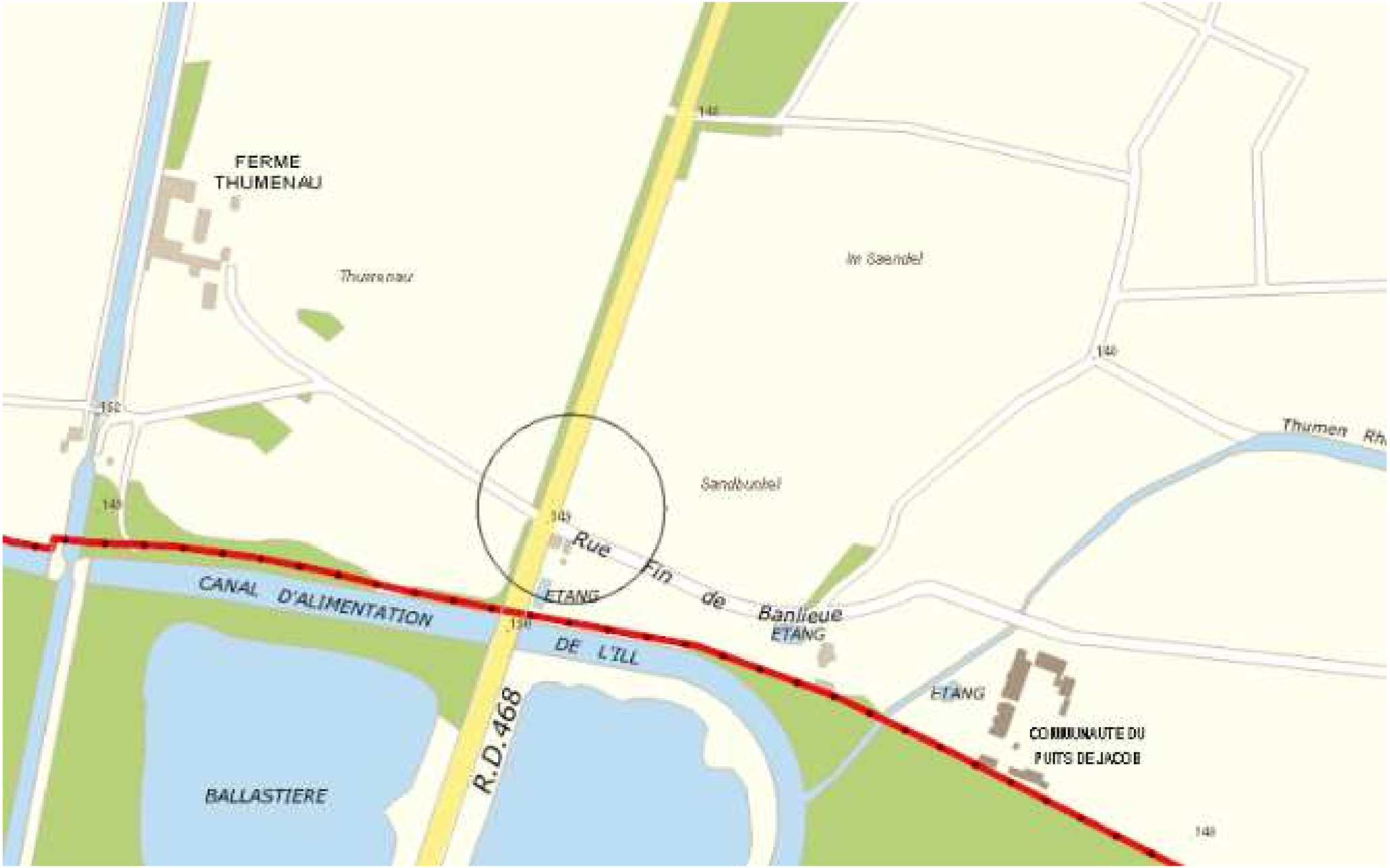
le Président ou son-sa représentant-e à signer tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

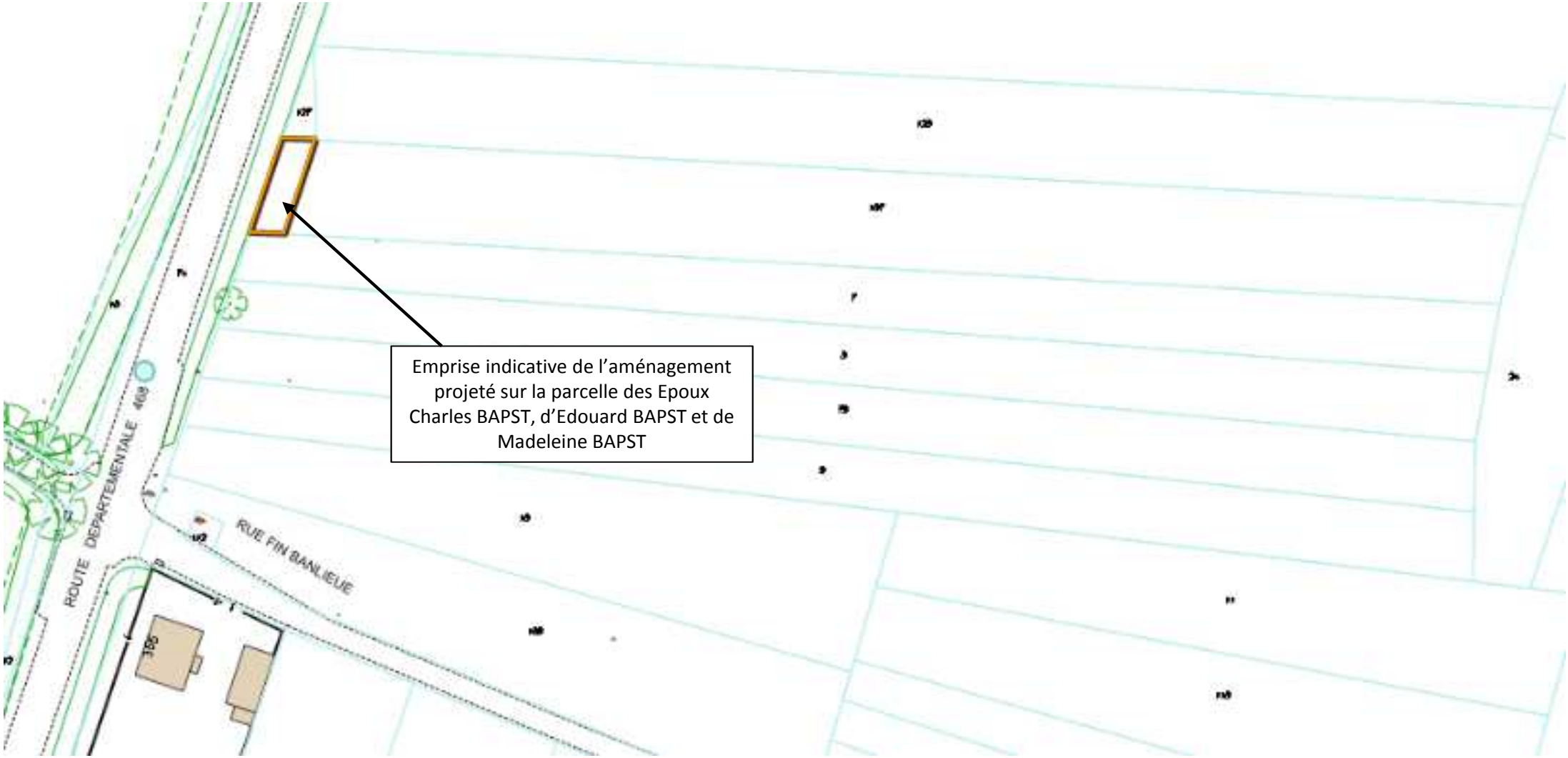
Adopté le 29 septembre 2017

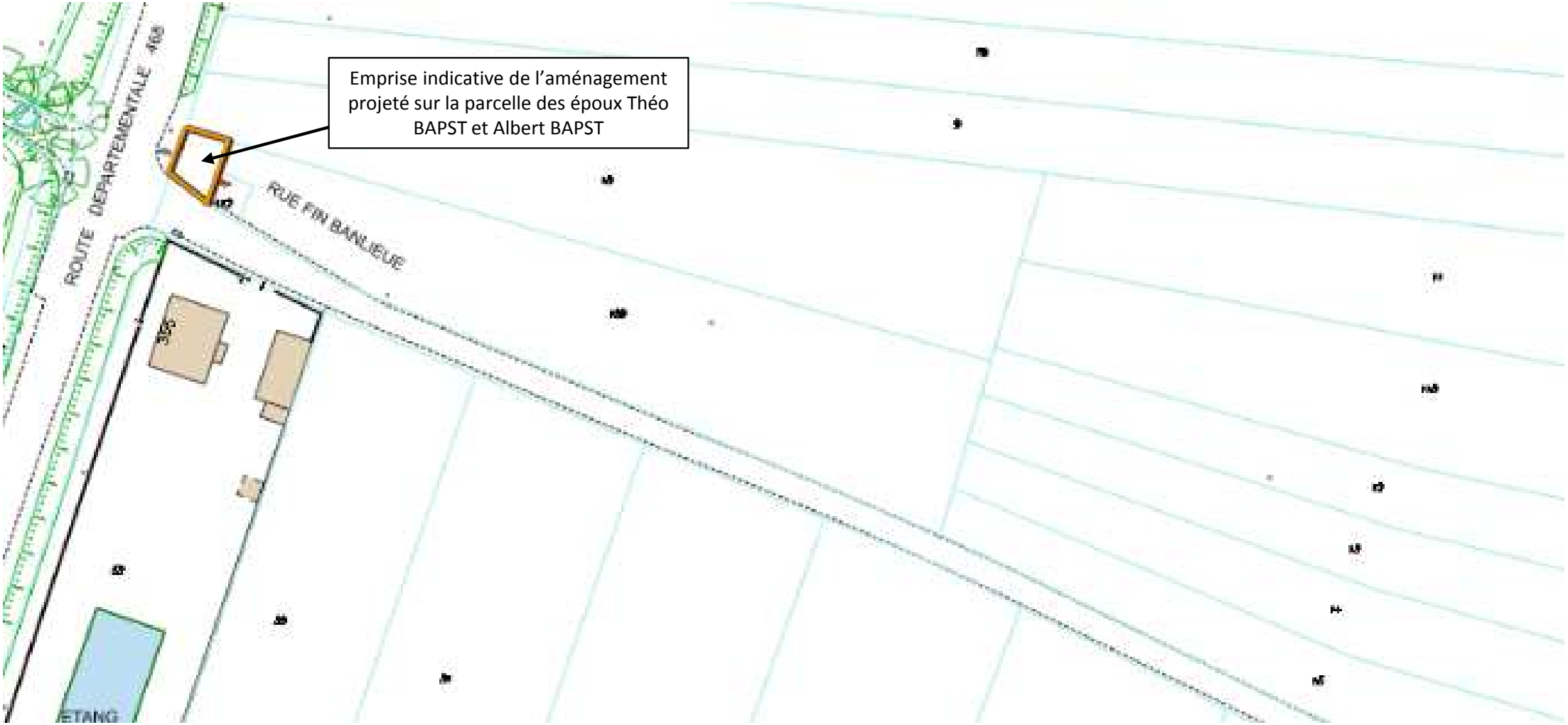
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après transmission au Contrôle de Légalité préfectoral et affichage au Centre Administratif Le 2 octobre 2017

PLOBSHEIM
Acquisitions en vue de réaliser un « tourne à gauche » – Plan de situation



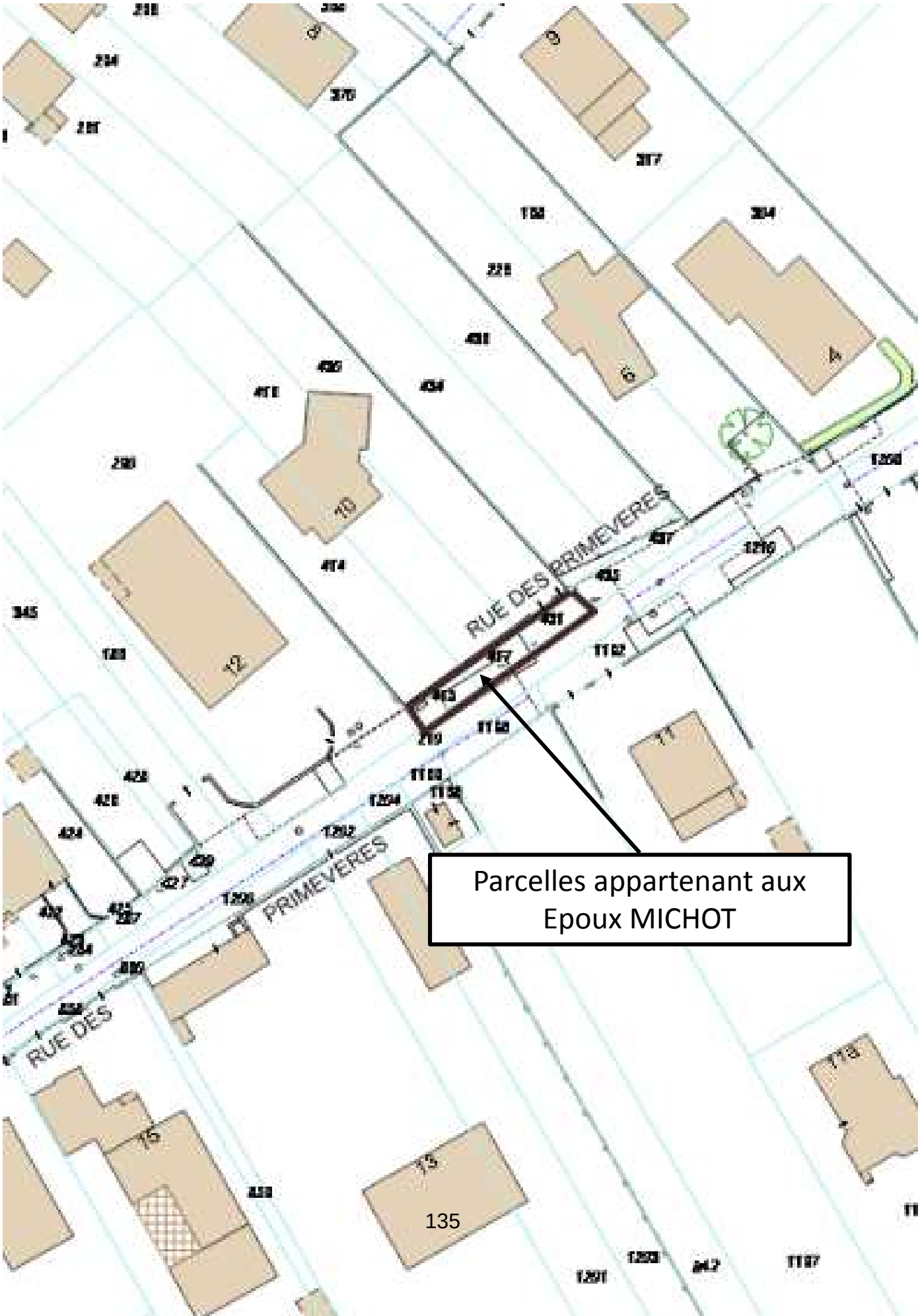

Emprise indicative de l'aménagement projeté sur la parcelle des Epoux Charles BAPST, d'Edouard BAPST et de Madeleine BAPST
ROUTE DEPARTEMENTALE 468
RUE FIN BANLIEUE
35


Emprise indicative de l'aménagement projeté sur la parcelle des époux Théo BAPST et Albert BAPST
ROUTE DEPARTEMENTALE 468
RUE FIN BANLIEUE
ETANG

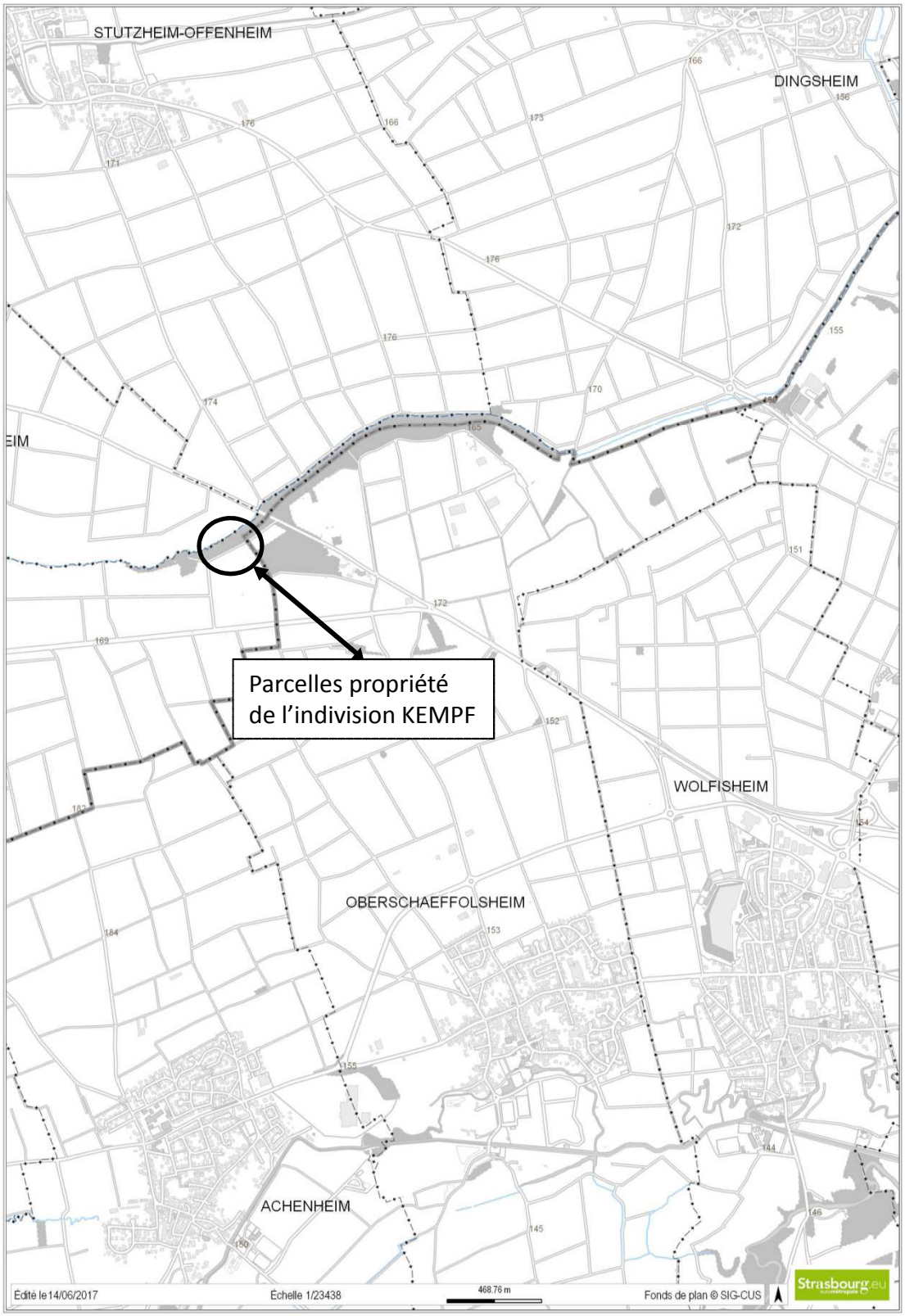
Geispolsheim – Situation rue des Primevères



Geispolsheim – Acquisition dans la rue des Primevères

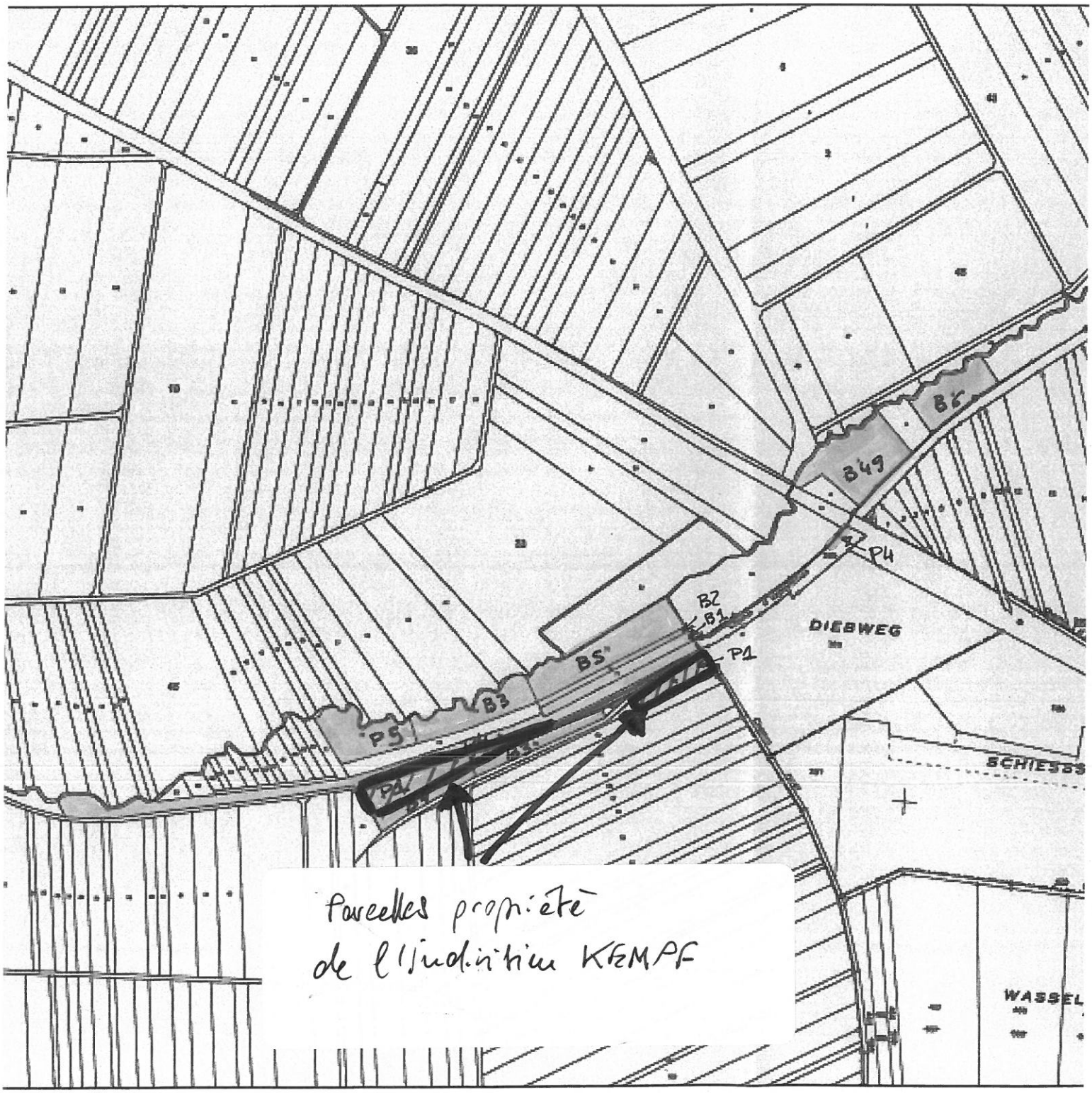


BAN COMMUNAL D'ITTENHEIM



portail

BAN COMMUNAL D'ITTENHEIM

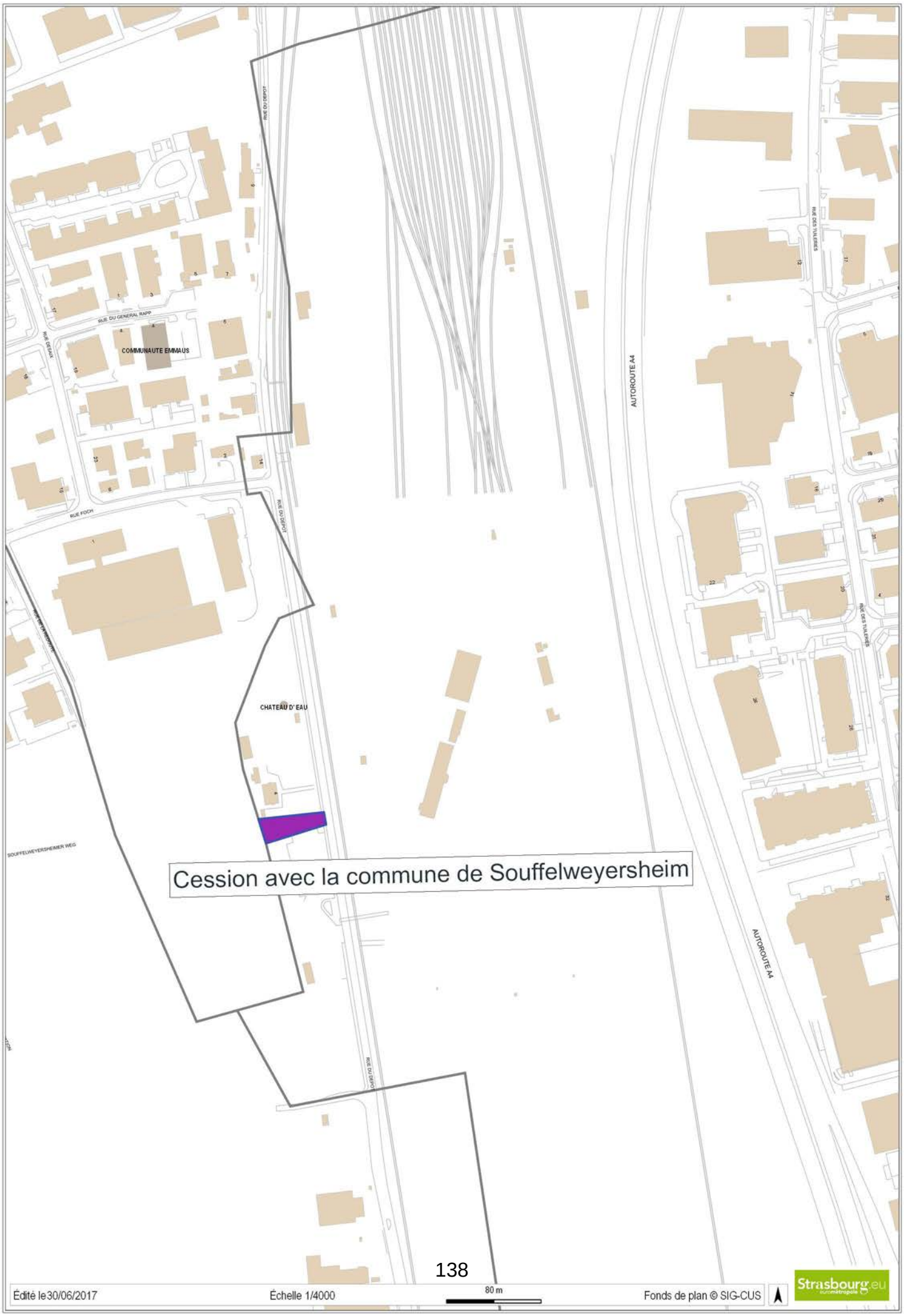


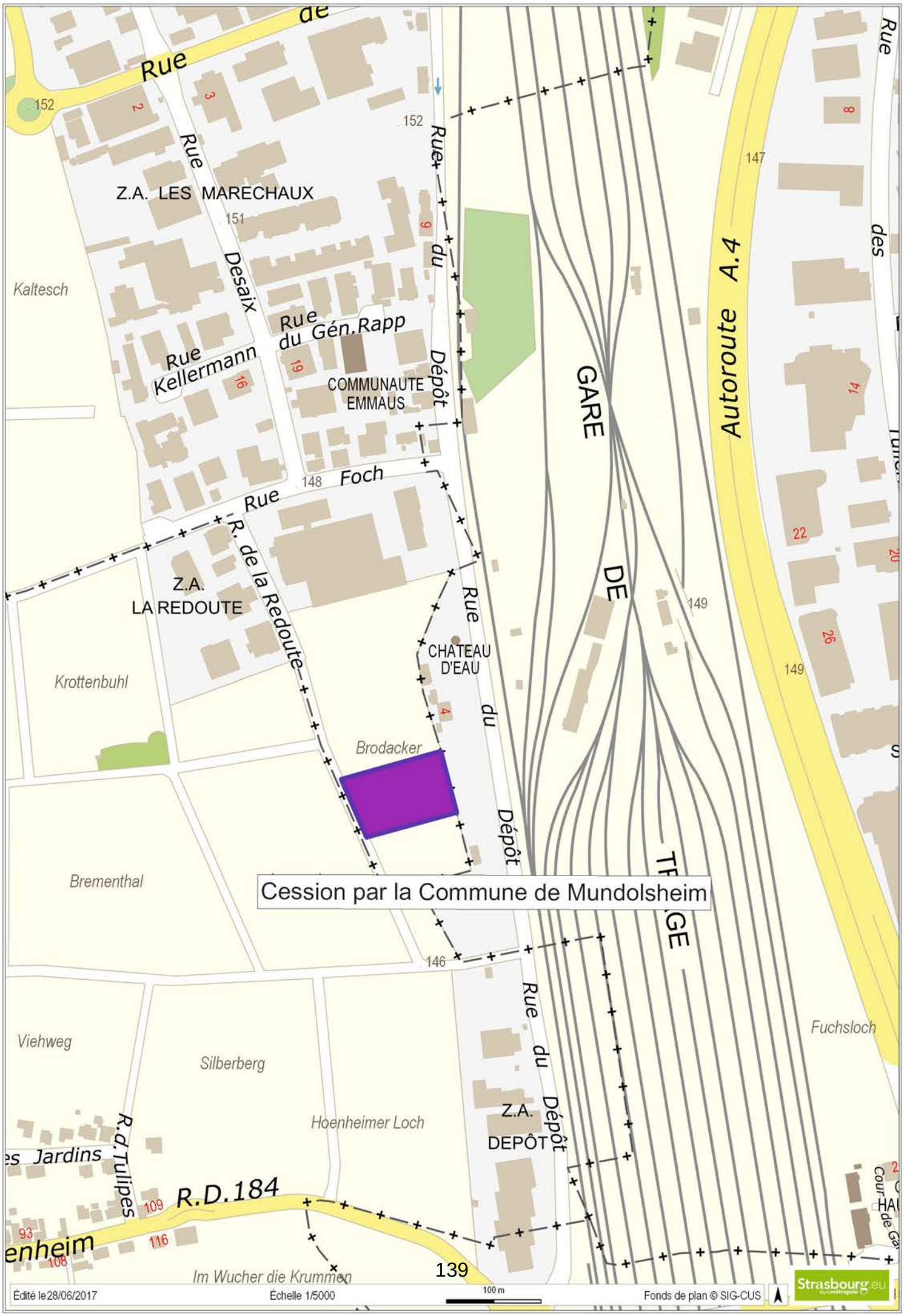
Parcelles propriété de l'indivision KEMPF

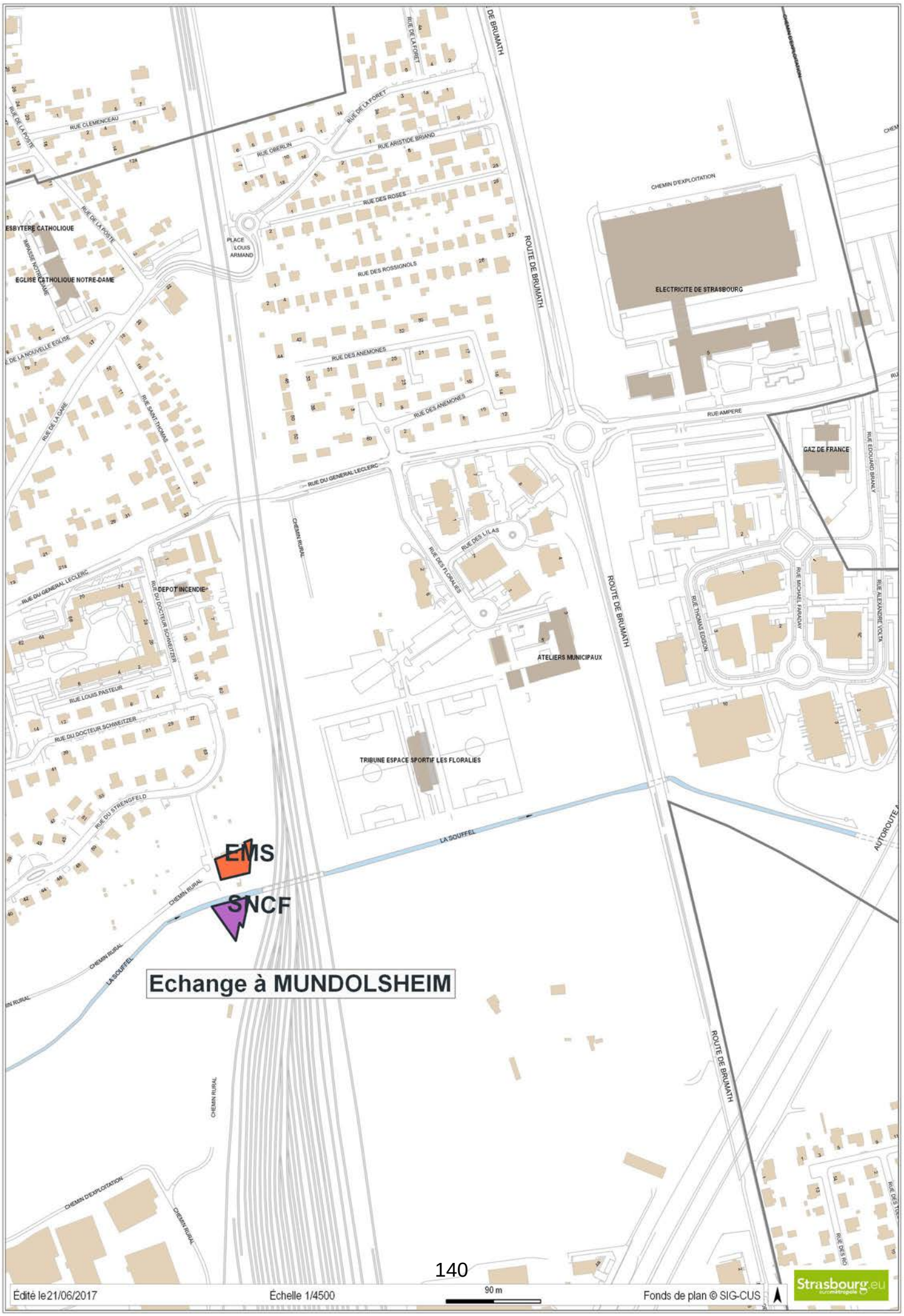
gouv.fr/mentions-legales

3.8" E

).8" N


RUE DU DEPOT
RUE DU GENERAL RAPP
COMMUNAUTE EMMAUS
RUE DEGAS
RUE FOCH
RUE DU DEPOT
AUTOROUTE A4
RUE DES TUILERIES
CHATEAU D'EAU
SOUFFELWEYERSHEIMER WEG
Cession avec la commune de Souffelweyersheim
AUTOROUTE A4
RUE DU DEPOT
Édité le 30/06/2017
Échelle 1/4000
80 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


Rue
Z.A. LES MARECHAUX
Rue Desaix
Rue du Gén.Rapp
Rue Kellermann
COMMUNAUTE EMMAUS
Rue du Dépôt
Rue Foch
R. de la Redoute
Z.A. LA REDOUTE
CHATEAU D'EAU
Rue du Dépôt
GARE DE TRIAGE
Autoroute A.4
Rue des
Kaltesch
Krottenbuhl
Brodacker
Brementhal
Viehweg
Silberberg
Hoenheimer Loch
Fuchsloch
Z.A. DEPÔT
Rue du Dépôt
R.d.Tulipes
R.D.184
Im Wucher die Krummen
Cession par la Commune de Mundolsheim
Édité le 28/06/2017
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


EMS
SNCF
Echange à MUNDOLSHEIM
RUE CLEMENCEAU
RUE DE LA POSTE
RUE DE LA FORET
RUE OBERLIN
RUE ARISTIDE BRIAND
RUE DES ROSES
PLACE LOUIS ARMAND
RUE DES ROSSIGNOLS
RUE DES ANEMONES
ROUTE DE BRUMATH
CHEMIN D'EXPLOITATION
ELECTRICITE DE STRASBOURG
RUE AMPERE
GAZ DE FRANCE
RUE EDOUARD BRANLY
RUE DU GENERAL LECLERC
CHEMIN RURAL
RUE DES LILAS
RUE DES FLORALIES
ATELIERS MUNICIPAUX
RUE THOMAS EDISON
RUE MICHAEL FARADAY
RUE ALEXANDRE VOLTA
DEPOT INCENDIE
RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER
RUE LOUIS PASTEUR
RUE DU STRENGFELD
TRIBUNE ESPACE SPORTIF LES FLORALIES
LA SOUFFEL
AUTOROUTE
EGLISE CATHOLIQUE NOTRE-DAME
PRESBYTERE CATHOLIQUE
IMPASSE NOTRE DAME
RUE DE LA GARE
RUE SAINT THOMAS
RUE DE LA NOUVELLE EGLISE
Edité le 21/06/2017
Échelle 1/4500
90 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
REGION GRAND EST ET DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Gestion publique
Service :Division France Domaine
Adresse :4 place de la République – CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone :03 88 10 35 00
mail : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

à

Évaluateur : Bernard ROTH
Téléphone : 03 88 10 35 09
Courriel : bernard.roth@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. LIDO : 2017 / 0609

EUROMETROPOLE
1 Place de l'Etoile
67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN :	**COMMUNE DE MUNDOLSHEIM** – TERRAIN NATUREL
ADRESSE DU BIEN :	**RUE DU STRENGFELD**
VALEUR VÉNALE :	**611 € HT**

1 - SERVICE CONSULTANT : EMS

Affaire suivie par : Alain MULLER – alain.muller@strasbourg.eu

2 - DATE DE CONSULTATION

Date de réception	: 08/06/2017
Date de visite	:
Date de constitution du dossier « en état »	:

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE

Cession envisagée sous forme d'échange avec la SNCF d'une parcelle rurale contiguë à la voie ferrée au niveau de l'intersection des voies avec la Souffel.

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

Section	Parcelles	Surface (ares)	Zonage
8	304	12,23	N6

Parcelle en nature de terrain naturel partiellement boisé, de forme irrégulière, contiguë à la Souffel et aux voies ferrées et concernée par deux marges de recul : 15 m par rapport à la Souffel et 6 m par rapport aux voies.

5 - SITUATION JURIDIQUE

- nom du propriétaire : EMS
- situation d'occupation : ./.

6 - URBANISME ET RESEAUX

Urbanisme : Zone N6 du PLUi de l'EMS actuellement en vigueur à MUNDOLSHEIM

Voie, réseau, divers (VRD) : secteur naturel non viabilisé

Qualification du terrain : La parcelle n'a pas la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation.

Dans le secteur de zone N6
Sont admises :
8.1. Les constructions et installations, à condition d'être nécessaires à l'exploitation et à la gestion de jardins familiaux ou partagés, ou de vergers.
8.2. Les gloriettes de jardin, à condition de ne pas excéder 10 m² d'emprise au sol.

7 - DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale de la parcelle est estimée à 611 € HT

8 – DUREE DE VALIDITE

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIERES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

A Strasbourg, **le 19/06/2017**

Pour l'Administrateur général,
Directeur régionale des Finances publiques
Région Grand Est
et département du Bas-Rhin.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
REGION GRAND EST ET DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Gestion publique
Service :Division France Domaine
Adresse :4 place de la République – CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone :03 88 10 35 00
mail : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Bernard ROTH
Téléphone : 03 88 10 35 09
Courriel : bernard.roth@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. LIDO : **2017 / 0610**

à

EUROMETROPOLE
1 Place de l'Etoile
67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN :	**COMMUNE DE MUNDOLSHEIM** – TERRAIN NATUREL
ADRESSE DU BIEN :	**RUE DU STRENGFELD**
VALEUR VÉNALE :	**358 € HT**

1 - SERVICE CONSULTANT : EMS

Affaire suivie par : Alain MULLER – alain.muller@strasbourg.eu

2 - DATE DE CONSULTATION : 02/06/2017
Date de réception : 08/06/2017
Date de visite :
Date de constitution du dossier « en état » :

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE

Acquisition envisagée sous forme d'échange avec la SNCF d'une parcelle rurale contiguë à la voie ferrée au niveau de l'intersection des voies avec la Souffel.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

Section	Parcelles	Surface (ares)	Zonage
10	127	7,16	ND1

Parcelle en nature de terre agricole, de forme triangulaire, contiguë à la Souffel et aux voies ferrées.

5 - SITUATION JURIDIQUE

- nom du propriétaire : SNCF Mobilités
- situation d'occupation : ./.

6 - URBANISME ET RESEAUX

Urbanisme : Zone N1 du PLUi de l'EMS actuellement en vigueur à MUNDOLSHEIM

Voie, réseau, divers (VRD) : secteur naturel non viabilisé

Qualification du terrain : La parcelle n'a pas la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation.

Dans le secteur de zone N1
Sont admis les installations légères à vocation agricole, pastorale ou forestière d'une superficie maximale de 20 m² sous réserve d'être compatibles avec la vocation naturelle de la zone et de ne pas entraver son bon fonctionnement écologique et hydraulique.

7 - DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale de la parcelle est estimée à 358 € HT

8 – DUREE DE VALIDITE

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIERES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

A Strasbourg, **le 19/06/2017**

Pour l'Administrateur général,
Directeur régionale des Finances publiques
Région Grand Est
et département du Bas-Rhin.

Strasbourg.eu
eurométropole

14

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 28 avril 2017

Immeuble 7A rue de Mundolsheim à REICHSTETT.
- compte-rendu du droit de préemption par l'Eurométropole de Strasbourg.
- vente du bien immobilier.

I. Information au Conseil sur l'exercice du droit de préemption urbain par l'Eurométropole de Strasbourg en vertu de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération du 5 mai 2014, le Conseil de Communauté a autorisé le Président à exercer les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme à l'occasion de l'aliénation de biens effectuée selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-2 de ce même code.

Conformément à cette délégation, l'Eurométropole de Strasbourg a exercé par décision du 26 octobre 2016, le droit de préemption urbain (DPU) d'un bien sis 7A rue de Mundolsheim à REICHSTETT.

Le bien est composé d'une maison d'habitation des années 1960, mitoyenne d'un côté, de 149 m² habitable, d'un garage indépendant et d'une remise, sur une parcelle d'une surface globale de 6,29 ares.

La préemption répond au cadre d'intervention fixé par les articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'Urbanisme et a été exercée en vue de constituer une réserve foncière pour la mise en œuvre d'une politique locale de l'Habitat. Il est prévu de réaliser 5 logements locatifs sociaux répartis dans l'actuelle maison d'habitation qui sera réhabilitée pour recevoir deux logements et trois logements en construction neuve sur le reste de la parcelle.

La préemption a eu lieu au prix de la déclaration d'intention d'aliéner soit 220 000 € commission d'agence de 15 400 € incluse et n'a fait l'objet d'aucun recours. Elle a été réitérée par acte de vente du 23 février 2017.

Il appartient aujourd'hui à l'Eurométropole de réaliser le motif de la préemption en procédant à la vente du bien à la société CUS HABITAT dont le projet a été retenu.

II. Vente de l'immeuble.

La société CUS HABITAT n'est en capacité de réaliser son projet qu'à la condition d'une acquisition du bien à une valeur 150 000 €, il resterait à combler un déficit de 70 000 € pour équilibrer la charge foncière.

La commune de Reichstett s'est d'ores et déjà engagée à verser directement 45 000 € (9 000 € par logement) au bailleur; l'Eurométropole pour sa part accorderait une minoration du prix de 25 000 € (5 000 € par logement).

Il est proposé de solliciter une subvention auprès du Fonds d'aménagement urbain alsacien pour compenser la décote consentie par l'eurométropole sur la vente du bien (la subvention est de 40% au maximum) et ne sera connue qu'après instruction de la DREAL, service instructeur, et sous réserve de l'accord du Comité de gestion, administrateur du Fonds alsacien.

Il est dès lors proposé de revendre le bien à la société CUS HABITAT aux conditions financières d'acquisition par l'Eurométropole, à savoir au prix principal de 220 000 € majoré des frais de notaires engagés soit 3 280,62 € et minoré de l'aide de la collectivité de 25 000 €.

Il appartient aujourd'hui à la Commission permanente d'approuver le principe de cette transaction.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Reichtett du 27 mars 2017
après en avoir délibéré
approuve

la vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la société CUS HABITAT, Office Public de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg, ayant son siège à 67100 Strasbourg, 24 route de l'Hôpital, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le n°276 700 028 ;
d'un bien sis 7A rue de Mundolsheim à Reichstett et cadastré :

Commune de Reichstett
Section 12 n° 1 de 4,33 ares
Section 12 n° 291/3 de 1,96 are
6,29 ares

au prix principal et frais versés par l'Eurométropole de Strasbourg pour l'acquisition du bien, minoré d'une l'aide de de 5 000 € par logement, selon montants détaillés ci-après :

Prix d'acquisition	*220 000,00 €*

Frais de notaire	*3 280,62 €*
Sous-total	*216 719,38 €*
Minoré de l'aide de l'Eurométropole	*25 000,00 €*
Soit au prix de	*191 719,38 €*

Pour la réalisation d'un programmme de cinq logements locatifs sociaux à savoir la réhabilitation /rénovation de deux logements et la construction neuve de trois logements.

décide

- *d'imputer la recette correspondante sur la ligne budgétaire ADO3 B, fonction 820, nature 775;*

- *de solliciter l'aide financière du fonds d'aménagement urbain alsacien pour la réalisation de logements locatifs sociaux sur le bien objet de la présente délibération en compensation de la moins-value accordée sur la revente par l'Eurométropole de Strasbourg ;*

- *d'imputer la subvention du fonds d'aménagement urbain alsacien sur la ligne budgétaire ADO3 B, fonction 820, nature 774;*

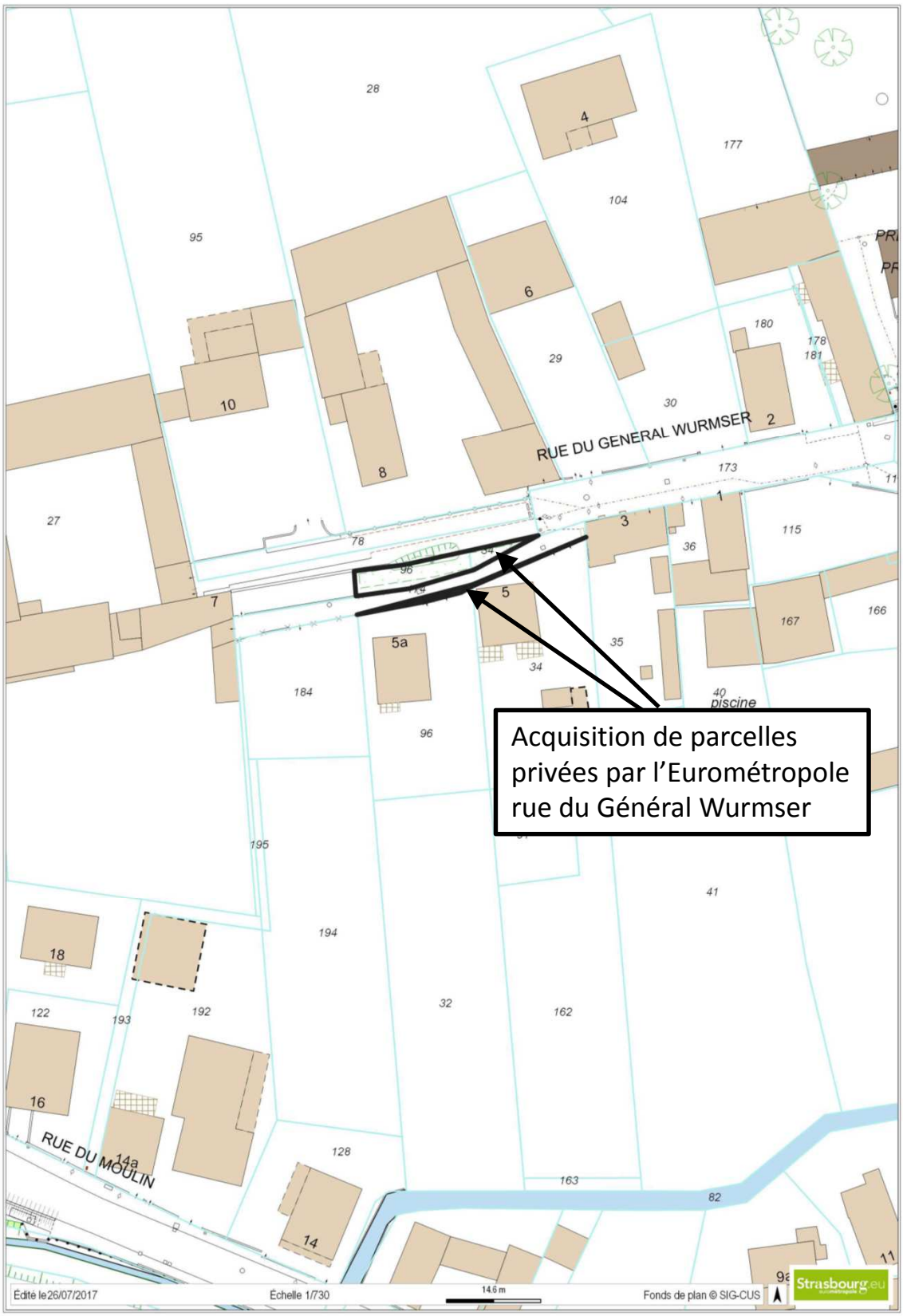
autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'acte de vente à intervenir, la demande de subvention au fonds d'aménagement urbain alsacien, ainsi que tout acte ou document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

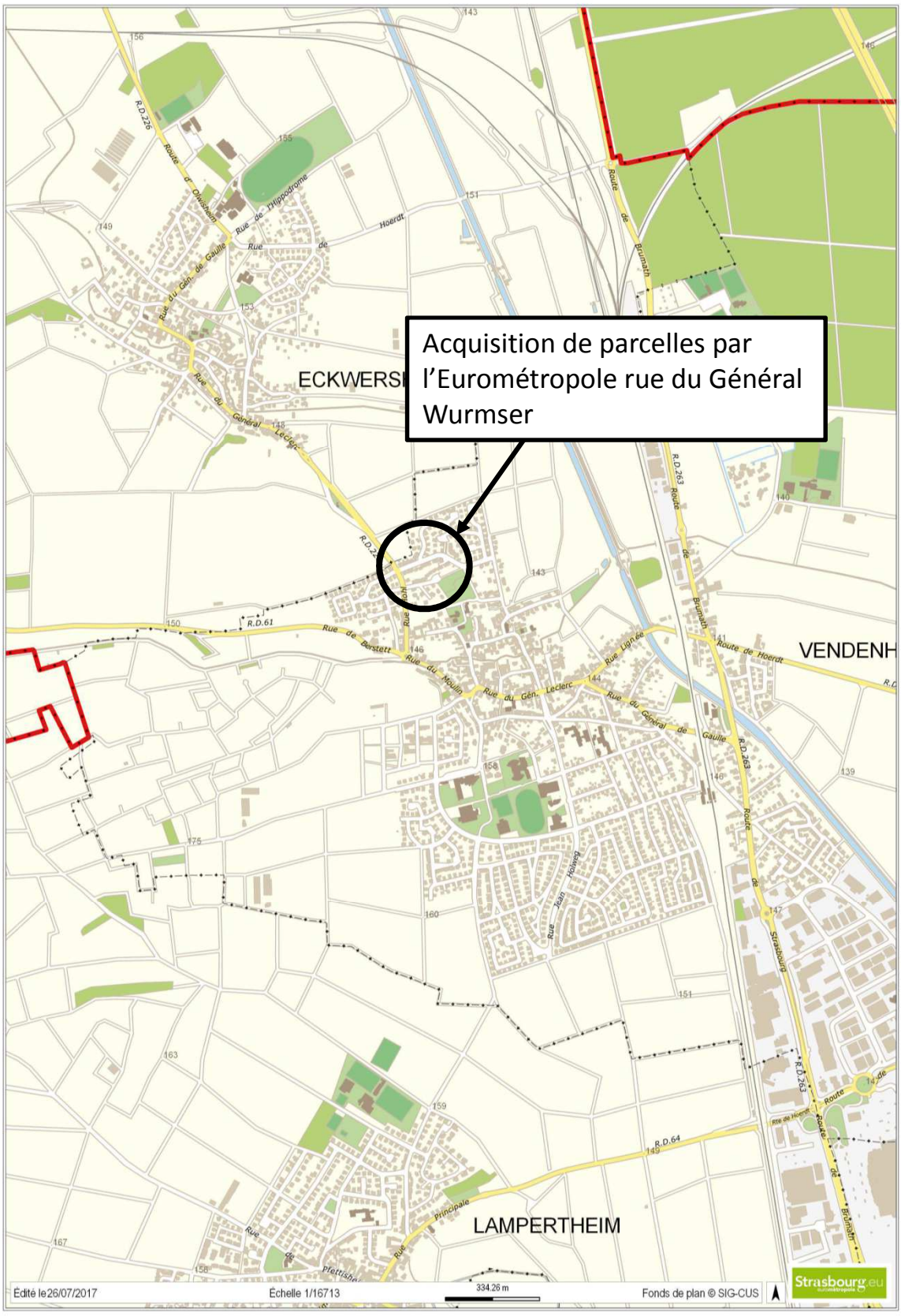
Adopté le 28 avril 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 28 avril 2017
et affichage au Centre Administratif le 28/04/17

BAN COMMUNAL DE VENDENHEIM



BAN COMMUNAL DE VENDENHEIM



16

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Centrale thermique de Strasbourg-Hautepierre - Transfert de propriété entre la SERS et l'Eurométropole de Strasbourg.

Par une convention du 30 décembre 1967, la société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (SERS) a été chargée par l'Eurométropole de Strasbourg de réaliser une zone à urbaniser par priorité (ZUP) à Strasbourg-Hautepierre.

Dans ce cadre, par une convention du 1er juillet 1971, la SERS a confié la réalisation, l'exploitation et l'entretien d'un chauffage collectif à distance au Groupement d'installateurs et d'exploitants (société CALIQUA, société Auxiliaire de Chauffage, société Strasbourgeoise d'Exploitation de Chauffage) devenue la société Hautepierre Energie.

Cette convention prévoyait que, à son expiration, tous les ouvrages de production et de distribution collective de chaleur, parmi lesquelles la chaufferie centrale à eau surchauffée, soient remis gratuitement et en parfait état d'entretien et de fonctionnement à la communauté urbaine de Strasbourg.

Devant récupérer la charge de cette centrale thermique à compter du 30 juin 2016, l'Eurométropole de Strasbourg, par une délibération numéro 36 prise par son conseil le 24 mars 2016, a choisi le groupement constitué des sociétés Réseau GDS, DALKIA, ECOTRAL et Réseaux de chaleur urbains d'Alsace pour en assurer l'exploitation.

En application de cette délibération, un contrat de délégation de service public, ayant pour objet l'exploitation du service public de chauffage urbain des quartiers de Hautepierre et des Poteries à Strasbourg, a été signé le 21 avril 2016 entre ce groupement et l'Eurométropole de Strasbourg.

Par ailleurs, par une délibération du 30 juin 2016, le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé la conclusion et les termes d'une convention tripartite passée avec la société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg et la société Hautepierre Energie. Cette convention, signée le 16 août 2016, prévoit la remise gratuite à l'Eurométropole de Strasbourg de la chaufferie installée au 60 rue Jean Giraudoux à Strasbourg et de son terrain d'assiette cadastrée section LR, numéro 315/116, d'une surface de 112,93 ares.

Il est proposé à la Commission permanente d'approuver l'acquisition à intervenir qui permettra la conclusion d'un acte de cession opérant le transfert de propriété de la chaufferie et de son terrain d'assiette au profit de l'Eurométropole de Strasbourg, et, ce faisant, de régulariser la propriété de cet ensemble immobilier.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu l'avis du conseil municipal de la ville de Strasbourg en date du 25 septembre 2017
Vu l'avis de France Domaine en date du 16 mai 2017
Vu la délibération du 24 mars 2016 du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
Vu la délibération du 30 juin 2016 du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
Vu la convention du 16 août 2016 dite de « mode opératoire précisant les modalités de clôture de la convention portant concession et constituant cahier des charges pour l'exploitation du chauffage collectif à distance de la ZUP de Hautepierre à Strasbourg en date du 1er juillet 1971 »
Vu le courrier de la SERS en date du 22 mai 2017
après en avoir délibéré
approuve

1. *l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg, effectuée à titre gratuit, de l'emprise foncière suivante, y compris les ouvrages qui y sont implantés (chaufferie, réseau et sous-stations), cadastrée :*

commune de Strasbourg – banlieue de Hautepierre
section LR, numéro 315/116, d'une surface de 112,93 ares
l'Eurométropole de Strasbourg se substituant dans tous les droits et obligations de la SERS à compter du 30 juin 2016 ;

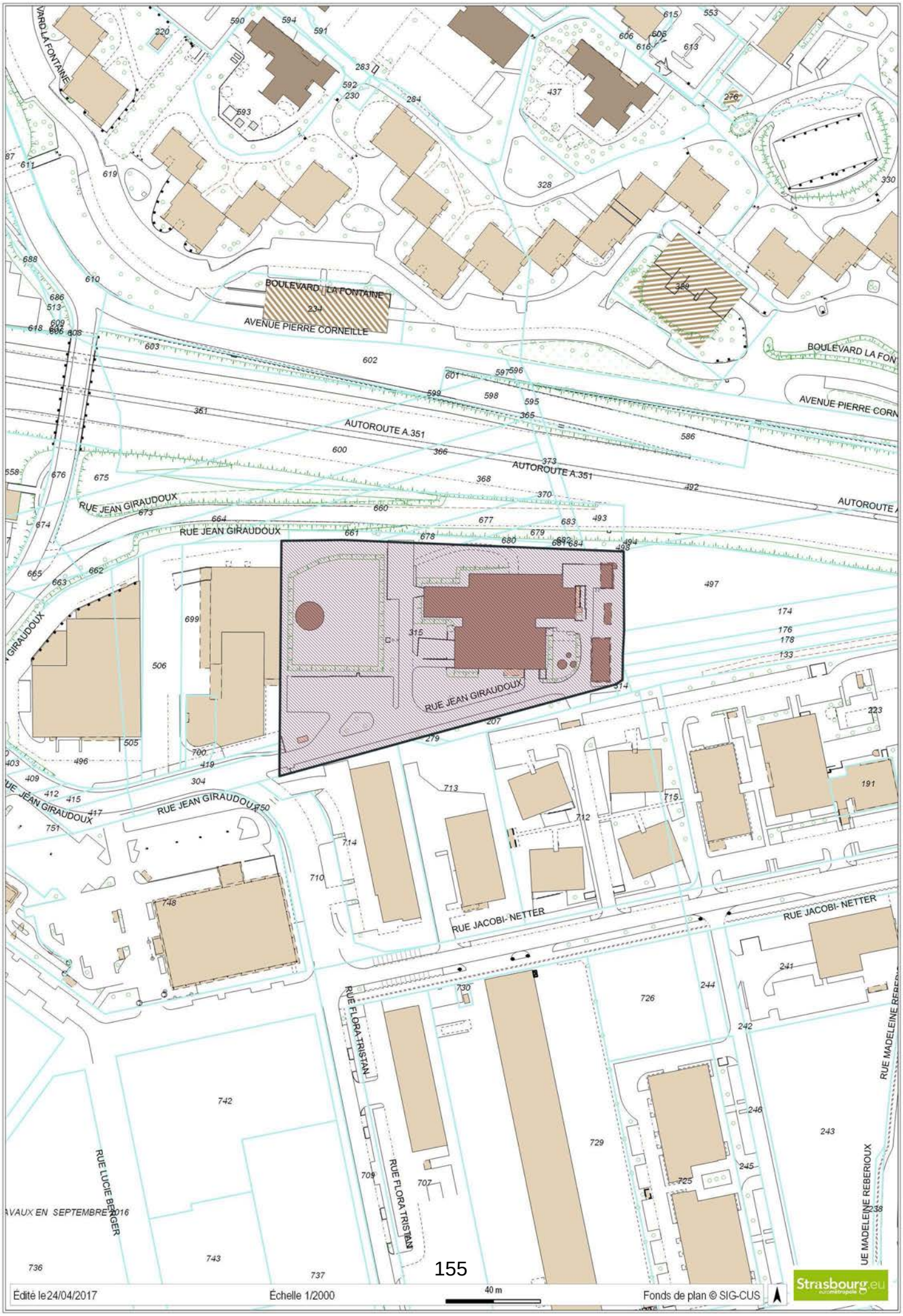
2. *l'intégration de cette emprise foncière et des ouvrages qui y sont implantés au domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg.*

autorise

le président ou son-sa représentant-e à signer les actes comportant transfert de propriété correspondant, ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017


BOULEVARD LA FONTAINE
AVENUE PIERRE CORNEILLE
AUTOROUTE A.351
RUE JEAN GIRAUDOUX
RUE JACOBI-NETTER
RUE FLORA TRISTAN
RUE LUCIE BERGER
UE MADELEINE REBERIOUX
AVAUX EN SEPTEMBRE 2016
Édité le 24/04/2017
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

sers vivre l'espace ensemble

Monsieur Robert HERRMANN
Président
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Centre Administratif
1 Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX

22 mai 2017
Objet : CHAUFFERIE DE HAUTEPIERRE
n/réf. : CH/SA

Monsieur le Président,

La présente fait suite à la signature, le 16 août 2016, de la convention tripartite entre l'Eurométropole de Strasbourg, la SERS et HAUTEPIERRE ENERGIE, concernant la chaufferie de HAUTEPIERRE.

A ce titre, il a été prévu que l'Eurométropole de Strasbourg se substituerait dans les droits et obligations de la SERS à compter du 30 juin 2016. Cela implique notamment un transfert de propriété au profit de l'Eurométropole de Strasbourg, ledit transfert devant être matérialisé par un acte de cession.

Ainsi, la SERS confirme bien évidemment son accord sur le principe d'une cession gratuite, étant précisé que la SERS devra pouvoir être remboursée des montants de taxes foncières qu'elle aura acquittés pour la période comprise entre le 30 juin 2016 et la signature de l'acte de cession précité.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

la plus cordiale

Eric FULLENWARTH
Directeur Général

sers - 10, rue Oberlin - BP 50011 - F 67080 Strasbourg Cedex - Tel. +33 (0)3 88 37 88 88 - Fax +33 (0)3 88 37 88 77 - E-Mail : sers@sers.eu - Site Internet : www.sers.eu
S.A.E.M. au capital de 8.068.800 € - Reg. Com. Strasbourg N° B 578 505 687 - Siret 578 505 687 00058 - TVA Intra N° FR 57 578 505 687 00058

36

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Délégation de service public relative à l'exploitation de la chaufferie collective et du réseau de chaleur des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg : choix de l'exploitant.

Le réseau de chaleur des quartiers Hautepierre et Poteries trouve son origine dans une convention en date du 30 décembre 1967, approuvée par le Préfet du Bas-Rhin le 15 octobre 1968, par laquelle la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS) a été chargée par la Communauté urbaine de Strasbourg de l'opération d'aménagement de la Zone à Urbaniser en Priorité de Hautepierre. Les parties ont convenu que cette opération comporterait la réalisation d'un réseau de chaleur et d'une chaufferie collective. La SERS a donc procédé à l'établissement des ouvrages nécessaires à l'installation de ce chauffage collectif.
La chaufferie centralisée et le réseau de chaleur de Hautepierre ont été construits en 1973. L'exploitation en a été confiée à la Société Hautepierre Energie, filiale de Dalkia, jusqu'au 30 juin 2016.
A compter du 1er juillet 2016, l'Eurométropole en aura la charge et a ainsi lancé une procédure de délégation de service public pour exploiter le réseau par délibération du 20 mars 2015.

LES ÉLÉMENTS SUBSTANTIELS DU PROJET DE SERVICE À DÉLÉGUER

Le futur délégataire exploitera le service à compter du 1er juillet 2016 mais sera présent dès avril 2016 pour une période de tuilage entre nouveau et ancien exploitant.
La collectivité a décidé d'opter pour un contrat de délégation de service public de transition, d'une durée de cinq ans compte tenu des enjeux techniques du service et du temps nécessaire à l'aboutissement des les études de faisabilité de la géothermie profonde.

Le service comprendra la gestion, l'exploitation ainsi que l'entretien, la maintenance et le renouvellement de l'ensemble des équipements de manière à assurer leur bon fonctionnement. Le délégataire devra supporter l'ensemble des charges de fonctionnement liées aux services délégués. Il devra également réaliser les investissements nécessaires au fonctionnement du service.

Le contrat permettra à la collectivité de bénéficier d'un service opérationnel sans nécessiter pour autant d'investissements, les risques de conception, construction, financement et exploitation restant à la charge du délégataire.

L'Eurométropole ainsi déchargée de la gestion quotidienne du service pourra se concentrer pleinement sur ses missions de contrôle des prestations rendues par le délégataire.

Les tarifs de vente de la chaleur ainsi que la formule de révision de ces prix sont fixés dans la convention de DSP.

Tous les ans, le délégataire remettra au délégant un rapport faisant état de l'activité sur l'année écoulée et une situation budgétaire liée au fonctionnement du service délégué.

RAPPEL DE LA PROCÉDURE

Le 20 mars 2015, au vu des avis favorables émis par la Commission consultative des services publics locaux et par le Comité technique du 12 mars 2015, le Conseil de l'Eurométropole a délibéré sur le choix d'une gestion déléguée du réseau de chaleur des quartiers de Hautepierre et Poteries, en application des articles L1411-1 et suivants du CGCT.

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les revues et sites habilités à cet effet (JOUE, BOAMP, Le Moniteur, Energie Plus et site internet Alsace Marchés Publics).

Sur la base des garanties professionnelles et financières offertes par les candidats, de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité d'accès devant le service public, la Commission de délégation de service public a proposé, le 4 juin 2015, d'admettre les trois candidats suivants à présenter une offre :
- la société par actions simplifiée **IDEX INFRA**,
- la société par actions simplifiée **CORIANCE**,
- le groupement solidaire comprenant, la société anonyme **RESEAU GDS** (mandataire du groupement), la société anonyme **DALKIA FRANCE**, la société anonyme **ECOTRAL** et la société par actions simplifiées **RESEAUX DE CHALEUR URBAINS D'ALSACE (RCUA).**

Le dossier de consultation des entreprises a été envoyé aux trois candidats retenus le 24 juin 2015 pour une remise des offres le 13 octobre 2015. La société IDEX n'a pas déposé d'offres.

Au vu de l'avis de la Commission de délégation de service public du 26 novembre 2015 portant analyse des offres reçues et recommandations d'engager des négociations avec les candidats, le Président, autorité habilitée à signer la convention, a décidé d'engager des négociations avec les deux candidats ayant déposé une offre, à savoir :
- la société CORIANCE,
- le groupement composé des sociétés Réseau GDS, Dalkia France, Ecotral et RCUA.

Les négociations, menées par la Vice-Présidente Mme BEY chargée de rendre compte des discussions au Président, se sont déroulées entre novembre 2015 et janvier 2016, en 2 tours, avec chacun des deux candidats.
Elles leurs ont permis de préciser un certain nombre d'éléments techniques, juridiques et financiers.

L'option de passage du réseau en basse température a été abandonnée par la Collectivité, pour les raison suivantes :

- sa pertinence technique n'a pas été démontrée,
- un montant d'investissement élevé avec un fort impact sur le coût usager,
- des travaux élevés à la charge des propriétaires des parties privatives.

A l'issue des négociations, il a été demandé aux candidats de remettre leur offre définitive intégrant leurs éventuels compléments et améliorations tarifaires, pour le 10 février 2016. Compte tenu du niveau des tarifs proposés, les négociations ont été réouvertes et une ultime offre a été demandée aux candidats pour le 25 février 2016.

CHOIX DU DÉLÉGATAIRE

Un examen comparatif détaillé des offres des deux candidats figure dans le rapport du Président en annexe.

Celles-ci ont été jugées sur la base des critères suivants, pondérés comme indiqué ci-après :

1	Conditions techniques	50 %
2	Conditions environnementales et de développement durable	10 %
3	Conditions financières d'exécution	40 %

Aussi, au vu de cette analyse, il est proposé au Conseil de retenir la variante cogénération proposée par le groupement RGDS / RCUA /DALKIA pour les raisons suivantes :

1. Conditions techniques

Globalement l'ensemble des offres est satisfaisante en matière de prise en charge du service, de gestion de la sécurité, de transférabilité du système d'information et d'information des abonnés et de l'autorité délégante.

Sur le plan de la qualité technique des offres, celles-ci répondent aux attentes de la collectivité avec une proposition technique plus aboutie et utilisant des solutions plus performantes pour l'offre du groupement.

En effet, l'offre de Coriance correspond à une reprise de la chaufferie sans proposition d'amélioration de la qualité de la production, hormis la mise en conformité réglementaire du générateur HP3. Les rendements respectent les minima réglementaires mais ne sont pas améliorés. Par ailleurs, l'arrêt annuel du service est supprimé pour l'Hôpital mais pas pour les autres abonnés (il est simplement réduit à 48 heures).

Le groupement, outre la mise en conformité réglementaire du générateur HP3, propose des travaux intéressants qui améliorent significativement le service :

- la mise en place d'un économiseur sur le générateur gaz GE1 permet d'améliorer les rendements ;
- l'aménagement du système d'expansion permet de supprimer l'arrêt technique annuel pour tous les abonnés et d'améliorer la continuité du service.

Par ailleurs, le groupement propose une variante cogénération cohérente et bien dimensionnée.
La compatibilité de cette solution avec l'utilisation de la géothermie, si sa disponibilité était avérée, a été démontrée par le candidat avec les hypothèses de fourniture de chaleur indiquées par Fonroche.

Coriance se distingue par un budget Gros Entretien Renouvellement (GER) important (toutefois sans engagement volontariste spécifique sur les actions réalisées) et par un modèle de facture plus lisible.
Le groupement présente quant à lui un budget spécifique dédié à un exercice de simulation de crise et à des actions de maîtrise de consommations telles qu'un appartement témoin et kits pédagogiques.

En conclusion, sur la base de ce critère, la proposition du groupement candidat RGDS / ES / DALKIA est techniquement supérieure à l'offre de Coriance.

2. Critère environnemental et de développement durable (10%)

Les candidats respecteront les nouvelles normes renforcées sur les rejets atmosphériques et s'engagent à ce qu'impose la règlementation (contrôles périodiques et auto-surveillance). L'un et l'autre s'engagent également à appliquer les règles de l'Eurométropole de Strasbourg notamment concernant la priorité au recyclage et à satisfaire les exigences des normes ISO 9 001 (qualité), ISO 14 001 (environnement), ISO 50 001 (énergie) et OHSAS 18 001 (sécurité et santé).

Sur la base de ce critère, la qualité des offres de base des deux candidats est identique. Cependant, la variante cogénération proposée par le groupement consommera plus de gaz pour la production d'électricité, et sera donc également plus émettrice de GES (Gaz à effet de Serre).

3. Critère financier (40%)

Au stade des offres finales, les prévisions de puissances souscrites par RGDS sont sensiblement supérieures à celles de Coriance (alors qu'elles étaient très inférieures au stade des offres initiales) ; l'écart est de 25%.

Par contre, les hypothèses de consommation des deux candidats sont très proches : 157 355 MWh pour le groupement et 152 194MWh pour Coriance, soit un écart de 3,4%.

Quelle que soit le scénario choisi, l'offre du groupement est nettement moins disante que l'offre de Coriance tant sur la base que sur la variante cogénération.

Tarifs R1R2 moyen 2016 proposés

	Groupement		Coriance
	base	**variante**	**base**
Tarifs proposés	63,60 € HT/MWh	**60,90 €HT/ MWh**	69,17 €HT/ MWh
Ecart variante groupement	4,4 %		13,6 %
Ecart base groupement		-4,2 %	8,8 %

L'offre de base CORIANCE est supérieure de 8,8 % à l'offre de base du groupement et de 13,6 % à la variante cogénération.
L'offre moins-disante est donc celle du groupement variante cogénération, la cogénération permet donc une baisse des prix usagers de 4,2 % par rapport à l'offre de base.

L'offre variante proposée par le groupement présente une baisse d'environ 13,84 % par rapport à la situation actuelle si l'on tient compte des plus values apportées par l'offre, même s'il peut y avoir des disparités entre les différents usagers. En comparaison brute, la baisse est de 6,52 % pour la variante.

Par ailleurs, le groupement propose une clause de révision des tarifs à la baisse si les puissances souscrites atteignent 91 745 kW : les frais de structure seraient bloqués à 7 % et les parties conviendraient d'utiliser l'économie ainsi réalisée pour une baisse tarifaire.

Les tarifs du réseau de chaleur avaient déjà baissé en moyenne de 15 % en 2015 par rapport aux années antérieures à l'occasion d'un avenant entérinant notamment le passage sur le marché dérégulé.

Les investissements sont plus importants pour les offres du groupement; hors mises en conformité, ils sont 2,5 fois supérieurs à ceux proposés par Coriance.

	Groupement		Coriance
Investissements et VNC	**base**	**variante**	**base**
Investissements réseau et chaufferie	**1 201 k€**	**3 524 k€**	**470 k€**
Mises en conformité	**550 k€**	**550 k€**	**700 k€**
Total en K€ HT	**1 751 k€**	**4 074 k€**	**1 170 k€**
VNC en K€ HT	**1 237 k€**	**2 730 k€**	**0 k€**

Les valeurs résiduelles affichées par le groupement sont toutefois très supérieures, en raison des montants et des durées d'amortissement choisies : ainsi les VNC du groupement ressortent à 1 237 k€ HT pour l'offre de base et à 2 730 k€ HT pour la variante cogénération.

Les garanties financières apportées par les deux candidats et les engagements en matière de transparence financière sont satisfaisantes.
Le montage contractuel proposé par le groupement (une société dédiée filiale d'une société opérateur et d'une société d'investissement) est plus complexe que celui de Coriance mais il répond globalement aux attentes de la collectivité

Sur le critère financier, l'offre du groupement variante cogénération est de meilleure qualité que celle de Coriance.

4. Notation finale

En conséquence, l'analyse comparée multicritère de l'offre de chacun des candidats conduit à désigner l'offre variante du groupement, la plus avantageuse pour la collectivité, sur chacun des critères de choix détaillés ci-dessus.

Au final, les notes sont les suivantes :

Conditions	Coriance offre de base	Groupement offre de base	Groupement variante
Techniques (sur 50 points)	34	42	42
Environnementales et de développement durable (sur 10 points)	8	8	7
Financières d'exécution (sur 40 points)	28	31	34
TOTAL (sur 100 points)	**70**	**81**	**83**
Classement	3	2	1

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil

vu la délibération du 20 mars 2015 approuvant le lancement
de la procédure de délégation de service public relative à
l'exploitation d'une chaufferie collective et d'un réseau de chaleur
des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg,
vu le rapport de la Commission de délégation du service public
du 4 juin 2015 présentant la liste des candidats admis à présenter une offre
vu l'avis de la Commission de délégation de service public
du 26 novembre 2015 sur les offres des candidats,
vu le rapport du Président de l'Eurométropole de Strasbourg présentant
les motifs du choix du délégataire,
vu le projet de contrat et ses annexes,
vu l'avis de la Commission thématique

sur proposition de la Commission plénière
après en voir délibéré

approuve

- *le choix du groupement RGDS- DALKIA- ECOTRAL-RCUA (variante cogénération) pour l'exploitation de la chaufferie collective et du réseau de chaleur des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg à Strasbourg pour une durée de 5 ans,*
- *le contrat de délégation de service public, ci-annexé, à conclure avec le groupement composé des sociétés RGDS- DALKIA- ECOTRAL-RCUA ;*

autorise

l'autorité responsable de la personne publique délégante au titre de l'article L 1411-1 du Code général des collectivités territoriales, à signer le contrat de délégation de service public ainsi approuvé avec le groupement composé des sociétés RGDS- DALKIA-ECOTRAL-RCUA et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

53

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 30 juin 2016

Convention tripartite entre l'Eurométropole de Strasbourg, la SERS et Hautepierre Energie concernant la fin de contrat d'exploitation du chauffage collectif à distance de la ZUP de Hautepierre à Strasbourg.

La présente délibération concerne la signature d'un « mode opératoire » appelé « convention tripartite », entre la SERS, Hautepierre Energie (Exploitant de la chaufferie et du réseau de chaleur de Hautepierre) et l'Eurométropole de Strasbourg, dont l'objet est de préciser les modalités de clôture de la convention d'avril 1971 portant concession et constituant cahier des charges pour l'exploitation du chauffage collectif à distance de la ZUP de Strasbourg Hautepierre.

Contexte :

Par délibération du 22 décembre 1967, la Ville de Strasbourg a confié à la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS) la concession d'aménagement de la Zone à Urbaniser en Priorité (ZUP) Hautepierre. Cette opération comportait notamment la réalisation d'un réseau de chaleur et d'une chaufferie collective.

La SERS a décidé de confier, via une convention signée en avril 1971, la réalisation, l'exploitation et l'entretien de ces ouvrages à un groupement d'entreprises (CALIQUA, SAC, STREC) qui au fil des années est devenue la société Hautepierre énergie (filiale de Dalkia).
Cette concession de chauffage, d'une durée initiale de 30 ans, a fait l'objet de huit avenants et arrivera à échéance au 30 juin 2016.

A compter du 1er juillet 2016, l'Eurométropole de Strasbourg se substituera de plein droit à la SERS. Ainsi, la société Hautepierre Energie et la SERS remettrons à disposition de l'Eurometropole de Strasbourg tous les ouvrages de production et de distribution du réseau de chaleur. A ces biens, s'ajoute également un certain nombre de flux financiers résultants d'avenants pris à la convention. Aussi, afin de clôturer ces 45 ans de collaboration, une convention tripartite entre les différents acteurs a été mise en place permettant de définir un mode opératoire de fin de contrat.

Par ailleurs, dans la perspective de cette échéance, l'Eurométropole de Strasbourg a lancé une procédure de délégation de service public en vue de désigner un nouvel exploitant. Ce nouveau contrat, attribué par délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 24 mars 2016, au groupement RGDS (mandataire) – RCUA- Dalkia et ES Services

Energétiques (anciennement Ecotral) pour une durée de 5 ans, a été notifié le 28 avril 2016 et entrera pleinement en vigueur le 1er juillet 2016.

Objet de la convention

La convention tripartite s'articule autour de trois points principaux :

- préciser les modalités de remise des biens immobiliers et des réseaux de la concession de chaleur à l'Eurométropole de Strasbourg ;
- déterminer les conditions financières de l'expiration de la concession de chauffage ;
- définir un protocole opératoire de fin de contrat.

Concernant les modalités de remise des biens, la convention acte la remise gratuite des réseaux et des ouvrages de productions de la chaleur en parfait état de fonctionnement à l'Eurométropole de Strasbourg.

Afin d'assurer une continuité de service, la convention présente un mode opératoire de fin de contrat précisant les informations et documents (documents techniques, documents commerciaux, données d'exploitation) que l'Exploitant actuel doit transmettre à la nouvelle société dédiée chargée de l'exploitation du réseau et de la chaufferie, ainsi qu'une période de recouvrement entre l'exploitant actuel et le nouveau délégataire.

Détermination du solde de tout compte

Les principaux flux financiers de fin de contrat ont été préalablement définis dans les avenants n°7 et n°8 à la concession de chauffage.

Les montants dus par Hautepierre Energie à la SERS sont les suivants :

- 1 004 188,50 € HT au titre du partage du résultat courant avant impôts de l'exercice 2015, intégrant le réajustement de la rémunération d'intermédiaires et d'honoraires, et la régularisation liée à l'absence d'amortissement de la cogénération sur l'exercice 2015 (217 300 €) ;
- le montant correspondant au partage du résultat courant avant impôt de l'exercice 2016 si celui-ci et les participations du salarié dépassent 245 000 €. Le montant sera connu à la clôture de l'exercice par Hautepierre, au 30 juin 2016.
- le montant correspondant au solde positif des quotas de CO2 sur la durée du contrat estimé à 188 876 € ;
- Le montant correspondant au partage des frais de cartographie du réseau engagés par l'Eurométropole de Strasbourg, soit 54 166,67 € HT.

Les montants dus par la SERS à Dalkia sont les suivants :

- Le montant correspondant à la valeur nette comptable au 30 juin 2016 (estimée à 247 000 € HT) des travaux engagés pour la réalisation des nouvelles installations pour le fioul domestique au titre des mises en conformité réglementaires, majoré des coûts de désamiantage et de test de fonctionnement. Le montant de ces coûts hors amortissement est estimé à 55 000 € HT.

Les montants dus par la SERS à l'Eurométropole de Strasbourg sont les suivants :

- La SERS reversera à l'Eurométropole de Strasbourg la totalité des sommes perçues, déduction faite des montant correspondant aux valeurs nettes comptables versées à Dalkia, soit un montant estimé de 945 231,17 € HT, hors partage du résultat 2016.

La composition du solde de tout compte est détaillée à l'article 8 de la convention tripartite jointe à la présente délibération.
La part concernant l'exercice 2015 de ce solde devra être réglée dans les trente jours à compter de la présente délibération, et l'autre part concernant l'exercice 2016 à la clôture des comptes de la société Hautepierre Energie.

Les modalités de paiement sont détaillées dans la convention tripartite jointe à la délibération.

Le versement de ces sommes libèrera entièrement et définitivement la collectivité de toutes obligations financières à l'égard de la SERS et Hautepierre Energie au titre de la convention échue et réciproquement. La présente convention donne également quitus à la SERS et à Hautepierre Energie de toutes les obligations afférentes au contrat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil

vu la concession d'Aménagement
vu la convention d'exploitation du chauffage collectif à distance de la ZUP Hautepierre du 1er juillet 1971 et ses avenants 1 à 8

vu le projet de « mode opératoire » appelé « convention tripartite »

vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission Plénière
après en voir délibéré

approuve

la conclusion et les termes d'une convention tripartite entre la SERS, la société Hautepierre Energie et l'Eurométropole de Strasbourg, définissant les conditions de la fin de la convention portant concession et constituant cahier des charges pour l'exploitation du chauffage collectif à distance de la Z.U.P. de Strasbourg Hautepierre ;

décide

l'imputation des recettes à verser par la SERS à la Collectivité sur la ligne budgétaire EN00F fonction 758 nature 7788 ;

autorise

le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son-sa représentant-e à signer la dite convention tripartite et les documents nécessaires à la fin de la convention portant concession et constituant cahier des charges pour l'exploitation du chauffage collectif à distance de la Z.U.P. de Strasbourg Hautepierre.

Adopté le 30 juin 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 juillet 2016

MODE OPERATOIRE PRECISANT LES MODALITES DE CLÔTURE DE LA CONVENTION PORTANT CONCESSION ET CONSTITUANT CAHIER DES CHARGES POUR L'EXPLOITATION DU CHAUFFAGE COLLECTIF A DISTANCE DE LA ZUP DE HAUTEPIERRE A STRASBOURG EN DATE DU 1er JUILLET 1971

ENTRE LES PARTIES :

L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, sise 1, Parc de l'Etoile, à 67100 STRASBOURG, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, en vertu d'une délibération du 30 juin 2016.

Ci-après dénommée « l'Eurométropole de Strasbourg »

Et

2). La SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG (S.E.R.S.), Société Anonyme d'Economie Mixte, au capital de 8.068.800 €, ayant son siège social à 67000 Strasbourg – 10, rue Oberlin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro B 578 505 687,

Représentée par Monsieur Eric FULLENWARTH, Directeur Général, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « la S.E.R.S. »,

Et

3). HAUTEPIERRE ENERGIE, société en nom collectif, au capital de 64.800 euros, ayant son siège social au 3F rue du Fort, 67118 GEISPOLSHEIM, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de STRASBOURG sous le numéro B 392 849 543,

Représentée par Monsieur Christian BERGAENTZLE, Gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « Hautepierre Energie »

PROJET

Il a été exposé ce qui suit :

La Ville de STRASBOURG a initié une opération d'aménagement sur la zone d'habitation située sur son territoire, lieudit HAUTEPIERRE. Cette zone, couvrant une superficie de 253 hectares, a été déclarée zone à urbaniser par priorité, par arrêtés ministériels des 28 décembre 1964 et 16 mars 1967.

Au terme d'une concession d'aménagement signée le 30 décembre 1967, la Ville de STRASBOURG aux droits de laquelle est venue la COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG puis l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, a confié la mission d'aménager cette zone d'habitation, à la SERS.

C'est dans le cadre de cette mission d'équipement de la Z.U.P. HAUTEPIERRE, que la SERS a concédé à Hautepierre Energie la construction et l'exploitation d'une installation de production de chaleur destinée à couvrir les besoins de chauffage et eau chaude sanitaire des bâtiments publics et privés. Ces installations ont été édifiées à l'intérieur du périmètre délimité sur le plan annexé sous le n°1 à la convention portant concession et constituant cahier des charges pour l'exploitation du chauffage collectif à distance de la ZUP de HAUTEPIERRE à STRASBOURG en date du 1er juillet 1971.

Depuis lors, cette convention a fait l'objet de huit avenants :

- Avenant n°1 du 25 juin 1973, relatif aux conditions de construction, de réparations et d'entretien des conduites de transport de chaleur sur le domaine public communautaire.
- Avenant n°2 du 10 mai 1990, relatif à la mise en conformité de la chaufferie centrale pour la distribution collective de chaleur sur la ZUP au processus d'alerte à la pollution atmosphérique sur l'agglomération Strasbourgeoise (P.A.P.A.) pris par arrêté du 14 décembre 1987 de Monsieur le Préfet du BAS-RHIN, et portant prorogation de la convention jusqu'au 30 novembre 2014.
- Avenant n°3 du 24 juin 1994, relatif à la reprise des intérêts de la société SAC dans l'exploitation de la chaufferie de HAUTEPIERRE par la société ALCYS et à l'optimisation de l'exploitation par la constitution de deux GIE spécifiques : l'un chargé de l'exploitation du chauffage collectif (« CHAUFFAGE URBAIN DE HAUTEPIERRE »), l'autre chargé de l'exploitation des installations de chaleur force, c'est-à-dire la chaudière haute-pression, le turbo-alternateur et les installations électriques (« HAUTEPIERRE COGENERATION »).
- Avenant n°4 du 2 janvier 2001, relatif à la modification de la méthode de tarification du mégawatt fourni par l'installation de production de chaleur de la HAUTEPIERRE en raison d'une forte augmentation du cours des combustibles durant l'année 2000.
- Avenant n°5 du 21 février 2005, relatif à la modification de la tarification fixée dans la Convention et à la révision de l'élément R2.
- Avenant n°6 du 22 février 2005, relatif aux modifications tenant à la personne de l'un des membres des deux GIE et à la forme juridique de ces derniers. Les membres des deux GIE ont après accord de la SERS et de la CUS, décidé de mettre un terme à leur partenariat à travers le retrait de la STREC par cession le 8 octobre 2004, de l'ensemble des droits et obligations détenues par cette dernière au sein des GIE au profit de DALKIA FRANCE et de l'une de ses filiales détenue à 100%, la société CADRAZUR. Le 14 décembre 2007, après information de la SERS, la fusion des deux sociétés en nom collectif HAUTEPIERRE ENERGIE et HAUTEPIERRE COGENERATION est devenue effective, constituant HAUTEPIERRE ENERGIE comme seule délégataire de la Convention.
- Avenant n°7 du 13 août 2014, relatif à la prolongation de la convention jusqu'au 31 décembre 2015, révision de la formule fixant la composition du R1, intégration des nouvelles contraintes relatives au géo-

PROJET

référencement 3D du réseau de chaleur, détermination des conditions particulières à l'expiration de la Convention.

- Avenant n°8 du 8 mai 2015, relatif à la prolongation de la convention jusqu'au 30 juin 2016, à la révision de la formule fixant la composition du R1, au traitement des conséquences des modifications techniques rendues nécessaires par le changement de réglementation, et à la détermination des conditions particulières à l'expiration de la Convention.

Cet ensemble sera ci-après dénommé « concession de chauffage »,

L'échéance de la concession de chauffage intervenant le 30 juin 2016, il convient d'en préciser les modalités de clôture entre la SERS et Hautepierre Energie conformément à la convention du 1er juillet 1971 et de ses différents avenants.

Il est précisé que dans la perspective de l'arrivée à échéance de la concession de chauffage, l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG a lancé par délibération du 20 mars 2015 une procédure de délégation de service public en vue de désigner un nouvel exploitant, ci après dénommé « nouveau titulaire de la délégation de service public ». Ce nouveau contrat, attribué par délibération du conseil de l'Eurométropole du 24 mars 2016, prend effet à sa date de notification. La période de tuilage, entre la notification du contrat et la prise d'effet de la délégation le 1er juillet 2016, permettra au nouveau titulaire de préparer la prise en main du service de façon à être pleinement opérationnel au démarrage de la délégation et de garantir la parfaite continuité du service.

ARTICLE 1 : Objet

Le présent mode opératoire a pour objet de :

- préciser les modalités de remise des biens immobiliers et des réseaux de la concession de chaleur à l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ;

- déterminer les conditions financières de l'expiration de la concession de chauffage ;

- définir toute autre modalité afférente à la clôture afférente à la concession de chauffage.

Par les présentes, l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG se substitue de plein droit à la SERS à partir de l'échéance de la concession de chauffage intervenant le 30 juin 2016 aux clauses et conditions ci-après définies.

Le présent mode opératoire arrête définitivement les droits et les obligations des parties à la date de fin de la concession de chauffage fixée au 30 juin 2016.

Ce mode opératoire donne également quitus à la SERS et à Hautepierre Energie de toutes les obligations afférentes au contrat.

ARTICLE 2 : Personnel

Les parties conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels concernés, en vue notamment de leur reprise le cas échéant par le nouvel exploitant de l'équipement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

PROJET

ARTICLE 3 : Remise des biens immobiliers et des réseaux

Cette remise s'effectue à titre gratuit à l'exception des investissements de mise en conformité prévus à l'article 4 de l'avenant 8 et dont la valeur nette comptable figure à l'article 8.3 ci-après

3.1 Transfert dans le cadre de la concession de chauffage

3.1.1 Remise des ouvrages

Conformément à l'article 33 de la convention du 1er juillet 1971, « à l'expiration de la convention, l'Entrepreneur -*Hautepierre Energie*-, remettra à la disposition de la Communauté Urbaine de Strasbourg - *Eurométropole de Strasbourg*- tous les ouvrages de production et de distribution collective de la chaleur (et dans le cas de la variante obligatoire les ouvrages de production d'énergie électrique) qui devront être en parfait état d'entretien et de fonctionnement et capables d'assurer la prolongation d'une exploitation normale ».

Ces matériels et installations comprendront non seulement ceux qui auront été confiés à l'origine à Hautepierre Energie ou qu'il aura renouvelés au cours de l'exploitation, mais également tous matériels complémentaires qu'il aura pu installer à l'origine de l'exploitation ou en cours de celle-ci en accord avec la SERS et l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG sans qu'aucune indemnité puisse être réclamée pour ceux-ci par Hautepierre Energie sauf s'il en a été convenu autrement avec la SERS et l'EUROMETROPOLE de STRASBOURG au moment de leur installation.

Hautepierre Energie s'engage ainsi à remettre, au 30 juin 2016 à l'Eurométropole de Strasbourg la totalité des biens de retour listés dans l'inventaire annexé au CRA, constitué de:

- la chaufferie installée au 60 rue Jean Giraudoux à Strasbourg
- le réseau
- et les sous-stations

Au terme de « l'article 33 – Remise des ouvrages » de la concession de chauffage et six mois avant l'expiration de la Convention précitée, l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG peut faire visiter toutes ces installations par un organisme spécialisé ou un expert de son choix. Hautepierre Energie est tenu d'exécuter ou de faire exécuter, avant le début de la saison de chauffage suivante, les travaux préconisés par celui-ci en vue de permettre la fourniture de la chaleur pendant ladite saison.

En application de ces dispositions et de l'article 6 intitulé « AUDIT DE FIN DE CONTRAT » de l'avenant n°7 à la concession de chauffage, un audit de fin de contrat a été mené mi-2014 afin de disposer d'un état des lieux final du réseau de chaleur sur les domaines technique, financier, administratif et réglementaire. Cet audit a révélé la liste des travaux nécessaires à la remise dans l'état de parfait fonctionnement des équipements de production et d'exploitation.

Cet audit réalisé par Naldeo et révisé le 13 mai 2015, référencé DB4013 a mis en évidence certains points mineurs non conformes auxquels Hautepierre Energie doit remédier avant le 30 juin 2016 :

Un PV de restitution sera réalisé entre les Parties.

3.1.2 Remise foncière

Les parties constatent la propriété foncière de la SERS des parcelles d'implantation de la chaufferie.

PROJET

Cependant, selon l'article 4 A de la convention de 1973, « *la SERS informe l'entrepreneur que le terrain et l'ensemble des ouvrages de production et de distribution de la chaleur sont propriétés de l'Eurométropole de Strasbourg qui les mettra à la disposition de l'entrepreneur pour la durée de l'exploitation moyennant redevance annuelle de … »*

Aussi, la SERS s'engage à procéder gratuitement au retour des parcelles d'emprise de la chaufferie et ses annexes à l'Eurométropole au plus tard pour le 1er juillet 2016.

3.2 **Transfert dans le cadre de la concession d'aménagement :**

Conformément aux articles 1 « contenu de l'opération concédée » et 2 « travaux à exécuter par la société » de la concession d'aménagement, la SERS, en qualité de concessionnaire d'aménagement, à procédé à la réalisation d'un réseau de chaleur.

Les parties constatent que les équipements prévus sont installés et en état de fonctionnement.

Selon les modalités définies dans l'article 19 de la concession d'aménagement, la SERS et l'Eurométropole actent de la remise de ces réseaux.

Un PV de réception sera réalisé à la remise des réseaux.

ARTICLE 4 : Rachat des stocks

L'ensemble des stocks nécessaires à la continuité du service seront maintenus sur site.

Suivant l'article 31 de la concession de chauffage, il est prévu le rachat à Hautepierre Energie du combustible restant en stock dans les cuves au prix en vigueur lors du dernier approvisionnement (valeur marchande).

Il est convenu entre les parties que les stocks seront rachetés par le nouvel exploitant à Hautepierre Energie.

Au cas où un désaccord naitrait entre le nouvel exploitant et Hautepierre Energie, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à racheter ledit stock.

Les stocks de pièces seront valorisés à leur valeur marchande, sur la base d'un inventaire à jour au terme du contrat.

ARTICLE 5 : Exploitation

5.1 Documents techniques et commerciaux

L'ensemble des notices techniques et manuels d'utilisation en possession de Hautepierre Energie est présent sur le site d'exploitation est considéré comme biens du service. Dans ce cadre, Hautepierre Energie laissera ces documents sur site afin de permettre la continuité du service.

Hautepierre Energie transmet avant le terme du contrat la base de données des abonnés comprenant le détail des consommations et des puissances souscrites à la nouvelle société dédiée chargée de l'exploitation du réseau et de la chaufferie, en complément de celle déjà transmise à l'Eurométropole.

PROJET

5.2 Données d'exploitation

Hautepierre Energie transmettra au plus-tard au terme du contrat à la nouvelle société dédiée chargée de l'exploitation du réseau et de la chaufferie:

- Les données d'auto surveillance limitées aux informations communiquées à la DREAL,

- les rapports de contrôles réglementaires sur les équipements et installations en complément de ceux déjà transmis à l'Eurométropole,

- le suivi en continu des rejets atmosphériques en complément des éléments déjà transmis à l'Eurométropole,

- la liste des contrats de sous-traitance dont l'échéance est postérieure à la fin du contrat d'exploitation avec mention du contenu de la prestation et des coordonnées du prestataire,

- la liste des sinistres, litiges et recours susceptibles d'engager la responsabilité de l'Eurométropole.

Ces données devront être collectées sur les années 2012 à mi-2016 et, pour les matériels, si possible depuis leur existence au sein du service, dans la limite des documents disponibles pour les éléments ne relevant pas des exigences réglementaires

5.3 Contrat de sous-traitance et de fourniture

Hautepierre Energie fait le nécessaire pour que les contrats de sous-traitance ou de fournitures arrivent à échéance au terme du contrat, le 30 juin 2016.

5.4 Déchets

Hautepierre Energie évacuera à ses frais tous déchets de l'exploitation lui appartenant au terme du contrat d'exploitation.

ARTICLE 6 : Continuité du service en fin de concession – Période de tuilage

Le SERS et l'Eurométropole de Strasbourg ont la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour Hautepierre Energie, de prendre pendant la dernière année de l'exploitation toutes mesures pour assurer la continuité de la distribution de chaleur, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour Hautepierre Energie. Dans ce but, une période de préparation et de prise en main est prévue pour le futur exploitant dans les mois précédant le terme du contrat d'exploitation (du 1er mai au 30 juin 2016).

D'une manière générale, l'Eurométropole de Strasbourg pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter la mise en place du nouveau contrat de concession

Hautepierre Energie s'oblige à ne pas entraver cette prise en main du service par le nouvel exploitant dans la limite du respect par ce dernier de la propriété intellectuelle et du secret industriel de l'actuel Hautepierre Energie.

PROJET

Hautepierre Energie accepte un accès concerté du nouvel exploitant aux installations du service pendant cette période de tuilage. Ainsi, des membres du futur personnel d'exploitation pourront venir en observateur sur les installations de l'exploitation. Il est convenu que ce personnel devra disposer de toutes les habilitations et protections individuelles nécessaires permettant un accès aux installations.

Il est convenu que Hautepierre Energie ne peut assumer une quelconque responsabilité pour tout dommage causé ou subi par ce personnel. Hautepierre Energie ne dispose en effet, d'aucun lien de subordination sur ce personnel, ni d'une quelconque obligation de surveillance.

Le personnel du nouvel exploitant se déplacera en observateur au sein des installations.

Hautepierre Energie accepte que le nouvel exploitant prenne connaissance des documents et du système d'information non couvert par le secret industriel ou commercial dès lors qu'il disposera de toutes les autorisations de la CNIL et de l'Eurométropole. Le cas échéant, Hautepierre Energie s'oblige à ne pas entraver toute démarche commerciale que le nouvel exploitant pourrait engager auprès des abonnés, à compter de la notification de son contrat par l'Eurométropole et avant la prise effective du service.

Au cas exceptionnel où un incident grave se produirait dans les heures précédant le terme du contrat d'exploitation à minuit, la SERS pourra demander à Hautepierre Energie de remédier à cet incident pour assurer la continuité du service, y compris si l'intervention de Hautepierre Energie ne peut être achevée au terme du contrat d'exploitation à minuit.

Pour certaines opérations de fin de contrat citées dans le présent mode opératoire, l'Eurométropole de Strasbourg et/ou la SERS pourront faire appel à des assistants à maîtrise d'ouvrage spécifiques.

L'Exploitant s'engage à leur fournir toutes les explications et compléments éventuellement nécessaires au bon établissement de la fin du contrat et non couvert par le secret industriel ou commercial.

ARTICLE 7 : Etat des lieux

Un état des lieux, matériels et installations sera dressé contradictoirement au moment de l'expiration de la concession de chauffage et fera l'objet d'un procès-verbal qui vaudra décharge à Hautepierre Energie.

Le rapport d'audit réalisé par Naldeo servira de référence à l'établissement de cet état des lieux.

ARTICLE 8 : Conditions financières à l'expiration de la convention - compte de clôture du contrat

8.1 Contenu du compte de clôture du contrat

Le compte de clôture du contrat devrait faire apparaître, outre les sommes prévues dans la convention d'exploitation et les avenants successifs :

Au crédit de *Hautepierre Energie* ***:***

- L'éventuel rachat des biens de reprise

PROJET

Au débit de Hautepierre Energie :

La moitié du coût engagé par la collectivité pour la réalisation de la cartographie de classe A du réseau de chaleur soit 65 000€ ;

Les parties conviennent que l'ensemble des prestations fournies par Hautepierre Energie aux abonnés jusqu'au 30 juin 2016 sera facturé aux abonnés par Hautepierre Energie. Ce dernier fera donc son affaire du recouvrement des créances concernées.

8.2 Etablissement et règlement du compte de clôture du contrat

Le compte de clôture du contrat sera établi selon la procédure suivante :

1) Un projet de compte du solde des flux financiers listés aux articles 8.1 et 8.3, entre les parties accompagné des éléments et justificatifs sera établi par Hautepierre Energie et notifié à la SERS dans un délai de 30 jours suivant le terme du contrat

2) Dans un délai de 30 jours suivant la notification du projet, la SERS s'engage à le retourner à Hautepierre Energie soit avec son accord, soit avec ses observations ou modifications.

   En l'absence d'observation ou de modification du projet par la SERS, le compte du solde des flux financiers devient définitif à compter de la notification du projet de compte non modifié par la SERS à Hautepierre Energie. Les parties ne pourront plus le contester ou le modifier.

   Le solde de tout compte donnera lieu à émission soit d'un titre de recette de la part de la SERS soit d'une facture de la part de Hautepierre Energie.

   Le paiement devra intervenir dans un délai d'un mois après que le décompte soit devenu définitif.

   Toute somme non versée dans le délai fixé ci-dessus porte intérêt au taux légal majoré de 2 points de plein droit dès la date d'expiration de ce délai.

3) En cas d'observations ou de modifications du projet par la SERS, Hautepierre Energie dispose d'un délai de 30 jours suivant la notification par la SERS du projet modifié pour l'accepter. A défaut, le projet de décompte notifié par la SERS devient définitif. Les parties ne pourront plus le contester ou le modifier.
   Si Hautepierre Energie accepte expressément le compte notifié par la SERS, ce dernier devient définitif dans les conditions précitées.

   Si au terme de ce délai, par notification à la SERS d'un dernier projet de compte du solde des flux financiers, Hautepierre Energie persiste dans son projet de compte sans accepter les observations ou modifications de la SERS, les parties pourront soit saisir le tribunal compétent du litige qui les oppose soit décider ensemble de suivre une procédure de conciliation selon des modalités qu'elles détermineront à cette occasion.

8.3 Rappel des flux financiers

Ci dessous sont rappelés les différents flux financiers définis dans les avenants 7 et 8 de la convention de 1971.

PROJET

➔ Les montants déjà versés par Hautepierre Energie à la SERS sont les suivants :

1004 188,50 € HT au titre du partage du résultat courant avant impôts de l'exercice 2015, intégrant le réajustement de la rémunération d'intermédiaires et d'honoraires, et la régularisation liée à l'absence d'amortissement de la cogénération sur l'exercice 2015 (217 300 €) suivant les informations prévisionnelles fournies par Hautepierre Energie;

➔ Les montants restant dus par Hautepierre Energie à la SERS sont les suivants :

- le montant correspondant au solde des quotas de CO2 sur la durée du contrat suivant montant figurant en annexe 2 de l'avenant 8;
- La moitié du coût engagé par la collectivité pour la réalisation de la cartographie de classe A du réseau de chaleur soit 65 000€ HT;

Les charges induites par ces versements (solde des quotas et participation à la cartographie) viendront également en déduction du résultat du 1er semestre 2016.

- L'éventuel complément correspondant au partage du résultat courant de 2015 en fonction du résultat réel de 2015.
- le montant correspondant au partage du résultat courant avant impôts de l'exercice 2016 au-delà de 245 000 € de résultat courant avant impôts et participations des salariés.

➔ Les montants dus par la SERS à Hautepierre Energie sont les suivants :

- Montant correspondant à la valeur nette comptable au 30 juin 2016 (estimée à 247 000 € HT) des travaux engagés pour la réalisation des nouvelles installations pour le fioul domestique. Suite aux échanges entre les Parties intervenus au mois de décembre 2015, le montant prévisionnel des travaux (260 K€) est majoré des coûts de désamiantage et des tests de fonctionnement au FOD pour un montant de 55 K€ déduction faite des éventuels amortissements constatés sur le 1er semestre 2016.

➔ Les montants dus par la SERS à l'Eurométropole de Strasbourg sont les suivants :

- 1004 188,50 € HT au titre du partage du résultat courant avant impôts de l'exercice 2015 et son éventuel ajustement en fonction des résultats réels de 2015 (intégrant le réajustement de la rémunération d'intermédiaires et d'honoraires, et la régularisation liée à l'absence d'amortissement de la cogénération sur l'exercice 2015) diminué de la valeur nette comptable au 30 juin 2016 (estimée à 247 000 € HT) des travaux relatifs à la réalisation des nouvelles installations pour le fioul domestique majorée de la VNC des coûts de désamiantage et des tests de fonctionnement au FOD(le montant de ces coûts hors amortissements est estimé à 55 K€) ;
- le montant correspondant au solde des quotas de CO2 sur la durée du contrat ; suivant montant figurant en annexe 2 de l'avenant 8;
- le montant correspondant au partage du résultat courant avant impôts de l'exercice 2016 au-delà de 245 000 € de résultat courant avant impôts et participations des salariés.

PROJET

- La somme de 65 000€ correspondante à la moitié du cout de coût engagé par la collectivité pour la réalisation de la cartographie de classe A du réseau de chaleur

- La somme totale étant diminuée du montant de l'éventuel rachat par la SERS des biens de reprise, qui seront transférés à l'EMS.

8.4 Modalité de transfert des flux financiers

Le transfert aura lieu dans un délai de 30 jours après l'acceptation par les Parties du compte de clôture du contrat

Dès lors que les sommes auront été versées à la SERS, cette dernière les transférera à l'Eurométropole dans un délai maximal de 15 jours.

Fait en trois exemplaires originaux,

à STRASBOURG, le ……

Pour la S.E.R.S.
Monsieur Eric FULLENWARTH
(Directeur général)

Pour HAUTEPIERRE ENERGIE,
Monsieur Christian BERGAENTZLE,
(Gérant)

Pour l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Monsieur Robert HERRMANN
(Président)

PROJET

MODE OPERATOIRE PRECISANT LES MODALITES DE CLÔTURE DE LA CONVENTION PORTANT CONCESSION ET CONSTITUANT CAHIER DES CHARGES POUR L'EXPLOITATION DU CHAUFFAGE COLLECTIF A DISTANCE DE LA ZUP DE HAUTEPIERRE A STRASBOURG EN DATE DU 1er JUILLET 1971

ENTRE LES PARTIES :

L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, sise 1, Parc de l'Etoile, à 67100 STRASBOURG, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, en vertu d'une délibération du 30 juin 2016.

Ci-après dénommée « l'Eurométropole de Strasbourg »

Et

2). La SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG (S.E.R.S.), Société Anonyme d'Economie Mixte, au capital de 8.068.800 €, ayant son siège social à 67000 Strasbourg – 10, rue Oberlin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro B 578 505 687,

Représentée par Monsieur Eric FULLENWARTH, Directeur Général, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « la S.E.R.S. »,

Et

3). HAUTEPIERRE ENERGIE, société en nom collectif, au capital de 64.800 euros, ayant son siège social au 3F rue du Fort, 67118 GEISPOLSHEIM, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de STRASBOURG sous le numéro B 392 849 543,

Représentée par Monsieur Christian BERGAENTZLE, Gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « Hautepierre Energie »

Il a été exposé ce qui suit :

La Ville de STRASBOURG a initié une opération d'aménagement sur la zone d'habitation située sur son territoire, lieudit HAUTEPIERRE. Cette zone, couvrant une superficie de 253 hectares, a été déclarée zone à urbaniser par priorité, par arrêtés ministériels des 28 décembre 1964 et 16 mars 1967.

Au terme d'une concession d'aménagement signée le 30 décembre 1967, la Ville de STRASBOURG aux droits de laquelle est venue la COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG puis l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, a confié la mission d'aménager cette zone d'habitation, à la SERS.

C'est dans le cadre de cette mission d'équipement de la Z.U.P. HAUTEPIERRE, que la SERS a concédé à Hautepierre Energie la construction et l'exploitation d'une installation de production de chaleur destinée à couvrir les besoins de chauffage et eau chaude sanitaire des bâtiments publics et privés. Ces installations ont été édifiées à l'intérieur du périmètre délimité sur le plan annexé sous le n°1 à la convention portant concession et constituant cahier des charges pour l'exploitation du chauffage collectif à distance de la ZUP de HAUTEPIERRE à STRASBOURG en date du 1er juillet 1971.

Depuis lors, cette convention a fait l'objet de huit avenants :

- Avenant n°1 du 25 juin 1973, relatif aux conditions de construction, de réparations et d'entretien des conduites de transport de chaleur sur le domaine public communautaire.
- Avenant n°2 du 10 mai 1990, relatif à la mise en conformité de la chaufferie centrale pour la distribution collective de chaleur sur la ZUP au processus d'alerte à la pollution atmosphérique sur l'agglomération Strasbourgeoise (P.A.P.A.) pris par arrêté du 14 décembre 1987 de Monsieur le Préfet du BAS-RHIN, et portant prorogation de la convention jusqu'au 30 novembre 2014.
- Avenant n°3 du 24 juin 1994, relatif à la reprise des intérêts de la société SAC dans l'exploitation de la chaufferie de HAUTEPIERRE par la société ALCYS et à l'optimisation de l'exploitation par la constitution de deux GIE spécifiques : l'un chargé de l'exploitation du chauffage collectif (« CHAUFFAGE URBAIN DE HAUTEPIERRE »), l'autre chargé de l'exploitation des installations de chaleur force, c'est-à-dire la chaudière haute-pression, le turbo-alternateur et les installations électriques (« HAUTEPIERRE COGENERATION »).
- Avenant n°4 du 2 janvier 2001, relatif à la modification de la méthode de tarification du mégawatt fourni par l'installation de production de chaleur de la HAUTEPIERRE en raison d'une forte augmentation du cours des combustibles durant l'année 2000.
- Avenant n°5 du 21 février 2005, relatif à la modification de la tarification fixée dans la Convention et à la révision de l'élément R2.
- Avenant n°6 du 22 février 2005, relatif aux modifications tenant à la personne de l'un des membres des deux GIE et à la forme juridique de ces derniers. Les membres des deux GIE ont après accord de la SERS et de la CUS, décidé de mettre un terme à leur partenariat à travers le retrait de la STREC par cession le 8 octobre 2004, de l'ensemble des droits et obligations détenues par cette dernière au sein des GIE au profit de DALKIA FRANCE et de l'une de ses filiales détenue à 100%, la société CADRAZUR. Le 14 décembre 2007, après information de la SERS, la fusion des deux sociétés en nom collectif HAUTEPIERRE ENERGIE et HAUTEPIERRE COGENERATION est devenue effective, constituant HAUTEPIERRE ENERGIE comme seule délégataire de la Convention.
- Avenant n°7 du 13 août 2014, relatif à la prolongation de la convention jusqu'au 31 décembre 2015, révision de la formule fixant la composition du R1, intégration des nouvelles contraintes relatives au géo-

référencement 3D du réseau de chaleur, détermination des conditions particulières à l'expiration de la Convention.

- Avenant n°8 du 8 mai 2015, relatif à la prolongation de la convention jusqu'au 30 juin 2016, à la révision de la formule fixant la composition du R1, au traitement des conséquences des modifications techniques rendues nécessaires par le changement de réglementation, et à la détermination des conditions particulières à l'expiration de la Convention.

Cet ensemble sera ci-après dénommé « concession de chauffage »,

L'échéance de la concession de chauffage intervenant le 30 juin 2016, il convient d'en préciser les modalités de clôture entre la SERS et Hautepierre Energie conformément à la convention du 1er juillet 1971 et de ses différents avenants.

Il est précisé que dans la perspective de l'arrivée à échéance de la concession de chauffage, l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG a lancé par délibération du 20 mars 2015 une procédure de délégation de service public en vue de désigner un nouvel exploitant, ci après dénommé « nouveau titulaire de la délégation de service public ». Ce nouveau contrat, attribué par délibération du conseil de l'Eurométropole du 24 mars 2016, prend effet à sa date de notification. La période de tuilage, entre la notification du contrat et la prise d'effet de la délégation le 1er juillet 2016, permettra au nouveau titulaire de préparer la prise en main du service de façon à être pleinement opérationnel au démarrage de la délégation et de garantir la parfaite continuité du service.

ARTICLE 1 : Objet

Le présent mode opératoire a pour objet de :

- préciser les modalités de remise des biens immobiliers et des réseaux de la concession de chaleur à l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ;

- déterminer les conditions financières de l'expiration de la concession de chauffage ;

- définir toute autre modalité afférente à la clôture afférente à la concession de chauffage.

Par les présentes, l'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG se substitue de plein droit à la SERS à partir de l'échéance de la concession de chauffage intervenant le 30 juin 2016 aux clauses et conditions ci-après définies.

Le présent mode opératoire arrête définitivement les droits et les obligations des parties à la date de fin de la concession de chauffage fixée au 30 juin 2016.

Ce mode opératoire donne également quitus à la SERS et à Hautepierre Energie de toutes les obligations afférentes au contrat.

ARTICLE 2 : Personnel

Les parties conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels concernés, en vue notamment de leur reprise le cas échéant par le nouvel exploitant de l'équipement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 3 : Remise des biens immobiliers et des réseaux

Cette remise s'effectue à titre gratuit à l'exception des investissements de mise en conformité prévus à l'article 4 de l'avenant 8 et dont la valeur nette comptable figure à l'article 8.3 ci-après

3.1 Transfert dans le cadre de la concession de chauffage

3.1.1 Remise des ouvrages

Conformément à l'article 33 de la convention du 1er juillet 1971, « à l'expiration de la convention, l'Entrepreneur -*Hautepierre Energie*-, remettra à la disposition de la Communauté Urbaine de Strasbourg - *Eurométropole de Strasbourg*- tous les ouvrages de production et de distribution collective de la chaleur (et dans le cas de la variante obligatoire les ouvrages de production d'énergie électrique) qui devront être en parfait état d'entretien et de fonctionnement et capables d'assurer la prolongation d'une exploitation normale ».

Ces matériels et installations comprendront non seulement ceux qui auront été confiés à l'origine à Hautepierre Energie ou qu'il aura renouvelés au cours de l'exploitation, mais également tous matériels complémentaires qu'il aura pu installer à l'origine de l'exploitation ou en cours de celle-ci en accord avec la SERS et l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG sans qu'aucune indemnité puisse être réclamée pour ceux-ci par Hautepierre Energie sauf s'il en a été convenu autrement avec la SERS et l'EUROMETROPOLE de STRASBOURG au moment de leur installation.

Hautepierre Energie s'engage ainsi à remettre, au 30 juin 2016 à l'Eurométropole de Strasbourg la totalité des biens de retour listés dans l'inventaire annexé au CRA, constitué de:

- la chaufferie installée au 60 rue Jean Giraudoux à Strasbourg
- le réseau
- et les sous-stations

Au terme de « l'article 33 – Remise des ouvrages » de la concession de chauffage et six mois avant l'expiration de la Convention précitée, l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG peut faire visiter toutes ces installations par un organisme spécialisé ou un expert de son choix. Hautepierre Energie est tenu d'exécuter ou de faire exécuter, avant le début de la saison de chauffage suivante, les travaux préconisés par celui-ci en vue de permettre la fourniture de la chaleur pendant ladite saison.

En application de ces dispositions et de l'article 6 intitulé « AUDIT DE FIN DE CONTRAT » de l'avenant n°7 à la concession de chauffage, un audit de fin de contrat a été mené mi-2014 afin de disposer d'un état des lieux final du réseau de chaleur sur les domaines technique, financier, administratif et réglementaire. Cet audit a révélé la liste des travaux nécessaires à la remise dans l'état de parfait fonctionnement des équipements de production et d'exploitation.

Cet audit réalisé par Naldeo et révisé le 13 mai 2015, référencé DB4013 a mis en évidence certains points mineurs non conformes auxquels Hautepierre Energie doit remédier avant le 30 juin 2016 :

Un PV de restitution sera réalisé entre les Parties.

3.1.2 Remise foncière

Les parties constatent la propriété foncière de la SERS des parcelles d'implantation de la chaufferie.

Cependant, selon l'article 4 A de la convention de 1973, « *la SERS informe l'entrepreneur que le terrain et l'ensemble des ouvrages de production et de distribution de la chaleur sont propriétés de l'Eurométropole de Strasbourg qui les mettra à la disposition de l'entrepreneur pour la durée de l'exploitation moyennant redevance annuelle de ...* »

Aussi, la SERS s'engage à procéder gratuitement au retour des parcelles d'emprise de la chaufferie et ses annexes à l'Eurométropole au plus tard pour le 1er juillet 2016.

3.2 Transfert dans le cadre de la concession d'aménagement :

Conformément aux articles 1 « contenu de l'opération concédée » et 2 « travaux à exécuter par la société » de la concession d'aménagement, la SERS, en qualité de concessionnaire d'aménagement, à procédé à la réalisation d'un réseau de chaleur.

Les parties constatent que les équipements prévus sont installés et en état de fonctionnement.

Selon les modalités définies dans l'article 19 de la concession d'aménagement, la SERS et l'Eurométropole actent de la remise de ces réseaux.

Un PV de réception sera réalisé à la remise des réseaux.

ARTICLE 4 : Rachat des stocks

L'ensemble des stocks nécessaires à la continuité du service seront maintenus sur site.

Suivant l'article 31 de la concession de chauffage, il est prévu le rachat à Hautepierre Energie du combustible restant en stock dans les cuves au prix en vigueur lors du dernier approvisionnement (valeur marchande).

Il est convenu entre les parties que les stocks seront rachetés par le nouvel exploitant à Hautepierre Energie.

Au cas où un désaccord naitrait entre le nouvel exploitant et Hautepierre Energie, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à racheter ledit stock.

Les stocks de pièces seront valorisés à leur valeur marchande, sur la base d'un inventaire à jour au terme du contrat.

ARTICLE 5 : Exploitation

5.1 Documents techniques et commerciaux

L'ensemble des notices techniques et manuels d'utilisation en possession de Hautepierre Energie est présent sur le site d'exploitation est considéré comme biens du service. Dans ce cadre, Hautepierre Energie laissera ces documents sur site afin de permettre la continuité du service.

Hautepierre Energie transmet avant le terme du contrat la base de données des abonnés comprenant le détail des consommations et des puissances souscrites à la nouvelle société dédiée chargée de l'exploitation du réseau et de la chaufferie, en complément de celle déjà transmise à l'Eurométropole.

5.2 Données d'exploitation

Hautepierre Energie transmettra au plus-tard au terme du contrat à la nouvelle société dédiée chargée de l'exploitation du réseau et de la chaufferie:

- Les données d'auto surveillance limitées aux informations communiquées à la DREAL,

- les rapports de contrôles réglementaires sur les équipements et installations en complément de ceux déjà transmis à l'Eurométropole,

- le suivi en continu des rejets atmosphériques en complément des éléments déjà transmis à l'Eurométropole,

- la liste des contrats de sous-traitance dont l'échéance est postérieure à la fin du contrat d'exploitation avec mention du contenu de la prestation et des coordonnées du prestataire,

- la liste des sinistres, litiges et recours susceptibles d'engager la responsabilité de l'Eurométropole.

Ces données devront être collectées sur les années 2012 à mi-2016 et, pour les matériels, si possible depuis leur existence au sein du service, dans la limite des documents disponibles pour les éléments ne relevant pas des exigences réglementaires

5.3 Contrat de sous-traitance et de fourniture

Hautepierre Energie fait le nécessaire pour que les contrats de sous-traitance ou de fournitures arrivent à échéance au terme du contrat, le 30 juin 2016.

5.4 Déchets

Hautepierre Energie évacuera à ses frais tous déchets de l'exploitation lui appartenant au terme du contrat d'exploitation.

ARTICLE 6 : Continuité du service en fin de concession – Période de tuilage

Le SERS et l'Eurométropole de Strasbourg ont la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour Hautepierre Energie, de prendre pendant la dernière année de l'exploitation toutes mesures pour assurer la continuité de la distribution de chaleur, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour Hautepierre Energie. Dans ce but, une période de préparation et de prise en main est prévue pour le futur exploitant dans les mois précédant le terme du contrat d'exploitation (du 1er mai au 30 juin 2016).

D'une manière générale, l'Eurométropole de Strasbourg pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter la mise en place du nouveau contrat de concession.

Hautepierre Energie s'oblige à ne pas entraver cette prise en main du service par le nouvel exploitant dans la limite du respect par ce dernier de la propriété intellectuelle et du secret industriel de l'actuel Hautepierre Energie.

Hautepierre Energie accepte un accès concerté du nouvel exploitant aux installations du service pendant cette période de tuilage. Ainsi, des membres du futur personnel d'exploitation pourront venir en observateur sur les installations de l'exploitation. Il est convenu que ce personnel devra disposer de toutes les habilitations et protections individuelles nécessaires permettant un accès aux installations.

Il est convenu que Hautepierre Energie ne peut assumer une quelconque responsabilité pour tout dommage causé ou subi par ce personnel. Hautepierre Energie ne dispose en effet, d'aucun lien de subordination sur ce personnel, ni d'une quelconque obligation de surveillance.

Le personnel du nouvel exploitant se déplacera en observateur au sein des installations.

Hautepierre Energie accepte que le nouvel exploitant prenne connaissance des documents et du système d'information non couvert par le secret industriel ou commercial dès lors qu'il disposera de toutes les autorisations de la CNIL et de l'Eurométropole. Le cas échéant, Hautepierre Energie s'oblige à ne pas entraver toute démarche commerciale que le nouvel exploitant pourrait engager auprès des abonnés, à compter de la notification de son contrat par l'Eurométropole et avant la prise effective du service.

Au cas exceptionnel où un incident grave se produirait dans les heures précédant le terme du contrat d'exploitation à minuit, la SERS pourra demander à Hautepierre Energie de remédier à cet incident pour assurer la continuité du service, y compris si l'intervention de Hautepierre Energie ne peut être achevée au terme du contrat d'exploitation à minuit.

Pour certaines opérations de fin de contrat citées dans le présent mode opératoire, l'Eurométropole de Strasbourg et/ou la SERS pourront faire appel à des assistants à maîtrise d'ouvrage spécifiques.

L'Exploitant s'engage à leur fournir toutes les explications et compléments éventuellement nécessaires au bon établissement de la fin du contrat et non couvert par le secret industriel ou commercial.

ARTICLE 7 : Etat des lieux

Un état des lieux, matériels et installations sera dressé contradictoirement au moment de l'expiration de la concession de chauffage et fera l'objet d'un procès-verbal qui vaudra décharge à Hautepierre Energie.

Le rapport d'audit réalisé par Naldeo servira de référence à l'établissement de cet état des lieux.

ARTICLE 8 : Conditions financières à l'expiration de la convention - compte de clôture du contrat

8.1 Contenu du compte de clôture du contrat

Le compte de clôture du contrat devrait faire apparaître, outre les sommes prévues dans la convention d'exploitation et les avenants successifs :

Au crédit de Hautepierre Energie :

- L'éventuel rachat des biens de reprise

Au débit de Hautepierre Energie :

La moitié du coût engagé par la collectivité pour la réalisation de la cartographie de classe A du réseau de chaleur soit 65 000€ ;

Les parties conviennent que l'ensemble des prestations fournies par Hautepierre Energie aux abonnés jusqu'au 30 juin 2016 sera facturé aux abonnés par Hautepierre Energie. Ce dernier fera donc son affaire du recouvrement des créances concernées.

8.2 Etablissement et règlement du compte de clôture du contrat

Le compte de clôture du contrat sera établi selon la procédure suivante :

1) Un projet de compte du solde des flux financiers listés aux articles 8.1 et 8.3, entre les parties accompagné des éléments et justificatifs sera établi par Hautepierre Energie et notifié à la SERS dans un délai de 30 jours suivant le terme du contrat

2) Dans un délai de 30 jours suivant la notification du projet, la SERS s'engage à le retourner à Hautepierre Energie soit avec son accord, soit avec ses observations ou modifications.

   En l'absence d'observation ou de modification du projet par la SERS, le compte du solde des flux financiers devient définitif à compter de la notification du projet de compte non modifié par la SERS à Hautepierre Energie. Les parties ne pourront plus le contester ou le modifier.

   Le solde de tout compte donnera lieu à émission soit d'un titre de recette de la part de la SERS soit d'une facture de la part de Hautepierre Energie.

   Le paiement devra intervenir dans un délai d'un mois après que le décompte soit devenu définitif.

   Toute somme non versée dans le délai fixé ci-dessus porte intérêt au taux légal majoré de 2 points de plein droit dès la date d'expiration de ce délai.

3) En cas d'observations ou de modifications du projet par la SERS, Hautepierre Energie dispose d'un délai de 30 jours suivant la notification par la SERS du projet modifié pour l'accepter. A défaut, le projet de décompte notifié par la SERS devient définitif. Les parties ne pourront plus le contester ou le modifier.
   Si Hautepierre Energie accepte expressément le compte notifié par la SERS, ce dernier devient définitif dans les conditions précitées.

   Si au terme de ce délai, par notification à la SERS d'un dernier projet de compte du solde des flux financiers, Hautepierre Energie persiste dans son projet de compte sans accepter les observations ou modifications de la SERS, les parties pourront soit saisir le tribunal compétent du litige qui les oppose soit décider ensemble de suivre une procédure de conciliation selon des modalités qu'elles détermineront à cette occasion.

8.3 Rappel des flux financiers

Ci-dessous sont rappelés les différents flux financiers définis dans les avenants 7 et 8 de la convention de 1971.

➔ Les montants déjà versés par Hautepierre Energie à la SERS sont les suivants :

1004 188,50 € HT au titre du partage du résultat courant avant impôts de l'exercice 2015, intégrant le réajustement de la rémunération d'intermédiaires et d'honoraires, et la régularisation liée à l'absence d'amortissement de la cogénération sur l'exercice 2015 (217 300 €) suivant les informations prévisionnelles fournies par Hautepierre Energie;

➔ Les montants restant dus par Hautepierre Energie à la SERS sont les suivants :

- le montant correspondant au solde des quotas de CO2 sur la durée du contrat suivant montant figurant en annexe 2 de l'avenant 8;

- La moitié du coût engagé par la collectivité pour la réalisation de la cartographie de classe A du réseau de chaleur soit 65 000 € ;

Les charges induites par ces versements (solde des quotas et participation à la cartographie) viendront également en déduction du résultat du 1er semestre 2016.

- L'éventuel complément correspondant au partage du résultat courant de 2015 en fonction du résultat réel de 2015.

- le montant correspondant au partage du résultat courant avant impôts de l'exercice 2016 au-delà de 245 000 € de résultat courant avant impôts et participations des salariés.

➔ Les montants dus par la SERS à Hautepierre Energie sont les suivants :

- Montant correspondant à la valeur nette comptable au 30 juin 2016 (estimée à 247 000 € HT) des travaux engagés pour la réalisation des nouvelles installations pour le fioul domestique. Suite aux échanges entre les Parties intervenus au mois de décembre 2015, le montant prévisionnel des travaux (260 K€) est majoré des coûts de désamiantage et des tests de fonctionnement au FOD pour un montant de 55 K€ déduction faite des éventuels amortissements constatés sur le 1er semestre 2016.

➔ Les montants dus par la SERS à l'Eurométropole de Strasbourg sont les suivants :

- 1004 188,50 € HT au titre du partage du résultat courant avant impôts de l'exercice 2015 et son éventuel ajustement en fonction des résultats réels de 2015 (intégrant le réajustement de la rémunération d'intermédiaires et d'honoraires, et la régularisation liée à l'absence d'amortissement de la cogénération sur l'exercice 2015) diminué de la valeur nette comptable au 30 juin 2016 (estimée à 247 000 € HT) des travaux relatifs à la réalisation des nouvelles installations pour le fioul domestique majorée de la VNC des coûts de désamiantage et des tests de fonctionnement au FOD (le montant de ces coûts hors amortissements est estimé à 55 K€) ;

- le montant correspondant au solde des quotas de CO2 sur la durée du contrat ; suivant montant figurant en annexe 2 de l'avenant 8;

- le montant correspondant au partage du résultat courant avant impôts de l'exercice 2016 au-delà de 245 000 € de résultat courant avant impôts et participations des salariés ;

- la somme de 65 000€ correspondante à la moitié du cout de coût engagé par la collectivité pour la réalisation de la cartographie de classe A du réseau de chaleur ;

- la somme totale étant diminuée du montant de l'éventuel rachat par la SERS des biens de reprise, qui seront transférés à l'EMS.

8.4 Modalité de transfert des flux financiers

Le transfert aura lieu dans un délai de 30 jours après l'acceptation par les Parties du compte de clôture du contrat.

Dès lors que les sommes auront été versées à la SERS, cette dernière les transférera à l'Eurométropole dans un délai maximal de 15 jours.

Fait en trois exemplaires originaux,

A STRASBOURG, le 16 AOUT 2016 .....

Pour la S.E.R.S.
Monsieur Eric FULLENWARTH
(Directeur général)

Pour HAUTEPIERRE ENERGIE,
Monsieur Christian BERGAENTZLE,
(Gérant)

Pour l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Monsieur Robert HERRMANN
(Président)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Gestion publique

Division du Domaine

Adresse : 4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR

Téléphone : 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2017/474

Le 16 mai 2017

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

Ville de Strasbourg et Eurométropole

Service mission domanialité publique

1 Parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN D'ASSIETTE DE LA CHAUFFERIE DE HAUTEPIERRE.

ADRESSE DU BIEN : **60** RUE JEAN GIRAUDOUX À STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN.

VALEUR VÉNALE : 4 200 €/ARE, SOIT UNE VALEUR ARRONDIE À **474 000 € HT.** POUR **112,93** ARES.

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : M. COLOBERT (91116@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 04/05/2017
DATE DE RÉCEPTION : 04/05/2017
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 04/05/2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Évaluation du terrain d'assiette de la chaufferie de Hautepierre dans le cadre du transfert par la SERS vers l'EMS prévu par la convention du 30 décembre 1967 chargeant la SERS de réaliser la ZUP de Hautepierre.
La délibération du conseil de l'EMS du 30 juin 2016 a approuvé la conclusion et les termes de la convention précitée prévoyant le transfert du terrain d'assiette et ses annexes à titre gratuit.

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN

Section	Parcelle	Superficie/ares	Zonage PLUi	Nature
LR	315/116	112,93	UXb4	Bâtiment/Sol

L'emprise foncière en forme de trapèze se situe au sein du parc d'activités des Forges et borde l'A351. Elle est totalement occupée par les installations de la chaufferie de Hautepierre exploitée par la Société Hautepierre Energie.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) du terrain : SERS.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelle située en zonage UXb4 suivant le PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, opposable le 23/01/2017.
C'est une zone urbaine destinée aux activités économiques.
En secteur UXb4, sont admis les constructions et installations destinées aux bureaux, à l'industrie et à l'artisanat (hors celles relevant de la directive SEVESO), à la fonction d'entrepôt, de commerces de gros, à vocation de restaurant ou hébergement hôtelier.
Hauteur maximale de 18 m.

Qualification du terrain :
La parcelle a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation car située dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du PLUi applicable et desservie par les réseaux.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur unitaire : 4 00 € * 112,93 m² = 474 306 €, **arrondi à 474 000 € HT.**

Cette valeur tient compte de l'encombrement total de l'emprise foncière. Par ailleurs, il n'appartient pas au service de se prononcer sur les conditions financières de transfert.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-

dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte d'éventuels coûts de diagnostic de présence ou d'enlèvement d'amiante suite aux prescriptions du décret n° 96-97 du 7 février 1996.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
et par délégation,

Sophie BAUDUIN
Administratrice des Finances Publiques Adjointe

17

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

ZAC des Poteries - Régularisation foncière avec la ville de Strasbourg, la SERS, Habitat de l'Ill, et SCI Strasbourg route de Wasselonne - Emprises à incorporer au domaine public métropolitain.

Par convention de concession du 30 décembre 1967, la ville de Strasbourg a chargé la société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (SERS) de réaliser une zone à urbaniser par priorité (ZUP) à Strasbourg - Hautepierre.

Cette opération d'une superficie de 253 hectares a été par la suite transférée à la communauté urbaine de Strasbourg (aujourd'hui Eurométropole de Strasbourg) en qualité d'autorité concédante.

Par un arrêté ministériel du 14 septembre 1977, le périmètre de la zone a été réduit à 136 hectares, l'aménagement de la partie restante devant être réalisé sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) sur une superficie de 71 hectares.

A cet effet, pour la partie du quartier de Hautepierre située au sud de la Pénétrante Ouest (Hautepierre-Sud), la SERS a notamment élaboré le plan d'aménagement de la zone et le règlement qui ont fait l'objet d'un arrêté de création en date du 18 décembre 1984. Deux arrêtés, l'un approuvant le plan d'aménagement de la zone (PAZ), l'autre approuvant le programme des équipements publics (PEP) de cette ZAC, ont été pris le 16 août 1985.

Le périmètre de cette ZAC ayant été modifié, et afin de tenir compte des nouvelles dispositions introduites par la loi d'orientation pour la ville du 13 juillet 1991, un nouvel arrêté de création a été pris par le préfet du Bas-Rhin le 4 août 1992.

Le dossier de réalisation de la ZAC modifiée a été approuvé par le Conseil de la communauté urbaine en date du 8 octobre 1993.

Depuis 1995, cette ZAC de Hautepierre Sud est dénommée ZAC des Poteries.

L'opération est en voie d'achèvement, les derniers terrains à urbaniser se situant sur la partie sud de la ZAC à l'ouest de l'avenue Mitterrand.

Outre la construction de logements, de bureaux et l'implantation d'activités et de commerces, l'opération a donné lieu à l'aménagement de nombreux équipements publics (groupes scolaires, lycée, maison de l'enfance, gymnases, zone sportive, parc urbain, lycée, etc.) dont l'aménagement est achevé.

Les travaux de réalisation des espaces verts et voiries étant aujourd'hui achevés dans de nombreux secteurs, il est possible d'appliquer les dispositions du traité de concession, et de verser les espaces correspondant dans le domaine public des collectivités compétentes.

Dans ce cadre, l'Eurométropole de Strasbourg doit acquérir auprès de la ville de Strasbourg, de la société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg, de la société coopérative d'habitations à loyer modéré Habitat de l'Ill, et de la société civile immobilière Strasbourg route de Wasselonne, des parcelles aménagées en voiries (rue Salluste, chemins Eugène Christophe et Paul Bastide, impasse Quinta Florentina, route des Romains), en parkings (rue Jean Giraudoux), ou des parcelles accueillant des équipements scolaires (rues Primo Levi et Otto Back), collectifs et sportifs (chemin Paul Bastide) ; elles sont toutes situées sur la commune de Strasbourg, banlieue de Koenigshoffen-Cronenbourg ; ces immeubles seront intégrés au domaine public métropolitain.

Il ressort des négociations entreprises et des délibérations antérieures que peuvent être proposées les démarches foncières suivantes :

1. Régularisations à conduire avec la ville de Strasbourg.

La ville de Strasbourg propose de céder à l'Eurométropole de Strasbourg, à l'euro symbolique, quatre parcelles aménagées en voirie, représentant une surface totale de 22,85 ares d'assiette d'espaces à vocation publique ; elles sont cadastrées :

- section OE, numéro 128, d'une surface de 5,25 ares, sise rue Jean Giraudoux
- section OE, numéro 237, d'une surface de 0,50 are, sise rue Jean Giraudoux
- section OE, numéro 277, d'une surface de 10,65 ares, sise rue Jean Giraudoux
- section OE, numéro 449/49, d'une surface de 6,45 ares, sise rue Salluste

Cette cession s'opère en application des dispositions de l'article L. 5217-2-I-2°-b du code général des collectivités territoriales portant exercice de plein droit de la compétence voirie par l'Eurométropole de Strasbourg.

2. Régularisations à conduire avec la SERS.

A. La SERS propose de céder à l'Eurométropole de Strasbourg, à l'euro symbolique, quatorze parcelles, représentant une surface totale de 74,41 ares d'assiette d'espaces à vocation publique, et le cas échéant les ouvrages qui y ont été réalisés ; elles sont cadastrées :

- section LR, numéro 653/101, d'une surface de 2,10 ares, aménagée en parking, sise rue Jean Giraudoux
- section LR, numéro 655/102, d'une surface de 0,50 are, aménagée en parking, sise rue Jean Giraudoux

- section LR, numéro 657/97, d'une surface de 3,96 ares, surbâtie d'un immeuble accueillant les locaux techniques de l'ASERH, sise rue Jean Giraudoux
- section LR, numéro 658/101, d'une surface de 13,39 ares, surbâtie d'un immeuble accueillant les locaux techniques de l'ASERH, sise rue Jean Giraudoux
- section OC, numéro 286/32, d'une surface de 4,98 ares, aménagée en voirie, sise lieu-dit Eckbolsheimer Straeng
- section OD, numéro 399/1, d'une surface de 6,69 ares, aménagée en voirie, sise rue Charles Péguy
- section OE, numéro 536/3, d'une surface de 11,71 ares, aménagée en place piétonne, sise route des Romains
- section OE, numéro 566/3, d'une surface de 18,14 ares, aménagée en voirie, sise impasse Quinta Florentina
- section OE, numéro 569/1, d'une surface de 0,03 are, aménagée en voirie, sise chemin Paul Bastide
- section OE, numéro 570/13, d'une surface de 7,27 ares, aménagée en voirie, sise chemin Eugène Christophe
- section OE, numéro 572/13, d'une surface de 4,27 ares, aménagée en voirie, sise chemin Paul Bastide
- section OE, numéro 576/0.13, d'une surface de 0,21 are, aménagée en voirie, sise chemin Paul Bastide
- section OE, numéro 578/15, d'une surface de 1,16 are, aménagée en voirie, sise chemin Paul Bastide

Ce transfert foncier s'effectue à l'euro symbolique conformément au dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté et aux comptes rendus financiers successifs de concession.

B. Conformément au bilan du dossier de réalisation de ZAC au programme des équipements publics de la ZAC des Poteries et aux comptes rendus financiers successifs de concession, l'Eurométropole de Strasbourg doit se rendre propriétaire des emprises foncières des équipements publics, respectivement du groupe scolaire Marcelle Cahn, du gymnase et de la dépendance du groupe scolaire Gustave Stoskopf, et des emprise foncières des équipements collectifs et sportifs (zone sportive 1, zone sportive 2, square Hasek) ci-après désignés.

a) l'Eurométropole de Strasbourg se propose donc d'acquérir auprès de la SERS l'emprise foncière du groupe scolaire Marcelle Cahn, à savoir la parcelle cadastrée section OD, numéro 454/1, d'une surface de 133,56 ares, sise rue du Cerf Berr.

Le prix de vente est celui fixé au bilan du dossier de réalisation de ZAC, soit 171 657 euros hors taxe et frais.

Il convient de préciser que, sur cette assise foncière, la communauté urbaine de Strasbourg a assuré la maîtrise d'ouvrage de la construction d'un groupe scolaire et d'un équipement sportif ouvert sur le quartier, en application d'une délibération du 9 juillet 2004 (secteur ZD5 du plan d'aménagement de zone).

b) l'Eurométropole de Strasbourg se propose d'acquérir auprès de la SERS les emprises foncières du gymnase et de la dépendance du groupe scolaire Gustave Stoskopf, à savoir les parcelles cadastrées suivantes :

- section OD, numéro 360/1, d'une surface de 41,39 ares, sise rue Primo Levi
- section OD, numéro 362/2 d'une surface de 7,48 ares, sise rue Primo Levi
- section OE, numéro 472/15, d'une surface de 5,53 ares, sise rue Colette
- section OE, numéro 478/80, d'une surface de 0,02 are, sise rue Primo Levi
- section OE, numéro 518/15, d'une surface de 6,35 ares, sise rue Primo Levi
- section OE, numéro 519/15, d'une surface de 0,36 are, sise rue Primo Levi
- section OE, numéro 520/80, d'une surface de 0,62 are, sise rue Primo Levi
- section OE, numéro 521/80, d'une surface de 0,08 are, sise rue Primo Levi

Soit une superficie totale de 61,83 ares.

Le prix de vente est celui fixé au bilan du dossier de réalisation de ZAC, soit 51 375 euros hors taxe et frais.

Il convient de préciser que, sur une partie de cette assise foncière, la SERS, en application d'un contrat de mandat du 29 juin 2000 que lui a confié la communauté urbaine de Strasbourg (aujourd'hui Eurométropole de Strasbourg) par une délibération du 14 avril 2000, a assuré la maîtrise d'ouvrage de la construction d'un gymnase de type C pour le lycée M. Rudloff et l'école élémentaire G. Stoskopf (secteur ZD1, et en partie secteurs ZD2 et ZD3 du plan d'aménagement de zone).

c) l'Eurométropole de Strasbourg se propose d'acquérir auprès de la SERS les emprises foncières des équipements collectifs et sportifs (zone sportive 1, zone sportive 2, square Hasek), à savoir les parcelles cadastrées suivantes :

- section OD, numéro 363/1, d'une surface de 4,23 ares, sise chemin Eugène Christophe
- section OE, numéro 465, d'une surface de 3,42 ares, sise chemin Eugène Christophe
- section OE, numéro 468/15, d'une surface de 99,08 ares, sise chemin Eugène Christophe
- section OE, numéro 474/80, d'une surface de 1,78 are, sise chemin Eugène Christophe
- section OE, numéro 505/22, d'une surface de 99,02 ares, sise chemin Paul Bastide
- section OE, numéro 575/0.13, d'une surface de 1,87 are sise chemin Paul Bastide
- section OE, numéro 577/15, d'une surface de 63,54 ares, sise chemin Paul Bastide

Soit une superficie totale de 272,94 ares.

Le prix de vente est celui fixé au bilan du dossier de réalisation de ZAC, soit 157 702 euros hors taxe et frais.

Il convient de préciser que, sur cette assise foncière, la SERS, en application de l'avenant numéro 7 à la convention du 14 novembre 1969 signée avec la communauté urbaine de Strasbourg (aujourd'hui Eurométropole de Strasbourg) en application d'une délibération du 23 mars 1984, et portant réalisation des équipements sportifs de Strasbourg Hautepierre, a assuré la maîtrise d'ouvrage de la construction d'un bâtiment de type

« complexe vestiaire clubhouse gardiennage » (secteur ZE1 du plan d'aménagement de zone).

d) l'Eurométropole de Strasbourg se propose d'acquérir auprès de la SERS les emprises foncières des équipements collectifs et sportifs acquis préalablement par la SERS en date du 29 décembre 2015 auprès de Habitation Moderne, à savoir les parcelles cadastrées suivantes :

- section OE, numéro 356/23, d'une surface de 55,57 ares, sise chemin Paul Bastide
- section OE, numéro 358/24, d'une surface de 53,57 ares, sise chemin Paul Bastide
- section OE, numéro 571/13, d'une surface de 33,51 ares, sise chemin Eugène Christophe
- section OE, numéro 574/13, d'une surface de 29,30 ares, sise chemin Paul Bastide

Soit une superficie totale de 171,95 ares.

Le prix de vente est de 343 900 euros hors taxe et frais.

Soit un prix d'acquisition total de l'ensemble de ces parcelles de 724 634 euros hors taxes et frais.

Ce prix de vente d'emprises foncières d'équipements publics de la ZAC a été arrêté d'un commun accord entre les parties, en fonction, d'une part, du prix bilan du dossier de réalisation de la ZAC des Poteries tel qu'approuvé par les parties en 1992, et, d'autre part, en considération de la valeur fixée par France Domaine.

3. Régularisation à conduire avec Habitat de l'Ill.

Habitat de l'Ill propose de céder gratuitement à l'Eurométropole de Strasbourg une parcelle cadastrée section OE, numéro (2)/3 d'une surface de 6,65 ares d'assiette d'espace à vocation publique.

Cette cession intervient en application des dispositions de l'article 11.9 de l'acte de vente de la parcelle cadastrée section OE, numéro 530/3, établi le 12 juillet 2012 entre la SERS et Habitat de l'Ill.

4. Régularisation à conduire avec la S.C.I. Strasbourg route de Wasselonne.

La S.C.I. Strasbourg route de Wasselonne propose de céder à l'Eurométropole de Strasbourg, à l'euro symbolique sans paiement de prix, une parcelle cadastrée section OE, numéro 541/3 d'une surface de 6,61 ares d'assiette, aménagée en voirie et parking, couverte par un emplacement réservé pour le tram, sise route de Wasselonne.

Cette cession intervient en application des dispositions de l'acte authentique de constatation de réalisation de conditions suspensive d'un terrain à bâtir, établi le 26 août 2010 entre la SERS et la S.C.I. Strasbourg route de Wasselonne, par lequel cette dernière s'est engagée à céder la présente parcelle au vendeur. Le transfert de propriété

s'effectue par une substitution à la vente de l'Eurométropole de Strasbourg en lieu et place de la SERS.

Il est proposé à la commission permanente d'approuver les acquisitions à intervenir.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu la délibération du conseil municipal de la
ville de Strasbourg en date du 25 septembre 2017
Vu notamment l'article L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales
Vu le dossier de réalisation de ZAC
Vu la concession d'aménagement du 30 décembre 1967 et ses avenants successifs
Vu l'avis de France Domaine en date du 19 juin 2017
Vu l'accord de la SERS (courrier du 13 juillet 2017)
Vu l'accord d'Habitat de l'Ill (courrier du 16 mars 2017)
après en avoir délibéré
approuve

1. *l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la ville de Strasbourg, à l'euro symbolique avec dispense de paiement du prix, des emprises foncières suivantes, cadastrées :*

commune de Strasbourg – banlieue de Koenigshoffen-Cronenbourg

section OE, numéro 128, d'une surface de 5,25 ares
section OE, numéro 237, d'une surface de 0,50 are
section OE, numéro 277, d'une surface de 10,65 ares
section OE, numéro 449/49, d'une surface de 6,45 ares

Soit une surface totale de 22,85 ares.

2. *l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg, à l'euro symbolique avec dispense de paiement du prix, des emprises foncières suivantes, cadastrées :*

commune de Strasbourg – banlieue de Koenigshoffen-Cronenbourg

section LR, numéro 653/101, d'une surface de 2,10 ares
section LR, numéro 655/102, d'une surface de 0,50 are
section LR, numéro 657/97, d'une surface de 3,96 ares
section LR, numéro 658/101, d'une surface de 13,39 ares
section OC, numéro 286/32, d'une surface de 4,98 ares
section OD, numéro 399/1, d'une surface de 6,69 ares
section OE, numéro 536/3, d'une surface de 11,71 ares
section OE, numéro 566/3, d'une surface de 18,14 ares
section OE, numéro 569/1, d'une surface de 0,03 are

section OE, numéro 570/13, d'une surface de 7,27 ares
section OE, numéro 572/13, d'une surface de 4,27 ares
section OE, numéro 576/0.13, d'une surface de 0,21 are
section OE, numéro 578/15, d'une surface de 1,16 are

Soit une surface totale de 74,41 ares.

3. *l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg des emprises foncières suivantes ainsi cadastrées :*

- *acquisition du terrain d'assiette foncière du groupe scolaire Marcelle Cahn*

commune de Strasbourg – banlieue de Koenigshoffen-Cronenbourg

section OD, numéro 454/1, d'une surface de 133,56 ares

moyennant le prix de vente de 171 657 euros hors taxe et frais, TVA éventuelle en sus à la charge de l'acquéreur au taux en vigueur conformément au prix-bilan de la ZAC des Poteries tel qu'approuvé en 1992.

- *acquisition des terrains d'assiette du gymnase et dépendances du groupe scolaire Gustave Stoskopf*

commune de Strasbourg – banlieue de Koenigshoffen-Cronenbourg

section OD, numéro 360/1, d'une surface de 41,39 ares
section OD, numéro 362/2 d'une surface de 7,48 ares
section OE, numéro 472/15, d'une surface de 5,53 ares
section OE, numéro 478/80, d'une surface de 0,02 are
section OE, numéro 518/15, d'une surface de 6,35 ares
section OE, numéro 519/15, d'une surface de 0,36 are
section OE, numéro 520/80, d'une surface de 0,62 are
section OE, numéro 521/80, d'une surface de 0,08 are

Soit une surface totale de 61,83 ares

moyennant le prix de vente de 51 375 euros taxe et frais, TVA éventuelle en sus à la charge de l'acquéreur au taux en vigueur conformément au prix-bilan de la ZAC des Poteries tel qu'approuvé en 1992.

- *acquisition des terrains d'assiette des équipements collectifs et sportifs (hors terrains acquis auprès d'Habitation Moderne)*

commune de Strasbourg – banlieue de Koenigshoffen-Cronenbourg

section OD, numéro 363/1, d'une surface de 4,23 ares
section OE, numéro 465, d'une surface de 3,42 ares

section OE, numéro 468/15, d'une surface de 99,08 ares
section OE, numéro 474/80, d'une surface de 1,78 are
section OE, numéro 505/22, d'une surface de 99,02 ares
section OE, numéro 575/0.13, d'une surface de 1,87 are
section OE, numéro 577/15, d'une surface de 63,54 ares

Soit une superficie totale de 272,94 ares

moyennant le prix de vente de 157 702 euros hors taxe et frais TVA éventuelle en sus à la charge de l'acquéreur au taux en vigueur conformément au prix-bilan de la ZAC des Poteries tel qu'approuvé en 1992.

- *acquisition des terrains d'assiette des équipements collectifs et sportifs acquis préalablement par la SERS le 29 décembre 2015 auprès de Habitation Moderne :*

commune de Strasbourg – banlieue de Koenigshoffen-Cronenbourg

section OE, numéro 356/23, d'une surface de 55,57 ares
section OE, numéro 358/24, d'une surface de 53,57 ares
section OE, numéro 571/13, d'une surface de 33,51 ares
section OE, numéro 574/13, d'une surface de 29,30 ares

Soit une superficie totale de 171,95 ares

moyennant le prix de vente de 343 900 euros hors taxe et frais TVA éventuelle en sus à la charge de l'acquéreur au taux en vigueur, ledit prix arrêté conformément à l'évaluation France Domaine.

Soit un prix d'acquisition total de 724 634 euros, hors taxe et frais TVA éventuelle en sus à la charge de l'acquéreur au taux en vigueur, pour l'ensemble de ces parcelles acquises à valeur par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la SERS.

Ces transactions seront soumises à l'article 1042 du code général des impôts.

4. *l'acquisition gratuite par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la société coopérative d'habitations à loyer modéré Habitat de l'Ill de l'emprise foncière suivante, cadastrée :*

commune de Strasbourg – banlieue de Koenigshoffen-Cronenbourg

section OE, numéro (2)/3, d'une surface de 6,65 ares

5. *l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg, à l'euro symbolique avec dispense de paiement du prix, auprès de la société civile immobilière Strasbourg route de Wasselonne de l'emprise foncière suivante, cadastrée :*

commune de Strasbourg – banlieue de Koenigshoffen-Cronenbourg

section OE, numéro 541/3, d'une surface de 6,61 ares

décide

- *l'imputation de la dépense de 724 634 euros hors taxe sur la ligne nature 2115, service AD07, AP 0017 programme 1053.*

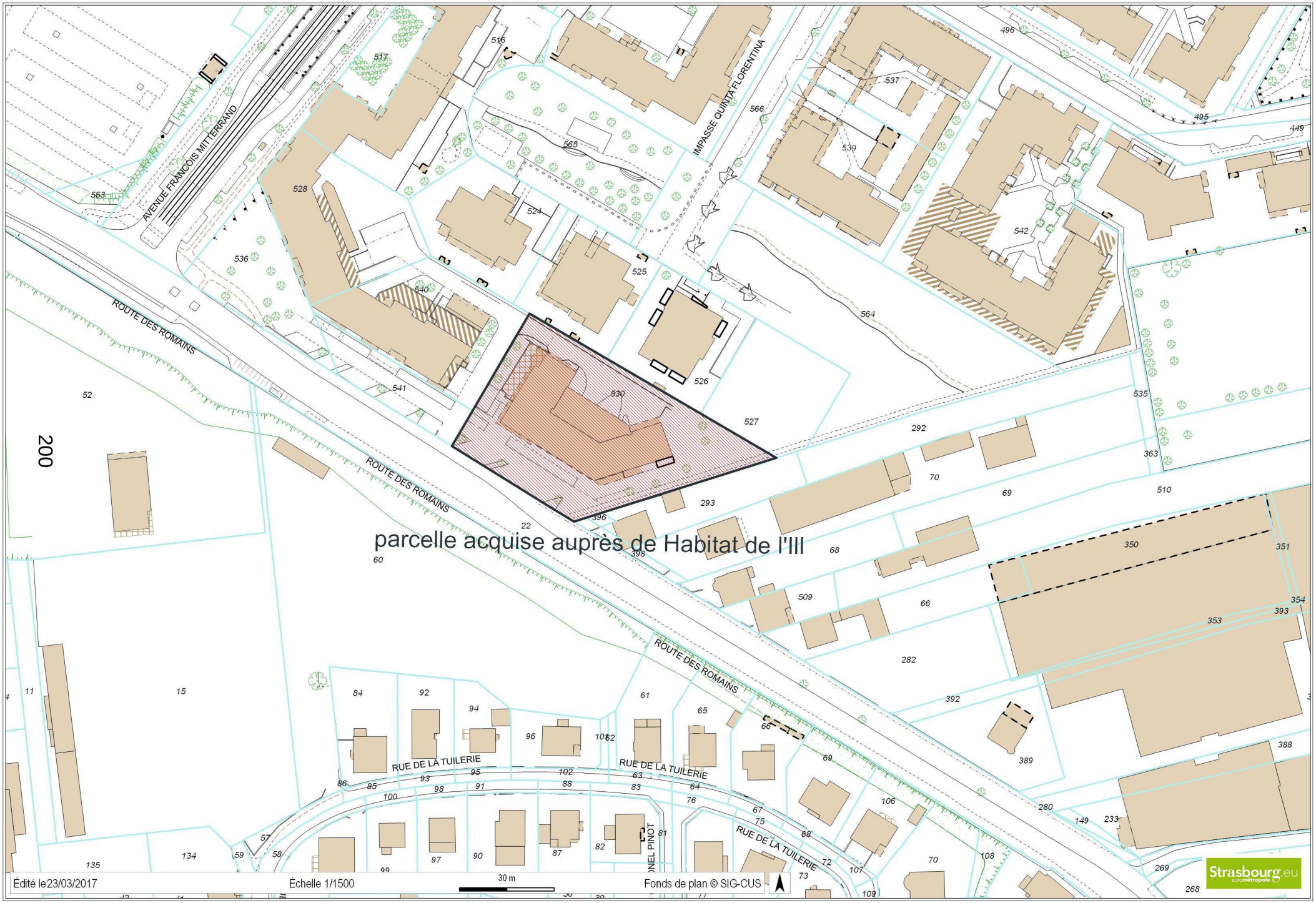
- *le classement de ces emprises dans le domaine public métropolitain.*

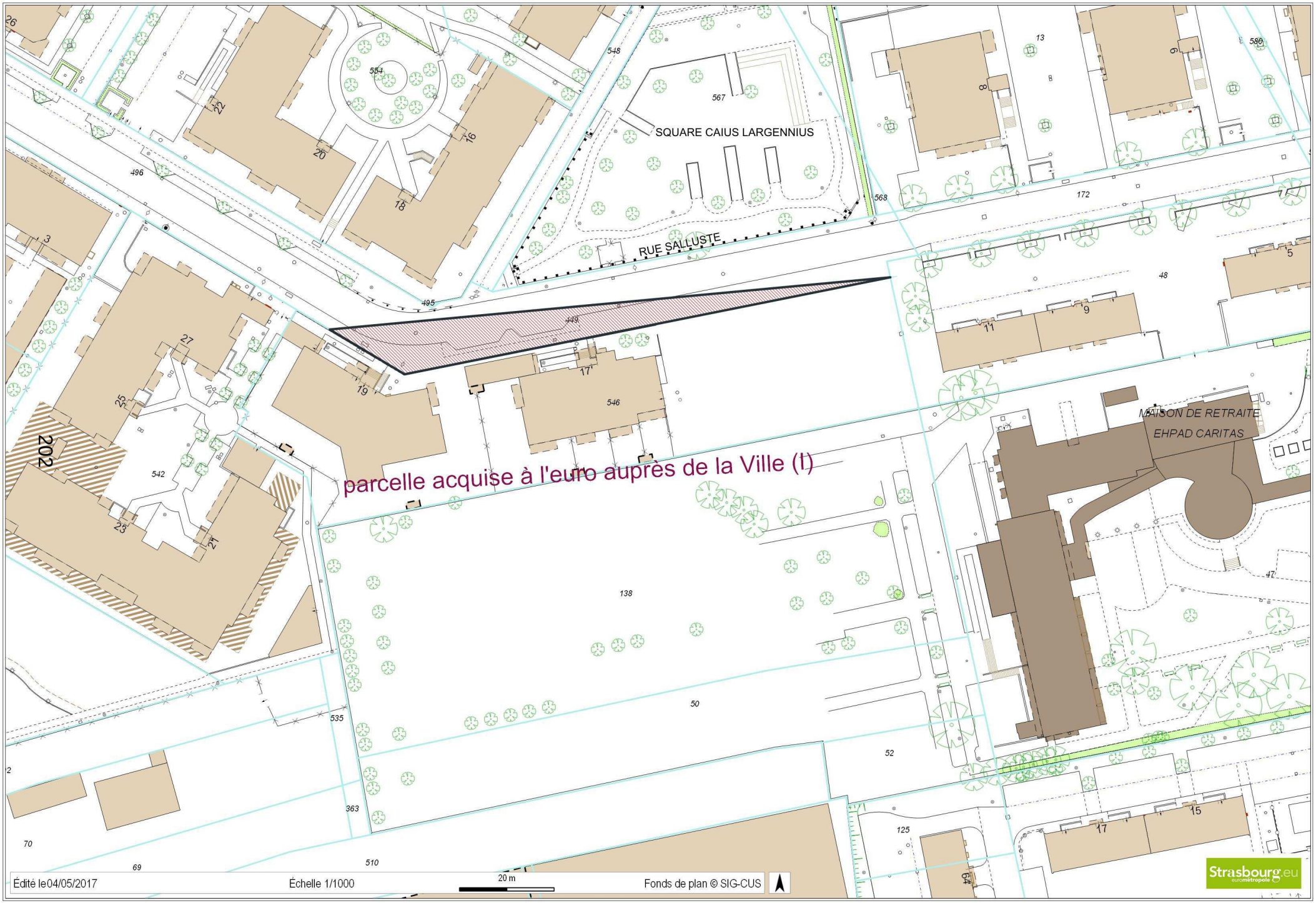
autorise

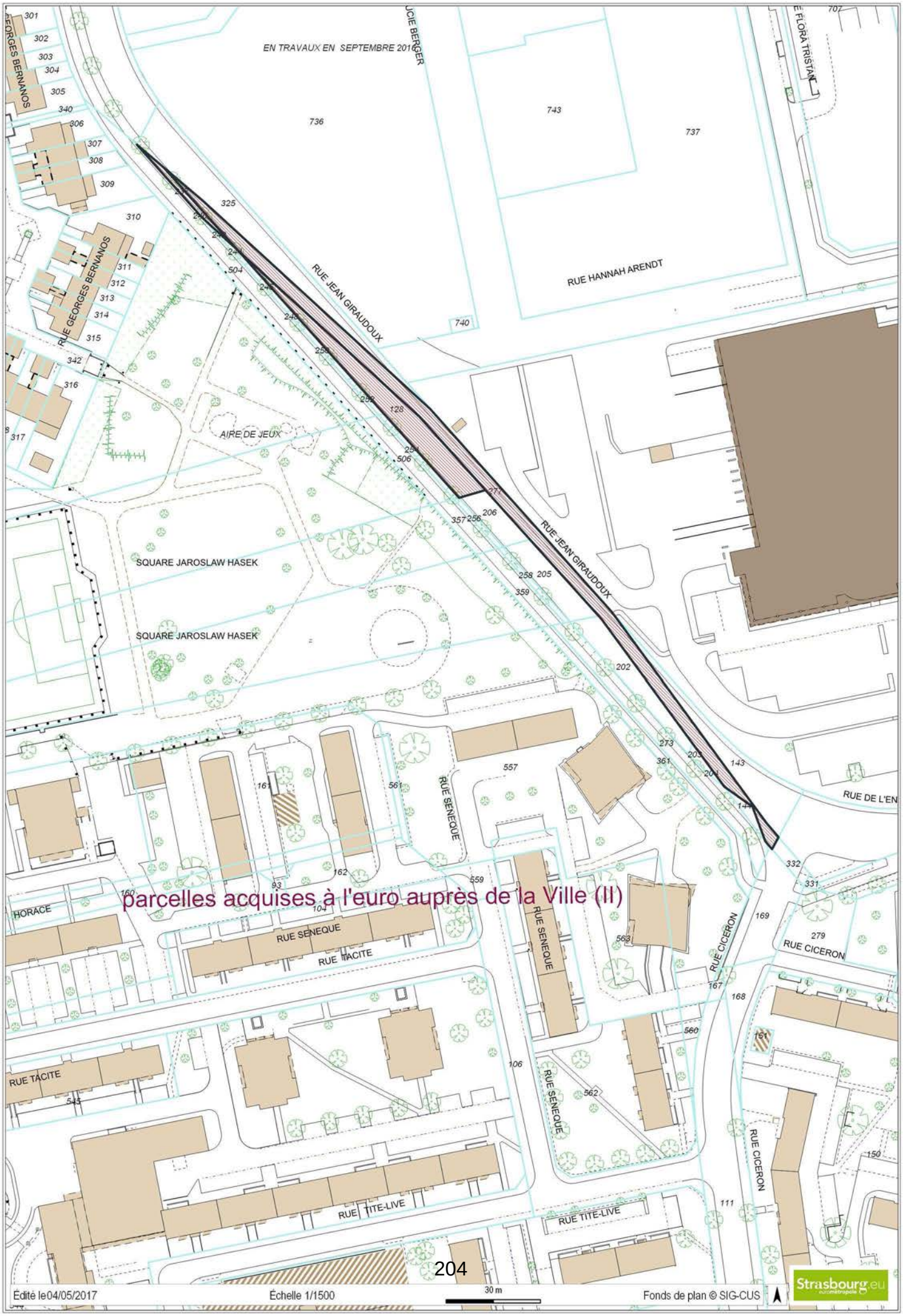
le président ou son-sa représentant-e à signer les actes comportant transfert de propriété correspondant, ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017


parcelle acquise auprès de Habitat de l'Ill
AVENUE FRANÇOIS MITTERRAND
ROUTE DES ROMAINS
ROUTE DES ROMAINS
ROUTE DES ROMAINS
IMPASSE QUINTA FLORENTINA
RUE DE LA TUILERIE
RUE DE LA TUILERIE
RUE DE LA TUILERIE
200
Édité le 23/03/2017
Échelle 1/1500
30 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


SQUARE CAIUS LARGENNIUS
RUE SALLUSTE
MAISON DE RETRAITE
EHPAD CARITAS
parcelle acquise à l'euro auprès de la Ville (I)
Édité le04/05/2017
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


EN TRAVAUX EN SEPTEMBRE 2017
RUE JEAN GIRAUDOUX
RUE HANNAH ARENDT
RUE GEORGES BERNANOS
AIRE DE JEUX
SQUARE JAROSLAW HASEK
SQUARE JAROSLAW HASEK
RUE SENEQUE
RUE TACITE
RUE CICERON
RUE TITE-LIVE
RUE DE L'EN
HORACE
parcelles acquises à l'euro auprès de la Ville (II)
Édité le04/05/2017
Échelle 1/1500
30 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

habitat de l'ill 100 ans de bien vivre ensemble

Ville et Eurométropole
Monsieur le vice-président
Monsieur Jean-Louis HOERLE
Direction urbanisme et territoires
Mission domanialité publique
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

DUT
Vu le :
22 MARS 2017
Transmis à

Illkirch-Graffenstaden,
Le 16 Mars 2017

Contact EMS : Jean-Paul COLOBERT

Contact Habitat de l'Ill : Emilie BAYART
03.88.65.36.73
e.bayart@habitatdelill.fr

Objet : Rétrocession – ZAC des Poteries

Cher Monsieur le vice-président,

Nous accusons réception de votre courrier du 13 Février 2017 relatif à la procédure d'intégration dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg des emprises et espaces à vocation publique aménagés par la SERS au sein de la ZAC des Poteries à Strasbourg Hautepierre.

Par le présent acte, nous autorisons l'Eurométropole de Strasbourg à dresser un procès-verbal d'arpentage provisoire sur la parcelle cadastrée section OE n°530/3 à l'effet d'envisager sa division et le transfert de la partie à détacher, à savoir une bande de terrain de 14 mètres située le long de la limite séparative au sud de la parcelle, tel que cela est prévu à l'article 11.9 de l'acte de vente conclu entre la SERS et Habitat de l'Ill le 12 Juillet 2012.

Nous avons pris acte que le procès-verbal d'arpentage nous sera transmis pour validation et nous nous engageons à suivre la procédure définie dans votre courrier.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le vice-président, l'expression de nos sincères salutations.

Laurent KOHLER
Directeur

Cordialement

T 03 88 66 40 16
accueil@habitatdelill.fr
www.habitatdelill.fr

7 rue Quintenz BP 90115
67403 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN CEDEX

Société coopérative d'habitations à loyer modéré
Siret: 778 770 198 00027
N° Ident. TVA intracom. :
FR 34 778 770 198 APE 6820 A

d'une grande idée, nous avons fait un métier

OC

OD

OE

LR

ML

5

6

Strasbourg.eu

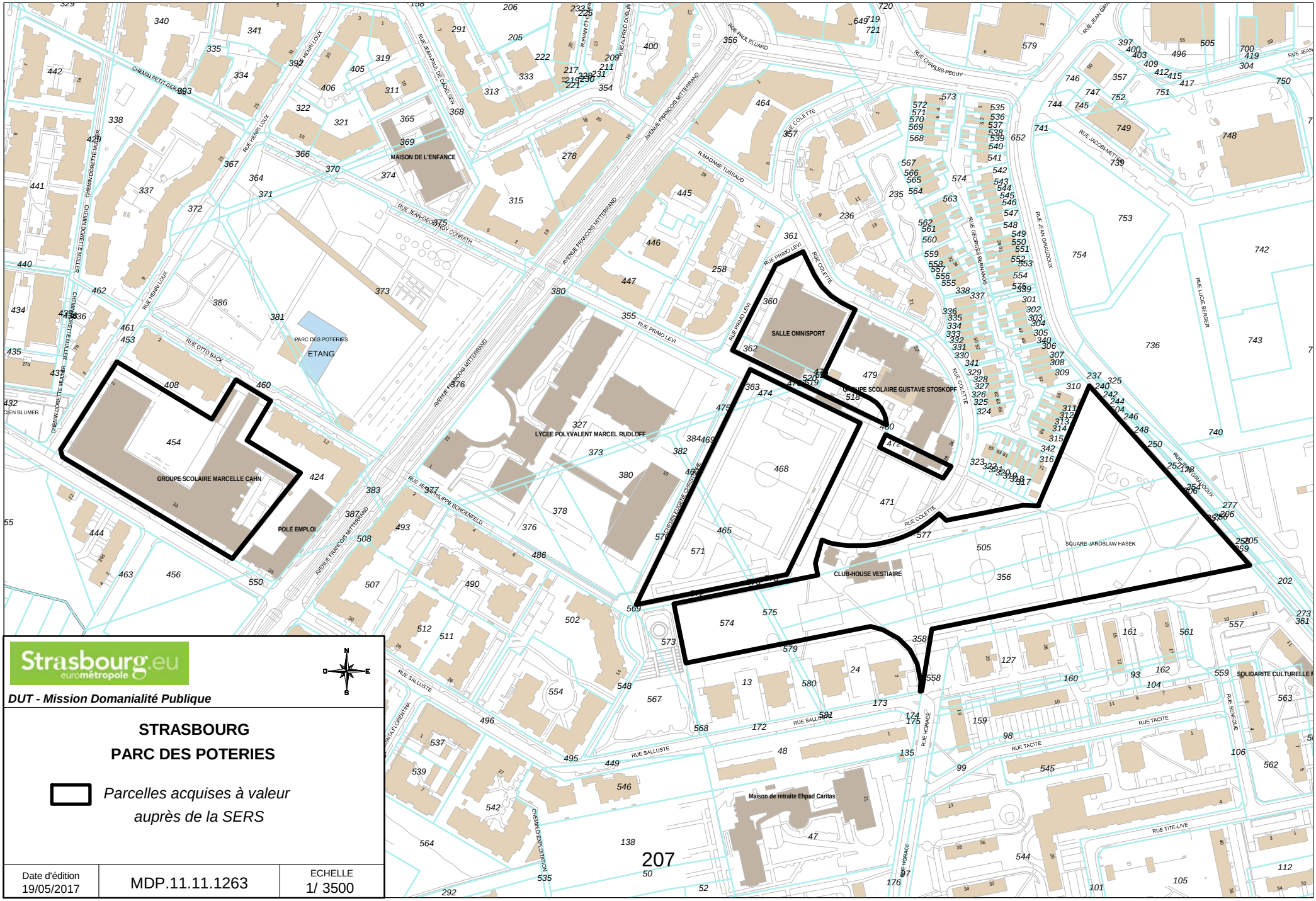
DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG
PARC DES POTERIES

Parcelles acquises à valeur auprès de la SERS

Parcelles acquises à l'euro symbolique auprès de la SERS

Date d'édition		ECHELLE
19/05/2017	MDP.11.11.1263	1/ 2000



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG

PARC DES POTERIES

Parcelles acquises à valeur auprès de la SERS

Date d'édition		ECHELLE
19/05/2017	MDP.11.11.1263	1/ 3500


Strasbourg.eu
eurométropole
DUT - Mission Domanialité Publique
STRASBOURG
PARC DES POTERIES
Parcelles acquises à l'euro symbolique auprès de la SERS
Date d'édition 19/05/2017
MDP.11.11.1263
ECHELLE 1/ 5000
Les Poteries
Hohberg
PARC DES POTERIES
Jardin des Métamorphoses
ETANG
SALLE OMNISPORT
SALLE MULTIACTIVITES
GROUPE SCOLAIRE MARCELLE CAHN
GROUPE SCOLAIRE GUSTAVE STOSKOPF
LYCEE MARCEL RUDLOFF
STADE
STADE PACO MATEO
TERRAIN MULTISPORTS
Square J. Hasek TERRAIN DE JEUX
Square Caïus Largennius
Square Fritz Stephan
Square L. Blumer
MAISON DE L'ENFANCE
ATELIERS MUNICIPAUX
POLE EMPLOI
MAISON DE RETRAITE EHPAD CARITAS
CENTRE SOCIO CULTUREL
BLANCHISSERIE H.U.S.
ZONE COMMERCIALE HAUTEPIERRE SUD
Z.A. HAUTEPIERRE
AVE CORNEILLE
RPPM
SAMU 67 SMUR 67
Rue Jean Monnet
Rue Charles de Gaulle
Rue Paul Eluard
Rue Jean-Philippe Schoenfeld
Rue Jean-Geoffroy Conrath
Rue Otto Back
Rue Primo Levi
Rue Georges Bernanos
Rue Colette
Rue Giraudoux
Rue Mitterrand
Rue Alexandre Dumas
Avenue Anne Frank
Avenue François Mitterrand
Rue Salluste
Rue Tacite
Rue Horace
Rue Sénèque
Rue Cerf Berr
Rue Thomas Walliser
Rue Christophe Loux
Rue J.-P. de Dadelsen
Rue Henri Cerf
Rue Jean Jaurès
Rue Paul Rohmer
Rue Romain Rolland
Rue R. Yvan et Claire Goll
Rue R.Alfred Döblin
Rue Madame Tussaud
Rue Lucie Berger
Al. Caroline Favre
Chemin Petit-Gérard
Chemin Dorette Muller
Impasse Marcelle Cahn
Impasse Quinta Florentina
Route de Hohberg
208

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Gestion publique

Division du Domaine

Adresse : 4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR

Téléphone : 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2017/267

Le 19 juin 2017

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

Ville de Strasbourg et Eurométropole.

Service Mission domanialité publique

1 Parc de l'Étoile

67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAINS AMÉNAGÉS OU ENCOMBRÉS D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS.

ADRESSE DU BIEN : ZAC DES POTERIES À STRASBOURG.

VALEUR VÉNALE : 1 280 000 € HT, hors emprises transférées à l'€ symbolique.

Cette valeur tient compte de différents éléments liés au contexte de l'opération (zonage restrictif en matière de constructibilité, configuration, taille des emprises...) ; toutefois l'appréciation du contenu de la convention de concession et, notamment ce qui concerne les modalités financières, ne relève pas de la compétence du Service du Domaine.

1 – SERVICE CONSULTANT : Ville de Strasbourg et Eurométropole.

Affaire suivie par : Mme RAUPHIE (claire.rauphie@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 06/03/2017
DATE DE RÉCEPTION : 10/03/2017
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT » : 23/05/2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Régularisation de diverses emprises foncières qui sont toujours la propriété de la SERS et de bailleurs sociaux bien qu'encombrées d'équipements publics ou aménagées par la ville de Strasbourg ou l'Eurométropole.
Cette régularisation s'inscrit dans le cadre de la clôture prochaine de la ZAC des Poteries arrivant au terme de son aménagement.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-HAUTEPIERRE

Selon les éléments fournis, le transfert à la ville ou à l'Eurométropole de Strasbourg porte sur deux types d'emprises.
1) Sur la base de la valeur vénale des terrains formant l'assise foncière d'équipements publics représentant 640,28 ares (Annexe n° 1) ;
2) Sur la base de l'€ symbolique des terrains aménagés en espaces publics divers représentant 120,01 ares (Annexe n° 2).

Les diverses emprises sont de forme ou de configuration atypiques, de grande contenance ou inconstructibles selon le cas. Les équipements publics ou aménagements ont été réalisés depuis de nombreuses années, soit par la ville de Strasbourg, soit par la CUS devenue EMS.

5 - Situation Juridique

Propriétaire(s) présumé(s) du terrain : Divers.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelles situées en zone UDz2, 20mHT, SMS1 suivant le PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, opposable le 23/01/2017.
La zone UD est une zone à vocation mixte qui identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.
Le secteur UDz2 correspond à la ZAC des Poteries.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.
Au cas présent, elle est basée sur le prix de cession de TAB sur le secteur de la ZAC des Poteries et application de divers abattements pour prise en compte de la constructibilité restreinte aux équipements publics, pour encombrement total des emprises, pour grande contenance et pour configuration irrégulière.
Cette méthode permet de tenir compte d'une situation ancienne par rapport à l'évolution du prix du foncier depuis la création de la ZAC remontant au milieu des années 1980.

Valeur de base : 21 000 €/are
- 70 % pour constructibilité restreinte aux équipements publics --> 6 300 € ;
- 40 % pour encombrement total des emprises --> 3 780 € ;
- 40 % pour grande superficie --> 2 268 € ;
- 10 % pour configuration irrégulière --> 2 041 € ; valeur arrondie à **2 000 €/are** à titre de cohérence avec les avis précédents.

On obtient une valeur arrondie de 1 280 000 € pour 640,28 ares, hors emprises concernées par un transfert à l'€ symbolique.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition ou une cession réalisables uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si une procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

PJ : Annexes n° 1 et 2

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Gestion Publique

Annexe n° 1

EMPRISES FONCIERES des EQUIPEMENTS PUBLICS
TRANSFERT SUR LA BASE DE LA VALEUR VENALE

Section	Parcelles	Superficie concernée/ares	Adresse cadastrale	Propriétaires
GYMNASE et STADE				
OD	360	41,39	Rue Colette	SERS
OD	362	7,48	Rue Colette	SERS
OE	478	0,02	Eckbolsheimer Straeng	SERS
OE	505	99,02		
OE	520	0,62		SERS
OE	519	0,36		SERS
OE	571	33,51	Eckbolsheimer Straeng	SERS
OE	574	29,30		SERS
OE	575	1,87		SERS
OE	577	63,54		
OE	465	3,42		SERS
OE	468/15	99,08		SERS
OD	363/1	4,23		SERS
OE	474/80	1,78		SERS
OE	356	55,57		SERS
OE	358	53,57	Rue Salluste	SERS
	TOTAL	**494,76**		
Annexes école G. STOSKOPF				
OE	518	6,35	Eckbolsheimer Straeng	SERS
OE	521	0,08		SERS
OE	472	5,53		SERS
	TOTAL	**11,96**		
Gr. scol. Marcelle CAHN				
OD	454	133,56	rue Cerf Berr	SERS
	TOTAL	**133,56**		

TOTAL EMPRISES **640,28**

Annexe n° 2

EMPRISES FONCIERES pour TRANSFERT à l'€ SYMBOLIQUE

Section	Parcelles	Nature	Surface/ares concernée	Adresse	Propriétaire
Transfert à la ville de Strasbourg					
OD	338	Parc public	19,16	Ch Dorette Muller	SERS
OD	403	Espace vert	1,57	rue Paul Eluard	
OE	567	Square Caius Largennus	35,24	Rue Salluste	
OE	573		12,43		
	TOTAL		**68,40**		
Transfert à l'Eurométropole					
LR	653	Parking ASERH	2,10	rue Jean Giraudoux	SERS
LR	655		0,50	rue Jean Giraudoux	
LR	657	Loc tech ASERH	3,96	rue Jean Giraudoux	
LR	658		13,39	rue Jean Giraudoux	
LR	663	Voirie	1,41	rue Jean Giraudoux	Ville de Strasbourg
LR	665		3,10	rue Jean Giraudoux	SERS
OC	286		4,98	Bretelle accès A351	
OD	399		6,69	Bretelle accès A352	
OE	128		5,25	rue Jean Giraudoux	Ville de Strasbourg
OE	205		2,54	rue Jean Giraudoux	Habitation Moderne
OE	206		1,65	rue Jean Giraudoux	
OE	237		0,50	rue Jean Giraudoux	Ville de Strasbourg
OE	256		0,31	rue Jean Giraudoux	Habitation Moderne
OE	258		0,48	rue Jean Giraudoux	
OE	277		10,65	rue Jean Giraudoux	Ville de Strasbourg
OE	449		6,45	Rue Salluste	
OE	536	Place piétonne	11,71	placette Mitterrand	SERS
OE	541	Divers	6,61	rte de Wasselonne	
OE	566	Voirie	18,14	imp Quinta Florentina	
OE	569		0,03	ch Paul Bastide	
OE	570		7,27	Ch Eugène Christophe	
OE	572		4,27	ch Paul Bastide	
OE	576		0,21	ch Paul Bastide	
OE	578		1,16	ch Paul Bastide	
OE	X/530	Divers	6,65	rte de Wasselonne	Habitat de l'Ill
	TOTAL		**120,01**		

18

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Projet de rénovation urbaine (PRU) de Hautepierre - Maille Brigitte - Régularisations foncières avec l'association syndicale Les Cottages de Hautepierre.

Le quartier de Hautepierre a été aménagé de 1965 à 1981 sous forme d'une zone à urbaniser en priorité par la Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (SERS) en application de la convention publique d'aménagement de l'opération Strasbourg-Hautepierre du 30 décembre 1967.

Dans ce cadre, des espaces à vocation publique ont été réalisés par certaines personnes privées : voiries structurantes et internes aux mailles, places et placettes périphériques aux bâtiments publics et scolaires, espaces de stationnement et cheminements piétons/cycle. C'est le cas de l'association syndicale libre Les Cottages de Hautepierre qui a aménagé la rue Benedetto Croce, au sein de la maille Brigitte, ayant vocation à être intégrée au domaine public métropolitain.

Cette dernière a accepté de céder à l'Eurométropole de Strasbourg, à l'euro symbolique avec dispense de paiement du prix, trois parcelles représentant une surface totale de 17,63 ares d'assiette de voirie ouverte au public.

Il est proposé de procéder au classement de ces emprises dans le domaine public métropolitain, celles-ci présentant un intérêt pour la circulation publique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu l'avis du conseil municipal de Strasbourg en date du 25 septembre 2017
Vu l'avis de France Domaine en date du 10 juillet 2017
Vu le procès verbal de l'assemblée générale de l'association syndicale libre Les Cottages de Hautepierre du 31 mars 2015
après en avoir délibéré
approuve

l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de l'association syndicale libre Les Cottages de Hautepierre, à l'euro symbolique, de l'emprise foncière suivante, aménagée en voirie :

ban communal de Strasbourg (quartier de Hautepierre) :

section LP, numéro 1047/241 d'une surface de 0,50 are,
section LP, numéro 1892/241, d'une surface de 0,60 are,
section LP, numéro 1902/241, d'une surface de 16,63 ares ;

cette acquisition est effectuée à l'euro symbolique, avec dispense de payer le prix :

décide

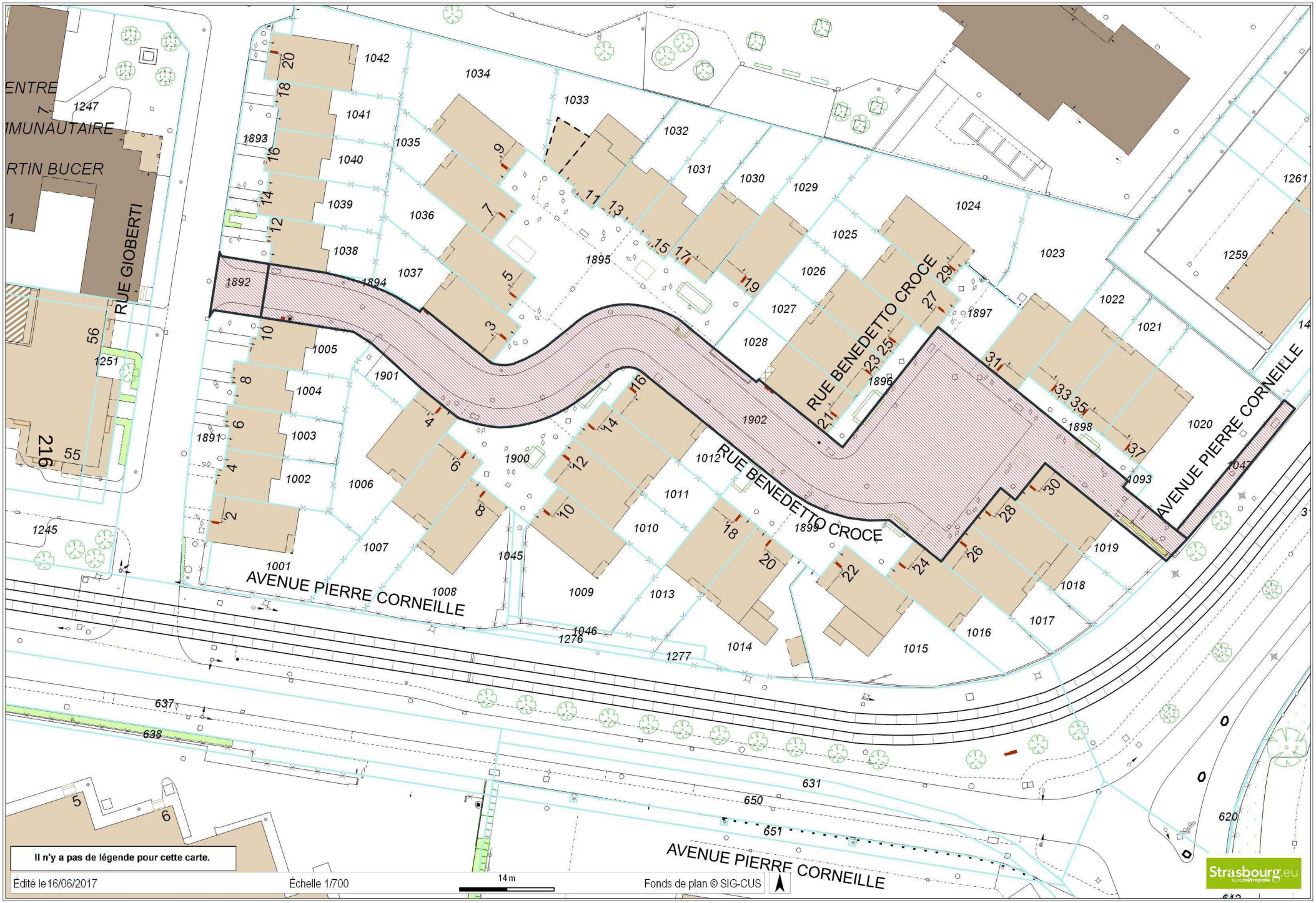
le classement de cette emprise dans le domaine public métropolitain :

autorise

le président ou son-sa représentant-e à signer les actes comportant transfert de propriété correspondant, ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017


RUE GIOBERTI
RUE BENEDETTO CROCE
AVENUE PIERRE CORNEILLE
AVENUE PIERRE CORNEILLE
RUE BENEDETTO CROCE
AVENUE PIERRE CORNEILLE
Il n'y a pas de légende pour cette carte.
Édité le 16/06/2017
Échelle 1/700
14 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire de l'ASL Les Cottages tenue dans les locaux de l'ASERH rue giraudoux 67200 Strasbourg, le 31 mars 2015

à 18H30

ASL Les Cottages

27, rue Benedetto Croce

67200 STRASBOURG

Sont présents ou représentés 33 copropriétaires sur 42.La majorité qualifiée est de 29 votes et peut donc être atteinte .Election du bureau de l'assemblée.

Une liste des présences reprenant le nom et prénom de tous les membres assistant en personne ou par procuration à l'assemblée générale doit être signée avant la séance par chacun des membres ou mandataires présents et par le Président ou le Président de séance de la présente assemblée.

L'original de cette liste des présences, ainsi que les procurations, sera annexé au présent procès-verbal et conservé dans le registre des procès-verbaux des assemblées générales.

Président Mr ALFROY-Secrétaire Mme HORTIG - Scrutateur Mme VAZ et Mr LEBOLD

1) Election du conseil syndical et du président de l' ASL les cottages
   Mr ALFROY -Mme HORTIG -Mme JOOMUN -Mr FOURNAISE- Mme VAZ- Mr LEBOLD se présente à cette élection , personne ne s'y oppose
   Adopté à l'unanimité
   Mr ALFROY se propose de tenir le rôle de président ,personne ne se présente face à lui ;il est donc élu à l'unanimité des suffrages .
2) Examen des budgets 2011-2012-2013-2014
   La présentation des budgets non encore adoptés est faite succinctement et ne soulève aucune question particulière et ne voit personne s'opposer à leur validation .
3) Approbation des budgets et quitus est donné à son président et sa trésorière (Mme HORTIG)pour leur gestion .
   Le vote se fait à l'unanimité et quitus est donné au conseil syndical pour sa gestion.
4) Approbation de la répartition des charges et des fonds de l'ASL

L'explication des comptes individuels est faite et l attribution de fonds propres à l' ASL à chaque copropriétaire (400 euros) pour éviter des appels de fonds ultérieurs est accepté .

Il est discuté de la sortie de l ASL du giron de l ASERH et de ses conséquences financières.la copropriété perdura et elle se doit de pouvoir assurer le quotidien et les imprévus .L'existence d un fonds provisionnel permettrait une tranquillité d'esprit pour le conseil syndical .Des fonds propres restant à la disposition de l'ASL, ils serviront à la constitution d un fonds provisionnel de 6000 euros et resteront sur le livret A de l'ASL .

Accord à l'unanimité pour constituer un fond provisionnel de 6000 euros soit 142,85 € par maison .

5) Modalités de remboursement des charges
La majorité des copropriétaires ,après l application d'une partie des fonds propres à l association (400 euros) , se retrouve avec un solde positif s agissant de leurs charges individuelles .la discussion s' engage sur le remboursement de chacune de ces sommes. Afin d'éviter des appels de fonds jusqu'à la sortie définitive de l'ASERH ,M.Alfroy propose le report de ces remboursement .En effet le remboursement rendrait compliqué la gestion quotidienne sans toucher au fonds provisionnel déjà validé.La totalité des copropriétaires préfèrent attendre la sortie de l'ASERH afin de pouvoir consolider les comptes et éviter une gestion difficile liée à l absence quasi-totale de fonds sur le compte courant .La répartition des fonds au-delà des 6000 euros déjà affectés est reportée à une assemblée générale ultérieure.
6) Examen du projet de rétrocession d'une partie de la rue Benedetto Croce à l'Eurométropole de Strasbourg
7) Adoption des résolutions du projet présenté à savoir :
   a. Approbation du procès-verbal d'arpentage provisoire du 23 mai 2014 délimitant les parties des parcelles cadastrées Section LPN°1043/241 et LP N°1094/241 à extraire de l'assiette de la copropriété en vue de sa cession à l'EMS

      Adopté à la majorité - 1 contre

   b. Autorisation à donner à l'EMS de Strasbourg pour le démarrage anticipé des travaux sur le domaine de l'ASL au 1er semestre 2015

      Adopté à la majorité -1 vote contre

   c. Approbation de la cession à l'EMS de Strasbourg de la parcelle cadastrée Section LPN°1047/241 d'une superficie de 50 centiares et des parcelles provisoirement cadastrées Section LPN°(2)/241 d'une contenance de 60 centiares et Section LP N°(11)/241 d'une contenance de 17,05 ares

      Adopté à la majorité- 1 vote contre

8) Pour être sur de bien posséder les pouvoirs nécessaires à la signature de tels documents Mr ALFROY fait part à l assemblée de ce qu il souhaiterait .Il demande à se voir confier un mandat spécial pour la signature des documents de rétrocession .L'assemblée lui accorde ce mandat à l'unanimité ce qui lui confère le droit de signer tous documents utiles au transfert des parcelles décrites dans projet sus mentionné .
9) Questions diverses
   - Discussions sur la mise en place d'un mur antibruit le long du tram
     Le coût d'un tel projet nécessite des financements extérieurs .Quand Le nouveau projet ANRU ,s'il concerne notre copropriété ,sera lancé un dossier devra être déposé afin de voir si la possibilité de construire un tel mur peut rentrer dans le cadre du projet.
   - Place de parking
     La réalisation d une nouvelle répartition des espaces publics ne va pas sans avoir des conséquences sur certains copropriétaires .Les inquiétudes portent essentiellement sur

les places de parking rétrocédées à l entrée de la rue Benedetto croce et l'impossibilité pour certains habitants de se garer devant leur garage ,le nouveau trottoir rendant cette manœuvre impossible.
La mise à disposition de places dédiées au copropriétaire est une priorité qui devra vite être discutée avec les responsables de travaux afin de ne pas léser certains d'entre nous.

Les discussions sont terminées , l'assemblée est levée a 20h15

Il est dressé le présent procès-verbal de la réunion, signé par le Président de séance, le Secrétaire de séance et les scrutateurs.

A STRASBOURG , le 7AVRIL 2015

Le Président de séance : M. ALFROY

Le Secrétaire de séance : Mme HORTIG

Les Scrutateurs : Mme VAZ - M. LEBOLD

ASSOCIATION LIBRE " Les cottages de Hautepierre "

POUVOIR

je soussigné BOUELIASRI-MOHAMED

demeurant 8 Rue Giroberti

donne pouvoir à ALFRED EMMANUEL

pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale qui aura lieu le 31 mars 2015

BON POUR POUVOIR

signature

Fait à Strasbourg

le 11/03/2015

POUVOIR

je soussigné MR. MARY LAZARE

demeurant 15 RUE BENEDETTO CROCE

donne pouvoir à MR ALFROY - PRESIDENT DE L'ASL.
pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale
qui aura lieu le 31 MARS 2015.

BON POUR POUVOIR
signature

.....

Mary Lazare

Fait à STRASBOURG

le 11/03/15.

ASSOCIATION LIBRE " Les cottages de Hautepierre "

POUVOIR

je soussigné BOUN Michel

demeurant 4 rue Benedetto Croce à Strasbourg

donne pouvoir à M. Alfroy Emmanuel
pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale
qui aura lieu le mardi 31 mars 2015

BON POUR POUVOIR
signature

Fait à Strasbourg

M Boun KHAMYANH

le 11.03.2015

POUVOIR

je soussigné BOUTINES Pierrette

demeurant 4 rue Giobetti

donne pouvoir à Maurice Alfroy

pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale
qui aura lieu le 31 mars 2015

BON POUR POUVOIR
signature

.....

Fait à Strasbourg

le 12.03.2015

ASSOCIATION LIBRE " Les cottages de Hautepierre "

POUVOIR

je soussigné M., Mme, Mlle GULER, NAR.

demeurant 33 rue Benedetto Croce 67200 Strasbg.

donne pouvoir à Mr ALFROY E

pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale
qui aura lieu le .....

BON POUR POUVOIR
signature

Fait à STRASBOURG

le 17-03-15 -

ASSOCIATION LIBRE " Les cottages de Hautepierre "

POUVOIR

je soussigné DIVAN. SINDOURAYALOU

demeurant 21 Rue Bénédétto Croce.

donne pouvoir à Monsieur Emmanuel ALEROY
pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale
qui aura lieu le 31 Mars 2015

BON POUR POUVOIR
signature

Fait à

Divan S

le 20-03-2015

ASSOCIATION LIBRE " Les cottages de Hautepierre "

POUVOIR

je soussigné MR LIN NICOLAS

demeurant 10 RUE BENEDETTO CROCE

donne pouvoir à ALEROY EMMANUEL
pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale
qui aura lieu le 31 mars 2015

BON POUR POUVOIR
signature

Fait

à STR

STRASBOURG

le 16/03/2015

ASSOCIATION LIBRE " Les cottages de Hautepierre "

POUVOIR

je soussigné PAREANEN NALLAMAH

demeurant 35, RUE BENEDETTO CROCE

donne pouvoir à ALFRAT EMMANUEL

pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale
qui aura lieu le

Absent.

BON POUR POUVOIR
signature

Fait

à STRASBOURG.

le 25/3/2015

Pareanen.

ASSOCIATION LIBRE " Les cottages de Hautepierre "

POUVOIR

je soussigné Demin Zulkuf

demeurant 5 Rue Benedetto Croce 67200 STRASBOURG

donne pouvoir à ALFRAT EMMANUEL

pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale
qui aura lieu le 31.03.2015

BON POUR POUVOIR
signature

Fait à STRASBOURG

le 30.03.2015

POUVOIR

je soussigné Mr Annie.

demeurant 23 Rue Benedetto Croce 67.200. Strasbourg

donne pouvoir à Mr PHAM Nam Tai

pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale
qui aura lieu le 31-3-2015

BON POUR POUVOIR
signature

.....

Fait à
STRASBOURG

le 30-3-2015

ASSOCIATION LIBRE " Les cottages de Hautepierre "

POUVOIR

je soussigné Dinicco Roberto.

demeurant 18 Rue Roberti

donne pouvoir à ALFAI Emmanuel

pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale
qui aura lieu le 31-3-2015.

BON POUR POUVOIR
signature

Fait
à Strasbourg

le 31-3-2015.

POUVOIR

je soussigné Lutchmiah Devi

demeurant 14, Rue Gilbert 67200 Strasbourg

donne pouvoir à Hans Reekaye
pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale
qui aura lieu le 31.03.2015

BON POUR POUVOIR

signature

Fait à

Strasbourg

le 31.03.2015

le 31.03.2015

ASSOCIATION LIBRE " Les cottages de Hautepierre "

POUVOIR

je soussigné WENDLING CHRISTA

demeurant 18 Rue benedetto croce 67200 Strasbourg

donne pouvoir à Brigitte HORTIG
pour me représenter à l'assemblée générale de l'association syndicale
qui aura lieu le 31 MARS 2015

BON POUR POUVOIR

signature

Fait

à Strasbourg

Wendling

le 11/3/2015

Presence AG du 31/03/2015	REMISE EN MAIN PROPRES PRESENTS	~~ENVOI AR~~ POUVOIR	REMISE CONTRE RECEPISSE	
N'GUYEN Trong				
BOUTINES Claude	PAR ALFRY			
ARBOGAST				
BOUELASRI Mohammed	PAR ALFRY			
REEKAYE Anand				
BELAKHAL Abdelkader				
LUTCHMIAH Toolsamah	PAR A. REEKAYE			
JOOMUN				
DI MICCO Roberto	PAR ALFRY			
DJELLAT	DJELLAT			
SEHILI Belgacem				
BOUN Michel	PAR ALFRY			
DEMIR Zulkur	PAR A-FRY			
ZAGHDOUD Miloud				
ALLAGAPEN Tolsee	T- Allagapen			
XAVIER Andony				
THAMMAVONGSA Pouphet				
LIM Nicolas	PAR ALFRY			
DJABOURABI Djabour				
JACOB Patrick				

	PRESENT	POUVOIR		
ADICEAM Emmanuel				
FOURNAISE Jean-Joseph				
MARY Lazare	PVR ALFRM			
KADDOURI Miloud				
JAGANATHEN Deoranée				
WENDLING Jean-Paul	Pouvoir			
VAZ Carlos				
HORTIG Pierre				
DIVAN	PVR ALFRM			
TRAIKIA Tahar				
HO Annie	PVR PHAM			
CHATRAOUI Rahal				
LEBOLD Gérard				
ASBAA Mimoun				
ALFROY Emmanuel				
SIAH Ahcène				
PHAM Van Taï				
N GUYEN				
MINNI Gérard				
GULLER Hayrullah	PVR ALFROY			
PAREABEN Nallamah	PVR ALFROY			
EL AASEMI hayete				

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Gestion publique
Division du Domaine
Adresse : 4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Courriel : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le 10 juillet 2017

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2017/659

Ville de Strasbourg et Eurométropole.
Service Mission domanialité publique
1 Parc de l'Étoile
67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : EMPRISE FONCIÈRE EN NATURE DE VOIRIE.

ADRESSE DU BIEN : RUE BENEDETTO CROCCE À STRASBOURG-HAUTEPIERRE.

VALEUR VÉNALE : 12 000 €/are, représentant 212 760 € pour 17,73 ares.

Les emprises aménagées en voirie ou espaces publics ne procurent aucun avantage à leurs propriétaires. Le transfert de propriété s'accompagnera d'un transfert de charges pouvant justifier une acquisition à l'€ symbolique.

1 – SERVICE CONSULTANT : Ville de Strasbourg et Eurométropole.

Affaire suivie par : M. COLOBERT (91116@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 19/06/2017
DATE DE RÉCEPTION : 28/06/2017
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 28/06/2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Acquisition d'une emprise foncière de 17,73 ares, aménagée en voirie devant être intégrée au domaine public métropolitain.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-HAUTEPIERRE

Section	Parcelles	Superficie/ ares	Zonage PLUi	Adresse cadastrale
LP	1047/241	0,50	UCA1- 7mET	Rheinquellgegenneubrunnenw
	1892/241	0,60		
	1902/241	16,63		
	TOTAL	17,73		

L'emprise foncière à évaluer est en nature de voirie privée interne au lotissement « Les Cottages de Hautepierre », destinée à l'intégration dans le domaine public de l'EMS.

5 - Situation Juridique

Propriétaire(s) présumé(s) du terrain : Association syndicale libre Les Cottages de Hautepierre.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelles situées en zone UCA1, 7mET suivant le PLUI de l'EMS approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017.
C'est une zone urbaine à vocation principalement résidentielle à dominante d'habitat individuel.

Qualification des parcelles :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car situées dans une zone déclarée constructible et desservies par les VRD.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.
Au cas présent, elle est basée sur le prix de cession de TAB sur le secteur et application d'un abattement de 50 % pour inconstructibilité

Valeur vénale sur la base d'un prix à l'are de 12 000 € HT :
17,73 ares * 12 000 €/are = **212 760 € HT.**

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si une procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
L'Inspectrice des Finances publiques,



Éliane BAEHR

19

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Régularisations foncières - Acquisition par l'Eurométropole de parcelles de voirie restées inscrites au Livre Foncier comme étant propriété de personnes physiques ou morales.

L'examen de la situation foncière des voiries de l'Eurométropole a révélé que des parcelles aménagées en voirie sont restées inscrites au Livre Foncier au nom de personnes physiques ou morales.

Afin d'assainir la situation foncière du réseau viaire de l'Eurométropole, des négociations ont été engagées avec certains titulaires de droits en cause, qui ont accédé aux propositions de régularisations présentées par la collectivité.

Parmi les régularisations présentées, la situation de l'église Saint-Paul à Strasbourg présente une spécificité. La paroisse Saint-Paul s'était engagée, une fois les travaux de réaménagement des abords de l'église achevés, à rétrocéder :

- à l'Eurométropole une emprise correspondant à son parvis
- à la ville de Strasbourg des emprises correspondant à des espaces verts.

Les travaux sont désormais terminés et les transactions ont été autorisées par un arrêté préfectoral du 12 mai 2017. Les acquisitions des emprises d'espaces verts par la ville de Strasbourg sont inscrites à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 25 septembre 2017.

Aussi, il est proposé à la Commission permanente d'approuver les acquisitions des emprises foncières la concernant.

L'ensemble des transactions intervient à l'euro symbolique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu l'arrêté préfectoral du 12 mai 2017
après en avoir délibéré

approuve

les acquisitions de terrains à incorporer dans la voirie publique de l'Eurométropole

Voies aménagées avec l'accord des propriétaires dont le transfert de propriété reste à régulariser.

Les parcelles sises ci-après seront acquises, à l'euro symbolique, en plein accord avec les propriétaires.

1) A ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Avenue Schanzmatt

Section 12 n° 203/19 de 1,64 are, lieu-dit : rue, sol
Propriété de la commune d'Illkirch-Graffenstaden

Route Burkel

Section 3 n° 308/181 de 0,41 are, lieu-dit : route Burkel, sol
Propriété de l'Association Communauté Néo-Apostolique de France

2) A LINGOLSHEIM

Rue des Juifs

Section 1 n° (1)/17 de 0,06 are, lieu-dit : rue des Juifs, sol
Issue de la division de la parcelle Section 1 n° 17 de 1,04 are, lieu-dit : rue des Juifs, sol
Propriété de l'Eglise Néo-Apostolique de France

3) A OBERHAUSBERGEN

Rue des Tourterelles

Section 13 n° 278/83 de 0,04 are, lieu-dit : Taubenrain, terres
Section 13 n° 280/84 de 0,06 are, lieu-dit : Taubenrain, terres
En cours d'acquisition auprès de la Paroisse protestante d'Oberhausbergen par Monsieur Thomas LUBRANO DI FIGOLO et Madame Doriane SOTTANI ou toute personne qu'ils pourraient décider de se substituer.

4) A STRASBOURG

Place du Général Eisenhower

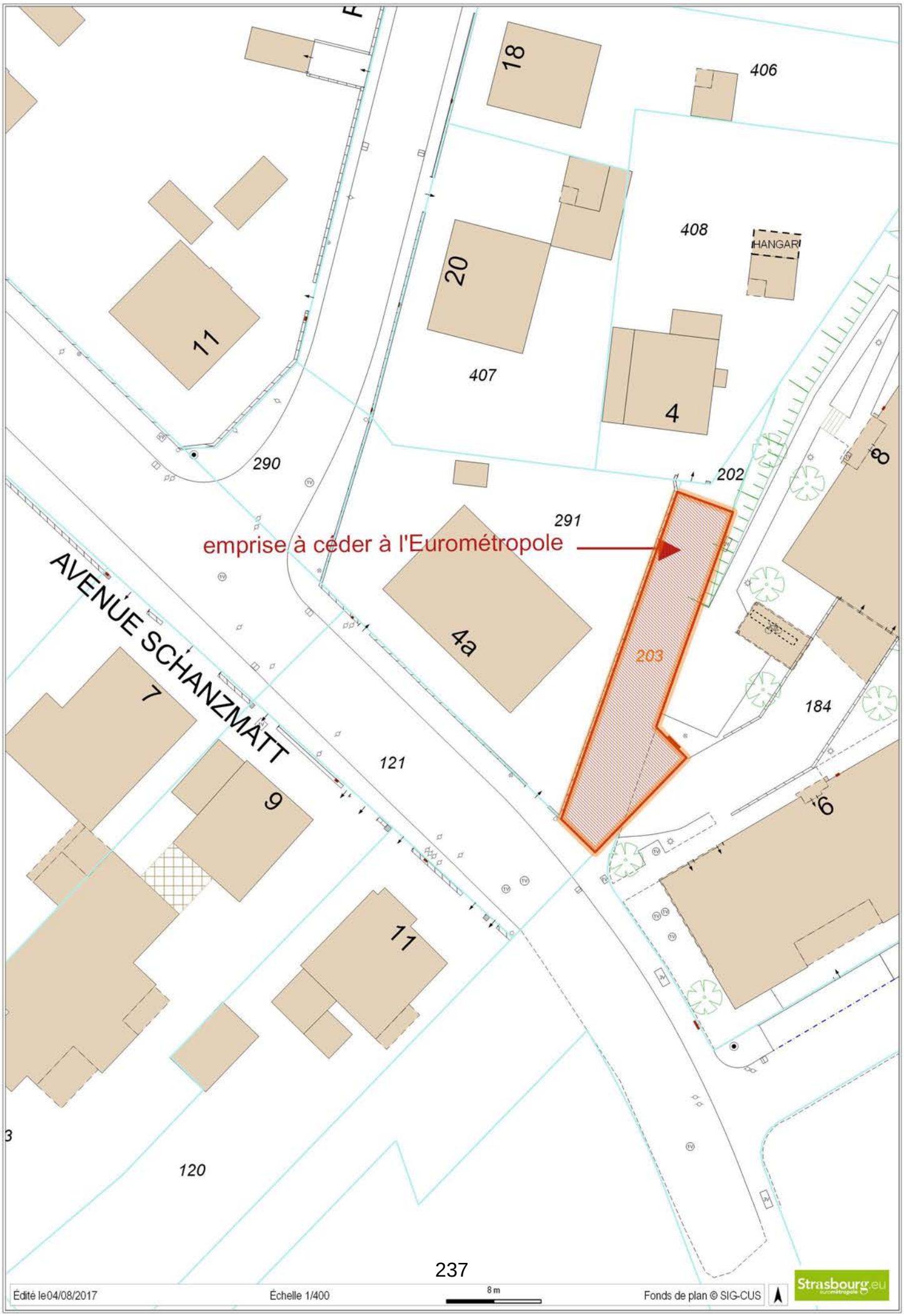
Section 90 n° 250/47 de 2,53 ares, lieu-dit : place du Général Eisenhower, sol
Propriété de la paroisse réformée de l'église Saint-Paul

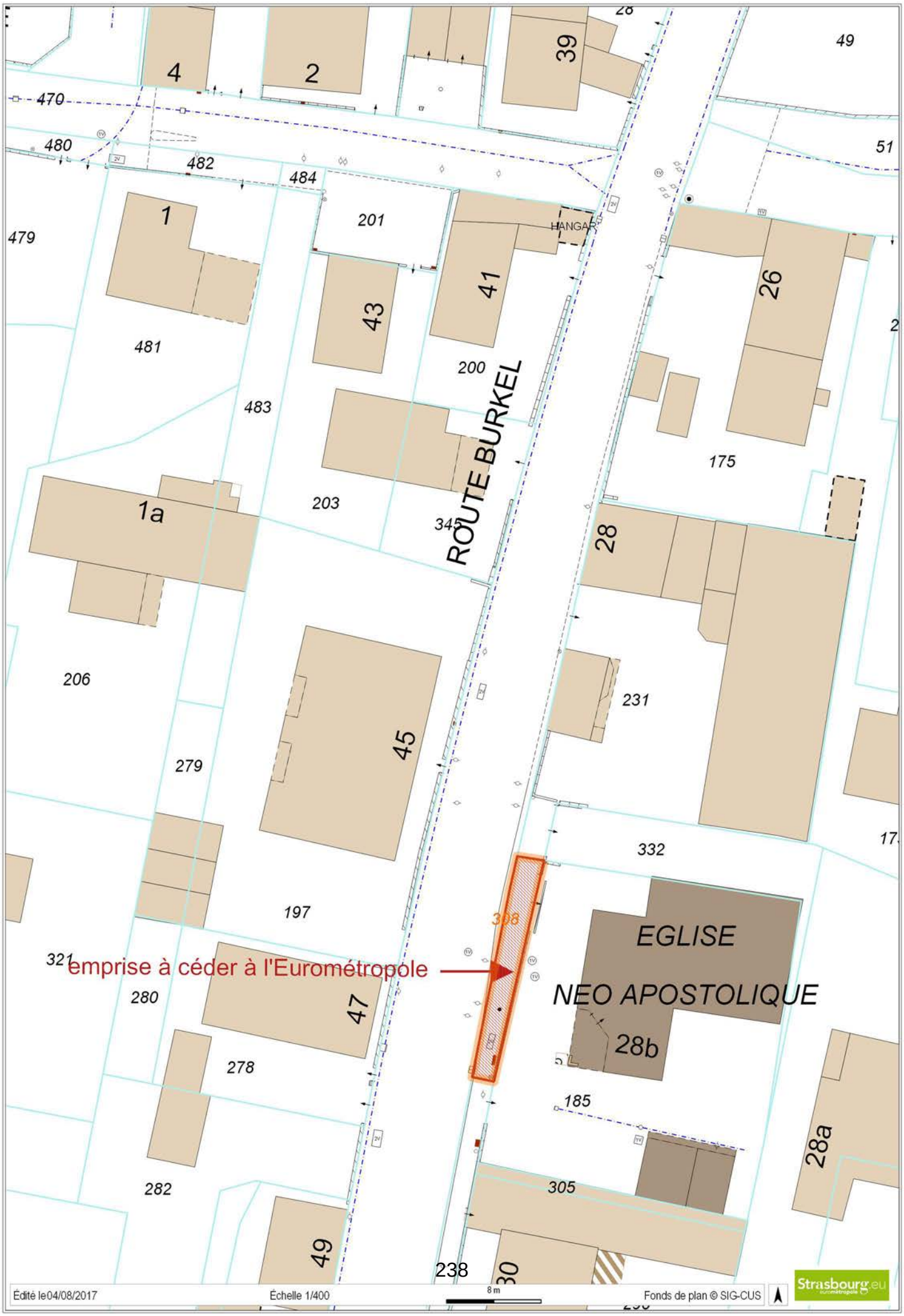
autorise

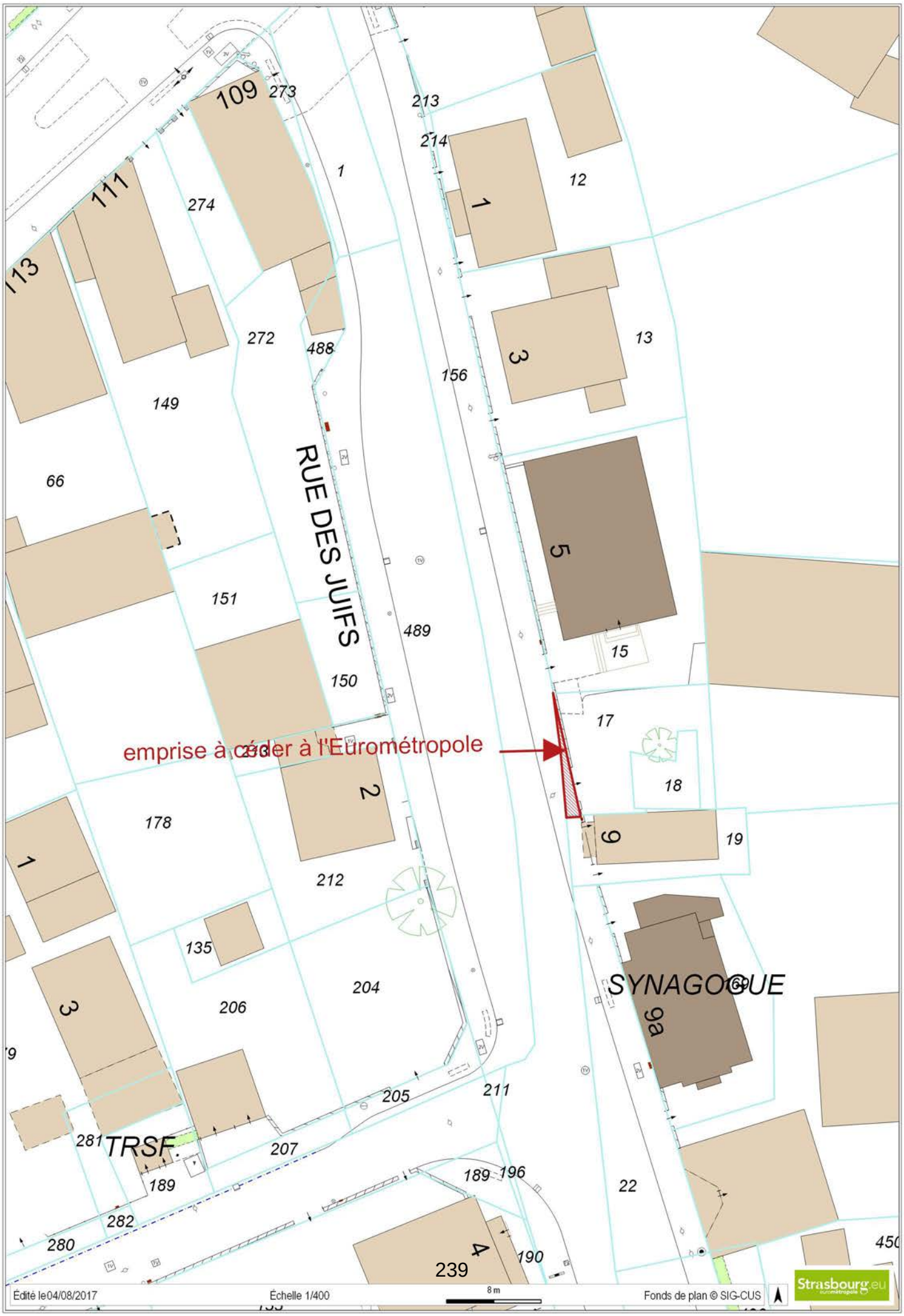
le Président ou son-sa représentant-e à signer les actes de transfert de propriété respectifs, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017


18
406
408
HANGAR
20
11
407
4
290
202
291
emprise à céder à l'Eurométropole
AVENUE SCHANZMATT
4a
203
8
184
7
9
121
6
11
120
Édité le04/08/2017
Échelle 1/400
8 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

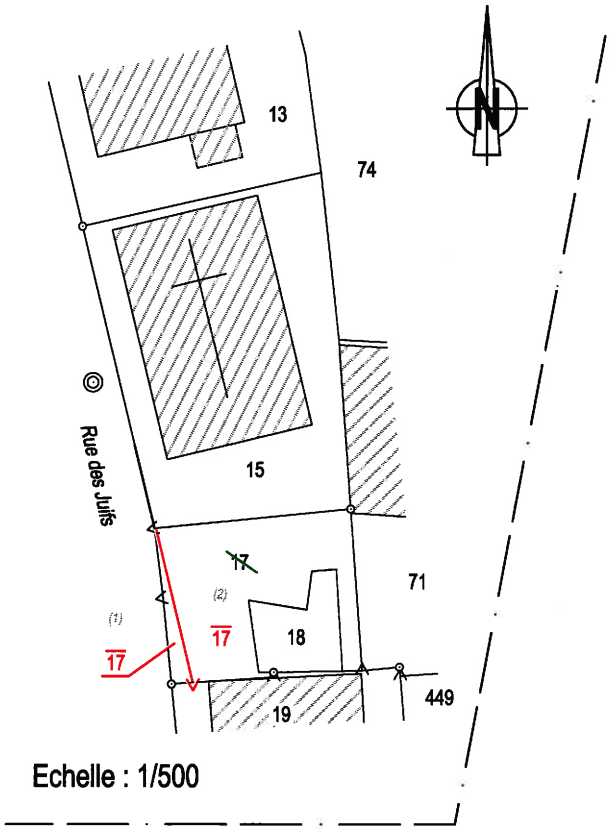

4
2
39
49
470
480
482
484
51
1
201
HANGAR
479
41
43
26
481
200
483
ROUTE BURKEL
175
1a
203
345
28
206
231
45
279
332
197
398
EGLISE
321
emprise à céder à l'Eurométropole
NEO APOSTOLIQUE
280
47
28b
278
185
28a
282
305
49
30
Édité le04/08/2017
Échelle 1/400
8 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


109
273
213
214
111
274
1
12
113
272
488
156
13
149
RUE DES JUIFS
66
151
489
150
15
17
emprise à céder à l'Eurométropole
18
178
212
19
135
204
SYNAGOGUE
206
9a
205
211
281
TRSF.
207
189
196
22
282
280
190
450
Édité le04/08/2017
Échelle 1/400
8 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Croquis
N°

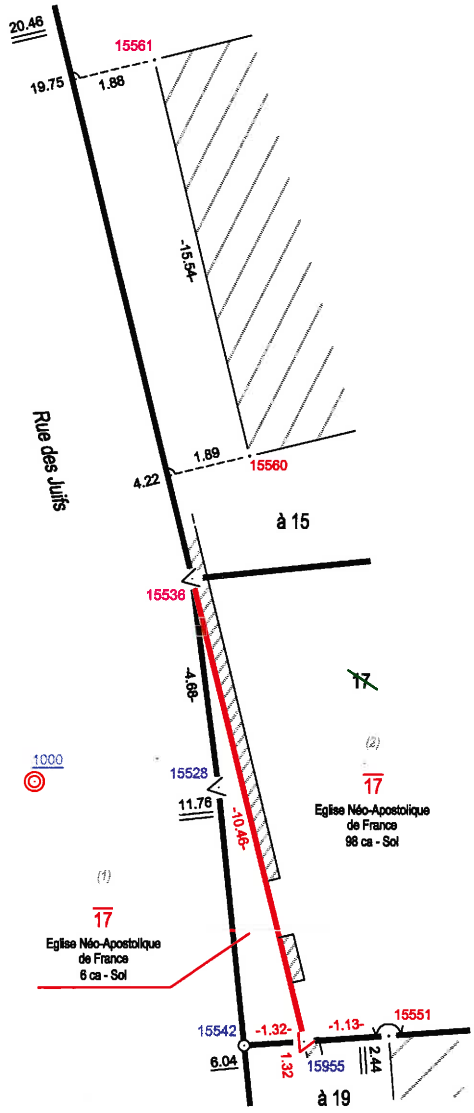
Commune de LINGOLSHEIM

Section 1 Lieu-dit : Rue des Juifs



Echelle : 1/500

Nota :
Les nouvelles parcelles créées appartiennent à l'ancien propriétaire.



Croquis déformé sans échelle

LAMBERT I		
Points	X (m)	Y (m)
1000	994120.965	108897.656
15528	994127.457	108897.656
15536	994126.881	108902.254
15542	994128.017	108891.977
15551	994130.461	108892.144
15560	994127.729	108906.807
15561	994124.079	108921.932
15955	994129.334	108892.067

LAMBERT CC49		
Points	X (m)	Y (m)
1000	2045224.894	8161158.394
15528	2045231.386	8161158.333
15536	2045230.852	8161162.936
15542	2045231.893	8161152.650
15551	2045234.338	8161152.794
15560	2045231.743	8161167.481
15561	2045228.233	8161182.638
15955	2045233.210	8161152.727

Je certifie avoir effectué le lever de la nouvelle situation après abornement préalable et en avoir dressé le présent croquis le 5 février 2014

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
GRAFF - [illegible]
Géomètres-Experts [illegible]
4, Bd de la Bordagne
67000 STRASBOURG
N° d'inscription : 1601

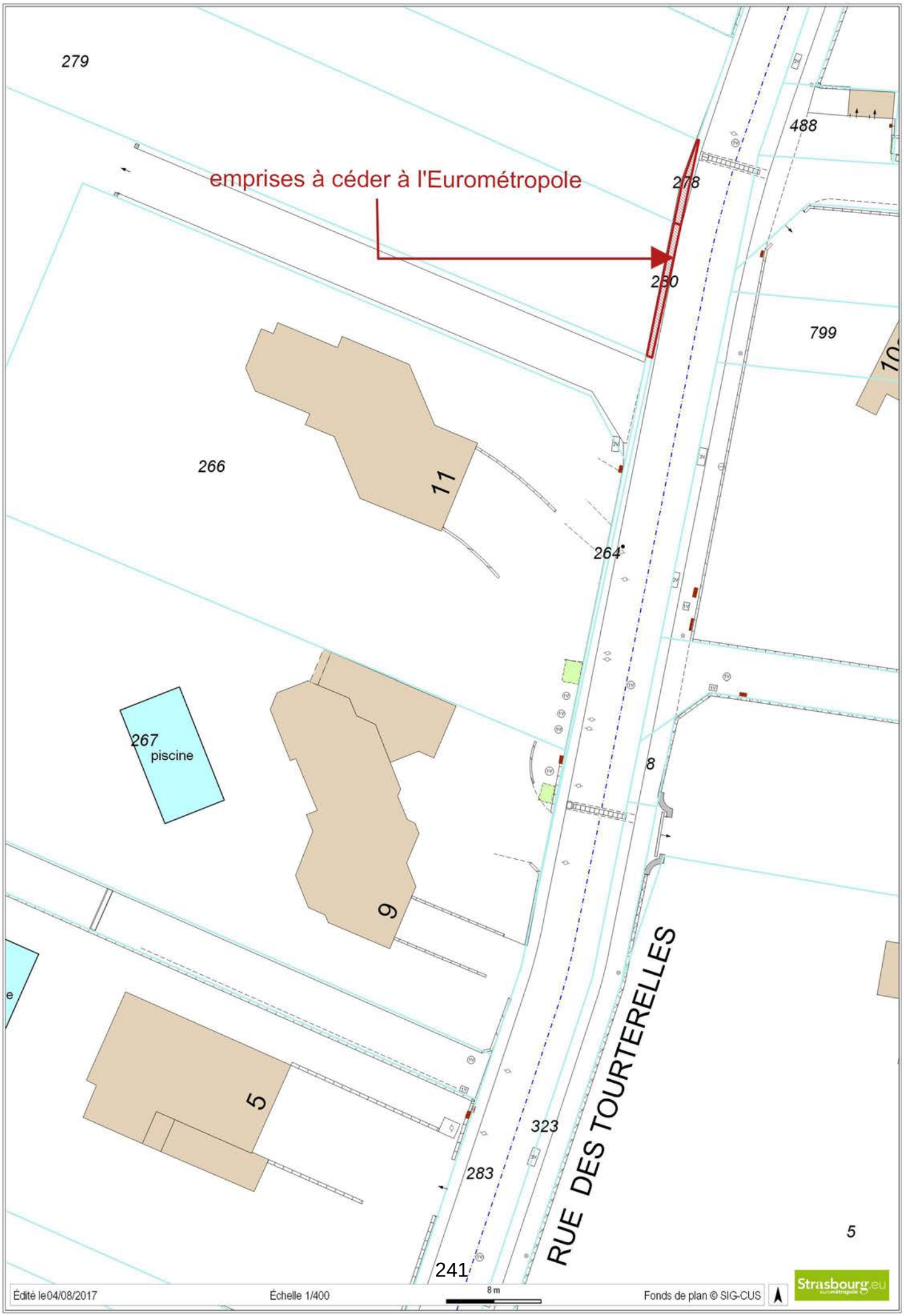
la nouvelle limite est reconnue exacte par les propriétaires soussignés qui demandent la division de leurs immeubles et l'inscription au Livre Foncier des parcelles créées.

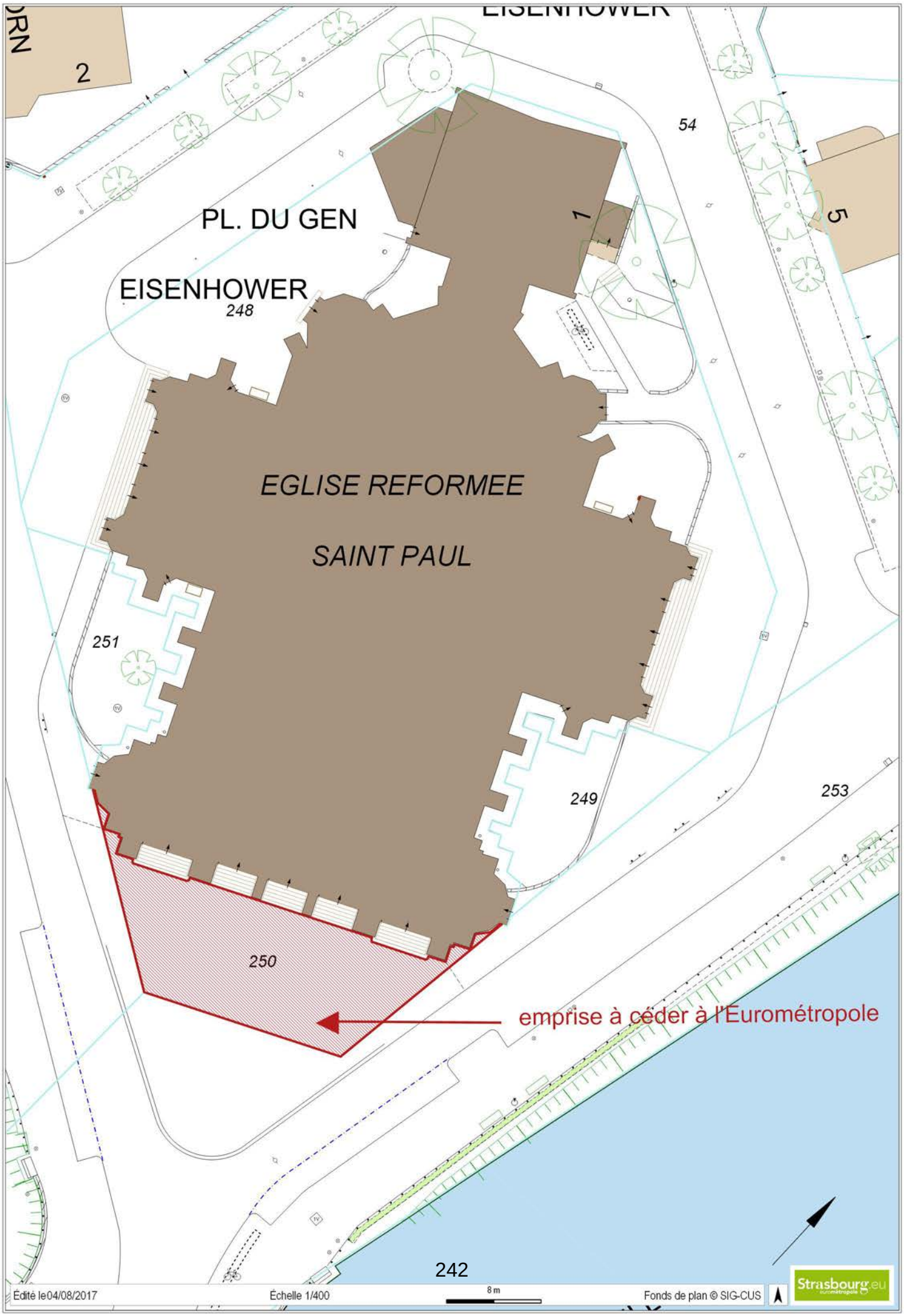
Eglise Néo-Apostolique de France

Croquis sans échelle

Ce document, déstiné aux archives cadastrales, est établi conformément aux prescriptions de l'article 52 de la loi du 31 mars 1884

M:\Lingolsheim\PVA\01\12767-1.dwg


279
488
emprises à céder à l'Eurométropole
278
280
799
266
11
264
267
piscine
8
9
5
323
283
RUE DES TOURTERELLES
5
241
Édité le04/08/2017
Échelle 1/400
8 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


2
54
PL. DU GEN
1
5
EISENHOWER
248
EGLISE REFORMEE
SAINT PAUL
251
249
253
250
emprise à céder à l'Eurométropole
Edité le04/08/2017
Échelle 1/400
8 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Préfecture
Direction des Collectivités Locales

Bureau des Finances Locales
et du Contrôle Budgétaire

ARRÊTÉ

autorisant la paroisse protestante Saint-Paul de STRASBOURG
à céder à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg, des parcelles sises à Strasbourg

LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PRÉFET DU BAS-RHIN

VU la loi du 18 germinal an X relative à l'organisation des cultes, ensemble le décret du 26 mars 1852 portant réorganisation des cultes protestants,

VU la loi du 2 janvier 1817 sur les donations et les legs aux établissements ecclésiastiques,

VU l'ordonnance du 14 janvier 1831 relative aux donations et legs, acquisitions et aliénations concernant les établissements ecclésiastiques,

VU la loi modifiée du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle,

VU l'article 3 de l'ordonnance du 15 septembre 1944 portant rétablissement de la législation républicaine dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle,

VU le décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du Code Civil,

VU le courrier de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg du 23 janvier 2017, demandant la cession par la paroisse de l'Église Saint-Paul de Strasbourg des parcelles sises à Strasbourg cadastrées section 90 n°2/47, section 90 n°4/47 et section 90 n°3/47,

VU l'extrait du procès-verbal de la séance du Conseil presbytéral de l'Église réformée Saint-Paul du 25 février 2017, approuvant la cession des parcelles citées ci-dessus, sans paiement de prix,

VU l'accord du Conseil consistoral de l'Union des Eglises Protestantes d'Alsace et de Lorraine du 01 avril 2017, pour la cession du parvis de l'église Saint-Paul à l'Eurométropole de Strasbourg et des espaces verts situés près du massif occidental de l'église Saint-Paul, à la Ville de Strasbourg,

VU l'extrait du registre des délibérations du Conseil synodal de l'Union des Eglises Protestantes d'Alsace et de Lorraine du 04 avril 2017, approuvant l'avis favorable du Conseil presbytéral de l'Eglise Saint-Paul de Strasbourg,

VU les autres pièces du dossier,

Préfecture du Bas-Rhin – Direction des Collectivités Locales – Bureau des Finances Locales et du Contrôle Budgétaire
5, Place de la République – 67073 STRASBOURG Cédex
Tél : 03 88 21 67 68 – Fax : 03 88 21 65 66 – http://www.bas-rhin.pref.gouv.fr

CONSIDERANT l'accord intervenu entre les parties concernées,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1er :

Le Conseil presbytéral de la paroisse protestante Saint-Paul de Strasbourg est autorisé à céder à l'Eurométropole de Strasbourg et à la Ville de Strasbourg des emprises correspondant à des espaces verts et au parvis de l'église Saint-Paul, sans paiement de prix.

La parcelle sise à Strasbourg cadastrée section 90 n°3/47, de 2,53 ares, est cédée à l'Eurométropole de Strasbourg,

Les parcelles cadastrées section 90 n°2/47 de 1,34 ares et section 90 n°4/47 de 1,35 ares, sont cédées à la Ville de Strasbourg.

Tous les frais et impôts rattachés aux cessions des dites parcelles seront à la charge des acquéreurs.

Article 2 :

Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :
- M. le Président du directoire de l'Eglise protestante de la confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine à STRASBOURG,
- M. le Président du Conseil presbytéral de l'Église Saint-Paul de Strasbourg,
- M. le Maire de la Ville de Strasbourg,
- M. le Président de l'Eurométropole de Strasbourg,
- M. le chef du bureau des cultes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Strasbourg, le 12 MAI 2017

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Yves SEGUY

20

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Déclassement du domaine public de voirie de deux emprises foncières respectivement sises devant les entrées nord et sud du bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen, rue Lucien Fèbvre et place des Glycines, à Strasbourg-Robertsau.

Les deux emprises foncières, objet du projet de déclassement, sises respectivement devant les entrées nord et sud du bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen, rue Lucien Fèbvre et place des Glycines, constituent des dépendances du domaine public de voirie de l'Eurométropole de Strasbourg.

La première emprise sise place des Glycines correspond à une partie d'un accès au bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen.
La seconde emprise sise rue Lucien Fèbvre correspond à un espace à usages multiples de circulation motorisée et douce (piétons et cyclistes), de desserte, de stationnement (stationnement réservé aux véhicules parlementaires et arrêt autorisé pour les autres véhicules), et d'accompagnement de voirie.

Ces deux emprises sont comprises dans le périmètre du projet porté par le Parlement Européen consistant à renforcer la protection du bâtiment Louise Weiss sis à Strasbourg contre la menace terroriste.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un projet plus large faisant suite aux attentats de Paris et de Bruxelles et consistant pour le Parlement Européen à sécuriser les accès de ses bâtiments et lieux de travail.
A Strasbourg, il s'agit plus précisément de sécuriser l'accès aux bâtiments principaux : Louise Weiss et Winston Churchill notamment par la construction d'un pavillon d'accueil et de contrôle devant chaque bâtiment.
En ce qui concerne plus particulièrement la sécurisation du bâtiment Louise Weiss, le Parlement Européen a besoin d'utiliser les emprises foncières susdécrites se trouvant devant les entrées du bâtiment.

Afin de répondre aux impératifs de sécurité, le pavillon d'accueil projeté qui permettra de contrôler l'accès des différents flux de véhicules (poids lourds, employés, visiteurs) et d'accueillir le public doit être distinct du bâtiment principal et doit ainsi être construit sur le parvis devant le bâtiment.

Aussi, le projet du Parlement Européen implique que les emprises en cause lui soient cédées.
Or, préalablement à toute cession, les emprises concernées doivent être déclassées du domaine public de voirie.

Ce déclassement étant justifié par les motifs d'intérêt général attachés au projet du Parlement Européen consistant à sécuriser l'accès au bâtiment Louise Weiss face à la menace terroriste, il est proposé de procéder audit déclassement.

Le projet susdécrit implique également que la rue Lucien Fèbvre, jouxtant le bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen, soit réaménagée.
Du fait de la reconfiguration de l'accès au bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen et du réaménagement de la rue Lucien Fèbvre, les emprises objet du projet de déclassement perdront leurs fonctions de desserte et de circulation publiques.

Aussi, il est proposé de prononcer le déclassement du domaine public de voirie des deux emprises susdécrites nécessaires au projet de sécurisation du bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen sis à Strasbourg.

Une fois déclassées, lesdites emprises pourront être valorisées. Elles pourront être cédées au Parlement Européen dans le cadre de son projet.

Conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du Code de la voirie routière, le projet de déclassement a été soumis, du lundi 26 juin 2017 au mardi 11 juillet 2017 inclus, à une enquête publique préalable au cours de laquelle aucune observation n'a été formulée.
Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve au projet de déclassement.

La Commission permanente (Bureau) est invitée à se prononcer sur le déclassement du domaine public de voirie des deux emprises foncières concernées, telles que délimitées sur les plans d'enquête joints à la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg en date du 25 septembre 2017
vu l'avis favorable du commissaire enquêteur
après en avoir délibéré
constate

la désaffectation des deux emprises foncières respectivement sises devant les entrées nord et sud du bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen, rue Lucien Fèbvre et place des Glycines à Strasbourg-Robertsau, telles que délimitées sur les plans parcellaires soumis à enquête publique joints à la présente délibération, à savoir :

1. *l'emprise sise rue Lucien Fèbvre devant l'entrée nord du bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen d'une surface totale de 30,08 ares constituée des parcelles suivantes :*

   - *la parcelle cadastrée section BZ n°375/143 d'une surface de 5,03 ares,*
   - *la parcelle cadastrée section BX n°585/16 d'une surface de 20,54 ares,*
   - *la parcelle cadastrée section BX n°588/90 d'une surface de 3,30 ares,*
   - *la parcelle cadastrée section BX n°590/10 d'une surface de 1,21 ares,*

2. *l'emprise sise place des Glycines devant l'entrée sud du bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen constituée de la parcelle cadastrée section BX n°584/77 d'une surface de 2,51 ares ;*

prononce

le déclassement du domaine public de voirie des deux emprises foncières désaffectées respectivement sises devant les entrées nord et sud du bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen, rue Lucien Fèbvre et place des Glycines à Strasbourg-Robertsau, telles que délimitées sur les plans parcellaires soumis à enquête publique joints à la présente délibération, à savoir :

1. *l'emprise sise rue Lucien Fèbvre devant l'entrée nord du bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen d'une surface totale de 30,08 ares constituée des parcelles suivantes :*

   - *la parcelle cadastrée section BZ n°375/143 d'une surface de 5,03 ares,*
   - *la parcelle cadastrée section BX n°585/16 d'une surface de 20,54 ares,*
   - *la parcelle cadastrée section BX n°588/90 d'une surface de 3,30 ares,*
   - *la parcelle cadastrée section BX n°590/10 d'une surface de 1,21 ares,*

2. *l'emprise sise place des Glycines devant l'entrée sud du bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen constituée de la parcelle cadastrée section BX n°584/77 d'une surface de 2,51 ares ;*

autorise

Le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017



Strasbourg.eu eurométropole

Annexe n°4.1

N
O E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG-ROBERTSAU

Déclassement du domaine public de voirie de deux emprises foncières respectivement sises devant les entrées nord et sud du bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen, rue Lucien Fèbvre et place des Glycines

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
13/06/2017	MDP : 11.11.1624	1/ 10000

Eurométropole de Strasbourg

1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex Tél : 03 68 98 50 00

DUT - Mission Domanialité Publique

Annexe n°4.2.a **PLAN D'ENQUÊTE**

Référence : MDP 11.11.1624

STRASBOURG-ROBERTSAU

Déclassement du domaine public de voirie d'une emprise foncière sise devant l'entrée nord du bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen, rue Lucien Fèbvre

Strasbourg, le 14 JUIN 2017

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Myriam UNGER
Directrice de Projets

Vu, le 15.06.17 FHuwer

Paul BOUCHET
Commissaire-Enquêteur

Commissaire-Enquêteur

62.5 m

PROJET ETABLI LE : 12/06/2017
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
Eddy MULLER

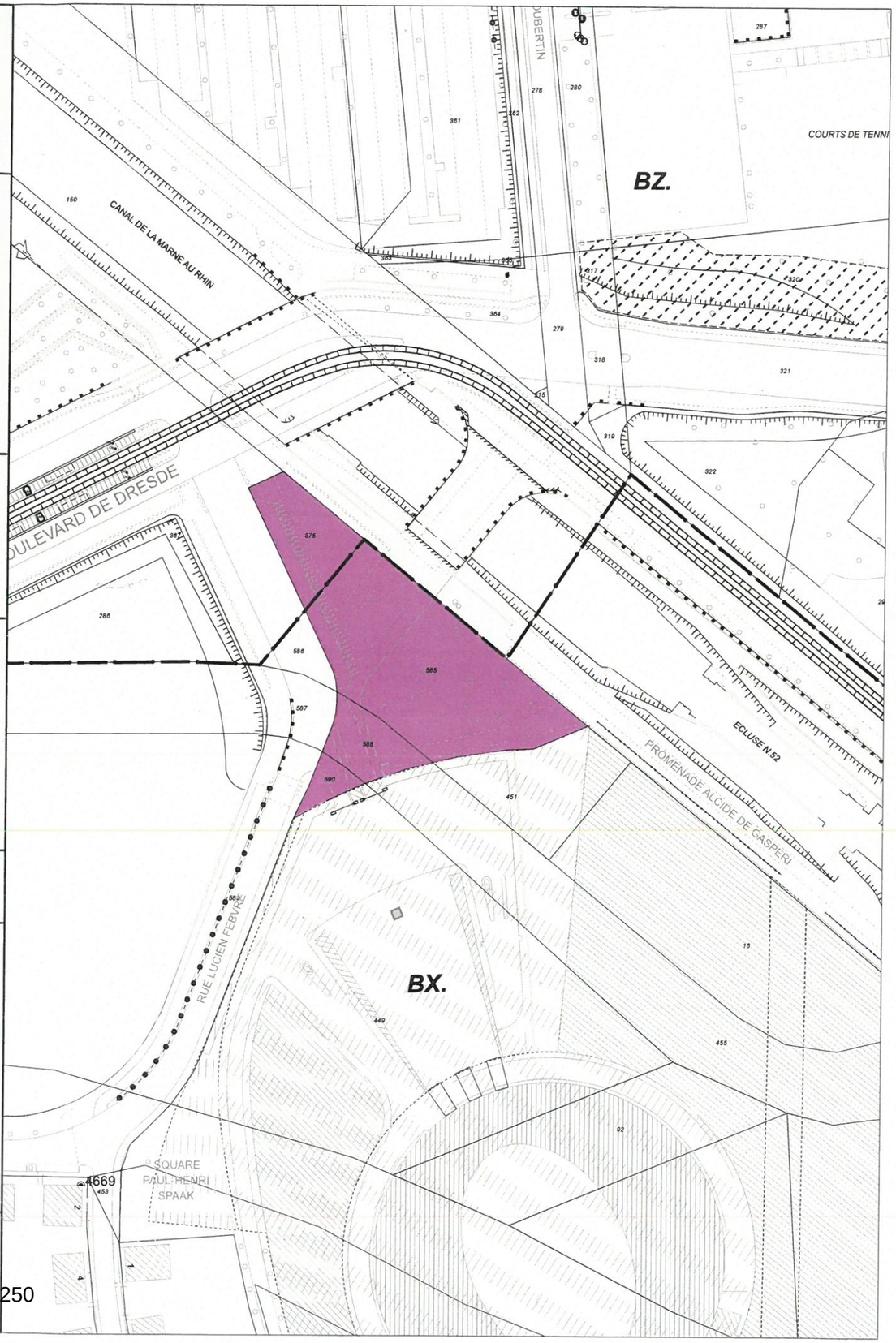
alignement légal

alignement à supprimer

alignement proposé

domaine public à déclasser

Strasbourg.eu
eurométropole



250

Eurométropole de Strasbourg

1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex Tél : 03 68 98 50 00

DUT - Mission Domanialité Publique

Annexe n°4.2.b **PLAN D'ENQUÊTE**

Référence : MDP 11.11.1624

STRASBOURG-ROBERTSAU

Déclassement du domaine public de voirie d'une emprise foncière sise devant l'entrée sud du bâtiment Louise Weiss du Parlement Européen, place des Glycines

Strasbourg, le 14 JUIN 2017

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Myriam UNGER
Directrice de Projets

Vu, le 15.06.17 F Hussow

Paul BOUCHET
Commissaire-Enquêteur

Commissaire-Enquêteur

25 m

PROJET ETABLI LE : 12/06/2017
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
Eddy MULLER

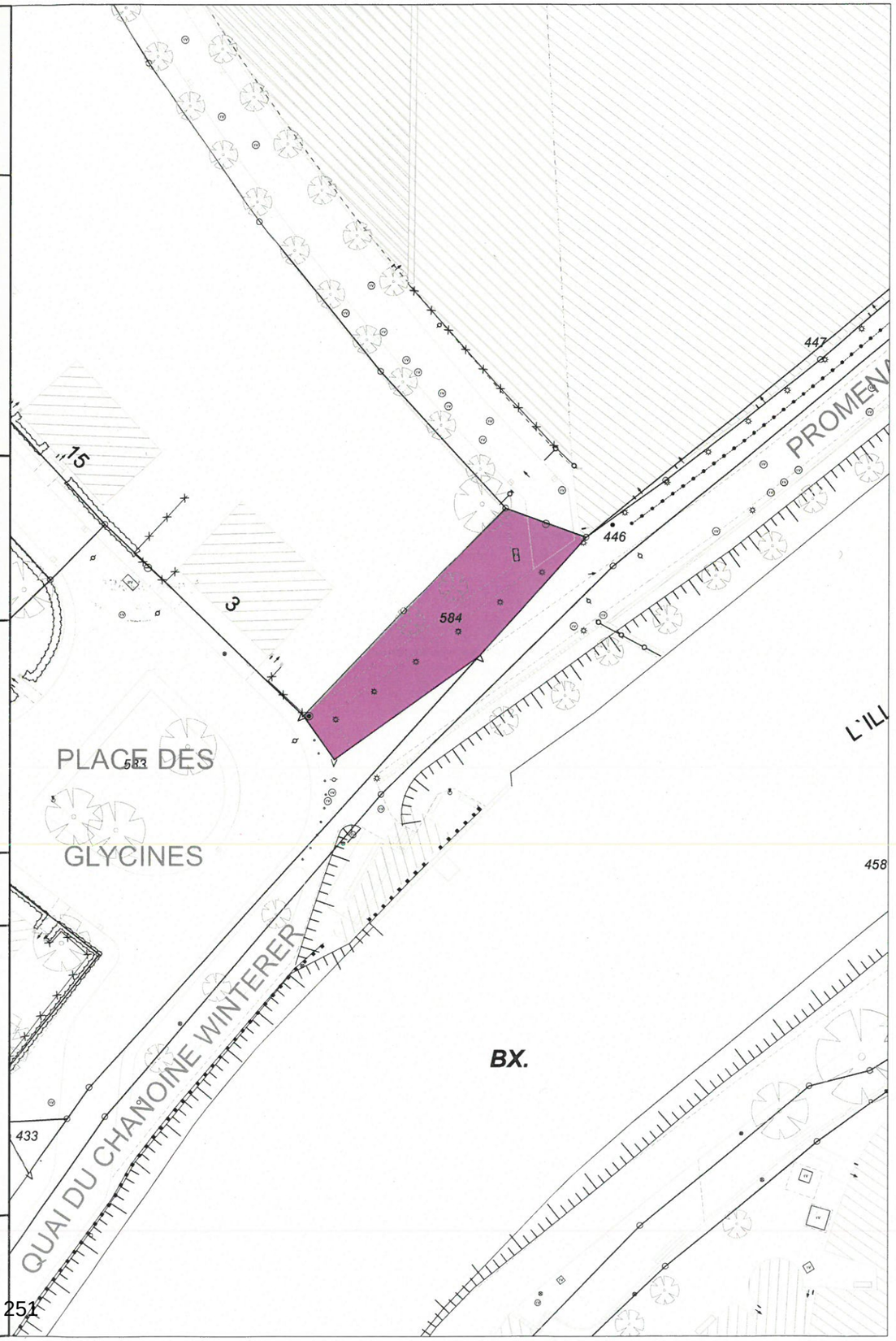
alignement légal

alignement à supprimer

alignement proposé

domaine public à déclasser

Strasbourg.eu
eurométropole



CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Le projet présenté à l'enquête publique concerne le déclassement du domaine public de voirie relevant de l'Eurométropole, de deux emprises foncières situées face aux entrées nord et sud du bâtiment Louise WEISS du Parlement Européen, respectivement rue Lucien FEBVRE et place des Glycines à Strasbourg-Robertsau en vue de leur cession au Parlement Européen.

Cette opération doit après acquisition de ces terrains, permettre au Parlement Européen d'améliorer la sécurité des accès de ses bâtiments et lieux de travail.

L'information du public sur l'ouverture de l'enquête est jugée satisfaisante.
L' avis au public a été affiché à l'endroit prévu et publié dans deux journaux locaux.
La parution de l'avis d'enquête sur le blog de la Robertsau le 3 juillet 2017, hors mesure réglementaire, a également contribué à l'information du public, pour autant ce dernier n'a pas réagi durant l'enquête.
L'absence d'observation tend à prouver que la suppression des fonctions de desserte et de circulation sur l'emprise nord du bâtiment Louise WEISS n'a pas d'incidence majeure pour les usagers actuels (circulation motorisée ainsi qu'arrêts pour les véhicules privés).

Le dossier mis à la disposition du public est conforme aux dispositions de l'article R 134-22 du code des relations entre le public et l'administration.

Selon les informations obtenues auprès des services du Parlement (Unité projet) des mesures seront mises en place pour :

- l'accès et la sortie des voitures destinées aux députés Européens afin de réduire le trafic de véhicules rue Lucien FEBVRE lors des sessions parlementaires ;
- les déposes taxi et bus.

La piste cyclable sera maintenue.

La construction du pavillon d'accueil et de contrôle sur l'emprise nord en remplacement des modules de chantiers de type Algéco en place sur le site permettra d'améliorer en termes d'image l'entrée du Parlement.

Le projet porté par le Parlement Européen destiné à la prévention des risques me paraît présenter un caractère d'intérêt général.

Dans ces conditions, j'émets un avis **favorable** au projet de déclassement du domaine public de voirie des deux emprises foncières respectivement sises devant les entrées nord et sud du bâtiment Louise WEISS du parlement Européen , rue Lucien FEBVRE et place des Glycines à Strasbourg-Robertsau.

Griesheim/Souffel le 19 juillet 2017
Paul BOUCHET
Commissaire enquêteur

21

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Suppression d'un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis et déclassement du domaine public de voirie d'une surlargeur de ladite voie sise à Strasbourg-Cronenbourg.

Située à Strasbourg-Cronenbourg, en contrebas des voies du chemin de fer, la rue de Rungis a été alignée le 6 avril 1962.

La délimitation de la rue telle qu'opérée par ledit alignement, datant de plus de cinquante ans, n'est pas conforme à l'emprise réellement dédiée à la voie.

En effet, en sus des accotements et accessoires de voirie nécessaires à l'exploitation de la voie, l'alignement existant intègre formellement à l'emprise de la rue de Rungis une surlargeur importante, non aménagée, dépourvue de toute fonction de circulation et inutile à l'exploitation de la rue.

Aussi, il convient de modifier l'alignement existant afin de le mettre en conformité avec la configuration réelle de la voie et d'exclure ladite surlargeur.

Pour ce faire, il est proposé de supprimer un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis.

Le maintien en l'état de la voie avec la surlargeur susdécrite génère des frais de gestion et d'entretien pour la collectivité qui ne se justifient pas.

Il est également proposé de déclasser du domaine public de voirie ladite surlargeur dépourvue de toute fonction de circulation générale et inutile à l'exploitation de la voie.

Une fois déclassée, l'emprise correspondante pourra être valorisée.

Conformément aux dispositions des articles L.112-1 et L.141-3 du Code de la voirie routière, le projet de suppression d'un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis et de déclassement du domaine public de voirie d'une surlargeur de ladite voie sise à Strasbourg-Cronenbourg a été soumis, du lundi 13 février 2017 au mardi 28 février 2017 inclus à une enquête publique préalable, au cours de laquelle aucune observation n'a été formulée.
Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve au projet.

Aussi, la Commission permanente est invitée à se prononcer sur la suppression d'un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis et le déclassement du domaine public de voirie d'une surlargeur de ladite voie sise à Strasbourg-Cronenbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg en date du 25 septembre 2017
vu l'avis favorable du commissaire enquêteur
après en avoir délibéré
approuve

la suppression d'un tronçon d'environ 130 mètres de l'alignement de la rue de Rungis sise à Strasbourg-Cronenbourg,

tel que représenté sur le plan parcellaire soumis à enquête publique joint à la présente délibération ;

constate

la désaffectation de la surlargeur de la rue de Rungis constituée des parcelles et de fractions des parcelles suivantes :

Commune de Strasbourg
- *parcelle cadastrée section LD n°628/91 d'une surface de 0,04 are,*

- *parcelle cadastrée section LD n°667/97 d'une surface de 2,18 ares,*

- *une surface d'environ 6,43 ares extraite de la parcelle cadastrée section LD n°665/97,*

- *une surface d'environ 0,24 are extraite de la parcelle cadastrée section LD n°421/97,*

soit une emprise désaffectée d'une surface totale d'environ 8,89 ares,

telle que délimitée sur le plan parcellaire soumis à enquête publique joint à la présente délibération ;

prononce

le déclassement du domaine public de voirie de la surlargeur désaffectée de ladite voie constituée des parcelles et de fractions des parcelles suivantes :

Commune de Strasbourg
- *parcelle cadastrée section LD n°628/91 d'une surface de 0,04 are,*

- *parcelle cadastrée section LD n°667/97 d'une surface de 2,18 ares,*

- *une surface d'environ 6,43 ares extraite de la parcelle cadastrée section LD n°665/97,*

- *une surface d'environ 0,24 are extraite de la parcelle cadastrée section LD n°421/97,*

soit une emprise déclassée d'une surface totale d'environ 8,89 ares,

telle que délimitée sur le plan parcellaire soumis à enquête publique joint à la présente délibération ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017



Strasbourg.eu eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG-CRONENBOURG

Suppression d'un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis et déclassement du domaine public de voirie d'une surlargeur de la voie

Date d'édition	Annexe n°4.1	ECHELLE
04/01/2017	11.11.1599	1/ 10000

Eurométropole de Strasbourg

1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex Tél : 03 68 98 50 00

DUT - Mission Domanialité Publique

Annexe n°4.2

PLAN D'ENQUÊTE

Référence : MDP 11.11.1599

Strasbourg-Cronenbourg

Suppression d'un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis et déclassement du domaine public de voirie d'une surlargeur de la voie

Strasbourg, le 30 JAN. 2017

EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Myriam [illegible]
Directrice de Projets

Vu, le 02/02/2017

DAVID ECKSTEIN
COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

Commissaire-Enquêteur

50 m

PROJET ETABLI LE : 04/01/2017
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
Eddy MULLER

alignement légal

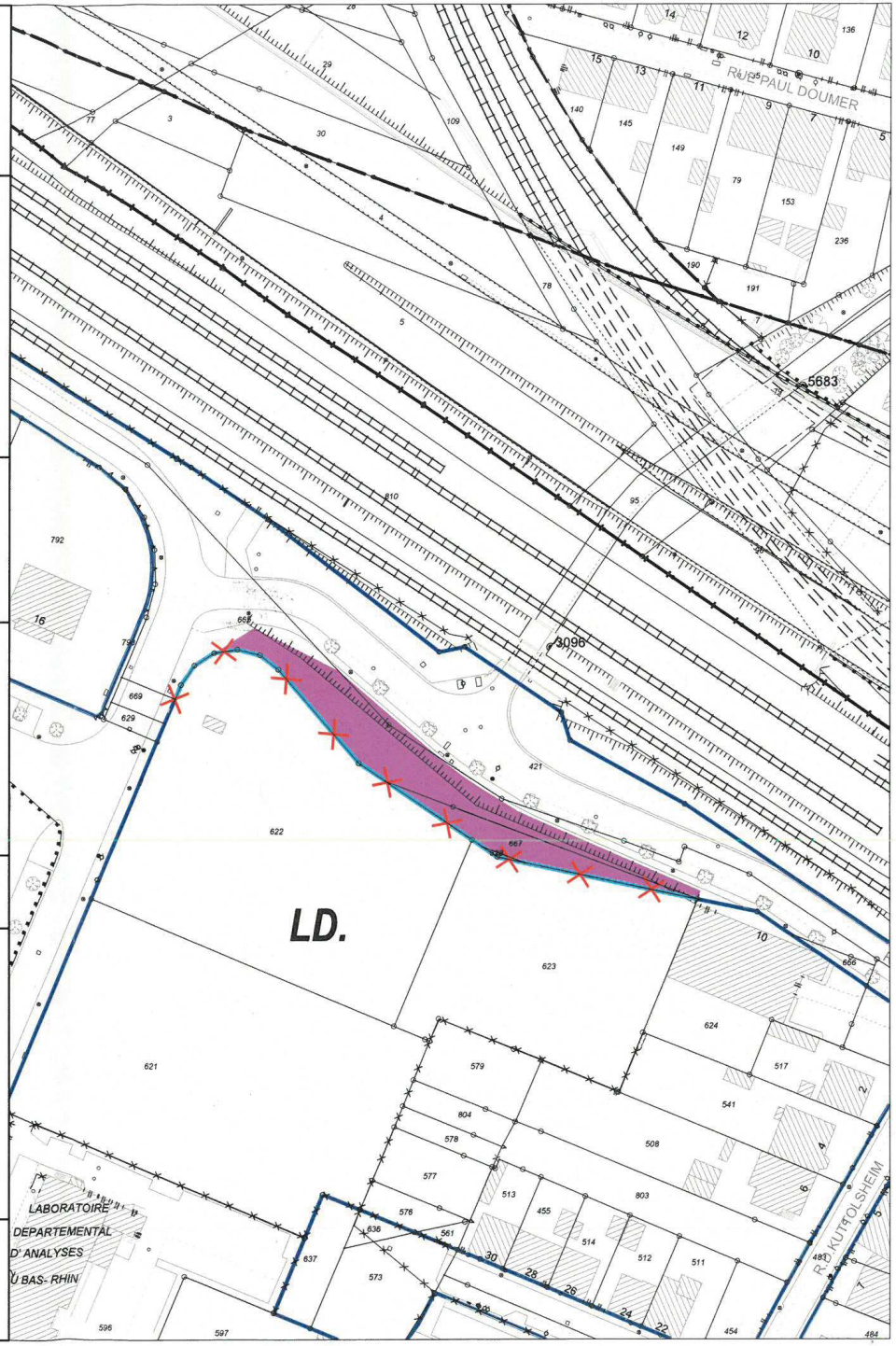
alignement à supprimer

alignement proposé

domaine public à déclasser

N
O
E
S

Strasbourg.eu
eurométropole



DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN (67)

ENQUÊTE PUBLIQUE

du lundi 13 février 2017 au mardi 28 février 2017 inclus

Suppression d'un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis et le déclassement du domaine public de voirie d'une surlargeur

EUROMÉTROPOLE de STRASBOURG

Enquête publique sur suppression d'un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis et le déclassement du domaine public de voirie d'une surlargeur de ladite voie sise à Strasbourg-Cronenbourg.

Mars 2017

CONCLUSIONS MOTIVÉES & AVIS

du Commissaire-Enquêteur

N/Réf. : MDP - 11.11.1599

II. CONCLUSIONS MOTIVÉES & AVIS 13

1. CONCLUSION 13

2. AVIS du Commissaire Enquêteur 15

III. ANNEXES 16

II. CONCLUSIONS MOTIVÉES & AVIS

1. CONCLUSION

La présente conclusion est relative à l'enquête publique sur le projet de "*suppression d'un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis et le déclassement du domaine public de voirie d'une surlargeur de ladite voie sise à Strasbourg-Cronenbourg*".

Les éléments factuels de cette enquête sont consignés dans un document séparé en date de ce jour et intitulé Rapport du Commissaire-Enquêteur.

1. 1 Rappel du projet

Le projet a pour objet la modification de l'alignement de rue de Rungis à Strasbourg-Cronenbourg afin de redéfinir, à terme, l'espace public de la rue.

La délimitation de la rue telle qu'elle existe aujourd'hui date de plus de cinquante ans, et n'est pas conforme à l'emprise réellement dédiée à la voie (chaussée et trottoir).

En effet, en plus de la chaussée et des accotements et accessoires de voirie l'espace de la rue de Rungis actuel intègre une surlargeur importante occupée par un talus, non aménagé et inutile à la circulation.

Le projet consiste à modifier l'alignement existant afin de le mettre en conformité "la rue cadastrée" avec la configuration réelle de la voie et d'exclure la surlargeur du domaine public de la voirie.

Ainsi il est proposé :

- de supprimer un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis,
- de déclasser du domaine public de voirie la surlageur, dépourvue de toute fonction de circulation générale et inutile à l'exploitation de la voie.

Une fois déclassée, l'emprise correspondant pourra être valorisée.

1. 2 Remarques d'ordre général

Durant toute la durée de l'enquête publique du lundi 13 février 2017 au mardi 28 février 2017, soit 16 jours consécutifs, le public n'a manifesté aucun intérêt pour cette enquête.

Lors des 2 permanences du 13 et du 28 février 2017, aucune personne ne s'est manifestée, ni pour consulter le dossier, ni pour consigner une observation ou une suggestion dans le registre d'enquête prévu à cet effet.

L'absence d'intervention du public à l'égard de ce projet de "*suppression d'un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis et le déclassement du domaine public de voirie d'une surlargeur de ladite voie à Strasbourg-Cronenbourg"* n'est, selon moi, pas le fait d'un manque d'information du public. Je pense plutôt que personne ne se sent concerné par le projet ou ne subirait d'éventuels inconvénients du fait cette modification d'alignement.

Si le projet ne suscite aucune réaction particulière, c'est également parce qu'il n'y a pas de riverains directs qui seraient lésés. Les parcelles attenantes, au Sud, forment actuellement un vaste "no man's land" dans un secteur du "marché gare" qui est très peu pratiqué.



Source : www.geoportail.gouv.fr

Le terrain objet du déclassement est en fait un talus important attenant à un immense "no man's land".

Ce projet de modification de l'alignement existant et de déclassement du domaine public de voirie d'un terrain inutilisé présente, selon moi un réel intérêt pour la collectivité. En effet, dans la mesure où il s'agit de se "dessaisir" d'un espace, afin mieux le valoriser ultérieurement, son maintiens dans le domaine de voirie n'a aujourd'hui plus lieu d'être au regard de l'usage qui en est fait.



Espace déclassé occupé par un talus dépourvu de toute fonction de circulation et inutile à l'exploitation de la rue



Photos : D. Eckstein

"No man's land" attenant à la rue de Rungis, au Sud, actuellement non valorisé.

J'ai pu constater l'absence de fonction de circulation de cet espace qui semble faire partie intégrante de l'espace attenant au Sud.

De plus, l'espace ainsi dégagé, estimé à environ 8,9 ares pourra ultérieurement être idéalement valorisé dans le cadre d'un projet d'aménagement de l'ensemble de l'espace autour de la Place de l'Abattoir.

2. *AVIS du Commissaire Enquêteur*

N'ayant pas un usage collectif et ne remplissant aucune fonction utile à l'exploitation de la rue de Rungis le maintien dans le domaine public de voirie et l'entretien de la surlageur aux frais de l'Eurométropole ne me semblent plus justifiés.

Ainsi, ce projet de la suppression d'un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis et le déclassement du domaine public de voirie, présente selon moi un réel intérêt pour être valorisé par la suite et permettre un véritable "renouvellement urbain" dont aurait besoin ce quartier.

De mon point de vue, ce projet est donc tout à fait légitime et le rapport entre avantages attendus et inconvénients m'apparaît ici clairement favorable.

Sur la forme et la procédure de l'enquête :

- Considérant que les conditions de l'enquête ont respecté la législation et la réglementation en vigueur pour ce qui concerne les avis de publicité dans la presse et l'affichage,
- Considérant que cet affichage a été maintenu et vérifié tout au long de l'enquête,
- Considérant que le dossier mis à l'enquête était complet, de bonne qualité, et conforme à la législation en vigueur,
- Considérant que les permanences se sont déroulées dans de bonnes conditions d'organisation,
- Considérant que la population a bien eu la possibilité de s'exprimer librement sur les modifications proposées,

Sur le fond de l'enquête :

- Considérant l'absence d'observations sur le projet,
- Considérant que le maître d'ouvrage a explicité ses choix dans le dossier d'enquête publique et que ceux-ci sont clairement énoncés,
- Considérant mes conclusions,

J'émets un AVIS FAVORABLE sans réserve, au projet de la suppression d'un tronçon de l'alignement de la rue de Rungis et le déclassement du domaine public de voirie d'une surlargeur de ladite voie à Strasbourg-Cronenbourg.

Fait à Osthoffen le 27 mars 2017

Le Commissaire Enquêteur



David ECKSTEIN

22

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Modification de l'alignement de la rue Closener sise à Strasbourg-Robertsau.

La fixation des alignements des voies de desserte du lotissement « l'Orée du Parc », rue Haniel, rue Closener, rue Kamm, a été approuvée par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg en date du 23 février 1990.

La rue Closener se termine en impasse. Une place de retournement permettant aux véhicules de faire demi-tour a été aménagée.
La parcelle cadastrée section CY n°442 correspondant à un accessoire de ladite place de retournement n'a pas été formellement intégrée à l'emprise de la voie par l'alignement opposable. Cette dernière était restée inscrite au Livre Foncier au nom de l'aménageur.

Cela étant, elle est intégrée de fait à l'emprise de la voie depuis un certain nombre d'années. Elle est aménagée en accessoire de voirie et est exploitée pour les besoins du réseau viaire.
Située dans un ensemble d'habitations et ouverte à la circulation publique, elle permet notamment d'assurer la desserte de logements et est utilisée à des fins de stationnement.
A ce titre, elle est entretenue par la collectivité.

La propriété de ladite parcelle a été régularisée, celle-ci ayant été acquise amiablement par l'Eurométropole de Strasbourg auprès du propriétaire privé conformément à la délibération de la Commission Permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 31 mars 2017.

Aussi, il est proposé de modifier l'alignement de la rue Closener afin d'intégrer formellement ladite parcelle à l'emprise de la rue Closener et au domaine public de voirie.
Cette modification permettra de sécuriser la situation juridique de cette parcelle.

Conformément aux dispositions des articles L.112-1 et L.141-3 du Code de la voirie routière, le projet de modification de l'alignement de la rue Closener a été soumis, du lundi 13 février 2017 au mardi 28 février 2017 inclus à une enquête publique préalable.
Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve au projet.

La Commission permanente (Bureau) est invitée à se prononcer sur la modification de l'alignement de la rue Closener.

La délibération comportant modification de servitude d'alignement sera annexée au Plan Local d'Urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 16 décembre 2016 en vue de sa mise à jour.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération de la Commission Permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 31 mars 2017
vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg en date du 25 septembre 2017
vu l'avis favorable du commissaire enquêteur
après en avoir délibéré

approuve

1. *la modification de l'alignement de la rue Closener sise à Strasbourg-Robertsau, telle que représentée sur le plan parcellaire soumis à enquête publique joint à la présente délibération,*

2. *et, par voie de conséquence, l'incorporation formelle au domaine public de voirie de la parcelle sise à Strasbourg-Robertsau cadastrée section CY n°442 intégrée à l'emprise de la rue Closener par l'alignement modifié ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017



Strasbourg.eu
eurometropole

DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG-ROBERTSAU

Modification de l'alignement de la rue Closener

Date d'édition	Annexe n°4.1	ECHELLE
04/01/2017	11.11.1597	1/ 10000

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Eurométropole de Strasbourg

1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex Tél : 03 68 98 50 00

DUT - Mission Domanialité Publique

Annexe n°4.2

PLAN D'ENQUÊTE

Référence : MDP 11.11.1597

Strasbourg-Robertsau

Modification de l'alignement
de la rue Closener

Strasbourg, le 30 JAN. 2017

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Direction de Projets

Michael UNGER
Directeur de Projets

Vu, le 02/02/2017

DAVID ECKSTEIN
COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

Commissaire-Enquêteur

37.5 m

PROJET ETABLI LE : 03/01/2017
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
Eddy MULLER

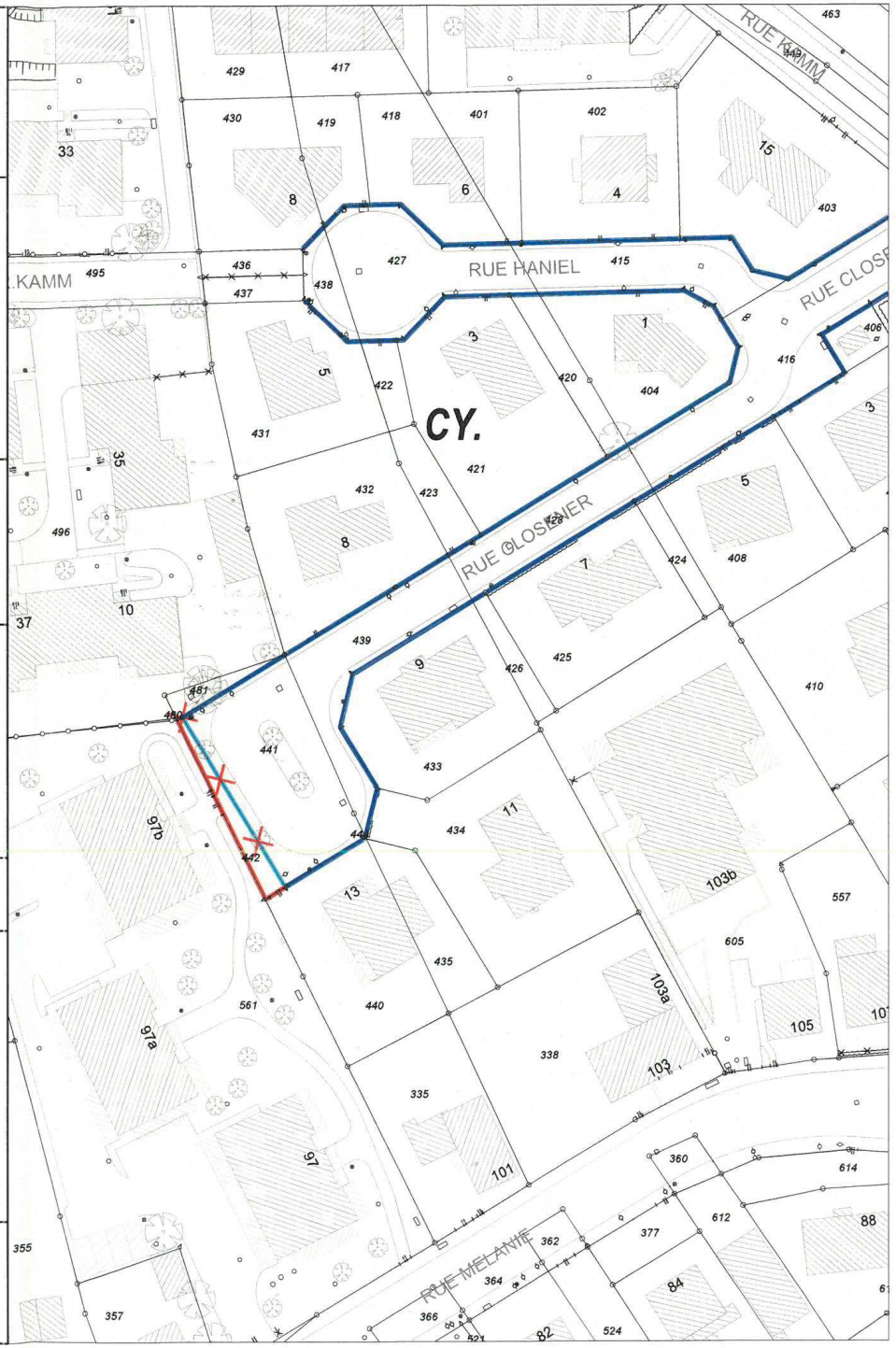
alignement légal

alignement à supprimer

alignement proposé

domaine public à déclasser

Strasbourg.eu
eurométropole



DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN (67)

ENQUÊTE PUBLIQUE

du lundi 13 février 2017 au mardi 28 février 2017 inclus

Modification de l'alignement de la rue Closener

EUROMÉTROPOLE de STRASBOURG

Enquête publique sur la modification de l'alignement de la rue Closener sise à Strasbourg-Robertsau.

Mars 2017

CONCLUSIONS MOTIVÉES & AVIS

du Commissaire-Enquêteur

N/Réf. : MDP - 11.11.1597

II. CONCLUSIONS MOTIVÉES & AVIS 13

1. CONCLUSION 13

2. AVIS du Commissaire Enquêteur 15

III. ANNEXES 16

II. CONCLUSIONS MOTIVÉES & AVIS

1. CONCLUSION

La présente conclusion est relative à l'enquête publique sur le projet de "*modification de l'alignement de la rue Closener sise à Strasbourg-Robertsau*".

Les éléments factuels de cette enquête sont consignés dans un document séparé en date de ce jour et intitulé Rapport du Commissaire-Enquêteur.

1. 1 Rappel du projet

Le projet a pour objet la modification de l'alignement de la rue Closener à Strasbourg-Robertsau afin de régulariser la situation de la parcelle cadastrée section CY n°442.

La délimitation de la place de retournement en fin d'impasse de la rue Closener a été définie par délibération du 23 février 1990, approuvant le lotissement "l'Orée du parc".

Bien que la parcelle cadastrée section CY n°442 soit intégrée de fait à la placette, elle n'a jamais été formellement intégrée à l'emprise de la voie par l'alignement opposable.

Aujourd'hui, elle permet notamment d'assurer la desserte de logements et est utilisée à des fins de stationnement. A ce titre, elle est entretenue par la collectivité depuis un certain nombre d'années.

Ainsi il est proposé de modifier l'alignement existant afin d'inclure formellement la parcelle n°442 à l'emprise de la rue Closener.

1. 2 Remarques d'ordre général

Durant toute la durée de l'enquête publique du lundi 13 février 2017 au mardi 28 février 2017, soit 16 jours consécutifs, le public n'a manifesté aucun intérêt pour cette enquête.

Lors des 2 permanences du 13 et du 28 février 2017, aucune personne ne s'est manifestée, ni pour consulter le dossier, ni pour consigner une observation ou une suggestion dans le registre d'enquête prévu à cet effet. Cependant, une observation indiquant que le projet était "*plutôt intelligent*" à été inscrite, hors permanence le 24 janvier 2017, par M. Heyd qui est résident de la rue Closener.

La faible implication du public à l'égard de ce projet de modification de l'alignement de la rue Closener à Strasbourg-Robertsau n'est, selon moi, pas le fait d'un manque d'information du public. Je pense plutôt que personne ne se sent concerné par le projet car il n'implique finalement aucun changement par rapport à la situation réelle et actuelle. En effet, hormis de sécuriser la "situation juridique" de la parcelle n°442 afin de l'intégrée effectivement au domaine public de voirie, ce changement n'a absolument aucun impact sur le quotidien des riverains de la rue Closener.

Ce projet de modification de l'alignement présente, selon moi un réel intérêt pour la collectivité. En effet, dans la mesure où il s'agit de "régulariser" une situation "de fait", sur un espace entretenu par la collectivité, son intégration au domaine public de voirie ne fait qu'acter la situation.

J'ai pu constater que cette parcelle est bien "un accessoire de voirie" et qu'elle est utilisée à des fins de stationnement. De plus, elle permet l'accès aux parcelles Sud et Ouest et comprend des arbres d'alignements entretenus par la collectivité.



Source : www.geoportail.gouv.fr

Le terrain objet de la modification de l'alignement est en fait inclue au trottoir et utilisée à des fins de stationnement.

2. *AVIS du Commissaire Enquêteur*

La parcelle cadastrée section CY n°442 fait partie intégrante de place de retournement de la rue Closener et fait l'objet d'un usage collectif et public. Elle remplit des fonctions utiles à l'exploitation de la rue Closener et son intégration formelle dans l'emprise de la rue Closener, me semble justifiée.

Ainsi, ce projet de modification de l'alignement de la rue Closener présente, selon moi, un réel intérêt pour sécuriser la situation juridique de la placette et permettre, le cas échéant un réaménagement de cet espace qui mériterait d'être repensé.

De mon point de vue, ce projet est donc tout à fait légitime et le rapport entre avantages attendus et inconvénients m'apparaît ici clairement favorable.

Sur la forme et la procédure de l'enquête :

- Considérant que les conditions de l'enquête ont respecté la législation et la réglementation en vigueur pour ce qui concerne les avis de publicité dans la presse et l'affichage,
- Considérant que cet affichage a été maintenu et vérifié tout au long de l'enquête,
- Considérant que le dossier mis à l'enquête était complet, de bonne qualité, et conforme à la législation en vigueur,
- Considérant que les permanences se sont déroulées dans de bonnes conditions d'organisation,
- Considérant que la population a bien eu la possibilité de s'exprimer librement sur les modifications proposées,

Sur le fond de l'enquête :

- Considérant l'observation portée sur le registre d'enquête,
- Considérant que le maître d'ouvrage a explicité ses choix dans le dossier d'enquête publique et que ceux-ci sont clairement énoncés,
- Considérant mes conclusions,

J'émets un AVIS FAVORABLE sans réserve, au projet de modification de l'alignement de la rue Closener à Strasbourg-Robertsau.

Fait à Osthoffen le 27 mars 2017

Le Commissaire Enquêteur



David ECKSTEIN

23

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Programme d'intérêt général (PIG) Habiter Mieux et Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Copropriétés Dégradées - attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'approuver le versement - au titre des Programmes d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux » et au titre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) « Copropriétés Dégradées » - de subventions aux particuliers dont les listes figurent ci-jointes, pour une enveloppe globale de **58 997 €**.

Le Conseil de communauté a en effet approuvé :

- par délibération du 23 mars 2012, le Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux » sur le territoire de l'Eurométropole,

- par délibération du 27 janvier 2012, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) « Copropriétés Dégradées » pour six copropriétés en difficultés - Spender à Koenigshoffen, Einstein à Cronenbourg, La Tour à la Meinau, Victor Hugo à Koenigshofffen et Eleonore I et II à Hautepierre.

Pour mémoire, le PIG et l'OPAH portent sur des travaux d'amélioration et de transformation des logements favorisant notamment la maîtrise des loyers, les économies d'énergies, la résorption de l'habitat indigne et la lutte contre la vacance.

Les propriétaires occupants ou bailleurs (particuliers ou institutionnels) qui réhabilitent des logements de plus de 15 ans, pour le PIG, et les propriétaires privés ou les syndicats des copropriétaires, pour l'OPAH, peuvent bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur. Les dossiers qui font l'objet de la présente délibération, qui vise à attribuer ces aides complémentaires, ont été validés en Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)

vu la délibération du Conseil de communauté du 27 juin 2008 validant le lancement d'une étude pré-opérationnelle pour la requalification des copropriétés en difficultés ;
vu la délibération du Conseil de communauté du 9 avril 2010 validant la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2010-2015 ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 30 juin 2016 validant le renouvellement de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat pour la période 2016-2021 ;
vu la délibération du Conseil de communauté du 27 mai 2011 relative au lancement d'un fonds d'aide à la rénovation thermique (FART) ;
vu la délibération du Conseil de communauté du 27 janvier 2012 relative aux modalités financières de l'OPAH « Copropriétés Dégradées » ;
vu la délibération du Conseil de communauté du 23 mars 2012relative aux modalités financières du PIG Habiter Mieux ;

après en avoir délibéré

approuve

- *le versement de subventions pour un montant de 57 327 €, au titre du programme d'intérêt général Habiter Mieux sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *le versement de subventions pour un montant de 1 670 €, au titre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) « Copropriétés Dégradées »,*

*soit un montant total de subventions de **58 997 €** aux bénéficiaires mentionnés sur les tableaux joints en annexe, pour un total de 44 logements concernés,*

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0117, programme 568, sur les budgets 2017 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants, dont le montant disponible avant la présente Commission est de 916 372,46 €.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Date de la commission ANAH	N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Adresse de l'immeuble	Propriétaire	Adresse du propriétaire	Type de propriétaire	Mandataire	Nombre de logement	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires (sauf *)	*ANAH Prime FART	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
31-mai-17	67011286	avec travaux	Strasbourg	9 rue de la Touraine	Mme Gulsum DURNA	9 rue de la Touraine 67100 STRASBOURG	Occupant		1		Classique avec Economie d'Energie	10 147 €	**3 552 €**	964 €	5%	**507 €**
31-mai-17	67011341	avec travaux	Wolfisheim	13 rue du Général Leclerc	M. et Mme Harrag BOUSEDRA	13 rue du Général Leclerc 67202 WOLFISHEIM	Occupant		1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	**7 000 €**	1 600 €	5%	**1 000 €**
31-mai-17	67011354	avec travaux	Schiltigheim	68 rue de la Gare	M. Olivier SCIANNIMANICO et Mme Myriam MULLER	68 rue de la Gare 67300 SCHILTIGHEIM	Occupant(TS)		1		Classique avec Economie d'Energie	18 405 €	**9 202 €**	1 840 €	10%	**1 840 €**
31-mai-17	67011389	avec travaux	Schiltigheim	31 rue de Mundolsheim	M. Louis CARTERON	31 rue de Mundolsheim 67300 SCHILTIGHEIM	Occupant		1		Classique avec Economie d'Energie	10 296 €	**3 603 €**	1 030 €	5%	**515 €**
31-mai-17	67011390	avec travaux	Strasbourg	19 rue des Charpentiers	M. Gwenhael BURGY	19 rue des Charpentiers 67000 STRASBOURG	Occupant		1		Classique avec Economie d'Energie	7 595 €	**2 658 €**	759 €	5%	**380 €**
31-mai-17	67011401	avec travaux	Strasbourg	15 rue des Gardes Champêtres	Mme Amélie CHAULET	15 rue des Gardes Champêtres 67000 STRASBOURG	Occupant(TS)		1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	**10 000 €**	2 000 €	10%	**2 000 €**
31-mai-17	67011402	avec travaux	Lingolsheim	130 rue du Maréchal Foch	M. et Mme Muzafer CALAKOVIC	130 rue du Maréchal Foch 67380 LINGOLSHEIM	Occupant(TS)		1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	**10 000 €**	2 000 €	10%	**2 000 €**
31-mai-17	67011422	avec travaux	Strasbourg	63 rue de l'Unterelsau	M. et Mme Bouziane HJOUB	63 rue de l'Unterelsau 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)		1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	**10 000 €**	2 000 €	10%	**2 000 €**
31-mai-17	67011425	avec travaux	Strasbourg	9 rue de Labaroche	M. Hugo GIROULT	9 rue de Labaroche 67100 STRASBOURG	Occupant(TS)		1		Classique avec Economie d'Energie	11 102 €	**5 551 €**	1 110 €	10%	**1 110 €**
31-mai-17	67010244	avec travaux	Strasbourg	9 rue Charles Gerhardt	M. et Mme Joseph MARCIANO	9 rue Charles Gerhardt 67000 STRASBOURG	Occupant(TS)		1		Classique avec Economie d'Energie	3 490 €	**1 745 €**	349 €	10%	**349 €**
6-juil.-17	67011244	avec travaux	Strasbourg	45 route de l'Hôpital	Mme Marguerite LOBSTEIN	45 route de l'Hôpital 67100 STRASBOURG	Bailleur		1	loyer social	Classique (MD)	7 877 €	**2 757 €**	0 €	10%	**788 €**
6-juil.-17	67011319	avec travaux	Strasbourg	76 rue du Faubourg National	M. et Mme Georges LAMBERT	1 impasse du Stade 57400 SARREBOURG	Bailleur		1	loyer social	Classique (MD)	16 882 €	**5 909 €**	1 500 €	10%	**1 688 €**
6-juil.-17	67011355	avec travaux	Strasbourg	32 rue des Ormes	M. Jean-Marc BRENDEL	72 route de Sélestat 68750 BERGHEIM	Bailleur		1	loyer social	Classique (MD)	47 545 €	**16 641 €**	1 500 €	10%	**4 755 €**
20-juil.-17	67011393	avec travaux	Strasbourg	4 rue de Neugartheim	M. et Mme Mustapha SADDIX	4 rue de Neugartheim 67200 STRASBOURG	Occupant		1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	**7 000 €**	1 600 €	5%	**1 000 €**
20-juil.-17	67011424	avec travaux	Lingolsheim	21 rue Tiergaertel	M. et Mme Abdelaziz LAGHLED	21 rue Tiergaertel 67380 LINGOLSHEIM	Occupant(TS)		1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	**10 000 €**	2 000 €	10%	**2 000 €**
20-juil.-17	67011482	avec travaux	Geispolsheim	46 rue du Maréchal Foch	M. et Mme Corneliu-Sorin RAUTU	46 rue du Maréchal Foch 67118 GEISPOLSHEIM	Occupant(TS)		1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	**10 000 €**	2 000 €	10%	**2 000 €**
20-juil.-17	67011491	avec travaux	Geispolsheim	22 rue du Collège	M. et Mme Lamine BENDIAB	22 rue du Collège 67118 GEISPOLSHEIM	Occupant		1		Classique avec Economie d'Energie	15 329 €	**5 365 €**	1 533 €	5%	**766 €**
20-juil.-17	67011492	avec travaux	Strasbourg	39 rue de la Charmille	MM. Jean Nil ROBINE et Christian FINANCE	39 rue de la Charmille 67200 STRASBOURG	Occupant		1		Classique avec Economie d'Energie	19 261 €	**6 741 €**	1 600 €	5%	**963 €**
20-juil.-17	67011493	avec travaux	Lingolsheim	13 rue de Wolfisheim	M. Lionel TRAN et Mme Marion GOENNER	13 rue de Wolfisheim 67380 LINGOLSHEIM	Occupant		1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	**7 000 €**	1 600 €	5%	**1 000 €**
20-juil.-17	67011494	avec travaux	Hoenheim	11 rue de la Saône	M. et Mme Abdelouahid SAMAR	2 rue de Bretagne 67300 SCHILTIGHEIM	Occupant		1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	**7 000 €**	1 600 €	5%	**1 000 €**
20-juil.-17	67011495	avec travaux	Strasbourg	24 rue de Fréland	Mme Caroline HILGERT	1 quai Bruckhof 67000 STRASBOURG	Bailleur		1	loyer social	Classique (MD)	15 695 €	**6 493 €**	1 500 €	10%	**1 570 €**
20-juil.-17	67011496	avec travaux	Strasbourg	24 A rue du Maréchal Lefèbvre	M. Christian STOLTZ SCI CHRISY	24a rue du Maréchal Lefèbvre 67100 STRASBOURG	Bailleur		1	loyer social	Classique avec Economie d'Energie	40 956 €	**14 334 €**	1 500 €	10%	**4 096 €**
/	67010830	avec travaux	Strasbourg	2 rue César Julien	M. Jean FRANKEN SCI FRANKEN Jean	228 Corniche du Soleil 83110 SANARY-SUR-MER	Bailleur	M. Marc ANSELM 26 rue de la Patrie 67300 SCHILTIGHEIM	1	loyer social		0 €	**0 €**	0 €	0%	**1 500 €**
20-juil.-17	67011531	avec travaux	Achenheim	1 rue des Prunus	M. Julien WOLFF et Mme Valérie LUDMANN	1 rue des Prunus 67204 ACHENHEIM	Occupant		1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	**7 000 €**	1 600 €	5%	**1 000 €**
/	067 SLS 201705 0084	sans travaux	Mundolsheim	9 rue Berlioz	M. Jean-François JUNG	3a rue de la Gare 67190 MOLLKIRCH	Bailleur		1	loyer social		0 €	**0 €**	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 201705 0085	sans travaux	Schiltigheim	3 rue du Hohwald	Mme Jeanine MUNIER	6 quartier de Triembach au Val 67220 SAINT MAURICE	Bailleur		1	loyer social		0 €	**0 €**	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 201705 0086	sans travaux	Schiltigheim	3 rue du Hohwald	Mme Jeanine MUNIER	6 quartier de Triembach au Val 67220 SAINT MAURICE	Bailleur		1	loyer social		0 €	**0 €**	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 201706 0090	sans travaux	Strasbourg	65 route d'Altenheim	M. Thomas MOULIN	65b route d'Altenheim 67100 STRASBOURG	Bailleur		1	loyer social		0 €	**0 €**	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 201706 0102	sans travaux	Schiltigheim	10 rue de Haguenau	Mme Danielle FREY	14 rue de la Renaissance 67000 STRASBOURG	Bailleur		1	loyer social		0 €	**0 €**	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 2017 06 0104	sans travaux	Strasbourg	50 route des Romains	Mme Danielle FREY	14 rue de la Renaissance 67000 STRASBOURG	Bailleur		1	loyer social		0 €	**0 €**	0 €	0%	**1 500 €**

Date de la commission ANAH	N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Adresse de l'immeuble	Propriétaire	Adresse du propriétaire	Type de propriétaire	Mandataire	Nombre de logement	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires (sauf *)	*ANAH Prime FART	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
7-août-17	067 SLS 201706 0105	sans travaux	Schiltigheim	3 rue de Niederbronn	M. Nicolas SAVARY	28 rue de la Liberté 68300 SAINT-LOUIS	Bailleur		1	loyer social		0 €	**1 000 €**	0 €	0%	**500 €**
/	067 SLS 201706 0092	sans travaux	Bischheim	23 rue du Général Leclerc	M. et Mme Michel DIDIERJEAN	52 rue du Sénateur Kistler 67850 HERRLISHEIM	Bailleur		1	loyer social		0 €	**0 €**	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 201707 0111	sans travaux	Strasbourg	65 route d'Altenheim	Mme Claire MOULIN	6 impasse du Châtelet de la Forêt 67100 STRASBOURG	Bailleur	M. Jean-Pierre MOULIN 27 rue de la Griesmatt 67100 STRASBOURG	1	loyer social		0 €	**0 €**	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 201707 0112	sans travaux	Strasbourg	11 rue des Bouvreuils	M. Olivier MISLIN	48 route de l'Hôpital 67100 STRASBOURG	Bailleur		1	loyer social		0 €	**0 €**	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 201707 0113	sans travaux	Strasbourg	67 boulevard La Fontaine	M. et Mme Rachid EL YAAKOUBI	101 route de Hausbergen 67300 SCHILTIGHEIM	Bailleur		1	loyer social		0 €	**0 €**	0 €	0%	**1 500 €**
20-juil.-17	067 SLS 201707 0115	sans travaux	Strasbourg	39 avenue François Mitterand	M. et Mme Jean-Luc WEIGEL	1 rue des Dahlias 67207 NIEDERHAUSBERGEN	Bailleur		1	loyer social		0 €	**1 000 €**	0 €	0%	**1 500 €**
20-juil.-17	067 SLS 201707 0116	sans travaux	Lingolsheim	4 rue Laegert	M. et Mme Gérard SCHMITTHAEUSLER	12 rue de la Retraite 67115 PLOBSHEIM	Bailleur		1	loyer social		0 €	**1 000 €**	0 €	0%	**1 500 €**
7-août-17	067 SLS 201707 0123	sans travaux	Strasbourg	17 rue Geiler	M. Jean-Paul HEYSCH SCI 17 RUE GEILER	La Gorge 38190 SAINT-AGNES	Bailleur		1	loyer social		0 €	**1 000 €**	0 €	0%	**500 €**
7-août-17	067 SLS 201707 0122	sans travaux	Strasbourg	16 rue Daniel Hirtz	M. Jean-Paul HEYSCH	La Gorge 38190 SAINT-AGNES	Bailleur		1	loyer social		0 €	**1 000 €**	0 €	0%	**500 €**
20-juil.-17	67011553	avec travaux	Ostwald	10 rue de Colmar	M. et Mme Hamza OZKAN	10 rue de Colmar 67540 OSTWALD	Occupant(TS)		1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	**10 000 €**	2 000 €	10%	**2 000 €**
Total									**40**			444 581 €	184 553 €	35 185 €		**57 327 €**

Concernant l'aide de l'ANAH de 1 000 € sur les dossiers sans travaux il s'agit de la Prime d'Intermédiation Locative lorsque le propriétaire passe par Horizon Amitié ou une autre association d'intermédiation locative agréée par l'Etat.

date de la commission ANAH	N° dossier	Commune	Adresse de l'immeuble	Type de propriétaire	Propriétaire	Adresse du propriétaire ou du représentant	Nombre de logements	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires (sauf *)	*ANAH Prime FART	Taux	Eurométropole Montant total prévitionnel y compris les primes complémentaires
20/07/2017	67011524	Strasbourg	75 boulevard La Fontaine	Occupant(TS)	M. et Mme Toufik MELIK	75 boulevard La Fontaine 67200 STRASBOURG	1	Classique avec Economie d'Energie	6 703 €	3 551 €	670 €	10%	**670 €**
20/07/2017	67011525	Strasbourg	70 boulevard La Fontaine	Occupant	M. Fahim AMIR	70 boulevard La Fontaine 67200 STRASBOURG	1	Classique avec Economie d'Energie	4 965 €	1 738 €	496 €	5%	**248 €**
20/07/2017	67011526	Strasbourg	60 boulevard La Fontaine	Occupant	M. et Mme Hassan EDDIB	60 boulevard La Fontaine 67200 STRASBOURG	1	Classique avec Economie d'Energie	1 104 €	387 €	0 €	5%	**55 €**
20/07/2017	67011527	Strasbourg	59 boulevard La Fontaine	Occupant(TS)	Mme Nora TAKBOU-HAMZA	59 boulevard La Fontaine 67200 STRASBOURG	1	Classique avec Economie d'Energie	6 968 €	3 484 €	697 €	10%	**697 €**
Total							**4**		19 739 €	9 160 €	1 863 €		**1 670 €**

24

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Adaptation du logement au handicap : attribution de subventions à divers bénéficiaires.

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'approuver le versement d'une enveloppe globale de **12 277 €,** pour les différents projets listés en annexe, dans le cadre de l'aide versée pour l'adaptation du logement au handicap.

Dans le cadre de son Programme Local de l'Habitat, le Conseil de Communauté s'est en effet engagé par délibérations des 7 juillet 2000 et 6 juin 2014 « Evolution des aides relatives aux travaux d'adaptation des logements au handicap et à la perte d'autonomie des personnes » à soutenir financièrement une partie des travaux permettant le maintien à domicile des personnes handicapées ou des personnes âgées à mobilité réduite.

Les bénéficiaires de cette aide sont les propriétaires occupants et les locataires dont les revenus sont inférieurs à un plafond de ressources revu chaque année. Ces plafonds sont à comparer avec les revenus fiscaux de référence de l'année N-2 de toutes les personnes qui occupent le logement. Toutefois, si les revenus ont fortement baissé entre l'année N-2 et l'année N-1, il est possible de prendre en compte les revenus de l'année N-1.

Nombre de personnes dans le ménage	**Ménages « très modestes »***	**Ménages « modestes »***	**Ménages EmS (+20% des plafonds « ménages modestes »**
1	14 360 €	18 409 €	22 091 €
2	21 001 €	26 923 €	32 308 €
3	25 257 €	32 377 €	38 852 €
4	29 506 €	37 826 €	45 391 €
5	33 774 €	43 297 €	51 956 €
personne supplémentaire	+ 4 257 €	+ 5 454 €	+ 6 545 €

* Plafonds de ressources ANAH

Les propriétaires bailleurs, qu'ils soient privés ou publics, peuvent percevoir une subvention lorsqu'ils réalisent ces travaux pour le compte de ces locataires.

Deux types de travaux sont pris en considération : l'aménagement des salles d'eau et l'aménagement des accès avec ascenseur ou plate-forme élévatrice.

La participation de l'Eurométropole de Strasbourg a été fixée à 25 % des travaux, avec un taux diminué à 20 % pour les propriétaires occupants à ressources « modestes » (nomenclature de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH)) bénéficiant d'un taux de subvention de 45 % de l'agence et à 15 % pour les propriétaires occupants à ressources « très modestes » bénéficiant d'un taux de subvention de 60 % de l'ANAH.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

le versement de subventions pour un montant total de 12 277 €, au titre de l'adaptation du logement au handicap, aux bénéficiaires mentionnés sur le tableau joint en annexe.

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire fonction 422, nature 20422, HP01, programme 7032, dont le montant disponible avant la présente Commission est de 32 867 €.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Bénéficiaires	Dossier n°	Adresse	Coût (TTC) estimé des travaux retenus au titre du handicap	Coût (HT) estimé des travaux retenus au titre du handicap	Taux de la subvention	Strasbourg Eurométropole	CPAM	Conseil Départemental	CARSAT, MSA ou RSI	Caisses complé-mentaires ou DDCS	ANAH	PCH	Total subventions	Total en %
Jean-Pierre SCHAAL	2015/683	20 rue des Prés 67110 BLAESHEIM	11 366 €	10 333 €	25%	**2 583 €**	0 €	1 350 €					3 933 €	35%
Yossef ASSOUN	2016/369	105 route du Polygone 67100 STRASBOURG	8 278 €	7 525 €	25%	**1 881 €**	0 €	1 129 €	0 €				3 010 €	36%
Georgette SCHENEL	2016/672	9 rue de la Paix 67450 MUNDOLSHEIM	6 184 €	5 622 €	20%	**1 124 €**	0 €	1 687 €	843 €		2 530 €		6 184 €	100%
Geneviève PERNY	2017/024	15 rue de la Niederbourg 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	10 987 €	9 767 €	25%	**2 442 €**	0 €	1 350 €					3 792 €	35%
Marie-Louise OBERLE	2017/067	10 rue de Stutzheim 67200 STRASBOURG	5 806 €	5 278 €	20%	**1 056 €**	0 €	792 €	1 085 €		2 375 €		5 308 €	91%
Richard BOUR	2017/117	4 rue Charlemagne 67300 SCHILTIGHEIM	5 443 €	4 948 €	25%	**1 237 €**	0 €	742 €					1 979 €	36%
Robert BURGARD	2017/135	11 rue de la Carpe 67610 LA WANTZENAU	3 928 €	3 571 €	25%	**893 €**	0 €	536 €					1 429 €	36%
Jean-Claude KOENIG	2017/156	275 route d'Oberhausbergen 67200 STRASBOURG	4 666 €	4 242 €	25%	**1 061 €**	0 €	1 273 €					2 334 €	50%
Total			56 658 €	51 286 €		**12 277 €**	0 €	8 859 €	1 928 €	0 €	4 905 €	0 €	22 227 €	39%

CPAM : Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CARSAT : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail
MSA : Mutualité Sociale Agricole
ANAH : Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat
PCH : Prestation de Compensation au Handicap (déduite du Coût (TTC) des travaux retenu au titre du handicap avant le calcul de la subvention)
DDCS : Direction Départementale de la Cohésion Sociale
L'aide financière n'a pas encore été communiquée par les organismes concernés.

Les différentes aides dépendent des droits personnels ouverts, des plafonds de ressources et des coûts de travaux retenus au titre du handicap.

25

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

CUS-Habitat - Garantie d'emprunt auprès du Crédit Agricole d'Alsace Vosges - Travaux d'amélioration et de mise aux normes des équipements de chauffage et ascenseurs de diverses opérations.

Ce projet couvre un ensemble de 10 opérations pour des travaux d'entretien des installations d'ascenseurs et 24 opérations pour des travaux d'amélioration de chauffage du parc de CUS-Habitat localisé sur Strasbourg.

Les caractéristiques des travaux par opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'emprunt à contracter par CUS-Habitat pour la réalisation de ces opérations ne fait pas partie de la garantie globale de l'Eurométropole de Strasbourg, en date du 25 novembre 2015.

Cet emprunt d'un montant total de 1 900 000 € sera contracté auprès du Crédit Agricole Alsace Vosges.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, en contrepartie de cette garantie d'emprunt, l'Eurométropole de Strasbourg bénéficiera d'un contingent réservataire à hauteur de 5 % du nombre de logements concernés par le prêt pour les opérations où les travaux d'amélioration seront réalisés.

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande du bailleur de garantir le prêt.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau),
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu le contrat de prêt N° 86290307639 en annexe signé entre CUS-Habitat, ci-après l'Emprunteur et du Crédit Agricole Alsace Vosges, ci-après le prêteur
après en avoir délibéré
approuve

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 900 000 € souscrit par CUS-Habitat auprès du Crédit Agricole Alsace Vosges, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 86290307639.*

Le dit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par CUS-Habitat, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole Alsace Vosges, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à CUS-Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges ;

décide

le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements suivant la liste annexée ;

autorise

le Président, ou son-sa représentant(e) à signer toute convention avec CUS-Habitat, à exécuter la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie d'emprunt n'est pas opposable au Crédit Agricole Alsace Vosges en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 29 septembre 2017

par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après transmission au Contrôle de Légalité préfectoral et affichage au Centre Administratif Le 2 octobre 2017

Annexe n° 1

ascenseur
chauffage

CO	Programme	Libellés	Prix de revient final	Prêt a contracter	FP
JUCHS	041I09	REMPL. PORTES MACHINERIES ASCENSEURS	60 711,48	45 000,00	15 711,48
Obringer/Palermiti	241I90	RPLT CB GAZ PAR CB ELECTRIQUE	59 400,00	45 000,00	14 400,00
JUCHS	031I61	TRX ASC EPIS KENZ RHIN MIGN - ASMA	174 292,58	130 000,00	44 292,58
JUCHS	071I13	TRX ASC HUNAW ZELLENB ZIEGEL ASMA	42 378,60	35 000,00	7 378,60
JUCHS	394I02	TRX ASC - F MITTERAND - DADELSEN - ASMA	144 288,10	110 000,00	34 288,10
JUCHS	442I04	TRX ASCENSEUR-18 CANONNIERS -ASCA - ASMA	45 766,60	35 000,00	10 766,60
JUCHS	781I05	TRX ASC. 30 32 F MAURIAC - ASMA - ASAR	54 117,20	40 000,00	14 117,20
JUCHS	821I01	TRX ASC 18 20 JACOB MAYER - ASAR ASMA	52 093,80	35 000,00	17 093,80
Obringer/Palermiti	073I02	RPLT RADIATEURS 21 KEMBS	171 817,83	130 000,00	41 817,83
Obringer/Palermiti	273I02	RPLT CHAUDIERE 9 RUE NESSLER	40 928,00	30 000,00	10 928,00
Obringer/Palermiti	392I11	MEP SURPRESSEUR MARQUISE DE SEVIGNE	20 658,95	15 000,00	5 658,95
Obringer/Palermiti	501I14	CANIVEAUX 11 GUIRBADEN	21 649,16	15 000,00	6 649,16
Obringer/Palermiti	681I01	RPLT CB VMC GAZ EN P3R MARCHE	34 558,70	25 000,00	9 558,70
JUCHS	111I14	TRX ASC. - 10 12 14 18 20 22 24 DIV. LEC	58 901,70	45 000,00	13 901,70
Obringer/Palermiti	391I84	RPLT VANNES ADOUCISSEURS	22 869,00	15 000,00	7 869,00
JUCHS	028I01	TRX ASC 10 12 1ERE ARMEE - ASMA	29 004,80	20 000,00	9 004,80
JUCHS	392I42	TRX. ASC. - SÉVIGNE CORNEILLE - AR - MA	96 102,60	75 000,00	21 102,60
Obringer/Palermiti	311I31	RPLT CHAUFFE BAIN ESPLANADE 2016 (EX T5)	105 385,80	85 000,00	20 385,80
Obringer/Palermiti	311I32	RPLT RADIATEURS ANNEE 2016	414 744,10	310 000,00	104 744,10
Obringer/Palermiti	311I33	CANIVEAU CHAUF ISTANBUL/NICOSIE	72 793,60	60 000,00	12 793,60
Obringer/Palermiti	352I14	RPLT CHAUDIERE N°3 CHAUF HALDENBOURG	57 034,08	45 000,00	12 034,08
Obringer/Palermiti	363I60	ARMOIRE ELECTRIQUE CHAUFFERIE BECQUEREL	53 715,45	40 000,00	13 715,45
Obringer/Palermiti	072I07	RPLT POMPE CHAUFFAGE 14C BALE	27 658,34	15 000,00	12 658,34
Obringer/Palermiti	241I58	REMPL ROBT THERM+TES+PURGEURS 1 AU 11 HO	58 287,50	45 000,00	13 287,50
Obringer/Palermiti	251I31	REMPLT ROB THERM+TES+PURGEUR 14 AU 18 LO	18 102,83	15 000,00	3 102,83
Obringer/Palermiti	251I32	REMPL ROB THERM+TES+PURGEUR 3 AU 5 SCHUL	36 654,36	30 000,00	6 654,36
Obringer/Palermiti	251I16	CANIVEAUX 1 AU 8 WEEBER	27 762,09	25 000,00	2 762,09
Obringer/Palermiti	551S03	RPLT CHAUDIERES DANS LE CADRE DU MARCHE	126 635,00	85 000,00	41 635,00
Obringer/Palermiti	742S00	RENOV CHAUF + CALOSAT LOGTS RUE KLEM	151 173,36	110 000,00	41 173,36
Obringer/Palermiti	182I01	S LE CADRE DU MARCHE 308-310-312 RTE DE SCHIRMECK ET	81 594,08	65 000,00	16 594,08
Obringer/Palermiti	658S00	RÉNOVATION CHAUFFERIES RUE FISCHAKER	64 294,78	50 000,00	14 294,78
Obringer/Palermiti	352I27	MISE EN PLACE CHAUFFE BAIN ELECTRIQUE	20 327,12	15 000,00	5 327,12
Obringer/Palermiti	441I15	CANIVEAUX 19 GRIBEAUVAL	44 609,60	35 000,00	9 609,60
Obringer/Palermiti	901I14	REMPLACEMENT BRULEUR N3	78 589,61	60 000,00	18 589,61
		Total chauffage:	**1 766 633,74**	**1 330 000,00**	**436 633,74**
		Total ascenseur:	**757 657,46**	**570 000,00**	**187 657,46**
				1 900 000,00	**624 291,20**

CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES
67008 STRASBOURG CEDEX
Tél : 03 88 25 42 42 (non surtaxé) Fax : 03 88 25 41 57

Siège Social : 1 Place de la Gare 67000 STRASBOURG
RCS : 437 642 531 RCS Strasbourg

CONTRAT DE PRET

Les présentes ont pour objet de définir les conditions financières, particulières et générales d'un prêt consenti par le CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07008967 à la **Collectivité Emprunteuse**.

COMPARUTION DES PARTIES

ENTRE :

OPH COMMUNNAUTE URBAINE STRABOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
67100-STRASBOURG
Représenté(e) par :
MONSIEUR DAMBIER JEAN-BERNARD en qualité de REPRESENTANT

L'ensemble des délibérations est annexé au présent contrat.

ci-après dénommée la **Collectivité Emprunteuse,**

ET

CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES,

ci-après dénommée le **Prêteur.**

Date d'édition du contrat : 26/06/2017

Les conditions de ce contrat sont valables jusqu'au 26/07/2017.
Référence financement : DT6564

OBJET DU FINANCEMENT
FINANCEMENT DE TRAVAUX DE RENOVATION

CONDITIONS FINANCIERES ET PARTICULIERES DU PRET

Référence du prêt : 86290307639 (numéro susceptible de modifications à l'initiative du **Prêteur**)

DESIGNATION DU CREDIT

MT COLL PUB

Montant : un million neuf cent mille euros (1 900 000,00 EUR)
Durée : 180 mois
Taux d'intérêt annuel fixe : 1,0000 %

La première mise à disposition des fonds devra être effectuée au plus tard le 26/10/2017. Passé ce délai, aucune demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

La mise à disposition totale des fonds devra être effectuée au plus tard le 21/06/2018. Passé ce délai, aucune nouvelle demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**

TAUX EFFECTIF GLOBAL
Taux d'intérêt annuel : 1,0000 % l'an
Frais fiscaux : 0,00 EUR
Frais de dossier : 1 900,00 EUR
Taux effectif global : 1,01 % l'an
Taux effectif global en fonction de la périodicité trimestrielle : 0,25 %

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT
Périodicité : trimestrielle
Nombre d'échéances : 60 Jour d'échéance retenu le : 31
Montant des échéances :
59 échéance(s) de 34 140,51 EUR (capital et intérêts)
1 échéance(s) de 34 140,65 EUR (capital et intérêts)

Initiales :

Les intérêts sont payables à terme échu.
S'agissant d'un prêt à échéances constantes, le montant de l'échéance est ici précisé en capital et intérêts.

GARANTIES

A la sûreté et remboursement du présent prêt en principal et intérêts, frais, indemnités et autres accessoires et de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat, l'**Emprunteur** fournit au **Prêteur** la(les) garantie(s) désignée(s) ci-dessous :

CAUTIONNEMENTS SOLIDAIRES

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
dont le siège social est : 1 PLACE DE L ETOILE
67100 STRASBOURG
Immatriculée 246700488 RCS
Représenté(e) par :
- M. dûment habilité
Pour un montant en principal de 1 900 000,00 EUR, plus intérêts, commissions, frais et accessoires.

REMBOURSEMENT ANTICIPE - INDEMNITE

La **Collectivité Emprunteuse** a la faculté de rembourser par anticipation son prêt, en partie ou en totalité.
Une demande devra être adressée au **Prêteur** par lettre recommandée avec avis de réception portant mention de la date précise du remboursement anticipé et s'il s'agit d'un remboursement partiel, du montant du remboursement envisagé. Si cette date coïncide avec une date d'échéance, cette échéance sera exigible et le capital à rembourser par anticipation sera celui restant dû après cette échéance.
Tout remboursement anticipé pourra être partiel ou total ; sans pouvoir être inférieur à 10 % du montant initial du prêt sauf s'il s'agit de son solde.
Tout remboursement anticipé donnera lieu au paiement par la **Collectivité Emprunteuse** des indemnités suivantes :
- une indemnité de gestion égale à 2 mois d'intérêts calculés au taux d'intérêt sur le capital remboursé par anticipation ;
- lorsque le remboursement anticipé intervient en période de baisse de taux, une indemnité financière égale au nombre de mois (M) calculés au taux d'intérêt du prêt sur la base du capital remboursé par anticipation. Elle est déterminée par application des équations suivantes :

- pour un prêt IN FINE :

$$M = \frac{[TEC10(1) - TEC10(2)] \times \text{durée restant à courir en nombre de mois}}{\text{Taux d'intérêt du prêt}}$$

- pour un prêt AMORTISSABLE :

$$M = \frac{[TEC10(1) - TEC10(2)] \times \text{durée restant à courir en nombre de mois}}{\text{Taux d'intérêt du prêt} \times 2}$$

- dans laquelle TEC10(1) est le TEC10 associé à la date de réalisation et TEC10(2) est le TEC10 associé au remboursement anticipé.

$$IF = \frac{M \times \text{Taux d'intérêt du prêt} \times \text{Capital remboursé par anticipation}}{12}$$

Dans l'une ou l'autre de ces formules :
Le « taux d'intérêt du prêt » auquel il est fait référence est celui en vigueur à la date du remboursement anticipé.
La durée restant à courir, exprimée en nombre de mois est déterminée par la durée qui sépare la date de remboursement anticipé et la date de dernière échéance normale du prêt.
Pour le calcul de M, le résultat sera arrondi à la première décimale après la virgule comme suit :
- si la deuxième décimale après la virgule est 0, 1, 2, 3, au 4, le résultat sera arrondi à l'unité inférieure de la première décimale, comme l'illustre l'exemple suivant pour un résultat de 5,72 la valeur de M sera 5,7.
- si la deuxième décimale après la virgule est 5, 6, 7, 8 ou 9, le résultat sera arrondi à l'unité supérieure de la première décimale, comme l'illustre l'exemple suivant pour un résultat de 5,38 la valeur de M sera 5,4.
Cette indemnité est exigible et devra être payée le jour du remboursement anticipé. La baisse des taux est constatée dès lors que la valeur du TEC10 (taux de l'échéance constante 10 ans) du mois précédant celui de la date de remboursement anticipé, ou s'il venait à disparaître, de tout autre index qui lui serait substitué, est inférieure à la valeur du TEC10 du mois précédant celui du jour de la réalisation du prêt. Par contre, si la réalisation et/ou le remboursement interviennent entre le 1er et le 5 du mois, le TEC10 pris en compte sera celui du deuxième mois précédant le mois du(des) événement(s) ci-dessus précisé(s).
Le calcul de cette indemnité sera effectué et communiqué à la **Collectivité Emprunteuse** au plus tard la veille de la date de remboursement anticipé.
Les intérêts normaux courront jusqu'au jour du remboursement anticipé effectif.

JUSTIFICATION DES FONDS

L'**Emprunteur** s'engage à fournir au **Prêteur** le jour de la mise à disposition des fonds ou à défaut, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, les justifications relatives à l'objet du prêt et au montant de la dépense.
L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à effectuer tout contrôle sur place ou sur pièce de l'exactitude des justifications fournies.
L'**Emprunteur** reconnaît que, à défaut d'une présentation des justifications de la dépense ayant servi de base au calcul du prêt, le prêt deviendra exigible.
L'**Emprunteur** s'engage, dans le cas où le montant des dépenses réellement engagées se révèlerait inférieur au coût du projet figurant dans la demande, à rembourser à due concurrence une partie du montant réalisé.

CONDITIONS GENERALES

ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITE EMPRUNTEUSE

La Collectivité Emprunteuse déclare et garantit :
- que la signature et l'exécution du contrat sont conformes aux dispositions légales résultant notamment de la loi n°82-213 du 2 mars 1982 et des textes complémentaires ou modificatifs ultérieurs,
- qu'aucune instance, action ou procédure administrative ou judiciaire n'est en cours, ou à sa connaissance n'est sur le point d'être intentée ou engagée, qui aurait pour effet d'empêcher ou d'interdire la signature ou l'exécution du contrat ou qui risquerait d'affecter sa situation financière ou sa gestion,
- que tous les documents financiers et toutes les informations complémentaires s'y rapportant, fournis au **Prêteur**, sont sincères et exacts,

Initiales :

- qu'à sa connaissance, aucun des cas d'exigibilité anticipée, visés au paragraphe « EXIGIBILITE ANTICIPEE » ci-après n'est applicable à ce jour.

La Collectivité Emprunteuse s'engage pendant toute la durée du contrat :

- à demander dans les meilleurs délais toutes les autorisations des autorités compétentes qui pourraient devenir nécessaires après la date de la signature en vue de l'exécution de ses obligations aux termes du présent contrat,
- à notifier sans délai au **Prêteur** la survenance de tout événement pouvant justifier l'exigibilité anticipée prévue au paragraphe « EXIGIBILITE ANTICIPEE » qui serait susceptible de la justifier et à relater les faits se rapportant à cet événement susceptible d'avoir un effet défavorable sur sa situation financière ou d'opérer un transfert du présent emprunt à une autre personne morale,
- à aviser le **Prêteur** et à lui remettre tous documents justificatifs, de toutes modifications et changements intervenus dans les délégations données ou retirées chez la **Collectivité Emprunteuse**,
- à remettre chaque année au **Prêteur**, dès que disponible, à compter de la date de signature du présent contrat, et pendant toute la vie du crédit, les documents comptables, fiscaux et budgétaires, un état de sa dette et de ses engagements financiers dans l'ensemble de son périmètre d'intervention ainsi que tous autres documents qui seraient estimés nécessaires au **Prêteur**, à tout moment, pour s'assurer de la bonne exécution du présent contrat.

PREUVE DE LA REALISATION DU CREDIT

Il est expressément convenu entre les parties que la mise à disposition des fonds du prêt et son remboursement seront suffisamment justifiés par les écritures du **Prêteur** et du comptable assignataire de la **Collectivité Emprunteuse**.

EXCLUSION DU COMPTE COURANT

Les parties conviennent, nonobstant toute clause contraire pouvant figurer dans un contrat ou accord antérieur, d'exclure les créances résultant du présent contrat, de tout mécanisme de compensation, de quelque nature que ce soit.

MODIFICATIONS DES LOIS ET REGLEMENTS EN VIGUEUR

Du chef de la Collectivité Emprunteuse

- Le **Prêteur** a accepté de consentir le crédit dans les termes du présent contrat en considération de la législation et de la réglementation régissant, à la date de sa signature, les activités financières des collectivités locales et de l'interprétation qui en est faite par les autorités chargées de leur application et plus particulièrement, des dispositions de ces législations et réglementations relatives aux finances locales (établissement, adoption, contrôle..).
- En conséquence, si une nouvelle disposition, interprétation ou décision de même nature avait pour effet de porter atteinte, même rétroactivement, au régime des garanties et protections que la réglementation des finances locales visée à l'alinéa précédent assure au **Prêteur** (notamment en cas de déséquilibre budgétaire ou de difficultés financières), la **Collectivité Emprunteuse** en donnera notification au **Prêteur** par lettre recommandée avec accusé de réception et tous deux se concerteront dans un délai de 30 jours.
- Si aucune solution mutuellement acceptable ne peut être trouvée ou si la nouvelle disposition, interprétation ou décision interdit une telle solution, la **Collectivité Emprunteuse** devra, au cours des 7 jours ouvrables suivant le dernier jour du délai de 30 jours, mentionné à l'alinéa précédent, mettre fin à l'engagement du **Prêteur** et rembourser le crédit dans les conditions prévues au paragraphe « EXIGIBILITE ANTICIPEE » du présent contrat.

Du chef du Prêteur

- Si les Autorités Françaises venaient à édicter des dispositions légales ou réglementaires dont l'interprétation et/ou l'application s'opposeraient à ce que le **Prêteur** puisse exécuter ou maintenir ses engagements au titre et dans les termes du présent contrat ou qui auraient pour effet de rendre illégales pour lui les obligations contractées aux termes du présent contrat, le **Prêteur** en aviserait immédiatement la **Collectivité Emprunteuse** par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le **Prêteur** serait alors relevé de l'ensemble de ses obligations sans qu'il puisse lui en être fait grief et toutes sommes qui lui seraient dues deviendraient exigibles lors de l'échéance la plus proche, à moins qu'une solution de substitution ne soit trouvée avant cette date d'un commun accord entre les parties.

- Si les lois et règlements, directives, recommandations ayant force obligatoire ou émanant d'un organisme ou d'une autorité dont les règlements ou les recommandations sont généralement appliqués par les banques ou si un changement dans leur interprétation à laquelle le **Prêteur** se réfère actuellement, venaient à être modifiés ou appliqués de manière telle qu'il ait à subir des charges financières supplémentaires qui augmenteraient pour lui le coût de son propre financement ou qui auraient pour conséquence de réduire la marge nette du **Prêteur**, il en informerait immédiatement la **Collectivité Emprunteuse** sous forme de notification par courrier recommandé avec accusé de réception.

La **Collectivité Emprunteuse** prendrait alors à sa charge le coût supplémentaire de l'opération. Il est précisé qu'à compter de l'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions, la **Collectivité Emprunteuse** aura la faculté de rembourser par anticipation, sans pénalité, toutes les sommes dues au **Prêteur** à quelque titre que ce soit, lors de l'échéance la plus proche moyennant le respect d'un préavis de 5 jours ouvrés, délai courant à compter de la date de réception par la Banque, d'un courrier l'informant de la date de remboursement.

Le **Prêteur** indiquera à la **Collectivité Emprunteuse** lesdites sommes dans sa notification.

UTILISATION DE LA TELECOPIE OU FAX

En cas d'envoi par fax, appelé aussi indifféremment télécopie, les dispositions suivantes s'appliqueront :

- Il est expressément convenu que cette technique de transmission des ordres étant choisie par la **Collectivité Emprunteuse**, qui se déclare consciente des risques inhérents à ce mode opératoire, la responsabilité du **Prêteur** ne pourra être engagée qu'en cas de mauvaise exécution d'un ordre clair et complet signé par une personne habilitée.

Le **Prêteur** qui aura régulièrement exécuté un ordre revêtu, en apparence, de la signature d'une personne habilitée, sera valablement libéré par l'exécution de cet ordre.

- En cas de défectuosité manifeste et apparente dans la qualité du message ou de manque de clarté ou de cohérence dans son contenu, le **Prêteur** l'indiquera à la **Collectivité Emprunteuse** par tout moyen approprié (télécopie ou courrier ...), et il appartiendra à la **Collectivité Emprunteuse** de reformuler son ordre, par fax, ou si cela s'avère impossible par lettre.

Il est expressément convenu que, dans cette hypothèse, l'exécution de l'ordre initialement transmis sera suspendue jusqu'à la reformulation de celui-ci, sans que la responsabilité du **Prêteur** ne puisse, en aucune manière être engagée.

Seule la réception par le **Prêteur** de cette reformulation claire, complète, non ambiguë et revêtue de la signature d'une personne habilitée fera courir le délai de préavis.

- A l'exception du cas visé ci-dessus, il est expressément convenu et accepté par la **Collectivité Emprunteuse**, que le fax ou sa photocopie qui pourra en tant que de besoin en être prise par le **Prêteur**, fera foi entre les parties, quel que soit le contenu des courriers qui pourraient éventuellement être échangés par la suite entre le **Prêteur** et la **Collectivité Emprunteuse**.
- Dans les 24 heures maximum à compter de l'envoi de la télécopie au **Prêteur**, la **Collectivité Emprunteuse** s'oblige à lui adresser, par voie postale, le texte « original » de l'ordre adressé par fax, revêtu de la mention « texte original de la télécopie envoyé le ... (date) ... à ... (heure exacte) ... ». Dans le cas où un ordre serait passé deux fois par le **Prêteur** par suite de l'absence de cette mention, ou en raison d'une mention différente qui serait ambiguë, la **Collectivité Emprunteuse** en supportera les conséquences.

En cas de contradiction entre le contenu de la télécopie et celui du texte qualifié « original », seule la télécopie fera foi entre les parties comme indiqué ci-dessus.

- Dans ce qui précède le terme « original » ne recouvre aucune qualification juridique ; il est utilisé pour faciliter la compréhension du texte.

Initiales :

- En cas de divergence, seules les dates et heures de réception des messages indiquées par le poste récepteur feront foi et non celles indiquées par le poste émetteur.
- La **Collectivité Emprunteuse** s'interdit de reprocher au **Prêteur** la violation du secret bancaire, dans le cas où, par suite d'une erreur, un message adressé par le **Prêteur** à la **Collectivité Emprunteuse** arriverait sur le télécopieur réception d'un tiers.

NOTIFICATION

Toute communication, demande ou notification devant être effectuée en vertu du présent contrat est valablement réalisée si elle est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou envoyée par télex ou télécopie confirmée par lettre à l'une ou l'autre des parties à son siège social ou au domicile indiqué aux conditions particulières.
Toute modification des indications visées à cet article n'est opposable qu'après notification.

ANATOCISME

Tous les intérêts, de quelque nature qu'ils soient, dès lors qu'ils sont dus pour une année entière, seront capitalisés conformément à l'article 1343-2 du code civil.

CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE

La dénomination « la **Caution** » s'applique à chaque personne désignée aux conditions financières et particulières sous la rubrique « cautionnement (s) solidaire(s) ».
Chaque **Caution,** après avoir pris connaissance des clauses et conditions du présent prêt :
- déclare se constituer caution solidaire de l'**Emprunteur** envers le **Prêteur** qui accepte, pour le remboursement des sommes dues en principal, intérêts, frais et accessoires, en vertu du présent acte et jusqu'à concurrence des sommes acceptées par chaque **Caution**,
- renonce au bénéfice de discussion, c'est-à-dire qu'au cas où le **Prêteur** serait le créancier d'une somme quelconque, il pourrait poursuivre indifféremment l'**Emprunteur** et/ou l'une ou l'autre des **Cautions**,
- renonce au bénéfice de division, ce qui implique qu'au cas où le **Prêteur** serait garanti par d'autres cautions, il pourrait réclamer toute la créance à une seule des cautions, dans la limite de son engagement, sans avoir à poursuivre les autres cautions.

Chaque **Caution** déclare :
- avoir reçu un exemplaire du présent acte et en agréer les termes,
- bien connaître la portée réelle de son engagement et l'obligation de rembourser les sommes dues sur le prêt en cas de défaillance de l'**Emprunteur**,
- bien connaître la situation réelle de l'**Emprunteur** pour s'en être informée auprès de lui, ainsi que la possibilité d'en connaître l'évolution soit en s'adressant à lui, soit en consultant le **Prêteur** qui, dans la limite du respect du secret professionnel la renseignera notamment sur la ponctualité des paiements,
- ne pouvoir ultérieurement opposer au **Prêteur** une connaissance insuffisante de cette situation,
- attester sur l'honneur la véracité des renseignements fournis concernant son patrimoine et ses engagements de crédits et déclarer expressément n'avoir pas d'autres dettes ou garanties données en cours autre que celles déclarées,
- que la modification ou la disparition des liens ou des rapports de faits ou de droit susceptibles d'exister entre l'une ou l'autre des **Cautions** et l'**Emprunteur**, ainsi que le changement de forme juridique de l'une ou l'autre des **Cautions** et/ou de l'**Emprunteur** et/ou du **Prêteur** n'emportera pas le désengagement de la **Caution,**
- déclare que l'engagement pris envers le **Prêteur** conservera sa validité au profit de tout tiers qui viendrait à être substitué au **Prêteur** par voie de fusion ou de scission, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une réitération de l'engagement,
- qu'en cas de cautionnements multiples et partiels, les divers engagements de caution destinés à garantir le crédit sont cumulatifs et non alternatifs, ainsi, le **Prêteur** pourra actionner chacune des **Cautions** à hauteur de son engagement total tant que le crédit cautionné ne sera pas intégralement soldé,
- que son engagement demeurera entièrement valable même dans le cas où l'**Emprunteur** ne pourrait pas être garanti au titre de l'assurance décès-invalidité et ce, pour quelque cause que ce soit,
- que si l'une ou l'autre des **Cautions** venait à décéder avant le remboursement total des sommes dues par l'**Emprunteur,** il y aurait solidarité et indivisibilité entre ses héritiers et ses représentants.

Chaque **Caution** s'engage :
- à informer le **Prêteur** de tous les changements qui interviendraient dans sa situation ayant pour effet de modifier notablement la consistance et/ou la valeur de son patrimoine,
- à communiquer au **Prêteur** ses éventuels changements d'adresse.

Chaque **Caution** reconnaît :
- que le **Prêteur** pourra, sans avoir à respecter d'autre formalité que l'envoi d'une lettre recommandée, exercer son recours contre elle dès que sa créance sur l'**Emprunteur** deviendra exigible pour une raison quelconque, notamment en cas de déchéance du terme,
- que si par l'effet de la loi, la déchéance du terme ne pouvait être prononcée à l'encontre de l'**Emprunteur**, par exemple en cas de redressement judiciaire, elle serait néanmoins déchue du bénéfice du terme et tenue de rembourser immédiatement l'intégralité des sommes dues,
- qu'elle restera tenue de son engagement en cas de transfert, sous quelque forme que ce soit, de la charge de remboursement du prêt au profit d'un cessionnaire de l'**Emprunteur**, notamment dans le cadre d'une procédure collective.

Chaque **Caution** :
- accepte d'ores et déjà tous délais de paiement qui pourraient être accordés par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** et renonce à se prévaloir des dispositions de l'article 2315 du Code Civil qui, sans dégager la **Caution** de son engagement, l'autorise à poursuivre l'**Emprunteur**,
- renonce à se prévaloir de toutes subrogations, actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de la faire venir en concours avec le **Prêteur** tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes dues.

Il en sera ainsi que la **Caution** se soit libérée partiellement ou totalement de ses obligations et alors même que le présent engagement serait d'un montant inférieur aux sommes dues par l'**Emprunteur** au **Prêteur**,
- accepte qu'en cas de cautionnement partiel, les paiements faits par l'**Emprunteur** s'imputeront d'abord sur la partie non cautionnée de la dette,
- renonce expressément à se prévaloir des éventuelles remises de dettes qui pourraient être consenties par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** ou à d'autres obligés : chaque remise demeurera distincte et personnelle à son bénéficiaire et ne pourra en aucun cas bénéficier aux autres obligés.

Le présent cautionnement s'ajoute à toutes garanties qui ont été ou seront fournies au prêteur par la **Caution**, l'**Emprunteur** ou toute autre personne.

INFORMATION DES CAUTIONS

L'information annuelle légalement exigée, s'effectuera par simple lettre envoyée par le **Prêteur** à la **Caution** avant le 31 mars de chaque année.
La preuve de la bonne exécution de cet envoi se fait par tout moyen (production d'un listing informatique ou autre).
Cette information pourra donner lieu à une tarification à la charge de l'**Emprunteur,** qui l'accepte, dont le montant pourra être actualisé chaque année et figure aux conditions générales de Banque.
Dans l'hypothèse où la **Caution** n'aurait pas reçu cette information avant le 31 mars de chaque année, elle s'engage à le signaler au **Prêteur** qui lui adressera un nouvel exemplaire de la lettre qui ne lui serait donc pas parvenue.

EXIGIBILITE ANTICIPEE

Initiales :

Les sommes dues au titre du présent contrat deviendront, de plein droit, immédiatement exigibles à l'expiration d'un délai d'un mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à la **Collectivité Emprunteuse** non suivie du paiement demandé, dans les cas suivants :
- à défaut d'exécution d'un seul des engagements pris dans le présent contrat, et notamment le défaut de paiement, total ou partiel, à son échéance, d'une somme quelconque devenue exigible,
- si la **Collectivité Emprunteuse** ne remplit plus les conditions légales ou réglementaires au regard desquelles le **Prêteur** s'était engagé,
- si les garanties stipulées ne sont pas effectivement fournies, si elles sont altérées, modifiées ou si elles viennent à disparaître,
- si la **Collectivité Emprunteuse** ne remplit plus les obligations qu'elle a souscrites envers le **Prêteur**, notamment en raison de concours financiers d'autres **Prêteurs**, mis en place postérieurement au présent prêt,
- dans tous les cas où la **Collectivité Emprunteuse** se serait rendue coupable d'une mesure frauduleuse envers le **Prêteur**,
- dans l'hypothèse où des déclarations de la **Collectivité Emprunteuse** pour l'obtention d'un prêt se révéleraient inexactes.

En conséquence, les paiements ou régularisations postérieurs à l'expiration du délai fixé à l'alinéa 1er du présent article ne font pas obstacle à l'exigibilité du prêt.
Les sommes devenues exigibles produiront des intérêts, au dernier taux convenu aux conditions particulières jusqu'à leur paiement intégral, sans préjudice des intérêts de retard.

EXIGIBILITE DES AUTRES PRETS
La survenance d'un des cas d'exigibilité ci-dessus mentionnés entraînera de plein droit l'exigibilité des prêts consentis tant antérieurement que postérieurement au présent prêt.

TAUX DES INTERETS DE RETARD
Le taux des intérêts de retard sera égal au taux du prêt, majoré de **4,0000** point(s).

INTERETS DE RETARD
Toute somme non payée à l'échéance normale ou anticipée, portera, jusqu'à complet paiement, intérêts de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux indiqué ci-dessus.
Au cas où la banque serait contrainte d'exercer des poursuites par voie judiciaire ou extra judiciaire, la **Collectivité Emprunteuse** devra lui verser une indemnité forfaitaire représentant 7 % de toutes les sommes qui lui seront dues.
Cette disposition est applicable de plein droit, sans mise en demeure.

NON-RENONCIATION
Le fait que l'une des parties n'exerce pas un droit ou un recours, ou ne l'exerce qu'en partie ou avec retard, ne constituera pas une renonciation audit droit ou recours.
Les droits stipulés dans les présentes ne sont pas exclusifs de tous autres droits prévus par la loi, avec lesquels ils se cumulent.
Même si l'une des stipulations du présent contrat est reconnue nulle ou non exécutoire en vertu de la loi applicable, la validité et la légalité ainsi que le caractère exécutoire des autres stipulations du présent contrat ne sont pas pour autant affectés par ce fait.

TAUX EFFECTIF GLOBAL
Pour satisfaire aux prescriptions du Code de la Consommation, lors de la détermination du taux effectif global, peuvent être ajoutés au taux d'intérêt conventionnel, notamment le montant des frais de dossier, la prime assurance décès invalidité, les frais fiscaux, le coût des garanties. Les éléments non connus avec précision au moment de l'octroi du prêt, n'ont fait l'objet que d'une estimation.
Le taux effectif global, indiqué aux conditions financières et particulières, est calculé conformément à l'article L 314-1 du Code de la Consommation selon la méthode de calcul en vigueur à la date d'édition du présent document.

FRAIS
Tout frais et droits auxquels pourront donner lieu les présentes et leurs suites seront à la charge de la **Collectivité Emprunteuse**.
Si le **Prêteur** effectue auprès de l'Administration Fiscale des règlements de droits de timbre ou d'enregistrement au titre des présentes, elle le fait en vertu d'un mandat que la **Collectivité Emprunteuse** lui donne à l'instant, par les présentes, à cet effet, ce qui est accepté par le **Prêteur**.

IMPOTS ET TAXES
Les taxes ou impôts qui viendraient grever le présent prêt avant qu'il ne soit remboursé, s'ils n'ont pas été mis par la loi à la charge exclusive du **Prêteur**, devront être acquittés par la **Collectivité Emprunteuse**.

CESSIBILITE DE LA CREANCE
L'**Emprunteur** reconnaît expressément que toute créance issue du prêt concerné, actuelle ou future, peut être librement cédée par le **Prêteur** sans formalité à un tiers tel qu'une banque centrale ou toute autre entité de refinancement des établissements de crédit nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans le/les Contrat(s) de Prêt(s).

INFORMATIQUE ET LIBERTES FICHIER ET PARTAGE DU SECRET BANCAIRE
Les données à caractère personnel recueillies par le **Prêteur**, en qualité de responsable du traitement, dans le cadre de la mise en place du présent financement, sont nécessaires pour l'octroi du/des crédit(s), objet du présent financement, pour la souscription de l'assurance décès invalidité le cas échéant, pour la constitution des garanties éventuelles ainsi que pour la gestion et le recouvrement du/des crédit(s).
Il est précisé que, conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et tous textes subséquents, ces données pourront faire l'objet de traitements informatisés par la Caisse Régionale pour les finalités suivantes : connaissance de l'**Emprunteur** et, le cas échéant, du(des) garant(s), gestion de la relation bancaire et financière, octroi de crédits, gestion des produits et services, constitution et gestion des garanties éventuelles, recouvrement, études statistiques, évaluation et gestion du risque, lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, sécurité et prévention des impayés et de la fraude. Les opérations et données personnelles de l'**Emprunteur** et, le cas échéant, du(des) garant(s), sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale peut devoir communiquer des informations notamment à des organismes officiels, des autorités judiciaires ou administratives, légalement habilitées en France comme dans les pays qui sont destinataires de données personnelles. Les données personnelles recueillies et leurs mises à jour éventuelles seront, le cas échéant, communiquées à :
- toute entité du Groupe Crédit Agricole, en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement des sociétés,
- une ou plusieurs sociétés du Groupe Crédit Agricole, chargées de la gestion et de la prévention des risques opérationnels (notamment évaluation du risque, lutte contre le blanchiment des capitaux) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe,
- des partenaires de la Caisse Régionale pour permettre au titulaire des données à caractère personnel recueillies de bénéficier des prestations et/ou avantages du partenariat auquel il aura adhéré, le cas échéant,
- tout notaire instrumentaire, intervenant le cas échéant dans la formalisation du présent financement,
- des sous-traitants pour les seuls besoins de la sous-traitance.

Initiales :

La liste des entités du Groupe Crédit Agricole susceptibles d'être bénéficiaires des informations le(s) concernant pourra être communiquée à l'**Emprunteur** et, le cas échéant, au(x) garant(s) sur simple demande au service Réclamation de la Caisse Régionale, au siège social dont l'adresse figure en tête des présentes. Le titulaire des données à caractère personnel recueillies peut exercer immédiatement son droit d'opposition à quelque titre que ce soit. Il peut également, à tout moment, exercer son droit d'opposition et son droit d'accès et de rectification sur les données le concernant, tel qu'il est prévu par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, en contactant le service Réclamation de la Caisse Régionale, au siège social dont l'adresse figure en tête des présentes. Les frais de timbre seront remboursés au titulaire des données à caractère personnel recueillies sur demande de sa part.

DROIT APPLICABLE - ELECTION DE DOMICILE - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le présent contrat est régi par le droit français.

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, il est fait élection de domicile par chacune des parties en son siège social ou au domicile indiqué aux conditions particulières.

En cas de difficultés quant à l'interprétation ou l'exécution du présent contrat et à défaut de règlement amiable entre les parties, le différend sera porté devant le tribunal compétent dans le ressort duquel est situé le siège social du **Prêteur**.

SIGNATURE DU PRETEUR

Référence du prêt : 86290307639

Représenté(e) par M habilité(e) à cet effet

Le Responsable du
Back Office Crédits

Martin LACHMANN

CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES
Siège Social 1, place de la Gare - B.P. 20440
67008 STRASBOURG CEDEX
437 642 531 R.C.S. Strasbourg

Initiales :

SIGNATURE DU REPRESENTANT DE LA COLLECTIVITE EMPRUNTEUSE

Référence du prêt : 86290307639

L'**Emprunteur** est une personne morale, il y a lieu d'apposer le cachet de la **Collectivité Emprunteuse**.

Nom de la **Collectivité Emprunteuse**.....CUS HABITAT.....

représentée par.....J.B. DANBIER Directeur Général.....

La **Collectivité Emprunteuse** autorise le **Prêteur** à partager le secret bancaire sur les données personnelles recueillies, dans le cadre du présent financement, conformément aux termes de la clause « INFORMATIQUE ET LIBERTES FICHIER ET PARTAGE DU SECRET BANCAIRE » des conditions générales du présent financement. Les droits d'accès, de rectification et d'opposition s'exercent dans les conditions de ladite clause.

SIGNATURE,

Fait à Strasbourg, le 10/07/2017.

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT

Initiales :

SIGNATURE DE LA CAUTIO

Référence des prêts : 86290307(39

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

(1) **Faire précéder la Signature de la Caution, personne morale, de la mention :**
« Bon pour caution solidaire de la somme de 1 900 000,00 EUR (un million neuf cent mille euros) en principal, plus intérêts, commissions, frais et accessoires ».

(2) Préciser les nom, prénoms et qualité du signataire et apposer le cachet de la société.

La **Caution** soussignée :
- déclare avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat et connaître parfaitement les obligations qui en découlent,
- autorise le **Prêteur** à partager le secret bancaire sur les données personnelles recueillies, dans le cadre du présent financement, conformément aux termes de la clause « INFORMATIQUE ET LIBERTES FICHIER ET PARTAGE DU SECRET BANCAIRE » des conditions générales du présent financement. Les droits d'accès, de rectification et d'opposition s'exercent dans les conditions de ladite clause.

(1).....

.....

.....

.....

.....

.....

SIGNATURE DE LA CAUTION (2) :

26

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

DOMIAL ESH - Droit commun 2015
Strasbourg - 5, rue des Magasins - Opération d'acquisition en Vente en état future d'achèvement (VEFA) de 30 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS).
Participations financières et garanties d'emprunts.

La SA d'HLM DOMIAL ESH s'est portée acquéreur par un acte de Vente en Etat Future d'Achèvement (VEFA) en date du 27 décembre 2016, d'une résidence pour jeunes actifs et étudiants composée de 60 logements dont 30 logements financés en Prêts locatifs à usage social (PLUS) et 30 logements financés en Prêt locatif social (PLS), situé à Strasbourg – 5, rue des Magasins.

Cette opération, labélisée BBC, se compose d'un bâtiment en R+5 dont la typologie est exclusivement des T1. La résidence propose également des espaces communs, une salle de sport et un espace buanderie.

La présente opération fera l'objet de deux délibérations distinctes car les Prêts locatifs à usage social (PLUS) et le Prêt locatif social (PLS) ne sont pas contactés auprès du même organisme bancaire.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'arrêté de permis de construire a été délivré en date du 17 octobre 2016.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant de 150 000 €, allouée sur la base des prêts locatifs à usage social (PLUS) ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de l'opération pour un montant de 1 125 706 €.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve

ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements social ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de financement de l'Etat en date du 16 décembre 2015 ;
Vu le Contrat de prêt n°62538 en annexe signé entre la SA d'HLM DOMIAL ESH, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
après en avoir délibéré
approuve

pour l'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 30 logements financés en Prêts locatifs à usage social PLUS) située à Strasbourg – 5, rue des Magasins :

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM DOMIAL ESH d'un montant total de 150 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif à usage social PLUS : (5 000 € X 30) = 150 000 €*

- *la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 1 125 706 € souscrit par la SA d'HLM DOMIAL ESH auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 62538 constitué de 2 lignes de prêts.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 150 000 € :
- *50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 150 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission est de 26 761 814 €.

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM DOMIAL ESH en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL ESH — **Numéro de référence** **2015114**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
VEFA	**60**

Opération:

Identification	
Commune	Strasbourg
Quartier	Gare / Kléber
Numéro	5
Adresse	rue des Magasins

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLUS	30	150 000 €
Total subventions Eurométropole :		**150 000,00 €**

Organisme prêteur:
La Banque Postale
Collecteur Domial
Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLS(SU)			
T1	60	20	20		180,40 €	253,80 €			
Total	**60**	**1 200,00**	**1 200,00**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLS	12,69 €
PLUS	9,02 €

Détail des postes de charges:

fourniture d'eau froide (EF + ECS), électricité partie commune, eau partie commune, chauffage collectif, électricité, manipulation poubelles

Ratios

Charges immobilières	64 955,40 €	/ logement	prix au m² de SH	3 551,18 €
Cout des travaux	934,80 €	/ logement	prix au m² de SU	3 551,18 €
Prestations intellectuelles	1 340,30 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	3 793,03 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**3 897 324 €**	91%	**Subventions**	***150 000 €***	***3,52%***
			ETAT	**- €**	**0,00%**
Cout des travaux	**56 088 €**	1%			
			Eurométropole	**150 000,00 €**	**3,52%**
Prestations intellectuelles	**80 418 €**	2%	**PLUS**	150 000,00 €	
Montant de la TVA	**227 582 €**	5%			
			Emprunts	***3 241 412,00 €***	***76,06%***
			Prêt PLUS Foncier	639 212,00 €	15,00%
			Prêt PLUS Construction	486 494,00 €	11,42%
			Prêt PLS Foncier	639 212,00 €	15,00%
			Prêt PLS Construction	681 494,00 €	15,99%
			Prêt collecteur 1%	420 000,00 €	9,86%
			Prêt collecteur 1%	375 000,00 €	8,80%
			Fonds propres	***870 000 €***	***20,42%***
Total	**4 261 412,00**	**100,00%**	**Total**	**4 261 412,00 €**	**100,00%**

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 62538

Entre

DOMIAL ESH - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL ESH, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 PLACE DU CAPITAINE DREYFUS CS 90024 68025 COLMAR CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **DOMIAL ESH** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition en VEFA de 30 logements situés 5 rue des Magasins 67000 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cent-vingt-cinq mille sept-cent-six euros (1 125 706,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant de quatre-cent-quatre-vingt-six mille quatre-cent-quatre-vingt-quatorze euros (486 494,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de six-cent-trente-neuf mille deux-cent-douze euros (639 212,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le **« Taux de Swap EURIBOR »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le **« Taux de Swap Inflation »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **23/06/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Garantie(s) conforme(s)
    - Justificatifs des autres financements

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS	PLUS foncier		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5157828	5157829		
Montant de la Ligne du Prêt	486 494 €	639 212 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,35 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %	1,35 %		
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois		
Durée	40 ans	50 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	0,6 %		
Taux d'intérêt[1]	1,35 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux ».**

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».**

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou régiementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 03/04/2017
Pour l'Emprunteur,
Civilité :
Nom / Prénom : Dominique BLANQUET
Qualité : Directrice Financière
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

DOMIAL ESH
25 place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

Le, 27/03/2017
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : Muriel KLINGER
Qualité : Directrice territoriale
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

27

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

DOMIAL ESH - Droit commun 2015
Strasbourg - 5, rue des Magasins - Opération d'acquisition en Vente en état future d'achèvement (VEFA) de 30 logements financés en Prêt locatif social (PLS).
Garanties d'emprunts.

La SA d'HLM DOMIAL ESH s'est portée acquéreur par un acte de Vente en Etat Future d'Achèvement (VEFA) en date du 27 décembre 2016, d'une résidence pour jeunes actifs et étudiants composée de 60 logements dont 30 logements financés en Prêts locatifs à usage social (PLUS) et 30 logements financés en Prêt locatif social (PLS), située à Strasbourg – 5, rue des Magasins.

Cette opération, labélisée BBC, se compose d'un bâtiment en R+5 dont la typologie est exclusivement des T1. La résidence propose également des espaces communs, une salle de sport et un espace buanderie.

La présente opération fera l'objet de deux délibérations distinctes car les Prêts locatifs à usage social (PLUS) et les Prêts locatifs sociaux (PLS) ne sont pas contactés auprès du même organisme bancaire.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'arrêté de permis de construire a été délivré en date du 17 octobre 2016.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie pour les Prêts locatifs sociaux (PLS) qui seront contractés pour la réalisation de l'opération pour un montant de 1 320 706 €.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve

ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements social ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de financement de l'Etat en date du 16 décembre 2015 ;
Vu les Contrats de prêt n°LPB-00002256 et n°LPB-00002259 en annexe signés entre la SA d'HLM DOMIAL ESH, ci après l'Emprunteur, et La Banque Postale ;
après en avoir délibéré
approuve

pour l'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 30 logements financés en Prêts locatifs social (PLS) située à Strasbourg – 5, rue des Magasins :

- *la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 1 320 706 € souscrit par la SA d'HLM DOMIAL ESH auprès de La Banque Postale, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêt n°LPB-00002256 et n°LPB-00002259.*

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de chaque contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de chacun d'eux et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de La Banque Postale, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée des contrats de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017 ;

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM DOMIAL ESH en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL ESH — **Numéro de référence** **2015114**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
VEFA	**60**

Opération:

Identification	
Commune	Strasbourg
Quartier	Gare / Kléber
Numéro	5
Adresse	rue des Magasins

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLUS	30	150 000 €
Total subventions Eurométropole :		**150 000,00 €**

Organisme prêteur:
La Banque Postale
Collecteur Domial
Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLS(SU)			
T1	60	20	20		180,40 €	253,80 €			
Total	**60**	**1 200,00**	**1 200,00**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLS	12,69 €
PLUS	9,02 €

Détail des postes de charges:

fourniture d'eau froide (EF + ECS), électricité partie commune, eau partie commune, chauffage collectif, électricité, manipulation poubelles

Ratios

Charges immobilières	64 955,40 €	/ logement	prix au m² de SH	3 551,18 €
Cout des travaux	934,80 €	/ logement	prix au m² de SU	3 551,18 €
Prestations intellectuelles	1 340,30 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	3 793,03 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**3 897 324 €**	91%	**Subventions**	***150 000 €***	***3,52%***
			ETAT	**- €**	**0,00%**
Cout des travaux	**56 088 €**	1%			
			Eurométropole	**150 000,00 €**	**3,52%**
Prestations intellectuelles	**80 418 €**	2%	**PLUS**	150 000,00 €	
Montant de la TVA	**227 582 €**	5%			
			Emprunts	***3 241 412,00 €***	***76,06%***
			Prêt PLUS Foncier	639 212,00 €	15,00%
			Prêt PLUS Construction	486 494,00 €	11,42%
			Prêt PLS Foncier	639 212,00 €	15,00%
			Prêt PLS Construction	681 494,00 €	15,99%
			Prêt collecteur 1%	420 000,00 €	9,86%
			Prêt collecteur 1%	375 000,00 €	8,80%
			Fonds propres	***870 000 €***	***20,42%***
Total	**4 261 412,00**	**100,00%**	**Total**	**4 261 412,00 €**	**100,00%**

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Ces conditions particulières constituent un tout indissociable avec les conditions générales des contrats de prêt de La Banque Postale version CG-LBP-SPL-2016-12

Références :
Numéro du contrat de prêt : LBP-00002256
Date d'émission des conditions particulières : 22/03/2017

Prêteur : **LA BANQUE POSTALE**

société anonyme au capital de 4 046 407 595 euros immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 421 100 645 , ayant son siège social au 115 rue de Sèvres, 75 275 Paris Cedex 06,représentée par son représentant légal ou par toute personne dûment habilitée à cet effet, ci-après le "Prêteur".

Emprunteur : **DOMIAL**

Société anonyme de HLM à conseil d'administration, dont le siège social est situé 25 Place du Capitaine Dreyfus, 68000 COLMAR, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COLMAR sous le numéro 945 651 149, représenté(e) par son représentant légal ou par toute personne dûment habilitée à cet effet, ci-après l'"Emprunteur".

MONTANT, DURÉE ET OBJET DU CONTRAT DE PRÊT

- **Montant du prêt** : 639 212,00 EUR
- **Durée du contrat de prêt** : Du 28/04/2017 au 01/05/2067, soit 50 ans
- **Objet du contrat de prêt** : Financement d'une opération de construction de 30 chambres situés 5 rue des Magasins à Strasbourg (67) destinés à faire l'objet de contrats de location sous conditions de ressources. destinés à faire l'objet de contrats de location sous conditions de ressources
- **Nature** : PLS régi par les articles R.331-17 à R.331-21 et R.372-20 à R-372-24 du Code de la construction et de l'habitation.

PHASE DE MOBILISATION

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation

- **Durée** : Du 28/04/2017 au 01/05/2019, soit 24 mois
- **Versement des fonds** : En une ou plusieurs fois à la demande de l'emprunteur dans la limite du montant du prêt soit 639 212,00 EUR.

  Les fonds sont versés au fur et à mesure des besoins de l'emprunteur, le prêteur se réservant la possibilité de demander à tout moment, et dès qu'ils seront disponibles, les justificatifs de toute nature permettant d'identifier les besoins de tirages (appels de fonds

dans le cadre de marchés, récépissés de paiement, attestation de l'architecte certifiant de l'état d'avancement des travaux ...)

Montant minimum du versement : 15 000,00 EUR

Préavis : 5 jours ouvrés TARGET/PARIS.

- **Taux d'intérêt actuariel annuel** : LIVRET A Préfixé + Marge 1,11 % soit 1,86 % révisable en fonction de la variation de l'index Livret A

Date de constatation de l'index Livret A : Taux en vigueur avant chaque début de période d'intérêts.

Révision de l'index Livret A : A compter de la signature du contrat et pendant toute la durée du prêt à chaque variation de l'index Livret A, le taux d'intérêt actuariel annuel du prêt sera révisé de la différence, positive ou négative, constatée entre le taux de rémunération de l'index Livret A en vigueur à la date de révision et celui en vigueur à la date de la signature du contrat.

Quel que soit le niveau constaté de l'index Livret A, le taux d'intérêt actuariel annuel effectivement appliqué ne sera jamais négatif. Dans l'hypothèse d'un index Livret A négatif, celui-ci sera considéré comme étant égal à zéro et l'emprunteur restera au minimum redevable de la marge.

La révision prendra effet à la période d'intérêts postérieure à celle de la révision de l'index Livret A.

Base de calcul des intérêts Prorata temporis en base exacte sur une année de 365 jours.

- **Echéances d'intérêts** : Périodicité trimestrielle.

Date de première échéance d'intérêts : 01/08/2017

Jour des échéances d'intérêts : Au premier jour ouvré de chaque trimestre

- **Amortissement** : Aucun

- **Remboursement anticipé** : Pas de remboursement anticipé durant la phase de mobilisation

- **Commission de dédit** : Si, à la date de fin de phase de mobilisation, l'emprunteur a renoncé expressément à l'arbitrage automatique et que la somme des tirages effectués est inférieure au montant du prêt, une Indemnité forfaitaire est applicable sur la différence entre le montant du prêt et le montant tiré.

Taux de l'indemnité : 0,50 %

TRANCHE OBLIGATOIRE SUR INDEX LIVRET A DU 01/05/2019 AU 01/05/2067

- **Montant du prêt** : La tranche est mise en place par arbitrage automatique le 01/05/2019 dans la limite du montant du prêt, sauf dans le(s) cas suivant(s) :
  - l'Emprunteur a renoncé expressément avant le 01/05/2019 en partie à la mise en place par arbitrage automatique moyennant le paiement d'une commission de dédit appliquée à la différence entre le montant du prêt et le montant tiré. La

somme mobilisée par le prêteur ne pourra être inférieure à 50 % du prix de revient de l'opération financée. Le montant de la Tranche obligatoire sera égal à l'encours constaté à la fin de la Phase de mobilisation.

- Ajustement du montant par le prêteur aux besoins réels de l'emprunteur à la suite d'une demande de production de justificatifs moyennant le paiement d'une commission de dédit appliquée à la différence entre le montant du prêt et le montant tiré. Dans cette hypothèse, le montant de la Tranche obligatoire sera égal à l'encours en phase de mobilisation constaté à la fin de la Phase de mobilisation.

- **Durée d'amortissement** : 48 ans, soit 192 échéances d'amortissement.

- **Taux d'intérêt actuariel annuel** : LIVRET A Préfixé + Marge 1,11% soit 1,86% révisable en fonction de la variation de l'index Livret A

Date de constatation de l'index Livret A : Taux en vigueur avant chaque début de période d'intérêts.

Révision de l'index Livret A : A compter de la signature du contrat et pendant toute la durée du prêt, à chaque variation de l'index Livret A, le taux d'intérêt actuariel annuel du prêt sera révisé de la différence, positive ou négative, constatée entre le taux de rémunération de l'index Livret A en vigueur à la date de révision et celui en vigueur à la date de la signature du contrat.

Quel que soit le niveau constaté de l'index Livret A, le taux d'intérêt actuariel annuel effectivement appliqué ne sera jamais négatif. Dans l'hypothèse d'un index Livret A négatif, celui-ci sera considéré comme étant égal à zéro et l'emprunteur restera au minimum redevable de la marge.

La révision prendra effet à la période d'intérêts postérieure à celle de la révision de l'index Livret A.

- **Base de calcul des intérêts** : Mois forfaitaire de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

- **Périodicité des échéances d'intérêts et d'amortissement** : Périodicité trimestrielle

Date de première échéance : 01/08/2019

Jour de l'échéance : 1er d'un mois

- **Mode d'amortissement** : Constant

- **Remboursement anticipé** : Possible à chaque date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité.

Préavis : 35 jours ouvrés

Indemnité : (i) Indemnité dégressive de 0,40 %.

(ii) Indemnité forfaitaire de 7,00 %. en cas de :

- défaut de paiement d'une somme quelconque devenue exigible au titre du contrat de prêt ;

- non affectation des fonds empruntés conformément à l'objet du contrat de prêt ;

- non-respect des dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux définies par les articles R 331-17 à R 331-21 et R 372-20 à R 372-24 du Code de la construction et de l'habitation

- inexécution, non-respect, résiliation ou annulation pour quelque

motif que ce soit du contrat de prêt ;

(iii) Aucune indemnité n'est due si le remboursement anticipé est provoqué par la cession ou la destruction du bien financé par le prêt.

- **Intérêts de retard** : 6,00 %

GARANTIES

- **Caution solidaire Métropole** : Cautionnement à hauteur de 100,00 % avec renonciation au bénéfice de discussion et de division d'Eurométropole de Strasbourg comprenant le principal. les intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires.

- **Production de la garantie** : La production de la garantie constitue une condition suspensive à la mise à disposition des fonds. A défaut de production de la garantie avant le 22/09/2017, le prêt sera définitivement annulé. En conséquence, le prêteur sera délié de ses obligations et pourra exiger de l'emprunteur le paiement d'une commission de dédit

- **Commission de dédit** : Indemnité forfaitaire

Taux de l'indemnité : 7,00 %

En cas de mobilisation partielle des fonds par l'emprunteur avec un seuil de mobilisation minimal ne pouvant être inférieur à 50 % du prix de revient de l'opération financée

COMMISSIONS

- **Commission d'engagement** : 0,10 % du montant du prêt dont 0,03 % reversés à la Caisse des dépôts et consignations
- **Commission de non utilisation** Néant

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- **Taux effectif global** : 1,85 % l'an

soit un taux de période : 0,463 %, pour une durée de période de 3 mois

Notification :

Prêteur	Emprunteur
La Banque Postale CPX 215 115 rue de Sèvres 75275- PARIS CEDEX 06	DOMIAL 25 Place du Capitaine Dreyfus 68000 COLMAR
Fax : 08 10 36 88 44	

CONDITIONS SUSPENSIVES

L'entrée en vigueur du prêt est soumise à la production au prêteur au plus tard le 21/04/2017 et en tout état de cause 5 jours ouvrés TARGET/PARIS avant tout versement des fonds :

- Un extrait K-bis datant de moins de trois mois avant la signature

- Une copie certifiée conforme du registre des délibérations de l'organe délibérant autorisant le recours au présent prêt, sauf si cela résulte de dispositions statutaires

- Un extrait certifié conforme du registre des délibérations ayant nommé le signataire du contrat ou l'ayant renouvelé dans ses fonctions

- Une copie certifiée conforme et à jour, le cas échéant, de la délégation de compétence et de la délégation de signature établissant les pouvoirs du signataire du contrat ou tout autre document pouvant ou devant être remis dans le cadre du contrat ainsi que les spécimens de signature de ces personnes

- Un Relevé d'Identité Bancaire du compte bancaire de l'Emprunteur ouvert dans les livres de La Banque Postale

- La copie de la décision favorable à l'opération financée visée à l'article R 331-3 du Code de la construction et de l'habitation, suspensif à la mise en force du contrat

- La copie de la convention prévue aux 3° ou 5° de l'article L 351-2 du Code de la construction et de l'habitation

- Une autorisation de prélèvement SEPA dûment signée

- Un exemplaire des conditions particulières dûment paraphées, datées et signées par un représentant qualifié et légalement habilité de l'Emprunteur

- Une copie certifiée conforme des statuts

Le déblocage des fonds est conditionné à la production au prêteur au plus tard 5 jours ouvrés TARGET/PARIS avant tout versement des fonds :

- Délibération exécutoire de garantie d'emprunt de l'organe compétent du garant

SIGNATURES

Fait en 2 exemplaires originaux.

L'emprunteur déclare expressément avoir reçu un exemplaire des conditions générales des contrats de prêt de La Banque Postale Marché des Bailleurs sociaux, des Entreprises publiques locales et des EPIC version CG-LBP-SPL-2016-12 auxquelles sont soumises les présentes conditions particulières et avoir pris connaissance de toutes les stipulations desdites conditions générales. En cas de contradiction entre les stipulations des conditions particulières et les stipulations des conditions générales, les stipulations des conditions particulières prévalent.

Pour l'emprunteur :

A COLMAR, le 03/04/2017.

Nom et qualité du signataire :

Cachet et signature :

Dominique BLANQUET
Directrice Financière

Pour le prêteur :

A Issy-Les-Moulineaux, le 22/03/2017

Edouard AUCLAIR
Responsable Middle Office

DOMIAL ESH
25 place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

ANNEXE – TABLEAU D'AMORTISSEMENT INDICATIF

Rang	Date	Déblocage en EUR	Amortissement en EUR	Intérêts en EUR	Frais	Echéance en EUR	Capital restant dû après échéance en EUR
	28/04/2017	639 212,00	0,00	0,00	639,21	639,21	639 212,00
	01/08/2017	0,00	0,00	3 073,43	0,00	3 073,43	639 212,00
	01/11/2017	0,00	0,00	2 976,14	0,00	2 976,14	639 212,00
	01/02/2018	0,00	0,00	2 976,14	0,00	2 976,14	639 212,00
	01/05/2018	0,00	0,00	2 878,88	0,00	2 878,88	639 212,00
	01/08/2018	0,00	0,00	2 976,14	0,00	2 976,14	639 212,00
	01/11/2018	0,00	0,00	2 976,14	0,00	2 976,14	639 212,00
	01/02/2019	0,00	0,00	2 976,14	0,00	2 976,14	639 212,00
	01/05/2019	0,00	0,00	2 878,88	0,00	2 878,88	639 212,00
1	01/08/2019	0,00	3 329,23	2 951,83	0,00	6 281,06	635 882,77
2	01/11/2019	0,00	3 329,23	2 936,45	0,00	6 265,68	632 553,54
3	01/02/2020	0,00	3 329,23	2 921,08	0,00	6 250,31	629 224,31
4	01/05/2020	0,00	3 329,23	2 905,70	0,00	6 234,93	625 895,08
5	01/08/2020	0,00	3 329,23	2 890,33	0,00	6 219,56	622 565,85
6	01/11/2020	0,00	3 329,23	2 874,95	0,00	6 204,18	619 236,62
7	01/02/2021	0,00	3 329,23	2 859,58	0,00	6 188,81	615 907,39
8	01/05/2021	0,00	3 329,23	2 844,21	0,00	6 173,44	612 578,16
9	01/08/2021	0,00	3 329,23	2 828,83	0,00	6 158,06	609 248,93
10	01/11/2021	0,00	3 329,23	2 813,46	0,00	6 142,69	605 919,70
11	01/02/2022	0,00	3 329,23	2 798,08	0,00	6 127,31	602 590,47
12	01/05/2022	0,00	3 329,23	2 782,71	0,00	6 111,94	599 261,24
13	01/08/2022	0,00	3 329,23	2 767,34	0,00	6 096,57	595 932,01
14	01/11/2022	0,00	3 329,23	2 751,96	0,00	6 081,19	592 602,78
15	01/02/2023	0,00	3 329,23	2 736,59	0,00	6 065,82	589 273,55
16	01/05/2023	0,00	3 329,23	2 721,21	0,00	6 050,44	585 944,32
17	01/08/2023	0,00	3 329,23	2 705,84	0,00	6 035,07	582 615,09
18	01/11/2023	0,00	3 329,23	2 690,47	0,00	6 019,70	579 285,86
19	01/02/2024	0,00	3 329,23	2 675,09	0,00	6 004,32	575 956,63
20	01/05/2024	0,00	3 329,23	2 659,72	0,00	5 988,95	572 627,40
21	01/08/2024	0,00	3 329,23	2 644,34	0,00	5 973,57	569 298,17
22	01/11/2024	0,00	3 329,23	2 628,97	0,00	5 958,20	565 968,94
23	01/02/2025	0,00	3 329,23	2 613,60	0,00	5 942,83	562 639,71
24	01/05/2025	0,00	3 329,23	2 598,22	0,00	5 927,45	559 310,48
25	01/08/2025	0,00	3 329,23	2 582,85	0,00	5 912,08	555 981,25
26	01/11/2025	0,00	3 329,23	2 567,47	0,00	5 896,70	552 652,02
27	01/02/2026	0,00	3 329,23	2 552,10	0,00	5 881,33	549 322,79
28	01/05/2026	0,00	3 329,23	2 536,72	0,00	5 865,95	545 993,56
29	01/08/2026	0,00	3 329,23	2 521,35	0,00	5 850,58	542 664,33
30	01/11/2026	0,00	3 329,23	2 505,98	0,00	5 835,21	539 335,10
31	01/02/2027	0,00	3 329,23	2 490,60	0,00	5 819,83	536 005,87
32	01/05/2027	0,00	3 329,23	2 475,23	0,00	5 804,46	532 676,64
33	01/08/2027	0,00	3 329,23	2 459,85	0,00	5 789,08	529 347,41
34	01/11/2027	0,00	3 329,23	2 444,48	0,00	5 773,71	526 018,18
35	01/02/2028	0,00	3 329,23	2 429,11	0,00	5 758,34	522 688,95
36	01/05/2028	0,00	3 329,23	2 413,73	0,00	5 742,96	519 359,72

Rang	Date	Déblocage en EUR	Amortissement en EUR	Intérêts en EUR	Frais	Echéance en EUR	Capital restant dû après échéance en EUR
37	01/08/2028	0,00	3 329,23	2 398,36	0,00	5 727,59	516 030,49
38	01/11/2028	0,00	3 329,23	2 382,98	0,00	5 712,21	512 701,26
39	01/02/2029	0,00	3 329,23	2 367,61	0,00	5 696,84	509 372,03
40	01/05/2029	0,00	3 329,23	2 352,24	0,00	5 681,47	506 042,80
41	01/08/2029	0,00	3 329,23	2 336,86	0,00	5 666,09	502 713,57
42	01/11/2029	0,00	3 329,23	2 321,49	0,00	5 650,72	499 384,34
43	01/02/2030	0,00	3 329,23	2 306,11	0,00	5 635,34	496 055,11
44	01/05/2030	0,00	3 329,23	2 290,74	0,00	5 619,97	492 725,88
45	01/08/2030	0,00	3 329,23	2 275,37	0,00	5 604,60	489 396,65
46	01/11/2030	0,00	3 329,23	2 259,99	0,00	5 589,22	486 067,42
47	01/02/2031	0,00	3 329,23	2 244,62	0,00	5 573,85	482 738,19
48	01/05/2031	0,00	3 329,23	2 229,24	0,00	5 558,47	479 408,96
49	01/08/2031	0,00	3 329,23	2 213,87	0,00	5 543,10	476 079,73
50	01/11/2031	0,00	3 329,23	2 198,49	0,00	5 527,72	472 750,50
51	01/02/2032	0,00	3 329,23	2 183,12	0,00	5 512,35	469 421,27
52	01/05/2032	0,00	3 329,23	2 167,75	0,00	5 496,98	466 092,04
53	01/08/2032	0,00	3 329,23	2 152,37	0,00	5 481,60	462 762,81
54	01/11/2032	0,00	3 329,23	2 137,00	0,00	5 466,23	459 433,58
55	01/02/2033	0,00	3 329,23	2 121,62	0,00	5 450,85	456 104,35
56	01/05/2033	0,00	3 329,23	2 106,25	0,00	5 435,48	452 775,12
57	01/08/2033	0,00	3 329,23	2 090,88	0,00	5 420,11	449 445,89
58	01/11/2033	0,00	3 329,23	2 075,50	0,00	5 404,73	446 116,66
59	01/02/2034	0,00	3 329,23	2 060,13	0,00	5 389,36	442 787,43
60	01/05/2034	0,00	3 329,23	2 044,75	0,00	5 373,98	439 458,20
61	01/08/2034	0,00	3 329,23	2 029,38	0,00	5 358,61	436 128,97
62	01/11/2034	0,00	3 329,23	2 014,01	0,00	5 343,24	432 799,74
63	01/02/2035	0,00	3 329,23	1 998,63	0,00	5 327,86	429 470,51
64	01/05/2035	0,00	3 329,23	1 983,26	0,00	5 312,49	426 141,28
65	01/08/2035	0,00	3 329,23	1 967,88	0,00	5 297,11	422 812,05
66	01/11/2035	0,00	3 329,23	1 952,51	0,00	5 281,74	419 482,82
67	01/02/2036	0,00	3 329,23	1 937,13	0,00	5 266,36	416 153,59
68	01/05/2036	0,00	3 329,23	1 921,76	0,00	5 250,99	412 824,36
69	01/08/2036	0,00	3 329,23	1 906,39	0,00	5 235,62	409 495,13
70	01/11/2036	0,00	3 329,23	1 891,01	0,00	5 220,24	406 165,90
71	01/02/2037	0,00	3 329,23	1 875,64	0,00	5 204,87	402 836,67
72	01/05/2037	0,00	3 329,23	1 860,26	0,00	5 189,49	399 507,44
73	01/08/2037	0,00	3 329,23	1 844,89	0,00	5 174,12	396 178,21
74	01/11/2037	0,00	3 329,23	1 829,52	0,00	5 158,75	392 848,98
75	01/02/2038	0,00	3 329,23	1 814,14	0,00	5 143,37	389 519,75
76	01/05/2038	0,00	3 329,23	1 798,77	0,00	5 128,00	386 190,52
77	01/08/2038	0,00	3 329,23	1 783,39	0,00	5 112,62	382 861,29
78	01/11/2038	0,00	3 329,23	1 768,02	0,00	5 097,25	379 532,06
79	01/02/2039	0,00	3 329,23	1 752,65	0,00	5 081,88	376 202,83
80	01/05/2039	0,00	3 329,23	1 737,27	0,00	5 066,50	372 873,60
81	01/08/2039	0,00	3 329,23	1 721,90	0,00	5 051,13	369 544,37
82	01/11/2039	0,00	3 329,23	1 706,52	0,00	5 035,75	366 215,14
83	01/02/2040	0,00	3 329,23	1 691,15	0,00	5 020,38	362 885,91
84	01/05/2040	0,00	3 329,23	1 675,78	0,00	5 005,01	359 556,68
85	01/08/2040	0,00	3 329,23	1 660,40	0,00	4 989,63	356 227,45
86	01/11/2040	0,00	3 329,23	1 645,03	0,00	4 974,26	352 898,22

Rang	Date	Déblocage en EUR	Amortissement en EUR	Intérêts en EUR	Frais	Echéance en EUR	Capital restant dû après échéance en EUR
87	01/02/2041	0,00	3 329,23	1 629,65	0,00	4 958,88	349 568,99
88	01/05/2041	0,00	3 329,23	1 614,28	0,00	4 943,51	346 239,76
89	01/08/2041	0,00	3 329,23	1 598,90	0,00	4 928,13	342 910,53
90	01/11/2041	0,00	3 329,23	1 583,53	0,00	4 912,76	339 581,30
91	01/02/2042	0,00	3 329,23	1 568,16	0,00	4 897,39	336 252,07
92	01/05/2042	0,00	3 329,23	1 552,78	0,00	4 882,01	332 922,84
93	01/08/2042	0,00	3 329,23	1 537,41	0,00	4 866,64	329 593,61
94	01/11/2042	0,00	3 329,23	1 522,03	0,00	4 851,26	326 264,38
95	01/02/2043	0,00	3 329,23	1 506,66	0,00	4 835,89	322 935,15
96	01/05/2043	0,00	3 329,23	1 491,29	0,00	4 820,52	319 605,92
97	01/08/2043	0,00	3 329,23	1 475,91	0,00	4 805,14	316 276,69
98	01/11/2043	0,00	3 329,23	1 460,54	0,00	4 789,77	312 947,46
99	01/02/2044	0,00	3 329,23	1 445,16	0,00	4 774,39	309 618,23
100	01/05/2044	0,00	3 329,23	1 429,79	0,00	4 759,02	306 289,00
101	01/08/2044	0,00	3 329,23	1 414,42	0,00	4 743,65	302 959,77
102	01/11/2044	0,00	3 329,23	1 399,04	0,00	4 728,27	299 630,54
103	01/02/2045	0,00	3 329,23	1 383,67	0,00	4 712,90	296 301,31
104	01/05/2045	0,00	3 329,23	1 368,29	0,00	4 697,52	292 972,08
105	01/08/2045	0,00	3 329,23	1 352,92	0,00	4 682,15	289 642,85
106	01/11/2045	0,00	3 329,23	1 337,55	0,00	4 666,78	286 313,62
107	01/02/2046	0,00	3 329,23	1 322,17	0,00	4 651,40	282 984,39
108	01/05/2046	0,00	3 329,23	1 306,80	0,00	4 636,03	279 655,16
109	01/08/2046	0,00	3 329,23	1 291,42	0,00	4 620,65	276 325,93
110	01/11/2046	0,00	3 329,23	1 276,05	0,00	4 605,28	272 996,70
111	01/02/2047	0,00	3 329,23	1 260,67	0,00	4 589,90	269 667,47
112	01/05/2047	0,00	3 329,23	1 245,30	0,00	4 574,53	266 338,24
113	01/08/2047	0,00	3 329,23	1 229,93	0,00	4 559,16	263 009,01
114	01/11/2047	0,00	3 329,23	1 214,55	0,00	4 543,78	259 679,78
115	01/02/2048	0,00	3 329,23	1 199,18	0,00	4 528,41	256 350,55
116	01/05/2048	0,00	3 329,23	1 183,80	0,00	4 513,03	253 021,32
117	01/08/2048	0,00	3 329,23	1 168,43	0,00	4 497,66	249 692,09
118	01/11/2048	0,00	3 329,23	1 153,06	0,00	4 482,29	246 362,86
119	01/02/2049	0,00	3 329,23	1 137,68	0,00	4 466,91	243 033,63
120	01/05/2049	0,00	3 329,23	1 122,31	0,00	4 451,54	239 704,40
121	01/08/2049	0,00	3 329,23	1 106,93	0,00	4 436,16	236 375,17
122	01/11/2049	0,00	3 329,23	1 091,56	0,00	4 420,79	233 045,94
123	01/02/2050	0,00	3 329,23	1 076,19	0,00	4 405,42	229 716,71
124	01/05/2050	0,00	3 329,23	1 060,81	0,00	4 390,04	226 387,48
125	01/08/2050	0,00	3 329,23	1 045,44	0,00	4 374,67	223 058,25
126	01/11/2050	0,00	3 329,23	1 030,06	0,00	4 359,29	219 729,02
127	01/02/2051	0,00	3 329,23	1 014,69	0,00	4 343,92	216 399,79
128	01/05/2051	0,00	3 329,23	999,32	0,00	4 328,55	213 070,56
129	01/08/2051	0,00	3 329,23	983,94	0,00	4 313,17	209 741,33
130	01/11/2051	0,00	3 329,23	968,57	0,00	4 297,80	206 412,10
131	01/02/2052	0,00	3 329,23	953,19	0,00	4 282,42	203 082,87
132	01/05/2052	0,00	3 329,23	937,82	0,00	4 267,05	199 753,64
133	01/08/2052	0,00	3 329,23	922,44	0,00	4 251,67	196 424,41
134	01/11/2052	0,00	3 329,23	907,07	0,00	4 236,30	193 095,18
135	01/02/2053	0,00	3 329,23	891,70	0,00	4 220,93	189 765,95
136	01/05/2053	0,00	3 329,23	876,32	0,00	4 205,55	186 436,72

Rang	Date	Déblocage en EUR	Amortissement en EUR	Intérêts en EUR	Frais	Echéance en EUR	Capital restant dû après échéance en EUR
137	01/08/2053	0,00	3 329,23	860,95	0,00	4 190,18	183 107,49
138	01/11/2053	0,00	3 329,23	845,57	0,00	4 174,80	179 778,26
139	01/02/2054	0,00	3 329,23	830,20	0,00	4 159,43	176 449,03
140	01/05/2054	0,00	3 329,23	814,83	0,00	4 144,06	173 119,80
141	01/08/2054	0,00	3 329,23	799,45	0,00	4 128,68	169 790,57
142	01/11/2054	0,00	3 329,23	784,08	0,00	4 113,31	166 461,34
143	01/02/2055	0,00	3 329,23	768,70	0,00	4 097,93	163 132,11
144	01/05/2055	0,00	3 329,23	753,33	0,00	4 082,56	159 802,88
145	01/08/2055	0,00	3 329,23	737,96	0,00	4 067,19	156 473,65
146	01/11/2055	0,00	3 329,23	722,58	0,00	4 051,81	153 144,42
147	01/02/2056	0,00	3 329,23	707,21	0,00	4 036,44	149 815,19
148	01/05/2056	0,00	3 329,23	691,83	0,00	4 021,06	146 485,96
149	01/08/2056	0,00	3 329,23	676,46	0,00	4 005,69	143 156,73
150	01/11/2056	0,00	3 329,23	661,09	0,00	3 990,32	139 827,50
151	01/02/2057	0,00	3 329,23	645,71	0,00	3 974,94	136 498,27
152	01/05/2057	0,00	3 329,23	630,34	0,00	3 959,57	133 169,04
153	01/08/2057	0,00	3 329,23	614,96	0,00	3 944,19	129 839,81
154	01/11/2057	0,00	3 329,23	599,59	0,00	3 928,82	126 510,58
155	01/02/2058	0,00	3 329,23	584,21	0,00	3 913,44	123 181,35
156	01/05/2058	0,00	3 329,23	568,84	0,00	3 898,07	119 852,12
157	01/08/2058	0,00	3 329,23	553,47	0,00	3 882,70	116 522,89
158	01/11/2058	0,00	3 329,23	538,09	0,00	3 867,32	113 193,66
159	01/02/2059	0,00	3 329,23	522,72	0,00	3 851,95	109 864,43
160	01/05/2059	0,00	3 329,23	507,34	0,00	3 836,57	106 535,20
161	01/08/2059	0,00	3 329,23	491,97	0,00	3 821,20	103 205,97
162	01/11/2059	0,00	3 329,23	476,60	0,00	3 805,83	99 876,74
163	01/02/2060	0,00	3 329,23	461,22	0,00	3 790,45	96 547,51
164	01/05/2060	0,00	3 329,23	445,85	0,00	3 775,08	93 218,28
165	01/08/2060	0,00	3 329,23	430,47	0,00	3 759,70	89 889,05
166	01/11/2060	0,00	3 329,23	415,10	0,00	3 744,33	86 559,82
167	01/02/2061	0,00	3 329,23	399,73	0,00	3 728,96	83 230,59
168	01/05/2061	0,00	3 329,23	384,35	0,00	3 713,58	79 901,36
169	01/08/2061	0,00	3 329,23	368,98	0,00	3 698,21	76 572,13
170	01/11/2061	0,00	3 329,23	353,60	0,00	3 682,83	73 242,90
171	01/02/2062	0,00	3 329,23	338,23	0,00	3 667,46	69 913,67
172	01/05/2062	0,00	3 329,23	322,86	0,00	3 652,09	66 584,44
173	01/08/2062	0,00	3 329,23	307,48	0,00	3 636,71	63 255,21
174	01/11/2062	0,00	3 329,23	292,11	0,00	3 621,34	59 925,98
175	01/02/2063	0,00	3 329,23	276,73	0,00	3 605,96	56 596,75
176	01/05/2063	0,00	3 329,23	261,36	0,00	3 590,59	53 267,52
177	01/08/2063	0,00	3 329,23	245,98	0,00	3 575,21	49 938,29
178	01/11/2063	0,00	3 329,23	230,61	0,00	3 559,84	46 609,06
179	01/02/2064	0,00	3 329,23	215,24	0,00	3 544,47	43 279,83
180	01/05/2064	0,00	3 329,23	199,86	0,00	3 529,09	39 950,60
181	01/08/2064	0,00	3 329,23	184,49	0,00	3 513,72	36 621,37
182	01/11/2064	0,00	3 329,23	169,11	0,00	3 498,34	33 292,14
183	01/02/2065	0,00	3 329,23	153,74	0,00	3 482,97	29 962,91
184	01/05/2065	0,00	3 329,23	138,37	0,00	3 467,60	26 633,68
185	01/08/2065	0,00	3 329,23	122,99	0,00	3 452,22	23 304,45
186	01/11/2065	0,00	3 329,23	107,62	0,00	3 436,85	19 975,22

Rang	Date	Déblocage en EUR	Amortissement en EUR	Intérêts en EUR	Frais	Echéance en EUR	Capital restant dû après échéance en EUR
187	01/02/2066	0,00	3 329,23	92,24	0,00	3 421,47	16 645,99
188	01/05/2066	0,00	3 329,23	76,87	0,00	3 406,10	13 316,76
189	01/08/2066	0,00	3 329,23	61,50	0,00	3 390,73	9 987,53
190	01/11/2066	0,00	3 329,23	46,12	0,00	3 375,35	6 658,30
191	01/02/2067	0,00	3 329,23	30,75	0,00	3 359,98	3 329,07
192	01/05/2067	0,00	3 329,07	15,37	0,00	3 344,44	0,00
	TOTAL	639 212,00	308 562,94	639,21	948 414,15		

Le tableau d'amortissement ci-dessus résulte d'une simulation, il est fourni à titre indicatif et sans engagement. Les intérêts de ce prêt sont calculés sur la base d'un taux de 1.847165 % correspondant au taux actuariel exprimé en taux proportionnel.

LA BANQUE POSTALE

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Ces conditions particulières constituent un tout indissociable avec les conditions générales des contrats de prêt de La Banque Postale version CG-LBP-SPL-2016-12

Références :
Numéro du contrat de prêt : LBP-00002259
Date d'émission des conditions particulières : 22/03/2017

Prêteur : **LA BANQUE POSTALE**

société anonyme au capital de 4 046 407 595 euros immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 421 100 645 , ayant son siège social au 115 rue de Sèvres, 75 275 Paris Cedex 06,représentée par son représentant légal ou par toute personne dûment habilitée à cet effet, ci-après le "Prêteur".

Emprunteur : **DOMIAL**

Société anonyme de HLM à conseil d'administration, dont le siège social est situé 25 Place du Capitaine Dreyfus, 68000 COLMAR, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COLMAR sous le numéro 945 651 149, représenté(e) par son représentant légal ou par toute personne dûment habilitée à cet effet, ci-après l'"Emprunteur".

MONTANT, DURÉE ET OBJET DU CONTRAT DE PRÊT

- **Montant du prêt** : 681 494,00 EUR
- **Durée du contrat de prêt** : Du 28/04/2017 au 01/05/2057, soit 40 ans
- **Objet du contrat de prêt** : Financement d'une opération de construction de 30 chambres suitées 5 rue des Magasins à Strasbourg (67) destinés à faire l'objet de contrats de location sous conditions de ressources. destinés à faire l'objet de contrats de location sous conditions de ressources
- **Nature** : PLS régi par les articles R.331-17 à R.331-21 et R.372-20 à R-372-24 du Code de la construction et de l'habitation.

PHASE DE MOBILISATION

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation

- **Durée** : Du 28/04/2017 au 01/05/2019, soit 24 mois
- **Versement des fonds** : En une ou plusieurs fois à la demande de l'emprunteur dans la limite du montant du prêt soit 681 494,00 EUR.

  Les fonds sont versés au fur et à mesure des besoins de l'emprunteur, le prêteur se réservant la possibilité de demander à tout moment, et dès qu'ils seront disponibles, les justificatifs de toute nature permettant d'identifier les besoins de tirages (appels de fonds

dans le cadre de marchés, récépissés de paiement, attestation de l'architecte certifiant de l'état d'avancement des travaux ...)

Montant minimum du versement : 15 000,00 EUR

Préavis : 5 jours ouvrés TARGET/PARIS.

- **Taux d'intérêt actuariel annuel** : LIVRET A Préfixé + Marge 1,11 % soit 1,86 % révisable en fonction de la variation de l'index Livret A

Date de constatation de l'index Livret A : Taux en vigueur avant chaque début de période d'intérêts.

Révision de l'index Livret A : A compter de la signature du contrat et pendant toute la durée du prêt à chaque variation de l'index Livret A, le taux d'intérêt actuariel annuel du prêt sera révisé de la différence, positive ou négative, constatée entre le taux de rémunération de l'index Livret A en vigueur à la date de révision et celui en vigueur à la date de la signature du contrat.

Quel que soit le niveau constaté de l'index Livret A, le taux d'intérêt actuariel annuel effectivement appliqué ne sera jamais négatif. Dans l'hypothèse d'un index Livret A négatif, celui-ci sera considéré comme étant égal à zéro et l'emprunteur restera au minimum redevable de la marge.

La révision prendra effet à la période d'intérêts postérieure à celle de la révision de l'index Livret A.

Base de calcul des intérêts Prorata temporis en base exacte sur une année de 365 jours.

- **Echéances d'intérêts** : Périodicité trimestrielle.

Date de première échéance d'intérêts : 01/08/2017

Jour des échéances d'intérêts : Au premier jour ouvré de chaque trimestre

- **Amortissement** : Aucun
- **Remboursement anticipé** : Pas de remboursement anticipé durant la phase de mobilisation
- **Commission de dédit** : Si, à la date de fin de phase de mobilisation, l'emprunteur a renoncé expressément à l'arbitrage automatique et que la somme des tirages effectués est inférieure au montant du prêt, une Indemnité forfaitaire est applicable sur la différence entre le montant du prêt et le montant tiré.

Taux de l'indemnité : 0,50 %

TRANCHE OBLIGATOIRE SUR INDEX LIVRET A DU 01/05/2019 AU 01/05/2057

- **Montant du prêt** : La tranche est mise en place par arbitrage automatique le 01/05/2019 dans la limite du montant du prêt, sauf dans le(s) cas suivant(s) :
  - l'Emprunteur a renoncé expressément avant le 01/05/2019 en partie à la mise en place par arbitrage automatique moyennant le paiement d'une commission de dédit appliquée à la différence entre le montant du prêt et le montant tiré. La

somme mobilisée par le prêteur ne pourra être inférieure à 50 % du prix de revient de l'opération financée. Le montant de la Tranche obligatoire sera égal à l'encours constaté à la fin de la Phase de mobilisation.

- Ajustement du montant par le prêteur aux besoins réels de l'emprunteur à la suite d'une demande de production de justificatifs moyennant le paiement d'une commission de dédit appliquée à la différence entre le montant du prêt et le montant tiré. Dans cette hypothèse, le montant de la Tranche obligatoire sera égal à l'encours en phase de mobilisation constaté à la fin de la Phase de mobilisation.

- **Durée d'amortissement** : 38 ans, soit 152 échéances d'amortissement.

- **Taux d'intérêt actuariel annuel** : LIVRET A Préfixé + Marge 1,11% soit 1,86% révisable en fonction de la variation de l'index Livret A

Date de constatation de l'index Livret A : Taux en vigueur avant chaque début de période d'intérêts.

Révision de l'index Livret A : A compter de la signature du contrat et pendant toute la durée du prêt, à chaque variation de l'index Livret A, le taux d'intérêt actuariel annuel du prêt sera révisé de la différence, positive ou négative, constatée entre le taux de rémunération de l'index Livret A en vigueur à la date de révision et celui en vigueur à la date de la signature du contrat.

Quel que soit le niveau constaté de l'index Livret A, le taux d'intérêt actuariel annuel effectivement appliqué ne sera jamais négatif. Dans l'hypothèse d'un index Livret A négatif, celui-ci sera considéré comme étant égal à zéro et l'emprunteur restera au minimum redevable de la marge.

La révision prendra effet à la période d'intérêts postérieure à celle de la révision de l'index Livret A.

- **Base de calcul des intérêts** : Mois forfaitaire de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

- **Périodicité des échéances d'intérêts et d'amortissement** : Périodicité trimestrielle

Date de première échéance : 01/08/2019

Jour de l'échéance : 1er d'un mois

- **Mode d'amortissement** : Constant

- **Remboursement anticipé** : Possible à chaque date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité.

Préavis : 35 jours ouvrés

Indemnité : (i) Indemnité dégressive de 0,40 %.

(ii) Indemnité forfaitaire de 7,00 %. en cas de :

- défaut de paiement d'une somme quelconque devenue exigible au titre du contrat de prêt ;

- non affectation des fonds empruntés conformément à l'objet du contrat de prêt ;

- non-respect des dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux définies par les articles R 331-17 à R 331-21 et R 372-20 à R 372-24 du Code de la construction et de l'habitation

- inexécution, non-respect, résiliation ou annulation pour quelque

motif que ce soit du contrat de prêt ;

(iii) Aucune indemnité n'est due si le remboursement anticipé est provoqué par la cession ou la destruction du bien financé par le prêt.

- **Intérêts de retard** : 6,00 %

GARANTIES

- **Caution solidaire Métropole** : Cautionnement à hauteur de 100,00 % avec renonciation au bénéfice de discussion et de division de l'Eurométropole de Strasbourg comprenant le principal, les intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires.

- **Production de la garantie** : La production de la garantie constitue une condition suspensive à la mise à disposition des fonds. A défaut de production de la garantie avant le 22/09/2017, le prêt sera définitivement annulé. En conséquence, le prêteur sera délié de ses obligations et pourra exiger de l'emprunteur le paiement d'une commission de dédit

- **Commission de dédit** : Indemnité forfaitaire

Taux de l'indemnité : 7,00 %

En cas de mobilisation partielle des fonds par l'emprunteur avec un seuil de mobilisation minimal ne pouvant être inférieur à 50 % du prix de revient de l'opération financée

COMMISSIONS

- **Commission d'engagement** : 0,10 % du montant du prêt dont 0,03 % reversés à la Caisse des dépôts et consignations

- **Commission de non utilisation** Néant

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- **Taux effectif global** : 1,85 % l'an

soit un taux de période : 0,463 %, pour une durée de période de 3 mois

Notification :

Prêteur	Emprunteur
La Banque Postale CPX 215 115 rue de Sèvres 75275- PARIS CEDEX 06	DOMIAL 25 Place du Capitaine Dreyfus 68000 COLMAR
Fax : 08 10 36 88 44	

CONDITIONS SUSPENSIVES

L'entrée en vigueur du prêt est soumise à la production au prêteur au plus tard le 21/04/2017 et en tout état de cause 5 jours ouvrés TARGET/PARIS avant tout versement des fonds :

- Un extrait K-bis datant de moins de trois mois avant la signature

- Une autorisation de prélèvement SEPA dûment signée

- Un exemplaire des conditions particulières dûment paraphées, datées et signées par un représentant qualifié et légalement habilité de l'Emprunteur

- Une copie certifiée conforme des statuts

- Une copie certifiée conforme du registre des délibérations de l'organe délibérant autorisant le recours au présent prêt, sauf si cela résulte de dispositions statutaires

- Un extrait certifié conforme du registre des délibérations ayant nommé le signataire du contrat ou l'ayant renouvelé dans ses fonctions

- Une copie certifiée conforme et à jour, le cas échéant, de la délégation de compétence et de la délégation de signature établissant les pouvoirs du signataire du contrat ou tout autre document pouvant ou devant être remis dans le cadre du contrat ainsi que les spécimens de signature de ces personnes

- Un Relevé d'Identité Bancaire du compte bancaire de l'Emprunteur ouvert dans les livres de La Banque Postale

- La copie de la décision favorable à l'opération financée visée à l'article R 331-3 du Code de la construction et de l'habitation, suspensif à la mise en force du contrat

- La copie de la convention prévue aux 3° ou 5° de l'article L 351-2 du Code de la construction et de l'habitation

Le déblocage des fonds est conditionné à la production au prêteur au plus tard 5 jours ouvrés TARGET/PARIS avant tout versement des fonds :

- Délibération exécutoire de garantie d'emprunt de l'organe compétent du garant

SIGNATURES

Fait en 2 exemplaires originaux.

L'emprunteur déclare expressément avoir reçu un exemplaire des conditions générales des contrats de prêt de La Banque Postale Marché des Bailleurs sociaux, des Entreprises publiques locales et des EPIC version CG-LBP-SPL-2016-12 auxquelles sont soumises les présentes conditions particulières et avoir pris connaissance de toutes les stipulations desdites conditions générales. En cas de contradiction entre les stipulations des conditions particulières et les stipulations des conditions générales, les stipulations des conditions particulières prévalent.

Pour l'emprunteur :

A COLMAR, le 03/04/2017.

Nom et qualité du signataire :

Cachet et signature :

Dominique BLANQUET
Directrice Financière

Pour le prêteur :

A Issy-Les-Moulineaux, le 22/03/2017

Edouard AUCLAIR
Responsable Middle Office

DOMIAL ESH
25 place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

ANNEXE – TABLEAU D'AMORTISSEMENT INDICATIF

Rang	Date	Déblocage en EUR	Amortissement en EUR	Intérêts en EUR	Frais	Echéance en EUR	Capital restant dû après échéance en EUR
	28/04/2017	681 494,00	0,00	0,00	681,49	681,49	681 494,00
	01/08/2017	0,00	0,00	3 276,72	0,00	3 276,72	681 494,00
	01/11/2017	0,00	0,00	3 173,01	0,00	3 173,01	681 494,00
	01/02/2018	0,00	0,00	3 173,01	0,00	3 173,01	681 494,00
	01/05/2018	0,00	0,00	3 069,31	0,00	3 069,31	681 494,00
	01/08/2018	0,00	0,00	3 173,01	0,00	3 173,01	681 494,00
	01/11/2018	0,00	0,00	3 173,01	0,00	3 173,01	681 494,00
	01/02/2019	0,00	0,00	3 173,01	0,00	3 173,01	681 494,00
	01/05/2019	0,00	0,00	3 069,31	0,00	3 069,31	681 494,00
1	01/08/2019	0,00	4 483,51	3 147,08	0,00	7 630,59	677 010,49
2	01/11/2019	0,00	4 483,51	3 126,38	0,00	7 609,89	672 526,98
3	01/02/2020	0,00	4 483,51	3 105,67	0,00	7 589,18	668 043,47
4	01/05/2020	0,00	4 483,51	3 084,97	0,00	7 568,48	663 559,96
5	01/08/2020	0,00	4 483,51	3 064,26	0,00	7 547,77	659 076,45
6	01/11/2020	0,00	4 483,51	3 043,56	0,00	7 527,07	654 592,94
7	01/02/2021	0,00	4 483,51	3 022,85	0,00	7 506,36	650 109,43
8	01/05/2021	0,00	4 483,51	3 002,15	0,00	7 485,66	645 625,92
9	01/08/2021	0,00	4 483,51	2 981,44	0,00	7 464,95	641 142,41
10	01/11/2021	0,00	4 483,51	2 960,74	0,00	7 444,25	636 658,90
11	01/02/2022	0,00	4 483,51	2 940,04	0,00	7 423,55	632 175,39
12	01/05/2022	0,00	4 483,51	2 919,33	0,00	7 402,84	627 691,88
13	01/08/2022	0,00	4 483,51	2 898,63	0,00	7 382,14	623 208,37
14	01/11/2022	0,00	4 483,51	2 877,92	0,00	7 361,43	618 724,86
15	01/02/2023	0,00	4 483,51	2 857,22	0,00	7 340,73	614 241,35
16	01/05/2023	0,00	4 483,51	2 836,51	0,00	7 320,02	609 757,84
17	01/08/2023	0,00	4 483,51	2 815,81	0,00	7 299,32	605 274,33
18	01/11/2023	0,00	4 483,51	2 795,10	0,00	7 278,61	600 790,82
19	01/02/2024	0,00	4 483,51	2 774,40	0,00	7 257,91	596 307,31
20	01/05/2024	0,00	4 483,51	2 753,69	0,00	7 237,20	591 823,80
21	01/08/2024	0,00	4 483,51	2 732,99	0,00	7 216,50	587 340,29
22	01/11/2024	0,00	4 483,51	2 712,29	0,00	7 195,80	582 856,78
23	01/02/2025	0,00	4 483,51	2 691,58	0,00	7 175,09	578 373,27
24	01/05/2025	0,00	4 483,51	2 670,88	0,00	7 154,39	573 889,76
25	01/08/2025	0,00	4 483,51	2 650,17	0,00	7 133,68	569 406,25
26	01/11/2025	0,00	4 483,51	2 629,47	0,00	7 112,98	564 922,74
27	01/02/2026	0,00	4 483,51	2 608,76	0,00	7 092,27	560 439,23
28	01/05/2026	0,00	4 483,51	2 588,06	0,00	7 071,57	555 955,72
29	01/08/2026	0,00	4 483,51	2 567,35	0,00	7 050,86	551 472,21
30	01/11/2026	0,00	4 483,51	2 546,65	0,00	7 030,16	546 988,70
31	01/02/2027	0,00	4 483,51	2 525,95	0,00	7 009,46	542 505,19
32	01/05/2027	0,00	4 483,51	2 505,24	0,00	6 988,75	538 021,68
33	01/08/2027	0,00	4 483,51	2 484,54	0,00	6 968,05	533 538,17
34	01/11/2027	0,00	4 483,51	2 463,83	0,00	6 947,34	529 054,66
35	01/02/2028	0,00	4 483,51	2 443,13	0,00	6 926,64	524 571,15
36	01/05/2028	0,00	4 483,51	2 422,42	0,00	6 905,93	520 087,64

Rang	Date	Déblocage en EUR	Amortissement en EUR	Intérêts en EUR	Frais	Echéance en EUR	Capital restant dû après échéance en EUR
37	01/08/2028	0,00	4 483,51	2 401,72	0,00	6 885,23	515 604,13
38	01/11/2028	0,00	4 483,51	2 381,01	0,00	6 864,52	511 120,62
39	01/02/2029	0,00	4 483,51	2 360,31	0,00	6 843,82	506 637,11
40	01/05/2029	0,00	4 483,51	2 339,61	0,00	6 823,12	502 153,60
41	01/08/2029	0,00	4 483,51	2 318,90	0,00	6 802,41	497 670,09
42	01/11/2029	0,00	4 483,51	2 298,20	0,00	6 781,71	493 186,58
43	01/02/2030	0,00	4 483,51	2 277,49	0,00	6 761,00	488 703,07
44	01/05/2030	0,00	4 483,51	2 256,79	0,00	6 740,30	484 219,56
45	01/08/2030	0,00	4 483,51	2 236,08	0,00	6 719,59	479 736,05
46	01/11/2030	0,00	4 483,51	2 215,38	0,00	6 698,89	475 252,54
47	01/02/2031	0,00	4 483,51	2 194,67	0,00	6 678,18	470 769,03
48	01/05/2031	0,00	4 483,51	2 173,97	0,00	6 657,48	466 285,52
49	01/08/2031	0,00	4 483,51	2 153,27	0,00	6 636,78	461 802,01
50	01/11/2031	0,00	4 483,51	2 132,56	0,00	6 616,07	457 318,50
51	01/02/2032	0,00	4 483,51	2 111,86	0,00	6 595,37	452 834,99
52	01/05/2032	0,00	4 483,51	2 091,15	0,00	6 574,66	448 351,48
53	01/08/2032	0,00	4 483,51	2 070,45	0,00	6 553,96	443 867,97
54	01/11/2032	0,00	4 483,51	2 049,74	0,00	6 533,25	439 384,46
55	01/02/2033	0,00	4 483,51	2 029,04	0,00	6 512,55	434 900,95
56	01/05/2033	0,00	4 483,51	2 008,33	0,00	6 491,84	430 417,44
57	01/08/2033	0,00	4 483,51	1 987,63	0,00	6 471,14	425 933,93
58	01/11/2033	0,00	4 483,51	1 966,93	0,00	6 450,44	421 450,42
59	01/02/2034	0,00	4 483,51	1 946,22	0,00	6 429,73	416 966,91
60	01/05/2034	0,00	4 483,51	1 925,52	0,00	6 409,03	412 483,40
61	01/08/2034	0,00	4 483,51	1 904,81	0,00	6 388,32	407 999,89
62	01/11/2034	0,00	4 483,51	1 884,11	0,00	6 367,62	403 516,38
63	01/02/2035	0,00	4 483,51	1 863,40	0,00	6 346,91	399 032,87
64	01/05/2035	0,00	4 483,51	1 842,70	0,00	6 326,21	394 549,36
65	01/08/2035	0,00	4 483,51	1 821,99	0,00	6 305,50	390 065,85
66	01/11/2035	0,00	4 483,51	1 801,29	0,00	6 284,80	385 582,34
67	01/02/2036	0,00	4 483,51	1 780,59	0,00	6 264,10	381 098,83
68	01/05/2036	0,00	4 483,51	1 759,88	0,00	6 243,39	376 615,32
69	01/08/2036	0,00	4 483,51	1 739,18	0,00	6 222,69	372 131,81
70	01/11/2036	0,00	4 483,51	1 718,47	0,00	6 201,98	367 648,30
71	01/02/2037	0,00	4 483,51	1 697,77	0,00	6 181,28	363 164,79
72	01/05/2037	0,00	4 483,51	1 677,06	0,00	6 160,57	358 681,28
73	01/08/2037	0,00	4 483,51	1 656,36	0,00	6 139,87	354 197,77
74	01/11/2037	0,00	4 483,51	1 635,65	0,00	6 119,16	349 714,26
75	01/02/2038	0,00	4 483,51	1 614,95	0,00	6 098,46	345 230,75
76	01/05/2038	0,00	4 483,51	1 594,25	0,00	6 077,76	340 747,24
77	01/08/2038	0,00	4 483,51	1 573,54	0,00	6 057,05	336 263,73
78	01/11/2038	0,00	4 483,51	1 552,84	0,00	6 036,35	331 780,22
79	01/02/2039	0,00	4 483,51	1 532,13	0,00	6 015,64	327 296,71
80	01/05/2039	0,00	4 483,51	1 511,43	0,00	5 994,94	322 813,20
81	01/08/2039	0,00	4 483,51	1 490,72	0,00	5 974,23	318 329,69
82	01/11/2039	0,00	4 483,51	1 470,02	0,00	5 953,53	313 846,18
83	01/02/2040	0,00	4 483,51	1 449,31	0,00	5 932,82	309 362,67
84	01/05/2040	0,00	4 483,51	1 428,61	0,00	5 912,12	304 879,16
85	01/08/2040	0,00	4 483,51	1 407,91	0,00	5 891,42	300 395,65
86	01/11/2040	0,00	4 483,51	1 387,20	0,00	5 870,71	295 912,14

Rang	Date	Déblocage en EUR	Amortissement en EUR	Intérêts en EUR	Frais	Echéance en EUR	Capital restant dû après échéance en EUR
87	01/02/2041	0,00	4 483,51	1 366,50	0,00	5 850,01	291 428,63
88	01/05/2041	0,00	4 483,51	1 345,79	0,00	5 829,30	286 945,12
89	01/08/2041	0,00	4 483,51	1 325,09	0,00	5 808,60	282 461,61
90	01/11/2041	0,00	4 483,51	1 304,38	0,00	5 787,89	277 978,10
91	01/02/2042	0,00	4 483,51	1 283,68	0,00	5 767,19	273 494,59
92	01/05/2042	0,00	4 483,51	1 262,97	0,00	5 746,48	269 011,08
93	01/08/2042	0,00	4 483,51	1 242,27	0,00	5 725,78	264 527,57
94	01/11/2042	0,00	4 483,51	1 221,57	0,00	5 705,08	260 044,06
95	01/02/2043	0,00	4 483,51	1 200,86	0,00	5 684,37	255 560,55
96	01/05/2043	0,00	4 483,51	1 180,16	0,00	5 663,67	251 077,04
97	01/08/2043	0,00	4 483,51	1 159,45	0,00	5 642,96	246 593,53
98	01/11/2043	0,00	4 483,51	1 138,75	0,00	5 622,26	242 110,02
99	01/02/2044	0,00	4 483,51	1 118,04	0,00	5 601,55	237 626,51
100	01/05/2044	0,00	4 483,51	1 097,34	0,00	5 580,85	233 143,00
101	01/08/2044	0,00	4 483,51	1 076,63	0,00	5 560,14	228 659,49
102	01/11/2044	0,00	4 483,51	1 055,93	0,00	5 539,44	224 175,98
103	01/02/2045	0,00	4 483,51	1 035,23	0,00	5 518,74	219 692,47
104	01/05/2045	0,00	4 483,51	1 014,52	0,00	5 498,03	215 208,96
105	01/08/2045	0,00	4 483,51	993,82	0,00	5 477,33	210 725,45
106	01/11/2045	0,00	4 483,51	973,11	0,00	5 456,62	206 241,94
107	01/02/2046	0,00	4 483,51	952,41	0,00	5 435,92	201 758,43
108	01/05/2046	0,00	4 483,51	931,70	0,00	5 415,21	197 274,92
109	01/08/2046	0,00	4 483,51	911,00	0,00	5 394,51	192 791,41
110	01/11/2046	0,00	4 483,51	890,29	0,00	5 373,80	188 307,90
111	01/02/2047	0,00	4 483,51	869,59	0,00	5 353,10	183 824,39
112	01/05/2047	0,00	4 483,51	848,88	0,00	5 332,39	179 340,88
113	01/08/2047	0,00	4 483,51	828,18	0,00	5 311,69	174 857,37
114	01/11/2047	0,00	4 483,51	807,48	0,00	5 290,99	170 373,86
115	01/02/2048	0,00	4 483,51	786,77	0,00	5 270,28	165 890,35
116	01/05/2048	0,00	4 483,51	766,07	0,00	5 249,58	161 406,84
117	01/08/2048	0,00	4 483,51	745,36	0,00	5 228,87	156 923,33
118	01/11/2048	0,00	4 483,51	724,66	0,00	5 208,17	152 439,82
119	01/02/2049	0,00	4 483,51	703,95	0,00	5 187,46	147 956,31
120	01/05/2049	0,00	4 483,51	683,25	0,00	5 166,76	143 472,80
121	01/08/2049	0,00	4 483,51	662,54	0,00	5 146,05	138 989,29
122	01/11/2049	0,00	4 483,51	641,84	0,00	5 125,35	134 505,78
123	01/02/2050	0,00	4 483,51	621,14	0,00	5 104,65	130 022,27
124	01/05/2050	0,00	4 483,51	600,43	0,00	5 083,94	125 538,76
125	01/08/2050	0,00	4 483,51	579,73	0,00	5 063,24	121 055,25
126	01/11/2050	0,00	4 483,51	559,02	0,00	5 042,53	116 571,74
127	01/02/2051	0,00	4 483,51	538,32	0,00	5 021,83	112 088,23
128	01/05/2051	0,00	4 483,51	517,61	0,00	5 001,12	107 604,72
129	01/08/2051	0,00	4 483,51	496,91	0,00	4 980,42	103 121,21
130	01/11/2051	0,00	4 483,51	476,20	0,00	4 959,71	98 637,70
131	01/02/2052	0,00	4 483,51	455,50	0,00	4 939,01	94 154,19
132	01/05/2052	0,00	4 483,51	434,80	0,00	4 918,31	89 670,68
133	01/08/2052	0,00	4 483,51	414,09	0,00	4 897,60	85 187,17
134	01/11/2052	0,00	4 483,51	393,39	0,00	4 876,90	80 703,66
135	01/02/2053	0,00	4 483,51	372,68	0,00	4 856,19	76 220,15
136	01/05/2053	0,00	4 483,51	351,98	0,00	4 835,49	71 736,64

Rang	Date	Déblocage en EUR	Amortissement en EUR	Intérêts en EUR	Frais	Echéance en EUR	Capital restant dû après échéance en EUR
137	01/08/2053	0,00	4 483,51	331,27	0,00	4 814,78	67 253,13
138	01/11/2053	0,00	4 483,51	310,57	0,00	4 794,08	62 769,62
139	01/02/2054	0,00	4 483,51	289,86	0,00	4 773,37	58 286,11
140	01/05/2054	0,00	4 483,51	269,16	0,00	4 752,67	53 802,60
141	01/08/2054	0,00	4 483,51	248,46	0,00	4 731,97	49 319,09
142	01/11/2054	0,00	4 483,51	227,75	0,00	4 711,26	44 835,58
143	01/02/2055	0,00	4 483,51	207,05	0,00	4 690,56	40 352,07
144	01/05/2055	0,00	4 483,51	186,34	0,00	4 669,85	35 868,56
145	01/08/2055	0,00	4 483,51	165,64	0,00	4 649,15	31 385,05
146	01/11/2055	0,00	4 483,51	144,93	0,00	4 628,44	26 901,54
147	01/02/2056	0,00	4 483,51	124,23	0,00	4 607,74	22 418,03
148	01/05/2056	0,00	4 483,51	103,52	0,00	4 587,03	17 934,52
149	01/08/2056	0,00	4 483,51	82,82	0,00	4 566,33	13 451,01
150	01/11/2056	0,00	4 483,51	62,12	0,00	4 545,63	8 967,50
151	01/02/2057	0,00	4 483,51	41,41	0,00	4 524,92	4 483,99
152	01/05/2057	0,00	4 483,99	20,71	0,00	4 504,70	0,00
	TOTAL	**681 494,00**		**266 032,15**	**681,49**	**948 207,64**	

Le tableau d'amortissement ci-dessus résulte d'une simulation, il est fourni à titre indicatif et sans engagement. Les intérêts de ce prêt sont calculés sur la base d'un taux de 1.847165 % correspondant au taux actuariel exprimé en taux proportionnel.

28

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

DOMIAL ESH - Droit commun 2015
Schiltigheim - rue de la Lauter - Opération de construction neuve de 17 logements dont 9 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt locatif aidés d'intégration (PLAI).
Participations financières et garantie d'emprunts.

La SA d'HLM DOMIAL ESH s'est portée acquéreur par un acte de vente en date du 4 octobre 2016, d'un terrain pour la construction d'un immeuble composé de 17 logements dont 9 logements financés en prêts locatifs à usage social (PLUS) et 8 logements financés en prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI), situé à Schiltigheim – rue de la Lauter.

Cette opération, labélisée BBC, se compose d'un bâtiment en R+5+attique. La typologie des logements va du T2 au T4 avec, pour chacun, un balcon ou un jardin et une place de stationnement.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'arrêté de permis de construire a été délivré en date du 12 janvier 2016.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant de 117 000 €, allouée sur la base des Prêts locatifs à usage social (PLUS) et des Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de l'opération pour un montant de 1 628 260 €.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements social ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de financement de l'Etat en date du 8 octobre 2015 ;
Vu le Contrat de prêt n°62093 en annexe signé entre la SA d'HLM DOMIAL ESH, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération de construction neuve de 17 logements (dont 9 PLUS et 8 PLAI) située à Schiltigheim – rue de la Lauter :

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM DOMIAL ESH d'un montant total de 117 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif à usage social (PLUS) : (5 000 € X 9) = 45 000 €*
** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif aidés d'intégration (PLAI) : (9 000 € X 8)= 72 000 €.*

- *la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 1 628 260 € souscrit par la SA d'HLM DOMIAL ESH auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 62093 constitué de 4 lignes de prêts.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 117 000 € :
- *50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 117 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission est de 26 761 814 €.

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM DOMIAL ESH en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL ESH — **Numéro de référence** **2015113**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
VEFA	**17**

Opération:

Identification	
Commune	Schiltigheim
Quartier	
Numéro	
Adresse	rue de la Lauter

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLUS	9	45 000 €
PLAI	8	72 000 €
Total subventions Eurométropole :		**117 000,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)			
T2	1	43	46	74,30 €	269,30 €	239,53 €			
T3	10	62	67	99,34 €	393,08 €	349,63 €			
T4	6	79	85	130,70 €	502,50 €	446,96 €			
Total	**17**	**1 134,78**	**1 227,06**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,23 €
PLUS	5,88 €

Détail des postes de charges:

fourniture d'eau froide (EF + ECS), électricité partie commune, taxes enlèvement ordures ménagères, abonnement cable, eau partie commune, Chauffage

Ratios

Charges immobilières	23 120,18 €	/ logement	prix au m² de SH	2 198,76 €	
Cout des travaux	98 416,47 €	/ logement	prix au m² de SU	2 033,40 €	
Prestations intellectuelles	17 712,65 €	/ logement	prix au m² de SC		
Montant de la TVA	7 521,71 €	/ logement			

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**393 043 €**	16%	**Subventions**	***315 848 €***	***12,66%***
			ETAT	**72 000 €**	**2,89%**
Cout des travaux	**1 673 080 €**	67%			
			Eurométropole	**117 000,00 €**	**4,69%**
Prestations intellectuelles	**301 115 €**	12%	**PLUS**	45 000,00 €	1,80%
			PLAI	72 000,00 €	2,89%
Montant de la TVA	**127 869 €**	5%			
			Région	36 848,00 €	1,48%
			Collecteur 1%	90 000,00 €	3,61%
			Emprunts	***1 754 260,00 €***	***70,31%***
			Prêt PLUS Foncier	251 536,00 €	10,08%
			Prêt PLUS Construction	638 454,00 €	25,59%
			Prêt PLAI Foncier	213 801,00 €	8,57%
			Prêt PLAI Construction	524 469,00 €	21,02%
			Prêt collecteur 1%	126 000,00 €	5,05%
			Fonds propres	***424 999 €***	***17,03%***
Total	**2 495 107,00**	**100,00%**	**Total**	**2 495 107,00 €**	**100,00%**

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 62093

Entre

DOMIAL ESH - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL ESH, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 PLACE DU CAPITAINE DREYFUS CS 90024 68025 COLMAR CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **DOMIAL ESH** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Construction de 17 logements situés Rue de la Lauter 67300 SCHILTIGHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million six-cent-vingt-huit mille deux-cent-soixante euros (1 628 260,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cinq-cent-vingt-quatre mille quatre-cent-soixante-neuf euros (524 469,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de deux-cent-treize mille huit-cent-un euros (213 801,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de six-cent-trente-huit mille quatre-cent-cinquante-quatre euros (638 454,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-cinquante-et-un mille cinq-cent-trente-six euros (251 536,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » **(DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **10/06/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5153515	5153516	5153513	5153514
Montant de la Ligne du Prêt	524 469 €	213 801 €	638 454 €	251 536 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt[1]	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 31 Mars 2017
Pour l'Emprunteur,
Civilité :
Nom / Prénom : Christian KIEFFER
Qualité : Directeur Général Délégué
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

DOMIAL ESH
25 place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

Le, 15 Mars 2017,
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : Muriel KLINGLER
Qualité : Directrice territoriale
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

PR0063-PR0068 V1.61.0 page 21/21
Contrat de prêt n° 82063 Emprunteur n° 0002111719

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

29

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

DOMIAL ESH - Droit commun 2016
Strasbourg - 3/5/9 et 11 rue d'Andlau - Opération d'acquisition amélioration de huit logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et en Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI).
Participations financières et garantie d'emprunts.

La SA d'HLM DOMIAL ESH a conclu en date du 31 décembre 2014, un bail à réhabilitation avec la ville de Strasbourg afin de réhabiliter et d'exploiter un patrimoine immobilier de 395 logements répartis sur son ban.

La présente délibération a pour objet le financement de la création de huit logements dont quatre logements financés en Prêts locatifs à usage social (PLUS) et quatre logements financés en Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) dans les combles d'une opération comprise dans le bail et située à Strasbourg – 3-5-9 et 11 rue d'Andlau.

L'ensemble immobilier est constitué de cinq cages d'escaliers réparties sur cinq immeubles accolés de type R+3+combles et R+4+combles représentant au total 42 logements. Les combles situés au R+4 vont faire l'objet d'une transformation en huit logements de type T2 dans quatre desdits immeubles.

L'arrêté de permis de construire a été délivré le 9 septembre 2016 (PC n° 67482 16 V0275).

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant total de 56 000 €, allouée sur la base des Prêts locatifs à usage social (PLUS) et des Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI), ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts d'un montant total de 259 600 € qui sont contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve

ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission Permanente (Bureau) d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de subvention de l'Etat au titre du droit commun en date du 7 septembre 2016;
vu le contrat de prêt n°64922 en annexe signé entre la SA d'HLM Domial ESH, ci-après l'Emprunteur,
et la Caisse des dépôts et consignations,
après en avoir délibéré
approuve

<u>pour l'opération d'acquisition amélioration de huit logements dont quatre logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et quatre logements financés en Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) située à Strasbourg – 3/5/9 et 11 rue d'Andlau:</u>

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM DOMIAL ESH d'un montant total de 56 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif à usage social (PLUS) : (5 000 € x 4) = 20 000 €*
** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif aidés d'intégration (PLAI) : (9 000 € X 4)= 36 000 €.*

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 259 600 € souscrit par la SA d'HLM DOMIAL ESH auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 64922 constitué de 2 ligne(s) de prêt.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes

contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 56 000 € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*

- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*

- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 56 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant la présente Commission est de 26 761 814 €;

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM DOMIAL ESH en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 2 octobre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL ESH — **Numéro de référence** **2016137**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
AA	**8**

Opération:

Identification	Opération dans le cadre du BAR
Commune	Strasbourg
Quartier	Gare / Kléber
Numéro	3/5/9/11
Adresse	Rue d'Andlau

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLAI	4	36 000 €
PLUS	4	20 000 €
Total subventions Eurométropole :		**56 000,00 €**

Organisme prêteur:
Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Chauffage urbain**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)			
T2	8	34	34	57,67 €	217,09 €	244,69 €			
Total	**8**	**272,64**	**272,64**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLAI	6,37 €
PLUS	7,18 €

Détail des postes de charges:

eau froide, taxes enlèvement ordures ménagères, abonnement cable, eau partie commune, chauffage collectif, ECS chauffage urbain

Ratios

Charges immobilières	1 399,75 €	/ logement	prix au m² de SH	1 749,57 €
Cout des travaux	47 035,00 €	/ logement	prix au m² de SU	1 749,57 €
Prestations intellectuelles	8 155,00 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	3 035,50 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**11 198 €**	2%	**Subventions**	***92 400 €***	***19,37%***
			ETAT	**30 000 €**	**6,29%**
Cout des travaux	**376 280 €**	79%	**Petits logements**	6 400 €	1,34%
Prestations intellectuelles	**65 240 €**	14%			
			Eurométropole	**56 000,00 €**	**11,74%**
Montant de la TVA	**24 284 €**	5%	**PLUS**	20 000,00 €	4,19%
			PLAI	36 000,00 €	7,55%
			Emprunts	***359 600,00 €***	***75,39%***
			Prêt PLUS Construction	143 100,00 €	30,00%
			Prêt PLAI Construction	116 500,00 €	24,42%
			Prêt collecteur 1%	100 000,00 €	20,96%
			Fonds propres	***25 002 €***	***5,24%***
Total	**477 002,00**	**100,00%**	**Total**	**477 002,00 €**	**100,00%**

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 64922

Entre

DOMIAL ESH - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL ESH, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 PLACE DU CAPITAINE DREYFUS CS 90024 68025 COLMAR CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **DOMIAL ESH** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition - Amélioration de 8 logements situés 3 -5 -7 -9 rue d'Andlau 67000 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-cinquante-neuf mille six-cents euros (259 600,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-seize mille cinq-cents euros (116 500,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-quarante-trois mille cent euros (143 100,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le **« Taux de Swap EURIBOR »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le **« Taux de Swap Inflation »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **31/08/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Justificatifs des autres financements

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5155184	5155185		
Montant de la Ligne du Prêt	116 500 €	143 100 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois		
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt[1]	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes

MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes
MK

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 08 juin 2017
Pour l'Emprunteur,
Civilité :
Nom / Prénom : **Dominique BLANQUET**
Qualité : **Directrice Financière**
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

DOMIAL ESH
25 place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

Le, 2 juin 2017
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom :
Qualité : **Muriel KLINGLER**
Directrice territoriale
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

PR0090-PR0068 V2.1.2 page 21/21
Contrat de prêt n° 64922 Emprunteur n° 0002111719

Paraphes

30

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

DOMIAL ESH - Droit commun 2016
Strasbourg - Cour de Mutzig - 16/18/20 et 22 rue de Wasselonne, 2-3 place de la Porte Blanche et 5 à 11 rue de Mutzig - Opération d'acquisition amélioration de 47 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).
Participations financières et garantie d'emprunts.

La SA d'HLM DOMIAL ESH a conclu en date du 31 décembre 2014, un bail à réhabilitation avec la ville de Strasbourg afin de réhabiliter et d'exploiter un patrimoine immobilier de 395 logements répartis sur son ban.

La présente délibération a pour objet le financement et le conventionnement d'une opération comprise dans le bail à réhabilitation, composée de 42 logements et située à Strasbourg – Cour de Mutzig – 16/18/20 et 22 rue de Wasselonne, 2-3 place de la Porte Blanche et 5 à 11 rue de Mutzig.

L'ensemble immobilier de la Cour de Mutzig est constitué de 14 cages d'escaliers réparties sur plusieurs immeubles accolés de type R+3+combles représentant au total 100 logements. La présente demande concerne 47 logements non conventionnés de cet ensemble. Les 53 logements restant sont financés par le procédé de la réhabilitation et notamment le Prêt à l'amélioration (PAM).

Cet ensemble construit en 1888 a fait l'objet d'une lourde réhabilitation en 1998 et 2000, dont les travaux concernaient notamment la redistribution des logements, la création d'équipement sanitaire, l'installation de chauffage urbain collectif, la mise aux normes des installations électriques, le remplacement des portes palières, la réfection des cages d'escaliers et l'installation d'une ventilation mécanique contrôlée.

Le programme de travaux envisagé a pour but l'amélioration énergétique du bâtiment, afin d'atteindre une étiquette C, sachant qu'il est actuellement en étiquette E.

Le programme de travaux envisagés est le suivant :
- remplacement des menuiseries extérieures,
- isolation par l'extérieur des façades (si accord des ABF),

- isolation de la dalle basse du rez-de-chaussée,
- remplacement de la VMC existante par une VMC hygro B.
- travaux de conformité et de sécurité sur le désenfumage et l'électricité.

L'arrêté portant prescriptions relatif à une déclaration préalable a été délivrée le 6 avril 2017 (DP n° 67482 17 V0103).

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant total de 363 000 €, allouée sur la base des logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts d'un montant total de 1 102 816 € qui seront contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission Permanente (Bureau) d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de subvention de l'Etat au titre du droit commun en date du 7 septembre 2016 ;
vu le contrat de prêt n°65745 en annexe signé entre la SA d'HLM DOMIAL ESH, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération d'acquisition amélioration de 15 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 32 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à Strasbourg – Cour de Mutzig – 16/18/20 et 22 rue de Wasselonne, 2-3 place de la Porte Blanche et 5 à 11 rue de Mutzig:

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM DOMIAL ESH d'un montant total de 363 000 €:*

  ** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif à usage social (PLUS) : (5 000 € x 15) = 75 000 €*
  ** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) : (9 000 € x 32) = 288 000 €*

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 1 102 816 € souscrit par la SA d'HLM DOMIAL ESH auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 65745 constitué de 2 lignes de prêt.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 363 000 € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*

- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*

- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 363 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité

HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible sur l'AP avant la présente Commission est de 26 761 814 €;

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM DOMIAL ESH en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL ESH — **Numéro de référence** **2016081**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
AA	**47**

Opération:

Identification	BAR - Ajout 2 PLAI - 11 rue de Mutzig
Commune	Strasbourg
Quartier	Gare / Kléber
Numéro	5/7b/7c/7d/9/11
Adresse	rue de Mutzig et 3 porte Blanche

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLAI	32	288 000 €
PLUS	15	75 000 €
Total subventions Eurométropole :		**363 000,00 €**

Organisme prêteur:
Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Chauffage urbain**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)			
T1	6	23	23	46,50 €	129,90 €	146,22 €			
T2	16	45	45	72,16 €	254,99 €	287,03 €			
T3	21	49	49	80,80 €	282,43 €	317,92 €			
T4	3	70	70	113,46 €	399,38 €	449,57 €			
T5	1	87	87	140,48 €	498,17 €	560,76 €			
Total	**47**	**2 179,15**	**2 179,15**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	1

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,73 €
PLUS	6,45 €

Détail des postes de charges:

eau froide, entretien parties communes, taxes enlèvement ordures ménagères, abonnement cable, eau partie commune, ECS chauffage urbain, chauffage (chauffage urbain)

Ratios

Charges immobilières	16 328,51 €	/ logement	prix au m² de SH	988,37 €
Cout des travaux	23 491,32 €	/ logement	prix au m² de SU	988,37 €
Prestations intellectuelles	4 468,23 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	1 537,81 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**767 440 €**	36%	**Subventions**	***966 000 €***	***28,00%***
			ETAT	**240 000 €**	**11,14%**
Cout des travaux	**1 104 092 €**	51%			
			Eurométropole	**363 000,00 €**	**16,85%**
Prestations intellectuelles	**210 007 €**	10%	**PLUS**	75 000,00 €	3,48%
			PLAI	288 000,00 €	13,37%
Montant de la TVA	**72 277 €**	3%			
			Emprunts	***1 502 816,00 €***	***69,77%***
			Prêt PLUS Construction	324 312,00 €	15,06%
			Prêt PLAI Construction	778 504,00 €	36,15%
			Prêt collecteur 1%	400 000,00 €	18,57%
			Fonds propres	***48 000 €***	***2,23%***
Total	**2 153 816,00**	**100,00%**	**Total**	**2 516 816,00 €**	**100,00%**

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 65745

Entre

DOMIAL ESH - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL ESH, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 PLACE DU CAPITAINE DREYFUS CS 90024 68025 COLMAR CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **DOMIAL ESH** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Cour de Mutzig, Parc social public, Acquisition - Amélioration de 47 logements situés 5-7b-7c-7d-9 rue de Mutzig, 3 place de la Porte Blanche 67000 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cent-deux mille huit-cent-seize euros (1 102 816,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de sept-cent-soixante-dix-huit mille cinq-cent-quatre euros (778 504,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de trois-cent-vingt-quatre mille trois-cent-douze euros (324 312,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le **« Taux de Swap EURIBOR »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le **« Taux de Swap Inflation »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **19/09/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Justificatifs des autres financements

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5155182	5155181		
Montant de la Ligne du Prêt	778 504 €	324 312 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois		
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt[1]	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité de échéances	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : R = 1 + DT/(1+I)

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = R (1+I) - 1
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = R (1+P) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes MK MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 03 juillet 2017
Pour l'Emprunteur,
Civilité :
Nom / Prénom : **Dominique BLANQUET**
Qualité : **Directrice Financière**
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

DOMIAL ESH
25 place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

Le, 28 juin 2017
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom :
Qualité : **Muriel KLINGLER**
Directrice territoriale
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

31

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

DOMIAL ESH - Droit commun 2016
Strasbourg - 22/24 et 26, rue Fossé des Treize - Opération d'acquisition-amélioration de 26 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS). Participations financières et garantie d'emprunts.

La SA d'HLM DOMIAL ESH a conclu en date du 31 décembre 2014, un bail à réhabilitation avec la Ville de Strasbourg, afin de réhabiliter et d'exploiter un patrimoine immobilier de 395 logements répartis sur son ban.

La présente délibération a pour objet le financement et le conventionnement d'une opération comprise dans le bail de 26 logements et située à Strasbourg – 14 et 20 à 28, rue Fossé des Treize.

L'ensemble immobilier est constitué de trois cages d'escaliers réparties sur trois immeubles accolés de type R+3+combles. Cet ensemble construit en 1910 a fait l'objet d'une lourde réhabilitation en 1997-1998 (restructuration des cages d'escaliers et des logements, création de duplex à partir du dernier niveau avec les combles, création d'équipement sanitaire, installation de chauffage collectif gaz, mise aux normes des installations électriques et installation d'une ventilation mécanique contrôlée).

La présente réhabilitation a pour but – en conformité avec le bail à réhabilitation passé avec la Ville- l'amélioration énergétique du bâtiment, afin d'atteindre une étiquette C, sachant qu'il est actuellement en étiquette D.

Le programme de travaux envisagé est le suivant :

- remplacement des menuiseries extérieures,
- isolation de la dalle basse du rez-de-chaussée,
- isolation des sur-combles
- remplacement de la VMC existante par une VMC hygro B.
- travaux de conformité et de sécurité sur le désenfumage et l'électricité.

L'attestation de non opposition relative à une déclaration préalable a été délivrée le 2 novembre 2016 (DP n° 67482 16 V0967).

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant total de 130 000 €, allouée sur la base des Prêts locatifs à usage social (PLUS), ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts d'un montant total de 882 683 € qui seront contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission Permanente (Bureau) d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de subvention de l'Etat au titre du droit commun en date du 7 septembre 2016;
vu le contrat de prêt n°65750 en annexe signé entre la SA d'HLM DOMIAL ESH, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,
après en avoir délibéré
approuve

<u>pour l'opération d'acquisition amélioration de 26 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) située à Strasbourg – 22,24 et 26, rue du Fossé des Treize :</u>

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM DOMIAL ESH d'un montant total de 130 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif à usage social (PLUS) : (5 000 € x 26) = 130 000 €*

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 882 683 € souscrit par la SA d'HLM DOMIAL ESH auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 65750 constitué de 1 ligne de prêt.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 130 000 € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*

- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*

- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 130 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible sur l'AP avant la présente Commission est de 26 761 814 €;

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM DOMIAL ESH en exécution de la présente délibération (la convention de réservation

de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — **Annexe n°1**

Bailleur : DOMIAL ESH — **Numéro de référence** **2016084**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
AA	**26**

Opération:

Identification	BAR
Commune	Strasbourg
Quartier	Centre
Numéro	22/24/26
Adresse	rue du Fossé des Treize

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLUS	26	130 000 €
Total subventions Eurométropole :		**130 000,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)				
T2	14	42	46	70,76 €	274,26 €				
T3	4	63	67	103,40 €	398,62 €				
T4	7	84	87	135,75 €	521,90 €				
T5	1	101	104	162,08 €	622,25 €				
Total	**26**	**1 535,41**	**1 626,41**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	1

Loyer mensuel au m²:

PLUS	5,97 €

Détail des postes de charges:

fourniture d'eau froide (EF + ECS), électricité partie commune, taxes enlèvement ordures ménagères, abonnement cable, eau partie commune, chauffage collectif

Ratios

Charges immobilières	26 038,85 €	/ logement	prix au m² de SH	806,09 €
Cout des travaux	17 504,04 €	/ logement	prix au m² de SU	760,99 €
Prestations intellectuelles	4 060,31 €	/ logement	prix au m² de SC	

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**677 010 €**	55%	**Subventions**	***260 000 €***	***10,50%***
			ETAT	**- €**	**0,00%**
Cout des travaux	**455 105 €**	37%			
			Eurométropole	**130 000,00 €**	**10,50%**
Prestations intellectuelles	**105 568 €**	9%	**PLUS**	130 000,00 €	10,50%
			Emprunts	***882 683,00 €***	***71,32%***
			Prêt PLUS Construction	882 683,00 €	71,32%
			Fonds propres	***225 000 €***	***18,18%***
Total	**1 237 683,00**	**100,00%**	**Total**	**1 367 683,00 €**	**100,00%**

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 65750

Entre

DOMIAL ESH - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL ESH, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 PLACE DU CAPITAINE DREYFUS CS 90024 68025 COLMAR CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **DOMIAL ESH** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Fossé des Treize-STRASBOURG, Parc social public, Acquisition - Amélioration de 26 logements situés 22-24-26 rue du Fossé des Treize 67000 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de huit-cent-quatre-vingt-deux mille six-cent-quatre-vingt-trois euros (882 683,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant de huit-cent-quatre-vingt-deux mille six-cent-quatre-vingt-trois euros (882 683,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » **(DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **19/09/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Garantie(s) conforme(s)
    - Justificatifs des autres financements

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

	Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5155183			
Montant de la Ligne du Prêt	882 683 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,35 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %			
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois			
Durée	40 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[1]	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : R = 1 + DT/(1+I)

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = R (1+I) - 1
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = R (1+P) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »** ;

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 03 juillet 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Nom / Prénom : Dominique BLANQUET

Qualité : Directrice Financière

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Le, 28 juin 2017,

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

Nom / Prénom : Muriel KLINGLER

Qualité : Directrice territoriale

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

DOMIAL ESH
25 place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

32

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

FONDATION VINCENT DE PAUL - Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) - Bureau d'accès au logement Saint-Charles - Exercice 2017- Participation financière.

L'Eurométropole de Strasbourg finance depuis 2009 le Bureau d'Accès au Logement (BAL) de la Résidence Sociale Saint Charles à Schiltigheim, dont l'objectif est l'accompagnement adapté des personnes relevant du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) pouvant prétendre au parc locatif privé.

Le tableau ci-dessous reprend les principales données chiffrées qui caractérisent l'activité du BAL en 2016, avec 2 ETP.

	2016
Nombre de candidatures	**160**
Nombre d'accompagnements	**133**
Nombre de relogements en parc locatif privé	**30**

Le Bureau d'Accès au Logement reste un maillon d'accompagnement essentiel au sein du dispositif d'hébergement de personnes en difficultés, car il a une approche très individualisée et bienveillante pour un public spécifique ne relevant pas des résidences sociales ou de CHRS (Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale), du fait de leur parcours.

Le BAL Saint Charles s'engage à répondre aux besoins de plus en plus forts d'accompagnement individualisé d'un public fragile.

Il pourrait assurer 40 accompagnements en 2017 avec un public ciblé, tel que les travailleurs pauvres.

L'association sollicite le concours de l'Eurométropole de Strasbourg, en tant qu'autorité délégataire des aides à la pierre de l'Etat, et en tant que collectivité territoriale pour 2017.

Les subventions demandées pour 2017 sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Financeur	***2017***
Eurométropole de Strasbourg	12 174 € 10 %
Eurométropole de Strasbourg- délégation des aides à la Pierre de l'Etat	22 574 € 18,54 %
Direction Générale de la Cohésion Sociale	83 628 € 68,69 %
Autres	3 368 € 2,77 %
BUDGET GLOBAL	**121 744 €** **100 %**

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour soutenir cette maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, pour une participation de 12 174 € correspondant à la contribution maximale de 10 % entérinée lors de la séance du 26 septembre 2008 pour l'aide aux outils du PDALHPD.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 26 septembre 2008 concernant la participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg aux outils du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées pour le Bas-Rhin (PDALPD) ;
vu la décision de subvention de l'Etat du 17 juillet 2017;
après en avoir délibéré
approuve

pour la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale du Bureau d'Aide au Logement Saint Charles à Schiltigheim, le versement à la Fondation Vincent de Paul d'une subvention de 12 174 € sur le budget 2017

décide

l'imputation de la dépense globale de 12 174 € sur les crédits inscrits au budget 2017 (fonction 552, nature 6574, activité HP01F, programme 8032) dont le disponible avant la présente Commission Permanente (Bureau) est de 370 807 €

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer la convention financière jointe en annexe, en application de la présente délibération.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2017

Entre :

- l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son président, Monsieur Robert HERRMANN,

- la Fondation Vincent de Paul « Résidence St Charles » ci-après dénommée la Fondation, créée par décret du 26 décembre 2000, portant reconnaissance à la Fondation Vincent de Paul et dont le siège est 15 rue de la Toussaint à Strasbourg,
  représentée par son Présient en exercice, Monsieur Jean-Louis BONNET,

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération de la Commission permanente du 29 septembre 2017,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

La Fondation œuvre au service de la personne à travers quatre missions : les enfants, les personnes âgées, les malades et les personnes en précarité.
Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg, au domaine des personnes en précarité face au logement, elle s'engage à soutenir financièrement l'une des actions que la Résidence sociale St Charles a réalisée : la mise en place et la pérénisation d'un bureau d'accès au logement dont l'objectif est l'accompagnement adapté des personnes relevant du Plan Départemental d'Action pour le logement des personnes défavorisées pouvant prétendre au parc locatif privé.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation de cette action est estimé à 121 744 € pour 2017.
Le cas échéant, la Fondation s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par la Fondation à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2017 , l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation de l'action s'élève au total à la somme de 34 748 € (délégation des aides à la pierre et participation volontariste).

La subvention sera créditée :

- ✓ en plusieurs versements,:
  - 80 % de la part Etat (soit 18 059,20 €) dès la signature de la convention
  - la part Eurométropole de Strasbourg dans son intégralité (soit 12 174 €) dès la signature de la convention
  - le solde de la part Etat soit 4 514,80 € au terme de l'année écoulée et à réception du bilan global de l'action.
- ✓ sur le compte bancaire n° 10278 01010 00042701345 32 au nom de « Fondation Vincent de Paul » auprès de CCM Schiltigheim.

Article 4 : Engagements de la Fondation

En signant la présente convention, la Fondation s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à sa mission à destination des personnes en précarité,

- ✓ Transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération,

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat,

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par la Fondation de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole de Strasbourg,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par la Fondation

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de la Fondation,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2017.

Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par la Présidente de la Fondation.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, la Fondation devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,	Pour la Fondation
Robert HERRMANN par délégation,	Le Président
Syamak AGHA BABAEI	Jean-Louis BONNET

33

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

HABITATION MODERNE - Droit commun 2015 - Mittelhausbergen - Jardin des Sources - rue de la Victoire - Opération de construction neuve de 17 logements dont 10 financés en Prêt locatif à usage social et 7 financés en Prêt locatif aidé d'intégration - Participations financières - Garanties d'emprunts.

La SAEML Habitation Moderne, souhaite réaliser une opération de construction neuve de logements locatifs sociaux située à Mittelhausbergen – Jardin des Sources – rue de la Victoire.

L'immeuble, de type R+3+attique sera composé de 17 logements, dont 10 financés en Prêt locatif à usage social et sept financés en Prêt locatif aidé d'intégration.

Il comportera un ascenseur, du chauffage collectif et des panneaux solaires et sera labellisé Effinergie +.

L'arrêté portant permis de construire a été déposé le 25 novembre 2015, délivré le 15 décembre 2015 et modifié le 9 mai 2017 (PC N° 67296 15 V0013 M01).

L'acte de vente du terrain a été signé le 27 mai 2016.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant de 115 500 €, allouée sur la base des Prêts locatifs à usage social et des Prêts locatifs aidés d'intégration ainsi que pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 1 630 000 € qui sera contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve

ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de subvention de l'Etat au titre du droit commun en date du 13 novembre 2015 ;
vu le contrat de prêt N°62189 signé entre la SAEML Habitation Moderne, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,
après en avoir délibéré
approuve

<u>pour l'opération de construction neuve de 17 logements dont 10 financés en Prêt locatif à usage social et 7 financés en Prêt locatif aidé d'intégration située à Mittelhausbergen – Jardin des Sources – rue de la Victoire :</u>

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SAEML Habitation Moderne d'un montant total de 115 500 €:*
  ** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale Prêt locatif à usage social: (5 000 € x 10) = 50 000 €*
  ** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale Prêt locatif aidé d'intégration: (9 000 € x 7) = 63 000 €*
  ** au titre des grands logements :*
  (2 500 € x 1) = 2 500 €

- *l'octroi la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total 1 630 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 62 189, constitué de deux Lignes du Prêt.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 115 500 € :
- *50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux, du coût de revient définitif de l'opération et de l'acte de vente contractualisé;*

b) l'imputation de la dépense globale de 115 500 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible en AP avant la présente Commission est de 26 761 814 €.

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SAEML Habitation Moderne, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : HABITATION MODERNE — **Numéro de référence** **2015046**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
CONSTRUCTION NEUVE	**17**

Opération:

Identification	
Commune	Mittelhausbergen
Quartier	
Numéro	
Adresse	Jardin des Sources lot K2

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention EMS
PLUS	10	50 000,00 €
PLAI	7	63 000,00 €
Grand Logement		2 500,00 €
Total subventions Eurométropole :		**115 500,00 €**

Organisme prêteur:
Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique: Effi +

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)			
T2	6	45,18	50,42	85,39 €	272,77 €	309,07 €			
T3	7	65,38	70,59	109,99 €	381,89 €	432,72 €			
T4	3	76,21	82,46	124,65 €	446,11 €	505,48 €			
T5	1	96,27	102,46	149,98 €	554,31 €	628,08 €			
Total	**17**	**1 053,64**	**1 146,49**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	1

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,41 €
PLUS	6,13 €

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, lavage désinfection poubelles, entretien VMC, entretien ascenseur, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, désinsectisation, entretien chaufferie + conduit chauffage, Entretien chaudière, chauffage gaz répartition au compteur (75%), production énergie ECS gaz

Ratios

Charges immobilières	20 490,78 €	/ logement	prix au m² de SH	2 022,05 €
Cout des travaux	85 404,58 €	/ logement	prix au m² de SU	1 858,29 €
Prestations intellectuelles	12 915,98 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	6 512,70 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**348 343,26 €**	16,35%	**Subventions**	***224 261,00 €***	***10,53%***
			ETAT	**52 500,00 €**	**2,46%**
Cout des travaux	**1 451 877,80 €**	68,15%			
			Eurométropole	**115 500,00 €**	**5,42%**
Prestations intellectuelles	**219 571,70 €**	10,31%	**PLUS**	50 000,00 €	2,35%
			PLAI	63 000,00 €	2,96%
Montant de la TVA	**110 715,94 €**	5,20%	**Grand Logement**	2 500,00 €	0,12%
			Région	**52 891,00 €**	**2,48%**
			Gaz	**3 370,00 €**	**0,16%**
			Emprunts	***1 756 000,00 €***	***82,42%***
			Prêt PLUS Construction	1 000 000,00 €	46,94%
			Prêt PLAI Construction	630 000,00 €	29,57%
			Prêt collecteur 1%	126 000,00 €	5,91%
			Fonds propres	***150 247,70 €***	***7,05%***
Total	**2 130 508,70 €**	**100,0000%**	**Total**	**2 130 508,70 €**	**100,00%**

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 62189

Entre

HABITATION MODERNE - SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION - n° 000211604

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

HABITATION MODERNE - SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION, SIREN n°: 568501415, sis(e) 24 ROUTE DE L HOPITAL CS 30062 67027 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **HABITATION MODERNE - SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LE KENT, Parc social public, Construction de 17 logements situés rue de la Victoire 67206 MITTELHAUSBERGEN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million six-cent-trente mille euros (1 630 000,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de six-cent-trente mille euros (630 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million d'euros (1 000 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » **(DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **14/06/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Justificatifs des financements GDF, Région et EMS

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5184447	5184446		
Montant de la Ligne du Prêt	630 000 €	1 000 000 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement		
Phase d'amortissement				
Durée	35 ans	35 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt[1]	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	- 1,5 %	- 1,5 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des Intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = IP + DT

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : R = 1 + DT/(1+I)

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = R (1+I) - 1
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = R (1+P) – 1
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article **« Calcul et Paiement des Intérêts »**, d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@calssedesdepots.fr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs soclaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

AS Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,
Pour l'Emprunteur,
Civilité :
Nom / Prénom : Virginie JACOB
Qualité : Directrice Générale
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Habitat en moderne
24, route de l'Hôpital
CS 30062
67027 STRASBOURG Cedex
03 88 32 52 10

Le, 17/03/2017
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : Alexandre SCHNELL
Qualité : Directeur territorial Eurométropole
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

PR0063-PR0066 V1.61.0 page 23/23
Contrat de prêt n° 62189 Emprunteur n° 000211604

Paraphes

34

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

HABITATION MODERNE - Contractualisation de la convention de mise en place du Prêt haut de bilan bonifié avec la Caisse des dépôts et consignations - Garantie de la collectivité.

Le Prêt haut de bilan bonifié a été mis en place par la Caisse des dépôts et consignations en partenariat avec Action Logement afin d'accélérer le programme d'investissement des logements sociaux, tant en production qu'en réhabilitation, sur la période 2017 à 2019.

Ainsi, une enveloppe de deux milliards d'euros est mise à disposition des bailleurs sociaux, au niveau national, par le Fond d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations et versé en fonction du cadencement prévu pour réaliser leurs programmes d'investissement.

Par délibération du 28 avril 2017, l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé la prise en garantie de ce nouveau dispositif financier.

La SAEML Habitation Moderne a signé le 8 décembre 2016 une convention de financement d'un montant maximum de 10 080 000 euros couvrant la période 2017 à 2019 avec la Caisse des dépôts et consignations.

Cette convention décline les règles régissant la distribution de l'enveloppe du Prêt de haut de bilan bonifié, compte tenu de la stratégie de développement du bailleur.

Ainsi, la SAEML Habitation Moderne s'est engagée à augmenter sa production pour l'année 2017 de 42 logements en offre nouvelle et de 381 logements en réhabilitations.

La SAEML Habitation Moderne sollicite la garantie de la première sous-enveloppe du Prêt haut de bilan bonifié d'un montant de 4 855 971 € contractée auprès de la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la convention signée le 8 décembre 2016 entre les deux parties.

Selon les termes de la délibération cadre du 29 septembre 2009, modifiée par délibérations des 28 juin 2013 et 26 juin 2015, la contrepartie de la garantie d'emprunts accordée par l'Eurométropole de Strasbourg est constituée par une réservation des logements concernés soit :

- 10 % des logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration ;
- 5 % pour les opérations de réhabilitation.

Il est proposé de reprendre cette contrepartie à l'identique.

Aussi pour mesurer la mise en place du prêt Haut de Bilan, la réservation des logements en réhabilitation s'effectuera sur la base des ordres de services en fonction du nombre de logements réhabilités tel qu'il est mentionné dans l'article 5 de la convention relative à la mise à disposition du prêt Haut de Bilan Bonifié CDC-Action Logement. Quant aux constructions neuves, la réservation se fera par rapport au nombre d'agréments obtenus par le bailleur au titre de l'année. Le bilan sera annexé, daté et paraphé, chaque année par les parties à la convention.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commision permanente (Bureau),
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
vu la délibération du 28 avril 2017 du Conseil l'Eurométropole de Strasbourg approuvant la prise en garantie du Prêt haut de bilan bonifié ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la convention relative à la mise à disposition du Prêt Haut de Bilan Bonifié par la Caisse des dépôts et consignations –Action Logement ci-jointe entre la SAEML Habitation Moderne et la Caisse des dépôts et Consignations ;
vu le contrat de prêt N° 62008 en annexe signé entre la SAEML Habitation Moderne, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,
après en avoir délibéré
approuve

l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 855 971 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 62008 constitué d'une ligne du prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges ;

décide

le droit de réservation de 5 ou 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base d'un premier bilan annuel et définitif selon les ordres de service réalisés en réhabilitation et les agréments obtenus en construction neuve sur les années 2016/2017 ;

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SAEML Habitation Moderne, à exécuter la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie) et à intervenir à (aux) contrat (s)qui sera ou seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et la SAEML Habitation Moderne.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 62008

Entre

HABITATION MODERNE - SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION - n° 000211604

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

HABITATION MODERNE - SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION, SIREN n°: 568501415, sis(e) 24 ROUTE DE L HOPITAL CS 30062 67027 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **HABITATION MODERNE - SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Accélération du programme d'investissement, Haut de bilan.

La participation, au présent financement, de la Caisse des Dépôts ainsi que d'Action Logement permet d'accompagner au mieux l'accélération du programme d'investissement de l'Emprunteur, notamment via la mise en place d'un Prêt au taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions huit-cent-cinquante-cinq mille neuf-cent-soixante-et-onze euros (4 855 971,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PHBB Bonification CDC-Action Logement, d'un montant de quatre millions huit-cent-cinquante-cinq mille neuf-cent-soixante-et-onze euros (4 855 971,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Haut de Bilan Bonifié Caisse des Dépôts – Action Logement** » **(PHBB)** est destiné à accompagner les organismes de logement social dans le financement de l'accélération de leur programme d'investissement sur la période 2016-2019. Ce Prêt relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte/classe 16).

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisabilité** » **(SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **31/03/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. La mobilisation des fonds se fera en un unique Versement subordonné au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, le Versement ne pourra s'effectuer qu'à l'une des dates suivantes le 1er mars, le 1er juin, le 1er septembre ou le 1er décembre. Le Versement effectif sera réalisé, postérieurement à l'obtention de la dernière pièce de Garantie conforme, à l'une des quatre dates précitées et avant la Date Limite de Mobilisation.

Dans l'hypothèse où la dernière pièce de Garantie conforme serait obtenue postérieurement à l'une des quatre dates précitées et que la Date Limite de Mobilisation va être atteinte, alors le Versement sera effectué à la Date Limite de Mobilisation.

Si le Versement est inférieur au montant indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »** ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la Date Limite de Mobilisation.

Le Versement est domicilié sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versement. L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doit intervenir le Versement.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHBB			
Enveloppe	Bonification CDC-Action Logement			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5183847			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	30 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	4 855 971 €			
Commission d'instruction	2 910 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,28 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,28 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHBB			
Enveloppe	Bonification CDC-Action Logement			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5183847			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	30 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	4 855 971 €			
Commission d'instruction	2 910 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,28 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,28 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	10 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[1]	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = I + DT

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Elle vient minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur et restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres ou les subventions nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- déclarer qu'à sa connaissance, aucun fonds investi par lui dans l'opération concernée n'est d'origine illicite, en ce inclus tout blanchiment d'argent ou financement du terrorisme, et s'engage à informer à tout moment le Prêteur s'il venait à en avoir connaissance ;

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- permettre aux personnes désignées par le Prêteur :

  - d'effectuer des vérifications, visites des lieux, installations et travaux concernés par l'opération, que le Prêteur jugerait utiles ;
  - de s'entretenir avec lui ou ses représentants et, à moins de démontrer que cela n'est pas légalement ou matériellement possible, mettre en oeuvre de bonne foi et de manière raisonnable les mesures qui sont nécessaires afin de faciliter l'exécution de la mission des personnes susvisées notamment en n'empêchant pas les interactions nécessaires avec toute personne employée ou ayant une relation contractuelle avec lui et impliquée dans l'opération financée ;

- informer le Prêteur, dans la limite permise par les lois et réglementations, de toute enquête judiciaire ou procédure en cours le mettant en cause (son président, l'un de ces vice-président ou l'un des membres de son organe délibérant) et / ou de toute condamnation ayant force de chose jugée au titre d'une infraction pénale commise dans le cadre de l'opération ou concernant l'utilisation des fonds mis à disposition au titre d'une opération ou d'un contrat subsidiaire ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée ;

- fournir le cas échéant, à la demande du Prêteur, une copie des publications pertinentes dans le Journal Officiel de l'Union européenne pour les projets de plus de 5 millions d'euros.

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à la Ligne du Prêt PHBB et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres Lignes du Prêt ainsi qu'à tout Contrat de Prêt contractualisé auprès du Prêteur.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél. 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 16 MARS 2017
Pour l'Emprunteur,
Civilité :
Nom / Prénom : Virginie JACOB
Qualité : Directrice Générale
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Habitation moderne
24 route de l'Hôpital
CS 30062
67027 STRASBOURG Cedex
03 88 32 52 10
SIRET 568 501 415 00042 - Code APE 6820 A

Le, 10 mars 2017
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : Alexandre SCHNELL
Qualité : Directeur territorial Eurométropole
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

PR0083-PR0088 V1.61.0 page 21/21
Contrat de prêt n° 62068 Emprunteur n° 000211604

Paraphes

35

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Immobilière 3F Alsace - Mise en place d'un Prêt Haut de Bilan Bonifié (PHBB) auprès de la Caisse des dépôts et consignations - garantie de l'Eurométropole de Strasbourg.

Un nouveau dispositif financier a été mis en place par la Caisse des dépôts et consignations et en partenariat avec Action Logement, afin d'accompagner financièrement la construction et la rénovation de logements sociaux.

Par délibération en date du 28 avril 2017, l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé la prise en garantie de ce nouveau prêt dit de Haut de bilan destiné aux bailleurs sociaux.

Ce nouveau financement est octroyé afin d'accélérer les programmes de construction et de réhabilitation sur la période de 2017 à 2019.

Pour 2017, le bailleur Immobilière 3F Alsace a obtenu un emprunt d'un montant de 340 000 € portant sur la première tranche d'un Prêt haut de bilan bonifié concernant deux opérations de rénovation thermique situé sur le territoire de l'Eurométropole :

- Strasbourg – 11, rue Kageneck – réhabilitation thermique de 21 logements
- Bischheim – 2, rue Avenir – réhabilitation thermique de six logements.

Selon les termes de la délibération cadre du 29 septembre 2009, modifiée par délibérations des 28 juin 2013 et 26 juin 2015, la contrepartie de la garantie d'emprunts accordée par l'Eurométropole de Strasbourg est constituée par une réservation des logements concernés soit :

- 10 % des logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration ;
- 5 % pour les opérations de réhabilitation.

Il est proposé de reprendre cette contrepartie à l'identique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau),
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu le contrat de prêt N° 65007 en annexe signé entre Immobilière 3F Alsace, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,
après en avoir délibéré
approuve

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 340 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 65007 constitué d'une ligne du prêt.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges ;

décide

le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM Immobilière 3F Alsace, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts

n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 65007

Entre

IMMOBILIERE 3F ALSACE SAHLM - n° 000372507

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél. 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

IMMOBILIERE 3F ALSACE SAHLM, SIREN n°: 498273556, sis(e) 8 RUE ADOLPHE SEYBOTH 67067 STRASBOURG CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) **« IMMOBILIERE 3F ALSACE SAHLM »** ou **« l'Emprunteur »**,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée **« la Caisse des Dépôts »**, **« la CDC »** ou **« le Prêteur »**

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s **« les Parties »** ou **« la Partie »**

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tel : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Accélération du programme d'investissement, Haut de bilan.

La participation, au présent financement, de la Caisse des Dépôts ainsi que d'Action Logement permet d'accompagner au mieux l'accélération du programme d'investissement de l'Emprunteur, notamment via la mise en place d'un Prêt au taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois-cent-quarante mille euros (340 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PHBB Bonification CDC-Action Logement, d'un montant de trois-cent-quarante mille euros (340 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' **« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Haut de Bilan Bonifié Caisse des Dépôts – Action Logement** » **(PHBB)** est destiné à accompagner les organismes de logement social dans le financement de l'accélération de leur programme d'investissement sur la période 2016-2019. Ce Prêt relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte/classe 16).

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisabilité** » **(SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **15/06/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. La mobilisation des fonds se fera en un unique Versement subordonné au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, le Versement ne pourra s'effectuer qu'à l'une des dates suivantes le 1er mars, le 1er juin, le 1er septembre ou le 1er décembre. Le Versement effectif sera réalisé, postérieurement à l'obtention de la dernière pièce de Garantie conforme, à l'une des quatre dates précitées et avant la Date Limite de Mobilisation.

Dans l'hypothèse où la dernière pièce de Garantie conforme serait obtenue postérieurement à l'une des quatre dates précitées et que la Date Limite de Mobilisation va être atteinte, alors le Versement sera effectué à la Date Limite de Mobilisation.

Si le Versement est inférieur au montant indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »** ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la Date Limite de Mobilisation.

Le Versement est domicilié sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versement. L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doit intervenir le Versement.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHBB			
Enveloppe	Bonification CDC-Action Logement			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5188847			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	340 000 €			
Commission d'instruction	200 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,44 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,44 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHBB			
Enveloppe	Bonification CDC-Action Logement			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5188847			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	340 000 €			
Commission d'instruction	200 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,44 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,44 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'Intérêt[1]	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des Intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = I + DT

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Elle vient minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur et restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres ou les subventions nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »** ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation ou d'en modifier le contenu ;

- déclarer qu'à sa connaissance, aucun fonds investi par lui dans l'opération concernée n'est d'origine illicite, en ce inclus tout blanchiment d'argent ou financement du terrorisme, et s'engage à informer à tout moment le Prêteur s'il venait à en avoir connaissance ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse de Prêteur ;

- permettre aux personnes désignées par le Prêteur :

  - d'effectuer des vérifications, visites des lieux, installations et travaux concernés par l'opération, que le Prêteur jugerait utiles ;
  - de s'entretenir avec lui ou ses représentants et, à moins de démontrer que cela n'est pas légalement ou matériellement possible, mettre en oeuvre de bonne foi et de manière raisonnable les mesures qui sont nécessaires afin de faciliter l'exécution de la mission des personnes susvisées notamment en n'empêchant pas les interactions nécessaires avec toute personne employée ou ayant une relation contractuelle avec lui et impliquée dans l'opération financée ;

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur, dans la limite permise par les lois et réglementations, de toute enquête judiciaire ou procédure en cours le mettant en cause (son président, l'un de ces vice-président ou l'un des membres de son organe délibérant) et / ou de toute condamnation ayant force de chose jugée au titre d'une infraction pénale commise dans le cadre de l'opération ou concernant l'utilisation des fonds mis à disposition au titre d'une opération ou d'un contrat subsidiaire ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée ;

- fournir le cas échéant, à la demande du Prêteur, une copie des publications pertinentes dans le Journal Officiel de l'Union européenne pour les projets de plus de 5 millions d'euros.

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à la Ligne du Prêt PHBB et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres Lignes du Prêt ainsi qu'à tout Contrat de Prêt contractualisé auprès du Prêteur.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 09/06/2017
Pour l'Emprunteur,
Civilité :
Nom / Prénom : Carlos SAHUN
Qualité : Directeur General
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

3F Immobilière 3F Alsace
8, rue Adolphe Seyboth
67067 Strasbourg Cedex
Tél.: 03 88 75 30 45 - Fax : 03 88 75 55 16

Le, 6/06/2017
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : Laurence DEHAN
Directrice Déléguée
Qualité :
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

PR0090-PR0068 V2.1.2 page 22/22
Contrat de prêt n° 66007 Emprunteur n° 0003725607

Paraphes

36

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

NEOLIA - Droit commun 2015
Bischheim - 9 rue de Niederhausbergen - Opération d'acquisition amélioration de huit logements dont trois logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et cinq logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).
Participations financières et garantie d'emprunts.

La SA d'HLM NEOLIA s'est portée acquéreur, par un acte de vente en date du 2 mai 2016, d'un immeuble composé de huit logements collectifs, dont trois logements financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et cinq logements financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), situé à Bischheim – 9, rue de Niederhausbergen.

Cet immeuble est une construction de 1969 de type R+3 sans ascenseur de huit logements dont quatre T3 et quatre T4. De plus, s'ajoutent à cette construction six garages en superstructure. Trois logements de l'immeuble sont vacants à la date de demande de financement.

Le programme des travaux est le suivant :

Pour les logements :
- remplacement des portes palières,
- suppression des arrivées de gaz dans les cuisines,
- mise aux normes des installations électriques,
- pose d'un système de VMC type simple flux,

Pour les espaces communs :
- remplacement de la plaque de rue avec mise aux normes PMR,
- remplacement des boites aux lettres,
- pose d'une isolation extérieure,
- remplacement de l'étanchéité de la toiture,
- pose d'un désenfumage de la cage d'escalier,
- mise aux normes du local de la chaudière et remplacement du ballon d'eau chaude sanitaire,
- condamnation des vides ordures,

- remplacement de toutes les portes du sous-sol,
- création d'un local vélo.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'arrêté de permis de construire a été délivré en date du 28 septembre 2015.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant de 27 000 €, allouée sur la base des trois logements vacants financés prêts locatif aidé d'intégration (PLAI), ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de l'opération pour un montant de 843 757 €.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements social ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de financement de l'Etat en date du 11 septembre 2015;
Vu le Contrat de prêt n°66208 en annexe signé entre la SA d'HLM NEOLIA, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération d'acquisition amélioration de huit logements dont trois logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et cinq logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à Bischheim – 9, rue de Niederhausbergen :

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM NEOLIA d'un montant total de 27 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI): (9 000 € X 3) = 27 000 €.*

- *la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 843 757 € souscrit par la SA d'HLM NEOLIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 66208 constitué de 4 lignes du prêt.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 27 000 € :
- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 27 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible sur l'AP avant la présente Commission est de 26 761 814 €,

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM NEOLIA en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de

logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA — **Numéro de référence** **2015063**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
AA	**8**

Opération:

Identification	
Commune	Bischheim
Quartier	
Numéro	9
Adresse	rue de Niederhausbergen

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC / Autre

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLAI	5	27 000 €
Total subventions Eurométropole :		**27 000,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)			
T3	4	71	74	119,00 €	393,42 €	443,06 €			
T4	4	81	85	156,00 €	451,14 €	508,06 €			
Total	**8**	**608,88**	**636,20**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,31 €
PLUS	5,98 €

Détail des postes de charges:

eau froide, entretien parties communes, chauffage + eau chaude gaz, taxes enlèvement ordures ménagères

Ratios

Charges immobilières	96 987,88 €	/ logement	prix au m² de SH	1 858,75 €
Cout des travaux	32 770,00 €	/ logement	prix au m² de SU	1 778,93 €
Prestations intellectuelles	7 179,13 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	4 532,63 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**775 903 €**	69%	***Subventions***	***188 000 €***	***16,61%***
			ETAT	**27 000 €**	**2,39%**
Cout des travaux	**262 160 €**	23%			
			Eurométropole	**27 000,00 €**	**2,39%**
Prestations intellectuelles	**57 433 €**	5%	**PLAI**	27 000,00 €	2,39%
Montant de la TVA	**36 261 €**	3%			
			Région	44 000,00 €	3,89%
			PEEC	90 000,00 €	7,95%
			Emprunts	***943 757,00 €***	***83,39%***
			Prêt PLUS Foncier	109 619,00 €	9,69%
			Prêt PLUS Construction	118 384,00 €	10,46%
			Prêt PLAI Foncier	175 908,00 €	15,54%
			Prêt PLAI Construction	439 846,00 €	38,86%
			Autre	100 000,00 €	8,84%
			Fonds propres		***0,00%***
Total	**1 131 757,00**	**100,00%**	**Total**	**1 131 757,00 €**	**100,00%**

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 66208

Entre

NEOLIA - n° 000208306

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

NEOLIA, SIREN n°: 305918732, sis(e) 34 R DE LA COMBE AUX BICHES BP 267 25205 MONTBELIARD CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **NEOLIA** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes
AS 3D

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition - Amélioration de 8 logements situés 9 rue de Niederhausbergen 67800 BISCHHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de huit-cent-quarante-trois mille sept-cent-cinquante-sept euros (843 757,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-cent-trente-neuf mille huit-cent-quarante-six euros (439 846,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-soixante-quinze mille neuf-cent-huit euros (175 908,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-dix-huit mille trois-cent-quatre-vingt-quatre euros (118 384,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-neuf mille six-cent-dix-neuf euros (109 619,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » **(DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes
AS 30

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **30/09/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

PR0080-PR0068 V2.1.2 page 8/23
Contrat de prêt n° 86206 Emprunteur n° 000209306

Paraphes
AS
SD

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5179889	5179888	5179887	5179886
Montant de la Ligne du Prêt	439 846 €	175 908 €	118 384 €	109 619 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,86 %	1,35 %	0,86 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,86 %	1,35 %	0,86 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,86 %	1,35 %	0,86 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,11 %	0,6 %	0,11 %
Taux d'intérêt[1]	0,55 %	0,86 %	1,35 %	0,86 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0,5 %	0,5 %	- 0,5 %	- 0,5 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes..

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = IP + DT

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : R = 1 + DT/(1+I)

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = R (1+I) - 1
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = R (1+P) – 1

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

PRJ060-PR0086 V2.1.2 page 16/23
Contrat de prêt n° 62208 Emprunteur n° 000208306

Paraphes
AS SD

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »** ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article **« Calcul et Paiement des Intérêts »**.
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Paraphes
AS 30

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 12 JUIL. 2017
Pour l'Emprunteur,
Civilité :
Nom / Prénom : Jacques DENIS
Qualité : Directeur Administratif et Financier
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Néolia
Groupe Action Logement
34, rue de la Combe aux Biches - CS 75267
25205 Montbéliard Cedex
Tél. 03 81 99 16 16 - Fax 03 81 99 19 23

Le, 4/07/ 2017
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : Alexandre SCHNELL
Qualité : Directeur territorial Eurométropole
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Emprunteur : 0208306 -
N° du Contrat de Prêt : 66208 / N° de la Ligne du Prêt : 5179889
Opération : Acquisition - Amélioration
Produit : PLAI

Capital prêté : 439 846 €
Taux actuariel théorique : 0,55 %
Taux effectif global : 0,55 %
Intérêts de Préfinancement : 4 851,61 €
Taux de Préfinancement : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/06/2020	0,55	11 164,21	8 745,06	2 419,15	0,00	431 100,94	0,00
2	30/06/2021	0,55	11 220,03	8 848,97	2 371,06	0,00	422 251,97	0,00
3	30/06/2022	0,55	11 276,13	8 953,74	2 322,39	0,00	413 298,23	0,00
4	30/06/2023	0,55	11 332,51	9 059,37	2 273,14	0,00	404 238,86	0,00
5	30/06/2024	0,55	11 389,17	9 165,86	2 223,31	0,00	395 073,00	0,00
6	30/06/2025	0,55	11 446,12	9 273,22	2 172,90	0,00	385 799,78	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
7	30/06/2026	0,55	11 503,35	9 381,45	2 121,90	0,00	376 418,33	0,00
8	30/06/2027	0,55	11 560,86	9 490,56	2 070,30	0,00	366 927,77	0,00
9	30/06/2028	0,55	11 618,67	9 600,57	2 018,10	0,00	357 327,20	0,00
10	30/06/2029	0,55	11 676,76	9 711,46	1 965,30	0,00	347 615,74	0,00
11	30/06/2030	0,55	11 735,14	9 823,25	1 911,89	0,00	337 792,49	0,00
12	30/06/2031	0,55	11 793,82	9 935,96	1 857,86	0,00	327 856,53	0,00
13	30/06/2032	0,55	11 852,79	10 049,58	1 803,21	0,00	317 806,95	0,00
14	30/06/2033	0,55	11 912,05	10 164,11	1 747,94	0,00	307 642,84	0,00
15	30/06/2034	0,55	11 971,61	10 279,57	1 692,04	0,00	297 363,27	0,00
16	30/06/2035	0,55	12 031,47	10 395,97	1 635,50	0,00	286 967,30	0,00
17	30/06/2036	0,55	12 091,63	10 513,31	1 578,32	0,00	276 453,99	0,00
18	30/06/2037	0,55	12 152,09	10 631,59	1 520,50	0,00	265 822,40	0,00
19	30/06/2038	0,55	12 212,85	10 750,83	1 462,02	0,00	255 071,57	0,00
20	30/06/2039	0,55	12 273,91	10 871,02	1 402,89	0,00	244 200,55	0,00
21	30/06/2040	0,55	12 335,28	10 992,18	1 343,10	0,00	233 208,37	0,00
22	30/06/2041	0,55	12 396,96	11 114,31	1 282,65	0,00	222 094,06	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 66208 Emprunteur n° 000208306

567

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
23	30/06/2042	0,55	12 458,94	11 237,42	1 221,52	0,00	210 856,64	0,00
24	30/06/2043	0,55	12 521,24	11 361,53	1 159,71	0,00	199 495,11	0,00
25	30/06/2044	0,55	12 583,84	11 486,62	1 097,22	0,00	188 008,49	0,00
26	30/06/2045	0,55	12 646,76	11 612,71	1 034,05	0,00	176 395,78	0,00
27	30/06/2046	0,55	12 710,00	11 739,82	970,18	0,00	164 655,96	0,00
28	30/06/2047	0,55	12 773,55	11 867,94	905,61	0,00	152 788,02	0,00
29	30/06/2048	0,55	12 837,41	11 997,08	840,33	0,00	140 790,94	0,00
30	30/06/2049	0,55	12 901,60	12 127,25	774,35	0,00	128 663,69	0,00
31	30/06/2050	0,55	12 966,11	12 258,46	707,65	0,00	116 405,23	0,00
32	30/06/2051	0,55	13 030,94	12 390,71	640,23	0,00	104 014,52	0,00
33	30/06/2052	0,55	13 096,09	12 524,01	572,08	0,00	91 490,51	0,00
34	30/06/2053	0,55	13 161,58	12 658,38	503,20	0,00	78 832,13	0,00
35	30/06/2054	0,55	13 227,38	12 793,80	433,58	0,00	66 038,33	0,00
36	30/06/2055	0,55	13 293,52	12 930,31	363,21	0,00	53 108,02	0,00
37	30/06/2056	0,55	13 359,99	13 067,90	292,09	0,00	40 040,12	0,00
38	30/06/2057	0,55	13 426,79	13 206,57	220,22	0,00	26 833,55	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

568

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 86208 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
39	30/06/2058	0,55	13 493,92	13 346,34	147,58	0,00	13 487,21	0,00
40	30/06/2059	0,55	13 561,39	13 487,21	74,18	0,00	0,00	0,00
Total			**492 998,46**	**439 846,00**	**53 152,46**	**0,00**		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

569

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 66208 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Emprunteur : 0208306 -
N° du Contrat de Prêt : 66208 / N° de la Ligne du Prêt : 5179888
Opération : Acquisition - Amélioration
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 175 908 €
Taux actuariel théorique : 0,86 %
Taux effectif global : 0,86 %
Intérêts de Préfinancement : 3 038,63 €
Taux de Préfinancement : 0,86 %

570

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/06/2020	0,86	3 279,68	1 766,87	1 512,81	0,00	174 141,13	0,00
2	30/06/2021	0,86	3 296,08	1 798,47	1 497,61	0,00	172 342,66	0,00
3	30/06/2022	0,86	3 312,56	1 830,41	1 482,15	0,00	170 512,25	0,00
4	30/06/2023	0,86	3 329,12	1 862,71	1 466,41	0,00	168 649,54	0,00
5	30/06/2024	0,86	3 345,77	1 895,38	1 450,39	0,00	166 754,16	0,00
6	30/06/2025	0,86	3 362,50	1 928,41	1 434,09	0,00	164 825,75	0,00
7	30/06/2026	0,86	3 379,31	1 961,81	1 417,50	0,00	162 863,94	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 66208 Emprunteur n° 0002208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	30/06/2027	0,86	3 396,21	1 995,58	1 400,63	0,00	160 868,36	0,00
9	30/06/2028	0,86	3 413,19	2 029,72	1 383,47	0,00	158 838,64	0,00
10	30/06/2029	0,86	3 430,25	2 064,24	1 366,01	0,00	156 774,40	0,00
11	30/06/2030	0,86	3 447,40	2 099,14	1 348,26	0,00	154 675,26	0,00
12	30/06/2031	0,86	3 464,64	2 134,43	1 330,21	0,00	152 540,83	0,00
13	30/06/2032	0,86	3 481,96	2 170,11	1 311,85	0,00	150 370,72	0,00
14	30/06/2033	0,86	3 499,37	2 206,18	1 293,19	0,00	148 164,54	0,00
15	30/06/2034	0,86	3 516,87	2 242,65	1 274,22	0,00	145 921,89	0,00
16	30/06/2035	0,86	3 534,46	2 279,53	1 254,93	0,00	143 642,36	0,00
17	30/06/2036	0,86	3 552,13	2 316,81	1 235,32	0,00	141 325,55	0,00
18	30/06/2037	0,86	3 569,89	2 354,49	1 215,40	0,00	138 971,06	0,00
19	30/06/2038	0,86	3 587,74	2 392,59	1 195,15	0,00	136 578,47	0,00
20	30/06/2039	0,86	3 605,68	2 431,11	1 174,57	0,00	134 147,36	0,00
21	30/06/2040	0,86	3 623,70	2 470,03	1 153,67	0,00	131 677,33	0,00
22	30/06/2041	0,86	3 641,82	2 509,39	1 132,43	0,00	129 167,94	0,00
23	30/06/2042	0,86	3 660,03	2 549,19	1 110,84	0,00	126 618,75	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

571

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 66208 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	30/06/2043	0,86	3 678,33	2 589,41	1 088,92	0,00	124 029,34	0,00
25	30/06/2044	0,86	3 696,72	2 630,07	1 066,65	0,00	121 399,27	0,00
26	30/06/2045	0,86	3 715,21	2 671,18	1 044,03	0,00	118 728,09	0,00
27	30/06/2046	0,86	3 733,78	2 712,72	1 021,06	0,00	116 015,37	0,00
28	30/06/2047	0,86	3 752,45	2 754,72	997,73	0,00	113 260,65	0,00
29	30/06/2048	0,86	3 771,21	2 797,17	974,04	0,00	110 463,48	0,00
30	30/06/2049	0,86	3 790,07	2 840,08	949,99	0,00	107 623,40	0,00
31	30/06/2050	0,86	3 809,02	2 883,46	925,56	0,00	104 739,94	0,00
32	30/06/2051	0,86	3 828,07	2 927,31	900,76	0,00	101 812,63	0,00
33	30/06/2052	0,86	3 847,21	2 971,62	875,59	0,00	98 841,01	0,00
34	30/06/2053	0,86	3 866,44	3 016,41	850,03	0,00	95 824,60	0,00
35	30/06/2054	0,86	3 885,78	3 061,69	824,09	0,00	92 762,91	0,00
36	30/06/2055	0,86	3 905,20	3 107,44	797,76	0,00	89 655,47	0,00
37	30/06/2056	0,86	3 924,73	3 153,69	771,04	0,00	86 501,78	0,00
38	30/06/2057	0,86	3 944,35	3 200,43	743,92	0,00	83 301,35	0,00
39	30/06/2058	0,86	3 964,08	3 247,69	716,39	0,00	80 053,66	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

572

PR0080-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 86208 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	30/06/2059	0,86	3 983,90	3 295,44	688,46	0,00	76 758,22	0,00
41	30/06/2060	0,86	4 003,82	3 343,70	660,12	0,00	73 414,52	0,00
42	30/06/2061	0,86	4 023,83	3 392,47	631,36	0,00	70 022,05	0,00
43	30/06/2062	0,86	4 043,95	3 441,76	602,19	0,00	66 580,29	0,00
44	30/06/2063	0,86	4 064,17	3 491,58	572,59	0,00	63 088,71	0,00
45	30/06/2064	0,86	4 084,49	3 541,93	542,56	0,00	59 546,78	0,00
46	30/06/2065	0,86	4 104,92	3 592,82	512,10	0,00	55 953,96	0,00
47	30/06/2066	0,86	4 125,44	3 644,24	481,20	0,00	52 309,72	0,00
48	30/06/2067	0,86	4 146,07	3 696,21	449,86	0,00	48 613,51	0,00
49	30/06/2068	0,86	4 166,80	3 748,72	418,08	0,00	44 864,79	0,00
50	30/06/2069	0,86	4 187,63	3 801,79	385,84	0,00	41 063,00	0,00
51	30/06/2070	0,86	4 208,57	3 855,43	353,14	0,00	37 207,57	0,00
52	30/06/2071	0,86	4 229,61	3 909,62	319,99	0,00	33 297,95	0,00
53	30/06/2072	0,86	4 250,76	3 964,40	286,36	0,00	29 333,55	0,00
54	30/06/2073	0,86	4 272,02	4 019,75	252,27	0,00	25 313,80	0,00
55	30/06/2074	0,86	4 293,38	4 075,68	217,70	0,00	21 238,12	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

573

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 66208 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
56	30/06/2075	0,86	4 314,84	4 132,19	182,65	0,00	17 105,93	0,00
57	30/06/2076	0,86	4 336,42	4 189,31	147,11	0,00	12 916,62	0,00
58	30/06/2077	0,86	4 358,10	4 247,02	111,08	0,00	8 669,60	0,00
59	30/06/2078	0,86	4 379,89	4 305,33	74,56	0,00	4 364,27	0,00
60	30/06/2079	0,86	4 401,80	4 364,27	37,53	0,00	0,00	0,00
Total			**228 823,42**	**175 908,00**	**52 915,42**	**0,00**		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

574

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 66208 Emprunteur n° 0002005306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

576

Emprunteur : 0208306 -
N° du Contrat de Prêt : 66208 / N° de la Ligne du Prêt : 5179887
Opération : Acquisition - Amélioration
Produit : PLUS

Capital prêté : 118 384 €
Taux actuariel théorique : 1,35 %
Taux effectif global : 1,35 %
Intérêts de Préfinancement : 3 217,94 €
Taux de Préfinancement : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/06/2020	1,35	4 200,43	2 602,25	1 598,18	0,00	115 781,75	0,00
2	30/06/2021	1,35	4 179,43	2 616,38	1 563,05	0,00	113 165,37	0,00
3	30/06/2022	1,35	4 158,53	2 630,80	1 527,73	0,00	110 534,57	0,00
4	30/06/2023	1,35	4 137,74	2 645,52	1 492,22	0,00	107 889,05	0,00
5	30/06/2024	1,35	4 117,05	2 660,55	1 456,50	0,00	105 228,50	0,00
6	30/06/2025	1,35	4 096,47	2 675,89	1 420,58	0,00	102 552,61	0,00
7	30/06/2026	1,35	4 075,98	2 691,52	1 384,46	0,00	99 861,09	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	30/06/2027	1,35	4 055,61	2 707,49	1 348,12	0,00	97 153,60	0,00
9	30/06/2028	1,35	4 035,33	2 723,76	1 311,57	0,00	94 429,84	0,00
10	30/06/2029	1,35	4 015,15	2 740,35	1 274,80	0,00	91 689,49	0,00
11	30/06/2030	1,35	3 995,07	2 757,26	1 237,81	0,00	88 932,23	0,00
12	30/06/2031	1,35	3 975,10	2 774,51	1 200,59	0,00	86 157,72	0,00
13	30/06/2032	1,35	3 955,22	2 792,09	1 163,13	0,00	83 365,63	0,00
14	30/06/2033	1,35	3 935,45	2 810,01	1 125,44	0,00	80 555,62	0,00
15	30/06/2034	1,35	3 915,77	2 828,27	1 087,50	0,00	77 727,35	0,00
16	30/06/2035	1,35	3 896,19	2 846,87	1 049,32	0,00	74 880,48	0,00
17	30/06/2036	1,35	3 876,71	2 865,82	1 010,89	0,00	72 014,66	0,00
18	30/06/2037	1,35	3 857,33	2 885,13	972,20	0,00	69 129,53	0,00
19	30/06/2038	1,35	3 838,04	2 904,79	933,25	0,00	66 224,74	0,00
20	30/06/2039	1,35	3 818,85	2 924,82	894,03	0,00	63 299,92	0,00
21	30/06/2040	1,35	3 799,76	2 945,21	854,55	0,00	60 354,71	0,00
22	30/06/2041	1,35	3 780,76	2 965,97	814,79	0,00	57 388,74	0,00
23	30/06/2042	1,35	3 761,85	2 987,10	774,75	0,00	54 401,64	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

577

PR0080-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 86208 Emprunteur n° 0002063306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	30/06/2043	1,35	3 743,04	3 008,62	734,42	0,00	51 393,02	0,00
25	30/06/2044	1,35	3 724,33	3 030,52	693,81	0,00	48 362,50	0,00
26	30/06/2045	1,35	3 705,71	3 052,82	652,89	0,00	45 309,68	0,00
27	30/06/2046	1,35	3 687,18	3 075,50	611,68	0,00	42 234,18	0,00
28	30/06/2047	1,35	3 668,74	3 098,58	570,16	0,00	39 135,60	0,00
29	30/06/2048	1,35	3 650,40	3 122,07	528,33	0,00	36 013,53	0,00
30	30/06/2049	1,35	3 632,15	3 145,97	486,18	0,00	32 867,56	0,00
31	30/06/2050	1,35	3 613,99	3 170,28	443,71	0,00	29 697,28	0,00
32	30/06/2051	1,35	3 595,92	3 195,01	400,91	0,00	26 502,27	0,00
33	30/06/2052	1,35	3 577,94	3 220,16	357,78	0,00	23 282,11	0,00
34	30/06/2053	1,35	3 560,05	3 245,74	314,31	0,00	20 036,37	0,00
35	30/06/2054	1,35	3 542,25	3 271,76	270,49	0,00	16 764,61	0,00
36	30/06/2055	1,35	3 524,54	3 298,22	226,32	0,00	13 466,39	0,00
37	30/06/2056	1,35	3 506,91	3 325,11	181,80	0,00	10 141,28	0,00
38	30/06/2057	1,35	3 489,38	3 352,47	136,91	0,00	6 788,81	0,00
39	30/06/2058	1,35	3 471,93	3 380,28	91,65	0,00	3 408,53	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

578

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 68208 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	30/06/2059	1,35	3 454,55	3 408,53	46,02	0,00	0,00	0,00
Total			**152 626,83**	**118 384,00**	**34 242,83**	**0,00**		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

579

PR0063-PR00#2 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 66208 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Emprunteur : 0208306 -
N° du Contrat de Prêt : 66208 / N° de la Ligne du Prêt : 5179886
Opération : Acquisition - Amélioration
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 109 619 €
Taux actuariel théorique : 0,86 %
Taux effectif global : 0,86 %
Intérêts de Préfinancement : 1 893,55 €
Taux de Préfinancement : 0,86 %

580

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/06/2020	0,86	2 675,75	1 733,03	942,72	0,00	107 885,97	0,00
2	30/06/2021	0,86	2 662,37	1 734,55	927,82	0,00	106 151,42	0,00
3	30/06/2022	0,86	2 649,06	1 736,16	912,90	0,00	104 415,26	0,00
4	30/06/2023	0,86	2 635,81	1 737,84	897,97	0,00	102 677,42	0,00
5	30/06/2024	0,86	2 622,63	1 739,60	883,03	0,00	100 937,82	0,00
6	30/06/2025	0,86	2 609,52	1 741,45	868,07	0,00	99 196,37	0,00
7	30/06/2026	0,86	2 596,47	1 743,38	853,09	0,00	97 452,99	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

PR0090-PRG093 V3.0.0
Offre Contractuelle n° 66208 Emprunteur n° 0002083O6

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	30/06/2027	0,86	2 583,49	1 745,39	838,10	0,00	95 707,60	0,00
9	30/06/2028	0,86	2 570,57	1 747,48	823,09	0,00	93 960,12	0,00
10	30/06/2029	0,86	2 557,72	1 749,66	808,06	0,00	92 210,46	0,00
11	30/06/2030	0,86	2 544,93	1 751,92	793,01	0,00	90 458,54	0,00
12	30/06/2031	0,86	2 532,20	1 754,26	777,94	0,00	88 704,28	0,00
13	30/06/2032	0,86	2 519,54	1 756,68	762,86	0,00	86 947,60	0,00
14	30/06/2033	0,86	2 506,95	1 759,20	747,75	0,00	85 188,40	0,00
15	30/06/2034	0,86	2 494,41	1 761,79	732,62	0,00	83 426,61	0,00
16	30/06/2035	0,86	2 481,94	1 764,47	717,47	0,00	81 662,14	0,00
17	30/06/2036	0,86	2 469,53	1 767,24	702,29	0,00	79 894,90	0,00
18	30/06/2037	0,86	2 457,18	1 770,08	687,10	0,00	78 124,82	0,00
19	30/06/2038	0,86	2 444,90	1 773,03	671,87	0,00	76 351,79	0,00
20	30/06/2039	0,86	2 432,67	1 776,04	656,63	0,00	74 575,75	0,00
21	30/06/2040	0,86	2 420,51	1 779,16	641,35	0,00	72 796,59	0,00
22	30/06/2041	0,86	2 408,41	1 782,36	626,05	0,00	71 014,23	0,00
23	30/06/2042	0,86	2 396,36	1 785,64	610,72	0,00	69 228,59	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

581

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 66208 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	30/06/2043	0,86	2 384,38	1 789,01	595,37	0,00	67 439,58	0,00
25	30/06/2044	0,86	2 372,46	1 792,48	579,98	0,00	65 647,10	0,00
26	30/06/2045	0,86	2 360,60	1 796,03	564,57	0,00	63 851,07	0,00
27	30/06/2046	0,86	2 348,79	1 799,67	549,12	0,00	62 051,40	0,00
28	30/06/2047	0,86	2 337,05	1 803,41	533,64	0,00	60 247,99	0,00
29	30/06/2048	0,86	2 325,37	1 807,24	518,13	0,00	58 440,75	0,00
30	30/06/2049	0,86	2 313,74	1 811,15	502,59	0,00	56 629,60	0,00
31	30/06/2050	0,86	2 302,17	1 815,16	487,01	0,00	54 814,44	0,00
32	30/06/2051	0,86	2 290,66	1 819,26	471,40	0,00	52 995,18	0,00
33	30/06/2052	0,86	2 279,21	1 823,45	455,76	0,00	51 171,73	0,00
34	30/06/2053	0,86	2 267,81	1 827,73	440,08	0,00	49 344,00	0,00
35	30/06/2054	0,86	2 256,47	1 832,11	424,36	0,00	47 511,89	0,00
36	30/06/2055	0,86	2 245,19	1 836,59	408,60	0,00	45 675,30	0,00
37	30/06/2056	0,86	2 233,96	1 841,15	392,81	0,00	43 834,15	0,00
38	30/06/2057	0,86	2 222,79	1 845,82	376,97	0,00	41 988,33	0,00
39	30/06/2058	0,86	2 211,68	1 850,58	361,10	0,00	40 137,75	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

582

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 6x206 Emprunteur n° 0002086306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	30/06/2059	0,86	2 200,62	1 855,44	345,18	0,00	38 282,31	0,00
41	30/06/2060	0,86	2 189,62	1 860,39	329,23	0,00	36 421,92	0,00
42	30/06/2061	0,86	2 178,67	1 865,44	313,23	0,00	34 556,48	0,00
43	30/06/2062	0,86	2 167,78	1 870,59	297,19	0,00	32 685,89	0,00
44	30/06/2063	0,86	2 156,94	1 875,84	281,10	0,00	30 810,05	0,00
45	30/06/2064	0,86	2 146,15	1 881,18	264,97	0,00	28 928,87	0,00
46	30/06/2065	0,86	2 135,42	1 886,63	248,79	0,00	27 042,24	0,00
47	30/06/2066	0,86	2 124,74	1 892,18	232,56	0,00	25 150,06	0,00
48	30/06/2067	0,86	2 114,12	1 897,83	216,29	0,00	23 252,23	0,00
49	30/06/2068	0,86	2 103,55	1 903,58	199,97	0,00	21 348,65	0,00
50	30/06/2069	0,86	2 093,03	1 909,43	183,60	0,00	19 439,22	0,00
51	30/06/2070	0,86	2 082,57	1 915,39	167,18	0,00	17 523,83	0,00
52	30/06/2071	0,86	2 072,15	1 921,45	150,70	0,00	15 602,38	0,00
53	30/06/2072	0,86	2 061,79	1 927,61	134,18	0,00	13 674,77	0,00
54	30/06/2073	0,86	2 051,48	1 933,88	117,60	0,00	11 740,89	0,00
55	30/06/2074	0,86	2 041,23	1 940,26	100,97	0,00	9 800,63	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

583

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 66208 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/06/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
56	30/06/2075	0,86	2 031,02	1 946,73	84,29	0,00	7 853,90	0,00
57	30/06/2076	0,86	2 020,87	1 953,33	67,54	0,00	5 900,57	0,00
58	30/06/2077	0,86	2 010,76	1 960,02	50,74	0,00	3 940,55	0,00
59	30/06/2078	0,86	2 000,71	1 966,82	33,89	0,00	1 973,73	0,00
60	30/06/2079	0,86	1 990,70	1 973,73	16,97	0,00	0,00	0,00
Total			**138 999,17**	**109 619,00**	**29 380,17**	**0,00**		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

584

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 66208 Emprunteur n° 000206306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

37

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

NEOLIA - Droit commun 2016
Eckbolsheim - 123, avenue du Général de Gaulle - Opération d'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de sept logements dont quatre logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et trois logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).
Participations financières et garantie d'emprunts.

La société anonyme d'HLM Néolia s'est portée acquéreur par acte de Vente en état future d'achèvement (VEFA) en date du 17 mars 2017, d'un immeuble composé de sept logements dont quatre logements financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et trois logements financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), situé à Eckbolsheim – 123, avenue du Général de Gaulle.

Cette opération, labélisée BBC, se compose d'un bâtiment en R+1+attique. La typologie des logements va du T2 au T4 avec, pour chacun, un balcon, une terrasse ou un jardin privatif, ainsi qu'une place de stationnement en extérieur ou un garage.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'arrêté de permis de construire a été délivré en date du 19 mai 2016.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant de 47 000 €, allouée sur la base des logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de l'opération pour un montant de 548 182 €.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande de participation financière et de prise en garantie du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements social ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de financement de l'Etat en date du 7 septembre 2016;
vu le Contrat de prêt n°65907 signé entre la SA d'HLM Néolia, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération d'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de sept logements dont quatre logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et trois logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à Eckbolsheim – 123, avenue du Général de Gaulle :

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM Néolia d'un montant total de 47 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale Prêt locatif à usage social (PLUS) : (5 000 € X 4) = 20 000 €*
** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif aidé d'intégration PLAI : (9 000 € X 3) = 27 000 €.*

- *la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 548 182 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 65907 constitué de quatre lignes du prêt.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes

contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 47 000 € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*

- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*

- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 47 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible sur l'AP avant la présente Commission est de 26 761 814 €.

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM Néolia en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA — **Numéro de référence** **2016122**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
VEFA	**7**

Opération:

Identification	
Commune	Eckbolsheim
Quartier	
Numéro	123
Adresse	rue du Général de Gaulle

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: Collecteur / CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLUS	4	20 000 €
PLAI	3	27 000 €
Total subventions Eurométropole :		**47 000,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)			
T2	3	46	49	38,54 €	318,79 €	283,42 €			
T3	3	62	64	50,37 €	416,66 €	370,43 €			
T4	1	79	84	65,54 €	542,17 €	482,03 €			
Total	**7**	**401,84**	**423,50**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,77 €
PLUS	6,49 €

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, entretien parties communes, entretien chaudière individuelle (chauffage+eau), taxes enlèvement ordures ménagères, eau partie commune

Ratios

Charges immobilières	52 181,57 €	/ logement	prix au m² de SH	2 329,51 €
Cout des travaux	72 701,00 €	/ logement	prix au m² de SU	2 210,37 €
Montant de la TVA	8 844,86 €	/ logement	prix au m² de SC	

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**365 271 €**	39%	**Subventions**	***71 900 €***	***7,68%***
			ETAT	**22 500 €**	**2,40%**
Cout des travaux	**508 907 €**	54%	**Petits logements**	2 400 €	0,26%
Montant de la TVA	**61 914 €**	7%			
			Eurométropole	**47 000,00 €**	**5,02%**
			PLUS	20 000,00 €	2,14%
			PLAI	27 000,00 €	2,88%
			Emprunts	***703 182,00 €***	***75,12%***
			Prêt PLUS Foncier	166 749,00 €	17,81%
			Prêt PLUS Construction	134 031,00 €	14,32%
			Prêt PLAI Foncier	88 981,00 €	9,51%
			Prêt PLAI Construction	158 421,00 €	16,92%
			Prêt collecteur 1%	155 000,00 €	16,56%
			Fonds propres	***161 010 €***	***17,20%***
Total	**936 092,00**	**100,00%**	**Total**	**936 092,00 €**	**100,00%**

GROUPE

Caisse des Depots

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 65907

Entre

NEOLIA - n° 000208306

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

NEOLIA, SIREN n°: 305918732, sis(e) 34 R DE LA COMBE AUX BICHES BP 267 25205 MONTBELIARD CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **NEOLIA** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition en VEFA de 7 logements situés 123 rue du Général de Gaulle 67201 ECKBOLSHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-quarante-huit mille cent-quatre-vingt-deux euros (548 182,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-cinquante-huit mille quatre-cent-vingt-et-un euros (158 421,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de quatre-vingt-huit mille neuf-cent-quatre-vingt-un euros (88 981,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-trente-quatre mille trente-et-un euros (134 031,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-soixante-six mille sept-cent-quarante-neuf euros (166 749,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le **« Taux de Swap EURIBOR »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le **« Taux de Swap Inflation »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

AGraphes
JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **22/09/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5160885	5160886	5160883	5160884
Montant de la Ligne du Prêt	158 421 €	88 981 €	134 031 €	166 749 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	1,07 %	1,35 %	1,07 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,07 %	1,35 %	1,07 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	-	-	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	-	-	1,35 %	1,07 %
Règlement des intérêts de préfinancement	-	-	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,32 %	0,6 %	0,32 %
Taux d'intérêt[1]	0,55 %	1,07 %	1,35 %	1,07 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0,5 %	0,5 %	- 0,5 %	- 0,5 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes..

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = IP + DT

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : R = 1 + DT/(1+I)

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = R (1+I) - 1
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = R (1+P) – 1

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »** ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes
AS
JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 30/06/2017
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Monsieur
Nom / Prénom : **Jacques DENIS**
Qualité : Directeur Administratif et Financier
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Le, 26/06/2017
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : **Alexandre SCHNELL**
Qualité : Directeur territorial Eurométropole
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Néolia
Groupe ActionLogement
34, rue de la Combe aux Biches - CS 75267
25205 Montbéliard Cedex
Tél. 03 81 99 16 16 - Fax 03 81 99 19 23

Paraphes

38

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Conclusion d'accords-cadres avec émissions de bons de commandes (éventuellement reconductibles trois fois) pour l'exécution de travaux, fournitures et prestations de services.
Signature de groupements de commandes avec la Ville de Strasbourg.

La Direction Mobilité, Espaces Publics et Naturels souhaite lancer de nouvelles consultations pour des prestations susceptibles d'être reconduites. Il s'agit de marchés de travaux, de fournitures et de prestations de services avec des montants minimum et maximum basés sur des estimations budgétaires annuelles ou à venir, fondées sur l'historique des exercices précédents et sur les prestations des années ultérieures.

Les consultations seront effectuées sous forme d'accords-cadres avec émissions de bons de commandes (article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics). La durée de ces accords-cadres sera de 4 ans maximum (durée initiale d'un an, reconductible trois fois).

Ces consultations seront passées en cumulant les montants maxima sur la durée totale du marché, soit en appel d'offres ouvert (article 78 du décret 2016-360 et article 4 de l'ordonnance du 23 juillet 2015), soit en procédure adaptée (article 27 du décret 2016-360).

La présente délibération prévoit, en outre, la mise en place de 6 conventions de groupements de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, qui seront constitués afin :
- d'alléger les formalités et les frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement de procédure,
- de réaliser des économies d'échelle,
- de disposer d'un outil unique pour ces deux collectivités.

La conclusion et la signature de ces accords-cadres sont conditionnées par le vote des crédits correspondants.

1) <u>Service Espaces verts et de nature</u>

Objet du marché	Montant Minimum €HT / AN	Montant Maximum €HT / AN	Commentaires
Prestations de propreté et autres sur parkings, abords et jardins familiaux	25 000	150 000	
Groupement de commandes Eurométropole / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Ville de Strasbourg Prestations de métallerie Lot 1 : Espaces verts urbains Lot 2 : Espaces sportifs	 20 000 40 000	 70 000 120 000	

2) Service Voies publiques

Objet du marché	Montant Minimum €HT / AN	Montant Maximum €HT / AN	Commentaires
Fourniture de produits aluminium et acier	500	5 000	
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg Fourniture et mise en œuvre signalisation horizontale et verticale	100 000	4 000 000	
Entretien des voiries du réseau structurant (traversées d'agglomération, voiries de rase campagne)	500 000	3 000 000	Marché spécifique aux voiries rétrocédées par CD 67
Contrôles et étalonnages des matériels d'essais du laboratoire routier de l'Eurométropole de Strasbourg	2 000	15 000	
Fourniture de sables et graviers recyclés	5 000	30 000	Matériaux pour les interventions en régie, intégrant les

			anciennes routes départementales

3) Service Aménagement espace public

Objet du marché	Montant Minimum €HT / AN	Montant Maximum €HT / AN	Commentaires
Contrôles externes préalables à la réception des travaux pour les conduites d'eau potable et les collecteurs d'assainissement sur le territoire de l'Eurométropole			
Lot 1 : Contrôles d'étanchéité et contrôles visuels et télévisuels	30 000	150 000	
Lot 2 : Plans de récolement	5 000	75 000	
Mission de Maîtrise d'œuvre pour les opérations d'entretien des réseaux d'eau et d'assainissement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.			
Lot 1 : Pose de réseaux d'assainissement	5 000	50 000	
Lot 2 : Pose de réseau d'eau potable	5 000	25 000	

Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / ville de Strasbourg pour les 4 lots Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg Confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de la ville de Strasbourg Lot 1 : Type S8 et similaires Lot 2 : Type « ponts et quais » et assimilés Lot 3 : Type chêne à ossature métallique Lot 4 : Fourniture et pose de remplissages de garde-corps et autres éléments de sécurité en câbles et filets inox	10 000 8 000 15 000 2 500	100 000 75 000 50 000 50 000	
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg Sondages géotechniques de reconnaissance, essais et études des sous-sols avec missions connexes pour les ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg	40 000	200 000	
Inspections détaillées d'ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole	45 000	200 000	
Mission de Maîtrise d'œuvre pour la mise aux normes de la voirie en application des dispositions prises dans le cadre du PAVE (Plan de mise	3 000	30 000	

en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics)			

4) Service Programmation, études pré-opérationnelles et évaluation

Objet du marché	Montant Minimum €HT / AN	Montant Maximum €HT / AN	Commentaires
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg Assistance à maîtrise d'ouvrage accessibilité voirie et espaces publics sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg.	1 000	50 000	
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / Ville de Strasbourg Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de faisabilité pour les opérations d'aménagement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg	5 000	250 000	

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

Sous réserve de disponibilité des crédits, la conclusion des accords-cadres avec émissions de bons de commandes énumérés ci-dessous, pour l'exécution de travaux, fournitures

et prestations de services, éventuellement reconductibles pour la Direction Mobilité, Espaces Publics et Naturels :

Objet du marché	***Montant Minimum €HT / AN***	***Montant Maximum €HT / AN***
Prestations de propreté et autres sur parkings, abords et jardins familiaux	*25 000*	*150 000*
***Groupement de commandes** Eurométropole / ville de Strasbourg* *Coordonnateur : ville de Strasbourg* *Prestations de métallerie* *Lot 1 : Espaces verts urbains* *Lot 2 : Espaces sportifs*	 *20 000* *40 000*	 *70 000* *120 000*
Fourniture de produits aluminium et acier	*500*	*5 000*
***Groupement de commandes** Eurométropole de Strasbourg / ville de Strasbourg* *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* *Fourniture et mise en œuvre signalisation horizontale et verticale*	 *100 000*	 *4 000 000*
Entretien des voiries du réseau structurant (traversées d'agglomération, voiries de rase campagne)	*500 000*	*3 000 000*
Contrôles et étalonnages des matériels d'essais du laboratoire routier de l'Eurométropole de Strasbourg	*2 000*	*15 000*
Fourniture de sables et graviers recyclés	*5 000*	*30 000*
Contrôles externes préalables à la réception des travaux pour les conduites d'eau potable et les collecteurs d'assainissement sur le territoire de l'Eurométropole *Lot 1 : Contrôles d'étanchéité et contrôles visuels et télévisuels* *Lot 2 : Plans de récolement*	 *30 000* *5 000*	 *150 000* *75 000*
Mission de Maîtrise d'œuvre pour les opérations d'entretien des réseaux d'eau et d'assainissement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.		

Lot 1 : Pose de réseaux d'assainissement	*5 000*	*50 000*
Lot 2 : Pose de réseau d'eau potable	*5 000*	*25 000*
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / ville de Strasbourg pour les 4 lots *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* *Confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de la ville de Strasbourg* *Lot 1 : Type S8 et similaires* *Lot 2 : Type « ponts et quais » et assimilés* *Lot 3 : Type chêne à ossature métallique* *Lot 4 : Fourniture et pose de remplissages de garde-corps et autres éléments de sécurité en câbles et filets inox*	 *10 000* *8 000* *15 000* *2 500*	 *100 000* *75 000* *50 000* *50 000*
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / ville de Strasbourg *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* *Sondages géotechniques de reconnaissance, essais et études des sous-sols avec missions connexes pour les ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg*	*40 000*	*200 000*
Inspections détaillées d'ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole	*45 000*	*200 000*
Mission de Maîtrise d'œuvre pour la mise aux normes de la voirie en application des dispositions prises dans le cadre du PAVE (Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics)	*3 000*	*30 000*
Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / ville de Strasbourg *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* *Assistance à maîtrise d'ouvrage accessibilité voirie et espaces publics sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de la ville de Strasbourg.*	*1 000*	*50 000*

Groupement de commandes Eurométropole de Strasbourg / ville de Strasbourg *Coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg* *Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de faisabilité pour les opérations d'aménagement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg*	*5 000*	*250 000*

décide

- d*'imputer les dépenses sur les crédits d'investissement et de fonctionnement du budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.*

- *de créer le groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (coordonnateur ville de Strasbourg) pour le marchés de :*
  - *prestations de métallerie (3 lots).*

- *de créer les groupements de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (Coordonnateur Eurométropole de Strasbourg) pour les marchés de :*
  - *fourniture et mise en œuvre signalisation horizontale et verticale,*
  - *confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg (4 lots),*
  - *sondages géotechniques de reconnaissance, essais et études des sous-sols avec missions connexes pour les ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de la ville de Strasbourg,*
  - *assistance à maîtrise d'ouvrage accessibilité voirie et espaces publics sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de la ville de Strasbourg,*
  - *assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de faisabilité pour les opérations d'aménagement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de la ville de Strasbourg.*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à lancer les consultations, à prendre toutes les décisions y relatives,*

- *à signer les conventions constitutives de groupement des commandes (en annexe de la présente délibération) avec la ville de Strasbourg,*

- *à signer les accords-cadres avec émissions de bons de commandes en résultant ainsi que les avenants et tout autre document relatif aux marchés en phase d'exécution,*

- *à exécuter les accords-cadres avec émissions de bons de commandes en résultant pour l'Eurométropole de Strasbourg.*

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 28 de l'ordonnance n°2015-899
Du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

CONFECTION FOURNITURE ET POSE DE DIFFERENTS TYPES DE GARDE-CORPS POUR LES OUVRAGES D'ART SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ET DE LA VILLE DE STRASBOURG

Vu l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du *Conseil de communauté urbaine (CUS) du* ***11 avril 2014*** *et en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la CUS, au 1er janvier 2015.*

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014.

Un groupement de commandes pour le lancement d'un marché de confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg.

SOMMAIRE

Préambule 4

Article 1 : Constitution du groupement 5

Article 2 : Objet du groupement 5

Article 3 : Organes du groupement 5

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 6

Article 5 : Responsabilité 6

Article 6 : Fin du groupement 6

Article 7 : Règlement des différends entre les parties 7

Préambule

Dans le cadre des travaux qu'elles conduisent, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à passer des marchés de prestations dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Pour 2018 il s'agit de la confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art, aussi bien pour les services de la Ville que pour ceux de l'Eurométropole de Strasbourg qui doit être mis en concurrence.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution**.**

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et par la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué a pour objet la passation de marchés publics relatifs à la confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

La consultation s'effectuera selon la procédure d'appel d'offres et sous forme d'accords-cadres avec émission de bons de commandes, conformément aux articles 25.I.1 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marchés publics.
La durée des marchés sera de 1 an reconductible 3 fois.

A titre indicatif, les estimations budgétaires sont fondées sur l'historique des précédents exercices et sur les prévisions pour les années à venir.
L'allotissement de la consultation ainsi que les montants minimum et maximum seront définis de la façon suivante :

Confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art	Montant Minimum €HT	Montant Maximum €HT
Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :		
Lot 1 : type S8 et similaires	10 000	100 000
Lot 2 : Type « ponts et quais » et assimilés	8 000	75 000
Lot 3 : Type chêne à ossature métallique	15 000	50 000
Lot 4 : Fourniture et pose de remplissages de garde-corps et autres éléments de sécurité en câbles et filets inox	2 500	50 000
Sur le territoire de la Ville de Strasbourg :		
Lot 1 : type S8 et similaires	1 000	25 000
Lot 2 : Type « ponts et quais » et assimilés	1 000	50 000
Lot 3 : Type chêne à ossature métallique	1 000	75 000
Lot 4 : Fourniture et pose de remplissages de garde-corps et autres éléments de sécurité en câbles et filets inox	1 000	25 000

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés.

Ainsi, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Monsieur Jean Marie BEUTEL, Vice-Président ou son (sa) représentant (e).

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés et s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Le coordonnateur se charge notamment :
- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres , rédaction des PV …)
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle ;
- de communiquer à la Ville de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, l'Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassement excessif du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la procédure de dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg	Le Maire de Strasbourg
Robert HERRMANN	Roland RIES

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 28 de l'ordonnance n°2015-899
Du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ACCESSIBILITE VOIRIE ET ESPACES PUBLICS (PERSONNES) SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ET DE LA VILLE DE STRASBOURG

Vu l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du *Conseil de communauté urbaine (CUS) du* ***11 avril 2014*** *et en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la CUS, au 1er janvier 2015.*

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014.

Un groupement de commandes pour le lancement d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage accessibilité voirie et espaces publics (personnes) sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg.

SOMMAIRE

Préambule 4

Article 1 : Constitution du groupement 5

Article 2 : Objet du groupement 5

Article 3 : Organes du groupement 5

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 6

Article 5 : Responsabilité 6

Article 6 : Fin du groupement 6

Article 7 : Règlement des différends entre les parties 7

Préambule

Dans le cadre des travaux qu'elles conduisent, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à passer des marchés de prestations dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Pour 2018 ce sont des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage accessibilité voirie et espaces publics (personnes), aussi bien pour les services de la Ville que pour ceux de l'Eurométropole de Strasbourg qui doivent être mis en concurrence.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution**.**

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et par la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué a pour objet la passation de marchés publics relatifs à des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage accessibilité voirie et espaces publics (personnes) sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

La consultation s'effectuera selon la procédure d'appel d'offres et sous forme d'accords-cadres avec émission de bons de commandes, conformément aux articles 25.I.1 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marchés publics.
La durée des marchés sera de 1 an reconductible 3 fois.

A titre indicatif, les estimations budgétaires sont fondées sur l'historique des précédents exercices et sur les prévisions pour les années à venir.
L'allotissement de la consultation ainsi que les montants minimum et maximum seront définis de la façon suivante :

Assistance à maîtrise d'ouvrage accessibilité voirie et espaces publics (personnes)	Montant Minimum €HT	Montant Maximum €HT
Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :	1 000	50 000
Sur le territoire de la Ville de Strasbourg :	1 000	50 000

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés.

Ainsi, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Monsieur Jean Marie BEUTEL, Vice-Président ou son (sa) représentant (e).

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés et s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Le coordonnateur se charge notamment :
- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres , rédaction des PV …)
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle ;
- de communiquer à la Ville de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, l'Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassement excessif du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la procédure de dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg	Le Maire de Strasbourg
Robert HERRMANN	Roland RIES

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 28 de l'ordonnance n°2015-899
Du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION D'ETUDES DE FAISABILITE POUR LES OPERATIONS D'AMENAGEMENT SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ET DE LA VILLE DE STRASBOURG

Vu l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du *Conseil de communauté urbaine (CUS) du* ***11 avril 2014*** *et en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la CUS, au 1er janvier 2015.*

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014.

Un groupement de commandes pour le lancement d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de faisabilité pour les opérations d'aménagement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg.

SOMMAIRE

Préambule 4

Article 1 : Constitution du groupement 5

Article 2 : Objet du groupement 5

Article 3 : Organes du groupement 5

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 6

Article 5 : Responsabilité 6

Article 6 : Fin du groupement 6

Article 7 : Règlement des différends entre les parties 7

Préambule

Dans le cadre des missions qu'elles conduisent, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à passer des marchés de prestations dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Pour 2018 ce sont des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de faisabilité pour les opérations d'aménagement, aussi bien pour les services de la Ville que pour ceux de l'Eurométropole de Strasbourg qui doivent être mis en concurrence.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution**.**

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et par la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué a pour objet la passation de marchés publics relatifs à des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de faisabilité pour les opérations d'aménagement sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

La consultation s'effectuera selon la procédure d'appel d'offres et sous forme d'accords-cadres avec émission de bons de commandes, conformément aux articles 25.I.1 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marchés publics.
La durée des marchés sera de 1 an reconductible 3 fois.

A titre indicatif, les estimations budgétaires sont fondées sur l'historique des précédents exercices et sur les prévisions pour les années à venir.
L'allotissement de la consultation ainsi que les montants minimum et maximum seront définis de la façon suivante :

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de faisabilité pour les opérations d'aménagement	Montant Minimum €HT	Montant Maximum €HT
Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :	5 000	250 000
Sur le territoire de la Ville de Strasbourg :	1 000	50 000

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés.

Ainsi, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Monsieur Jean Marie BEUTEL, Vice-Président ou son (sa) représentant (e).

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés et s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Le coordonnateur se charge notamment :
- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres , rédaction des PV …)
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle ;
- de communiquer à la Ville de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, l'Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassement excessif du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la procédure de dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg	Le Maire de Strasbourg
Robert HERRMANN	Roland RIES

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 28 de l'ordonnance n°2015-899
Du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE LA SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE

Vu l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du *Conseil de communauté urbaine (CUS) du* ***11 avril 2014*** *et en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la CUS, au 1er janvier 2015.*

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014.

Un groupement de commandes pour le lancement d'un marché de fourniture et mise en œuvre de la signalisation horizontale et verticale sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg.

SOMMAIRE

Préambule 4

Article 1 : Constitution du groupement 5

Article 2 : Objet du groupement 5

Article 3 : Organes du groupement 5

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 6

Article 5 : Responsabilité 6

Article 6 : Fin du groupement 6

Article 7 : Règlement des différends entre les parties 7

Préambule

Dans le cadre des missions qu'elles conduisent, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à passer des marchés de prestations dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Pour 2018 ce sont les fournitures et la mise en œuvre de signalisation horizontale et verticale, aussi bien pour les services de la Ville que pour ceux de l'Eurométropole de Strasbourg qui doivent être mis en concurrence.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution**.**

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et par la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué a pour objet la passation de marchés publics relatifs la fourniture et mise en œuvre de la signalisation horizontale et verticale sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

La consultation s'effectuera selon la procédure d'appel d'offres et sous forme d'accords-cadres avec émission de bons de commandes, conformément aux articles 25.I.1 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marchés publics.
La durée des marchés sera de 1 an reconductible 3 fois.

A titre indicatif, les estimations budgétaires sont fondées sur l'historique des précédents exercices et sur les prévisions pour les années à venir.
L'allotissement de la consultation ainsi que les montants minimum et maximum seront définis de la façon suivante :

Fourniture et mise en œuvre de la signalisation horizontale et verticale	Montant Minimum €HT	Montant Maximum €HT
Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :	100 000	4 000 000
Sur le territoire de la Ville de Strasbourg :	500	200 000

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés.

Ainsi, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Monsieur Jean Marie BEUTEL, Vice-Président ou son (sa) représentant (e).

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés et s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Le coordonnateur se charge notamment :
- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres , rédaction des PV …)
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle ;
- de communiquer à la Ville de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, l'Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassement excessif du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la procédure de dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg	Le Maire de Strasbourg
Robert HERRMANN	Roland RIES

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 28 de l'ordonnance n°2015-899
Du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

SONDAGES GEOTECHNIQUES DE RECONNAISSANCE, ESSAIS ET ETUDES DES SOUS-SOLS AVEC MISSIONS CONNEXES POUR LES OUVRAGES D'ART SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ET DE LA VILLE DE STRASBOURG

Vu l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du *Conseil de communauté urbaine (CUS) du* ***11 avril 2014*** *et en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la CUS, au 1er janvier 2015.*

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014.

Un groupement de commandes pour le lancement d'un marché de sondages géotechniques de reconnaissance, essais et études des sous-sols avec missions connexes pour les ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg.

SOMMAIRE

Préambule 4

Article 1 : Constitution du groupement 5

Article 2 : Objet du groupement 5

Article 3 : Organes du groupement 5

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 6

Article 5 : Responsabilité 6

Article 6 : Fin du groupement 6

Article 7 : Règlement des différends entre les parties 7

Préambule

Dans le cadre des travaux qu'elles conduisent, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à passer des marchés de prestations dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Pour 2018 ce sont les sondages géotechniques de reconnaissance, essais et études des sous-sols avec missions connexes pour les ouvrages d'art, aussi bien pour les services de la Ville que pour ceux de l'Eurométropole de Strasbourg qui doivent être mis en concurrence.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution**.**

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et par la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué a pour objet la passation de marchés publics relatifs à des travaux de sondages géotechniques de reconnaissance, essais et études des sous-sols avec missions connexes pour les ouvrages d'art sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

La consultation s'effectuera selon la procédure d'appel d'offres et sous forme d'accords-cadres avec émission de bons de commandes, conformément aux articles 25.I.1 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marchés publics.
La durée des marchés sera de 1 an reconductible 3 fois.

A titre indicatif, les estimations budgétaires sont fondées sur l'historique des précédents exercices et sur les prévisions pour les années à venir.
L'allotissement de la consultation ainsi que les montants minimum et maximum seront définis de la façon suivante :

Sondages géotechniques de reconnaissance, essais et études des sous-sols avec missions connexes pour les ouvrages d'art	Montant Minimum €HT	Montant Maximum €HT
Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :	40 000	200 000
Sur le territoire de la Ville de Strasbourg :	1 000	20 000

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés.

Ainsi, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Le représentant du coordonnateur et président de la commission d'appel d'offres est Monsieur Jean Marie BEUTEL, Vice-Président ou son (sa) représentant (e).

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés et s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Le coordonnateur se charge notamment :
- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres , rédaction des PV …)
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle ;
- de communiquer à la Ville de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, l'Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassement excessif du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la procédure de dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg	Le Maire de Strasbourg
Robert HERRMANN	Roland RIES

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 28 de l'ordonnance n°2015-899
Du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

PRESTATIONS DE METALLERIE

Vu l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du *Conseil de communauté urbaine (CUS) du* ***11 avril 2014*** *et en vertu du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 qui a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la CUS, au 1er janvier 2015.*

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014.

Un groupement de commandes pour le lancement d'un marché de prestations de métallerie pour l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg.

SOMMAIRE

Préambule **4**

Article 1 : Constitution du groupement **5**

Article 2 : Objet du groupement **5**

Article 3 : Organes du groupement **5**

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur **6**

Article 5 : Responsabilité **6**

Article 6 : Fin du groupement **6**

Article 7 : Règlement des différends entre les parties **7**

Préambule

Dans le cadre des missions qu'elles conduisent, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à passer des marchés de prestations dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Pour 2018 ce sont des prestations de métallerie, aussi bien pour les services de la Ville que pour ceux de l'Eurométropole de Strasbourg qui doivent être mis en concurrence.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution**.**

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et par la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué a pour objet la passation de marchés publics relatifs à des prestations de métallerie pour la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

La consultation s'effectuera selon la procédure d'appel d'offres et sous forme d'accords-cadres avec émission de bons de commandes, conformément aux articles 25.I.1 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marchés publics.
La durée des marchés sera de 1 an reconductible 3 fois.

A titre indicatif, les estimations budgétaires sont fondées sur l'historique des précédents exercices et sur les prévisions pour les années à venir.
L'allotissement de la consultation ainsi que les montants minimum et maximum seront définis de la façon suivante :

Prestations de métallerie	Montant Minimum €HT	Montant Maximum €HT
Pour l'Eurométropole de Strasbourg :		
- Lot 1 : Espaces verts urbains	20 000	70 000
- Lot 2 : Espaces sportifs	40 000	120 000
Pour la Ville de Strasbourg :		
- Lot 1 : Espaces verts urbains	160 000	405 000
- Lot 2 : Espaces sportifs	80 000	200 000

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés.

Ainsi, la commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

La représentante du coordonnateur et présidente de la commission d'appel d'offres est Madame Chantal CUTAJAR, Adjointe au Maire ou son (sa) représentant (e).

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés et s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Le coordonnateur se charge notamment :
- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres , rédaction des PV …) ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle ;
- de communiquer à l'Eurométropole de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, la Ville de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassement excessif du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la procédure de dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg	Le Maire de Strasbourg
Robert HERRMANN	Roland RIES

39

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Plan Local des Déplacements Ouest - Conclusion d'une convention transactionnelle.

Depuis les années 1990, la Communauté urbaine de Strasbourg (devenue Eurométropole de Strasbourg depuis le 1er janvier 2015) mène une politique qui favorise l'organisation multimodale des déplacements, en développant l'usage des transports publics, du vélo et de la marche. Cette politique vise également à optimiser les correspondances entre les différents modes de déplacement au niveau des espaces péri-urbains, dans une logique de multimodalité.

Le projet de desserte ouest traduit les objectifs de maillage du réseau structurant des transports collectifs décrits au volet "Transport Collectif" du SCOTERS approuvé le 1er juin 2006 et du Schéma Directeur des Transports Collectifs à l'horizon "2025" approuvé le 25 juin 2010. Ce projet a fait l'objet de plusieurs temps de concertation, menés respectivement en novembre/décembre 2011 et avril/mai 2013.

Par délibération du 18 décembre 2015, le Conseil de l'Eurométropole a décidé de réaliser le projet global d'extension Ouest du réseau de tramway en proposant une desserte du quartier de Koenigshoffen tout en requalifiant les espaces publics traversés. Cette perspective d'évolution du réseau de tramway a rendu nécessaire la réalisation d'un certain nombre d'études de définition de différentes extensions envisageables et leur inscription dans l'espace public.

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu un marché à bons de commande avec la société TRANSITEC dans le cadre d'études multimodales de déplacements et d'aménagements. Le marché n° 2012/300 a été notifié le 11 janvier 2012 pour une période d'un an reconductible 3 fois. Il a été reconduit jusqu'au 31 décembre 2015.

Dans la continuité de l'approche multimodale des déplacements qui a accompagné les différents projets d'extension tramway depuis plusieurs décennies, l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité définir un schéma multimodal d'organisation des déplacements (voitures particulière, transports en commun, poids lourds, vélos, piétons, stationnement) cohérent avec les objectifs visés et avec les projets d'urbanisation, à court et moyen termes.

Afin de compléter les études déjà réalisées, l'Eurométropole de Strasbourg a demandé à la société TRANSITEC la réalisation d'une étude de type « Plan Local des Déplacements » en 3 phases :

- diagnostic multimodal des déplacements, prise en compte des projets urbains et identification des enjeux,
- élaboration de scénarios de déplacements,
- actions permettant la mise en œuvre du scénario retenu pour chaque horizon.

La phase 1 de cette étude a été prescrite au moyen du bon de commande n°2014-497841.

Cette étude devait s'appuyer et s'articuler sur des projets d'infrastructures routières dont les plannings n'étaient pas tous stabilisés et au même niveau d'avancement. Ceci a eu pour conséquence de perturber le déroulement de l'étude entrainant notamment la réalisation concomitante des phases 2 et 3, sans décision formelle prescrivant leur exécution.

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite donc pouvoir valider les études réalisées et régler la société sur la base de la proposition financière du 27 février 2014, élaborée en application des prix du marché échu, soit pour un montant de 37 280€ HT. Après négociations, le montant à régler s'élève à 30 000 € HT qui se répartit de la manière suivante :

- Phase 2 : 15 000 € HT
- Phase 3 : 15 000 € HT

Les parties ont convenu de régler le différend dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du code civil.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

1. *Le principe de résolution transactionnelle permettant de régler le différend entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société TRANSITEC portant règlement des prestations utiles à la collectivité ;*

2. *En conséquence, la conclusion d'une convention transactionnelle avec la société TRANSITEC selon le projet joint en annexe de la présente délibération dont les stipulations essentielles sont :*

- l'*Eurométropole de Strasbourg verse à la société TRANSITEC au titre des prestations utiles à la collectivité et effectivement réalisées la somme de 30 000€HT, la société TRANSITEC renonçant au surplus de sa réclamation,*

- l*es parties s'engagent à renoncer à tout recours l'une envers l'autre, à toute instance et/ou action portant sur les faits entrant dans le champs de la présente transaction et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent ;*

décide

l'imputation de la dépense de 30 000€ HT sur les crédits prévus au budget EMS - Direction de la mobilité, espaces publics et naturels, service déplacements Programme 417 – TC04 :

autorise

le président ou son représentant à procéder à la conclusion d'une convention transactionnelle avec la société TRANSITEC pour l'indemniser des prestations effectuées et à mettre en paiement par mandatement administratif pour solde de tout compte les sommes mentionnées ci-dessus.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

CONVENTION TRANSACTIONNNELLE

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération de la Commission Permanente du 29 septembre 2017, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité

Ci-après dénommée « l'EMS », d'une part,

Et :

La société TRANSITEC Ingénieurs Conseils SARL sise 172 avenue Franklin Roosevelt 69500 BRON, n° SIRET : 333 603 108 00031 représentée par Christophe DIANI, Directeur Général et co-gérant Transitec

pour transiger au nom et pour leur compte dans le cadre de la présente convention, d'autre part,

Vu le Code civil, et notamment ses articles 2044 et suivants,

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 6 décembre 2012, *Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du district d'Hay-Les-Roses* (n°249153) qui dispose que *« le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fassent obstacle, notamment les règles de la comptabilité publique* ».

PREAMBULE :

Depuis les années 1990, la Communauté urbaine de Strasbourg (devenue Eurométropole de Strasbourg depuis le 1er janvier 2015) mène une politique qui favorise l'organisation multimodale des déplacements, en développant les transports publics, les circulations des cyclistes et des piétons. Cette politique vise également à optimiser les conditions du transfert entre les différents modes de déplacement au niveau des espaces péri-urbains.

Traduction des objectifs de maillage du réseau structurant des transports collectifs, décrits au volet "Transport Collectif" du SCOTERS (approuvé le 1er juin 2006) et du Schéma Directeur des Transports Collectifs à l'horizon "2025" approuvé le 25 juin 2010, le projet de desserte ouest a fait l'objet de plusieurs temps de concertation, menés respectivement en novembre/décembre 2011 et avril/mai 2013.

Par délibération du 18 décembre 2015, le Conseil de l'Eurométropole a décidé de réaliser le projet global d'extension Ouest du réseau de tramway en proposant une desserte du quartier de Koenigshoffen tout en requalifiant les espaces publics traversés. Cette perspective d'évolution du réseau de tramway a rendu nécessaire la réalisation d'un certain nombre d'études de définition de différentes extensions envisageables et leur inscription dans l'espace public.

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu un marché à bons de commande avec la société TRANSITEC dans le cadre d'études multimodales de déplacements et d'aménagements. Le marché n° 2012/300 a été notifié le 11 janvier 2012 pour une période d'un an reconductible 3 fois. Il a été reconduit jusqu'au 31 décembre 2015.

Dans la continuité de l'approche multimodale des déplacements qui a accompagné les différents projets d'extension tramway depuis plusieurs décennies, l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité définir un schéma d'organisation des déplacements multimodal (voitures particulières, transports en commun, poids lourds, vélos, piétons, stationnement) cohérent avec les objectifs visés et avec les projets d'urbanisation, à court et moyen termes.

Afin de compléter les études déjà réalisées, l'Eurométropole de Strasbourg a demandé à la société TRANSITEC la réalisation d'une étude de type « Plan Local des Déplacements » en 3 phases :

- diagnostic multimodal des déplacements, prise en compte des projets urbains et identification des enjeux,
- élaboration de scénarios de déplacements,
- actions permettant la mise en œuvre du scénario retenu pour chaque horizon.

La phase 1 de cette étude a été prescrite au moyen du bon de commande n°2014-497841.

Les projets d'infrastructures routières et de transports sur lesquels cette étude devait s'appuyer et s'articuler n'ayant pas tous des plannings stabilisés et au même niveau d'avancement, ceci a eu pour conséquence de perturber son déroulement entrainant notamment la réalisation concomitante des phases 2 et 3, sans décision formelle prescrivant leur exécution.

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite donc pouvoir admettre les études réalisées et régler la société sur la base de la proposition financière du 27 février 2014, élaborée en application des prix du marché échu, soit pour un montant de 37 280 € HT. Après négociations, le montant à régler s'élève à 30 000 € HT qui se répartit de la manière suivante :

- Phase 2 : 15 000€ HT
- Phase 3 : 15 000€ HT

Les parties ont convenu de régler le différend dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du code civil.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 – Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de mettre fin, de manière définitive et irrévocable, au différend opposant les parties et ce, sans réserve.

ARTICLE 2 – Engagements de l'Eurométropole de Strasbourg

2.1 Rémunération des prestations

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à verser à la société TRANSITEC la somme de 30 000 € HT au titre des prestations effectivement réalisées et utiles à la collectivité.

Le montant à régler se répartit de la façon suivante :

- Phase 2 : 15 000€ HT
- Phase 3 : 15 000€ HT

2.2 Règlement financier

Les sommes à régler mentionnées à l'article 2.1 de la présente convention s'effectueront selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif, dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au Représentant de l'Etat dans le département, transmission devant intervenir dans un délai maximum de 15 jours à compter de la signature de la présente convention.

L'Eurométropole de Strasbourg se libèrera des sommes dues au titre de la présente convention en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

Titulaire du compte : SARL TRANSITEC
FR76 3000 3019 8000 0200 9138 912

ARTICLE 3 – Engagements de la société TRANSITEC

3.1 Renonciation à une rémunération complémentaire

La société TRANSITEC renonce à tout surplus de réclamation ou de rémunération.

ARTICLE 4- Renonciation à tout recours

L'Eurométropole de Strasbourg et la société TRANSITEC renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits entrant dans le champs de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent complémentaire, sous réserve des dispositions de l'article L.2131-10 du code général des collectivités territoriales.

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil, avec toutes conséquences que de droit.

A ce titre, la présente convention règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet tel que défini en préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, conformément à l'article 2052 du code civil, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

ARTICLE 5- Portée et entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L2131-1 à L2131-13, L2541-1 et L5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait en double exemplaire original.

Strasbourg le

Pour la société **TRANSITEC**	Pour l'**Eurométropole de Strasbourg**
Le Directeur Général et co-gérant Christophe DIANI	Le Président Robert HERRMANN

40

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Renouvellement du contrat de transport des personnes à mobilité réduite : lancement d'un marché.

L'Eurométropole de Strasbourg, consciente des enjeux de vie quotidienne pour les personnes à mobilité réduite, est engagée depuis longtemps dans leur intégration et travaille en faveur de l'accessibilité sur son territoire. Faciliter les déplacements et assurer le droit au transport pour tous constitue un levier essentiel de cette action.

Le 18 décembre 2009, la collectivité a ainsi adopté son schéma d'accessibilité des transports urbains (SDATU) et s'est engagée dans la mise en accessibilité de son réseau. Aujourd'hui, l'ensemble des points d'arrêt identifiés comme prioritaires par la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2015 sont accessibles. Au-delà de ce schéma d'accessibilité, la collectivité a souhaité développer un service d'accompagnement et de transport des personnes à mobilité réduite de qualité allant au-delà des obligations de transport de substitution et participe à son financement depuis 1984.

Dans ce contexte, l'Eurométropole de Strasbourg a érigé en 2010, le transport pour les personnes à mobilité réduite en véritable service public. Ce service a pour vocation de réaliser le transport à la demande, sur réservation préalable, des personnes pour lesquelles le réseau de transport en commun ne peut répondre à leur besoin de déplacements du fait de leur incapacité physique, sensorielle ou mentale. Il a ainsi pour mission de répondre à des besoins individuels diversifiés de mobilité, avec une prise en charge de l'usager de « trottoir à trottoir », voire de « porte à porte » dans certaines situations spécifiques.
Ce service, instauré sous le nom commercial de Mobistras, est délégué depuis le 1er juillet 2011 à la société Transdev pour une durée de 7 ans et arrive à échéance le 30 juin 2018.

De manière à assurer la continuité de ce service public et faisant suite au recentrage du service à son objet initial, prévu par son avenant n°1 en 2015, avec l'arrêt des dessertes des établissements d'aide par le travail et des accueils de jours, il est proposé de conclure un marché transitoire d'une durée de 3 ans et demi. La mise en place de ce marché est proposée de manière à d'une part, obtenir plus d'éléments et de retours d'expérience sur le fonctionnement du service depuis 2015 et d'autre part, disposer du temps nécessaire à l'étude des orientations à donner au service à plus long terme. Les résultats de ces analyses permettront notamment de déterminer le mode de gestion le plus adéquat eu égard aux besoins du public et à l'économie globale du service.

Les principes de la prestation du marché de transport des personnes à mobilité réduite sont identiques à ceux définis depuis 2010, à savoir :

- la gestion et l'exploitation du service de transport à la demande des personnes à mobilité réduite sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg au travers de la prise en charge des appels, la prise en compte et l'enregistrement des réservations de transport, le transport adapté et la participation à la commission d'accès du service,

- la mise en place de moyens nécessaires au bon fonctionnement du service, tels que la gestion d'une flotte de véhicules adaptés aux publics en situation de handicap, d'une centrale d'appels, d'un personnel de conduite formé à ce public spécifique et des systèmes d'aide à l'exploitation.

Au vu de l'évolution de la fréquentation du service de ces dernières années (+5 % entre 2015 et 2016) et de la prospective réalisée sur la population globale, le montant maximum du marché sera de 7,3 M € hors taxes pour l'ensemble de sa durée, hors actualisation, soit un montant maximum de 2,08 M € hors taxes par an. Il s'agit d'un montant maximum incluant la prise en compte des potentiels voyages supplémentaires allant au-delà de ceux prévus par la part forfaitaire du marché.

La prestation prendra la forme d'un marché à prix mixte afin de gérer les aléas de fréquentation raisonnablement prévisibles, en application de l'article 17 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Le marché à conclure sera passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

le lancement d'une consultation en vue de la passation d'un marché public ordinaire selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue aux articles 25 de l'ordonnance du 23 juillet *2015 et 67,68 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget annexe des transports exercices 2018 et suivants au(x) compte(s) 611/TC04A du service des Déplacements,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à lancer la consultation, à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter le marché en résultant.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

41

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Prêts Crédit Agricole et Caisse d'Epargne : Garantie d'emprunts pour le financement des extensions de lignes de tramway vers la Robertsau et vers Koenigshoffen.

La présente délibération a pour objet la mise en place d'emprunts destinés à financer les projets d'extensions de la ligne E vers la Robertsau et de la ligne F vers Koenigshoffen, prévus par l'avenant n° 26 au contrat de concession Eurométropole/CTS.

1. Contexte de la présente délibération

Par délibération du 25 novembre 2016, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a autorisé, par un avenant n° 26 signé le 23 décembre 2016 au Traité de concession conclu entre l'Eurométropole (alors Communauté urbaine de Strasbourg) et la CTS le 27 décembre 1990 et ses 26 avenants, la réalisation et le financement des infrastructures tramway, l'entretien et l'exploitation des tranches d'extension de :

- la ligne E de tramway vers la Robertsau, pour un montant d'investissement concédé de 18,3 M€ hors taxes, valeur mars 2016, hors matériel roulant dont l'acquisition a déjà été lancée,
- la ligne F de tramway vers Koenigshoffen, pour un montant d'investissement concédé de 39,4 M€ hors taxes, valeur juillet 2016, hors matériel roulant dont l'acquisition a déjà été lancée.

Les dispositions financières du Contrat de concession Eurométropole/CTS prévoient, en raison des contraintes particulières du service public confié à la CTS et de l'impossibilité de financer totalement l'investissement par les recettes perçues sur les usagers, l'engagement de l'Eurométropole :

- de verser à la CTS une contribution à l'investissement et des avances prévisionnelles sur biens rétrocédés échelonnées sur la période de réalisation des travaux,
- de garantir les emprunts nécessaires au financement de l'investissement restant à la charge de la CTS : l'article 5 du Traité de concession prévoit que l'Eurométropole de Strasbourg, autorité concédante, garantira dans les conditions prévues par la législation en vigueur, les emprunts contractés par la CTS.

2. Détermination du montant de l'emprunt pour le financement des projets d'extension des lignes E et F du tramway vers la Robertsau et vers Koenigshoffen

Le montant à emprunter, dénommé « emprunt forfaitaire », est déterminé conformément aux dispositions du Contrat de concession, et notamment à l'article 19 « Financement des investissements » du cahier des charges relatif à la construction des lignes de tramway et de bus à haut niveau de service. Cet emprunt résulte des montants totaux des dépenses d'investissement qui y sont définies et détaillées dans l'annexe I7a du contrat de concession, diminués des subventions d'investissement forfaitaires et des avances finançant les biens rétrocédés en fin de projet, versées par l'Eurométropole et détaillées dans l'annexe I8 du contrat de concession.

En tenant compte de l'actualisation légale et contractuelle des montants, le besoin de financement total des deux projets d'infrastructure tramway s'établit donc comme suit :

L'estimation actualisée du coût des projets est de18,7 M€ pour l'extension de la ligne E vers la Robertsau et 41,2 M€ pour l'extension de la ligne F vers Koenigshoffen, soit 59,9 M€ au total pour les 2 projets.

Pour déterminer le besoin à financer par emprunt, il convient de diminuer le besoin de financement des :

- Subventions d'investissement forfaitaires : 6,2 M€ pour l'extension vers la Robertsau et 2,1 M€ pour l'extension vers Koenigshoffen, soit 8,3 M€ au total,
- Déviations de réseaux : 1,4 M€ pour la Robertsau et 4,7 M€ pour Koenigshoffen, soit 6,1 M€ au total,
- Avances finançant les biens rétrocédés à l'Eurométropole en fin de projet : 2,8 M€ pour la Robertsau et 14,4 M€ pour Koenigshoffen, soit 17,2 M€ au total,
- Charges refacturées dans la contribution forfaitaire d'exploitation versée par l'Eurométropole : 0,1 M€ pour la Robertsau et 0,2 M€ pour Koenigshoffen, soit 0,3 M € au total.

Le montant d'emprunt maximum pouvant être souscrit s'élève donc de façon prévisionnelle à 8,2 M€ (arrondi à 8,5 M€) pour l'extension vers la Robertsau et à 19,8 M € (arrondi à 20 M€) pour l'extension vers Koenigshoffen, soit 28,5 M€ au total. Ces montants pourront être ajustés à la baisse en fonction des dépenses effectivement réalisées. Les montants définitifs seront consolidés dès que les marchés de travaux auront été soldés définitivement et au plus tard à la mise en service des projets.

3. Garantie d'emprunt

Conformément à l'article 5 du Traité de concession et à ses avenants successifs, l'Eurométropole accorde sa garantie pour le remboursement des prêts souscrits par la CTS, au vu des emprunts ci-dessus défini au point 2.

La garantie est accordée pour la durée du prêt, à hauteur de 50% du montant desdits prêts en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires.

Les échéances d'emprunt permettent de respecter les ratios prudentiels prévus par les articles L.2252-1, D.1511-32 et D.1511-34 du code général des collectivités territoriales, applicables à l'Eurométropole par renvoi de l'article L.5111-4 du code général des collectivités territoriales.

4. Conditions des prêts

Les emprunts sont levés par la CTS et résultent d'une consultation auprès de 15 partenaires bancaires dont 9 candidats ont effectivement remis une offre.

L'objet de la présente délibération porte donc sur une tranche de financement à hauteur de 8,5 M€ maximum pour l'extension de la ligne E vers la Robertsau et à hauteur de 20 M€ maximum pour l'extension de la ligne F vers Koenigshoffen.

Au vu des offres remises, il est proposé de retenir :

- le Crédit Agricole pour l'intégralité du financement de l'extension de la ligne E vers la Robertsau,
- le Crédit Agricole et la Caisse d'Epargne pour le financement à parts égales de l'extension de la ligne F vers Koenigshoffen, soit un prêt de 10 M€ auprès de chacun de ces deux établissements.

Les caractéristiques principales des contrats de prêt sont les suivantes :

a. Ligne de prêt pour le financement de l'extension de la ligne E vers la Robertsau :

- Prêteur : Crédit Agricole,
- Montant : 8,5 M€ maximum,
- Phase de mobilisation : 24 mois maximum à compter de la date de signature du contrat,
- Durée d'amortissement : 15 ans à compter de la mise en service du projet,
- Périodicité des échéances : trimestrielle,
- Index : taux variable,
- Taux de référence : Euribor 3 mois « flooré » à zéro,
- Marge applicable : 0,34 % en phase de mobilisation et en phase de remboursement,
- Amortissement linéaire du capital,
- Commissions de non utilisation et de dédit : néant,
- Frais de dossier : 8 500 €,
- Garanties :

    - Caution de l'Eurométropole à hauteur de 50% du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,

- Cession de créances professionnelles à hauteur de 50% du montant du prêt sur la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Traité de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances,
- Cession de créances à hauteur de 50% du montant du prêt sur l'indemnité due par l'Eurométropole à la CTS aux termes des articles 12 et 16 du Traité de concession, pour couvrir le cas de remboursement anticipé du prêt à cette date.

b. Première ligne de prêt pour le financement de l'extension de la ligne F vers Koenigshoffen :

- Prêteur : Crédit Agricole,
- Emprunt : 10 M€ maximum,
- Phase de mobilisation : 36 mois maximum à compter de la date de signature du contrat de prêt,
- Durée d'amortissement : 15 ans à compter de la mise en service du projet,
- Périodicité des échéances : trimestrielle,
- Index : taux variable,
- Taux de référence : Euribor 3 mois « flooré » à zéro,
- Marge applicable : 0,44% en phase de mobilisation et en phase de remboursement,
- Amortissement linéaire du capital,
- Commissions de non-utilisation et de dédit : néant,
- Frais de dossier : 10 000 €,
- Garanties :
  - Caution de l'Eurométropole à hauteur de 50% du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,
  - Cession de créances professionnelles à hauteur de 50% du montant du prêt sur la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Traité de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances,
  - Cession de créances à hauteur de 50% du montant du prêt sur l'indemnité due par l'Eurométropole à la CTS aux termes des articles 12 et 16 du Traité de concession, pour couvrir le cas de remboursement anticipé du prêt à cette date.

c. Deuxième ligne de prêt pour le financement de l'extension de la ligne F vers Koenigshoffen :

- Prêteur : Caisse d'Epargne,
- Emprunt : 10 M€ maximum,
- Phase de mobilisation : 36 mois maximum à compter de la date de signature du contrat de prêt,
- Durée d'amortissement : 15 ans à compter de la mise en service du projet,
- Périodicité des échéances : trimestrielle,
- Index : taux variable,
- Taux de référence : Euribor 3 mois « flooré » à zéro,
- Marge applicable : 0,54% en phase de mobilisation et en phase de remboursement,
- Amortissement linéaire du capital,
- Commissions de non-utilisation et de dédit : néant,
- Frais de dossier : 10 000 €,

- Garanties :

    - Caution de l'Eurométropole à hauteur de 50% du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,
    - Cession de créances professionnelles à hauteur de 50 % du montant du prêt sur la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Traité de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances,
    - Cession de créances à hauteur de 50% du montant du prêt sur l'indemnité due par l'Eurométropole à la CTS aux termes des articles 12 et 16 du Traité de concession, pour couvrir le cas de remboursement anticipé du prêt à cette date.

La mise en place de ces prêts est conditionnée à la production par l'emprunteur :

- d'un engagement de l'Eurométropole de garantir à hauteur de 50% de l'ensemble des sommes dues au titre des contrats de prêt, soit une garantie pour la somme de 14,25 millions d'euros au total maximum en principal ;

- d'une cession de créances sur la part de la contribution forfaitaire annuelle versée par l'Eurométropole affectée au remboursement des annuités du prêt à hauteur des 50 % restants ;

- d'une cession de créance en cas de remboursement anticipé obligatoire des prêts et portant sur « l'indemnité égale à la valeur nette comptable des biens considérés ou au capital restant dû sur les emprunts, s'il est supérieur » déduction faite de la partie financée par le concédant prévue à l'article 16 du Contrat de concession, dans la limite d'un montant de 14 250 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu le traité de concession en date du 27 décembre 1990 et ses avenants
Vu les contrats de prêt CTS/Crédit Agricole et CTS/Caisse d'Epargne :
Vu le code général des collectivités territoriales,
notamment ses articles L.5111-4 et L.2252-1,
après en avoir délibéré

décide

a. *pour le financement de l'extension de la ligne E vers la Robertsau de se porter garant pour le remboursement de 50 % de l'emprunt que la CTS se propose de contracter auprès du Crédit Agricole, aux conditions qui suivent :*

- *Montant du prêt : 8,5 M€ maximum,*
- *Durée de préfinancement : 24 mois maximum,*
- *Durée d'amortissement : 15 ans à compter de la mise en service du projet,*

- *Périodicité des échéances : trimestrielle,*
- *Index : taux variable,*
- *Taux de Référence : Euribor 3 mois « flooré » à zéro,*
- *Marge applicable : 0,34% en phase de mobilisation et en phase de remboursement,*
- *Amortissement linéaire du capital,*
- *Commissions de non utilisation et de dédit : néant,*
- *Frais de dossier : 8 500 €,*
- *Garanties :*

    - *Caution de l'Eurométropole à hauteur de 50% du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,*
    - *Cession de créances professionnelles à hauteur de 50% du montant du prêt sur la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Traité de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances,*
    - *Cession de créances à hauteur de 50% du montant du prêt sur l'indemnité due par l'Eurométropole à la CTS aux termes des articles 12 et 16 du Traité de concession, pour couvrir le cas de remboursement anticipé du prêt à cette date.*

b. *pour le financement de l'extension de la ligne F vers Koenigshoffen de se porter garant pour le remboursement de 50% de l'emprunt que la CTS se propose de contracter auprès du Crédit Agricole, aux conditions qui suivent :*

- *Montant du prêt : 10 M€ maximum,*
- *Durée de préfinancement : 36 mois maximum,*
- *Durée d'amortissement : 15 ans à compter de la mise en service du projet,*
- *Périodicité des échéances : trimestrielle,*
- *Index : taux variable,*
- *Taux de Référence : Euribor 3 mois « flooré » à zéro,*
- *Marge applicable : 0,44 % en phase de mobilisation et en phase de remboursement,*
- *Amortissement linéaire du capital,*
- *Commissions de non utilisation et de dédit : néant,*
- *Frais de dossier : 10 000 €*
- *Garanties :*

    - *Caution de l'Eurométropole à hauteur de 50% du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,*
    - *Cession de créances professionnelles à hauteur de 50% du montant du prêt sur la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Traité de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances,*
    - *Cession de créances à hauteur de 50% du montant du prêt sur l'indemnité due par l'Eurométropole à la CTS aux termes des articles 12 et 16 du Traité de concession, pour couvrir le cas de remboursement anticipé du prêt à cette date.*

c. *pour le financement de l'extension de la ligne F vers Koenigshoffen de se porter garant pour le remboursement de 50% de l'emprunt que la CTS se propose de contracter auprès de la Caisse d'Epargne, aux conditions qui suivent :*

- *Montant du prêt : 10 M€ maximum,*
- *Durée de préfinancement : 36 mois maximum,*
- *Durée d'amortissement : 15 ans à compter de la mise en service du projet,*
- *Périodicité des échéances : trimestrielle,*
- *Index : taux variable,*
- *Taux de Référence : Euribor 3 mois « flooré » à zéro,*
- *Marge applicable : 0,54 % en phase de mobilisation et en phase de remboursement,*
- *Amortissement linéaire du capital,*
- *Commissions de non utilisation et de dédit : néant*
- *Frais de dossier : 10 000 €*
- *Garanties :*

    - *Caution de l'Eurométropole à hauteur de 50% du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,*
    - *Cession de créances professionnelles à hauteur de 50% du montant du prêt de la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Traité de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances,*
    - *Cession de créances à hauteur de 50 % du montant du prêt sur l'indemnité due par l'Eurométropole à la CTS aux termes des articles 12 et 16 du Traité de concession, pour couvrir le cas de remboursement anticipé du prêt à cette date.*

Les garanties d'emprunt de l'Eurométropole sont accordées pour la durée totale des contrats de Prêts Crédit Agricole/CTS et Caisse d'Epargne/CTS et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et portent sur 50% des sommes de chaque emprunt contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple des prêteurs, la collectivité s'engage au titre de des garanties d'emprunt et dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans pouvoir opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

s'engage

à prendre les mesures budgétaires et fiscales permettant d'assurer le paiement des sommes dues aux prêteurs visés ci-dessus au titre des garanties d'emprunt. Ces engagements demeureront en vigueur pendant toute la durée des prêts jusqu'au paiement de 50 % des sommes dues au titre des conventions de crédit mentionnés ci-dessus ;

s'engage

à respecter ses devoirs d'information à l'égard du prêteur, conformément aux contrats de prêt ;

charge

le Président, ou son-sa représentant-e, à signer les contrats de prêt à titre de garant et de concédant, les garanties, et tout autre document pouvant concourir à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES
67008 STRASBOURG CEDEX
Tél : 03 88 25 42 42 (non surtaxé) Fax : 03 88 25 41 57

Siège Social : 1 Place de la Gare 67000 STRASBOURG
RCS : 437 642 531 RCS Strasbourg

CONTRAT DE PRET

Les présentes ont pour objet de définir les conditions financières, particulières et générales d'un prêt consenti par le CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07008967 ci-après dénommé(e) le « **Prêteur** ».
Le présent prêt est consenti par le **Prêteur** à :

COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS
dont le siège social est : 14 R LA GARE AUX MARCHANDISES
CS15002
67035-STRASBOURG CEDEX 2
Code APE : 4931Z
Numéro SIREN : 568500680

Représenté(e) par :
MONSIEUR LALLY JEAN PHILIPPE en qualité de REPRESENTANT
ci-après dénommé(s) l' « **Emprunteur** » quand bien même seraient-ils plusieurs.
Ces appellations désignent également les mandataires conventionnels ou les représentants légaux des parties.
Si le présent contrat comporte plusieurs prêts, la somme totale est désignée par abréviation le **Prêt**.
Chaque prêt est accompagné de ses conditions financières et particulières, comportant la désignation du crédit, ses conditions de remboursement, son taux effectif global et les garanties exigées.

Date d'édition du contrat : 18/07/2017

Les conditions de ce contrat sont valables jusqu'au 10/10/2017.

Dispositions spécifiques au démarchage
Lorsque le prêt a été conclu après qu'il a été précédé d'un démarchage dans les conditions fixées aux articles L 341-1 et suivants du code monétaire et financier, les dispositions suivantes sont également applicables.
A la demande de l'**Emprunteur**, le contrat prendra effet dès sa signature.
L'**Emprunteur** conserve néanmoins le droit de se rétracter dans le délai de 14 jours calendaires à compter de la signature du prêt, par lettre recommandée, adressée au siège social du **Prêteur**, dont l'adresse est en tête des présentes, indiquant les coordonnées de l'**Emprunteur** et la référence de financement du contrat de prêt faisant l'objet de la rétractation.
Si tout ou partie du prêt a déjà été mis à la disposition de l'**Emprunteur**, la rétractation n'est valablement exercée qu'à la condition d'être immédiatement accompagnée de la restitution de ces fonds et au plus tard dans les trente jours.
La rétractation intervient sans frais ni pénalité. Toutefois, si le contrat a commencé à être exécuté lorsqu'intervient la rétractation, le **Prêteur** pourra demander le paiement proportionnel du service financier fourni, c'est-à-dire des intérêts au taux contractuel depuis la date de mise à disposition des fonds.

Compte n° : 50521241010 - Agence de : STRASBOURG-ENTREPRISES
Référence financement : DU1004

OBJET DU FINANCEMENT
EXTENSION DE LA LIGNE E VERS LA ROBERTSAU

L'Emprunteur est concessionnaire du réseau urbain de transports en commun de l'Eurométropole de Strasbourg (ci-après « EMS » ou « le Concédant ») dans le cadre d'un traité de concession relatif à la réalisation des infrastructures de transports en commun et à l'exploitation de l'ensemble du réseau urbain de transports en commun de l'EMS conclu le 27 décembre 1990 pour une durée de 30 ans, assorti du Cahier des charges relatif à la construction de ligne de tramway et du Cahier des charges pour l'exploitation, ainsi que l'ensemble de ses annexes, et des vingt-six (26) avenants signés préalablement à la date des présentes (le « Contrat de Concession »).

Dans le cadre du Contrat de Concession, l'Emprunteur souhaite aujourd'hui lever des financements pour l'extension de la ligne E de tramway (ci-après « Opération concernée »).

Afin de financer le Projet, l'Emprunteur a sollicité du Prêteur, ce que ce dernier a accepté, la mise en place d'un crédit (le « Crédit ») selon les termes et conditions stipulées aux présentes.

Compte tenu de ce qui précède, le Prêteur, l'Emprunteur, le Concédant et le Garant sont convenus de conclure le présent Contrat de Crédit afin de préciser les termes et conditions auxquels sera soumis le Crédit consenti par la Banque à l'Emprunteur.

CONDITIONS FINANCIERES ET PARTICULIERES DU PRET

Référence du prêt : 86290309748 (numéro susceptible de modifications à l'initiative du **Prêteur**)

DESIGNATION DU CREDIT

MT INDEXE ENTREPRISE

Montant : huit millions cinq cent mille euros (8 500 000,00 EUR)
Durée : 204 mois
Taux d'intérêt annuel initial révisable : 0,3400 %
Durée du différé d'amortissement : 24 mois
Index de base : **moyenne mensuelle de l'EURIBOR 3MOIS** du mois de mai 2017
Il est convenu que si l'EURIBOR est inférieur à zéro, il sera réputé être égal à zéro
Valeur de l'index de base : **- 0,3290 %**

Taux d'intérêt plancher = 0,3400 %.
Le taux d'intérêt plancher est la valeur minimale du taux d'intérêt, peu importe l'évolution de l'indice de variation.

La première mise à disposition des fonds devra être effectuée au plus tard le 15/12/2017. Passé ce délai, aucune demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

La mise à disposition totale des fonds devra être effectuée au plus tard le 15/12/2019. Passé ce délai, aucune nouvelle demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

TAUX EFFECTIF GLOBAL
Taux d'intérêt annuel : 0,3400 % l'an
Frais fiscaux : 0,00 EUR
Frais de dossier : 8 500,00 EUR
Frais d'information caution évalués à : 782,00 EUR
Taux effectif global : 0,35 % l'an
Taux effectif global en fonction de la périodicité trimestrielle : 0,17 %
Le taux effectif global est calculé sur la base du taux d'intérêt annuel initial considéré fictivement comme fixe.

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT

Périodicité : trimestrielle
Nombre d'échéances : 68 Jour d'échéance retenu le : 31
Date de première échéance liée à la mise à disposition des fonds du prêt et précisée au tableau d'amortissement du prêt.
Date de dernière échéance précisée au tableau d'amortissement du prêt.
Montant des échéances sans assurance décès invalidité :

8 échéance(s) de 14 216,25 EUR (intérêts)
59 échéance(s) de 141 666,67 EUR (capital auquel seront ajoutés les intérêts)
1 échéance(s) de 141 666,47 EUR (capital auquel seront ajoutés les intérêts)

Les intérêts sont payables à terme échu.
Le remboursement du capital s'effectuera par amortissement constant.
Les montants d'échéances ne sont qu'indicatifs. Ils ont été calculés sur la base du taux d'intérêts indiqué ci-dessus. Chaque révision du taux d'intérêt aura une incidence sur les montants théoriques des échéances.

GARANTIES
A la sûreté et remboursement du présent prêt en principal et intérêts, frais, indemnités et autres accessoires et de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat, l'**Emprunteur** fournit au **Prêteur** la(les) garantie(s) désignée(s) ci-dessous :

CAUTIONNEMENTS SOLIDAIRES

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
dont le siège social est : 1 PARC DE L'ETOILE
67076 STRASBOURG CEDEX
Immatriculée 246700488 RCS
Représenté(e) par :
- M. Robert HERRMANN dûment habilité
Pour un montant en principal de 4 250 000,00 EUR, plus intérêts, commissions, frais et accessoires.

CESSION DE CREANCES (LOI DAILLY) A HAUTEUR DE 50% DU MONTANT EMPRUNTE

Convention cadre de cession de créances professionnelles (soumise aux dispositions des articles L 313.23 à L 313.34 du code Monétaire et Financier).
A la garantie de toutes les créances susceptibles de résulter du prêt, en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, l'Emprunteur consent en faveur du Prêteur, par acte séparé, une cession en pleine propriété à titre de garantie de créances professionnelles, conformément aux stipulations des articles L313-23 et suivants du code monétaire et financiers :

- Sur la contribution forfaitaire d'investissement à verser par l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex relative au projet d'investissement décrit dans la Tranche ferme – lot 1 « prolongement de la ligne E vers La Robertsau » du marché n° 2016-M080 « financements de projets d'extension de lignes de tramway et de l'acquisition de matériel roulant tramways » attribué au Crédit Agricole dans la limite de 50% des sommes dues par l'Emprunteur au Prêteur au titre des présentes.

- Sur l'indemnité de remise de biens en fin de concession en exécution du contrat de concession dans la limite de 50% des sommes dues par l'Emprunteur au Prêteur au titres des présentes.

DEFINITION DE LA PERIODE DE DIFFERE D'AMORTISSEMENT

Ce prêt comporte une période de différé d'amortissement dont la durée est indiquée dans les conditions financières ci-avant. Durant cette période, l'**Emprunteur** s'engage à payer à terme échu et conformément aux conditions financières ci-avant, les intérêts calculés à compter du jour de la première mise à disposition des fonds sur les sommes effectivement débloquées. En conséquence, il n'y a pas d'amortissement du capital durant cette période.

PRET A TAUX REVISABLE EUR 3 MOIS MOYENNE SEC

Le présent prêt portera intérêt au taux indiqué au paragraphe « DESIGNATION DU CREDIT » appelé taux d'intérêt annuel initial révisable.
A ce taux d'intérêt est associé un index appelé aussi index de référence qui est : moyenne mensuelle de l'EURIBOR 3MOIS.
La valeur initiale, appelée encore valeur de base, de l'index de référence, est indiquée au paragraphe « DESIGNATION DU CREDIT ».
La moyenne mensuelle de l'EURIBOR 3 mois d'un mois donné est la moyenne arithmétique de tous les EURIBOR 3 mois du mois considéré, établie sur le nombre de jours exacts du mois, en retenant le dernier taux publié pour les jours sans marché. Cette moyenne est calculée par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne (FBE). Elle est publiée sur le site Internet de la Banque de France et dans la presse économique et financière. Cet index est disponible dans les locaux du **Prêteur**.
L'EURIBOR (Taux Interbancaire de la zone Euro) est un indicateur des taux pratiqués sur le marché interbancaire au sein de la zone Euro. Calculé par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne (FBE), il est déterminé chaque jour ouvré pour douze échéances mensuelles (1 à 12 mois). Il est obtenu à partir des taux offerts affichés à onze heures par 57 établissements bancaires du panel de référence. Conformément aux usages des marchés interbancaires, ce taux est fixé sur la base d'une année de 360 jours.
Dans l'hypothèse où l'EURIBOR 3 MOIS viendrait à disparaître, il serait remplacé par le taux le plus proche qui lui serait substitué par le marché.
La révision interviendra tous les 3 mois, à partir de la date de l'échéance zéro.
L'échéance zéro est une échéance fictive qui n'a pour seul objet que de déterminer ces dates de révision.
Elle est fixée par référence à la première échéance de remboursement du prêt, comme suit :
- 1 mois avant la première échéance de remboursement s'il s'agit de mensualité,
- 3 mois avant s'il s'agit de trimestrialité,
- 6 mois avant s'il s'agit de semestrialité,
- 12 mois avant s'il s'agit d'annuité.

Cette première échéance est indiquée au tableau d'amortissement, elle peut être égale aux seuls intérêts en cas de différé d'amortissement du capital.
Index de révision :
Lorsqu'une révision intervient :
- au premier trimestre de l'année, l'index de référence est celui du mois de novembre précédent,
- au deuxième trimestre de l'année, l'index de référence est celui du mois de février précédent,
- au troisième trimestre de l'année, l'index de référence est celui du mois de mai précédent,
- au quatrième trimestre de l'année, l'index de référence est celui du mois d'août précédent.

Calcul du taux révisé applicable :
Le nouveau taux est obtenu en appliquant au taux initial du prêt, la variation à la hausse ou à la baisse, entre la valeur de l'index applicable à la révision et la valeur de base de cet index, précisée aux conditions financières et particulières du prêt. Le taux révisé théorique est arrondi au zéro ou cinq supérieur (de la 2ème décimale), s'il s'agit d'une révision à la baisse, et au zéro ou au cinq inférieur s'il s'agit d'une révision à la hausse.

REMBOURSEMENT ANTICIPE - INDEMNITE

L'**Emprunteur** a la faculté de rembourser par anticipation son prêt, en partie ou en totalité, à tout moment.
Une demande devra être adressée au **Prêteur** par lettre recommandée avec avis de réception portant mention de la date précise du remboursement anticipé et s'il s'agit d'un remboursement partiel, du montant du remboursement envisagé. Si cette date coïncide avec une date d'échéance, cette échéance sera exigible et le capital à rembourser par anticipation sera celui restant dû après cette échéance.
Tout remboursement anticipé pourra être partiel ou total ; sans pouvoir être inférieur à 10 % du montant initial du prêt sauf s'il s'agit de son solde.
Tout remboursement anticipé donnera lieu au paiement par l'**Emprunteur** des indemnités suivantes :
- une indemnité de gestion égale à 2 mois d'intérêts calculés au taux d'intérêt sur le capital remboursé par anticipation ;

Les intérêts normaux courront jusqu'au jour du remboursement anticipé effectif.

ANNULATION DU CREDIT

L'**Emprunteur** pourra annuler tout ou partie du Crédit non mis à disposition par le **Prêteur** sous réserve du respect d'un préavis de trente (30) jours ouvrés, et pour un montant minimum de 1.000.000 Euros (un million d'Euros) ou un multiple de 1.000.000 Euros (un million d'Euros), sans frais, indemnité ou coût de dédit.
Toute annulation ou remboursement anticipé de tout ou partie du Crédit sera définitive.

JUSTIFICATION DES FONDS

L'**Emprunteur** s'engage à fournir au **Prêteur** le jour de la mise à disposition des fonds ou à défaut, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, les justifications relatives à l'objet du prêt et au montant de la dépense.
L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à effectuer tout contrôle sur place ou sur pièce de l'exactitude des justifications fournies.
L'**Emprunteur** reconnaît que, à défaut d'une présentation des justifications de la dépense ayant servi de base au calcul du prêt, le prêt deviendra exigible.
L'**Emprunteur** s'engage, dans le cas où le montant des dépenses réellement engagées se révèlerait inférieur au coût du projet figurant dans la demande, à rembourser à due concurrence une partie du montant réalisé sans qu'aucune indemnité ou pénalité ne puisse lui être demandé.

CLAUSE D'ACTIONNARIAT

Les parties reconnaissent que le prêt est conclu en considération de la détention par l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, directement ou indirectement, d'une fraction du capital de l'Emprunteur lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de ce dernier. Dans le cas où cette condition ne serait pas maintenue, et indépendamment des situations définies aux conditions générales ci-après, le Prêteur aurait la faculté, de plein droit et sur simple avis, d'exiger le remboursement immédiat du prêt, celui-ci prenant fin de plein droit.
L'Emprunteur s'engage à informer le Prêteur, au plus tard 15 jours après qu'elle soit intervenue, de toute modification de son actionnariat ou celui de l'une de ses filiales.

CLAUSE DE DEFAUT CROISE

Indépendamment des situations définies aux conditions générales ci-après, le Prêteur aurait la faculté, de plein droit, sur simple avis, d'exiger le remboursement immédiat du prêt, en cas de défaut de paiement à bonne date d'une somme due par l'Emprunteur, en principal ou intérêts, au Prêteur ou à une filiale de ce dernier ou à un autre membre du groupe dont le Prêteur fait partie, au titre de toute autre opération de crédit qui a été ou serait conclue que ce soit en qualité de bénéficiaire du crédit ou de garant.

Le contrat de crédit est effectué dans le cadre d'un programme d'investissement de la Banque Européenne d'Investissement.
Les conditions de maintien du financement supposent le respect par la Compagnie des Transports Strasbourgeois des dispositions suivantes :

1. « Participation de la Banque Européenne d'investissement » :

La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'institution financière de l'Union européenne, créée en 1958 par le Traité de Rome, participant aux côtés des établissements bancaires au financement de programmes d'investissements s'inscrivant dans les objectifs économiques fixés par l'Union Européenne. Le prêt, objet des présentes, respectant l'ensemble des critères d'éligibilité requis pour obtenir le refinancement de la Banque européenne d'investissement (BEI) ; la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges accorde à la Compagnie des Transports Strasbourgeois une réduction de 25 (vingt-cinq) points de base au titre du prêt par rapport à l'indice de référence annuel pratiqué par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges pour un crédit comparable.

2. Le respect des engagements ci-dessous :

Ces engagements comprennent à la fois des obligations d'informations spécifiques de la part de la Compagnie des Transports Strasbourgeois et l'engagement de respecter les conditions d'éligibilité attachées au financement telles que les opérations dont le financement est possible notamment.

La Compagnie des Transports Strasbourgeois s'engage à informer la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges de tout manquement à une de ses obligations au titre des engagements listés ci-après.

(a) réaliser l'Opération concernée ainsi qu'il a été prévu ;

(b) utiliser le financement reçu exclusivement pour la réalisation de l'Opération concernée ;

(c) ce que toute demande de versement et/ou de paiement par la Compagnie des Transports Strasbourgeois soit effectuée sur un compte ouvert au nom du Bénéficiaire Final concerné dans les livres d'un établissement de crédit dûment habilité dans le pays où ledit Bénéficiaire Final est enregistré ou à son siège social ou encore dans le pays du lieu où le Projet est réalisé par le Bénéficiaire Final ;

(d) déclarer à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges qu'à sa connaissance, aucun fonds investi dans l'Opération concernée par le Bénéficiaire Final n'à une origine illicite, y compris d'activité de blanchiment d'argent ou lié au financement du terrorisme et à informer l'Emprunteur ou l'Intermédiaire si, à tout moment, il venait à en avoir connaissance ;

(e) conserver ses livres comptables, dans lesquels des écritures fidèles et exhaustives des actifs, opérations et transactions financières du Bénéficiaire Final en relation avec les Opérations devront être reflétées, en ce compris toutes dépenses en relation avec les Opérations, et ce dans le respect des Principes Comptables Applicables en vigueur à la date concernée ;

(f) déclarer à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges qu'il se conforme à toutes lois et réglementations auxquelles il ou les Opérations sont soumis dès lors qu'un manquement à ladite loi ou réglementation constitue ou est raisonnablement susceptible de constituer un changement significatif défavorable affectant le respect de ses obligations au titre du Contrat Subsidiaire concerné ;

(g) passer, le cas échéant, les marchés et commandes de travaux, de matériels, de fournitures et de services, destinés à l'exécution des Opérations : (a) en conformité avec le droit communautaire en général et plus particulièrement les Directives communautaires applicables aux Opérations ; et, (b) dans l'hypothèse où ces textes ne seraient pas applicables aux Bénéficiaires Finaux et/ou aux Opérations, en recourant à des procédures de passation des marchés qui, à la satisfaction de la Banque, respecteraient les critères d'économie et d'efficacité ;

(h) **Entretien** : entretenir, réparer, faire réviser et renouveler les biens de chaque Opération afin d'en garantir le bon fonctionnement ;

(i) **Biens :** conserver, sauf accord préalable écrit de la Banque (via l'Emprunteur et l'Intermédiaire), la propriété de tout ou partie significative des biens des Opérations et entretenir et renouveler lesdits biens de façon à ce qu'ils conviennent à l'usage auquel ils sont destinés et de façon à assurer la continuité du service d'exploitation. La Banque ne pourra refuser son accord que si la mesure envisagée est de nature à nuire à ses intérêts en qualité de prêteur ou si l'éligibilité des Opérations à un financement par la Banque au titre de l'article 309 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne est remise en cause

(j) **Assurances** : assurer de manière appropriée les travaux et les biens réalisés pour les Opérations, auprès de compagnies d'assurance de premier ordre en conformité avec les pratiques en vigueur dans le secteur concerné (et notamment responsabilité civile, dommages matériels, sinistres et assurance de personnes) ;

(k) **Autorisations et licences :** s'assurer que toutes les Autorisations nécessaires ou requises pour réaliser les Opérations sont délivrées et maintenues en vigueur ;

(l) **Environnement** : assurer l'exécution des Opérations en conformité avec le Droit Environnemental ;

(m) **Intégrité** : prendre, dans un délai raisonnable, toutes les mesures nécessaires à l'encontre de tout membre de ses organes de décision et de direction ayant été déclaré coupable par un jugement de dernier ressort d'une Infraction Pénale commise dans l'exercice de ses fonctions, et ce de telle sorte que ladite personne ne prenne pas part aux activités de l'Emprunteur et de l'Intermédiaire ayant un lien avec les fonds mis à disposition du Bénéficiaire Final concerné par l'Intermédiaire ou une Opération ; l'Emprunteur ou l'Intermédiaire informera sans délai la Banque de toute mesure prise par le Bénéficiaire Final dans le cadre du présent paragraphe ;

(n) **Droit d'audit** :

- informer la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges de toute allégation, plainte ou information sérieuse portant sur toute Infraction Pénale commise dans le cadre d'une ou des Opérations ;

- l'obligation pour le contractant concerné de tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre des Opérations ;

(o) **Visite** : permettre aux personnes désignées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges, ainsi qu'à celles désignées par toute institution et organisme de l'Union européenne en application de dispositions impératives du droit de l'Union européenne :

- d'effectuer des visites des lieux, installations et travaux concernés par l'Opération ;

- de s'entretenir avec les représentants du Bénéficiaire Final et de ne pas empêcher les interactions nécessaires avec toute personne impliquée ou affectée par l'Opération ;

- de revoir les livres et écritures comptables du Bénéficiaire Final relatifs à la réalisation de l'Opération et disposer, dans la mesure permise par la loi, de copies desdits documents ;

La Compagnie des Transports Strasbourgeois_devra s'assurer que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges puisse procéder à toute vérification qu'elle jugerait utile et s'engage également à apporter toute l'assistance nécessaire à cet effet ;

(p) **divulgation d'information** : reconnaitre que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges puisse devoir divulguer des informations se rapportant au Bénéficiaire Final, au Contrat Subsidiaire ou à l'Opération concernée, à toute institution ou organe compètent de l'Union européenne conformément aux règles d'ordre public de l'Union européenne.

(q) rembourser par anticipation tout prêt à la demande de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges en cas de manquement aux engagements susvisés.

La Compagnie des Transports Strasbourgeois s'engage à respecter lesdits engagements susvisés et communique à la demande de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges tout élément attestant du respect desdits engagements par tout Bénéficiaire Final.

La Compagnie des Transports Strasbourgeois s'engage à ce que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges exerce ses droits au titre du Contrat vis-à-vis de tout Bénéficiaire Final à la demande spécifique de la BEI et notamment, à titre d'exemple, à obtenir à la demande de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges des informations quant au respect des clauses environnementales et de communiquer à la BEI toute information obtenues à cet égard.

La Compagnie des Transports Strasbourgeois s'engage à ce que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges exerce ses droits au titre des Contrats dans le respect des intérêts de la BEI.

Les stipulations ci-dessus demeureront d'application pour toute la durée du prêt consenti à l'Opération par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges.

Les présentes dispositions font partie intégrante du contrat de financement. Le non-respect de l'un quelconque des engagements y figurant constitue un motif d'exigibilité anticipée de la ressource par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges.

CONDITIONS GENERALES

DECLARATION GENERALE

L'**Emprunteu**r et éventuellement la **Caution** déclarent qu'il n'existe de leur chef aucun obstacle d'ordre légal ou contractuel à la conclusion des présentes par suite de faillite, redressement judiciaire, cessation de paiement, liquidation des biens, confiscation, mise sous séquestre totale ou partielle de leurs biens, placement sous sauvegarde de justice, tutelle de majeur ou curatelle, ou tout autre motif, et que leur situation d'endettement est celle indiquée lors de la demande de prêt.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** s'engage :
- à fournir les garanties prévues aux présentes,
- à payer les frais, droits et indemnités auxquels pourraient donner lieu les présentes et leurs suites et autorise le **Prêteur** à prélever les frais de dossier selon le barème en vigueur ainsi que toutes sommes dues et non encore payées par l'**Emprunteur** y compris, le cas échéant, les frais de garantie,
- il convient d'ajouter au TEG calculé les frais d'information annuelle des **Cautions**.

Le coût annuel de l'information des **Cautions** est susceptible d'évoluer et figure sur la plaquette tarifaire « professionnels » disponible en votre agence,
- à employer les fonds du prêt, qui lui est consenti par le **Prêteur,** selon la désignation et la destination précisées dans les présentes,
- à se soumettre à toutes opérations de vérification, contrôle, effectuées par le **Prêteur** ou ses mandataires en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt. Il s'engage en outre à fournir au **Prêteur** à toute époque tout renseignement qui pourra lui être demandé sur sa situation financière et notamment tous documents comptables et/ou fiscaux.

DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** déclare :

- que la signature de ce contrat a été régulièrement autorisée par les organes compétents de la personne morale et que les mesures nécessaires à l'exécution du contrat sont prises,
- que ses comptes sociaux sont sincères et véritables et, le cas échéant, certifiés par les Commissaires aux Comptes,
- qu'il ne relève ou n'est susceptible de relever d'aucune procédure collective ou d'aucun règlement amiable,
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de l'Administration Fiscale, des Douanes, de la Sécurité Sociale et d'autres organismes sociaux,
- qu'aucun évènement en cours n'est constitutif d'un cas d'exigibilité anticipée prévu par les présentes.

CONDITION SUSPENSIVE - CONDITION RESOLUTOIRE STIPULEES AU SEUL BENEFICE DU PRETEUR

Les clauses du présent paragraphe sont stipulées au seul bénéfice du **Prêteur**.

Lorsqu'une garantie est exigée par le **Prêteur**, le prêt est en principe consenti sous la condition suspensive que cette garantie soit effectivement donnée. Si le prêt est réalisé avant que la garantie soit effectivement donnée, à défaut de constitution de la garantie, les sommes versées par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** doivent être immédiatement remboursées au **Prêteur**.

Il est également consenti sous la condition résolutoire qu'il ne soit porté à la connaissance du **Prêteur**, postérieurement à sa décision d'accorder le prêt, aucun fait ou information qui aurait été de nature - si le **Prêteur** en avait été informé - à conduire à un refus du prêt.

En outre, le contrat doit être conclu dans les trois mois suivant la décision du **Prêteur** d'accorder le prêt ; à défaut le **Prêteur** peut revenir sur son accord et refuser le prêt ou en modifier les clauses et conditions.

REALISATION DU PRET

La mise à disposition des fonds du ou des présents prêts se fera à partir de la conclusion du contrat principal, c'est-à-dire :
- pour une acquisition, à partir de la signature du contrat de vente,
- pour les constructions, améliorations ou autres financements : au fur et à mesure de l'avancement des travaux ou de la présentation de factures.

La réalisation du prêt s'effectue, généralement :
- soit au moyen d'un virement adressé au Notaire ou au rédacteur de l'acte objet du prêt,
- soit au moyen d'un chèque émis à l'ordre du vendeur, remis à l'**Emprunteur** ou adressé directement au vendeur,
- soit par versement au compte de l'**Emprunteur**, ou au profit de tous les délégataires désignés par lui et acceptés par le **Prêteur**.

De convention expresse, si le prêt est réalisé sur le compte courant de l'**Emprunteur**, cette réalisation n'opérera aucune novation de la créance du **Prêteur**, et n'affectera notamment en aucune manière les sûretés consenties à ce dernier en garantie du remboursement du prêt.

Dans l'hypothèse où le prêt est réalisé par inscription sur le compte de l'**Emprunteur**, celui-ci reconnaît que la réalisation du prêt et de ses remboursements seront suffisamment justifiés par les écritures du **Prêteur**.

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à débiter son compte de façon permanente du montant des sommes exigibles. Tous les versements auront lieu au siège du **Prêteur**, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une de ses Agences.

CONTRE-PASSATION

Dans la mesure où l'opération de prélèvement autorisée par l'**Emprunteur** à la clause « autorisation de prélèvement » aurait pour effet de faire apparaître un débit au solde du compte de l'**Emprunteur**, ce dernier autorise le **Prêteur** à contre-passer l'écriture de débit sans que cette opération emporte novation de la créance constatée au contrat de prêt.

EXCLUSION DU COMPTE COURANT

Les parties reconnaissent expressément l'autonomie du contrat de prêt et conviennent expressément d'exclure toute créance résultant du prêt de tout mécanisme de compensation inhérent à la relation de compte courant, et ce nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans toute convention conclue entre les parties. L'**Emprunteur** renonce ainsi à exercer tout droit de compensation dont il pourrait se prévaloir pour le paiement des créances issues du contrat de prêt y compris la compensation pour dettes connexes.

REMBOURSEMENT DU PRET - PAIEMENT DES INTERETS - INDEMNITES

L'**Emprunteur** s'engage à rembourser le prêt et à payer des intérêts au **Prêteur** conformément aux dispositions des conditions financières et particulières des présentes. En cas de financement soumis au code de la consommation, l'utilisation de lettre de change ou de billet à ordre pour le remboursement du crédit est interdite.

Le montant de la première échéance sera minoré ou majoré du montant des intérêts en fonction de la date effective de remise des fonds par rapport au point de départ du délai d'amortissement.

Le montant des échéances en capital et intérêts est précisé sur le tableau d'amortissement remis à l'**Emprunteur**.

Intérêts de retard :

Toute somme non payée à son échéance ou à sa date d'exigibilité donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable au paiement d'intérêts de retard dont le taux est précisé au paragraphe « TAUX DES INTERETS DE RETARD » ou pour les prêts soumis au Code de la Consommation au paragraphe « DEFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR ».

Il en sera de même de toutes avances faites par le Prêteur notamment pour les primes payées aux compagnies d'assurance.

Les intérêts de retard sont exigibles à tout instant et si, par suite de leur retard de paiement, ils sont dus pour une année entière, ils produiront eux-mêmes des intérêts au taux majoré indiqué ci-dessus, et ce, conformément aux dispositions de l'article 1343-2 du Code Civil relatif à la capitalisation des intérêts.

Indemnité de recouvrement due si le prêt n'est pas soumis au code de la consommation :

Si pour parvenir au recouvrement de sa créance, le **Prêteur** a recours à un mandataire de Justice ou exerce des poursuites ou produit à un ordre, l'**Emprunteur** s'oblige à lui payer, outre les dépens mis à sa charge, une indemnité forfaitaire de 7 % calculée sur le montant des sommes exigibles avec un montant minimum de 2 000 euros.

IMPUTATION DES PAIEMENTS

Tous paiements partiels de l'**Emprunteur** s'imputent d'abord sur la portion du PRET non garantie lorsque les sûretés du PRET ne garantissent qu'une partie du PRET, et notamment en cas de cautionnement limité.

SOLIDARITE ET INDIVISIBILITE

Solidarité

Il est expressément stipulé que toutes les obligations résultant du présent contrat à la charge de l'**Emprunteur** engageront solidairement toutes les personnes désignées sous cette entité.

Indivisibilité en cas de décès

La créance du **Prêteur** étant stipulée indivisible pourra être réclamée à chacun des héritiers de tout débiteur conformément à l'article 1320 dernier alinéa du Code Civil. Ceux-ci auront éventuellement à supporter solidairement les frais de signification faite en vertu de l'article 877 du Code Civil.

TAUX DES INTERETS DE RETARD

Le taux des intérêts de retard sera égal au taux du prêt, majoré de **4,0000** point(s).

CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE

La dénomination « la **Caution** » s'applique à chaque personne désignée aux conditions financières et particulières sous la rubrique « cautionnement (s) solidaire(s) ».

Chaque **Caution,** après avoir pris connaissance des clauses et conditions du présent prêt :

- déclare se constituer caution solidaire de l'**Emprunteur** envers le **Prêteur** qui accepte, pour le remboursement des sommes dues en principal, intérêts, frais et accessoires, en vertu du présent acte et jusqu'à concurrence des sommes acceptées par chaque **Caution**,
- renonce au bénéfice de discussion, c'est-à-dire qu'au cas où le **Prêteur** serait le créancier d'une somme quelconque, il pourrait poursuivre indifféremment l'**Emprunteur** et/ou l'une ou l'autre des **Cautions**,
- renonce au bénéfice de division, ce qui implique qu'au cas où le **Prêteur** serait garanti par d'autres cautions, il pourrait réclamer toute la créance à une seule des cautions, dans la limite de son engagement, sans avoir à poursuivre les autres cautions.

Chaque **Caution** déclare :

- avoir reçu un exemplaire du présent acte et en agréer les termes,
- bien connaître la portée réelle de son engagement et l'obligation de rembourser les sommes dues sur le prêt en cas de défaillance de l'**Emprunteur**,
- bien connaître la situation réelle de l'**Emprunteur** pour s'en être informée auprès de lui, ainsi que la possibilité d'en connaître l'évolution soit en s'adressant à lui, soit en consultant le **Prêteur** qui, dans la limite du respect du secret professionnel la renseignera notamment sur la ponctualité des paiements,
- ne pouvoir ultérieurement opposer au **Prêteur** une connaissance insuffisante de cette situation,
- attester sur l'honneur la véracité des renseignements fournis concernant son patrimoine et ses engagements de crédits et déclarer expressément n'avoir pas d'autres dettes ou garanties données en cours autre que celles déclarées,
- que la modification ou la disparition des liens ou des rapports de faits ou de droit susceptibles d'exister entre l'une ou l'autre des **Cautions** et l'**Emprunteur**, ainsi que le changement de forme juridique de l'une ou l'autre des **Cautions** et/ou de l'**Emprunteur** et/ou du **Prêteur** n'emportera pas le désengagement de la **Caution,**
- déclare que l'engagement pris envers le **Prêteur** conservera sa validité au profit de tout tiers qui viendrait à être substitué au **Prêteur** par voie de fusion ou de scission, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une réitération de l'engagement,
- qu'en cas de cautionnements multiples et partiels, les divers engagements de caution destinés à garantir le crédit sont cumulatifs et non alternatifs, ainsi, le **Prêteur** pourra actionner chacune des **Cautions** à hauteur de son engagement total tant que le crédit cautionné ne sera pas intégralement soldé,
- que son engagement demeurera entièrement valable même dans le cas où l'**Emprunteur** ne pourrait pas être garanti au titre de l'assurance décès-invalidité et ce, pour quelque cause que ce soit,
- que si l'une ou l'autre des **Cautions** venait à décéder avant le remboursement total des sommes dues par l'**Emprunteur**, il y aurait solidarité et indivisibilité entre ses héritiers et ses représentants.

Chaque **Caution** s'engage :

- à informer le **Prêteur** de tous les changements qui interviendraient dans sa situation ayant pour effet de modifier notablement la consistance et/ou la valeur de son patrimoine,
- à communiquer au **Prêteur** ses éventuels changements d'adresse.

Chaque **Caution** reconnaît :

- que le **Prêteur** pourra, sans avoir à respecter d'autre formalité que l'envoi d'une lettre recommandée, exercer son recours contre elle dès que sa créance sur l'**Emprunteur** deviendra exigible pour une raison quelconque, notamment en cas de déchéance du terme,
- que si par l'effet de la loi, la déchéance du terme ne pouvait être prononcée à l'encontre de l'**Emprunteur**, par exemple en cas de redressement judiciaire, elle serait néanmoins déchue du bénéfice du terme et tenue de rembourser immédiatement l'intégralité des sommes dues,
- qu'elle restera tenue de son engagement en cas de transfert, sous quelque forme que ce soit, de la charge de remboursement du prêt au profit d'un cessionnaire de l'**Emprunteur**, notamment dans le cadre d'une procédure collective.

Chaque **Caution** :

- accepte d'ores et déjà tous délais de paiement qui pourraient être accordés par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** et renonce à se prévaloir des dispositions de l'article 2316 du Code Civil qui, sans dégager la **Caution** de son engagement, l'autorise à poursuivre l'**Emprunteur**,

Il en sera ainsi que la **Caution** se soit libérée partiellement ou totalement de ses obligations et alors même que le présent engagement serait d'un montant inférieur aux sommes dues par l'**Emprunteur** au **Prêteur**,

- accepte qu'en cas de cautionnement partiel, les paiements faits par l'**Emprunteur** s'imputeront d'abord sur la partie non cautionnée de la dette,
- renonce expressément à se prévaloir des éventuelles remises de dettes qui pourraient être consenties par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** ou à d'autres obligés : chaque remise demeurera distincte et personnelle à son bénéficiaire et ne pourra en aucun cas bénéficier aux autres obligés.

Le présent cautionnement s'ajoute à toutes garanties qui ont été ou seront fournies au prêteur par la **Caution**, l'**Emprunteur** ou toute autre personne.

INFORMATION DES CAUTIONS

L'information annuelle légalement exigée, s'effectuera par simple lettre envoyée par le **Prêteur** à la **Caution** avant le 31 mars de chaque année.

La preuve de la bonne exécution de cet envoi se fait par tout moyen (production d'un listing informatique ou autre).

Cette information pourra donner lieu à une tarification à la charge de l'**Emprunteur,** qui l'accepte, dont le montant pourra être actualisé chaque année et figure aux conditions générales de Banque.

Dans l'hypothèse où la **Caution** n'aurait pas reçu cette information avant le 31 mars de chaque année, elle s'engage à le signaler au **Prêteur** qui lui adressera un nouvel exemplaire de la lettre qui ne lui serait donc pas parvenue.

ASSURANCE DES BIENS

L'adhésion à une assurance contre les risques de perte et dommages notamment en cas d'incendie du bien financé ou donné en garantie ne constitue pas une condition obligatoire d'octroi du crédit.

Toutefois l'attention de l'**Emprunteur** est attirée sur les conséquences susceptibles de découler de la destruction totale ou partielle du bien donné en garantie.

L'**Emprunteur** reconnaît avoir été informé qu'en cas de sinistre occasionnant la perte totale ou partielle du bien financé, il devra poursuivre le remboursement de son prêt conformément aux dispositions contractuelles et qu'à défaut, il s'expose à la déchéance du bénéfice de son prêt et, le cas échéant, à la déclaration des incidents de paiement à la Banque de France.

S'il décide de ne pas souscrire à une assurance couvrant les risques ci-dessus évoqués ou d'y renoncer, c'est en toute connaissance de cause qu'il devra en assumer les conséquences, le **Prêteur** ne pouvant être tenu pour responsable à quelque titre que ce soit de la décision de l'**Emprunteur**, ou le cas échéant de toute autre personne ayant donné en garantie du présent prêt un bien susceptible d'être assuré.

L'**Emprunteur**, et/ou le cas échéant le **Tiers Garant**, s'oblige(nt) à informer le **Prêteur** et à lui fournir les justificatifs de toute assurance souscrite en vue de couvrir les risques de perte et dommages du bien donné en garantie pour lui permettre, conformément à l'article L 121-13 du code des assurances, de faire opposition à tout moment et pendant la durée du crédit entre les mains de l'**Assureur**.
En cas de sinistre du ou des biens donnés en garantie, l'**Emprunteur** et/ou le **Tiers Garant** le cas échéant, s'engage(nt) à en informer immédiatement le **Prêteur**, les indemnités dues par l'**Assureur** seront jusqu'à concurrence du montant de la créance exigible résultant des présentes versées directement par lui au **Prêteur** conformément aux dispositions de l'article L 121-13 du code des assurances.
L'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, aura la faculté de rétablir le bien donné en garantie dans son état primitif dans un délai d'un an à partir du sinistre. L'indemnité sera alors remise à l'**Emprunteur**, ou le cas échéant au **Tiers Garant**, déduction faite de ce qui sera exigible, par acomptes qui lui seront versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, constaté s'il y a lieu par un délégué du **Prêteu**r. Si à l'expiration de ce délai d'un an l'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, n'a pas commencé à faire reconstruire ou s'il a notifié son intention de ne pas reconstruire, l'indemnité sera définitivement acquise à due concurrence au **Prêteur** et imputée sur la créance comme versement par anticipation.

DECHEANCE DU TERME

Exigibilité du présent prêt

Le prêt deviendra de plein droit exigible, si bon semble à la banque, en capital, intérêts, frais, commissions et accessoires par la seule survenance de l'un quelconque des évènements énoncés ci-dessous et dans les huit jours de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'**Emprunteur** par le **Prêteur** :
- en cas de non-respect d'un seul des engagements stipulés à ce contrat, notamment en cas d'utilisation des fonds à une destination autre que celle indiquée au contrat de prêt ou de déclaration inexacte,
- à défaut de paiement à bonne date par l'**Emprunteur** d'une quelconque somme due au **Prêteur** au titre de ce présent prêt ou de tous autres contrats, à un quelconque organisme privilégié (notamment impôts, contributions, taxes, cotisations sociales) ainsi qu'à tout autre créancier (primes ADI),
- si l'**Emprunteur** cesse de remplir les conditions réglementaires qui lui ont permis d'obtenir le présent prêt,
- si la garantie du prêt devient insuffisante, notamment dans le cas où les biens de l'**Emprunteur** ou de la **Caution** ne seraient pas suffisamment assurés contre les différents risques susceptibles de les atteindre ou seraient donnés en gage,
- en cas de saisie mobilière ou immobilière, interdiction bancaire et oppositions de toute nature, redressement ou liquidation judiciaire, état d'insolvabilité ou de cessation des paiements révélés par des impayés, protêts ou déconfiture de l'**Emprunteur** ou de la **Caution** et toutes formes de poursuite dont ils feraient l'objet,
- en cas de décès de l'**Emprunteur** et/ou de la personne adhérente à l'assurance groupe et ce à due concurrence du montant couvert par l'assurance,
- en cas de divorce, séparation de corps ou séparation de biens judiciaire, entraînant dissolution puis liquidation de la communauté existant entre les personnes désignées sous le terme l'**Emprunteur**,
- en cas de cessation d'exploitation ou de cession de l'entreprise (individuelle ou sous forme sociale) comme au cas où l'**Emprunteur** cesserait de faire valoir personnellement son exploitation,
- dans tous les cas où les justifications, renseignements et déclarations fournis par l'**Emprunteur** et les **Cautions** auraient été reconnus faux ou inexacts comme au cas où ceux-ci se seraient rendus coupables de toute manœuvre frauduleuse envers le **Prêteur,**
- en cas de perte par l'**Emprunteur** de plus de 50 % du capital social,
- en cas de fusion, scission, dissolution, apport de tout ou partie de l'actif social de l'**Emprunteur** à une autre société, modifications statutaires, relatives notamment à la répartition et à la détention du capital dans la société, à la modification de la personne des associés disposant d'un pouvoir effectif au sein de la société sans qu'un accord du **Prêteur** ait été donné ,
- en cas de violation des statuts de **l'Emprunteur**, ou de leur modification sans que celle-ci ait été communiquée préalablement au **Prêteur**,
- en cas d'incident(s) de paiement(s) déclaré(s) à la Banque de France,
- lorsque le prêt est garanti par un organisme de cautionnement, et dans le cas où sans accord préalable du **Prêteur**, les fonds provenant de la vente du bien immobilier objet du prêt ne seraient pas affectés au remboursement des sommes restant dues.

La non-application immédiate d'un cas d'exigibilité ne vaudra pas renonciation à une mise en jeu ultérieure de cette clause.

OBLIGATIONS D'INFORMATION INCOMBANT A L'EMPRUNTEUR

Tant que l'**Emprunteur** sera redevable d'une somme quelconque au titre du présent prêt à l'égard du **Prêteur**, il s'engage :

à fournir au Prêteur :

- annuellement et au plus tard six mois à compter de la date de l'arrêté comptable, tous les documents comptables et assimilés relatifs à la situation de l'entreprise (bilans, comptes de résultat, annexes, éventuellement balance, poste clients, carnet de commandes, état des stocks, et s'il y a lieu, rapport des commissaires aux comptes certifiant les comptes sociaux,.....).

Dans l'hypothèse où l'**Emprunteur** est une personne morale appartenant à un groupe de sociétés, il s'engage à fournir également les documents consolidés de l'ensemble du groupe six mois après la clôture de l'exercice.
- à tout moment, à la demande du **Prêteur** et dans les 21 jours de cette demande, toutes situations financières intermédiaires, tous documents et informations sur sa situation économique comptable et financière ainsi que sur celle de l'ensemble du groupe de personnes morales dont il fait éventuellement partie.

à notifier immédiatement au Prêteur :

- l'ouverture d'une procédure amiable ou de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de son entreprise ou de celle de la **Caution** ou encore celle de tout actionnaire détenant un tiers au moins de son capital social,
- toute décision de modification de la forme juridique de l'entreprise,
- la perte de la moitié de son capital,
- le changement de la personne de son représentant, la cession de la majorité de son capital social, ou de tout blocage du contrôle dudit capital.
- toute fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif ou cessation d'activité.

à informer le Prêteur dans les 8 jours de leur survenance :

- de tout évènement susceptible d'affecter sensiblement le volume de ses engagements financiers et notamment d'accroître ceux-ci de plus de 20 % par rapport au volume du trimestre précédent,
- de tout fait susceptible de nuire aux droits et garanties du **Prêteur**,
- de toute décision de rupture ou de non-renouvellement des concours par une autre banque.

Les informations prévues au présent article devront être communiquées par écrit au **Prêteur** même si les évènements visés font par ailleurs l'objet d'une publication légale.

FINANCEMENT A COURT TERME D'ATTENTE

En cas de mise à disposition des fonds préalable d'un prêt à court terme d'attente ayant permis à l'**Emprunteur**, d'effectuer ses investissements sans retard, l'**Emprunteur** donne ordre au **Prêteur** de rembourser dès la réalisation du prêt, et nonobstant tout autre terme convenu, toutes les sommes dues au titre du financement à court terme d'attente, celui-ci ayant la même destination que le présent prêt.

PREUVE
La preuve de la mise à disposition des fonds du prêt, de même que celle des remboursements, résultera des écritures du **Prêteur**.

CONTROLE ET VERIFICATION
Il est convenu que le **Prêteur** aura la possibilité et non pas l'obligation de procéder à tout moment à des opérations de vérification, contrôle, en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt.

TAUX EFFECTIF GLOBAL
Pour satisfaire aux prescriptions du Code de la Consommation, lors de la détermination du taux effectif global, peuvent être ajoutés au taux d'intérêt conventionnel, notamment le montant des frais de dossier, la prime assurance décès invalidité, les frais fiscaux, le coût des garanties. Les éléments non connus avec précision au moment de l'octroi du prêt, n'ont fait l'objet que d'une estimation.
Le taux effectif global, indiqué aux conditions financières et particulières, est calculé conformément à l'article L 314-1 du Code de la Consommation selon la méthode de calcul en vigueur à la date d'édition du présent document.

FRAIS
Tous les frais, droits et émoluments, ainsi que les indemnités auxquels pourront donner lieu les présentes et leurs suites seront à la charge exclusive de l'**Emprunteur**. Celui-ci mandate expressément le **Prêteur** pour faire le nécessaire.

IMPOTS
Les taxes ou impôts qui viendraient grever le présent prêt avant qu'il ne soit remboursé, devront s'ils n'ont pas été mis par la loi à la charge exclusive du **Prêteur**, être acquittés par l'**Emprunteur** en sus des sommes exigibles.

CLAUSE DE CESSIBILITE
L'**Emprunteur** reconnaît expressément que toute créance issue du prêt concerné, actuelle ou future, peut être librement cédée par le **Prêteur** sans formalité à un tiers tel qu'une banque centrale ou toute autre entité de refinancement des établissements de crédit nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans le/les Contrat(s) de Prêt(s).

SUBROGATION DU CONCEDANT EN FIN DE CONCESSION
Le Concédant et les autres Parties s'accordent à ce qu'une subrogation du Concédant dans tous les droits et obligations de l'Emprunteur envers la Banque au titre du présent Contrat de Crédit ait lieu automatiquement à la date d'effet de toute expiration, résiliation ou déchéance du Contrat de Concession, quelle que soit la cause de cette expiration, résiliation ou déchéance.
Dans l'hypothèse où, à l'expiration de la concession, l'EMS désignait la CTS comme nouvel exploitant, le présent contrat pourra toutefois, à la demande de l'EMS, être maintenu dans les mêmes conditions financières.

INFORMATIQUE ET LIBERTES FICHIER ET PARTAGE DU SECRET BANCAIRE
Les données à caractère personnel recueillies par le **Prêteur**, en qualité de responsable du traitement, dans le cadre de la mise en place du présent financement, sont nécessaires pour l'octroi du/des crédit(s), objet du présent financement, pour la souscription de l'assurance décès invalidité le cas échéant, pour la constitution des garanties éventuelles ainsi que pour la gestion et le recouvrement du/des crédit(s).
Il est précisé que, conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et tous textes subséquents, ces données pourront faire l'objet de traitements informatisés par la Caisse Régionale pour les finalités suivantes : connaissance de l'**Emprunteur** et, le cas échéant, du(des) garant(s), gestion de la relation bancaire et financière, octroi de crédits, gestion des produits et services, constitution et gestion des garanties éventuelles, recouvrement, études statistiques, évaluation et gestion du risque, lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, sécurité et prévention des impayés et de la fraude. Les opérations et données personnelles de l'**Emprunteur** et, le cas échéant, du(des) garant(s), sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale peut devoir communiquer des informations notamment à des organismes officiels, des autorités judiciaires ou administratives, légalement habilitées en France comme dans les pays qui sont destinataires de données personnelles. Les données personnelles recueillies et leurs mises à jour éventuelles seront, le cas échéant, communiquées à :
- toute entité du Groupe Crédit Agricole, en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement des sociétés,
- une ou plusieurs sociétés du Groupe Crédit Agricole, chargées de la gestion et de la prévention des risques opérationnels (notamment évaluation du risque, lutte contre le blanchiment des capitaux) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe,
- des partenaires de la Caisse Régionale pour permettre au titulaire des données à caractère personnel recueillies de bénéficier des prestations et/ou avantages du partenariat auquel il aura adhéré, le cas échéant,
- tout notaire instrumentaire, intervenant le cas échéant dans la formalisation du présent financement,
- des sous-traitants pour les seuls besoins de la sous-traitance.

La liste des entités du Groupe Crédit Agricole susceptibles d'être bénéficiaires des informations le(s) concernant pourra être communiquée à l'**Emprunteur** et, le cas échéant, au(x) garant(s) sur simple demande au service Réclamation de la Caisse Régionale, au siège social dont l'adresse figure en tête des présentes. Le titulaire des données à caractère personnel recueillies peut exercer immédiatement son droit d'opposition à quelque titre que ce soit. Il peut également, à tout moment, exercer son droit d'opposition et son droit d'accès et de rectification sur les données le concernant, tel qu'il est prévu par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, en contactant le service Réclamation de la Caisse Régionale, au siège social dont l'adresse figure en tête des présentes. Les frais de timbre seront remboursés au titulaire des données à caractère personnel recueillies sur demande de sa part.

GARANTIE
Les garanties offertes par l'**Emprunteur** à la sûreté du prêt sont indiquées aux conditions financières et particulières. L**'Emprunteur** ne pourra exiger la mise à disposition des fonds du crédit qu'après avoir fourni au **Prêteur** les garanties prévues.
Le **Prêteur** se réserve la possibilité au cours de la durée du crédit de demander à l'**Emprunteur** des garanties complémentaires si celles qui avaient été prises initialement venaient à disparaître ou à être modifiées dans leur existence et/ou consistance ou si la situation de l'**Emprunteur** venait à se modifier, sans préjudice de l'application des dispositions concernant l'exigibilité anticipée du prêt.

ATTRIBUTION DE JURIDICTION
En cas de contestation sur l'exécution du contrat de prêt, sauf application de l'article 44 du code de Procédure Civile, le **Prêteur** pourra en cas de litige, saisir à son choix, outre la juridiction du lieu où demeure le défendeur, celle du lieu d'exécution du présent contrat mentionné à la clause « autorisation de prélèvement ».

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat et ses suites, il est élu domicile pour le **Prêteur** en son Siège Social, pour l'**Emprunteur** et tout autre intervenant à l'acte, en leur domicile respectif, ou Siège Social.

SIGNATURE DU PRETEUR

Référence du prêt : 86290309748

Représenté(e) par M habilité(e) à cet effet

SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR

Référence du prêt : 86290309748

(1) Nom de la personne morale emprunteuse
(2) Nom (jeune fille si mariée), prénom du/des représentants
(3) Cocher la case correspondante
(4) Si nantissement donné en garantie, faire précéder la signature de la mention « Bon pour nantissement »
COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS

L'**Emprunteur** soussigné ……(1)
Représenté par ……(2)
Déclare :
- avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat, et connaître parfaitement les obligations qui en découlent,
- autoriser le **Prêteur** à partager le secret bancaire sur les données personnelles recueillies, dans le cadre du présent financement, conformément aux termes de la clause « INFORMATIQUE ET LIBERTES FICHIER ET PARTAGE DU SECRET BANCAIRE » des conditions générales du présent financement. Les droits d'accès, de rectification et d'opposition s'exercent dans les conditions de ladite clause,

DATE et SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR et cachet de la société (4)

A……..le……..

SIGNATURE DE LA CAUTION

Référence des prêts : 86290309748

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

(1) Signature accompagnée de la mention des nom et prénom du signataire et du cachet de la collectivité.

La **Caution** soussignée déclare avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat et connaître parfaitement les obligations qui en découlent,

SIGNATURE DE LA CAUTION (1) :

Monsieur Robert Hermann, Président de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

SIGNATURE DU CONCEDANT

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1) Signature accompagnée de la mention des nom et prénom du signataire et du cachet de la collectivité.

Monsieur Robert Hermann, Président de l' EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

ANNEXE 1

CONVENTION CADRE DE CESSION DE CREANCE PROFESSIONNELLE

Le présent contrat-cadre de cession de créances professionnelles à titre de garantie (le **"Contrat"**) a été conclu le xx xxx 2017

ENTRE :

(1) la société « Compagnie des Transports Strasbourgeois », société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 568 500 680 et dont le siège social est situé 14 Rue de la Gare Aux Marchandises à Strasbourg (67), représentée par Jean-Philippe Lally, autorisé à cet effet ;

Ci-après dénommée le **« Cédant »,**

(2) la société dénommée « Crédit Agricole Alsace Vosges », Caisse de crédit agricole mutuel inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 437 642 531 et dont le siège social est situé 1 Place de la Gare 67000 STRASBOURG agissant au présent acte en son nom et pour son compte et en sa qualité de Banque au titre du Contrat de Crédit, ci-après dénommée, avec ses éventuels successeurs ou cessionnaires dans le présent acte,

Ci-après dénommée le « **Bénéficiaire**»,

(Chacune des soussignées étant ci-après une "**Partie**" ou ensemble les "**Parties**").

1. **DEFINITIONS ET INTERPRETATION**

1.1 Les termes et expressions commençant par une majuscule et non expressément définis dans le Contrat (y compris dans les comparutions et le préambule) auront le sens qui leur est attribué dans le Contrat de crédit.

1.2 Les termes et expressions suivants auront la signification qui leur est attribuée ci-dessous :

"**Bénéficiaire**" désigne le Bénéficiaire tel qu'indiqué dans les comparutions ou tout successeur ayant la qualité d'établissement de crédit et pouvant bénéficier d'une cession de créances à titre de garantie conformément aux dispositions de l'article L.313-23 du Code monétaire et financier.

"**Bordereau**" désigne tout acte de cession de créances professionnelles établi par le Cédant conformément aux dispositions des articles L.313-23 à L. 313-34 du Code monétaire et financier, en application du Contrat et en conformité avec les stipulations de l'article 2 (*Cession de Créances Professionnelles*).

« **Concédant** » désigne l'Eurométropole de Strasbourg.

« **Contrat de concession** » désigne le traité de concession relatif à la réalisation des infrastructures de transports en commun et à l'exploitation de l'ensemble du réseau urbain de transports en commun de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), conclu le 27 décembre 1990, et ses vingt-six (26) avenants.

"**Conventions Sous-Jacentes**" désigne chacune des conventions conclues entre le Cédant et son(ses) co-contractant(s) telles que visées à l'article 2 (*Cession de Créances Professionnelles*) et dont résultent les Créances.

"**Créances**" désigne, à tout moment, les créances professionnelles, présentes ou futures, nées ou en germe, du Cédant sur son(ses) co-contractant(s) au titre des Conventions Sous-Jacentes.

"**Créances Cédées**" désigne, à tout moment, les Créances cédées à titre de garantie par le Cédant conformément aux stipulations du Contrat.

"**Date de Signature**" désigne la date de signature du Contrat.

"**Débiteur Cédé**" désigne le débiteur du Cédant au titre des Créances Cédées.

"**Obligations Garanties**" désigne les obligations de paiement du Cédant au titre du Contrat de crédit envers le Prêteur, dans chaque cas, pour le montant total des engagements du Prêteur pour le Crédit concerné, soit pour un montant total maximum en principal de 8.500.000 euros, augmenté de tout montant en principal résultant le cas échéant de la capitalisation d'intérêts et de tous intérêts, intérêts de retard, frais, indemnités, commissions, et accessoires quelconques, calculés conformément aux termes du Contrat de Crédit.

"**Période de Garantie**" désigne la période commençant à courir à la Date de Signature et prenant fin à la date à laquelle (a) les Obligations Garanties auront été entièrement, irrévocablement et inconditionnellement acquittées et (b) le Bénéficiaire n'aura plus aucune obligation (présente ou future, certaine ou éventuelle) au titre des Documents de Financement.

Initiales : 13

2. **CESSION DE CREANCES PROFESSIONNELLES**

2.1 Pour sûreté des Obligations Garanties, le Cédant s'engage à céder au Bénéficiaire, conformément aux dispositions des articles L.313-23 à L.313-34 du Code monétaire et financier, dans les conditions mentionnées aux Conditions financières et particulières du Prêt et selon deux Bordereaux substantiellement en la forme du modèle figurant en annexe, l'intégralité de ses Créances à (i) la contribution forfaitaire due par le Concédant pour l'Opération concernée telle que définie au Contrat de crédit conformément au Contrat de Concession (ii) ainsi que l'indemnité de remise des biens à la fin de la concession de l'article 12 ou 16 du Contrat de concession.

2.2 Les Créances devront être cédées au moyen de la remise par le Cédant à l'Agent, au nom et pour le compte des Bénéficiaires, de Bordereaux qui devront :

(a) comporter l'ensemble des mentions impératives requises par les dispositions des articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code monétaire et financier et les lois et règlements en vigueur ;

(b) être établi sur le modèle de l'annexe 1 au Contrat ;

(c) être signés par le représentant légal, ou un représentant dûment habilité à cet effet, du Cédant ; et

(d) désigner le Bénéficiaire comme établissement cessionnaire.

2.3 Toute remise d'un Bordereau emportera transfert en pleine propriété à titre de garantie au Bénéficiaire, des Créances Cédées identifiées dans le Bordereau, à compter de la date figurant sur ce Bordereau telle qu'apposée par la banque en ce compris tout principal, intérêts et accessoires des Créances Cédées et l'ensemble des sûretés et garanties, y compris les clauses de réserve de propriété, afférentes à ces Créances Cédées.

3. **OBLIGATIONS DU CEDANT AU TITRE DES CONVENTIONS SOUS-JACENTES**

Le Cédant et le Bénéficiaire conviennent expressément que :

(a) conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, le Cédant restera garant solidaire du paiement par le Débiteur Cédé des Créances Cédées ;

(b) l'exercice par le Bénéficiaire de l'un quelconque de leurs droits ou prérogatives au titre du Contrat ou du Bordereau ne déliera pas le Cédant de ses droits et obligations au titre des Conventions Sous-Jacentes ; et

(c) le Bénéficiaire n'encourra de responsabilité au titre des Conventions Sous-Jacentes, ou ne sera dans l'obligation d'exécuter quelque engagement ou obligation que ce soit incombant au Cédant au titre des Conventions Sous-Jacentes, ou ne sera dans l'obligation d'entreprendre une action en recouvrement quelconque au titre des Conventions Sous-Jacentes ; le Cédant s'interdit d'exiger du Bénéficiaire l'accomplissement d'une formalité quelconque ou une intervention de quelque nature que ce soit auprès de l'un ou l'autre du Débiteur Cédé et décharge le Bénéficiaire de toute responsabilité en cas de non-recouvrement pour quelque cause que ce soit des Créances Cédées.

4. **MANDAT AU CEDANT**

4.1 Sous réserve des stipulations de l'article 4.2, les Bénéficiaires constituent le Cédant mandataire pour l'encaissement et le recouvrement des Créances Cédées. Le Cédant reconnaît en conséquence que tout paiement, même partiel, reçu d'un Débiteur Cédé, sous quelque forme que ce soit, au titre de l'une des Créances Cédées, n'est reçu par lui qu'en qualité de mandataire du Bénéficiaire et que les sommes ainsi encaissées ou recouvrées sont la propriété du Bénéficiaire. Le Cédant s'oblige, en conséquence, à faire remise immédiate au Bénéficiaire, à première demande de celui-ci, des instruments de paiement ou des sommes que le Cédant aurait reçus du Débiteur Cédé (i) en fournissant au Bénéficiaire toutes les indications permettant d'identifier la ou les Créances Cédées auxquelles le paiement en question se rapporte et (ii) sans avoir le droit de retarder un tel versement ou d'effectuer une compensation entre ledit versement et toute somme dont le Bénéficiaire serait redevable envers le Cédant. Les instruments de paiement ou les sommes ainsi remis au Bénéficiaire seront affectés au paiement et au remboursement des sommes dues et exigibles au titre des Obligations Garanties.

4.2 Le mandat prévu à l'article 4.1 sera révoqué de plein droit en cas d'envoi par le Bénéficiaire au Débiteur Cédé d'une notification et/ou de la réception par le Bénéficiaire d'une acceptation dans les conditions prévues à l'article 5 (Notification et acceptation - Affectation). Dans l'hypothèse où, nonobstant l'envoi d'une notification au Débiteur Cédé et/ou la réception par le Bénéficiaire d'un acte d'acceptation, le Débiteur Cédé verserait une somme due au titre des Créances Cédées entre les mains du Cédant, celui-ci sera réputé avoir reçu ladite somme pour le compte du Bénéficiaire et s'oblige à reverser immédiatement ladite somme à l'Agent sur le compte bancaire dont celui-ci lui communiquera les coordonnées.

5. **NOTIFICATION ET ACCEPTATION - AFFECTATION**

5.1 Notification

En cas de survenance d'un cas d'exigibilité du prêt au titre du Contrat de Crédit, l'Agent pourra, à tout moment, et conformément à l'article L. 313-28 du Code monétaire et financier, adresser au Débiteur Cédé, une notification de la (des) cession(s) des Créances Cédées concernées intervenues en vertu du Contrat, ladite notification étant établie dans la forme du modèle figurant en annexe 2.

5.2 Acceptation

En cas de survenance d'un cas d'exigibilité du prêt au titre du Contrat de Crédit, le Bénéficiaire pourra, à tout moment, conformément à l'article L. 313-29 du Code monétaire et financier, demander au Débiteur Cédé d'accepter la (les) cession(s) des Créances Cédées intervenues en vertu du Contrat.

5.3 Affectation des sommes reçues et restitution

Les sommes reçues par le Bénéficiaire au titre des Créances Cédées seront affectées par lui au paiement des Obligations Garanties dues et exigibles conformément aux Documents de Financement.

Après affectation au paiement des Obligations Garanties dues et exigibles et sous réserve de l'absence de cas d'exigibilité du prêt à la date considérée, le solde (s'il en existe un) sera reversé par le Bénéficiaire Agent au Cédant par virement.

6. DECLARATIONS ET GARANTIES DU CEDANT

Le Cédant déclare et garantit au Bénéficiaire qu'au jour de la remise du Bordereau :

(a) les Créances Cédées par le Bordereau existent valablement et il en a la pleine propriété ;

(b) il peut valablement céder les Créances Cédées ;

(c) les mentions portées sur le Bordereau au titre des Créances Cédées sont exactes et suffisantes pour permettre l'identification de la Créance Cédée et du Débiteur Cédé conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ;

(d) les Créances Cédées sont libres de tous droits des tiers (en ce compris tous effets de commerce), de tout privilège ou autre Sûreté, excepté celles créées conformément aux stipulations du Contrat ; et

(e) aucun Débiteur Cédé n'a été délégué à un tiers au Contrat au titre d'une ou plusieurs Créances Cédées.

7. ENGAGEMENTS DU CEDANT

Le Cédant s'engage envers le Bénéficiaire pendant toute la durée de la Période de Garantie :

(a) à ne pas consentir ou laisser subsister une quelconque Sûreté sur les Créances Cédées, excepté celles créées conformément aux stipulations du Contrat ;

(b) à informer immédiatement le Bénéficiaire, dès qu'il en aura connaissance, de tout événement, litige ou différend relatif aux Créances Cédées ;

(c) sous réserve des stipulations des Documents de Financement, à ne pas modifier ou restreindre les droits afférents aux Créances Cédées ou les droits du Bénéficiaire vis-à-vis du Débiteur Cédé au titre des Créances Cédées ;

(d) à ne pas entreprendre une quelconque action relative à une Créance Cédée qui pourrait porter préjudice aux intérêts du Bénéficiaire ;

(e) à faire en sorte qu'aucun tiers au Contrat ne puisse valablement se prévaloir d'un droit de revendication, de compensation ou de demande reconventionnelle relatif à une Créance Cédée ;

(f) à ne pas accepter qu'il soit procédé à une compensation conventionnelle avec le Débiteur Cédé ;

(g) à ne pas compromettre, ni transiger en aucune manière au sujet des Créances Cédées ou des droits et garanties y attachés, et à ne pas renoncer, même partiellement, au bénéfice des Créances Cédées ou des droits et garanties y attachés, autrement que conformément aux stipulations des Documents de Financement ;

(h) à ne pas accepter, sans l'accord préalable écrit du Bénéficiaire, la modification des Conventions Sous-Jacentes ou de tout autre document donnant naissance aux Créances Cédées, autrement que conformément aux stipulations des Documents de Financement ;

(i) à remettre au Bénéficiaire tous titres et justificatifs que ce dernier jugera nécessaires à l'identification des Créances Cédées et à toute somme recouvrée au titre desdites Créances Cédées ; et

(j) à tout moment, à ses frais, à prendre toute mesure, à signer et/ou à fournir tout acte ou document supplémentaire, à effectuer toute formalité, et plus généralement, à faire tout ce que le Bénéficiaire pourrait raisonnablement considérer comme étant nécessaire, afin de permettre au Bénéficiaire d'exercer à tout moment les droits et recours qu'ils détiennent au titre du Contrat et du Bordereau.

8. DUREE

Le Contrat et la cession des Créances Cédées demeureront en vigueur pendant toute la durée de la Période de Garantie.

9. **TRANSFERT**

En cas de transfert ou cession de tout ou partie des droits et/ou des droits et obligations d'un Prêteur au titre du Contrat de Crédit, le Contrat bénéficiera de plein droit au bénéficiaire du transfert ou au cessionnaire dans la mesure de ce transfert ou de cette cession, et le bénéficiaire dudit transfert ou ledit cessionnaire deviendra partie au Contrat comme s'il avait été partie au Contrat dès l'origine en qualité de Prêteur. Tout bénéficiaire dudit transfert ou cessionnaire deviendra un Bénéficiaire dans la mesure où il est un établissement de crédit autorisé à bénéficier d'une cession de créances à titre de garantie conformément aux dispositions de l'article L. 313-23 du Code monétaire et financier. Toute référence dans le Contrat au Bénéficiaire inclura tout nouveau bénéficiaire du transfert ou cessionnaire, ce que reconnaît expressément le Cédant.

10. **DIVERS**

10.1 Le Contrat n'exclut et ne limite en aucune manière les autres droits du Bénéficiaire et n'affecte ni la nature ni l'étendue de tous engagements qui ont pu ou pourront par ailleurs être contractés ou accordés par le Cédant au profit du Bénéficiaire.

10.2 Si, à tout moment, une stipulation du Contrat est ou devient illicite, nulle et/ou inopposable, il est expressément convenu que les autres stipulations des présentes demeureront valables et opposables aux Parties indépendamment des stipulations illicites, nulles et/ou inopposables.

10.3 Le fait pour le Bénéficiaire de ne pas exercer, d'exercer avec retard ou d'exercer partiellement un droit, ne constitue pas une renonciation à ce droit et l'exercice d'un seul droit ou son exercice partiel n'empêchera pas le Bénéficiaire de l'exercer à nouveau dans l'avenir ou d'exercer tout autre droit.

11. **DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Le Contrat est régi et sera interprété conformément au droit français.

Tout litige relatif à la validité, à l'interprétation et à l'exécution du Contrat sera soumis à la compétence du Tribunal de commerce de Strasbourg, en premier ressort.

Fait à la date figurant en-tête des présentes, en deux (2) exemplaires originaux

Pour le CEDANT

Pour le BENEFICIAIRE

ANNEXE 1

ACTE DE CESSION DE CREANCES PROFESSIONNELLES
A TITRE DE GARANTIE

(soumis aux dispositions des Articles L. 313-23 à L.313-34 du Code Monétaire et Financier)

ENTRE :

1. **Entreprise cédante :** la société « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** », société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 568 500 680 et dont le siège social est situé 14 Rue de la Gare Aux Marchandises à Strasbourg (67), représentée par Jean-Philippe Lally, autorisé à cet effet ;
Ci-après dénommée dans le présent acte le « **Cédant** »,

2. **Etablissement de crédit bénéficiaire :** la société dénommée « **Crédit Agricole Alsace Vosges** », Caisse de crédit agricole mutuel inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 437 642 531 et dont le siège social est situé 1 Place de la Gare 67000 STRASBOURG agissant au présent acte en son nom et pour son compte et en sa qualité de Banque au titre du Contrat de Crédit, ci-après dénommée, avec ses éventuels successeurs ou cessionnaires dans le présent acte, le «**Cessionnaire** »,

3. Le présent acte est établi en vertu des conditions particulières du contrat de crédit conclu en date du xx xx 2017 entre, notamment, le Cédant, le Cessionnaire et l'Eurométropole de Strasbourg (le « **Contrat de Crédit** »). Les termes et expressions utilisés au présent acte auront, sauf si le contexte l'exige autrement, le sens qui leur est donné dans le Contrat de Crédit.

4. Cet acte de cession est destiné à garantir le remboursement de toutes les sommes susceptibles d'être dues au titre du Crédit soit la somme en principal d'un montant maximum de xxxxxxxx Euros à majorer de tous intérêts, intérêts de retard, frais, commissions et accessoires, et indemnités dus par l'Emprunteur au titre du Contrat de Crédit.

5. Créances Cédées au titre du présent acte :

Les Créances Cédées au titre du présent acte présentent les caractéristiques suivantes :

Désignation du Débiteur Cédé	Désignation du contrat donnant naissance à la Créance Cédée	Montant ou évaluation du montant de la Créance Cédée	Lieu de paiement prévu	Echéance
Eurométropole de Strasbourg (EMS)	Traité de concession relatif à la réalisation des infrastructures de transports en commun et à l'exploitation de l'ensemble du réseau urbain de transports en commun de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), conclu le 27 décembre 1990, et ses 26 avenants (le « **Contrat de Concession** »)	Montant estimé à [●] Euros, correspondant à la contribution forfaitaire due à la CTS conformément au Contrat de Concession.	cf. Contrat de Concession	cf. Contrat de Concession

6. Le présent acte est soumis à l'ensemble des dispositions des articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier.

7. Le présent acte est stipulé à ordre, transmissible par endos au profit d'un autre établissement de crédit.

8. Le Cédant s'engage à ne pas modifier les droits du Cessionnaire au titre des Créances Cédées, sans l'accord préalable et écrit du Cessionnaire, notamment en modifiant ou en restreignant l'objet ou les droits afférents aux Créances Cédées à l'encontre du Débiteur Cédé.

9. En cas de survenance d'un cas d'exigibilité anticipée au titre du Contrat de crédit, la Banque pourra notifier (dans les formes prévues par les articles L.313-23 et suivants du Code Monétaire et Financier) les cessions des créances aux débiteurs cédés, qui seront tenus, dès la réception de la notification, de s'acquitter des paiements dus au titre des Créances Cédées auprès de la Banque, par versement des sommes correspondantes sur le compte bancaire dont les références seront indiquées dans l'acte de notification. Si les versements effectués sont supérieurs aux sommes dues par l'Emprunteur au titre de la Documentation Financière, le solde éventuel sera restitué à l'Emprunteur.

10. Tout paiement reçu par l'Emprunteur ne le sera qu'en sa qualité de mandataire de la Banque pour le recouvrement des Créances Cédées.

A compter de la notification, l'Emprunteur s'oblige à faire remise immédiate à la Banque des instruments de paiement ou des sommes qu'il aurait reçus en dépit de la notification intervenue et à communiquer toutes indications utiles que cette dernière pourrait lui demander aux fins de recouvrer les Créances Cédées.

11. Le présent acte n'emporte aucune novation et ne décharge en aucune manière le Cédant de ses obligations de paiement et de remboursement au titre du Contrat de Crédit.

12. Le présent acte restera en vigueur et le Cessionnaire exercera les droits que lui donne sa qualité de créancier cessionnaire à titre de garantie en vertu du présent acte tant qu'un montant quelconque restera dû au titre de la Contrat de Crédit.

Initiales :

Date : xx xx 2017

Cédant
Par : Jean-Philippe LALLY, agissant en qualité de Directeur Général
Signature :

Cessionnaire
Par : xxxxx , xxxxxx
Signature :

ACTE DE CESSION DE CREANCES PROFESSIONNELLES
A TITRE DE GARANTIE

(soumis aux dispositions des Articles L. 313-23 à L.313-34 du Code Monétaire et Financier)

ENTRE :

1. **Entreprise cédante :** la société « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** », société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 568 500 680 et dont le siège social est situé 14 Rue de la Gare Aux Marchandises à Strasbourg (67), représentée par Jean-Philippe Lally, autorisé à cet effet ;
Ci-après dénommée dans le présent acte le « **Cédant** »,

2. **Etablissement de crédit bénéficiaire :** la société dénommée « **Crédit Agricole Alsace Vosges** », Caisse de crédit agricole mutuel inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 437 642 531 et dont le siège social est situé 1 Place de la Gare 67000 STRASBOURG agissant au présent acte en son nom et pour son compte et en sa qualité de Banque au titre du Contrat de Crédit, ci-après dénommée, avec ses éventuels successeurs ou cessionnaires dans le présent acte, le «**Cessionnaire** »,

3. Le présent acte est établi en vertu des conditions particulières du contrat de crédit conclu en date du xx xx 2017 entre, notamment, le Cédant, le Cessionnaire et l'Eurométropole de Strasbourg (le « **Contrat de Crédit** »). Les termes et expressions utilisés au présent acte auront, sauf si le contexte l'exige autrement, le sens qui leur est donné dans le Contrat de Crédit.

4. Cet acte de cession est destiné à garantir le remboursement de toutes les sommes susceptibles d'être dues au titre du Crédit soit la somme en principal d'un montant maximum de xxxxxxxx Euros à majorer de tous intérêts, intérêts de retard, frais, commissions et accessoires, et indemnités dus par l'Emprunteur au titre du Contrat de Crédit.

5. Créances Cédées au titre du présent acte :

Les Créances Cédées au titre du présent acte présentent les caractéristiques suivantes :

Désignation du Débiteur Cédé	Désignation du contrat donnant naissance à la Créance Cédée	Montant ou évaluation du montant de la Créance Cédée	Lieu de paiement prévu	Echéance
Eurométropole de Strasbourg (EMS)	Traité de concession relatif à la réalisation des infrastructures de transports en commun et à l'exploitation de l'ensemble du réseau urbain de transports en commun de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), conclu le 27 décembre 1990, et ses 26 avenants (le « **Contrat de Concession** »)	Tout montant correspondant aux versements devant être faits par l'EMS au titre de l'article 12 et/ou de l'article 16 du Contrat de Concession concernant les biens rachetés concernant le Projet financé par le Crédit accordé par le Cessionnaire sur la base du Contrat de Crédit.	cf. Contrat de Concession	cf. Contrat de Concession

6. Le présent acte est soumis à l'ensemble des dispositions des articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier.

7. Le présent acte est stipulé à ordre, transmissible par endos au profit d'un autre établissement de crédit.

8. Le Cédant s'engage à ne pas modifier les droits du Cessionnaire au titre des Créances Cédées, sans l'accord préalable et écrit du Cessionnaire, notamment en modifiant ou en restreignant l'objet ou les droits afférents aux Créances Cédées à l'encontre du Débiteur Cédé.

9. En cas de survenance d'un cas d'exigibilité anticipée au titre du Contrat de crédit, la Banque pourra notifier (dans les formes prévues par les articles L.313-23 et suivants du Code Monétaire et Financier) les cessions des créances aux débiteurs cédés, qui seront tenus, dès la réception de la notification, de s'acquitter des paiements dus au titre des Créances Cédées auprès de la Banque, par versement des sommes correspondantes sur le compte bancaire dont les références seront indiquées dans l'acte de notification. Si les versements effectués sont supérieurs aux sommes dues par l'Emprunteur au titre de la Documentation Financière, le solde éventuel sera restitué à l'Emprunteur.

10. Tout paiement reçu par l'Emprunteur ne le sera qu'en sa qualité de mandataire de la Banque pour le recouvrement des Créances Cédées.

A compter de la notification, l'Emprunteur s'oblige à faire remise immédiate à la Banque des instruments de paiement ou des sommes qu'il aurait reçus en dépit de la notification intervenue et à communiquer toutes indications utiles que cette dernière pourrait lui demander aux fins de recouvrer les Créances Cédées.

11. Le présent acte n'emporte aucune novation et ne décharge en aucune manière le Cédant de ses obligations de paiement et de remboursement au titre du Contrat de Crédit.

12. Le présent acte restera en vigueur et le Cessionnaire exercera les droits que lui donne sa qualité de créancier cessionnaire à titre de garantie en vertu du présent acte tant qu'un montant quelconque restera dû au titre de la Contrat de Crédit.

Date : xx xx 2017

Cédant
Par : Jean-Philippe LALLY, agissant en qualité de Directeur Général
Signature :

Cessionnaire
Par : xxxxx , xxxxxx
Signature :

ANNEXE 2

Notification de cession de créance professionnelle à titre de garantie

---

De : **Crédit agricole Alsace Vosges**
A : **Eurométropole de Strasbourg - A l'attention du Receveur des finances de la ville et de l'Eurométropole**

Objet : Acte de notification de cession de créance professionnelle à titre de garantie intervenue en date du xx xx 2017

Messieurs,

Dans les conditions prévues par les articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier, la société « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** », société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 568 500 680 et dont le siège social est situé 14 Rue de la Gare Aux Marchandises à Strasbourg (67) nous a cédé la (les) créance(s) suivante(s) [description de la (des) créance(s) cédée(s) reprenant les mentions du bordereau] dont vous êtes débiteur envers elle (la/les « **Créance(s)** ») en vertu de [l'article 14 du cahier des charges «Exploitation»] ou [l'article 12 et/ ou l'article 16] du traité de concession relatif à la réalisation des infrastructures de transports en commun et à l'exploitation de l'ensemble du réseau urbain de transports en commun de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), conclu le 27 décembre 1990 et ses vingt-six (26) avenants (le « **Contrat de Concession** »), et d'un acte de cession de créances professionnelles établi en date du [ ] 2017 (le « **Bordereau** »), dont une copie figure ci-joint.

Conformément aux dispositions de l'article L. 313-28 du Code Monétaire et Financier, nous vous demandons de cesser, à compter de la présente notification, tout paiement au titre de cette/ces Créance(s) au Cédant.

En conséquence, le règlement de votre dette devra être effectué en nos mains. Nous vous demandons, à compter de la présente notification, d'effectuer tout paiement au titre des créances objet du Bordereau directement sur notre compte ouvert dans nos livres sous les références : [ ].

Fait à Paris, le [ ]

Crédit agricole Alsace Vosges
Par:
Nom:
Titre :

ANNEXE 3

CAUTION SOLIDAIRE

Je soussigné M. Robert Herrmann, agissant pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg (ci-après « EMS ») dûment autorisé à cet effet aux termes d'une décision de la Commission Permanente de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 29 septembre 2017 autorisant l'EMS à signer le Contrat de Crédit en tant que Garant et à émettre la Caution, dont une copie certifiée conforme est ci-annexée (**Annexe n°1**) (la « **Caution** »),

Déclare par les présentes que l'EMS se constitue caution solidaire et indivisible de :

La société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois**», société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 568 500 680 et dont le siège social est situé 14 Rue de la Gare Aux Marchandises à Strasbourg (67) (le « **Cautionné** »),

vis-à-vis de la société dénommée « **Crédit Agricole Alsace Vosges** », Caisse de crédit agricole mutuel inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 437 642 531 et dont le siège social est situé 1 Place de la Gare 67000 STRASBOURG (la « **Banque** »),

Pour garantir le remboursement de l'ensemble des sommes en principal, intérêts, intérêts de retard, frais et accessoires, dues par le Cautionné au titre du prêt (le « **Crédit** ») consenti au Cautionné par la Banque pour une durée maximum de 20 ans, selon un contrat de crédit conclu en date du 12 mai 2017 entre la Caution, le Cautionné et la Banque (le « **Contrat de Crédit** »).

Le présent cautionnement est consenti conformément aux dispositions du Contrat de Crédit. Il est précisé que le montant maximum utilisable au titre du Crédit consentis au Cautionné s'élèvera, en principal, à un montant de 8.500.000 Euros, mais que, de convention expresse, le présent cautionnement garantira à la Banque le remboursement de 50% des sommes en principal effectivement mises à disposition du cautionné dans le cadre du Crédit et non encore remboursées à la date de la mise en jeu du cautionnement.

Les écritures relatives à l'utilisation du Crédit seront comptabilisées dans un compte spécialement ouvert à cet effet, dans les livres de la Banque, au nom du Cautionné, ce compte spécial étant distinct du compte courant dont le Cautionné peut être titulaire dans les livres de la Banque. Toutefois, en cas de comptabilisation des sommes ci-dessus au compte courant du Cautionné, le bénéfice du présent cautionnement demeurerait acquis à la Banque pour les mêmes causes.

ARTICLE I - LIMITE EN MONTANT DU CAUTIONNEMENT

L'obligation de la caution résultant du présent cautionnement est limitée à un montant maximum de 4.250.000 Euros. Il est rappelé que le présent cautionnement garantira à la Banque le remboursement de 50% des sommes en principal effectivement mises à disposition du cautionné dans le cadre du Crédit et non encore remboursées à la date de la mise en jeu du cautionnement.

ARTICLE II - PORTEE DU CAUTIONNEMENT

Le présent cautionnement est solidaire, c'est-à-dire qu'il entraîne pour la Caution renonciation aux bénéfices de discussion et de division. En renonçant aux bénéfices de discussion, la Caution accepte de payer la Banque sans pouvoir exiger que celle-ci poursuive préalablement le Cautionné. La renonciation aux bénéfices de division signifie que dans l'hypothèse où plusieurs personnes se seraient portées caution du Cautionné au profit de la Banque, cette dernière pourra exiger de l'une quelconque d'entre elles le paiement de la totalité de ce qui lui sera dû, le cas échéant par le Cautionné, dans la limite du montant de l'engagement de chaque caution, et sans préjudice de l'alinéa 6 de l'article L 2252-1 du Code général des collectivités territoriales.
Le présent cautionnement est en outre indivisible. En cas de disparition de la Caution pour quelque cause que ce soit, chacun des ayants droit sera tenu indivisiblement à l'exécution des présentes dans les mêmes conditions que la Caution. En conséquence, la Banque pourra réclamer la totalité des sommes dues au titre des présentes à n'importe laquelle de ces personnes, sans que puisse être imposée à la Banque une division quelconque de ses recours.

Enfin, le présent cautionnement n'affecte et ne pourra affecter en aucune manière la nature et l'étendue de tous engagements et de toutes garanties, réels ou personnels qui ont pu ou pourront être contractés ou fournis soit par la Caution, soit par tous tiers, et auxquels il s'ajoute ou s'ajoutera.

ARTICLE III - RECOURS DE LA BANQUE

La réalisation totale ou partielle des sommes utilisées dans le cadre du Crédit et des opérations traitées sera suffisamment justifiée par la remise du relevé des comptes ouverts dans les livres de la Banque au nom du Cautionné.

En cas de non-paiement d'une somme quelconque à bonne date, comme en cas de défaillance du Cautionné, la Caution s'engage irrévocablement à payer à la Banque, le montant intégral des sommes qui seraient dues à la Banque par l'Emprunteur dans les quinze (15) jours ouvrés de la réception par la Caution d'une notification adressée par la Banque à raison des présentes; le non-paiement d'une somme quelconque à bonne date ou la défaillance du Cautionné rend le présent engagement exécutoire de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, la Caution étant tenue de régler le montant de son obligation dans les quinze (15) jours ouvrés de la réception d'une notification adressée par la Banque, notamment en cas du déchéance du terme de l'obligation principale.

La Caution autorise dès à présent la Banque, sans qu'il puisse en résulter aucune réduction des engagements de la Caution envers elle, à donner son adhésion à tous atermoiements que pourrait solliciter le Cautionné et à toutes facilités de paiement qui pourraient lui être accordées pour quelque raison que ce soit, amiable ou judiciaire.

ARTICLE IV - RECOURS DE LA CAUTION

Du fait de son paiement, la Caution dispose contre le Cautionné des recours prévus par la loi et pourra bénéficier des droits, actions, et sûretés de la Banque à l'égard du Cautionné.

ARTICLE V - INFORMATION DE LA CAUTION

Conformément aux dispositions de l'article L.313-22 du Code monétaire et financier, la Banque est tenue au plus tard avant le 31 mars de chaque année de faire connaître à la Caution le montant du principal et des intérêts, commissions, frais et accessoires restant à courir au 31 décembre de l'année précédente au titre de l'obligation bénéficiant de la Caution, ainsi que le terme de cet engagement.

ARTICLE VI - CESSATION DU CAUTIONNEMENT

La Caution ne fait ni de la situation du Cautionné, ni de l'existence et du maintien d'autres cautions une condition déterminante de son cautionnement. De même, la modification ou la disparition des liens de fait ou de droits susceptibles d'exister entre la Caution et le Cautionné n'emporte pas libération de la Caution.

ARTICLE VII - IMPOTS ET FRAIS

Tous droits, impôts, taxes, pénalités et frais auxquels le présent acte, ainsi que son exécution pourraient donner lieu, seraient à la charge de la Caution, y compris les frais d'enregistrement en cas d'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE VIII – DUREE DU CAUTIONNEMENT

Le présent cautionnement restera en vigueur aussi longtemps qu'une somme restera due par le Cautionné à la Banque au titre du Contrat de Crédit.

ARTICLE IX - REMISE D'UNE COPIE DE L'ACTE DE CAUTIONNEMENT –

La Caution reconnaît avoir reçu de la Banque une copie du présent acte.

Fait à Strasbourg le xx xx 2017

Signature

***** Le signataire fera précéder sa signature de la mention suivante écrite de sa main: « En me portant caution de la société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** », dans la limite d'un montant maximum de quatre millions deux cent cinquante mille Euros (4.250.000 Euros) couvrant le paiement du principal et pour la durée prévue au Contrat de crédit, je m'engage à rembourser au prêteur les sommes dues sur mes revenus et mes biens à l'exception de ceux indispensables ou nécessaires à un ou plusieurs services publics si la société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** » n'y satisfait pas elle-même. En renonçant au bénéfice de discussion défini à l'article 2298 du Code civil et en m'obligeant solidairement avec la société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** », je m'engage à rembourser le créancier sans pouvoir exiger qu'il poursuive préalablement la société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** ».

CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES
67008 STRASBOURG CEDEX
Tél : 03 88 25 42 42 (non surtaxé) Fax : 03 88 25 41 57

Siège Social : 1 Place de la Gare 67000 STRASBOURG
RCS : 437 642 531 RCS Strasbourg

CONTRAT DE PRET

Les présentes ont pour objet de définir les conditions financières, particulières et générales d'un prêt consenti par le CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07008967 ci-après dénommé(e) le « **Prêteur** ».
Le présent prêt est consenti par le **Prêteur** à :

COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS
dont le siège social est : 14 R LA GARE AUX MARCHANDISES
CS 15002
67035-STRASBOURG CEDEX 2
Code APE : 4931Z
Numéro SIREN : 568500680

Représenté(e) par :
MONSIEUR LALLY JEAN PHILIPPE en qualité de REPRESENTANT
ci-après dénommé(s) l' « **Emprunteur** » quand bien même seraient-ils plusieurs.
Ces appellations désignent également les mandataires conventionnels ou les représentants légaux des parties.
Si le présent contrat comporte plusieurs prêts, la somme totale est désignée par abréviation le **Prêt**.
Chaque prêt est accompagné de ses conditions financières et particulières, comportant la désignation du crédit, ses conditions de remboursement, son taux effectif global et les garanties exigées.

Date d'édition du contrat : 13/07/2017

Les conditions de ce contrat sont valables jusqu'au 10/10/2017.

Dispositions spécifiques au démarchage
Lorsque le prêt a été conclu après qu'il a été précédé d'un démarchage dans les conditions fixées aux articles L 341-1 et suivants du code monétaire et financier, les dispositions suivantes sont également applicables.
A la demande de l'**Emprunteur**, le contrat prendra effet dès sa signature.
L'**Emprunteur** conserve néanmoins le droit de se rétracter dans le délai de 14 jours calendaires à compter de la signature du prêt, par lettre recommandée, adressée au siège social du **Prêteur**, dont l'adresse est en tête des présentes, indiquant les coordonnées de l'**Emprunteur** et la référence de financement du contrat de prêt faisant l'objet de la rétractation.
Si tout ou partie du prêt a déjà été mis à la disposition de l'**Emprunteur**, la rétractation n'est valablement exercée qu'à la condition d'être immédiatement accompagnée de la restitution de ces fonds et au plus tard dans les trente jours.
La rétractation intervient sans frais ni pénalité. Toutefois, si le contrat a commencé à être exécuté lorsqu'intervient la rétractation, le **Prêteur** pourra demander le paiement proportionnel du service financier fourni, c'est-à-dire des intérêts au taux contractuel depuis la date de mise à disposition des fonds.

Compte n° : 50521241010 - Agence de : STRASBOURG-ENTREPRISES
Référence financement : DU0658

OBJET DU FINANCEMENT
EXTENSION DE LA LIGNE F VERS KOENIGSHOFFEN

L'Emprunteur est concessionnaire du réseau urbain de transports en commun de l'Eurométropole de Strasbourg (ci-après « EMS » ou « le Concédant ») dans le cadre d'un traité de concession relatif à la réalisation des infrastructures de transports en commun et à l'exploitation de l'ensemble du réseau urbain de transports en commun de l'EMS conclu le 27 décembre 1990 pour une durée de 30 ans, assorti du Cahier des charges relatif à la construction de ligne de tramway et du Cahier des charges pour l'exploitation, ainsi que l'ensemble de ses annexes, et des vingt-six (26) avenants signés préalablement à la date des présentes (le « Contrat de Concession »).

Dans le cadre du Contrat de Concession, l'Emprunteur souhaite aujourd'hui lever des financements pour l'extension de la ligne F de tramway (ci-après « Opération concernée »).

Afin de financer le Projet, l'Emprunteur a sollicité du Prêteur, ce que ce dernier a accepté, la mise en place d'un crédit (le « Crédit ») selon les termes et conditions stipulées aux présentes.

Compte tenu de ce qui précède, le Prêteur, l'Emprunteur, le Concédant et le Garant sont convenus de conclure le présent Contrat de Crédit afin de préciser les termes et conditions auxquels sera soumis le Crédit consenti par la Banque à l'Emprunteur.

CONDITIONS FINANCIERES ET PARTICULIERES DU PRET

Référence du prêt : 86290309548 (numéro susceptible de modifications à l'initiative du **Prêteur**)

DESIGNATION DU CREDIT

MT INDEXE ENTREPRISE

Montant : dix millions euros (10 000 000,00 EUR)
Durée : 216 mois
Taux d'intérêt annuel initial révisable : 0,4400 %
Durée du différé d'amortissement : 36 mois
Index de base : **moyenne mensuelle de l'EURIBOR 3MOIS** du mois de mai 2017,
Il est convenu que si l'EURIBOR est inférieur à zéro, il sera réputé être égal à zéro
Valeur de l'index de base : **- 0,3290 %**

Taux d'intérêt plancher = 0,4400 %.
Le taux d'intérêt plancher est la valeur minimale du taux d'intérêt, peu importe l'évolution de l'indice de variation.

La première mise à disposition des fonds devra être effectuée au plus tard le 15/01/2018. Passé ce délai, aucune demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

La mise à disposition totale des fonds devra être effectuée au plus tard le 15/01/2021. Passé ce délai, aucune nouvelle demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

TAUX EFFECTIF GLOBAL
Taux d'intérêt annuel : 0,4400 % l'an
Frais fiscaux : 0,00 EUR
Frais de dossier : 10 000,00 EUR
Frais d'information caution évalués à : 828,00 EUR
Taux effectif global : 0,45 % l'an
Taux effectif global en fonction de la périodicité trimestrielle : 0,11 %
Le taux effectif global est calculé sur la base du taux d'intérêt annuel initial considéré fictivement comme fixe.

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT

Périodicité : trimestrielle
Nombre d'échéances : 72 Jour d'échéance retenu le : 31
Date de première échéance liée à la mise à disposition des fonds du prêt et précisée au tableau d'amortissement du prêt.
Date de dernière échéance précisée au tableau d'amortissement du prêt.
Montant des échéances sans assurance décès invalidité :

12 échéance(s) de 11 000,00 EUR (intérêts)
59 échéance(s) de 166 666,67 EUR (capital auquel seront ajoutés les intérêts)
1 échéance(s) de 166 666,47 EUR (capital auquel seront ajoutés les intérêts)

Les intérêts sont payables à terme échu.
Le remboursement du capital s'effectuera par amortissement constant.
Les montants d'échéances ne sont qu'indicatifs. Ils ont été calculés sur la base du taux d'intérêts indiqué ci-dessus. Chaque révision du taux d'intérêt aura une incidence sur les montants théoriques des échéances.

GARANTIES
A la sûreté et remboursement du présent prêt en principal et intérêts, frais, indemnités et autres accessoires et de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat, l'**Emprunteur** fournit au **Prêteur** la(les) garantie(s) désignée(s) ci-dessous :

CAUTIONNEMENTS SOLIDAIRES

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
dont le siège social est : 1 PARC DE L'ETOILE
67076 STRASBOURG CEDEX
Immatriculée 246700488 RCS
Représenté(e) par :
- M. Robert HERRMANN dûment habilité
Pour un montant en principal de 5 000 000,00 EUR, plus intérêts, commissions, frais et accessoires.

CESSION DE CREANCES (LOI DAILLY) A HAUTEUR DE 50% DU MONTANT EMPRUNTE

Convention cadre de cession de créances professionnelles (soumise aux dispositions des articles L 313.23 à L 313.34 du code Monétaire et Financier).
A la garantie de toutes les créances susceptibles de résulter du prêt, en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, l'Emprunteur consent en faveur du Prêteur, par acte séparé, une cession en pleine propriété à titre de garantie de créances professionnelles, conformément aux stipulations des articles L313-23 et suivants du code monétaire et financiers :

- Sur la contribution forfaitaire d'investissement à verser par l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex relative au projet d'investissement décrit dans la Tranche ferme – lot 2 « prolongement de la ligne F vers Koenigshoffen» du marché n° 2016-M080 « financements de projets d'extension de lignes de tramway et de l'acquisition de matériel roulant tramways » attribué au Crédit Agricole dans la limite de 50% des sommes dues par l'Emprunteur au Prêteur au titre des présentes.

- Sur l'indemnité de remise de biens en fin de concession en exécution du contrat de concession dans la limite de 50% des sommes dues par l'Emprunteur au Prêteur au titres des présentes.

DEFINITION DE LA PERIODE DE DIFFERE D'AMORTISSEMENT

Ce prêt comporte une période de différé d'amortissement dont la durée est indiquée dans les conditions financières ci-avant. Durant cette période, l'**Emprunteur** s'engage à payer à terme échu et conformément aux conditions financières ci-avant, les intérêts calculés à compter du jour de la première mise à disposition des fonds sur les sommes effectivement débloquées. En conséquence, il n'y a pas d'amortissement du capital durant cette période.

PRET A TAUX REVISABLE EUR 3 MOIS MOYENNE SEC

Le présent prêt portera intérêt au taux indiqué au paragraphe « DESIGNATION DU CREDIT » appelé taux d'intérêt annuel initial révisable.
A ce taux d'intérêt est associé un index appelé aussi index de référence qui est : moyenne mensuelle de l'EURIBOR 3MOIS.
La valeur initiale, appelée encore valeur de base, de l'index de référence, est indiquée au paragraphe « DESIGNATION DU CREDIT ».
La moyenne mensuelle de l'EURIBOR 3 mois d'un mois donné est la moyenne arithmétique de tous les EURIBOR 3 mois du mois considéré, établie sur le nombre de jours exacts du mois, en retenant le dernier taux publié pour les jours sans marché. Cette moyenne est calculée par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne (FBE). Elle est publiée sur le site Internet de la Banque de France et dans la presse économique et financière. Cet index est disponible dans les locaux du **Prêteur**.
L'EURIBOR (Taux Interbancaire de la zone Euro) est un indicateur des taux pratiqués sur le marché interbancaire au sein de la zone Euro. Calculé par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne (FBE), il est déterminé chaque jour ouvré pour douze échéances mensuelles (1 à 12 mois). Il est obtenu à partir des taux offerts affichés à onze heures par 57 établissements bancaires du panel de référence. Conformément aux usages des marchés interbancaires, ce taux est fixé sur la base d'une année de 360 jours.
Dans l'hypothèse où l'EURIBOR 3 MOIS viendrait à disparaître, il serait remplacé par le taux le plus proche qui lui serait substitué par le marché.
La révision interviendra tous les 3 mois, à partir de la date de l'échéance zéro.
L'échéance zéro est une échéance fictive qui n'a pour seul objet que de déterminer ces dates de révision.
Elle est fixée par référence à la première échéance de remboursement du prêt, comme suit :
- 1 mois avant la première échéance de remboursement s'il s'agit de mensualité,
- 3 mois avant s'il s'agit de trimestrialité,
- 6 mois avant s'il s'agit de semestrialité,
- 12 mois avant s'il s'agit d'annuité.

Cette première échéance est indiquée au tableau d'amortissement, elle peut être égale aux seuls intérêts en cas de différé d'amortissement du capital.
Index de révision :
Lorsqu'une révision intervient :
- au premier trimestre de l'année, l'index de référence est celui du mois de novembre précédent,
- au deuxième trimestre de l'année, l'index de référence est celui du mois de février précédent,
- au troisième trimestre de l'année, l'index de référence est celui du mois de mai précédent,
- au quatrième trimestre de l'année, l'index de référence est celui du mois d'août précédent.

Calcul du taux révisé applicable :
Le nouveau taux est obtenu en appliquant au taux initial du prêt, la variation à la hausse ou à la baisse, entre la valeur de l'index applicable à la révision et la valeur de base de cet index, précisée aux conditions financières et particulières du prêt. Le taux révisé théorique est arrondi au zéro ou cinq supérieur (de la 2ème décimale), s'il s'agit d'une révision à la baisse, et au zéro ou au cinq inférieur s'il s'agit d'une révision à la hausse.

REMBOURSEMENT ANTICIPE - INDEMNITE

L'**Emprunteur** a la faculté de rembourser par anticipation son prêt, en partie ou en totalité, à tout moment.
Une demande devra être adressée au **Prêteur** par lettre recommandée avec avis de réception portant mention de la date précise du remboursement anticipé et s'il s'agit d'un remboursement partiel, du montant du remboursement envisagé. Si cette date coïncide avec une date d'échéance, cette échéance sera exigible et le capital à rembourser par anticipation sera celui restant dû après cette échéance.
Tout remboursement anticipé pourra être partiel ou total ; sans pouvoir être inférieur à 10 % du montant initial du prêt sauf s'il s'agit de son solde.
Tout remboursement anticipé donnera lieu au paiement par l'**Emprunteur** des indemnités suivantes :
- une indemnité de gestion égale à 2 mois d'intérêts calculés au taux d'intérêt sur le capital remboursé par anticipation ;

Les intérêts normaux courront jusqu'au jour du remboursement anticipé effectif.

ANNULATION DU CREDIT

L'**Emprunteur** pourra annuler tout ou partie du Crédit non mis à disposition par le **Prêteur** sous réserve du respect d'un préavis de trente (30) jours ouvrés, et pour un montant minimum de 1.000.000 Euros (un million d'Euros) ou un multiple de 1.000.000 Euros (un million d'Euros), sans frais, indemnité ou coût de dédit.
Toute annulation ou remboursement anticipé de tout ou partie du Crédit sera définitive.

JUSTIFICATION DES FONDS

L'**Emprunteur** s'engage à fournir au **Prêteur** le jour de la mise à disposition des fonds ou à défaut, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, les justifications relatives à l'objet du prêt et au montant de la dépense.
L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à effectuer tout contrôle sur place ou sur pièce de l'exactitude des justifications fournies.
L'**Emprunteur** reconnaît que, à défaut d'une présentation des justifications de la dépense ayant servi de base au calcul du prêt, le prêt deviendra exigible.
L'**Emprunteur** s'engage, dans le cas où le montant des dépenses réellement engagées se révèlerait inférieur au coût du projet figurant dans la demande, à rembourser à due concurrence une partie du montant réalisé sans qu'aucune indemnité ou pénalité ne puisse lui être demandé.

CLAUSE D'ACTIONNARIAT

Les parties reconnaissent que le prêt est conclu en considération de la détention par l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, directement ou indirectement, d'une fraction du capital de l'Emprunteur lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de ce dernier. Dans le cas où cette condition ne serait pas maintenue, et indépendamment des situations définies aux conditions générales ci-après, le Prêteur aurait la faculté, de plein droit et sur simple avis, d'exiger le remboursement immédiat du prêt, celui-ci prenant fin de plein droit.
L'Emprunteur s'engage à informer le Prêteur, au plus tard 15 jours après qu'elle soit intervenue, de toute modification de son actionnariat ou celui de l'une de ses filiales.

CLAUSE DE DEFAUT CROISE

Indépendamment des situations définies aux conditions générales ci-après, le Prêteur aurait la faculté, de plein droit, sur simple avis, d'exiger le remboursement immédiat du prêt, en cas de défaut de paiement à bonne date d'une somme due par l'Emprunteur, en principal ou intérêts, au Prêteur ou à une filiale de ce dernier ou à un autre membre du groupe dont le Prêteur fait partie, au titre de toute autre opération de crédit qui a été ou serait conclue que ce soit en qualité de bénéficiaire du crédit ou de garant.

CONDITIONS GENERALES

DECLARATION GENERALE

L'**Emprunteu**r et éventuellement la **Caution** déclarent qu'il n'existe de leur chef aucun obstacle d'ordre légal ou contractuel à la conclusion des présentes par suite de faillite, redressement judiciaire, cessation de paiement, liquidation des biens, confiscation, mise sous séquestre totale ou partielle de leurs biens, placement sous sauvegarde de justice, tutelle de majeur ou curatelle, ou tout autre motif, et que leur situation d'endettement est celle indiquée lors de la demande de prêt.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** s'engage :

- à fournir les garanties prévues aux présentes,
- à payer les frais, droits et indemnités auxquels pourraient donner lieu les présentes et leurs suites et autorise le **Prêteur** à prélever les frais de dossier selon le barème en vigueur ainsi que toutes sommes dues et non encore payées par l'**Emprunteur** y compris, le cas échéant, les frais de garantie,
- il convient d'ajouter au TEG calculé les frais d'information annuelle des **Cautions**.

Le coût annuel de l'information des **Cautions** est susceptible d'évoluer et figure sur la plaquette tarifaire « professionnels » disponible en votre agence,

- à employer les fonds du prêt, qui lui est consenti par le **Prêteur,** selon la désignation et la destination précisées dans les présentes,
- à se soumettre à toutes opérations de vérification, contrôle, effectuées par le **Prêteur** ou ses mandataires en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt. Il s'engage en outre à fournir au **Prêteur** à toute époque tout renseignement qui pourra lui être demandé sur sa situation financière et notamment tous documents comptables et/ou fiscaux.

DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** déclare :

- que la signature de ce contrat a été régulièrement autorisée par les organes compétents de la personne morale et que les mesures nécessaires à l'exécution du contrat sont prises,
- que ses comptes sociaux sont sincères et véritables et, le cas échéant, certifiés par les Commissaires aux Comptes,
- qu'il ne relève ou n'est susceptible de relever d'aucune procédure collective ou d'aucun règlement amiable,
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de l'Administration Fiscale, des Douanes, de la Sécurité Sociale et d'autres organismes sociaux,
- qu'aucun évènement en cours n'est constitutif d'un cas d'exigibilité anticipée prévu par les présentes.

CONDITION SUSPENSIVE - CONDITION RESOLUTOIRE STIPULEES AU SEUL BENEFICE DU PRETEUR

Les clauses du présent paragraphe sont stipulées au seul bénéfice du **Prêteur**.

Lorsqu'une garantie est exigée par le **Prêteur**, le prêt est en principe consenti sous la condition suspensive que cette garantie soit effectivement donnée. Si le prêt est réalisé avant que la garantie soit effectivement donnée, à défaut de constitution de la garantie, les sommes versées par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** doivent être immédiatement remboursées au **Prêteur**.

Il est également consenti sous la condition résolutoire qu'il ne soit porté à la connaissance du **Prêteur**, postérieurement à sa décision d'accorder le prêt, aucun fait ou information qui aurait été de nature - si le **Prêteur** en avait été informé - à conduire à un refus du prêt.

En outre, le contrat doit être conclu dans les trois mois suivant la décision du **Prêteur** d'accorder le prêt ; à défaut le **Prêteur** peut revenir sur son accord et refuser le prêt ou en modifier les clauses et conditions.

REALISATION DU PRET

La mise à disposition des fonds du ou des présents prêts se fera à partir de la conclusion du contrat principal, c'est-à-dire :

- pour une acquisition, à partir de la signature du contrat de vente,
- pour les constructions, améliorations ou autres financements : au fur et à mesure de l'avancement des travaux ou de la présentation de factures.

La réalisation du prêt s'effectue, généralement :

- soit au moyen d'un virement adressé au Notaire ou au rédacteur de l'acte objet du prêt,
- soit au moyen d'un chèque émis à l'ordre du vendeur, remis à l'**Emprunteur** ou adressé directement au vendeur,
- soit par versement au compte de l'**Emprunteur**, ou au profit de tous les délégataires désignés par lui et acceptés par le **Prêteur**.

De convention expresse, si le prêt est réalisé sur le compte courant de l'**Emprunteur**, cette réalisation n'opérera aucune novation de la créance du **Prêteur**, et n'affectera notamment en aucune manière les sûretés consenties à ce dernier en garantie du remboursement du prêt.

Dans l'hypothèse où le prêt est réalisé par inscription sur le compte de l'**Emprunteur**, celui-ci reconnaît que la réalisation du prêt et de ses remboursements seront suffisamment justifiés par les écritures du **Prêteur**.

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à débiter son compte de façon permanente du montant des sommes exigibles. Tous les versements auront lieu au siège du **Prêteur**, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une de ses Agences.

CONTRE-PASSATION

Dans la mesure où l'opération de prélèvement autorisée par l'**Emprunteur** à la clause « autorisation de prélèvement » aurait pour effet de faire apparaître un débit au solde du compte de l'**Emprunteur**, ce dernier autorise le **Prêteur** à contre-passer l'écriture de débit sans que cette opération emporte novation de la créance constatée au contrat de prêt.

EXCLUSION DU COMPTE COURANT

Les parties reconnaissent expressément l'autonomie du contrat de prêt et conviennent expressément d'exclure toute créance résultant du prêt de tout mécanisme de compensation inhérent à la relation de compte courant, et ce nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans toute convention conclue entre les parties. L'**Emprunteur** renonce ainsi à exercer tout droit de compensation dont il pourrait se prévaloir pour le paiement des créances issues du contrat de prêt y compris la compensation pour dettes connexes.

REMBOURSEMENT DU PRET - PAIEMENT DES INTERETS - INDEMNITES

L'**Emprunteur** s'engage à rembourser le prêt et à payer des intérêts au **Prêteur** conformément aux dispositions des conditions financières et particulières des présentes. En cas de financement soumis au code de la consommation, l'utilisation de lettre de change ou de billet à ordre pour le remboursement du crédit est interdite.

Le montant de la première échéance sera minoré ou majoré du montant des intérêts en fonction de la date effective de remise des fonds par rapport au point de départ du délai d'amortissement.

Le montant des échéances en capital et intérêts est précisé sur le tableau d'amortissement remis à l'**Emprunteur**.

Intérêts de retard :

Toute somme non payée à son échéance ou à sa date d'exigibilité donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable au paiement d'intérêts de retard dont le taux est précisé au paragraphe « TAUX DES INTERETS DE RETARD » ou pour les prêts soumis au Code de la Consommation au paragraphe « DEFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR ».
Il en sera de même de toutes avances faites par le Prêteur notamment pour les primes payées aux compagnies d'assurance.
Les intérêts de retard sont exigibles à tout instant et si, par suite de leur retard de paiement, ils sont dus pour une année entière, ils produiront eux-mêmes des intérêts au taux majoré indiqué ci-dessus, et ce, conformément aux dispositions de l'article 1343-2 du Code Civil relatif à la capitalisation des intérêts.
Indemnité de recouvrement due si le prêt n'est pas soumis au code de la consommation :
Si pour parvenir au recouvrement de sa créance, le **Prêteur** a recours à un mandataire de Justice ou exerce des poursuites ou produit à un ordre, l'**Emprunteur** s'oblige à lui payer, outre les dépens mis à sa charge, une indemnité forfaitaire de 7 % calculée sur le montant des sommes exigibles avec un montant minimum de 2 000 euros.

IMPUTATION DES PAIEMENTS
Tous paiements partiels de l'**Emprunteur** s'imputent d'abord sur la portion du PRET non garantie lorsque les sûretés du PRET ne garantissent qu'une partie du PRET, et notamment en cas de cautionnement limité.

SOLIDARITE ET INDIVISIBILITE
Solidarité
Il est expressément stipulé que toutes les obligations résultant du présent contrat à la charge de l'**Emprunteur** engageront solidairement toutes les personnes désignées sous cette entité.
Indivisibilité en cas de décès
La créance du **Prêteur** étant stipulée indivisible pourra être réclamée à chacun des héritiers de tout débiteur conformément à l'article 1320 dernier alinéa du Code Civil. Ceux-ci auront éventuellement à supporter solidairement les frais de signification faite en vertu de l'article 877 du Code Civil.

TAUX DES INTERETS DE RETARD
Le taux des intérêts de retard sera égal au taux du prêt, majoré de **4,0000** point(s).

CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE
La dénomination « la **Caution** » s'applique à chaque personne désignée aux conditions financières et particulières sous la rubrique « cautionnement (s) solidaire(s) ».
Chaque **Caution,** après avoir pris connaissance des clauses et conditions du présent prêt :
- déclare se constituer caution solidaire de l'**Emprunteur** envers le **Prêteur** qui accepte, pour le remboursement des sommes dues en principal, intérêts, frais et accessoires, en vertu du présent acte et jusqu'à concurrence des sommes acceptées par chaque **Caution**,
- renonce au bénéfice de discussion, c'est-à-dire qu'au cas où le **Prêteur** serait le créancier d'une somme quelconque, il pourrait poursuivre indifféremment l'**Emprunteur** et/ou l'une ou l'autre des **Cautions**,
- renonce au bénéfice de division, ce qui implique qu'au cas où le **Prêteur** serait garanti par d'autres cautions, il pourrait réclamer toute la créance à une seule des cautions, dans la limite de son engagement, sans avoir à poursuivre les autres cautions.
Chaque **Caution** déclare :
- avoir reçu un exemplaire du présent acte et en agréer les termes,
- bien connaître la portée réelle de son engagement et l'obligation de rembourser les sommes dues sur le prêt en cas de défaillance de l'**Emprunteur**,
- bien connaître la situation réelle de l'**Emprunteur** pour s'en être informée auprès de lui, ainsi que la possibilité d'en connaître l'évolution soit en s'adressant à lui, soit en consultant le **Prêteur** qui, dans la limite du respect du secret professionnel la renseignera notamment sur la ponctualité des paiements,
- ne pouvoir ultérieurement opposer au **Prêteur** une connaissance insuffisante de cette situation,
- attester sur l'honneur la véracité des renseignements fournis concernant son patrimoine et ses engagements de crédits et déclarer expressément n'avoir pas d'autres dettes ou garanties données en cours autre que celles déclarées,
- que la modification ou la disparition des liens ou des rapports de faits ou de droit susceptibles d'exister entre l'une ou l'autre des **Cautions** et l'**Emprunteur**, ainsi que le changement de forme juridique de l'une ou l'autre des **Cautions** et/ou de l'**Emprunteur** et/ou du **Prêteur** n'emportera pas le désengagement de la **Caution,**
- déclare que l'engagement pris envers le **Prêteur** conservera sa validité au profit de tout tiers qui viendrait à être substitué au **Prêteur** par voie de fusion ou de scission, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une réitération de l'engagement,
- qu'en cas de cautionnements multiples et partiels, les divers engagements de caution destinés à garantir le crédit sont cumulatifs et non alternatifs, ainsi, le **Prêteur** pourra actionner chacune des **Cautions** à hauteur de son engagement total tant que le crédit cautionné ne sera pas intégralement soldé,
- que son engagement demeurera entièrement valable même dans le cas où l'**Emprunteur** ne pourrait pas être garanti au titre de l'assurance décès-invalidité et ce, pour quelque cause que ce soit,
- que si l'une ou l'autre des **Cautions** venait à décéder avant le remboursement total des sommes dues par l'**Emprunteur**, il y aurait solidarité et indivisibilité entre ses héritiers et ses représentants.
Chaque **Caution** s'engage :
- à informer le **Prêteur** de tous les changements qui interviendraient dans sa situation ayant pour effet de modifier notablement la consistance et/ou la valeur de son patrimoine,
- à communiquer au **Prêteur** ses éventuels changements d'adresse.
Chaque **Caution** reconnaît :
- que le **Prêteur** pourra, sans avoir à respecter d'autre formalité que l'envoi d'une lettre recommandée, exercer son recours contre elle dès que sa créance sur l'**Emprunteur** deviendra exigible pour une raison quelconque, notamment en cas de déchéance du terme,
- que si par l'effet de la loi, la déchéance du terme ne pouvait être prononcée à l'encontre de l'**Emprunteur**, par exemple en cas de redressement judiciaire, elle serait néanmoins déchue du bénéfice du terme et tenue de rembourser immédiatement l'intégralité des sommes dues,
- qu'elle restera tenue de son engagement en cas de transfert, sous quelque forme que ce soit, de la charge de remboursement du prêt au profit d'un cessionnaire de l'**Emprunteur**, notamment dans le cadre d'une procédure collective.
Chaque **Caution** :
- accepte d'ores et déjà tous délais de paiement qui pourraient être accordés par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** et renonce à se prévaloir des dispositions de l'article 2316 du Code Civil qui, sans dégager la **Caution** de son engagement, l'autorise à poursuivre l'**Emprunteur**,
Il en sera ainsi que la **Caution** se soit libérée partiellement ou totalement de ses obligations et alors même que le présent engagement serait d'un montant inférieur aux sommes dues par l'**Emprunteur** au **Prêteur**,
- accepte qu'en cas de cautionnement partiel, les paiements faits par l'**Emprunteur** s'imputeront d'abord sur la partie non cautionnée de la dette,
- renonce expressément à se prévaloir des éventuelles remises de dettes qui pourraient être consenties par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** ou à d'autres obligés : chaque remise demeurera distincte et personnelle à son bénéficiaire et ne pourra en aucun cas bénéficier aux autres obligés.
Le présent cautionnement s'ajoute à toutes garanties qui ont été ou seront fournies au prêteur par la **Caution**, l'**Emprunteur** ou toute autre personne.

INFORMATION DES CAUTIONS

L'information annuelle légalement exigée, s'effectuera par simple lettre envoyée par le **Prêteur** à la **Caution** avant le 31 mars de chaque année.
La preuve de la bonne exécution de cet envoi se fait par tout moyen (production d'un listing informatique ou autre).
Cette information pourra donner lieu à une tarification à la charge de l'**Emprunteur,** qui l'accepte, dont le montant pourra être actualisé chaque année et figure aux conditions générales de Banque.
Dans l'hypothèse où la **Caution** n'aurait pas reçu cette information avant le 31 mars de chaque année, elle s'engage à le signaler au **Prêteur** qui lui adressera un nouvel exemplaire de la lettre qui ne lui serait donc pas parvenue.

ASSURANCE DES BIENS

L'adhésion à une assurance contre les risques de perte et dommages notamment en cas d'incendie du bien financé ou donné en garantie ne constitue pas une condition obligatoire d'octroi du crédit.
Toutefois l'attention de l'**Emprunteur** est attirée sur les conséquences susceptibles de découler de la destruction totale ou partielle du bien donné en garantie.
L**'Emprunteur** reconnaît avoir été informé qu'en cas de sinistre occasionnant la perte totale ou partielle du bien financé, il devra poursuivre le remboursement de son prêt conformément aux dispositions contractuelles et qu'à défaut, il s'expose à la déchéance du bénéfice de son prêt et, le cas échéant, à la déclaration des incidents de paiement à la Banque de France.
S'il décide de ne pas souscrire à une assurance couvrant les risques ci-dessus évoqués ou d'y renoncer, c'est en toute connaissance de cause qu'il devra en assumer les conséquences, le **Prêteur** ne pouvant être tenu pour responsable à quelque titre que ce soit de la décision de l'**Emprunteur**, ou le cas échéant de toute autre personne ayant donné en garantie du présent prêt un bien susceptible d'être assuré.
L'**Emprunteur**, et/ou le cas échéant le **Tiers Garant**, s'oblige(nt) à informer le **Prêteur** et à lui fournir les justificatifs de toute assurance souscrite en vue de couvrir les risques de perte et dommages du bien donné en garantie pour lui permettre, conformément à l'article L 121-13 du code des assurances, de faire opposition à tout moment et pendant la durée du crédit entre les mains de l'**Assureur**.
En cas de sinistre du ou des biens donnés en garantie, l'**Emprunteur** et/ou le **Tiers Garant** le cas échéant, s'engage(nt) à en informer immédiatement le **Prêteur**, les indemnités dues par l'**Assureur** seront jusqu'à concurrence du montant de la créance exigible résultant des présentes versées directement par lui au **Prêteur** conformément aux dispositions de l'article L 121-13 du code des assurances.
L'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, aura la faculté de rétablir le bien donné en garantie dans son état primitif dans un délai d'un an à partir du sinistre. L'indemnité sera alors remise à l'**Emprunteur**, ou le cas échéant au **Tiers Garant**, déduction faite de ce qui sera exigible, par acomptes qui lui seront versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, constaté s'il y a lieu par un délégué du **Prêteu**r. Si à l'expiration de ce délai d'un an l'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, n'a pas commencé à faire reconstruire ou s'il a notifié son intention de ne pas reconstruire, l'indemnité sera définitivement acquise à due concurrence au **Prêteur** et imputée sur la créance comme versement par anticipation.

DECHEANCE DU TERME

Exigibilité du présent prêt

Le prêt deviendra de plein droit exigible, si bon semble à la banque, en capital, intérêts, frais, commissions et accessoires par la seule survenance de l'un quelconque des évènements énoncés ci-dessous et dans les huit jours de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l**'Emprunteur** par le **Prêteur** :
- en cas de non-respect d'un seul des engagements stipulés à ce contrat, notamment en cas d'utilisation des fonds à une destination autre que celle indiquée au contrat de prêt ou de déclaration inexacte,
- à défaut de paiement à bonne date par l'**Emprunteur** d'une quelconque somme due au **Prêteur** au titre de ce présent prêt ou de tous autres contrats, à un quelconque organisme privilégié (notamment impôts, contributions, taxes, cotisations sociales) ainsi qu'à tout autre créancier (primes ADI),
- si l'**Emprunteur** cesse de remplir les conditions réglementaires qui lui ont permis d'obtenir le présent prêt,
- si la garantie du prêt devient insuffisante, notamment dans le cas où les biens de l'**Emprunteur** ou de la **Caution** ne seraient pas suffisamment assurés contre les différents risques susceptibles de les atteindre ou seraient donnés en gage,
- en cas de saisie mobilière ou immobilière, interdiction bancaire et oppositions de toute nature, redressement ou liquidation judiciaire, état d'insolvabilité ou de cessation des paiements révélés par des impayés, protêts ou déconfiture de l'**Emprunteur** ou de la **Caution** et toutes formes de poursuite dont ils feraient l'objet,
- en cas de décès de l'**Emprunteur** et/ou de la personne adhérente à l'assurance groupe et ce à due concurrence du montant couvert par l'assurance,
- en cas de divorce, séparation de corps ou séparation de biens judiciaire, entraînant dissolution puis liquidation de la communauté existant entre les personnes désignées sous le terme l'**Emprunteur**,
- en cas de cessation d'exploitation ou de cession de l'entreprise (individuelle ou sous forme sociale) comme au cas où l'**Emprunteur** cesserait de faire valoir personnellement son exploitation,
- dans tous les cas où les justifications, renseignements et déclarations fournis par l'**Emprunteur** et les **Cautions** auraient été reconnus faux ou inexacts comme au cas où ceux-ci se seraient rendus coupables de toute manœuvre frauduleuse envers le **Prêteur,**
- en cas de perte par l'**Emprunteur** de plus de 50 % du capital social,
- en cas de fusion, scission, dissolution, apport de tout ou partie de l'actif social de l'**Emprunteur** à une autre société, modifications statutaires, relatives notamment à la répartition et à la détention du capital dans la société, à la modification de la personne des associés disposant d'un pouvoir effectif au sein de la société sans qu'un accord du **Prêteur** ait été donné ,
- en cas de violation des statuts de **l'Emprunteur**, ou de leur modification sans que celle-ci ait été communiquée préalablement au **Prêteur**,
- en cas d'incident(s) de paiement(s) déclaré(s) à la Banque de France,
- lorsque le prêt est garanti par un organisme de cautionnement, et dans le cas où sans accord préalable du **Prêteur**, les fonds provenant de la vente du bien immobilier objet du prêt ne seraient pas affectés au remboursement des sommes restant dues.

La non-application immédiate d'un cas d'exigibilité ne vaudra pas renonciation à une mise en jeu ultérieure de cette clause.

OBLIGATIONS D'INFORMATION INCOMBANT A L'EMPRUNTEUR

Tant que l'**Emprunteur** sera redevable d'une somme quelconque au titre du présent prêt à l'égard du **Prêteur**, il s'engage :

à fournir au Prêteur :

- annuellement et au plus tard six mois à compter de la date de l'arrêté comptable, tous les documents comptables et assimilés relatifs à la situation de l'entreprise (bilans, comptes de résultat, annexes, éventuellement balance, poste clients, carnet de commandes, état des stocks, et s'il y a lieu, rapport des commissaires aux comptes certifiant les comptes sociaux,.....).

Dans l'hypothèse où l'**Emprunteur** est une personne morale appartenant à un groupe de sociétés, il s'engage à fournir également les documents consolidés de l'ensemble du groupe six mois après la clôture de l'exercice.
- à tout moment, à la demande du **Prêteur** et dans les 21 jours de cette demande, toutes situations financières intermédiaires, tous documents et informations sur sa situation économique comptable et financière ainsi que sur celle de l'ensemble du groupe de personnes morales dont il fait éventuellement partie.

à notifier immédiatement au Prêteur :

- l'ouverture d'une procédure amiable ou de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de son entreprise ou de celle de la **Caution** ou encore celle de tout actionnaire détenant un tiers au moins de son capital social,

- toute décision de modification de la forme juridique de l'entreprise,
- la perte de la moitié de son capital,
- le changement de la personne de son représentant, la cession de la majorité de son capital social, ou de tout blocage du contrôle dudit capital.
- toute fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif ou cessation d'activité.

à informer le Prêteur dans les 8 jours de leur survenance :

- de tout évènement susceptible d'affecter sensiblement le volume de ses engagements financiers et notamment d'accroître ceux-ci de plus de 20 % par rapport au volume du trimestre précédent,
- de tout fait susceptible de nuire aux droits et garanties du **Prêteur**,
- de toute décision de rupture ou de non-renouvellement des concours par une autre banque.

Les informations prévues au présent article devront être communiquées par écrit au **Prêteur** même si les évènements visés font par ailleurs l'objet d'une publication légale.

FINANCEMENT A COURT TERME D'ATTENTE

En cas de mise à disposition des fonds préalable d'un prêt à court terme d'attente ayant permis à l'**Emprunteur**, d'effectuer ses investissements sans retard, l'**Emprunteur** donne ordre au **Prêteur** de rembourser dès la réalisation du prêt, et nonobstant tout autre terme convenu, toutes les sommes dues au titre du financement à court terme d'attente, celui-ci ayant la même destination que le présent prêt.

PREUVE

La preuve de la mise à disposition des fonds du prêt, de même que celle des remboursements, résultera des écritures du **Prêteur**.

CONTROLE ET VERIFICATION

Il est convenu que le **Prêteur** aura la possibilité et non pas l'obligation de procéder à tout moment à des opérations de vérification, contrôle, en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt.

TAUX EFFECTIF GLOBAL

Pour satisfaire aux prescriptions du Code de la Consommation, lors de la détermination du taux effectif global, peuvent être ajoutés au taux d'intérêt conventionnel, notamment le montant des frais de dossier, la prime assurance décès invalidité, les frais fiscaux, le coût des garanties. Les éléments non connus avec précision au moment de l'octroi du prêt, n'ont fait l'objet que d'une estimation.

Le taux effectif global, indiqué aux conditions financières et particulières, est calculé conformément à l'article L 314-1 du Code de la Consommation selon la méthode de calcul en vigueur à la date d'édition du présent document.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments, ainsi que les indemnités auxquels pourront donner lieu les présentes et leurs suites seront à la charge exclusive de l'**Emprunteur**. Celui-ci mandate expressément le **Prêteur** pour faire le nécessaire.

IMPOTS

Les taxes ou impôts qui viendraient grever le présent prêt avant qu'il ne soit remboursé, devront s'ils n'ont pas été mis par la loi à la charge exclusive du **Prêteur**, être acquittés par l'**Emprunteur** en sus des sommes exigibles.

CLAUSE DE CESSIBILITE

L'**Emprunteur** reconnaît expressément que toute créance issue du prêt concerné, actuelle ou future, peut être librement cédée par le **Prêteur** sans formalité à un tiers tel qu'une banque centrale ou toute autre entité de refinancement des établissements de crédit nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans le/les Contrat(s) de Prêt(s).

SUBROGATION DU CONCEDANT EN FIN DE CONCESSION

Le Concédant et les autres Parties s'accordent à ce qu'une subrogation du Concédant dans tous les droits et obligations de l'Emprunteur envers la Banque au titre du présent Contrat de Crédit ait lieu automatiquement à la date d'effet de toute expiration, résiliation ou déchéance du Contrat de Concession, quelle que soit la cause de cette expiration, résiliation ou déchéance.

Dans l'hypothèse où, à l'expiration de la concession, l'EMS désignait la CTS comme nouvel exploitant, le présent contrat pourra toutefois, à la demande de l'EMS, être maintenu dans les mêmes conditions financières.

INFORMATIQUE ET LIBERTES FICHIER ET PARTAGE DU SECRET BANCAIRE

Les données à caractère personnel recueillies par le **Prêteur**, en qualité de responsable du traitement, dans le cadre de la mise en place du présent financement, sont nécessaires pour l'octroi du/des crédit(s), objet du présent financement, pour la souscription de l'assurance décès invalidité le cas échéant, pour la constitution des garanties éventuelles ainsi que pour la gestion et le recouvrement du/des crédit(s).

Il est précisé que, conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et tous textes subséquents, ces données pourront faire l'objet de traitements informatisés par la Caisse Régionale pour les finalités suivantes : connaissance de l'**Emprunteur** et, le cas échéant, du(des) garant(s), gestion de la relation bancaire et financière, octroi de crédits, gestion des produits et services, constitution et gestion des garanties éventuelles, recouvrement, études statistiques, évaluation et gestion du risque, lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, sécurité et prévention des impayés et de la fraude. Les opérations et données personnelles de l'**Emprunteur** et, le cas échéant, du(des) garant(s), sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale peut devoir communiquer des informations notamment à des organismes officiels, des autorités judiciaires ou administratives, légalement habilitées en France comme dans les pays qui sont destinataires de données personnelles. Les données personnelles recueillies et leurs mises à jour éventuelles seront, le cas échéant, communiquées à :

- toute entité du Groupe Crédit Agricole, en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement des sociétés,
- une ou plusieurs sociétés du Groupe Crédit Agricole, chargées de la gestion et de la prévention des risques opérationnels (notamment évaluation du risque, lutte contre le blanchiment des capitaux) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe,
- des partenaires de la Caisse Régionale pour permettre au titulaire des données à caractère personnel recueillies de bénéficier des prestations et/ou avantages du partenariat auquel il aura adhéré, le cas échéant,
- tout notaire instrumentaire, intervenant le cas échéant dans la formalisation du présent financement,
- des sous-traitants pour les seuls besoins de la sous-traitance.

La liste des entités du Groupe Crédit Agricole susceptibles d'être bénéficiaires des informations le(s) concernant pourra être communiquée à l'**Emprunteur** et, le cas échéant, au(x) garant(s) sur simple demande au service Réclamation de la Caisse Régionale, au siège social dont l'adresse figure en tête des présentes. Le titulaire des données à caractère personnel recueillies peut exercer immédiatement son droit d'opposition à quelque titre que ce soit. Il peut également, à tout moment, exercer son droit d'opposition et son droit d'accès et de rectification sur les données le concernant, tel qu'il est prévu par la loi

n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, en contactant le service Réclamation de la Caisse Régionale, au siège social dont l'adresse figure en tête des présentes. Les frais de timbre seront remboursés au titulaire des données à caractère personnel recueillies sur demande de sa part.

GARANTIE

Les garanties offertes par l'**Emprunteur** à la sûreté du prêt sont indiquées aux conditions financières et particulières. L**'Emprunteur** ne pourra exiger la mise à disposition des fonds du crédit qu'après avoir fourni au **Prêteur** les garanties prévues.
Le **Prêteur** se réserve la possibilité au cours de la durée du crédit de demander à l'**Emprunteur** des garanties complémentaires si celles qui avaient été prises initialement venaient à disparaître ou à être modifiées dans leur existence et/ou consistance ou si la situation de l'**Emprunteur** venait à se modifier, sans préjudice de l'application des dispositions concernant l'exigibilité anticipée du prêt.

ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation sur l'exécution du contrat de prêt, sauf application de l'article 44 du code de Procédure Civile, le **Prêteur** pourra en cas de litige, saisir à son choix, outre la juridiction du lieu où demeure le défendeur, celle du lieu d'exécution du présent contrat mentionné à la clause « autorisation de prélèvement ».

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat et ses suites, il est élu domicile pour le **Prêteur** en son Siège Social, pour l'**Emprunteur** et tout autre intervenant à l'acte, en leur domicile respectif, ou Siège Social.

SIGNATURE DU PRETEUR

Référence du prêt : 86290309548

Représenté(e) par M habilité(e) à cet effet

SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR

Référence du prêt : 86290309548

(1) Nom de la personne morale emprunteuse
(2) Nom (jeune fille si mariée), prénom du/des représentants
(3) Cocher la case correspondante
(4) Si nantissement donné en garantie, faire précéder la signature de la mention « Bon pour nantissement »
COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS

L'**Emprunteur** soussigné ……(1)
Représenté par ……(2)
Déclare :
- avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat, et connaître parfaitement les obligations qui en découlent,
- autoriser le **Prêteur** à partager le secret bancaire sur les données personnelles recueillies, dans le cadre du présent financement, conformément aux termes de la clause « INFORMATIQUE ET LIBERTES FICHIER ET PARTAGE DU SECRET BANCAIRE » des conditions générales du présent financement. Les droits d'accès, de rectification et d'opposition s'exercent dans les conditions de ladite clause,

DATE et SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR et cachet de la société (4)

A……..le……..

SIGNATURE DE LA CAUTION

Référence des prêts : 86290309548

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

(1) Signature accompagnée de la mention des nom et prénom du signataire et du cachet de la collectivité.

La **Caution** soussignée déclare avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat et connaître parfaitement les obligations qui en découlent,

SIGNATURE DE LA CAUTION (1) :

Monsieur Robert Hermann, Président de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

SIGNATURE DU CONCEDANT

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1) Signature accompagnée de la mention des nom et prénom du signataire et du cachet de la collectivité.

Monsieur Robert Hermann, Président de l' EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

ANNEXE 1

CONVENTION CADRE DE CESSION DE CREANCE PROFESSIONNELLE

Le présent contrat-cadre de cession de créances professionnelles à titre de garantie (le **"Contrat"**) a été conclu le xx xxx 2017

ENTRE :

(1) la société « Compagnie des Transports Strasbourgeois », société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 568 500 680 et dont le siège social est situé 14 Rue de la Gare Aux Marchandises à Strasbourg (67), représentée par Jean-Philippe Lally, autorisé à cet effet ;

Ci-après dénommée le **« Cédant »,**

(2) la société dénommée « Crédit Agricole Alsace Vosges », Caisse de crédit agricole mutuel inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 437 642 531 et dont le siège social est situé 1 Place de la Gare 67000 STRASBOURG agissant au présent acte en son nom et pour son compte et en sa qualité de Banque au titre du Contrat de Crédit, ci-après dénommée, avec ses éventuels successeurs ou cessionnaires dans le présent acte,

Ci-après dénommée le « **Bénéficiaire**»,

(Chacune des soussignées étant ci-après une "**Partie**" ou ensemble les "**Parties**").

DEFINITIONS ET INTERPRETATION

Les termes et expressions commençant par une majuscule et non expressément définis dans le Contrat (y compris dans les comparutions et le préambule) auront le sens qui leur est attribué dans le Contrat de crédit.

Les termes et expressions suivants auront la signification qui leur est attribuée ci-dessous :

"**Bénéficiaire**" désigne le Bénéficiaire tel qu'indiqué dans les comparutions ou tout successeur ayant la qualité d'établissement de crédit et pouvant bénéficier d'une cession de créances à titre de garantie conformément aux dispositions de l'article L.313-23 du Code monétaire et financier.

"**Bordereau**" désigne tout acte de cession de créances professionnelles établi par le Cédant conformément aux dispositions des articles L.313-23 à L. 313-34 du Code monétaire et financier, en application du Contrat et en conformité avec les stipulations de l'article 2 (*Cession de Créances Professionnelles*).

« **Concédant** » désigne l'Eurométropole de Strasbourg.

« **Contrat de concession** » désigne le traité de concession relatif à la réalisation des infrastructures de transports en commun et à l'exploitation de l'ensemble du réseau urbain de transports en commun de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), conclu le 27 décembre 1990, et ses vingt-six (26) avenants.

"**Conventions Sous-Jacentes**" désigne chacune des conventions conclues entre le Cédant et son(ses) co-contractant(s) telles que visées à l'article 2 (*Cession de Créances Professionnelles*) et dont résultent les Créances.

"**Créances**" désigne, à tout moment, les créances professionnelles, présentes ou futures, nées ou en germe, du Cédant sur son(ses) co-contractant(s) au titre des Conventions Sous-Jacentes.

"**Créances Cédées**" désigne, à tout moment, les Créances cédées à titre de garantie par le Cédant conformément aux stipulations du Contrat.

"**Date de Signature**" désigne la date de signature du Contrat.

"**Débiteur Cédé**" désigne le débiteur du Cédant au titre des Créances Cédées.

"**Obligations Garanties**" désigne les obligations de paiement du Cédant au titre du Contrat de crédit envers le Prêteur, dans chaque cas, pour le montant total des engagements du Prêteur pour le Crédit concerné, soit pour un montant total maximum en principal de 8.500.000 euros, augmenté de tout montant en principal résultant le cas échéant de la capitalisation d'intérêts et de tous intérêts, intérêts de retard, frais, indemnités, commissions, et accessoires quelconques, calculés conformément aux termes du Contrat de Crédit.

"**Période de Garantie**" désigne la période commençant à courir à la Date de Signature et prenant fin à la date à laquelle (a) les Obligations Garanties auront été entièrement, irrévocablement et inconditionnellement acquittées et (b) le Bénéficiaire n'aura plus aucune obligation (présente ou future, certaine ou éventuelle) au titre des Documents de Financement.

CESSION DE CREANCES PROFESSIONNELLES

Pour sûreté des Obligations Garanties, le Cédant s'engage à céder au Bénéficiaire, conformément aux dispositions des articles L.313-23 à L.313-34 du Code monétaire et financier, dans les conditions mentionnées aux Conditions financières et particulières du Prêt et selon deux Bordereaux substantiellement en la forme du modèle figurant en annexe, l'intégralité de ses Créances à (i) la contribution forfaitaire due par le Concédant pour l'Opération concernée telle que définie au Contrat de crédit conformément au Contrat de Concession (ii) ainsi que l'indemnité de remise des biens à la fin de la concession de l'article 12 ou 16 du Contrat de concession.

Les Créances devront être cédées au moyen de la remise par le Cédant à l'Agent, au nom et pour le compte des Bénéficiaires, de Bordereaux qui devront :

(a) comporter l'ensemble des mentions impératives requises par les dispositions des articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code monétaire et financier et les lois et règlements en vigueur ;

(b) être établi sur le modèle de l'annexe 1 au Contrat ;

(c) être signés par le représentant légal, ou un représentant dûment habilité à cet effet, du Cédant ; et

(d) désigner le Bénéficiaire comme établissement cessionnaire.

Toute remise d'un Bordereau emportera transfert en pleine propriété à titre de garantie au Bénéficiaire, des Créances Cédées identifiées dans le Bordereau, à compter de la date figurant sur ce Bordereau telle qu'apposée par la banque en ce compris tout principal, intérêts et accessoires des Créances Cédées et l'ensemble des sûretés et garanties, y compris les clauses de réserve de propriété, afférentes à ces Créances Cédées.

OBLIGATIONS DU CEDANT AU TITRE DES CONVENTIONS SOUS-JACENTES

Le Cédant et le Bénéficiaire conviennent expressément que :

(a) conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, le Cédant restera garant solidaire du paiement par le Débiteur Cédé des Créances Cédées ;

(b) l'exercice par le Bénéficiaire de l'un quelconque de leurs droits ou prérogatives au titre du Contrat ou du Bordereau ne déliera pas le Cédant de ses droits et obligations au titre des Conventions Sous-Jacentes ; et

(c) le Bénéficiaire n'encourra de responsabilité au titre des Conventions Sous-Jacentes, ou ne sera dans l'obligation d'exécuter quelque engagement ou obligation que ce soit incombant au Cédant au titre des Conventions Sous-Jacentes, ou ne sera dans l'obligation d'entreprendre une action en recouvrement quelconque au titre des Conventions Sous-Jacentes ; le Cédant s'interdit d'exiger du Bénéficiaire l'accomplissement d'une formalité quelconque ou une intervention de quelque nature que ce soit auprès de l'un ou l'autre du Débiteur Cédé et décharge le Bénéficiaire de toute responsabilité en cas de non-recouvrement pour quelque cause que ce soit des Créances Cédées.

MANDAT AU CEDANT

Sous réserve des stipulations de l'article 4.2, les Bénéficiaires constituent le Cédant mandataire pour l'encaissement et le recouvrement des Créances Cédées. Le Cédant reconnaît en conséquence que tout paiement, même partiel, reçu d'un Débiteur Cédé, sous quelque forme que ce soit, au titre de l'une des Créances Cédées, n'est reçu par lui qu'en qualité de mandataire du Bénéficiaire et que les sommes ainsi encaissées ou recouvrées sont la propriété du Bénéficiaire. Le Cédant s'oblige, en conséquence, à faire remise immédiate au Bénéficiaire, à première demande de celui-ci, des instruments de paiement ou des sommes que le Cédant aurait reçus du Débiteur Cédé (i) en fournissant au Bénéficiaire toutes les indications permettant d'identifier la ou les Créances Cédées auxquelles le paiement en question se rapporte et (ii) sans avoir le droit de retarder un tel versement ou d'effectuer une compensation entre ledit versement et toute somme dont le Bénéficiaire serait redevable envers le Cédant. Les instruments de paiement ou les sommes ainsi remis au Bénéficiaire seront affectés au paiement et au remboursement des sommes dues et exigibles au titre des Obligations Garanties.

Le mandat prévu à l'article 4.1 sera révoqué de plein droit en cas d'envoi par le Bénéficiaire au Débiteur Cédé d'une notification et/ou de la réception par le Bénéficiaire d'une acceptation dans les conditions prévues à l'article 5 (Notification et acceptation - Affectation). Dans l'hypothèse où, nonobstant l'envoi d'une notification au Débiteur Cédé et/ou la réception par le Bénéficiaire d'un acte d'acceptation, le Débiteur Cédé verserait une somme due au titre des Créances Cédées entre les mains du Cédant, celui-ci sera réputé avoir reçu ladite somme pour le compte du Bénéficiaire et s'oblige à reverser immédiatement ladite somme à l'Agent sur le compte bancaire dont celui-ci lui communiquera les coordonnées.

NOTIFICATION ET ACCEPTATION - AFFECTATION

Notification

En cas de survenance d'un cas d'exigibilité du prêt au titre du Contrat de Crédit, l'Agent pourra, à tout moment, et conformément à l'article L. 313-28 du Code monétaire et financier, adresser au Débiteur Cédé, une notification de la (des) cession(s) des Créances Cédées concernées intervenues en vertu du Contrat, ladite notification étant établie dans la forme du modèle figurant en annexe 2.

Acceptation

En cas de survenance d'un cas d'exigibilité du prêt au titre du Contrat de Crédit, le Bénéficiaire pourra, à tout moment, conformément à l'article L. 313-29 du Code monétaire et financier, demander au Débiteur Cédé d'accepter la (les) cession(s) des Créances Cédées intervenues en vertu du Contrat.

Affectation des sommes reçues et restitution

Les sommes reçues par le Bénéficiaire au titre des Créances Cédées seront affectées par lui au paiement des Obligations Garanties dues et exigibles conformément aux Documents de Financement.

Après affectation au paiement des Obligations Garanties dues et exigibles et sous réserve de l'absence de cas d'exigibilité du prêt à la date considérée, le solde (s'il en existe un) sera reversé par le Bénéficiaire Agent au Cédant par virement.

DECLARATIONS ET GARANTIES DU CEDANT

Le Cédant déclare et garantit au Bénéficiaire qu'au jour de la remise du Bordereau :

(a) les Créances Cédées par le Bordereau existent valablement et il en a la pleine propriété ;

(b) il peut valablement céder les Créances Cédées ;

(c) les mentions portées sur le Bordereau au titre des Créances Cédées sont exactes et suffisantes pour permettre l'identification de la Créance Cédée et du Débiteur Cédé conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ;

(d) les Créances Cédées sont libres de tous droits des tiers (en ce compris tous effets de commerce), de tout privilège ou autre Sûreté, excepté celles créées conformément aux stipulations du Contrat ; et

(e) aucun Débiteur Cédé n'a été délégué à un tiers au Contrat au titre d'une ou plusieurs Créances Cédées.

ENGAGEMENTS DU CEDANT

Le Cédant s'engage envers le Bénéficiaire pendant toute la durée de la Période de Garantie :

(a) à ne pas consentir ou laisser subsister une quelconque Sûreté sur les Créances Cédées, excepté celles créées conformément aux stipulations du Contrat ;

(b) à informer immédiatement le Bénéficiaire, dès qu'il en aura connaissance, de tout événement, litige ou différend relatif aux Créances Cédées ;

(c) sous réserve des stipulations des Documents de Financement, à ne pas modifier ou restreindre les droits afférents aux Créances Cédées ou les droits du Bénéficiaire vis-à-vis du Débiteur Cédé au titre des Créances Cédées ;

(d) à ne pas entreprendre une quelconque action relative à une Créance Cédée qui pourrait porter préjudice aux intérêts du Bénéficiaire ;

(e) à faire en sorte qu'aucun tiers au Contrat ne puisse valablement se prévaloir d'un droit de revendication, de compensation ou de demande reconventionnelle relatif à une Créance Cédée ;

(f) à ne pas accepter qu'il soit procédé à une compensation conventionnelle avec le Débiteur Cédé ;

(g) à ne pas compromettre, ni transiger en aucune manière au sujet des Créances Cédées ou des droits et garanties y attachés, et à ne pas renoncer, même partiellement, au bénéfice des Créances Cédées ou des droits et garanties y attachés, autrement que conformément aux stipulations des Documents de Financement ;

(h) à ne pas accepter, sans l'accord préalable écrit du Bénéficiaire, la modification des Conventions Sous-Jacentes ou de tout autre document donnant naissance aux Créances Cédées, autrement que conformément aux stipulations des Documents de Financement ;

(i) à remettre au Bénéficiaire tous titres et justificatifs que ce dernier jugera nécessaires à l'identification des Créances Cédées et à toute somme recouvrée au titre desdites Créances Cédées ; et

(j) à tout moment, à ses frais, à prendre toute mesure, à signer et/ou à fournir tout acte ou document supplémentaire, à effectuer toute formalité, et plus généralement, à faire tout ce que le Bénéficiaire pourrait raisonnablement considérer comme étant nécessaire, afin de permettre au Bénéficiaire d'exercer à tout moment les droits et recours qu'ils détiennent au titre du Contrat et du Bordereau.

DUREE

Le Contrat et la cession des Créances Cédées demeureront en vigueur pendant toute la durée de la Période de Garantie.

TRANSFERT

En cas de transfert ou cession de tout ou partie des droits et/ou des droits et obligations d'un Prêteur au titre du Contrat de Crédit, le Contrat bénéficiera de plein droit au bénéficiaire du transfert ou au cessionnaire dans la mesure de ce transfert ou de cette cession, et le bénéficiaire dudit transfert ou ledit cessionnaire deviendra partie au Contrat comme s'il avait été partie au Contrat dès l'origine en qualité de Prêteur. Tout bénéficiaire dudit transfert ou cessionnaire deviendra un Bénéficiaire dans la mesure où il est un établissement de crédit autorisé à bénéficier d'une cession de créances à titre de garantie conformément aux dispositions de l'article L. 313-23 du Code monétaire et financier. Toute référence dans le Contrat au Bénéficiaire inclura tout nouveau bénéficiaire du transfert ou cessionnaire, ce que reconnaît expressément le Cédant.

Initiales :

DIVERS

Le Contrat n'exclut et ne limite en aucune manière les autres droits du Bénéficiaire et n'affecte ni la nature ni l'étendue de tous engagements qui ont pu ou pourront par ailleurs être contractés ou accordés par le Cédant au profit du Bénéficiaire.

Si, à tout moment, une stipulation du Contrat est ou devient illicite, nulle et/ou inopposable, il est expressément convenu que les autres stipulations des présentes demeureront valables et opposables aux Parties indépendamment des stipulations illicites, nulles et/ou inopposables.

Le fait pour le Bénéficiaire de ne pas exercer, d'exercer avec retard ou d'exercer partiellement un droit, ne constitue pas une renonciation à ce droit et l'exercice d'un seul droit ou son exercice partiel n'empêchera pas le Bénéficiaire de l'exercer à nouveau dans l'avenir ou d'exercer tout autre droit.

DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le Contrat est régi et sera interprété conformément au droit français.

Tout litige relatif à la validité, à l'interprétation et à l'exécution du Contrat sera soumis à la compétence du Tribunal de commerce de Strasbourg, en premier ressort.

Fait à la date figurant en-tête des présentes, en deux (2) exemplaires originaux

Pour le CEDANT

Pour le BENEFICIAIRE

ANNEXE 1

ACTE DE CESSION DE CREANCES PROFESSIONNELLES
A TITRE DE GARANTIE

(soumis aux dispositions des Articles L. 313-23 à L.313-34 du Code Monétaire et Financier)

ENTRE :

1. **Entreprise cédante :** la société « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** », société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 568 500 680 et dont le siège social est situé 14 Rue de la Gare Aux Marchandises à Strasbourg (67), représentée par Jean-Philippe Lally, autorisé à cet effet ;
Ci-après dénommée dans le présent acte le « **Cédant** »,

2. **Etablissement de crédit bénéficiaire :** la société dénommée « **Crédit Agricole Alsace Vosges** », Caisse de crédit agricole mutuel inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 437 642 531 et dont le siège social est situé 1 Place de la Gare 67000 STRASBOURG agissant au présent acte en son nom et pour son compte et en sa qualité de Banque au titre du Contrat de Crédit, ci-après dénommée, avec ses éventuels successeurs ou cessionnaires dans le présent acte, le «**Cessionnaire** »,

3. Le présent acte est établi en vertu des conditions particulières du contrat de crédit conclu en date du xx xx 2017 entre, notamment, le Cédant, le Cessionnaire et l'Eurométropole de Strasbourg (le « **Contrat de Crédit** »). Les termes et expressions utilisés au présent acte auront, sauf si le contexte l'exige autrement, le sens qui leur est donné dans le Contrat de Crédit.

4. Cet acte de cession est destiné à garantir le remboursement de toutes les sommes susceptibles d'être dues au titre du Crédit soit la somme en principal d'un montant maximum de xxxxxxxx Euros à majorer de tous intérêts, intérêts de retard, frais, commissions et accessoires, et indemnités dus par l'Emprunteur au titre du Contrat de Crédit.

5. Créances Cédées au titre du présent acte :

Les Créances Cédées au titre du présent acte présentent les caractéristiques suivantes :

Désignation du Débiteur Cédé	Désignation du contrat donnant naissance à la Créance Cédée	Montant ou évaluation du montant de la Créance Cédée	Lieu de paiement prévu	Echéance
Eurométropole de Strasbourg (EMS)	Traité de concession relatif à la réalisation des infrastructures de transports en commun et à l'exploitation de l'ensemble du réseau urbain de transports en commun de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), conclu le 27 décembre 1990, et ses 26 avenants (le « **Contrat de Concession** »)	Montant estimé à [●] Euros, correspondant à la contribution forfaitaire due à la CTS conformément au Contrat de Concession.	cf. Contrat de Concession	cf. Contrat de Concession

6. Le présent acte est soumis à l'ensemble des dispositions des articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier.

7. Le présent acte est stipulé à ordre, transmissible par endos au profit d'un autre établissement de crédit.

8. Le Cédant s'engage à ne pas modifier les droits du Cessionnaire au titre des Créances Cédées, sans l'accord préalable et écrit du Cessionnaire, notamment en modifiant ou en restreignant l'objet ou les droits afférents aux Créances Cédées à l'encontre du Débiteur Cédé.

9. En cas de survenance d'un cas d'exigibilité anticipée au titre du Contrat de crédit, la Banque pourra notifier (dans les formes prévues par les articles L.313-23 et suivants du Code Monétaire et Financier) les cessions des créances aux débiteurs cédés, qui seront tenus, dès la réception de la notification, de s'acquitter des paiements dus au titre des Créances Cédées auprès de la Banque, par versement des sommes correspondantes sur le compte bancaire dont les références seront indiquées dans l'acte de notification. Si les versements effectués sont supérieurs aux sommes dues par l'Emprunteur au titre de la Documentation Financière, le solde éventuel sera restitué à l'Emprunteur.

10. Tout paiement reçu par l'Emprunteur ne le sera qu'en sa qualité de mandataire de la Banque pour le recouvrement des Créances Cédées.

A compter de la notification, l'Emprunteur s'oblige à faire remise immédiate à la Banque des instruments de paiement ou des sommes qu'il aurait reçus en dépit de la notification intervenue et à communiquer toutes indications utiles que cette dernière pourrait lui demander aux fins de recouvrer les Créances Cédées.

11. Le présent acte n'emporte aucune novation et ne décharge en aucune manière le Cédant de ses obligations de paiement et de remboursement au titre du Contrat de Crédit.

12. Le présent acte restera en vigueur et le Cessionnaire exercera les droits que lui donne sa qualité de créancier cessionnaire à titre de garantie en vertu du présent acte tant qu'un montant quelconque restera dû au titre de la Contrat de Crédit.

Date : xx xx 2017

Cédant
Par : Jean-Philippe LALLY, agissant en qualité de Directeur Général
Signature :

Cessionnaire
Par : xxxxx , xxxxxx
Signature :

ACTE DE CESSION DE CREANCES PROFESSIONNELLES
A TITRE DE GARANTIE

(soumis aux dispositions des Articles L. 313-23 à L.313-34 du Code Monétaire et Financier)

ENTRE :

1. **Entreprise cédante :** la société « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** », société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 568 500 680 et dont le siège social est situé 14 Rue de la Gare Aux Marchandises à Strasbourg (67), représentée par Jean-Philippe Lally, autorisé à cet effet ;
Ci-après dénommée dans le présent acte le « **Cédant** »,

2. **Etablissement de crédit bénéficiaire :** la société dénommée « **Crédit Agricole Alsace Vosges** », Caisse de crédit agricole mutuel inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 437 642 531 et dont le siège social est situé 1 Place de la Gare 67000 STRASBOURG agissant au présent acte en son nom et pour son compte et en sa qualité de Banque au titre du Contrat de Crédit, ci-après dénommée, avec ses éventuels successeurs ou cessionnaires dans le présent acte, le «**Cessionnaire** »,

3. Le présent acte est établi en vertu des conditions particulières du contrat de crédit conclu en date du xx xx 2017 entre, notamment, le Cédant, le Cessionnaire et l'Eurométropole de Strasbourg (le « **Contrat de Crédit** »). Les termes et expressions utilisés au présent acte auront, sauf si le contexte l'exige autrement, le sens qui leur est donné dans le Contrat de Crédit.

4. Cet acte de cession est destiné à garantir le remboursement de toutes les sommes susceptibles d'être dues au titre du Crédit soit la somme en principal d'un montant maximum de xxxxxxxx Euros à majorer de tous intérêts, intérêts de retard, frais, commissions et accessoires, et indemnités dus par l'Emprunteur au titre du Contrat de Crédit.

5. Créances Cédées au titre du présent acte :

Les Créances Cédées au titre du présent acte présentent les caractéristiques suivantes :

Désignation du Débiteur Cédé	Désignation du contrat donnant naissance à la Créance Cédée	Montant ou évaluation du montant de la Créance Cédée	Lieu de paiement prévu	Echéance
Eurométropole de Strasbourg (EMS)	Traité de concession relatif à la réalisation des infrastructures de transports en commun et à l'exploitation de l'ensemble du réseau urbain de transports en commun de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), conclu le 27 décembre 1990, et ses 26 avenants (le « **Contrat de Concession** »)	Tout montant correspondant aux versements devant être faits par l'EMS au titre de l'article 12 et/ou de l'article 16 du Contrat de Concession concernant les biens rachetés concernant le Projet financé par le Crédit accordé par le Cessionnaire sur la base du Contrat de Crédit	cf. Contrat de Concession	cf. Contrat de Concession

6. Le présent acte est soumis à l'ensemble des dispositions des articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier.

7. Le présent acte est stipulé à ordre, transmissible par endos au profit d'un autre établissement de crédit.

8. Le Cédant s'engage à ne pas modifier les droits du Cessionnaire au titre des Créances Cédées, sans l'accord préalable et écrit du Cessionnaire, notamment en modifiant ou en restreignant l'objet ou les droits afférents aux Créances Cédées à l'encontre du Débiteur Cédé.

9. En cas de survenance d'un cas d'exigibilité anticipée au titre du Contrat de crédit, la Banque pourra notifier (dans les formes prévues par les articles L.313-23 et suivants du Code Monétaire et Financier) les cessions des créances aux débiteurs cédés, qui seront tenus, dès la réception de la notification, de s'acquitter des paiements dus au titre des Créances Cédées auprès de la Banque, par versement des sommes correspondantes sur le compte bancaire dont les références seront indiquées dans l'acte de notification. Si les versements effectués sont supérieurs aux sommes dues par l'Emprunteur au titre de la Documentation Financière, le solde éventuel sera restitué à l'Emprunteur.

10. Tout paiement reçu par l'Emprunteur ne le sera qu'en sa qualité de mandataire de la Banque pour le recouvrement des Créances Cédées.

A compter de la notification, l'Emprunteur s'oblige à faire remise immédiate à la Banque des instruments de paiement ou des sommes qu'il aurait reçus en dépit de la notification intervenue et à communiquer toutes indications utiles que cette dernière pourrait lui demander aux fins de recouvrer les Créances Cédées.

11. Le présent acte n'emporte aucune novation et ne décharge en aucune manière le Cédant de ses obligations de paiement et de remboursement au titre du Contrat de Crédit.

12. Le présent acte restera en vigueur et le Cessionnaire exercera les droits que lui donne sa qualité de créancier cessionnaire à titre de garantie en vertu du présent acte tant qu'un montant quelconque restera dû au titre de la Contrat de Crédit.

Date : xx xx 2017

Cédant
Par : Jean-Philippe LALLY, agissant en qualité de Directeur Général
Signature :

Cessionnaire
Par : xxxxx , xxxxxx
Signature :

ANNEXE 2

Notification de cession de créance professionnelle à titre de garantie

---

De : **Crédit agricole Alsace Vosges**
A : **Eurométropole de Strasbourg - A l'attention du Receveur des finances de la ville et de l'Eurométropole**

Objet : Acte de notification de cession de créance professionnelle à titre de garantie intervenue en date du xx xx 2017

Messieurs,

Dans les conditions prévues par les articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier, la société « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** », société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 568 500 680 et dont le siège social est situé 14 Rue de la Gare Aux Marchandises à Strasbourg (67) nous a cédé la (les) créance(s) suivante(s) [description de la (des) créance(s) cédée(s) reprenant les mentions du bordereau] dont vous êtes débiteur envers elle (la/les « **Créance(s)** ») en vertu de [l'article 14 du cahier des charges «Exploitation»] ou [l'article 12 et/ ou l'article 16] du traité de concession relatif à la réalisation des infrastructures de transports en commun et à l'exploitation de l'ensemble du réseau urbain de transports en commun de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), conclu le 27 décembre 1990 et ses vingt-six (26) avenants (le « **Contrat de Concession** »), et d'un acte de cession de créances professionnelles établi en date du [ ] 2017 (le « **Bordereau** »), dont une copie figure ci-joint.

Conformément aux dispositions de l'article L. 313-28 du Code Monétaire et Financier, nous vous demandons de cesser, à compter de la présente notification, tout paiement au titre de cette/ces Créance(s) au Cédant.

En conséquence, le règlement de votre dette devra être effectué en nos mains. Nous vous demandons, à compter de la présente notification, d'effectuer tout paiement au titre des créances objet du Bordereau directement sur notre compte ouvert dans nos livres sous les références : [ ].

Fait à Paris, le [ ]

Crédit agricole Alsace Vosges
Par:
Nom:
Titre :

ANNEXE 3

CAUTION SOLIDAIRE

Je soussigné M. Robert Herrmann, agissant pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg (ci-après « EMS ») dûment autorisé à cet effet aux termes d'une décision de la Commission Permanente de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 29 septembre 2017 autorisant l'EMS à signer le Contrat de Crédit en tant que Garant et à émettre la Caution, dont une copie certifiée conforme est ci-annexée (**Annexe n°1**) (la « **Caution** »),

Déclare par les présentes que l'EMS se constitue caution solidaire et indivisible de :

La société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois**», société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 568 500 680 et dont le siège social est situé 14 Rue de la Gare Aux Marchandises à Strasbourg (67) (le « **Cautionné** »),

vis-à-vis de la société dénommée « **Crédit Agricole Alsace Vosges** », Caisse de crédit agricole mutuel inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 437 642 531 et dont le siège social est situé 1 Place de la Gare 67000 STRASBOURG (la « **Banque** »),

Pour garantir le remboursement de l'ensemble des sommes en principal, intérêts, intérêts de retard, frais et accessoires, dues par le Cautionné au titre du prêt (le « **Crédit** ») consenti au Cautionné par la Banque pour une durée maximum de 20 ans, selon un contrat de crédit conclu en date du 12 mai 2017 entre la Caution, le Cautionné et la Banque (le « **Contrat de Crédit** »).

Le présent cautionnement est consenti conformément aux dispositions du Contrat de Crédit. Il est précisé que le montant maximum utilisable au titre du Crédit consentis au Cautionné s'élèvera, en principal, à un montant de 10.000.000 Euros, mais que, de convention expresse, le présent cautionnement garantira à la Banque le remboursement de 50% des sommes en principal effectivement mises à disposition du cautionné dans le cadre du Crédit et non encore remboursées à la date de la mise en jeu du cautionnement.

Les écritures relatives à l'utilisation du Crédit seront comptabilisées dans un compte spécialement ouvert à cet effet, dans les livres de la Banque, au nom du Cautionné, ce compte spécial étant distinct du compte courant dont le Cautionné peut être titulaire dans les livres de la Banque. Toutefois, en cas de comptabilisation des sommes ci-dessus au compte courant du Cautionné, le bénéfice du présent cautionnement demeurerait acquis à la Banque pour les mêmes causes.

ARTICLE I - LIMITE EN MONTANT DU CAUTIONNEMENT

L'obligation de la caution résultant du présent cautionnement est limitée à un montant maximum de 5.000.000 Euros. Il est rappelé que le présent cautionnement garantira à la Banque le remboursement de 50% des sommes en principal effectivement mises à disposition du cautionné dans le cadre du Crédit et non encore remboursées à la date de la mise en jeu du cautionnement.

ARTICLE II - PORTEE DU CAUTIONNEMENT

Le présent cautionnement est solidaire, c'est-à-dire qu'il entraîne pour la Caution renonciation aux bénéfices de discussion et de division. En renonçant aux bénéfices de discussion, la Caution accepte de payer la Banque sans pouvoir exiger que celle-ci poursuive préalablement le Cautionné. La renonciation aux bénéfices de division signifie que dans l'hypothèse où plusieurs personnes se seraient portées caution du Cautionné au profit de la Banque, cette dernière pourra exiger de l'une quelconque d'entre elles le paiement de la totalité de ce qui lui sera dû, le cas échéant par le Cautionné, dans la limite du montant de l'engagement de chaque caution, et sans préjudice de l'alinéa 6 de l'article L 2252-1 du Code général des collectivités territoriales.
Le présent cautionnement est en outre indivisible. En cas de disparition de la Caution pour quelque cause que ce soit, chacun des ayants droit sera tenu indivisiblement à l'exécution des présentes dans les mêmes conditions que la Caution. En conséquence, la Banque pourra réclamer la totalité des sommes dues au titre des présentes à n'importe laquelle de ces personnes, sans que puisse être imposée à la Banque une division quelconque de ses recours.

Enfin, le présent cautionnement n'affecte et ne pourra affecter en aucune manière la nature et l'étendue de tous engagements et de toutes garanties, réels ou personnels qui ont pu ou pourront être contractés ou fournis soit par la Caution, soit par tous tiers, et auxquels il s'ajoute ou s'ajoutera.

ARTICLE III - RECOURS DE LA BANQUE

La réalisation totale ou partielle des sommes utilisées dans le cadre du Crédit et des opérations traitées sera suffisamment justifiée par la remise du relevé des comptes ouverts dans les livres de la Banque au nom du Cautionné.

En cas de non-paiement d'une somme quelconque à bonne date, comme en cas de défaillance du Cautionné, la Caution s'engage irrévocablement à payer à la Banque, le montant intégral des sommes qui seraient dues à la Banque par l'Emprunteur dans les quinze (15) jours ouvrés de la réception par la Caution d'une notification adressée par la Banque à raison des présentes; le non-paiement d'une somme quelconque à bonne date ou la défaillance du Cautionné rend le présent engagement exécutoire de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, la Caution étant tenue de régler le montant de son obligation dans les quinze (15) jours ouvrés de la réception d'une notification adressée par la Banque, notamment en cas du déchéance du terme de l'obligation principale.

La Caution autorise dès à présent la Banque, sans qu'il puisse en résulter aucune réduction des engagements de la Caution envers elle, à donner son adhésion à tous atermoiements que pourrait solliciter le Cautionné et à toutes facilités de paiement qui pourraient lui être accordées pour quelque raison que ce soit, amiable ou judiciaire.

ARTICLE IV - RECOURS DE LA CAUTION

Du fait de son paiement, la Caution dispose contre le Cautionné des recours prévus par la loi et pourra bénéficier des droits, actions, et sûretés de la Banque à l'égard du Cautionné.

ARTICLE V - INFORMATION DE LA CAUTION

Conformément aux dispositions de l'article L.313-22 du Code monétaire et financier, la Banque est tenue au plus tard avant le 31 mars de chaque année de faire connaître à la Caution le montant du principal et des intérêts, commissions, frais et accessoires restant à courir au 31 décembre de l'année précédente au titre de l'obligation bénéficiant de la Caution, ainsi que le terme de cet engagement.

ARTICLE VI - CESSATION DU CAUTIONNEMENT

La Caution ne fait ni de la situation du Cautionné, ni de l'existence et du maintien d'autres cautions une condition déterminante de son cautionnement. De même, la modification ou la disparition des liens de fait ou de droits susceptibles d'exister entre la Caution et le Cautionné n'emporte pas libération de la Caution.

ARTICLE VII - IMPOTS ET FRAIS

Tous droits, impôts, taxes, pénalités et frais auxquels le présent acte, ainsi que son exécution pourraient donner lieu, seraient à la charge de la Caution, y compris les frais d'enregistrement en cas d'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE VIII – DUREE DU CAUTIONNEMENT

Le présent cautionnement restera en vigueur aussi longtemps qu'une somme restera due par le Cautionné à la Banque au titre du Contrat de Crédit.

ARTICLE IX - REMISE D'UNE COPIE DE L'ACTE DE CAUTIONNEMENT –

La Caution reconnaît avoir reçu de la Banque une copie du présent acte.

Fait à Strasbourg le xx xx 2017

Signature

***** Le signataire fera précéder sa signature de la mention suivante écrite de sa main: « En me portant caution de la société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** », dans la limite d'un montant maximum de cinq millions d'Euros (5 000.000 Euros) couvrant le paiement du principal et pour la durée prévue au Contrat de crédit, je m'engage à rembourser au prêteur les sommes dues sur mes revenus et mes biens à l'exception de ceux indispensables ou nécessaires à un ou plusieurs services publics si la société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** » n'y satisfait pas elle-même. En renonçant au bénéfice de discussion défini à l'article 2298 du Code civil et en m'obligeant solidairement avec la société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** », je m'engage à rembourser le créancier sans pouvoir exiger qu'il poursuive préalablement la société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** ».

CAISSE D'EPARGNE
ALSACE

DIRECTION DES CREDITS ET DES ENGAGEMENTS
Service Gestion des Crédits BDR/PRO
1 AVENUE DU RHIN
67925 STRASBOURG CEDEX
Références : N° du prêt xxxxxxxxxxxx
Date d'édition : xx/xx/2017

CONTRAT DE CREDIT A TAUX VARIABLE SUR INDEX EURIBOR TROIS MOIS

ENTRE :

Le PRETEUR :

La CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE D'ALSACE - S.A. Banque Coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance, régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, capital social de 235 000 000 euros, siège social 1 Avenue du Rhin à Strasbourg, RCS Strasbourg, N°B 383 984 879, intermédiaire d'assurance immatriculé à L'ORIAS n°07 005 414, titulaire de la carte professionnelle transaction sur immeubles et fonds de commerce SANS RECEPTION DE FONDS EFFETS OU VALEURS n°34/2010 délivrée par la Préfecture du Bas-Rhin, garantie par CEGC 16 rue Hoche 92919 La Défense,

Représentée par **Monsieur Claude ALPHONSE**, agissant en qualité de **Responsable de Service,** dûment habilité en vertu de la délégation qui lui a été conférée par le Président du Directoire.

Ci-après désignée "la Caisse d'Epargne" ou "le Prêteur",

ET :

L'EMPRUNTEUR :

La **COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS**, société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration au capital de 5.000.000 euros, ayant son siège social à STRASBOURG (67035 CEDEX), 14 rue de la Gare aux Marchandises et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG sous le numéro B 568 500 680,

Représentée par **Monsieur Jean-Philippe LALLY**, agissant en qualité de **Directeur Général,** dûment habilité à l'effet des présentes par une délibération du Conseil d'Administration en date du 2 mars 2017.

Ci-après désigné(e)(s) "l'Emprunteur",

ET :

La CAUTION :

PROJET

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, ayant son siège à 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX.

Représenté par **Monsieur Robert HERRMANN,** en qualité de **Président,** autorisé à cet effet par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 5 janvier 2017 , intervenant en application d'une délibération de la commission permanente de l'Eurométropole prise en date d'effet du 29 septembre 2017 et transmise au contrôle de légalité le xxxxxxxxx.

.

Ci-après dénommé(e)(s) "La Caution" même en cas de pluralité de personnes physiques ou morales.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 OBJET ET CARACTERISTIQUES

- Objet du prêt :

La Caisse d'Epargne consent à l'Emprunteur un prêt destiné à financer :

L'extension de la ligne de tramway F vers Koenigshoffen.

- Caractéristiques du prêt aux conditions du marché indexé sur l'EURIBOR 3 MOIS :

Montant du prêt (en chiffres et en lettres)	**: 10.000.000,- € (dix millions d'euros)**
Préfinancement en nombre de périodes	**: 36**
Mode d'amortissement du capital	: **tranches de capital constant**
Périodicité des échéances	: **trimestrielle**
Nombre d'échéances amortissement	: **60**
Montant de l'échéance en capital	: **166.666,67 €, la dernière étant de 166.666.43 €**
Frais de dossier	: **10.000,- €**
Frais de garantie	: **xxx,- €**
Taux proportionnel	: **Euribor 3 mois + 0,54 %**
Taux effectif global	: **xxxx %**
Taux initial de la période	: **xxxx %**
Compte de prélèvement	: **16705 09017 087719091.51 04**
Date utile	: **le dernier jour du trimestre civil**

Le taux effectif global est déterminé au jour de rédaction du contrat par référence à l'Euribor 3 mois du **15 juin 2017.**

A titre indicatif, l'Euribor 3 mois s'établit à cette date à **– 0,329 %.**

Les parties reconnaissent expressément que du fait du caractère révisable du taux du prêt sur index Euribor 3 mois, le TEG et le taux de période sont donnés ici à titre indicatif.

TAUX DU PRET

Le taux du prêt est révisable sur index EURIBOR 3 MOIS.

PROJET

Dans l'hypothèse où l'indice du jour utilisé pour le décompte des intérêts intercalaires serait inférieur à zéro, l'indice du jour retenu pour les besoins du Présent Prêt pour le décompte des intérêts intercalaires sera réputé égal à zéro.
Dans l'hypothèse où l'indice de référence pour toute Période d'Intérêts serait inférieur à zéro, l'indice de référence retenu pour les besoins du Présent Prêt pour cette Période d'Intérêts sera réputé égal à zéro.

Le taux effectif global indiqué aux conditions particulières est déterminé conformément aux dispositions de l'article L.313-4 du Code monétaire et financier. Dans l'hypothèse où l'indice du jour utilisé pour le calcul du TEG serait inférieur à zéro, l'indice retenu pour ce calcul sera réputé égal à zéro.

REVISION DU TAUX DU PRET

La révision s'opérera dans les conditions ci-dessous :

a) Taux de la première échéance *:*

Il résulte de l'évolution de l'index EURIBOR 3 MOIS de référence, auquel on ajoute la marge prévue à l'article "caractéristiques du prêt" ci-dessus.

Pour la première échéance, il est déterminé comme suit :

Indice de référence : Euribor 3 mois publié le 15 du mois précédent la date d'émission du présent contrat (ou le dernier jour ouvré précédent si le 15 n'est pas un jour ouvré). Il s'applique de la date de référence à la date de la première échéance, qu'il s'agisse de la première échéance de la période de préfinancement ou d'anticipation, de différé (intérêts) ou d'amortissement (intérêts + capital) dans le cas d'un prêt sans différé.

La première révision de taux s'appliquera donc à l'issue d'une périodicité des échéances prévues à l'article caractéristiques du prêt ci-dessus, décomptée à partir du 1er jour du mois qui suit la date de publication de l'index de référence initial.

Ainsi, durant la période comprise entre la date d'émission du contrat par la Caisse d'Epargne et la mise à disposition des premiers fonds, de même, le cas échéant que pendant la période de différé d'amortissement, la révisabilité suit les mêmes règles qu'en période d'amortissement.

b) Taux des échéances suivantes :

Chaque révision éventuelle s'applique, en fonction de la date d'échéance, à l'ensemble des termes à échoir du plan d'amortissement, à l'exclusion du terme en cours au moment de la révision. La révision concerne uniquement les seuls intérêts à échoir, le rythme d'amortissement du capital pouvant cependant subir des modifications du fait de la révision en cas d'amortissement par échéances constantes.

Dans ce cas, et jusqu'à la première variation éventuelle de taux, l'échéance demeurera constante, telle que définie au tableau d'amortissement initial. Ultérieurement, et à chaque variation de taux, le nouveau tableau d'amortissement déterminera une nouvelle échéance constante de capital et d'intérêts, jusqu'à la révision suivante s'il y a lieu, sur la durée résiduelle du prêt.

La révision est appliquée trimestriellement, le premier jour de chaque mois qui suit le mois à compter de la date d'édition du présent contrat. Elle est basée sur l'évolution trimestrielle de l'Euribor 3 mois, apprécié le 15 du mois précédent ou le dernier jour antérieurement ouvré si celui-ci n'est pas un jour ouvré.

La Caisse d'Epargne communiquera à l'emprunteur le taux ainsi déterminé au début de la période à laquelle il s'applique, par l'envoi d'un nouveau tableau d'amortissement.

PROJET

c) Définition de l'index

L'index Euribor (Euro Interbank Offered Rate) correspond, pour une période d'intérêts d'une durée de 1, 3, 6 et 12 mois au taux moyen exprimé en taux annuel, diffusé sous l'égide de la FBE (Fédération Bancaire Européenne) ou de tout autre organisme qui lui aura succédé, auquel les dépôts à terme libellés en euros pour une durée égale à la période d'intérêts sont offerts entre les principales banques intervenant dans la zone euro. L'Euribor de référence applicable pour le calcul des intérêts dus au titre d'une période d'intérêts donnée est celui publié, à 11 heures (heures de Bruxelles) à la date de référence indiquée dans les conditions particulières précédant la date effective de déblocage des fonds et, par la suite, la même date précédant le commencement de chaque période d'intérêts, aux pages 248 et 249 du Telerate Dow Jones ainsi que sur Reuters page EURIBOR ou RIC <<EURIBOR=>> ou de toute autre page qui y serait substituée.

Il est publié quotidiennement par la Fédération Bancaire Européenne, à 11 heures (heure de Bruxelles).

d) Modification ou disparition de l'indice de référence :

En cas de :

- modification de la composition et/ou de la définition de l'indice applicable auquel il est fait référence dans la présente convention,
- de disparition de cet indice,
- de modifications affectant l'organisme publiant l'indice ou les modalités de sa publication,

Celui-ci sera remplacé de plein droit par tout autre indice qui lui serait substitué.

Tant que l'indice de remplacement ne sera pas déterminé, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de remboursement par anticipation du prêt qu'à titre provisionnel, le décompte du remboursement définitif étant établi après détermination de l'indice de remplacement.

Ce principe sera également appliqué aux échéances en cours de remboursement du prêt en cas de disparition de l'indice rendant impossible l'application des clauses de révision.

Au cas où aucun indice de remplacement ne serait substitué, l'issue du prêt fera l'objet d'une négociation entre les parties.

La Caisse d'Epargne proposera un nouvel indice de référence à l'Emprunteur, le montant des intérêts étant calculé sur la base de ce nouvel indice dans les conditions prévues au présent acte.

L'absence de réponse de l'emprunteur dans un délai de 30 jours, à compter de la notification faite par la Caisse d'Epargne de la proposition du nouvel indice de référence, vaudra acceptation par l'Emprunteur du nouvel indice de remplacement.

Le nouvel indice de référence sera appliqué dans les mêmes conditions que celles prévues au contrat, à compter de la première échéance suivant la disparition de l'indice conventionnel.

En cas de refus de l'application du nouvel indice de référence, ou d'absence de réponse dans le délai indiqué ci-dessus, l'Emprunteur devra rembourser le capital restant dû, majoré des intérêts courus entre la date de la dernière échéance acquittée et la date du remboursement, calculés sur la base du taux appliqué à cette dernière échéance acquittée.

Article 2 ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR ET GARANTIES

PROJET

A la sûreté et garantie du remboursement du crédit ci-dessus convenu, du service des intérêts et du paiement de tous frais et accessoires, il est constitué au profit de la Caisse d'Epargne ce qui est accepté par le représentant de celle-ci, ès qualité, la ou les engagements et garantie(s) suivante(s) :

Article 2-1 CAUTION PERSONNE MORALE

❶ **Désignation du Garant :**

Aux présentes est intervenue l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Ayant son siège à **STRASBOURG CEDEX (67076), 1 Parc de l'Etoile**
représenté par **Monsieur Robert HERMANN, Président**
autorisé à cet effet par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 5 janvier 2017 , intervenant en application d'une délibération de la commission permanente de l'Eurométropole prise en date d'effet du 29 septembre 2017 et transmise au contrôle de légalité le xxxxxxxxx.

Ci-après désignée sous le vocable "le Garant",

❷ **Nature de l'engagement du Garant :**

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des éléments du présent contrat le Garant déclare se rendre caution solidaire de l'Emprunteur envers la Caisse d'Epargne (selon le plafond retenu en conformité avec la loi Galland).

- **à hauteur de 50 % du montant total du prêt faisant l'objet du présent contrat, en capital, intérêts, commissions éventuelles, frais et accessoires.**

Le Garant déclare que cette garantie est accordée conformément aux dispositions de l'article L. 2252-1 du Code général des collectivités territoriales rendu applicable aux groupements de collectivités par l'article L.5111-4 du même code.

❸ **Portée et mise en jeu de la garantie :**

Le garant s'engage :

- à verser à la Caisse d'Epargne sur première demande et de la manière exprimée dans le contrat, les montants dus par l'Emprunteur, tant en capital, intérêts, commissions éventuelles, frais et accessoires ; ces montants incluent les éventuels intérêts et pénalités de retard.
  Les sommes ainsi appelées sont payables au plus tard 15 jours ouvrables après réception par le Garant de la demande.

- à assurer par suite de la défaillance du débiteur toute obligation à l'égard de la Caisse d'Epargne résultant du présent contrat, sans jamais pouvoir lui opposer l'absence de ressources prévues à ce règlement.

- à renoncer au bénéfice de discussion et de division.

Le bénéfice de la présente garantie s'étendra automatiquement et de plein droit à tout cessionnaire des droits et obligations du Prêteur.

❹ **Durée de la garantie :**

PROJET

L'engagement de garantie du Garant demeurera en vigueur jusqu'au paiement de l'intégralité des sommes dues au titre du présent contrat de prêt.

❺ **Dispositions diverses :**

- Le défaut d'information du Garant même sur un événement significatif du projet financé n'est pas opposable au Prêteur.

- Le Prêteur s'engage à notifier au Garant, dans les mêmes conditions que pour l'Emprunteur, toute mise en demeure susceptible d'entraîner la déchéance du terme.

- En cas de règlement de sa part, le Garant est subrogé dans les droits et obligations du Prêteur à l'encontre de l'Emprunteur.

Article 2-2 CESSION DE CREANCES A HAUTEUR DE 50% DU MONTNAT EMPRUNTE

En garantie du paiement de toute somme dues en principal, intérêts de retard indemnités, commissions, frais et accessoires, au titre du contrat de prêt n° XXXXXX, la CTS cède au cessionnaire, en pleine propriété à titre de garantie, conformément aux dispositions des articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, une quote-part représentant 50% des annuités du prêt consenti des créances qu'elle détient sur l'EMS portant sur les annuités de contribution forfaitaire à l'exploitation et sur l'indemnité de remise de biens en fin de concession en exécution du Contrat de Concession.

Cette cession s'effectuera par remise au Cessionnaire de deux bordereaux conformes aux modèles joints en annexe.

Article 2-3 CONCERNANT LA FIN DE LA CONCESSION

Conformément aux articles 12 et 13 du Traité de concession signé en date du 27 décembre 1990 entre l'EMS et la CTS, à l'expiration de la concession quelle qu'en soit la cause, l'EMS sera en principe subrogé dans les droits et obligations de la CTS relatifs au contrat de prêt.

Dans ce cas, la Caisse d'Epargne acceptera la subrogation, aux termes de laquelle l'EMS sera substituée dans les droits et obligations de la CTS.

L'EMS aura donc la qualité d'emprunteur du prêt suite à la signature d'un avenant, prêt qui se poursuivra dans les mêmes conditions financières. L'EMS ne pourra pas opposer à la Caisse d'Epargne les éventuels dommages et intérêts qui seraient dus à cette dernière par la CTS. La subrogation n'emportera pas novation du contrat. Par ailleurs, la Caisse d'Epargne accepte que l'EMS puisse rembourser par anticipation le capital résiduel du prêt dès la première échéance trimestrielle suivant la fin de la concession. Ce remboursement s'effectuera aux mêmes conditions de prêt que celles conclues avec la CTS.

Toutefois, quatre cas peuvent être envisagés :

Dans l'hypothèse où, à l'expiration de la concession, l'EMS désignait la CTS comme nouvel exploitant, le présent contrat pourra être maintenu dans les mêmes conditions financières.

Dans l'hypothèse où, à l'expiration de la concession, l'EMS envisageait de désigner un exploitant en remplacement de la CTS et de lui transférer le contrat de prêt, l'EMS devra informer et demander à la Caisse d'Epargne le transfert du présent contrat au nouvel exploitant au plus tard le 31 décembre 2019, soit un an avant la fin de la concession, par lettre recommandée avec accusé de réception. La Caisse d'Epargne s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour étudier cette demande et donner son accord

PROJET

pour le changement de débiteur sous réserve que les niveaux de garanties et de risques soient identiques à ceux acceptés pour l'octroi du présent prêt. A cette fin, la Caisse d'Epargne pourra obtenir tous documents nécessaires à la réalisation de cette étude. Elle se prononcera dans un délai maximum de deux mois. Le nouveau concessionnaire aura donc la qualité d'emprunteur du prêt, suite à la signature d'un avenant au prêt qui se poursuivra aux mêmes conditions financières. L'acceptation de ce nouvel emprunteur n'emportera pas novation du présent contrat.
Le cas échéant, la Caisse d'Epargne devra, en cas de refus de transférer le contrat au nouvel exploitant, justifier cette décision.

Dans l'hypothèse où, à l'expiration de la concession l'EMS envisageait d'opter pour un régime nouveau d'exploitation, elle devra en informer la Caisse d'Epargne au plus tard le 31 décembre 2019, soit un an avant la fin de la concession, par lettre recommandée avec avis de réception. La Caisse d'Epargne s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour étudier cette demande et donner son accord pour la poursuite du prêt suite à la mise en œuvre du nouveau régime d'exploitation sous réserve que les niveaux de garanties et de risques soient identiques à ceux acceptés pour l'octroi du présent prêt. A cette fin, la Caisse d'Epargne pourra obtenir tous documents nécessaires à la réalisation de cette étude. Elle se prononcera dans un délai maximum de deux mois. Un avenant devra être signé. L'acceptation de la poursuite du prêt suite à la mise en place de ce nouveau régime n'emportera pas novation du présent contrat.

Dans l'hypothèse où l'EMS use de sa faculté de racheter la concession moyennant le respect d'un préavis d'un an, faculté visé à l'article 12 du Traité de concession, celle-ci devra en informer concomitamment la Caisse d'Epargne. Dans ce cas la Caisse d'Epargne acceptera la substitution qui en résultera. L'EMS aura donc la qualité d'emprunteur du prêt, suite à la signature d'un avenant au prêt qui se poursuivra dans les mêmes conditions financières. La substitution n'emportera pas novation du présent contrat.

En cas de remboursement anticipé du présent prêt par l'EMS ou un nouvel exploitant, la Caisse d'Epargne s'engage à examiner dans les meilleurs délais toute demande soit au profit de l'EMS, soit au profit du nouvel exploitant qu'elle aura désigné, portant sur un nouvel emprunt au capital pouvant être équivalent à celui de l'emprunt remboursé par anticipation.

Les modalités des garanties et accessoires au présent prêt sont définies dans les annexes spécifiques faisant partie intégrante du présent contrat.

Article 3 REMBOURSEMENT ANTICIPE DU PRET

L'Emprunteur a la faculté d'effectuer, à une date normale d'échéance après règlement de celle-ci, un remboursement anticipé, partiel ou total du prêt, moyennant un préavis de deux (2) mois donné par lettre recommandée avec avis de réception moyennant le versement d'une indemnité égale à :

* 6 % du capital remboursé par anticipation si le remboursement anticipé s'effectue avant le troisième anniversaire du dernier déblocage des fonds ;

* 3 % du capital remboursé par anticipation si le remboursement anticipé s'effectue après le troisième anniversaire du dernier déblocage des fonds.

Dans les deux cas ci-dessus, l'indemnité ne saurait en tout état de cause être inférieure à un semestre d'intérêts.

Tout remboursement partiel pourra, au choix de l'Emprunteur :

- soit diminuer la durée résiduelle du prêt : dans ce cas, il devra nécessairement être égal à un nombre entier d'échéances,

- soit diminuer le montant des échéances restant dues sans pour autant augmenter la durée résiduelle du prêt,
- soit simultanément réduire la durée résiduelle du prêt et le montant des échéances restant dues.

La Caisse d'Epargne adressera à l'Emprunteur un nouveau tableau d'amortissement prenant en compte les aménagements.

Le montant de l'indemnité à percevoir sera calculé aux conditions ci-dessus définies et communiqué à l'emprunteur un mois avant la date du remboursement anticipé projeté.

La Caisse d'Epargne se réserve le droit de réimputer les versements excédentaires qui n'ont pas eu son consentement.

PROJET

CONDITIONS GENERALES DU PRET

VALIDITE DU CONTRAT

L'offre commerciale de prêt faite par la Caisse d'Epargne pourra être considérée comme caduque par cette dernière si le contrat n'est pas signé par l'Emprunteur dans un délai maximum de 3 mois (trois mois) suivant la date d'édition du contrat par la Caisse d'Epargne, figurant sous le numéro du prêt, en tête du présent acte.

TAUX EFFECTIF GLOBAL DU PRET

Le taux effectif global est déterminé conformément à l'article L. 313-4 du code monétaire et financier.

Il ne tient pas compte du montant des intérêts intercalaires entre la date de mise à disposition des fonds et la date de point de départ de l'amortissement, ni de la prime de raccordement pour la couverture d'assurance pendant la période d'anticipation ou de préfinancement.

Le TEG est un taux annuel, proportionnel au taux de période, à terme échu et exprimé pour cent unités monétaires. Le taux de période se calcule actuariellement à partir d'une période unitaire correspondant à la périodicité des versements effectués par l'Emprunteur.

La durée du prêt ne tient pas compte d'une éventuelle période de préfinancement qui vient en sus, et telle que définie ci-après, mais inclut une éventuelle période de différé d'amortissement.

CALCUL DES INTERETS

Les intérêts du prêt seront calculés sur le montant des sommes restant dues, sur la base d'une année financière de 360 jours, d'un trimestre de 90 jours et d'un mois de 30 jours. Les intérêts deviennent exigibles dès leur appel.

MODALITES DE REMBOURSEMENT DES PRETS

a) Calcul des échéances

Le prêt sera admis en phase de différé ou d'amortissement lorsqu'il est versé en totalité et au plus tard à l'échéance de la période de préfinancement ou d'anticipation.

Le vocable "date utile" est utilisé pour définir le jour choisi pour les appels d'échéances.

Pour un prêt amortissable :

Lorsque le prêt est versé en une seule fois, le point de départ de différé (PDD) ou le point de départ d'amortissement (PDA) - dans le cas d'un contrat sans différé - est fixé à la première date utile qui suit la date du versement.

Lorsque le prêt est versé en plusieurs fois, le PDD ou le PDA (dans le cas d'un contrat sans différé) est fixé à la première date utile qui suit la date du dernier versement, et au plus tard à l'échéance de la période de préfinancement ou d'anticipation.

Pour un prêt remboursable in fine

Lorsque le prêt est versé en une seule fois, le point de départ du différé (PDD) est fixé à la première date utile du mois qui suit la date du versement

Lorsque le prêt est versé en plusieurs fois, le PDD est fixé à la première date utile qui suit la date du dernier versement et au plus tard à l'échéance de la période de préfinancement ou d'anticipation.

b) Période de préfinancement ou d'anticipation

Pour un prêt amortissable

La période allant de la première date utile qui suit la date de signature du présent contrat par l'emprunteur au PDD ou PDA (dans le cas d'un contrat sans différé) est dénommée période de préfinancement ou d'anticipation.

Sur cette période, sont dus des intérêts sur la ou les sommes décaissées au taux proportionnel du prêt tel qu'indiqué ci-dessus du présent contrat, au prorata du nombre de jours courus entre la date de versement des fonds et la date de PDD ou PDA (dans le cas d'un contrat sans différé).

Ces intérêts sont appelés, à terme échu à chaque date utile jusqu'au PDA ou PDD (dans le cas d'un contrat avec différé d'amortissement).

Pour un prêt remboursable in fine

La période allant de la première date utile qui suit la signature du contrat par l'emprunteur au PDD est dénommée période de préfinancement ou d'anticipation. Sur cette période, il est dû des intérêts sur la ou les sommes décaissées au taux proportionnel du prêt tel qu'indiqué ci-dessus, au prorata du nombre de jours courus entre la date de versement des fonds et la date de PDD.

Ces intérêts sont appelés, à terme échu à chaque date utile jusqu'au PDD.

c) Période de différé

Pour un prêt amortissable :

La période allant du PDD au PDA est dénommée période de différé. Si un différé d'amortissement du capital est accordé à l'Emprunteur tel qu'indiqué ci-dessus, le différé est inclus dans la durée totale du

PROJET

présent prêt. Sur cette période les intérêts sont calculés en fonction du taux, et de la périodicité tels qu'indiqués ci-dessus. Les intérêts sont appelés à terme échu périodiquement jusqu'au PDA et deviendront exigibles dès leur appel.

Pour un prêt remboursable in fine

La période allant du PDD au terme du crédit est dénommée période de différé. Sur cette période, les intérêts sont calculés en fonction du taux, de la périodicité, et de la nature des échéances indiquée ci-dessus.

Les intérêts sont appelés à terme échu périodiquement jusqu'au terme du prêt, comme il est indiqué à ci-dessus.

d) Modalités de remboursement

Pour un prêt amortissable

La période d'amortissement court à compter du PDA jusqu'au terme du prêt. Sur cette période, le remboursement du capital et des intérêts s'effectue à terme échu selon la périodicité indiquée ci-dessus par échéance comprenant chacune une fraction du capital nécessaire pour amortir le prêt compte tenu de l'amortissement choisi, et une fraction d'intérêts calculée en fonction du capital restant dû et du taux indiqué ci-dessus.

En cas de différé d'amortissement, seuls les intérêts sont dus, selon la périodicité indiquée ci-dessus pendant la durée du prêt.

Pour un prêt remboursable in fine

En cas de remboursement « in fine » seuls les intérêts sont dus, selon la périodicité indiquée au tableau des caractéristiques du prêt. Le remboursement du capital s'effectue en une seule fois, en même temps que la dernière échéance d'intérêts.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

Le tableau d'amortissement relatif au présent contrat sera remis à l'Emprunteur après déblocage total des fonds et au plus tard à l'issue de la période de préfinancement ou d'anticipation.

Pour les prêts à taux variable, à chaque révision du taux un nouveau tableau d'amortissement sera remis à l'emprunteur.

PRELEVEMENT DES ECHEANCES SUR LE COMPTE INDIQUE AU TABLEAU DES CARACTERISTIQUES DU PRET.

La Caisse d'Epargne prélèvera sur le compte désigné ci-dessus, ouvert dans ses livres au nom de l'Emprunteur, le montant nécessaire au règlement de toutes sommes devenues exigibles au titre du présent prêt, en principal, intérêts, intérêts de retard, primes d'assurance, frais, commissions et accessoires.

L'Emprunteur donne d'ores et déjà tout pouvoir à la Caisse d'Epargne, qui accepte, à l'effet du prélèvement de toutes sommes exigibles au titre du présent prêt sur le compte ci-avant défini, à condition qu'il présente la provision suffisante, étant entendu que ces opérations seront exécutées à la date d'exigibilité, sans avis préalable et sans notification de leur exécution. L'Emprunteur s'engage à ce que ce compte présente le solde suffisant au prélèvement desdites sommes.

PROJET

L'Emprunteur autorise la Caisse d'Epargne à compenser de plein droit des sommes dont il est susceptible d'être redevable, à un titre quelconque, au titre du présent contrat, avec toutes celles que la Caisse d'Epargne pourrait lui devoir, et ce, en raison de la nécessaire connexité qui existe entre toutes les conventions conclues entre la Caisse d'Epargne et l'Emprunteur.

ATTESTATION ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'Emprunteur atteste que sa situation patrimoniale est exempte de toute mesure conservatoire, de séquestre, saisie, action résolutoire ou empêchement quelconque.

L'Emprunteur s'engage à fournir à la Caisse d'Epargne, à première demande de celle-ci tous les justificatifs nécessaires à l'octroi du prêt ainsi que les justificatifs permettant la constitution des garanties.

VERSEMENT DES FONDS

Sauf accord spécifique donné par la Caisse d'Epargne, le déblocage des fonds est subordonné :

- à la remise par l'Emprunteur d'un exemplaire des présentes dûment signé.

- à l'adhésion à l'assurance groupe ou à la souscription d'un contrat auprès d'une compagnie d'assurance agréée par l'établissement prêteur, pour les personnes qu'il convient d'assurer contre le risque décès - invalidité et/ou incapacité de travail, ainsi qu'à l'acceptation du risque par l'assureur, dans le cas seulement où cette adhésion est exigée par le Prêteur.

Les fonds seront versés après mise en place effective de la ou des garanties. Le premier versement doit intervenir dans un délai maximum de trois mois à compter de la signature du contrat par l'emprunteur.

Si la totalité des fonds n'a pas été versée dans un délai de 36 mois après la première date utile qui suit la date de la signature du contrat par l'emprunteur, le prêt sera réduit à due concurrence de la fraction utilisée.

La Caisse d'Epargne procédera au déblocage des fonds sur production des factures ou sur situations de travaux et tous autres justificatifs qu'elle jugera nécessaire. Le déblocage des fonds sera fractionné selon la nature de l'investissement et en fonction de l'état d'avancement des travaux.

Les fonds seront disponibles sur demande écrite de l'Emprunteur ou du notaire, parvenue à la Caisse d'Epargne deux jours ouvrés au moins à l'avance.

ASSURANCE DES BIENS CORPORELS OU INCORPORELS OBJET DU PRET

S'il le souhaite, l'Emprunteur pourra, jusqu'au complet remboursement du prêt, assurer, auprès d'une compagnie notoirement solvable, tous ses biens mobiliers ou immobiliers corporels ou incorporels, et notamment les biens objets du financement et/ou constitués en garantie, et ce contre tous risques y compris le vol, l'incendie, le bris de machines, etc... Et à payer régulièrement les primes afférentes à cette assurance.

Dans ce cas, l'assurance contractée devra permettre aussi bien leur remplacement ou reconstruction à neuf que le versement, en cas de sinistre, d'une indemnité équivalente au capital majoré des intérêts, frais et accessoires restant dus à la Caisse d'Epargne.

PROJET

Faute d'exécution de ces engagements, la Caisse d'Epargne pourra, à sa convenance, assurer elle-même lesdits biens à hauteur du capital restant dû au titre du présent acte, auprès d'une ou plusieurs compagnies de son choix, aux frais de l'Emprunteur ou exiger le remboursement anticipé des sommes dues.

Si une telle assurance est constituée, la Caisse d'Epargne bénéficiera de la délégation légale de tous droits de l'Emprunteur vis à vis des compagnies d'assurances auxquelles le présent contrat sera notifié par lettre recommandée avec avis de réception, aux frais de l'Emprunteur.

En cas de sinistre, les indemnités dues par l'assureur seront versées à la Caisse d'Epargne, sans le concours et hors la présence de l'Emprunteur, qui les conservera jusqu'à concurrence de sa créance, en principal, intérêts, frais et accessoires.

OBLIGATION D'INFORMER LE PRETEUR

Pendant toute la durée du crédit, l'Emprunteur s'oblige à :

1. Informer la Caisse d'Epargne dans un délai de quinze jours de tous les faits susceptibles d'affecter sérieusement l'importance ou la valeur de son patrimoine ou d'augmenter sensiblement le volume de ses engagements, et notamment de toute inscription de privilège, nantissement et servitude de toute sorte,
2. Remettre à la Caisse d'Epargne, sur simple demande de celle-ci, une attestation précisant qu'il est à jour dans le paiement des contributions directes ou indirectes et des taxes départementales et communales à sa charge, ainsi que de ses prestations sociales, attestation qui devra, au besoin et sur simple demande de la Caisse d'Epargne, être confirmée par les agents de recouvrement desdites contributions et taxes, ainsi que par les services de la Sécurité Sociale,
3. Tenir la Caisse d'Epargne informée, en lui fournissant toutes les pièces justificatives nécessaires, de toutes modifications statutaires ou de toutes modifications de sa situation juridique et ce, dans un délai de quinze jours à compter de la date de la modification,
4. Communiquer à la Caisse d'Epargne sur première demande de celle-ci la justification du paiement des primes d'assurance de toute nature (vol, dégâts des eaux, incendie, perte d'exploitation...) sur les biens donnés en garantie.
5. Remettre à la Caisse d'Epargne, dès leur établissement, aux dates et dans les termes tant légaux que statutaires, les copies certifiées conformes du bilan annuel et des annexes, du compte de résultat, le rapport de gestion, et le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes, et si l'emprunteur est une société, les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires et extraordinaires, et sur demande de la Caisse d'Epargne tous autres documents intermédiaires ;
6. De même, si l'emprunteur est une société, notifier immédiatement à la Caisse d'Epargne la perte de la moitié de son capital, la cession de la majorité de son capital ou la cession d'une participation dans le capital social conférant à un acquéreur une minorité de blocage.

CLAUSE PENALE

Au cas où la Caisse d'Epargne serait obligée de recouvrer sa créance par quelque moyen que ce soit, et notamment par voie judiciaire ou extra judiciaire, elle aura droit, outre les frais et dépens éventuels, à une indemnité de 5 %, calculée sur les sommes restant dues au titre du présent prêt, à titre d'indemnisation forfaitaire de son préjudice.

FRAIS DE DOSSIER ET DE GARANTIE

PROJET

Des frais de dossier et de garantie comme indiqué ci-dessus ainsi que dans les annexes, seront perçus par la Caisse d'Epargne dès signature du contrat de prêt par l'emprunteur, sur le compte précité, que l'emprunteur s'engage à approvisionner à due concurrence.

INTERETS DE RETARD

Toute somme due en principal, intérêts, frais, commissions et accessoires, non payée à la date de son exigibilité, porte intérêts de plein droit au taux du prêt majoré de trois points.

Si ces intérêts sont dus pour une année entière, ils seront capitalisés conformément à l'article 1154 du Code Civil.

EXIGIBILITE ANTICIPEE

La Caisse d'Epargne, si elle en a convenance, prononcera la déchéance du terme et exigera de plein droit le remboursement de toutes les sommes restant dues en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, en cas de survenance de l'un des cas énumérés ci-dessous, et ce sans mise en demeure préalable.

Dans l'un quelconque des événements énumérés ci-dessous, la Caisse d'Epargne pourra refuser tout nouveau décaissement, exercer un droit de rétention sur l'ensemble des sommes ou valeurs déposées par l'Emprunteur auprès de la Caisse d'Epargne, et compenser le solde de son concours avec tous les comptes que l'Emprunteur possède auprès de la Caisse d'Epargne, quelle que soit la qualification ou classification attribuée à ces comptes.

Elle informera l'Emprunteur de sa décision par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée au domicile de l'Emprunteur.

Le fait pour la Caisse d'Epargne de ne pas se prévaloir de l'exigibilité dès la survenance du fait générateur n'emporte nullement renonciation tacite à l'exigibilité.

Cas d'exigibilité anticipée :

- affectation du prêt à un autre objet que celui prévu au contrat, sauf en cas d'accord préalable de la Caisse d'Epargne,
- annulation de l'opération ou vente des biens financés par le prêt,
- défaut ou retard d'exécution ou violation d'un seul de ses engagements par l'Emprunteur et notamment en retard de plus de 30 jours dans le paiement total ou partiel d'une somme quelconque devenue exigible,
- défaut de paiement à bonne date par l'Emprunteur d'une somme due à quiconque, et notamment au titre de ses contributions, taxes, cotisations sociales ou autres,
- défaut de paiement à son échéance d'une seule prime d'assurance (incendie, vol, bris de machines etc...) relative à un bien apporté en garantie,
- inexactitude des renseignements fournis, notamment ceux relatifs aux biens affectés à la garantie des sommes prêtées et au rang hypothécaire,
- si les garanties promises ou données par l'Emprunteur et/ou les cautions n'étaient pas régularisées dans les délais convenus ou venaient à disparaître ou à diminuer, en cas de saisie immobilière ou mobilière à l'encontre de l'Emprunteur et/ ou de la caution,
- si les intérêts et commissions qui résultent des présentes devenaient passibles d'un impôt ou d'une taxe quelconque, auxquels ils ne sont pas assujettis, à moins que l'Emprunteur n'acquitte cette charge fiscale, de telle sorte que la Caisse d'Epargne n'ait rien à supporter de ce chef,
- s'il est constaté un fait quelconque révélateur d'une dégradation sérieuse de la situation financière de l'Emprunteur ou susceptible de mettre en péril la pérennité de l'entreprise ou plus généralement de menacer le recouvrement de sa créance par la Caisse d'Epargne,

PROJET

- si l'Emprunteur venait à enfreindre des dispositions légales et réglementaires susceptibles d'avoir un effet significativement défavorable sur sa situation et sur le respect de ses obligations au titre du présent Contrat,
- si l'Emprunteur est en cessation des paiements ou si un jugement ouvrant une procédure collective est rendu à l'encontre de l'Emprunteur.

En cas d'exigibilité anticipée d'un prêt consenti à taux variable, le taux en vigueur au jour du prononcé de cette déchéance restera en vigueur jusqu'au paiement total de la créance.

En cas d'exigibilité anticipé d'un prêt consenti en devise, le prêt sera converti de plein droit en euros au cours du jour de cette exigibilité anticipé.

IMPOTS, TAXES, DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prendra à sa charge les impôts et taxes présents et futurs ainsi que les droits, honoraires et frais pouvant résulter du présent contrat ou qui en seraient la suite ou la conséquence, y compris toutes avances pour frais de conservation, formalités ou procédures engagées par la Caisse d'Epargne.

La Caisse d'Epargne procédera à sa convenance aux formalités d'enregistrement du présent acte.

ELECTION DE DOMICILE - TRIBUNAUX COMPETENTS

Pour l'exécution du présent contrat et de ses suites, il est fait élection de domicile par les parties en leur adresse respective telle que mentionnée ci-avant.

Pour toute contestation pouvant naître de l'application des présentes, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège de la Caisse d'Epargne.

Le présent contrat et ses annexes sont placés d'un commun accord entre les parties sous le régime de la loi française.

FUSION ABSORPTION

Il est convenu entre les parties qu'en cas de fusion-absorption, fusion-création du Prêteur et/ou d'apport partiel ou total d'actifs par le Prêteur, le présent prêt sera maintenu ainsi que toutes les sûretés et garanties y afférentes, notamment le cautionnement.

MOBILISATION

Le Prêteur se réserve la faculté de mobiliser la créance résultant du ou des prêt(s) objet des présentes, selon toutes modalités légales ou réglementaires et tous usages ou techniques en vigueur. La créance de prêt pourra être éventuellement cédée par le Prêteur à un fonds commun de créances. Son recouvrement sera alors susceptible d'être confié à un autre établissement de crédit ou à la Caisse de Dépôts et Consignations (article L214-46 du Code monétaire et financier).

ABSENCE DE RENONCIATION - EXERCICE DES DROITS

PROJET

Le fait pour la Caisse d'Epargne de ne pas exercer ou de tarder à exercer un quelconque droit qui lui est conféré par les présentes ne peut constituer ni être interprété comme une renonciation au droit dont il s'agit.

Les droits stipulés dans les présentes ne sont pas exclusifs de tous autres droits prévus par la loi, avec lesquels ils se cumulent.

PROJET

Fait en autant d'originaux que de parties plus un pour l'enregistrement si cette formalité doit avoir lieu.

A STRASBOURG, le……

L'EMPRUNTEUR *(cachet + signature)*

A STRASBOURG, le ……..

LE PRETEUR (cachet + signature)

Jean-Philippe LALLY
Directeur Général

Claude ALPHONSE
Responsable de Service

A STRASBOURG, le ……

LE GARANT *(cachet + signature)*

✶

Robert HERRMANN
Président

✶ Faire précéder la signature de la mention manuscrite ***«Bon pour cautionnement solidaire à l'égard de la Caisse d'Epargne d'Alsace du prêt n° xxxxxx pour un montant de 5.000.000,- € (cinq millions d'euros) en principal, à majorer de tous intérêts, frais et accessoires***» + **cachet** à côté de la signature

Conformément à la loi informatique n°78 17 du 6 janvier 1978 modifiée, les données à caractère personnel portant sur des personnes physiques recueillies au présent acte par la Caisse d'Epargne, responsable du traitement, de même que celles qui seront recueillies ultérieurement sont obligatoires et ont pour finalité l'octroi et la gestion du concours et ou de la garantie, ainsi que la gestion du risque de l'établissement et la prospection commerciale. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales ou réglementaires.
Ces personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification pour toute information les concernant auprès de la Caisse d'Epargne. Elles peuvent en outre s'opposer sans frais à ce que ces informations soient utilisées à des fins de prospection commerciale en adressant un courrier à la Caisse d'Epargne.
La personne physique concernée autorise expressément la Caisse d'Epargne à communiquer les informations recueillies dans le présent acte à des entreprises du groupe Caisse d'Epargne, à des sous-traitants ou des prestataires de service pour satisfaire aux besoins de la gestion du dossier ou à des fins de gestion du risque de l'établissement.

Parapher chaque page

PROJET

ANNEXE

CAUTION SOLIDAIRE

Je soussigné M. Robert Herrmann, agissant pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg (ci-après « EMS ») dûment autorisé à cet effet aux termes d'une décision de la Commission Permanente de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 29 septembre 2017 autorisant l'EMS à signer le Contrat de Crédit en tant que Garant et à émettre la Caution, dont une copie certifiée conforme est ci-annexée (**Annexe n°1**) (la « **Caution** »),

Déclare par les présentes que l'EMS se constitue caution solidaire et indivisible de :

La société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois**», société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, inscrite au registre du commerce de Strasbourg sous le numéro 568 500 680 et dont le siège social est situé 14 Rue de la Gare Aux Marchandises à Strasbourg (67) (le « **Cautionné** »),

vis-à-vis de la société dénommée « **Caisse d'épargne et de prévoyance d'alsace** », S.A. Banque Coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance, régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, capital social de 235 000 000 euros, siège social 1 Avenue du Rhin à Strasbourg, RCS Strasbourg, N°B 383 984 879 (la « **Banque** »),

Pour garantir le remboursement de l'ensemble des sommes en principal, intérêts, intérêts de retard, frais et accessoires, dues par le Cautionné au titre du prêt (le « **Crédit** ») consenti au Cautionné par la Banque pour une durée maximum de 20 ans, selon un contrat de crédit conclu en date du xx xx 2017 entre la Caution, le Cautionné et la Banque (le « **Contrat de Crédit** »).

Le présent cautionnement est consenti conformément aux dispositions du Contrat de Crédit. Il est précisé que le montant maximum utilisable au titre du Crédit consentis au Cautionné s'élèvera, en principal, à un montant de 10.000.000 Euros, mais que, de convention expresse, le présent cautionnement garantira à la Banque le remboursement de 50% des sommes en principal effectivement mises à disposition du cautionné dans le cadre du Crédit et non encore remboursées à la date de la mise en jeu du cautionnement.

Les écritures relatives à l'utilisation du Crédit seront comptabilisées dans un compte spécialement ouvert à cet effet, dans les livres de la Banque, au nom du Cautionné, ce compte spécial étant distinct du compte courant dont le Cautionné peut être titulaire dans les livres de la Banque. Toutefois, en cas de comptabilisation des sommes ci-dessus au compte courant du Cautionné, le bénéfice du présent cautionnement demeurerait acquis à la Banque pour les mêmes causes.

ARTICLE I - LIMITE EN MONTANT DU CAUTIONNEMENT

PROJET

L'obligation de la caution résultant du présent cautionnement est limitée à un montant maximum de 5.000.000 Euros. Il est rappelé que le présent cautionnement garantira à la Banque le remboursement de 50% des sommes en principal effectivement mises à disposition du cautionné dans le cadre du Crédit et non encore remboursées à la date de la mise en jeu du cautionnement.

ARTICLE II - PORTEE DU CAUTIONNEMENT

Le présent cautionnement est solidaire, c'est-à-dire qu'il entraîne pour la Caution renonciation aux bénéfices de discussion et de division. En renonçant aux bénéfices de discussion, la Caution accepte de payer la Banque sans pouvoir exiger que celle-ci poursuive préalablement le Cautionné. La renonciation aux bénéfices de division signifie que dans l'hypothèse où plusieurs personnes se seraient portées caution du Cautionné au profit de la Banque, cette dernière pourra exiger de l'une quelconque d'entre elles le paiement de la totalité de ce qui lui sera dû, le cas échéant par le Cautionné, dans la limite du montant de l'engagement de chaque caution, et sans préjudice de l'alinéa 6 de l'article L 2252-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le présent cautionnement est en outre indivisible. En cas de disparition de la Caution pour quelque cause que ce soit, chacun des ayants droit sera tenu indivisiblement à l'exécution des présentes dans les mêmes conditions que la Caution. En conséquence, la Banque pourra réclamer la totalité des sommes dues au titre des présentes à n'importe laquelle de ces personnes, sans que puisse être imposée à la Banque une division quelconque de ses recours.

Enfin, le présent cautionnement n'affecte et ne pourra affecter en aucune manière la nature et l'étendue de tous engagements et de toutes garanties, réels ou personnels qui ont pu ou pourront être contractés ou fournis soit par la Caution, soit par tous tiers, et auxquels il s'ajoute ou s'ajoutera.

ARTICLE III - RECOURS DE LA BANQUE

La réalisation totale ou partielle des sommes utilisées dans le cadre du Crédit et des opérations traitées sera suffisamment justifiée par la remise du relevé des comptes ouverts dans les livres de la Banque au nom du Cautionné.

En cas de non-paiement d'une somme quelconque à bonne date, comme en cas de défaillance du Cautionné, la Caution s'engage irrévocablement à payer à la Banque, le montant intégral des sommes qui seraient dues à la Banque par l'Emprunteur dans les quinze (15) jours ouvrés de la réception par la Caution d'une notification adressée par la Banque à raison des présentes; le non-paiement d'une somme quelconque à bonne date ou la défaillance du Cautionné rend le présent engagement exécutoire de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, la Caution étant tenue de régler le montant de son obligation dans les quinze (15) jours ouvrés de la réception d'une notification adressée par la Banque, notamment en cas du déchéance du terme de l'obligation principale.

PROJET

La Caution autorise dès à présent la Banque, sans qu'il puisse en résulter aucune réduction des engagements de la Caution envers elle, à donner son adhésion à tous atermoiements que pourrait solliciter le Cautionné et à toutes facilités de paiement qui pourraient lui être accordées pour quelque raison que ce soit, amiable ou judiciaire.

ARTICLE IV - RECOURS DE LA CAUTION

Du fait de son paiement, la Caution dispose contre le Cautionné des recours prévus par la loi et pourra bénéficier des droits, actions, et sûretés de la Banque à l'égard du Cautionné.

ARTICLE V - INFORMATION DE LA CAUTION

Conformément aux dispositions de l'article L.313-22 du Code monétaire et financier, la Banque est tenue au plus tard avant le 31 mars de chaque année de faire connaître à la Caution le montant du principal et des intérêts, commissions, frais et accessoires restant à courir au 31 décembre de l'année précédente au titre de l'obligation bénéficiant de la Caution, ainsi que le terme de cet engagement.

ARTICLE VI - CESSATION DU CAUTIONNEMENT

La Caution ne fait ni de la situation du Cautionné, ni de l'existence et du maintien d'autres cautions une condition déterminante de son cautionnement. De même, la modification ou la disparition des liens de fait ou de droits susceptibles d'exister entre la Caution et le Cautionné n'emporte pas libération de la Caution.

ARTICLE VII - IMPOTS ET FRAIS

Tous droits, impôts, taxes, pénalités et frais auxquels le présent acte, ainsi que son exécution pourraient donner lieu, seraient à la charge de la Caution, y compris les frais d'enregistrement en cas d'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE VIII – DUREE DU CAUTIONNEMENT

Le présent cautionnement restera en vigueur aussi longtemps qu'une somme restera due par le Cautionné à la Banque au titre du Contrat de Crédit.

PROJET

ARTICLE IX - REMISE D'UNE COPIE DE L'ACTE DE CAUTIONNEMENT –

La Caution reconnaît avoir reçu de la Banque une copie du présent acte.

Fait à Strasbourg le xx xx 2017

Signature

***** Le signataire fera précéder sa signature de la mention suivante écrite de sa main: « En me portant caution de la société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** », dans la limite d'un montant maximum de cinq millions d' Euros (5.000.000 Euros) couvrant le paiement du principal et pour la durée prévue au Contrat de crédit, je m'engage à rembourser au prêteur les sommes dues sur mes revenus et mes biens à l'exception de ceux indispensables ou nécessaires à un ou plusieurs services publics si la société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** » n'y satisfait pas elle-même. En renonçant au bénéfice de discussion défini à l'article 2298 du Code civil et en m'obligeant solidairement avec la société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** », je m'engage à rembourser le créancier sans pouvoir exiger qu'il poursuive préalablement la société dénommée « **Compagnie des Transports Strasbourgeois** ».

PROJET

42

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Réforme et don de Vélhop et pièces détachées associées.

L'avenant 2 à la convention de délégation de service public relative à l'exploitation de Vélhop a défini le renouvellement de la flotte Vélhop et le don des vélos réformés et pièces détachées associées.

Dans ce cadre, une première délibération autorisant le don et la réforme de Vélhop a été prise le 28 avril 2017. Depuis, de nouveaux vélos (listés en annexe 1) ont été mis au rebut et sont en attente de réforme.

Par ailleurs, de nouvelles associations ont fait part de leur intérêt pour ces Vélhop et pièces détachées associées :

- Association solidarité avec les handicapés
- Association de développement et solidarité handicaps

Ces associations, ainsi que celles déjà conventionnées, feront état de leurs besoins et les vélos qui ne trouveront pas usage seront ferraillés.

Ainsi, il est soumis à la Commission permanente (Bureau) d'approuver la réforme et le don des épaves Vélhop et pièces détachées assorties à des associations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
autorise

la réforme, le déclassement et la désaffectation des matériels suivant la liste jointe en annexe,

approuve

la conclusion d'une convention ayant pour objet le don et la valorisation des vélos et matériels associés, issus de la DSP Vélhop, entre l'Eurométropole de Strasbourg et les associations suivantes :

- *Association solidarité avec les handicapés*
- *Association de développement et solidarité handicaps*

charge

le président ou son-sa représentant-e à signer les conventions et actes y afférents et de prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Annexe : Liste des Vélhop à réformer

VÉLOS EMPORTÉS PAR L'EUROMÉTROPOLE POUR MISE AU REBUT LE 08/03/2017 :

RANG :	N°DE VÉLO:
1	**10008**
2	**10018**
3	**10026**
4	**10032**
5	**10033**
6	**10045**
7	**10054**
8	**10056**
9	**10058**
10	**10062**
11	**10072**
12	**10085**
13	**10094**
14	**10105**
15	**10112**
16	**10117**
17	**10135**
18	**10156**
19	**10167**
20	**10217**
21	**10235**
22	**10236**
23	**10256**
24	**10333**
25	**10334**
26	**10349**
27	**10351**
28	**10359**
29	**10361**
30	**10381**
31	**10386**
32	**10389**
33	**10445**
34	**10454**
35	**10458**
36	**10482**
37	**10525**
38	**10527**
39	**10565**
40	**10570**

RANG :	N°DE VÉLO:
41	**10606**
42	**10627**
43	**10669**
44	**10677**
45	**10707**
46	**10717**
47	**10732**
48	**10736**
49	**10741**
50	**10745**
51	**10773**
52	**10846**
53	**10861**
54	**10865**
55	**10886**
56	**10959**
57	**10975**
58	**10989**
59	**11004**
60	**11049**
61	**11061**
62	**11063**
63	**11078**
64	**11092**
65	**11113**
66	**11147**
67	**11156**
68	**11186**
69	**11203**
70	**11208**
71	**11212**
72	**11227**
73	**11260**
74	**11270**
75	**11283**
76	**11285**
77	**11365**
78	**11367**
79	**11441**
80	**11445**

RANG :	N°DE VÉLO:
81	**11478**
82	**11576**
83	**11607**
84	**11611**
85	**11617**
86	**11669**
87	**11670**
88	**11684**
89	**11779**
90	**11787**
91	**11795**
92	**11802**
93	**11836**
94	**11859**
95	**11870**
96	**11873**
97	**11900**
98	**11922**
99	**11947**
100	**11949**
101	**11954**
102	**11970**
103	**11984**
104	**12114**
105	**13836**
106	**14250**
107	**14690**
108	**50057 (ancien 11.328)**
109	**VLD sans fubicy** (retour police dec 2016)
110	**VLD peint en noir** (retour Centre fev 2017)

TOTAL : 110 vélos LD emportés le 08/03/17

VÉLOS EMPORTÉS PAR L'EUROMÉTROPOLE POUR MISE AU REBUT LE 10/04/2017 :

RANG :	N°DE VÉLO:
1	10.020
2	10.035
3	10.042
4	10.053
5	10.055
6	10.060
7	10.074
8	10.078
9	10.098
10	10.099
11	10.123
12	10.140
13	10.146
14	10.158
15	10.223
16	10.229
17	10.242
18	10.248
19	10.260
20	10.276
21	10.283
22	10.287
23	10.306
24	10.338
25	10.352
26	10.358
27	10.360
28	10.371
29	10.395
30	10.402
31	10.464
32	10.507
33	10.515
34	10.533
35	10.539
36	10.551
37	10.578
38	10.607
39	10.620
40	10.625
41	10.629
42	10.632
43	10.641
44	10.656
45	10.720
46	10.753
47	10.790
48	10.862
49	10.864
50	10.871

RANG :	N°DE VÉLO:
51	10.874
52	10.878
53	10.890
54	10.891
55	10.917
56	10.926
57	10.929
58	10.932
59	10.933
60	10.949
61	10.964
62	10.978
63	10.982
64	10.988
65	11.000
66	11.006
67	11.016
68	11.024
69	11.027
70	11.033
71	11.041
72	11.053
73	11.059
74	11.060
75	11.073
76	11.079
77	11.094
78	11.103
79	11.119
80	11.121
81	11.131
82	11.164
83	11.166
84	11.172
85	11.174
86	11.175
87	11.177
88	11.190
89	11.214
90	11.226
91	11.229
92	11.236
93	11.239
94	11.241
95	11.251
96	11.256
97	11.264
98	11.269
99	11.280
100	11.284

RANG :	N°DE VÉLO:
101	11.295
102	11.296
103	11.301
104	11.304
105	11.309
106	11.320
107	11.327
108	11.338
109	11.342
110	11.351
111	11.352
112	11.357
113	11.364
114	11.366
115	11.384
116	11.389
117	11.398
118	11.402
119	11.418
120	11.440
121	11.448
122	11.460
123	11.470
124	11.477
125	11.520
126	11.526
127	11.541
128	11.562
129	11.563
130	11.577
131	11.579
132	11.581
133	11.585
134	11.586
135	11.602
136	11.613
137	11.625
138	11.627
139	11.649
140	11.653
141	11.667
142	11.675
143	11.680
144	11.685
145	11.688
146	11.702
147	11.703
148	11.705
149	11.709
150	11.710

RANG :	N°DE VÉLO:
151	11.721
152	11.735
153	11.747
154	11.750
155	11.752
156	11.753
157	11.755
158	11.763
159	11.774
160	11.785
161	11.799
162	11.804
163	11.808
164	11.819
165	11.821
166	11.839
167	11.862
168	11.868
169	11.892
170	11.894
171	11.899
172	11.914
173	11.919
174	11.920
175	11.927
176	11.928
177	11.929
178	11.932
179	11.937
180	11.955
181	11.962
182	11.968
183	11.991
184	11.994
185	11.999
186	12.491
187	14.095
188	50.090 (=ancien 12.420)
189	50.098 (=ancien 10.922)
190	3959 (vélo enf. 24")
191	3972 (vélo enf. 24")

TOTAL : 191 vélos emportés le 10/04/17
(**189 VLD** + **2** vélos enfants)

751

VÉLOS EMPORTÉS PAR L'EUROMÉTROPOLE POUR MISE AU REBUT LE 29/05/2017 :

RANG :	N°DE VÉLO:
1	10.028
2	10.039
3	10.296
4	10.312
5	10.325
6	10.394
7	10.400
8	10.462
9	10.522
10	10.594
11	10.598
12	10.675
13	10.742
14	10.857
15	10.990
16	11.023
17	11.104
18	11.107
19	11.143
20	11.181
21	11.184
22	11.191
23	11.196
24	11.201
25	11.204
26	11.205
27	11.221
28	11.224
29	11.228
30	11.233
31	11.237
32	11.249
33	11.281
34	11.294
35	11.297
36	11.307
37	11.333
38	11.392
39	11.395
40	11.407
41	11.450
42	11.480
43	11.507
44	11.518
45	11.556
46	11.564
47	11.578
48	11.595
49	11.600
50	11.608

RANG :	N°DE VÉLO:
51	11.624
52	11.658
53	11.737
54	11.745
55	11.765
56	11.778
57	11.782
58	11.794
59	11.797
60	11.818
61	11.820
62	11.853
63	11.854
64	11.889
65	11.897
66	11.898
67	11.905
68	11.971
69	12.271
70	12.830
71	13.263
72	VLD sans N° (Fubicy : ARC102960247)
73	0.019 (trelock)
74	0.421 (station)
75	0.646 (trelock)
76	0.772 (trelock)
77	VLS sans N° (Fubicy : ARC130151874)
78	3950 (20 pouces)
79	3960 (24 pouces)
80	3974 (24 pouces)
81	4037 (24 pouces)

TOTAL : **81** vélos emportés le 29/05/17, dont :

- ☞ 72 VLD
- ☞ +3 VLS Trelock
- ☞ +2 VLS Station
- ☞ +4 Vélos enfants

752

VÉLOS EMPORTÉS PAR L'EUROMÉTROPOLE POUR MISE AU REBUT LE 18/07/2017 :

RANG :	N°DE VÉLO:
1	10.017
2	10.108
3	10.138
4	10.155
5	10.203
6	10.250
7	10.262
8	10.282
9	10.420
10	10.434
11	10.449
12	10.487
13	10.604
14	10.611
15	10.631
16	10.937
17	11.021
18	11.039
19	11.043
20	11.057
21	11.067
22	11.077
23	11.080
24	11.084
25	11.089
26	11.105
27	11.109
28	11.115
29	11.124
30	11.136
31	11.154
32	11.158
33	11.165
34	11.179
35	11.199
36	11.202
37	11.219
38	11.242
39	11.257
40	11.275
41	11.313
42	11.318
43	11.322
44	11.326
45	11.329
46	11.344
47	11.345
48	11.346
49	11.354
50	11.356
51	11.358
52	11.373
53	11.374
54	11.390

RANG :	N°DE VÉLO:
55	11.399
56	11.409
57	11.428
58	11.432
59	11.444
60	11.461
61	11.465
62	11.468
63	11.479
64	11.484
65	11.499
66	11.519
67	11.522
68	11.533
69	11.534
70	11.540
71	11.572
72	11.583
73	11.590
74	11.591
75	11.594
76	11.612
77	11.648
78	11.650
79	11.661
80	11.706
81	11.712
82	11.719
83	11.722
84	11.726
85	11.736
86	11.758
87	11.759
88	11.769
89	11.773
90	11.801
91	11.814
92	11.822
93	11.834
94	11.841
95	11.851
96	11.865
97	11.867
98	11.879
99	11.888
100	11.890
101	11.906
102	11.916
103	11.921
104	11.923
105	11.939
106	11.948
107	11.952
108	11.964

RANG :	N°DE VÉLO:
109	11.974
110	11.983
111	11.987
112	12.014
113	12.017
114	12.021
115	12.023
116	12.043
117	12.045
118	12.051
119	12.054
120	12.059
121	12.065
122	12.072
123	12.074
124	12.077
125	12.083
126	12.091
127	12.093
128	12.101
129	12.103
130	12.107
131	12.112
132	12.147
133	12.155
134	12.156
135	12.160
136	12.169
137	12.185
138	12.190
139	12.194
140	12.196
141	12.198
142	12.207
143	12.216
144	12.222
145	12.223
146	12.226
147	12.229
148	12.248
149	12.249
150	12.259
151	12.261
152	12.264
153	12.269
154	12.272
155	12.280
156	12.291
157	12.296
158	12.303
159	12.305
160	12.308
161	12.311
162	12.312

RANG :	N°DE VÉLO:
163	12.328
164	12.330
165	12.338
166	12.339
167	12.357
168	12.363
169	12.366
170	12.376
171	12.382
172	12.405
173	12.415
174	12.422
175	12.448
176	12.457
177	12.460
178	12.466
179	12.468
180	12.472
181	12.480
182	12.484
183	12.487
184	12.490
185	12.513
186	12.517
187	12.525
188	12.532
189	12.533
190	12.541
191	12.544
192	12.565
193	12.568
194	12.577
195	12.589
196	12.608
197	12.611
198	12.616
199	12.624
200	12.631
201	12.632
202	12.638
203	12.644
204	12.651
205	12.652
206	12.653
207	12.657
208	12.665
209	12.670
210	12.674
211	12.675
212	12.678
213	12.682
214	12.691
215	12.692
216	12.693

RANG :	N°DE VÉLO:
217	12.696
218	12.706
219	12.707
220	12.715
221	12.727
222	12.739
223	12.741
224	12.742
225	12.745
226	12.746
227	12.758
228	12.772
229	12.773
230	12.778
231	12.780
232	12.781
233	12.791
234	12.810
235	12.811
236	12.813
237	12.819
238	12.825
239	12.839
240	12.842
241	12.843
242	12.850
243	12.876
244	12.879
245	12.902
246	12.904
247	12.909
248	12.912
249	12.916
250	12.919
251	12.931
252	12.938
253	12.943
254	12.947
255	12.952
256	12.959
257	12.969
258	12.976
259	12.985
260	12.991
261	12.994
262	13.296
263	14.252
264	50.070 (= 12.724)
265	15.007
266	VLD sans N°
267	VLD sans N° fub : ARC 102 514 548
268	0.515
269	0.920
270	VLS sans N° fub : ARC 100 157 448

TOTAL : **270** vélos emportés le 18/07/17, dont :
☞267 VLD
☞3 VLS

753

VÉLOS EMPORTÉS PAR L'EUROMÉTROPOLE POUR MISE AU REBUT LE 22/08/2017 :

RANG :	N°DE VÉLO:	RANG :	N°DE VÉLO:	RANG :	N°DE VÉLO:	RANG :	N°DE VÉLO:
1	10.199	55	11.958	109	12.427	163	12.978
2	10.379	56	11.973	110	12.444	164	12.981
3	10.428	57	12.008	111	12.456	165	13.778
4	10.432	58	12.027	112	12.463	166	13.844
5	10.700	59	12.029	113	12.464	167	13.894
6	10.743	60	12.030	114	12.469	168	50.004
7	10.812	61	12.035	115	12.470	169	50.009
8	10.842	62	12.052	116	12.471	170	50.065
9	10.897	63	12.057	117	12.477	171	50.089
10	10.900	64	12.080	118	12.500	172	50.093
11	10.984	65	12.084	119	12.505		
12	11.018	66	12.085	120	12.506		
13	11.032	67	12.086	121	12.508		
14	11.036	68	12.088	122	12.509		
15	11.042	69	12.096	123	12.520		
16	11.050	70	12.104	124	12.526		
17	11.058	71	12.105	125	12.534		
18	11.072	72	12.117	126	12.562		
19	11.074	73	12.130	127	12.571		
20	11.083	74	12.132	128	12.579		
21	11.185	75	12.133	129	12.588		
22	11.200	76	12.138	130	12.592		
23	11.218	77	12.154	131	12.605		
24	11.230	78	12.161	132	12.606		
25	11.336	79	12.174	133	12.610		
26	11.350	80	12.183	134	12.619		
27	11.353	81	12.202	135	12.620		
28	11.423	82	12.203	136	12.622		
29	11.435	83	12.208	137	12.636		
30	11.449	84	12.214	138	12.666		
31	11.502	85	12.224	139	12.703		
32	11.567	86	12.233	140	12.709		
33	11.571	87	12.246	141	12.723		
34	11.575	88	12.247	142	12.786		
35	11.604	89	12.255	143	12.793		
36	11.634	90	12.256	144	12.798		
37	11.637	91	12.262	145	12.805		
38	11.640	92	12.276	146	12.828		
39	11.672	93	12.277	147	12.831		
40	11.674	94	12.279	148	12.847		
41	11.678	95	12.286	149	12.853		
42	11.682	96	12.327	150	12.877		
43	11.701	97	12.332	151	12.884		
44	11.718	98	12.336	152	12.893		
45	11.730	99	12.354	153	12.906		
46	11.743	100	12.360	154	12.907		
47	11.761	101	12.364	155	12.911		
48	11.809	102	12.370	156	12.927		
49	11.838	103	12.373	157	12.930		
50	11.872	104	12.388	158	12.935		
51	11.882	105	12.398	159	12.937		
52	11.884	106	12.404	160	12.946		
53	11.887	107	12.417	161	12.963		
54	11.934	108	12.425	162	12.975		

TOTAL : 172 vélos emportés le 22/08/17, dont :
(VLD uniquement)

43

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Remboursement du Versement Transport au titre du personnel transporté - société PUNCH POWERGLIDE.

L'Eurométropole de Strasbourg, autorité organisatrice de la mobilité, a instauré sur son territoire le versement transport, auquel sont assujetties les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, dès lors qu'elles emploient 11 salariés ; le taux de versement transport appliqué sur le territoire de l'Eurométropole est fixé à 2 % de la masse salariale depuis le 1er janvier 2011.

L'article L.2333-70-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les employeurs qui justifient avoir effectué intégralement et à titre gratuit le transport collectif de leurs salariés peuvent demander le remboursement des sommes correspondantes, acquittées au titre du Versement Transport.

Les articles D.2333-90 et L.2333-74 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoient que les demandes de remboursement doivent être adressées trimestriellement par les assujettis à la collectivité, accompagnées de toutes pièces justificatives utiles au contrôle ; qu'il appartient à l'autorité organisatrice de la mobilité en vertu de sa compétence exclusive, de vérifier le bien-fondé de la demande.

L'article L 2333-71 du Code Général des Collectivités Territoriales autorise l'autorité organisatrice de la mobilité à déduire des sommes demandées, une retenue pour frais de remboursement qui ne peut excéder 0,50 % du versement transport effectivement encaissé.

La délégation de compétence en matière de versement transport consentie par le Conseil de l'Eurométropole à la Commission Permanente en vertu de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoit que celle-ci doit statuer sur les demandes de remboursement supérieures à 50 000 €.

Par courrier du 26 juin 2017 et 20 juillet 2017, la société PUNCH POWERGLIDE située à STRASBOURG a demandé le remboursement des montants versés pour ses salariés transportés au titre du 1er et 2ème trimestre 2017 pour un montant de 120 703 €.

Il ressort de l'instruction que l'employeur a justifié avoir effectué intégralement et à titre gratuit le transport collectif des salariés pour lesquels le remboursement est demandé.

Il revient donc à l'Eurométropole de rembourser à la société demanderesse le versement transport que celle-ci justifie avoir acquitté, soit le montant de 120 703 €, déduction faite du prélèvement de 1 % effectué par les organismes de recouvrement au titre de leurs frais de gestion.

En application de la retenue pour frais de remboursement de 0,5 % appliquée par l'Eurométropole, le montant de versement transport à rembourser à la société PUNCH POWERGLIDE pour les périodes du 1er et 2ème trimestre 2017 s'élève à 118 898,49 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales les articles L.2333-68, L.2333-70, L.2333-74, D.2333-90 ;
Vu la délibération n° 46 du 14 décembre 1973 instaurant le versement transport sur le périmètre de la Communauté Urbaine à partir du 1er janvier 1974, en application de la loi n° 73-640 du 11 juillet 1973;
Vu la délibération n°13 du 03 mars 2017 instituant le versement transport sur le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg issu de la fusion avec la communauté de communes « Les Châteaux » ;
Vu la délibération n°01 du 17 décembre 2010, fixant le taux du versement transport appliqué sur le territoire de l'Eurométropole à 2 % de la masse salariale à compter du 1er janvier2011,
Vu la délibération n° 43 du 30 juin 2016 portant sur les modalités de remboursement du Versement Transport au titre du personnel logé ou transporté
Vu la délibération n° 9 du 5 janvier 2017 alinéa XXVIII, délégant à la Commission permanente (Bureau) en application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence en matière de versement de transport,
après en avoir délibéré

décide

- *le remboursement du versement transport au titre du personnel transporté pour la période du 1er et 2ème trimestre 2017 pour un montant de 118 898.49 € à la société PUNCH POWERGLIDE ;*

- *l'imputation des dépenses sur le crédit 821/ 73927/TC00A ouvert au Budget annexe Transport Eurométropole de l'exercice 2017 ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte se rapportant à cette décision.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

44

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Intégration des charges de transport urbain de voyageurs au financement des frais d'exploitation du Hall des transports de la gare de Strasbourg (Pôle d'échange multimodal)

L'arrivée en juin 2007 du TGV en Alsace a concrétisé la place de carrefour européen qu'occupent Strasbourg et son agglomération.

A cette occasion, le quartier de la Gare de Strasbourg a fait l'objet entre 2005 et 2007 de travaux aboutissant ainsi à la mise en service d'un nouveau Pôle d'Echange Multimodal.

Cela avait conduit alors la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) - devenue Eurométropole de Strasbourg le 1er janvier 2015 - ainsi que la Ville de Strasbourg à engager une réflexion spécifique sur la problématique des transports et déplacements, ainsi que sur l'ensemble des connexions à la Gare Centrale à l'arrivée du TGV Est Européen.

A ce titre, plusieurs projets ont été réalisés et mis en service pour l'arrivée du TGV Est, notamment : le hall des transports Gare (Grande verrière), la rénovation de la Gare historique, la réalisation du parking Silo « Wodli » accessible directement depuis le quai n°1 de la Gare de Strasbourg, la rénovation et la réorganisation de la place de la Gare et de la station de tramway gare, la mise en service de la station aérienne de tramway (Tram C) au nord du hall des transports, etc…

Afin de finaliser ces projets et de mettre en œuvre la gestion coordonnée du hall des transports, la CUS et la SNCF - Gares et Connexions avaient décidé d'établir une convention de gestion commune.

Une délibération du Conseil de Communauté du 19 novembre 2004 (point 18-d), a approuvé les nouveaux projets de protocole de partenariat relatifs au PEM, après le retrait d'une délibération du 30 janvier 2004. Le nouveau protocole relatif aux modalités de partenariat pour l'étude, le financement et la réalisation du projet, signé par l'ensemble des parties le 27 mai 2005, devait servir de base à l'établissement de conventions particulières concernant notamment l'exploitation et la gestion de la grande verrière (hall des transports) et la répartition des charges pour cet ouvrage d'intérêt commun qui a pour objet d'assurer une intermodalité efficace (tramway, lignes SNCF, parking vélo et automobile etc).

Cette convention n'est pas intervenue.

Une délibération du Conseil de Communauté du 20 décembre 2007 (délibération n°61) a approuvé une convention relative au financement des charges de fonctionnement des espaces sous verrière. Elle est restée, à notre connaissance, lettre morte.

Par la suite, la SNCF a demandé à la CUS le paiement de la somme de 380 000 €, pour l'exploitation du hall des Transports de 2007 à 2010, ainsi que la signature d'une nouvelle convention de coopération à compter de 2011, basée sur les charges réellement constatées. Cette somme a été libérée par la CUS au bénéfice de la SNCF après l'approbation du Conseil de Communauté du 29 novembre 2013 (délibération n°45).

Lors des discussions pour l'élaboration de cette nouvelle convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SNCF, il est apparu que les charges de fonctionnement des espaces dévolus aux transports urbain de voyageurs (hors tunnel sous la gare et station souterraine du tramway) n'étaient pas prises en compte dans la répartition des charges de fonctionnement du hall des transports du PEM ; ces charges de fonctionnement étant par ailleurs directement assumées par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre du contrat de concession avec la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS).

Il a donc été procédé au réexamen du transit des voyageurs via le PEM et des charges de fonctionnement du hall des transports pour les années 2011 à 2016 en intégrant celles des espaces dévolus au transit des voyageurs urbains utilisant la station souterraine du tramway. Sur ces bases, il apparait un différentiel financier en faveur de la SNCF, pour les années 2011 à 2016 inclues, évalué à 323 298 € HT.

Compte tenu de l'évolution des charges depuis 2011 et de leur relative stabilisation, il a été proposé de forfaitiser à l'avenir ce différentiel en faveur de la SNCF à hauteur de 50 000 € HT annuel et de procéder à une revoyure tous les trois ans afin de réviser et d'adapter s'il y a lieu ce montant forfaitaire pour tenir compte des conditions d'exploitation réellement constatées.

Afin de prendre en considération les points visés ci-dessus et de leur apporter les réponses appropriées, les deux parties ont ainsi convenu, dans le cadre de la convention ci-jointe en annexe, des modalités de règlement suivantes :

- pour les années 2011 - 2016, l'Eurométropole de Strasbourg se libèrera d'une participation forfaitaire évaluée à 323 298 € HT au titre de sa participation aux charges d'exploitation du hall des transports ;

- pour l'avenir et les années 2017 - 2025, l'Eurométropole de Strasbourg se libérera annuellement d'une participation forfaitaire fixée à 50 000 € HT, avec revoyure tous les trois ans, au titre de sa participation aux charges d'exploitation du hall des transports.

Dès lors, les parties ont convenu de contractualiser leurs engagements par le présent accord soumis à l'approbation de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion de la convention de coopération pour l'exploitation du hall des transports de la gare de Strasbourg entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SNCF, ci-jointe, prévoyant notamment :

- *pour les années 2011 – 2016, la participation forfaitaire de l'Eurométropole aux charges d'exploitation du hall des transports évaluée à 323 298 € HT ;*
- *pour l'avenir et les années 2017 – 2025, la participation annuelle de l'Eurométropole aux charges d'exploitation du hall des transports fixée forfaitairement à 50 000 € HT, avec revoyure tous les trois ans.*

décide

- *l'imputation des dépenses et recettes du projet sur les crédits ouverts au budget 2017 et ultérieurs ;*
- *en particulier TC06A 653382 programme 8027 ouvert au budget de la Direction de la Mobilité, Espaces Publics et Naturels ;*
- *l'inscription des crédits nécessaires dans les documents budgétaires ultérieurs.*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention ci-jointe, relative à cette coopération pour l'exploitation du hall des transports, et tous les actes et documents afférents à la présente délibération.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

GARE de STRASBOURG

CONVENTION DE COOPERATION POUR L'EXPLOITATION DU HALL DES TRANSPORTS

ENTRE

La Société Nationale des Chemins de Fer Français, Etablissement Public Industriel et Commercial, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 552 049 447 dont le siège est situé à Saint Denis 2 place AUX ETOILES, représentée par :
Monsieur Patrick ROPERT, Directeur des Gares, SNCF – Gares & Connexions.

ci-après dénommée " SNCF **–** G&C "

ET

L'Eurométropole de Strasbourg, située à Strasbourg, 1 parc de l'étoile, 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par, son Président, Monsieur Robert HERRMANN, en vertu de la délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017.

ci-après dénommée " **l'Eurométropole** "

ci-après désignés ensemble « les partenaires »

SOMMAIRE

SOMMAIRE 3

PREAMBULE 5

ARTICLE 1 OBJET 6

ARTICLE 2 PERIMETRE EXPLOITE 6

2.1 PERIMETRE SNCF 6
2.2 PERIMETRE EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 6

ARTICLE 3 MODALITE DE GESTION DU HALL DES TRANSPORTS 7

LES FONCTIONS ASSUREES EN COORDINATION EUROMETROPOLE-SNCF PORTENT SUR : 7

ARTICLE 4 CONDITIONS FINANCIERES RELATIVES AUX FONCTIONS ASSUREES PAR LA SNCF ET PAR **L'EUROMETROPOLE DE S**TRASBOURG GESTIONNAIRES DU HALL DES TRANSPORTS 7

4.1 PARTICIPATIONS FINANCIERES 7
4.2 MODALITES DE PAIEMENT 9
4.3 FACTURATION ET RECOUVREMENT 10
4.4 DOMICILIATION DES PARTIES 10
4.5 REGLES D'EVOLUTION DES PARTICIPATIONS FINANCIERES 10

5 COORDINATION ET SUIVI 11

5.1 COMITE DE SITE 11
5.2 COMPOSITION DU COMITE DE SITE 11

6 MODIFICATION ET RESILIATION DE LA PRESENTE CONVENTION 11

7 **DATE D'EFFET ET DURE**E DE LA CONVENTION 11

8 LITIGES 12

9 ENREGISTREMENT 12

10 DOCUMENTS CONTRACTUELS 12

11 **NOMBRE D'EXEMPLAIRES** 13

MONTANT EN €HT AUX CE DE 01/2017 AJUSTE EN 01/2016 ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ANNEXE 2 : BASE DE DETERMINATION DU MONTANT ANNUEL DES CHARGES **D'EXPLOITATION** SNCF ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

1. COUTS D'EXPLOITATION ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
1.1. COUT D'EXPLOITATION ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
2. RATIOS DU PROJET ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
2.1. GENERALITES ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
2.2. HYPOTHESES PRISES EN COMPTE ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
3. ESTIMATION DU COUT D'EXPLOITATION ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
3.1. CONSOMMATIONS DE FLUIDES (POSTE P1): ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
3.2. ENTRETIEN ET MAINTENANCE Y COMPRIS PETITES REPARATIONS (POSTE P2): ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
3.3. NETTOYAGE (POSTE P3) ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
3.4. GARDIENNAGE (POSTE P4) : ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
3.5. SECURITE INCENDIE – GESTION DE SITE (POSTE P5) ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

ANNEXE 3 : DECOMPOSITION DU MONTANT ANNU**EL DES CHARGES D'EXP**LOITATION EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ANNEXE 4 : BASE DE DETERMINATION DU MONTANT ANNU**EL DES CHARGES D'EXP**LOITATION EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

1. COUTS D'EXPLOITATION ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
1.1. COUT D'EXPLOITATION ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
2. RATIOS DU PROJET ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
2.1. GENERALITES ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
2.2. HYPOTHESES PRISES EN COMPTE ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
3. ESTIMATION DU COUT D'EXPLOITATION ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
3.1. CONSOMMATIONS DE FLUIDES (POSTE P1): ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
3.2. ENTRETIEN ET MAINTENANCE Y COMPRIS PETITES REPARATIONS (POSTE P2): ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
3.3. NETTOYAGE (POSTE P3) ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
3.4. SECURITE/VIDEOSURVEILLANCE (POSTE P4) : ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
3.5. SECURITE INCENDIE – GARDIENNAGE – GESTION DE SITE (POSTE P5) ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

PREAMBULE

L'arrivée en Juin 2007 du TGV en Alsace a concrétisé la place de carrefour européen qu'occupe désormais Strasbourg et son agglomération.

A l'occasion de la mise en service du TGV Est Européen, la station de tramway « gare centrale » et la gare SNCF de Strasbourg ont fait l'objet entre 2005 et 2007 de travaux de grande envergure constituant ainsi un nouveau pôle d'échange multimodal (PEM). Un Hall des Transports favorisant l'interconnexion entre l'ensemble des modes de transport présents sur le site a été mis en service en 2007 :

- L'ancienne galerie à « L'en-verre » et la station tramway, entrent dans le périmètre de la concession relative à la réalisation des lignes de tramway et à l'exploitation de l'ensemble du réseau urbain de transport en commun confié par l'Eurométropole de Strasbourg à la Compagnie des Transport Strasbourgeois (CTS)
- La grande verrière, qui relève du domaine public ferroviaire, est un ouvrage d'intérêt commun, réalisé pour protéger des intempéries la connexion entre l'ensemble des modes de transport présents sur la place de la gare, en particulier entre le tramway et les trains.

Plus particulièrement, le Hall des Transports de la gare de Strasbourg se compose :

- d'une verrière adjacente au bâtiment voyageur historique (BV) d'une superficie de 2133 m ². Elle abrite les circulations piétonnes entre les stations souterraine et de surface du tramway, la gare routière, la station de taxis, le parking gare et la gare et relie les trois vestibules de la gare ;
- d'ascenseurs situés au centre de la verrière permettant aux voyageurs à mobilité réduite de cheminer suivant les mêmes schémas que les circulations principales depuis la station du tramway en sous-sol et le parking voitures ;

Il permet de :

- Faciliter les correspondances,
- Diminuer les temps de transfert des voyageurs par la réduction de la longueur des cheminements,
- Favoriser l'accès et l'accueil des modes les plus adaptés au site et aux besoins des usagers du PEM
- Offrir un environnement confortable aux usagers du site,
- Proposer une offre multimodale avec une signalétique adaptée, une information voyageurs dynamique, des distributeurs de titre de transport
- Réaliser des opérations de communication ou de promotion

Co-exploité par l'Eurométropole de Strasbourg, la CTS et la SNCF, ce nouveau pôle d'échange, convergence de tous les modes de transport, vitrine de la Ville, symbolise l'entrée dans Strasbourg et son agglomération pour les 16 millions de personnes y transitant chaque année.

En application du Protocole relatif aux modalités de partenariat pour l'étude, le financement et la réalisation du Pôle d'Echange Multimodal de Strasbourg de novembre 2004, l'Eurométropole de Strasbourg et la SNCF – G&C s'engagent au travers de la présente convention à exploiter le Hall des Transports de la gare de Strasbourg de façon coordonnée.

Article 1 Objet

La présente convention a pour objectif de:

- définir les principes de fonctionnement du Hall des Transports,
- préciser les responsabilités des partenaires,
- définir la répartition des charges d'exploitation entre les partenaires
- fixer les règles de fonctionnement d'une structure de suivi et de coordination.

Article 2 Périmètre exploité

L'ensemble des espaces sous verrière du niveau 0 est situé sur le domaine public affecté à la SNCF.
L'ensemble des espaces des niveaux -1 et -2 de la Galerie du tramway fait partie du domaine de l'Eurométropole de Strasbourg, mis à la disposition de la CTS.
Chacune des entités exploite les ouvrages dont elle a l'usage exclusif selon ses règles usuelles, sous réserve de ne causer aucune gêne anormale à l'exploitation des autres zones et dans le respect de la gestion coordonnée du Hall des Transports définie à la présente convention.

2.1 Périmètre SNCF

La SNCF est affectataire des ouvrages suivants :

- Le hall des transports et ses propres fondations,
- La dalle au niveau 0 sous l'emprise du hall des transports,
- Les éléments de la structure d'appui du hall des transports, notamment la poutre courbe et les poteaux dans la hauteur du niveau –1,
- Les équipements techniques et les aménagements situés dans le volume du hall des transports.

2.2 Périmètre Eurométropole de Strasbourg

L'Eurométropole de Strasbourg met à disposition de la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS), au titre d'une convention de concession, les ouvrages suivants qui font partie du domaine public de l'Eurométropole :

- Les ouvrages existants sous le niveau 0, à l'exception des ouvrages propriétés de la SNCF décrits en 2.01 (fondations).
- Les dalles au niveau -1 et -2 sous l'emprise du hall des transports
- Les Equipements de circulations verticales : escaliers fixes, escaliers mécaniques, ascenseur parking.
- L'ascenseur reliant la gare au niveau -1 du hall des transports.

Article 3 Modalité de gestion du Hall des Transports

Les horaires d'ouverture du hall des transports devront être compatibles avec les horaires d'ouverture des différents espaces.

Les fonctions assurées en coordination Eurométropole-SNCF portent sur :

- l'information voyageurs dynamique
- la signalétique fixe
- l'accessibilité
- le mobilier
- les opérations de communication (marché de Noël …)
- les exercices d'évacuation incendie
- la coordination de travaux

Article 4 Conditions financières relatives aux fonctions assurées par la SNCF et par l'**Eurométropole de Strasbourg** gestionnaires du Hall des Transports

Le présent article a pour objet de définir le périmètre et les modalités de prise en charge par la SNCF et par l'Eurométropole de Strasbourg d'une partie des coûts de fonctionnement du hall des transports.

4.1 Participations financières

La répartition des frais entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SNCF porte sur les éléments suivants :

- Energies et fluides : équipements thermiques, brumisation, éclairage et petite force électrique ;
- Entretien et maintenance y compris petites réparations : éclairage, équipements de production, clos et couvert ;
- Nettoyage : verrière et structure, sols, mobiliers ;
- Gestion du site : gardiennage, sûreté, surveillance incendie, GTB et GTC (Gestion Technique du Bâtiment et Gestion Technique Centralisée).

Les autres recettes et frais relevant de l'exploitation de l'ouvrage sont pris en charge par la SNCF, affectataire de l'ouvrage et notamment:

- Les recettes publicitaires du hall des transports,
- Les provisions et dépenses relatives au gros entretien, aux réparations et aux actes de vandalisme.
- Le lissage des investissements et leur décomposition.
- Les équipements ferroviaires.
- Les coûts fiscaux (impôts, taxes).
- Les frais d'assurances

4-1-1 Charges SNCF

Le contenu et le calcul des charges SNCF sont détaillés dans les annexes 1 et 2.

Les montants sont exprimés en € HT aux conditions économiques de septembre 2017 et ont été recalés de 2011 à 2016 sur la base des dépenses réelles (cf. tableau ci-dessous).

	Année 2011,	Année 2012,	Année 2013,	Année 2014,	Année 2015,	Année 2016,
MONTANT ANNUEL TOTAL	562 574	579 391	591 457	562 227	567 650	582 924
P1: Energie et Fluides	62 507	64 167	67 748	68 108	66 567	66 390
P2: Entretien et maintenance y compris petites réparations	72 709	75 684	77 206	77 897	79 074	80 457
P3: Nettoyage	102 926	107 137	109 292	110 271	111 936	113 894
P4: Sécurité	219 249	222 917	225 523	193 262	201 790	212 005
P5: Sécurité Incendie / Gestion de site (surveillance)	105 183	109 486	111 688	112 689	108 284	110 179

4-1-2-Charges Eurométropole de Strasbourg

Le contenu et le calcul des charges de l'Eurométropole sont détaillés dans les annexes 3 et 4.

Les montants sont exprimés en € HT aux conditions économiques de septembre 2017 et ont été recalés de 2011 à 2016 sur la base des dépenses réelles (cf. tableau ci-dessous).

	Année 2011,	Année 2012,	Année 2013,	Année 2014,	Année 2015,	Année 2016,
MONTANT ANNUEL TOTAL	438 560	458 234	469 816	474 037	474 690	484 293
P1: Energie et Fluides	47 109	50 768	54 155	54 652	62 015	64 397
P2: Entretien et maintenance y compris petites réparations	126 167	131 329	133 970	135 170	169 537	172 504
P3: Nettoyage	104 843	109 133	111 327	112 325	64 600	65 730
P4: Sécurité	15 851	16 499	16 831	16 982	16 982	17 279
P5: Sécurité Incendie / Gestion de site (surveillance)	144 590	150 506	153 532	154 908	161 556	164 383

4-1-3- Ecart de Charges

L'écart annuel de charges est égal à la différence entre les charges SNCF et les charges Eurométropole.

Cet écart ressortant en faveur de la SNCF, la participation de l'Eurométropole de Strasbourg aux frais de fonctionnement du Hall des transports pour un exercice donné résulte de la moitié de l'écart entre les charges assurées par la SNCF et les charges assurées par l'Eurométropole.

La situation des dépenses constatées de 2011 à 2016 est la suivante, les montants sont exprimés en € HT :

	Année 2011,	Année 2012,	Année 2013,	Année 2014,	Année 2015,	Année 2016,
Charges SNCF	562 574	579 391	591 457	562 227	567 650	582 924
Charges Eurométropole	438 560	458 234	469 816	474 037	474 690	484 293
Ecart de charges en faveur de la SNCF	124 014	121 157	121 642	88 190	92 960	98 631
Quote-part de 50% de l'écart de charges en faveur de la SNCF	62 007	60 579	60 821	44 095	46 480	49 316
Cumul de la quote-part de 50% de l'écart de charges en faveur de la SNCF, pour les années 2011 à 2016	323 **298 € HT**					

Le cumul de la quote-**part de 50 % de l'écart de charges en faveur de la SNCF s'élève à 323.298 €** HT pour les années 2011 à 2016 inclues.

A compter de l'année 2017, la participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg sera fixée forfaitaire**ment à 50.000 € HT** (cf. article 4.5).

4.2 Modalités de paiement

Les versements concernent la participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg aux charges d'exploitation du Hall des Transports.

La SNCF procèdera aux appels de fonds auprès de l'Eurométropole comme suit :

Au 30 juin de l'année en cours pour la totalité, pour chaque année durant la validité de la présente convention.

Toutefois, le premier appel de fond, qui interviendra après le 30 juin 2017, recouvre la totalité des sommes dues au titre des années 2011 à 2017, soit 7 années**, pour un montant de 373.298 € HT.**

Les appels de fonds porteront sur des montants facturés avec TVA.

Les sommes dues à la SNCF au titre de la présente convention sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

A défaut d'un paiement à la date convenue, le montant dû est passible d'intérêts moratoires calculés sur la période du retard constaté au taux d'intérêt légal.

4.3 Facturation et recouvrement

L'Eurométropole de Strasbourg se libèrera des sommes dues au titre de la présente convention par virement bancaire sur le compte de la SNCF.

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte	Clé
SNCF	Agence centrale de la Banque de France à Paris	30001	00064	00000062471	31

4.4 Domiciliation des parties

Les domiciliations des parties pour la gestion des flux financiers sont :

Eurométropole de Strasbourg	Eurométropole de Strasbourg 1, parc de l'étoile 76076 Strasbourg cedex
SNCF	SNCF / Agence Gares Est Européen 14, viaduc Kennedy 54052 Nancy cedex

4.5 **Règles d'évolution des participations financières**

A compter de 2017, la participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg sera forfaitaire pour un montant de 50.000 € HT et évaluée aux conditions économiques de septembre 2017. Elle est basée sur l'actualisation de l'étude en 2007 des coûts d'exploitation prévisionnels de la verrière et tient compte des conditions d'exploitation réellement constatées depuis 2007.

Ce montant sera actualisé chaque année par l'application de la formule suivante:

P= Po x (0,11 x IA / IAo + 0,13 x IB / IBo + 0,76 x IC / ICo)

dans laquelle:

- les indices o sont ceux publiés de janvier 2017
- P est le prix révisé, hors TVA
- Po est le prix de base, hors TVA prévu au contrat,
- IA est l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - A21 D, CPF 35 - Électricité, gaz, vapeur et air conditionné (identifiant INSEE : 1652125- référence janvier 2017 : 129,8)

-IB est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé (ICHTrev-TS), salaires et charges dans l'Industrie mécanique et électrique (identifiant INSEE : 1565183- référence janvier 2017: 118,5).

-IC est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé (ICHTrev-TS), salaires et charges dans le secteur Services administratifs, soutien (identifiant INSEE : 1565196- référence janvier 2017: 115,2).

Une première clause de revoyure aura lieu au 1er trimestre 2020 et ensuite tous les 3 ans, le montant forfaitaire sera révisé pour tenir compte des conditions d'exploitation réellement constatées.
Ce montant sera alors actualisé les années suivantes par l'application de la formule ci-dessus en tenant compte des nouveaux indices de référence à la date de révision.

5 Coordination et suivi

5.1 Comité de Site

Le Hall des Transports est l'ouvrage d'articulation entre les espaces publics communs ou concédés et la gare.
Une évolution de fonctionnement de l'un des ouvrages aura des conséquences sur le fonctionnement des ouvrages attenants.
A ce titre, il est expressément convenu entre la SNCF et l'Eurométropole de Strasbourg, qu'un Comité de Site se réunira une fois par an sur convocation du Directeur de la gare de Strasbourg.
Il se réunira également en tant que de besoin à l'initiative de l'une ou l'autre des parties à la survenance de chaque évènement remettant en cause l'équilibre général de la présente convention.

5.2 Composition du Comité de Site

Ce comité de site est constitué:

- du Directeur de la Gare de Strasbourg qui en assure le secrétariat ;
- d'un représentant de l'Agence Gare Est Européen (SNCF – G&C) ;
- d'un représentant de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- d'un représentant de la Compagnie des Transports de Strasbourg ;
- ainsi que de toute personne dont l'expertise s'avérerait utile.

6 Modification et résiliation de la présente convention

Toute modification de la présente Convention, donne lieu à l'établissement d'un avenant.
En cas de non-respect par l'une des Parties de ses engagements au titre de cette Convention, la présente Convention peut être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

7 D**ate d'effet et durée de la convention**

La date d'entrée en vigueur de la présente convention est fixée rétroactivement au 1er janvier 2011.

Elle est établie pour une durée de 15 ans et prend fin au 31 décembre 2025.
Un an avant sa date d'expiration, les parties décident des suites à donner à la présente convention.

8 Litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend qui s'élèverait entre elles à l'occasion de l'exécution de la présente convention.
Les deux parties s'entendent donc pour examiner dans un premier temps tout litige lors des comités de site (séance normale ou extraordinaire).
En dernier recours, les parties saisissent le Tribunal Administratif de Strasbourg.

9 Enregistrement

Les frais de timbres et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

10 Documents contractuels

La présente convention est formée des documents contractuels suivants, présentés par ordre hiérarchique de valeur juridique décroissante :

- la présente Convention (Préambule, articles 1er à 11),
- ses Annexes 1 et 2 SNCF
- ses Annexe 3 et 4 Eurométropole de Strasbourg

En cas de contradiction entre une ou plusieurs dispositions figurant dans l'un des documents ci-dessus, le document de rang supérieur prévaut. Le fait qu'une disposition figurant dans une annexe ne soit pas expressément mentionnée dans la présente convention ne fait pas perdre à ladite disposition sa valeur juridique.

11 **Nombre d'exemplaires**

La présente convention est établie et signée en trois exemplaires originaux dont un pour le contrôle de légalité et un pour chaque partenaire.

Fait à STRASBOURG le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Le Président

Robert HERRMANN

Pour la SNCF Gares & Connexions
Le Directeur des Gares

Patrick ROPERT

ANNEXE 1 A VALEUR CONTRACTUELLE : ***Décomposition du montant annuel des charges d'exploitation*** *SNCF*

Montant en €HT aux CE de 01/2017 ajusté en 01/2016

			Unité	Coût unitaire	Conditions économiques			Quantité	ANNEE 2011	ANNEE 2012	ANNEE 2013	ANNEE 2014	ANNEE 2015 Base unitaire	ANNEE 2015	ANNEE 2016
TOTAL									**562 574**	**579 391**	**591 457**	**562 227**		**567 650**	**582 924**
P1: Energie et Fluides									**62 507**	**64 167**	**67 748**	**68 108**		**66 567**	**66 390**
Eau									3 962	4 119	3 948	3 941		3 792	3 792
Eau	*Nettoyage espaces publics*		€/m3	3,02	janv.-11	surface hall transport	m3	736	2223	2311	2215	2208	2,89	2 127	2 127
Eau	*Brumisation en saison chaude*		€/m3	3,02	janv.-11	123 jours (saison chaude) * 9H/J * (1m3/h façade sud + 1m3/h) * 0,4 * 0,65	m3	576	1739	1808	1733	1733	2,89	1 665	1 665
Electricité									**18 086**	**19 041**	**19 931**	**20 821**		**21 711**	**22 601**
Electricité	**Sous-total éclairage**								**3 693**	**3 888**	**4 070**	**4 252**		**4 433**	**4 615**
Electricité	*Eclairage*	*6 projecteurs Type 9 (non asservi à intercrepusculaire)*	€/kWh	0,073	janv.-11	6 projecteurs * 42 VA * 100% * 20h/J * 365J / 1000	kWh	1840	134	141	147	154	0,0873	161	167
Electricité	*Eclairage*	*34 appareils Type 1 (asservi à intercrepusculaire)*	€/kWh	0,073	janv.-11	34 appareils * 180 VA * 50% * 20h/J * 365J / 1000	kWh	22338	1625	1 711	1 791	1 871	0,0873	1 951	2 031
Electricité	*Eclairage*	*32 appareils Type 5 (asservi à intercrepusculaire)*	€/kWh	0,073	janv.-11	32 appareils * 42 VA * 50% * 20h/J * 365J / 1000	kWh	4906	357	376	393	411	0,0873	428	446
Electricité	*Eclairage*	*28 appareils Type 3 (asservi à intercrepusculaire)*	€/kWh	0,073	janv.-11	28 appareils * 180 VA * 50% * 20h/J * 365J / 1000	kWh	18396	1338	1 409	1 475	1 540	0,0873	1 606	1 672
Electricité	*Eclairage*	*10 appareils Type 6 (asservi à intercrepusculaire)*	€/kWh	0,073	janv.-11	10 appareils * 57,8 VA * 50% * 20h/J * 365J / 1000	kWh	2110	153	162	169	177	0,0873	184	192
Electricité	*Eclairage*	*12 appareils Type 4 (asservi à intercrepusculaire)*	€/kWh	0,073	janv.-11	12 appareils * 27 VA * 50% * 20h/J * 365J / 1000	kWh	1183	86	91	95	99	0,0873	103	108
Electricité	**Sous-total électricité sauf éclairage**								**14 393**	**15 152**	**15 861**	**16 569**		**17 277**	**17 986**
Electricité	*Pompes brumisation saison chaude*	*Foisonnement 60%*	€/kWh	0,073	janv.-11	12KVA * 123J * 9H/j * 60% (foisonnement)	kWh	7970	580	610	639	667	0,0873	696	724
Electricité	*Ventilateurs des rideaux d'air chaud (RAC)*	*Foisonnement 63%*	€/kWh	0,073	janv.-11	10KVA * 20h/J * 210J (moitié période été hors fonctionnement)* 0,63	kWh	26460	1925	2 026	2 121	2 216	0,0873	2 310	2 405
Electricité	*Pompes plancher réversible*	*Foisonnement 63%*	€/kWh	0,073	janv.-11	2KVA * 20h/J * 280J * 0,63	kWh	7056	513	540	566	591	0,0873	616	641
Electricité	*10 Portes automatiques*	*Foisonnement 36%*	€/kWh	0,073	janv.-11	0,5KVA * 10u * 20h/J * 365J * 0,36	kWh	13140	956	1 006	1 053	1 100	0,0873	1 147	1 194
Electricité	*Mobilier plan d'occupation en gare POG (y compris trémie)*	*Foisonnement 60%*	€/kWh	0,073	janv.-11	12 VA/m² * 2380m² * 20h/J * 365J *0,6 / 1000	kWh	125093	9099	9 580	10 027	10 475	0,0873	10 923	11 371
Electricité	*Production d'eau glacée*	*Foisonnement 63%*	€/kWh	0,073	janv.-11	12 VA/m² * 2000m² * 1200h *0,63 / 1000	kWh	18144	1320	1 389	1 454	1 519	0,0873	1 584	1 649
Gaz									**40 459**	**41 008**	**43 870**	**43 346**		**41 064**	**39 997**
Gaz	*Tube à ailettes*	*Foisonnement 40%*	€/kWh	0,051	janv.-11	70kW * 188J * 20h * 0,40	kWh	105 280	5 326	5 398	5 775	5 706	0,0513	5 406	5 265
Gaz	*Plancher chauffant*	*Foisonnement 40%*	€/kWh	0,051	janv.-11	400kW * 188J * 16h * 0,40	kWh	481 280	24 348	24 678	26 401	26 085	0,0513	24 712	24 070
Gaz	*Rideaux d'air chaud*	*Foisonnement 63%* *Intermittence 36%*	€/kWh	0,051	janv.-11	250kW * 188J * 20h * 0,36 *0,63	kWh	213 192	10 785	10 931	11 694	11 555	0,0513	10 947	10 662 0
P2: Entretien et maintenance y									**72 709**	**75 684**	**77 206**	**77 897**		**79 074**	**80 457**
Equipements techniques	**Génie climatique**								**22 071**	**22 974**	**23 436**	**23 646**		**24 003**	**24 423**
Equipements techniques	Génie climatique	*Rideaux d'air chaud*	€/unité	137,98	janv.-11	quantité: 11 unités	unité	11	1 518	1 580	1 612	1 626		1 651	1 680
Equipements techniques	Génie climatique	*Plancher chauffant/rafraîchissant*	€/m²	1,97	janv.-11	surface: 1800m²	m²	1 800	3 546	3 691	3 765	3 799		3 856	3 924
Equipements techniques	Génie climatique	*Chaudière gaz de 870 kW pour ensemble des équipements de chauffage du hall des transports*	€/unité	1594,66	janv.-11	quantité: 1	unité	1	1 595	1 660	1 693	1 708		1 734	1 765
Equipements techniques	Génie climatique	*Production d'eau glacée*	€/unité	3841,16	janv.-11	quantité: 1 des 2 groupes de production d'eau glacée du niveau R+3 de 416kW)	unité	1	3 841	3 998	4 079	4 115		4 177	4 250
Equipements techniques	Génie climatique	*Totems et plinthe à ailettes en caniveau (compris réseau de distribution)*	€/m²	1,86	janv.-11	surface hall transport: 2133 m²	m²	2 133	3 971	4 134	4 217	4 255		4 319	4 394
Equipements techniques	Génie climatique	*Régulation et électricité*	€/m²	0,72	janv.-11	surface hall transport: 2133 m²	m²	2 133	1 529	1 592	1 624	1 638		1 663	1 692
Equipements techniques	Génie climatique	*Brumisation (surpresseur et réseau)*	€/m²	2,85	janv.-11	surface hall transport: 2133 m²	m²	2 133	6 071	6 319	6 446	6 504		6 602	6 718

Equipements techniques	**Eclairage: remplacement des sources lumineuses**								**8826**	**9 187**	**9 372**	**9 456**		**9 599**	**9 767**
Equipements techniques	Eclairage: remplacement des sources lumineuses sans nacelle	*6 projecteurs type 9 au dessus des portes automatiques (durée vie source 7500h; remplacement tous les 18 mois)*			janv.-11	6u x (170 + 0,16 h x 34,38 €/h) x 12 /18 mois (fréquence relamping) + 5% (Petites Réparations)			737	767	783	790		802	816
Equipements techniques	Eclairage: remplacement des sources lumineuses	*34 appareils type 1 sur la façade historique (durée vie source 15 000h; remplacement tous les 3/4 ans)*			janv.-11	34u x (85 + 0,30 h x 68,76 €/h) x 12 /36 mois (fréquence relamping) + 18% (PR)			1 413	1 471	1 500	1 514		1 537	1 564
Equipements techniques	Eclairage: remplacement des sources lumineuses	*32 appareils type 5 sur les corniches (durée vie source 9000h; remplacement tous les 2 ans)*			janv.-11	32u x (131 + 0,30 h x 68,76 €/h) x 12 /24 mois (fréquence relamping) + 18% (PR)			2 863	2 980	3 040	3 067		3 114	3 168
Equipements techniques	Eclairage: remplacement des sources lumineuses	*28 appareils type 3 sur les corniches (durée vie source 15 000h; remplacement tous les 3/4 ans)*			janv.-11	28u x (82 + 0,30 h x 68,76 €/h) x 12 /36 mois (fréquence relamping) + 18% (PR)			1 130	1 176	1 200	1 211		1 229	1 250
Equipements techniques	Eclairage: remplacement des sources lumineuses	*16 appareils type 6 sous les fresques (durée vie source 20000h; remplacement tous les 4 ans)*			janv.-11	16u x (16 + 0,25 h x 68,76 €/h) x 12 /48 mois (fréquence relamping) + 18% (PR)			157	163	167	168		171	174
Equipements techniques	Eclairage: remplacement des sources lumineuses sans nacelle	*12 appareils type 4 en pied de pilier (durée vie source 9000h; remplacement tous les 2 ans)*			janv.-11	12u x (130 + 0,25 h x 34,38 €/h) x 12 /24 mois (fréquence relamping) + 18% (PR)			981	1 021	1 042	1 051		1 067	1 086
Equipements techniques	remplacement des sources lumineuses	*location de la nacelle*				2 jours par an			1 545	1 608	1 641	1 655		1 680	1 710
Equipements techniques	**Electricité**								**13 937**	**14 507**	**14 799**	**14 932**		**15 157**	**15 422**
Equipements techniques	Electricité	*Production, transformation , armoire principale*	€	1 397,00	janv.-11	Quantité 1	unité	1	1 397	1 454	1 483	1 497		1 519	1 546
Equipements techniques	Electricité	*Réseaux*	€/m²	1,65	janv.-11	surface hall transport: 2133 m²	m²	2 133	3 510	3 654	3 727	3 760		3 817	3 884
Equipements techniques	Electricité	*Eclairage de sécurité BAES*	€/m²	0,35	janv.-11	surface hall transport: 2133 m²	m²	2 133	751	782	797	805		817	831
Equipements techniques	Electricité	*Alimentation de l'éclairage, terminaux*	€/m²	0,36	janv.-11	surface hall transport: 2133 m²	m²	2 133	773	805	821	828		841	855
Equipements techniques	Electricité	*Sonorisation*	€/m²	1,76	janv.-11	surface hall transport: 2133 m²	m²	2 133	3 753	3 907	3 985	4 021		4 082	4 153
Equipements techniques	Electricité	*Vidéosurveillance*	€/m²	1,76	janv.-11	surface hall transport: 2133 m²	m²	2 133	3 753	3 907	3 985	4 021		4 082	4 153
Equipements techniques	**Electromécaniques**								**7 595**	**7 906**	**8 065**	**8 137**		**8 260**	**8 404**
Equipements techniques	Electromécaniques	*Portes automatiques*	€/unité	1 519,00	janv.-11	quantité: 5	unité	5	7 595	7 906	8 065	8 137		8 260	8 404
Equipements techniques	**Plomberie**								**7 210**	**7 505**	**7 656**	**7 725**		**7 841**	**7 978**
Equipements techniques	Plomberie	*Curage des chéneaux au pied de la verrière*	€/h	34,38	janv.-11	11 fois par an: Nombre heure: 8*2	unité	16	6 051	6 299	6 425	6 483		6 581	6 696
Equipements techniques	Plomberie	*Vérification traitement d'eau brumisation*	€/h	34,38	janv.-11	8 heures + 500€ laboratoire			775	807	823	830		843	858
Equipements techniques	Plomberie	*Réseau de distribution poste brumisation et descentes d'eaux pluviales*	€/m²	0,18	janv.-11	surface hall transport: 2133 m²	m²	2 133	384	400	408	411		418	425
Equipements de second œuvre									**13 070**	**13 605**	**13 878**	**14 003**		**14 214**	**14 463**
Equipements de second œuvre :	Mobilier POG		€/m²	1,08	janv.-11	surface hall transport: 2133 m²	2 133		2 304	2 398	2 446	2 468		2 506	2 550
Equipements de second œuvre :	Verrière et autre second œuvre (y compris vantelles motorisées)		€/m²	3,17	janv.-11	surface hall transport: 2133 m² +4000€ pour les vantelles	10 766		10 766	11 206	11 432	11 534		11 708	11 913
P3: Nettoyage									**102 926**	**107 137**	**109 292**	**110 271**		**111 936**	**113 894**
Nettoyage - Sol et Mobilier POG			mensuel		janv.-11	surface hall transport: 2133 m² sur facture/contrat			76 176	79 293	80 887	81 612		82 844	84 294
Nettoyage - Parties vitrées de la verrière			annuel		janv.-11	nettoyage de la partie vitrée du hall transport			26 750	27 844	28 404	28 659		29 092	29 601
P4: Sécurité									**219 249**	**222 917**	**225 523**	**193 262**		**201 790**	**212 005**
Gardiennage - Maître Chien			€/an	180 231	janv.-11	15% de la prestation totale de gardiennage Gare Strasbourg	%	15%	27 034	28 140	28 706	28 963	28 096	28 096	28 587
Gardiennage – SUGE	Années 2011-2012-2013			1 222 535	janv.-11				183 380	185 580	187 436				
	Années 2014 et au delà			1 032 222								154 833	164 086	164 086	173 641
Maintenance des 15 caméras de vidéo surveillance			€/an	589	janv.-11	15 caméras dans le périmètre de la verrière dont 2 dômes			8 835	9 196	9 381	9 465		9 608	9 777
P5: Sécurité Incendie / Gestion de site									**105 183**	**109 486**	**111 688**	**112 689**		**108 284**	**110 179**
Sécurité Incendie + Gestion de Site (GTB/GTC)			€/an	210 366	janv.-11	50% de la prestation totale surveillance incendie Gare Strasbourg	%	50%	105 183	109 486	111 688	112 689	108 284	108 284	110 179

ANNEXE 2, A VALEUR CONTRACTUELLE

Base de détermination du montant annuel des charge **d'exploitation** SNCF

1. Coûts d'exploitation

1.1. Coût d'exploitation

Il a été estimé les coûts inhérents à l'exploitation courante et au remplacement des éléments d'ouvrage faisant partie du hall des transports.
Par principe, lors de la vie d'un bâtiment, le coût d'exploitation ne comprend pas les dépenses d'améliorations et de remise à niveau consécutives à l'évolution de la réglementation.

Le **coût d'exploitation** comprend :

- Les charges financières affectées pour assurer le fonctionnement courant de l'installation, à savoir la fourniture de l'énergie et des consommables.
- La conduite de l'installation et le petit entretien (sans remplacement par un nouvel élément de grande importance).
- La maintenance.
- Les charges de sûreté et de sécurité (gardiennage).
- La GTC / GTB (Gestion Technique Centralisée / Gestion technique du Bâtiment)
- Le nettoyage.
- Électricité "courants forts" : locaux de distribution d'énergie, armoires divisionnaires et appareillages distribués en aval : éclairage, prises, interrupteurs …
- Électricité "courants faibles" : locaux de répartition principaux, sous répartiteurs téléphoniques et informatiques, appareillages distribués en aval.
- Le génie climatique.
- La plomberie (descentes d'eaux pluviales, curage de chéneau et caniveaux).
- Le système de sonorisation.
- La vidéosurveillance.
- Le second œuvre : les menuiseries, mobiliers, revêtements …
- Les électromécaniques : escaliers mécaniques, ascenseurs (pour mémoire) et portes automatiques.

1.1.1. Éléments non pris en comptes

L'analyse prospective et la valorisation des coûts ne porteront pas sur :

- Tout développement d'études liées à la démarche de la Haute Qualité Environnementale.
- La définition des missions ou du mode d'exploitation (missions et organisation du personnel).
- Grosses réparations (provisions).
- Impôts et taxes (taxes foncières, taxes déchets …) et assurances
- Dotations (amortissements, provisions) et charges financières
- Gestion de site / gérance
- Frais de structure de G&C
- Constitution de stocks de pièces de rechange
- Escale : gestion du téléaffichage et sonorisation, gestion de la télésurveillance programme SUIMAGARE, tour de gare, gestion des demandes d'intervention
- Centre de gestion des appels : gestion des bornes d'appel, gestion des alarmes agents des espaces de vente…, inclus dans les charges du personnel
- Portage / "gilets rouges"
- Commission de gestion des concessions
- Les réparations ou remplacements découlant d'actes de vandalisme

- Les travaux d'amélioration
- La téléphonie ferroviaire et les installations de signalisation
- Le lissage des investissements et leur décomposition
- Le mobilier (téléaffichage, distributeurs, composteurs, BER, …)
- Les équipements ferroviaires,
- Les frais dus aux actes de vandalisme.

Dans les ratios et hypothèses présentées ci-après, on rappelle que ne sont pas pris en compte les montants de maintenance relatifs aux surfaces concédées ou appareils (distributeurs …).

1.1.2. Nature des charges prises en compte :

- Energie et fluides (eau, gaz, électricité, …)
- Propreté (nettoyage, déchets, opérations particulières : dératisation, …)
- Sécurité (SUGE et gardiennage) : Il a été considéré que 15% des frais de personnel SUGE a été affecté à cet ouvrage. 30% de frais de gardiennage
- Sécurité incendie (surveillance) : Il a été considéré que 50% des frais de personnel d'opérateur pompier du local COE a été affecté à cet ouvrage.
- Maintenance (conduite et contrôles des installations, aménagements de second œuvre, maintenance du clos et couvert et installations techniques)

2. Ratios du projet

2.1. Généralités

Les coûts mentionnés sont à considérer comme validés. Les éléments constitutifs (qualités et nature des équipements, puissances….) ayant servi de base à l'estimation des coûts d'exploitation sont ceux stipulés dans les pièces écrites des marchés des entreprises.
Les simulations de coûts de consommation d'énergie s'entendent pour une plage d'utilisation moyenne des équipements, durant les heures d'ouverture des locaux. Elles seront forfaitisées

Les ratios utilisés dans ce document correspondent à un standard de qualité moyenne à élevée (nettoyage, maintenance) et à un niveau de sûreté (gardiennage) adapté aux volumes objet de la présente estimation.

Ces ratios d'entretien comprennent une marge de 7 % recouvrant la gestion des contrats d'entretien par les fonctions Pôles Gestion et Finances (GEF) de l'Établissement Exploitation (ESV) et de l'Établissement Infrastructure (EVEN). Il s'agit là encore d'un taux moyen qui varie en fonction de l'importance de la prestation et de son mode de gestion.

Nota : la quote part des charges de personnel d'exploitation du site (conduite et supervision des équipements) est prise en compte.

2.2. Hypothèses prises en compte

2.2.1. Typologie du site

Les horaires de fonctionnement à la date de signature de la convention sont :

Zones	Horaires	Jour
Hall	4h45 à 01h00	Lu
Hall	5h00 à 01h00	Ma- Di

Nombre de jours d'ouverture de la gare : 365 jours

2.2.2. Coûts unitaires de consommations de fluides

Ce poste regroupe toutes les dépenses en énergie et fluides nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages (électricité, combustible, eau). »,

Leur coût est répertorié dans le Poste P1 au sein des dépenses d'exploitation :

- L'énergie électrique nécessaire aux installations de ventilation, de rafraîchissement, de la force motrice et de l'éclairage est d'origine SNCF. Le prix du kilowatt/heure est de 0,073 €.
- L'énergie nécessaire au chauffage est de 0,051 € HT/KWh. Il s'agit d'une hypothèse, basée sur des prix moyens comparables, l'énergie utilisée étant le gaz.
- L'eau potable est à 3,02 € (le mètre cube).

2.2.3. Temps de fonctionnement des équipements

Les estimations de consommations de fluides ont été établies en première approche sur les bases de puissances indiquées dans le dossier et suivant des temps moyens de fonctionnement.

Pour les équipements thermiques, les saisons sont définies comme suit :

- saison froide : du 15/10 au 20/04, soit 188 jours
- saison chaude : du 15/05 au 15/09, soit 123 jours

En fonction des zones dans lesquelles ils se trouvent, on détermine le nombre d'heures de fonctionnement, et donc la consommation annuelle spécifique, pour chacun de ces équipements, auxquels on affecte un coefficient de foisonnement et d'intermittence s'il y a lieu (par exemple pour les rideaux d'air chaud ou les ascenseurs).
Les installations ont été considérées comme fonctionnant de façon régulière durant les heures d'ouverture et il n'a donc pas été pris en compte les évènements exceptionnels pouvant avoir une incidence sensible sur les coûts de fonctionnement (exposition ou illumination temporaire, conditions climatiques exceptionnelles sortant des bases de calculs normalisées …).

2.2.4. Maintenance

Les coûts d'entretien et de maintenance sont précisés dans le tableau de décomposition de coûts par type d'espaces. Ils comprennent les charges de main-d'œuvre, les petits consommables, les pièces de rechange, les frais généraux sur ces déboursés totaux, le tout pour des prestations effectuées en heures normales et jours ouvrés (y compris nacelles).

Ils comprennent également les coûts générés par les visites réglementaires rendues nécessaires dans les ERP de catégorie 1 et reprises dans les normes et documents officiels (référentiel "infrastructure" de la SNCF, normes, arrêté du 25 juin 1980, etc.

Les éléments et équipements concernés par les estimations des coûts de maintenance sont les suivants :

- Nettoyage d'équipements non couverts par les contrats de nettoyage,
- Petits travaux (réglages, dépannages),
- Maintenance électrique, thermique, fluides, sonorisation,
- Maintenance électromécanique (portes automatiques, ascenseurs …),
- Equipements de gares (mobilier "POG", sonorisation, …)
- Entretien du second œuvre, y compris système de désenfumage naturel.

3. **Estimation du coût d'exploitation**

Les montants sont en euros Hors Taxes aux Conditions Economiques de janvier 2017.

3.1. Consommations de fluides (poste P1):

3.1.1. Eau

Pour les consommations d'eau, on retient les consommations suivantes :

- L'eau de nettoyage
- L'eau de la brumisation

Forfait de 3 961 € HT

3.1.2. Electricité:

- *Eclairage* : Consommation estimée : 50 772 KWh
- *Pompes brumisation* : Consommation estimée : 7 970 KWh
- *Ventilateurs des rideaux d'air chaud* : Consommation estimée : 26 460 KWh
- *Pompes plancher réversibles* : Consommation estimée : 7 056 KWh
- *Portes automatiques* : Consommation estimée : 13 140 KWh
- *Production d'eau glacée* Consommation estimée : 18 144 KWh
- *Mobilier :* Consommation estimée : 125 093 KWh

Forfait de 18 085 € HT

3.1.3. Gaz :

- *Tube à ailettes :* Consommation estimée : 105 280 KWh
- *Plancher chauffant :* Consommation estimée : 481 280 KWh
- *Rideaux d'air chaud :* Consommation estimée : 213 192 KWh

Forfait de 40 460 € HT .

Soit un forfait total de 62 506 **€** HT

3.2. Entretien et maintenance y compris petites réparations (poste P2):

3.2.1. Equipements techniques:

a) Génie climatique :

- *Rideaux d'air chaud*
- *Plancher chauffant/rafraîchissant*
- *Chaudière gaz de 870 kW pour ensemble des équipements de chauffage du hall des transports*
- *Production d'eau glacée*
- *Totems et plinthe à ailettes en caniveau (compris réseau de distribution)*
- *Régulation et électricité*
- *Brumisation (surpresseur et réseau)*

Forfait de 23 644 € HT

b) Eclairage : Relamping

Il s'agit du remplacement des seules sources lumineuses, et non des appareils.

Forfait de 8 826 € HT

c) Electricité: Maintenance

- *Production, transformation, armoire principale*
- *Réseaux d'alimentation*
- *Eclairage de sécurité*
- *Alimentation de l'éclairage, terminaux*
- *Sonorisation*
- *Vidéosurveillance*

Forfait de 13 936 € HT

d) Electromécaniques:

- *Portes automatiques*

Forfait de 7 595 € HT

e) Plomberie :

- *Curage des chéneaux :*
- *Vérification traitement d'eau brumisation (y compris analyse)*
- *Réseau de distribution poste brumisation et descentes d'eaux pluviales*

Forfait de 7 210 € HT

3.2.2. Equipements de second œuvre :

- *Mobilier POG*
- *Verrière et autre second œuvre (y compris vantelles motorisées)*

Forfait de 13 070 € HT

Soit un forfait total de 74 281 **€** HT

Nota : Vérifications réglementaires :

Les estimations données intègrent les contrôles périodiques, à savoir les visites annuelles et quinquennales ERP
Le nombre d'heures estimées à effectuer les opérations de maintenance, d'entretien, les visites périodiques est de :

- 600 heures pour les équipements techniques
- 200 heures pour les équipements de second œuvre.

3.3. Nettoyage (Poste P3)

3.3.1. Nettoyage sol Mobilier

Les coûts de nettoyage de l'ensemble de la verrière sont ceux du bordereau de prix du contrat actuellement en vigueur.

Les coûts de nettoyage comprennent les fournitures de consommables.

- Sol
- Mobilier POG
- Vitres basses

Forfait de 76 176 € HT

3.3.2. Nettoyage parties vitrées de la verrière (Appel d'offre jusqu'au prochain marché de nettoyage) :

Nettoyage extérieur et intérieur (une prestation minimum par an)

Forfait de 26 750 **€** HT

Soit un forfait total de 102 926 **€** HT

3.4. Gardiennage (poste P4) :

Gardiennage
Le gardiennage est une prestation hall et quais 24/24, 7/7 assurée par un agent sécurité de 7h à 21h et un maître-chien de 21h à 7h, incidence renfort jours de pointe ainsi que l'accompagnement pour l'ouverture et la fermeture de la verrière.
La répartition est calée sur la répartition SUGE, soit 15% pour la verrière.
Ce qui produit un coût annuel afférent à la verrière de 168 440 € x 15% + frais de gestion de 7%, soit 27 034 € HT.

SUGE (SUrveillance GEnérale)
Il convient d'ajouter :
- le coût des services de la SUGE comprenant la présence terrain et une table délocalisée en gare de Strasbourg du poste de commandement national sûreté avec 1 opérateur de vidéo surveillance 24/24, 7/7 pour visionnage des caméras.15% sont dédiés au hall des transports,
- les coûts de maintenance des 15 caméras de vidéosurveillance.

Sur l'année 2011, le montant des prestations assurées par la SUGE sur le périmètre de la Gare est de 183 380€ (1 222 535 € / an HT x15%).

La verrière est équipée de 15 caméras dont 2 dômes soit un forfait annuel de maintenance de 8 835 € HT.

Soit un forfait total 2011 de 219 249 **€** HT.

3.5. Sécurité Incendie – Gestion de site (Poste P5)

3.5.1. Sécurité Incendie

Suite aux différents travaux entrepris, la Gare de Strasbourg est classée ERP de 1ère catégorie.
La mise en place d'un agent SIAPP (Sécurité Incendie A P P) a été rendue obligatoire par la cohabitation des 2 ERP, Hall Tramway et Hall des Transports.
Aussi, afin de répondre aux obligations résultant de la commission de sécurité, la SNCF a dû mettre en place l'organisation suivante :

- 1 agent SIAPP 2 présent sur site 24h/24, situé dans la régie d'exploitation ;
- 1 agent « terrain », chargé, entre autres, de la levée de doutes.

Par ailleurs, la mission « terrain » est assurée par un agent sécurité dans le cadre du gardiennage de la Gare.
Son coût est donc déjà intégré dans la prestation « gardiennage », reprise au paragraphe 4.4 ci-dessus.

La quote-part afférente au Hall des Transports de la prestation sécurité incendie est évaluée à 50%.

Ainsi, la Prestation Sécurité incendie du Hall des Transport est de 105 **183 € HT**.

3.5.2. Gestion de Site

Concernant la surveillance des équipements et installations de la gare tels que les escaliers mécaniques, la SNCF prévoit de mettre en place dans la régie d'exploitation un agent chargé de la GTB/GTC.

La SNCF a obtenu l'accord des Sapeurs-Pompiers pour que cette prestation soit réalisée par l'agent chargé la surveillance du site en matière de Sécurité Incendie.

Ainsi, le coût de la prestation gestion de Site est inclus dans le montant de la prestation Sécurité Incendie.

ANNEXE 3 A VALEUR CONTRACTUELLE : ***Décomposition du montant annuel des charges d'exploitation*** *Eurométropole de Strasbourg*
Montant en €HT aux CE de 01/2017 ajusté en 01/2016

			Unité	Coût unitaire	Conditions économiques	quantité		ANNEE 2011 TOTAUX	ANNEE 2012 TOTAUX	ANNEE 2013 TOTAUX	ANNEE 2014 TOTAUX	ANNEE 2015 Base unitaire	ANNEE 2015 TOTAUX	ANNEE 2016 TOTAUX
TOTAL								**438 560**	**458 234**	**469 816**	**474 037**		**474 690**	**484 293**
P1: Energie et Fluides								**47 109**	**50 768**	**54 155**	**54 652**		**62 015**	**64 397**
Eau								**1 863**	**2 007**	**2 141**	**2 161**		**3 913**	**3 913**
Eau	*Nettoyage espaces publics et toilettes*		€/m3					1 863	2 007	2 141	2161	3913	3 913	3 913
Electricité								**45 246**	**48 760**	**52 014**	**52 491**		**58 102**	**60 484**
Electricité	*Consommation courante*	*Eclairage, Escalators, Ascenseurs*	€/kWh					45 246	48 760	52 014	52 491	58 102	58 102	60 484
P2: Entretien et maintenance y compris								**126 167**	**131 329**	**133 970**	**135 170**	**0**	**169 537**	**172 504**
Equipements techniques								**126 167**	**131 329**	**133 970**	**135 170**		**169 537**	**172 504**
Equipements techniques	Entretien courant et divers contrats de maintenance	*Escalators, Ascenseurs, Toilettes, Eclairage et espaces de gare*						126 167	131 329	133 970	135 170		169 537	172 504
P3: Nettoyage								**104 843**	**109 133**	**111 327**	**112 325**		**64 600**	**65 730**
Nettoyage - Sol et Mobilier- Enlèvement des OM			€/an					104 843	109 133	111 327	112 325	64 600	64 600	65 730
P4: Sécurité								**15 851**	**16 499**	**16 831**	**16 982**		**16 982**	**17 279**
caméras de vidéo			€/an					15 851	16 499	16 831	16 982	16 982	16 982	17 279
P5: Sécurité Incendie / Gestion de site								**144 590**	**150 506**	**153 532**	**154 908**		**161 556**	**164 383**
(GTB/GTC)			€/an					144 590	150 506	153 532	154 908	161 556	161 556	164 383

ANNEXE 4, A VALEUR CONTRACTUELLE

Base de détermination du montant annuel des charges d'exploitation
Eurométropole de Strasbourg

1. Coûts d'exploitation

1.1. Coût d'exploitation

Il a été estimé les coûts inhérents à l'exploitation courante et au remplacement des éléments d'ouvrage faisant partie du hall des transports. Concernant l'Eurométropole de Strasbourg, il s'agit des niveaux -1, -2 et -3 situés sous l'environnement de la Grande Verrière, la station souterraine du tramway située au niveau -4 et les deux demi-tunnels sous la gare sont exclus du champ de la convention.
Par principe, lors de la vie d'un bâtiment, le coût d'exploitation ne comprend pas les dépenses d'améliorations et de remise à niveau consécutives à l'évolution de la réglementation.

Le **coût d'exploitation** comprend :

- Les charges financières affectées pour assurer le fonctionnement courant de l'installation, à savoir la fourniture de l'énergie et des consommables.
- La conduite de l'installation et le petit entretien (sans remplacement par un nouvel élément de grande importance).
- La maintenance.
- Les charges de sûreté et de sécurité (gardiennage).
- La GTC / GTB (Gestion Technique Centralisée / Gestion technique du Bâtiment)
- Le nettoyage.
- Électricité "courants forts" : locaux de distribution d'énergie, armoires divisionnaires et appareillages distribués en aval : éclairage, prises, interrupteurs …
- Électricité "courants faibles" : locaux de répartition principaux, sous répartiteurs téléphoniques et informatiques, appareillages distribués en aval.
- Le génie climatique.
- La plomberie (descentes d'eaux pluviales, curage de caniveaux).
- Le système de sonorisation.
- La vidéosurveillance.
- Le second œuvre : les menuiseries, mobiliers, revêtements …
- Les électromécaniques : escaliers mécaniques et système d'extinction associé (« sprinkleur »), ascenseur (Liaison du Hall des Transports vers le niveau -1), portes automatiques, rideau de séparation des ERP SNCF et Eurométropole (CTS).

1.1.1. Éléments non pris en comptes

L'analyse prospective et la valorisation des coûts ne porteront pas sur :

- Tout développement d'études liées à la démarche de la Haute Qualité Environnementale.
- La définition des missions ou du mode d'exploitation (missions et organisation du personnel).
- Grosses réparations (provisions).
- Impôts et taxes (taxes foncières, taxes déchets …) et assurances
- Dotations (amortissements, provisions) et charges financières
- Gestion de site / gérance
- Constitution de stocks de pièces de rechange
- Commission de gestion des concessions
- Les réparations ou remplacements découlant d'actes de vandalisme
- Les travaux d'amélioration

- La téléphonie ferroviaire et les installations de signalisation
- Le lissage des investissements et leur décomposition
- Le mobilier (téléaffichage, distributeurs, composteurs, …)
- Les équipements ferroviaires,
- Les frais dus aux actes de vandalisme.

Dans les ratios et hypothèses présentées ci-après, on rappelle que ne sont pas pris en compte les montants de maintenance relatifs aux surfaces concédées ou appareils (distributeurs …).

1.1.2. Nature des charges prises en compte :

- Energie et fluides (eau, gaz, électricité, …)
- Maintenance (conduite et contrôles des installations, aménagements de second œuvre, maintenance du clos et couvert et installations techniques)
- Propreté (nettoyage, déchets, opérations particulières : dératisation, …)
- Sécurité (Vidéosurveillance) : Il a été considéré que 17 des 19 caméras vidéo, dont la surveillance des images est effectuée par des personnel SUGE, sont affectés à cet ouvrage, soit 89,47% de frais de surveillance vidéo facturés par la SUGE.
- Sécurité incendie (surveillance) : Il a été considéré que 80% des frais affectés à la Galerie de la Grande Verrière, concernant le personnel d'opérateur pompier du local Technique de sécurité et la maintenance courante des installations de sécurité incendie, a été affecté à cet ouvrage (les frais de sécurité incendie affectés à la station gare ne sont pas pris en charge dans la présente convention).

2. Ratios du projet

2.1. Généralités

Les coûts mentionnés sont à considérer comme validés. Les éléments constitutifs (qualités et nature des équipements, puissances….) ayant servi de base à l'estimation des coûts d'exploitation sont ceux stipulés dans les pièces écrites des marchés des entreprises.
Les simulations de coûts de consommation d'énergie s'entendent pour une plage d'utilisation moyenne des équipements, durant les heures d'ouverture des locaux. Elles seront forfaitisées

Les ratios utilisés dans ce document correspondent à un standard de qualité moyenne à élevée (nettoyage, maintenance) et à un niveau de sûreté (gardiennage) adapté aux volumes objet de la présente estimation.

2.2. Hypothèses prises en compte

2.2.1. Typologie du site

Les horaires de fonctionnement en ouverture au public à la date de signature de la convention sont :

Zones	Horaires	Jour
Hall	4h15 à 01h00	Lundi au samedi
Hall	5h15 à 01h00	Dimanche

Nombre de jours d'ouverture du Hall des transports : 365 jours, le 1er mai l'accès à la station souterraine de tramway est fermé, la circulation depuis le parking sous la place de la gare vers le Hall des Transports reste possible.

2.2.2. Coûts unitaires de consommations de fluides

Ce poste regroupe toutes les dépenses en énergie et fluides nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages (électricité, eau). »,

Leur coût est répertorié dans le Poste P1 au sein des dépenses d'exploitation :

- L'énergie électrique nécessaire aux installations diverses de ventilation, de rafraîchissement, de la force motrice et de l'éclairage est d'origine Eurométropole (CTS).

2.2.3. Temps de fonctionnement des équipements

Les estimations de consommations de fluides ont été établies en première approche sur les bases de puissances indiquées dans le dossier et suivant des temps moyens de fonctionnement.

En fonction des zones dans lesquelles ils se trouvent, on détermine le nombre d'heures de fonctionnement, et donc la consommation annuelle spécifique, pour chacun de ces équipements, auxquels on affecte un coefficient de foisonnement et d'intermittence s'il y a lieu (par exemple pour les rideaux d'air chaud ou les ascenseurs).
Les installations ont été considérées comme fonctionnant de façon régulière durant les heures d'ouverture et il n'a donc pas été pris en compte les évènements exceptionnels pouvant avoir une incidence sensible sur les coûts de fonctionnement (exposition ou illumination temporaire, conditions climatiques exceptionnelles sortant des bases de calculs normalisées …).

2.2.4. Maintenance

Les coûts d'entretien et de maintenance sont précisés dans le tableau de décomposition de coûts par type d'espaces. Ils comprennent les charges de main-d'œuvre, les petits consommables, les pièces de rechange, aucuns frais généraux ne sont appliqués sur ces déboursés totaux.

Ils comprennent également les coûts générés par les visites réglementaires rendues nécessaires dans les ERP de catégorie 1 et reprises dans les normes et documents officiels (référentiel "infrastructure" de la SNCF, normes, arrêté du 25 juin 1980, etc.

Les éléments et équipements concernés par les estimations des coûts de maintenance sont les suivants :

- Nettoyage d'équipements non couverts par les contrats de nettoyage,
- Petits travaux (réglages, dépannages),
- Maintenance électrique, fluides, sonorisation,
- Maintenance électromécanique (portes automatiques, escaliers mécaniques, ascenseurs …),
- Equipements du Local Technique de Sécurité (mobilier, sonorisation, …)
- Entretien du second œuvre, y compris systèmes de désenfumage du niveau -1.

3. **Estimation du coût d'exploitation**

Les montants sont en euros Hors Taxes aux Conditions Economiques de janvier 2017.

3.1. <u>Consommations de fluides (poste P1):</u>

3.1.1. Eau

Pour les consommations d'eau, on retient les consommations suivantes :

- L'eau de nettoyage
- L'eau de la brumisation

Forfait de 3.913 € HT

3.1.2. Electricité:

- *Eclairage,*
- *Pompes, brumisation,*
- *Ventilateurs des rideaux d'air chaud,*
- *Portes automatiques,*
- *Escaliers Mécaniques,*
- *Ascenseur,*
- *Equipements de petite consommation.*

Forfait de 58.102 € HT

.

Soit un forfait total de 62 015 **€** HT, base 2015.

3.2. Entretien et maintenance y compris petites réparations (poste P2):

3.2.1. Equipements techniques:

Eclairage : Relamping

Il s'agit du remplacement des seules sources lumineuses, et non des appareils.

Electricité: Maintenance

- *Production, transformation, armoire principale*
- *Réseaux d'alimentation*
- *Eclairage de sécurité*
- *Alimentation de l'éclairage, terminaux*
- *Sonorisation*
- *Vidéosurveillance*
- *Détection incendie*

Electromécaniques:

- *Portes automatiques*
- *Escaliers mécaniques*
- *Ascenseur*
- *Pompe de relevage*
- *Sprinkler des escaliers mécaniques niveau -1*

Plomberie :

- *Curage des chéneaux :*
- *Vérification des colonnes sèches*

3.2.2. Equipements de second œuvre :

- *Mobilier Local Technique de Sécurité*
- *Dératisation / désinsectisation*

Nota : Vérifications réglementaires :

Les estimations données intègrent les contrôles périodiques, à savoir les visites annuelles et quinquennales ERP et les contrôles techniques réglementaires des équipements

Forfait de 169.537 **€** HT

Soit un forfait total de 169.537 **€** HT, base 2015.

3.3. Nettoyage (Poste P3)

3.3.1. Enlèvement et traitement des déchets du Hall des Transports

Les coûts d'enlèvement et traitement des déchets du Hall des Transports sont ceux du bordereau de prix du contrat actuellement en vigueur.

Forfait de 9.662 € HT, base 2015.

3.3.2. Nettoyage des sols, des escaliers et surfaces extérieures des escaliers mécaniques :

Les coûts de nettoyage de l'ensemble de la Galerie de la Grande Verrière sont ceux du bordereau de prix du contrat actuellement en vigueur. 80% de ces coûts sont affectés au traitement des surfaces des niveaux -1 à -3 afférentes au Hall des Transports

Les coûts de nettoyage comprennent les fournitures de consommables.

- Sol
- Vitres basses des escaliers et rambardes.

Forfait de 54.938 **€** HT

Soit un forfait total de 64.600 **€** HT, base 2015.

3.4. Sécurité/Vidéosurveillance (poste P4) :

Sécurité

La sécurité/sûreté au sens exploitation des caméras de vidéosurveillance est une prestation effectuée par SUGE. Une convention tripartite entre la SNCF, la CTS et l'Eurométropole de Strasbourg (la Communauté Urbaine de Strasbourg à la date de sa signature) régit les modalités de cette prestation. 17 des 19 caméras exploitées sont situées dans les espaces des niveaux -1 à -3 objet de la présente convention.
La répartition est calée sur la répartition de 17/19eme de la prestation facturée par la SUGE (SUrveillance GEnérale)

Il convient d'ajouter les coûts de maintenance des 17 caméras de vidéosurveillance.
Soit un forfait total de 19.982 **€** HT, base 2015.

3.5. Sécurité Incendie – Gardiennage – Gestion de site (Poste P5)

3.5.1. Sécurité Incendie

Suite aux différents travaux entrepris, la Gare de Strasbourg est classée ERP de 1ère catégorie.
La mise en place de deux agents SIAPP (Sécurité Incendie A P P) a été rendue obligatoire par la cohabitation des 2 ERP, Hall Tramway et Hall des Transports.
Aussi, afin de répondre aux obligations résultant de la commission de sécurité, l'Eurométropole (via la Compagnie des Transports Strasbourgeois) a dû mettre en place l'organisation suivante :

- 1 agent SIAPP 2 présent sur site 24h/24, situé dans la régie d'exploitation ;
- 1 agent SIAPP 1 présent sur site 24h/24 « terrain », chargé, entre autres, de la levée de doutes.

La quote-part afférente au Hall des Transports de la prestation sécurité incendie est évaluée à 80% de la prestation sécurité incendie de la Galerie de la Grande Verrière (Hors station souterraine de tramway et les deux demi-tunnels sous la gare).

Ainsi, la Prestation Sécurité incendie du Hall des Transport est de 161.556 **€ HT** en 2015.

Soit un forfait total de 161.556 **€** HT, base 2015.

45

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Subvention au pôle de compétitivité Alsace Biovalley.

Dans le cadre du troisième volet du Programme d'investissements d'avenir (PIA 3), le Commissariat général à l'investissement et la Caisse des Dépôts ont lancé un Appel à manifestation d'intérêt (AMI) visant à sélectionner des « Territoires d'innovation de grande ambition ». Afin de relever les défis de demain que représentent le renforcement des écosystèmes d'innovation locaux, le développement de nouveaux modèles économiques, et l'inclusion des usagers et habitants dans les processus d'innovation, ceux-ci pourront alors bénéficier d'une enveloppe globale de 450 M€ sur 10 ans, dont 150 M€ de subventions et 300 M€ de fonds propres.

L'Eurométropole de Strasbourg propose dans cette optique de porter un projet dans le domaine de l'innovation et de l'excellence en santé, aux côtés d'Alsace BioValley, de l'Université de Strasbourg, des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg et de l'Institut Hospitalo-Universitaire (IHU). Le comité de pilotage, inclut également la Région Grand Est, le Conseil départemental du Bas-Rhin, la Ville de Strasbourg, l'Agence Régionale de Santé, Alsace eSanté, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie 67, l'Union Régionale des Professionnels de Santé - médecins libéraux, la Caisse des Dépôts et Consignations, La Banque Publique d'Investissement et le SGARE.

Comme d'autres territoires de santé, Strasbourg fait face à des enjeux majeurs du fait du développement des maladies chroniques et du vieillissement des populations, qui nécessitent d'introduire des innovations considérables dans les prises en charge. Elle se fixe aujourd'hui une ambition « en rupture », en cherchant à tirer parti de l'opportunité que représente cet AMI pour mettre en place des parcours de soins intégrés de filières ciblées à préciser avec les partenaires du projet (diabète, filière digestive, insuffisance cardiaque, perte d'autonomie des personnes âgées, santé environnementale…)

Il s'agira pour cela d'améliorer la qualité de vie et des soins des patients et de prévenir l'hospitalisation par une prévention accrue, tout en développant l'ambulatoire et les services connectés en e-santé.

Pour que cette initiative soit un succès, elle se doit de répondre à une logique transverse associant acteurs publics et privés dans la co-construction d'un système opérationnel pluridisciplinaire, à même de mobiliser patients et citoyens, et d'être reproductible à terme

à plus grande échelle. La structure de gouvernance à établir fédérera ainsi nécessairement les énergies multiples de collectivités territoriales, de grandes entreprises, de startups, d'établissements publics et d'organismes de recherche.

Dans ce cadre, une équipe projet réunissant des salariés de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, de l'IHU, des HUS, d'Alsace Biovalley, de l'Université prépare le dossier de candidature.

Alsace Biovalley accompagne fortement le projet en pilotant notamment le volet innovation et valorisation du dossier. L'association s'appuie sur un cabinet hautement qualifié (Mc Kinsey) pour maximiser les chances de réussite du projet.

Il s'est agit dans le cadre de la préparation du dossier de candidature :
- d'établir le concept cible de « Territoire de Prise en charge Innovante»
- de définir le périmètre (parcours et acteurs à impliquer), l'objectif de transformation des parcours et l'impact visé
- d'établir les lignes directrices du schéma cible
- de tester le concept et rallier les partenaires essentiels au succès
- de concevoir le projet plus en détail et définir les grandes lignes du modèle économique
- de finaliser le dossier à remettre le 29 Septembre et établir la feuille de route

Le coût de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour Alsace Biovalley est de 65 000€ TTC et l'Eurométropole est sollicitée à hauteur de 35 000 €. L'IHU et l'Université de Strasbourg sont également sollicités pour co-financer la dépense.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution d'une subvention de 35 000 € à l'association Alsace Biovalley dans le cadre de la préparation du dossier de candidature à l'appel à manifestation d'intérêt territoire d'innovation de grande ambition,

décide

l'imputation de la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU03B-23-6574 programme 8015 dont le crédit disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 35 000 €,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention financière et éventuels avenants afférents.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Attribution d’une subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l’année n-1
Alsace Biovalley	Projet	35 000 €	35 000 €	-
TOTAL		**35 000 €**	**35 000 €**	**-**

46

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Subvention à l'OTSR pour la rénovation du bureau d'accueil.

Le principal, et aujourd'hui unique, bureau d'accueil de l'Office de tourisme de Strasbourg et sa région (OTSR) est situé au 17 Place de la Cathédrale.

Durant ces 5 dernières années ce lieu a accueilli en moyenne 375 000 personnes par an.

L'importante augmentation de la fréquentation touristique de Strasbourg a fini par mettre en évidence la nécessité de repenser ce lieu d'information dont les derniers travaux remontent à 1999.

Afin d'offrir un nouveau confort et une meilleure qualité d'accueil aux visiteurs, l'OTSR a souhaité mener des travaux de rénovation globale qui visent à :

1) recréer un espace d'accueil propice à la mise à disposition d'informations et de conseils aux visiteurs ;
2) valoriser les atouts touristiques et en particulier le classement de Strasbourg au Patrimoine mondial de l'Unesco au travers de sa décoration et de la mise en avant du patrimoine, de la culture, des grands évènements ;
3) développer l'espace « Boutique » pour accroitre les recettes propres à l'OTSR.

Le budget prévisionnel (BP) de l'opération s'élève à 420 000 € TTC.

L'association sollicite une subvention d'investissement auprès de la Ville et de l'Eurométropole pour un montant total de 70 000 € (16,6 % du BP), en complément d'un emprunt bancaire de 350 000 € sur 10 ans contracté par l'OTSR.

Il est proposé d'octroyer cette subvention selon la clé de répartition appliquée à la subvention annuelle de fonctionnement.

Ainsi, la subvention d'investissement soumise au vote de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg pour la rénovation du bureau d'accueil de l'OTSR s'élève à 44 100 € soit 10,5 % du budget prévisionnel de l'opération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

approuve

le versement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une subvention d'investissement de 44 100 € à l'Office de tourisme de Strasbourg et sa région pour la rénovation globale du bureau d'accueil situé au 17 place de la Cathédrale ;

Les crédits sont disponibles au BP 2017, ligne 633 – 20421 programme 7006 DU04 dont le montant disponible est de 79 300 € avant la présente Commission permanente (Bureau) ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute pièce relative à l'exécution de la présente délibération, dont notamment la convention financière.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

CONVENTION FINANCIERE
EXERCICE 2017

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président,

et

- L'association Office de tourisme de Strasbourg et sa Région, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg, volume XVI N 62 en date du 9 septembre 1945, et dont le siège est basé au 17 place de la Cathédrale 67082 Strasbourg Cedex, représentée par Monsieur Jean-Jacques GSELL, Président.

vu,

- Les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art. 1,
- La délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole du 29 septembre 2017,

Préambule

L'association Office de tourisme de Strasbourg et sa région (OTSR) :

- assure l'accueil et l'information des touristes dans un souci permanent de qualité et d'adaptation aux évolutions de la demande et des technologies ;
- est responsable de la promotion touristique de la destination Strasbourg à l'échelle nationale et internationale ;
- effectue, dans cet objectif une mise en valeur optimale des atouts du territoire offerts aux différents segments de clientèle ;
- contribue à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique local ;
- participe activement à la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique initiée et portée par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que par les partenaires institutionnels ;
- commercialise des prestations de services touristiques

Article 1 : Objet de la convention

Afin d'offrir un nouveau confort et une meilleure qualité d'accueil aux visiteurs, l'OTSR a souhaité mener des travaux de rénovation globale de son bureau d'accueil situé au 17 Place de la Cathédrale à Strasbourg. Ces travaux de rénovation visent à :

1) Recréer un espace d'accueil propice à la mise à disposition d'informations et de conseils aux visiteurs
2) Valoriser les atouts touristiques et en particulier le classement de Strasbourg au Patrimoine mondial de l'Unesco au travers de sa décoration et de la mise en avant du patrimoine, de la culture, des grands évènements
3) Développer l'espace « Boutique » pour accroitre les recettes propres à l'OTSR

Compte tenu de l'importance accordée par l'Eurométropole de Strasbourg aux missions de l'association et de la pertinence de cette opération, la collectivité a décidé de soutenir financièrement l'OTSR par l'octroi d'une subvention d'investissement.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget prévisionnel de l'opération s'élève à 420 000 €.

Article 3 : Versement de la subvention

La subvention d'investissement de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à 44 100 €.

Cette subvention sera créditée en un seul versement après signature de la présente convention en double exemplaire par les deux parties.

Ces virements seront réalisés sur le compte bancaire numéro FR76 1027 8010 0100 0216 3610 111 (IBAN) ouvert au nom de « Office du Tourisme de Strasbourg et sa Région » auprès de la Banque Crédit Mutuel St Jean Strasbourg.

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- utiliser la subvention d'investissement octroyée à la réalisation de l'opération visée en objet ;
- fournir à la l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice) le rapport annuel approuvé en assemblé générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes)
- informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 10 000 €

- de manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- informer l'Eurométropole de Strasbourg de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction sous un mois à compter de leur apparition, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- faire état du soutien de la collectivité dans sa communication ;

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

L'absence totale ou partielle du respect des clauses prévues à l'article 4 de la présente convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie en double exemplaire et pour la durée de l'exercice budgétaire 2017.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg – CS 71022 - 67076 STRASBOURG CEDEX

Fait à Strasbourg, le…… ……

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
Le Président	Le Président
Robert HERRMANN	Jean-Jacques GSELL

47

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Développement d'une formation d'ingénieur spécialisée en informatique à Télécom physique Strasbourg/TPS-UNISTRA, suite à la fermeture de l'antenne locale de l'Ecole nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise/ENSIIE - soutien financier de l'Eurométropole de Strasbourg.

A l'automne 2016, l'annonce unilatérale et brutale par le directeur de la « maison-mère » d'Evry de la fermeture de l'antenne strasbourgeoise de l'ENSIIE dès juin 2017 a sonné le glas d'un projet pédagogique exemplaire lancé en 2009 par l'UNISTRA, avec le soutien résolu et conjoint de la Région Alsace et la Communauté urbaine de Strasbourg à l'époque.

La formation généraliste en informatique dispensée comblait une lacune dans l'offre de formation locale d'ingénieur -pointée par le pacte régional ingénieur- et répondait à une demande prégnante des entreprises régionales et transfrontalières, assurant ainsi une insertion professionnelle optimale des diplômés.

Ce contexte prometteur -malheureusement interrompu à l'aune d'une recomposition du paysage universitaire francilien- a suscité une mobilisation collective immédiate sous l'égide de l'Eurométropole de Strasbourg en vue de reconstruire une filière informatique autour de Télécom physique Strasbourg/TPS, école interne de l'UNISTRA et associée à l'Institut mines télécom/IMT.

Le choix de TPS à cet égard s'est imposé naturellement dans la mesure où l'ex-ENSIIE Strasbourg et TPS partageaient déjà une première année commune.

Depuis lors, un important travail a été réalisé en interne de l'UNISTRA à l'initiative de TPS, en lien avec l'UFR Math-info, les IUT et le laboratoire I Cube pour l'adossement de la recherche afin de définir un projet cohérent et attractif pour les étudiants issus des concours CPGE (classes préparatoires aux grandes écoles) et en phase avec les attentes du tissu économique.

Le projet de développement d'une formation d'ingénieur spécialisée en informatique autour de TPS est aujourd'hui arrivé à maturité et ses modalités de mise en œuvre définies.

A) Le projet de diplôme d'ingénieur spécialité informatique porté par TPS

La reprise des formations généralistes de l'ENSIIE se traduit par la requalification de l'actuel diplôme « réseaux et télécom » de TPS en un nouveau diplôme de spécialité à assise plus large en informatique autour de trois axes transverses :

- objets communicants pour l'industrie (usine du futur et industrie 4.0...)
- e-santé (technologies médicales)
- systèmes d'information, cyber-sécurité et science des données (big data).

Cette évolution conjugue d'une part les stratégies régionales (usine du futur) et eurométropolitaines (Nextmed) et d'autre part les aspirations des entreprises en recherche d'un profil généraliste d'ingénieur développement (Syntec numérique). A l'échelle du territoire de la Région Grand Est, elle vient faire contrepoids à Nancy où l'IMT et les écoles d'ingénieur sont bien implantés.

B) Les modalités de mise en place

- **Calendrier** : la mise en œuvre s'opérera progressivement à compter de la rentrée 2017 (une vingtaine d'étudiants) sur six années, pour atteindre un régime de croisière en 2022 de 120 élèves ingénieurs en informatique supplémentaires, portant ainsi les effectifs globaux de TPS de 450 à 570 étudiants.

A noter : le contingent de 120 équivaut au nombre d'étudiants de l'ENSIIE Strasbourg au moment de sa fermeture.

- **Financement** : les contributions nécessaires attendues de l'UNISTRA, de la Région Grand Est et de l'Eurométropole de Strasbourg sont ventilées en deux périodes triennales, respectivement :

- 2017 à 2019 : 1,457 M€
- 2020 à 2022 : 1,977 M€

soit un coût total du projet fixé à 3,434 M€ tous postes confondus
(fonctionnement, personnel, investissement...)

A ce stade et conformément aux préconisations du comité de suivi du 11 mai dernier et validation du Bureau développement économique du 6 juin 2017, les co-financeurs souhaitent se prononcer dans un premier temps sur la période triennale d'amorce couvrant les années 2017 à 2019.

- **Proposition de prise en charge :**

- UNISTRA : confirmation de l'effort politique et financier de 657 000 € consolidés et recours aux leviers Idex et Fondation pour les financements en numéraire,

- Région Grand Est : effort financier exceptionnel de 350 000 € en parallèle du soutien récurrent à TPS issu du pacte ingénieur en cours ; intégration de la seconde période triennale dans le nouveau pacte ingénieur à l'horizon 2019,

- Eurométropole de Strasbourg : attribution d'un soutien de 450 000 € sur la période 2017 à 2019 soit au-delà de la parité habituelle entre collectivités en raison du statut historique de chef de file assuré par l'Eurométropole.

A noter : la moyenne annuelle de 150 000 € se situe en-deçà de la moyenne annuelle allouée jusque-là à l'ENSIIE, soit 170 000 € [1]

C) Le volet immobilier

Il s'organise en deux temps :

- période transitoire de septembre 2017 à mars 2019 : déploiement dans les locaux de l'International space university/ISU en lieu et place de l'ex-ENSIIE Strasbourg

- localisation pérenne à partir de mars 2019 : installation dans le bâtiment Ventana voisin sur environ 1 000 m² rénovés et adaptés aux besoins de TPS (1/3 de la superficie totale), bâtiment « charnière » idéalement situé entre le Pôle API/TPS et le bâtiment de l'ISU (fertilisation croisée et mutualisation)

A noter : la décision immobilière appartient formellement à l'exécutif de l'UNISTRA dans le cadre de sa stratégie ad hoc globale (option pour une solution locative).

A ce stade, la Commission permanente (Bureau) est invitée à confirmer le soutien financier alloué par l'Eurométropole de Strasbourg et à en définir l'échéancier triennal.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer à l'UNISTRA une subvention de 450 000 € pour la période triennale 2017 à 2019 en vue d'accompagner, aux côtés de la Région Grand Est et l'Université, le développement d'une formation d'ingénieur spécialisée en informatique à Télécom physique Strasbourg/TPS-UNISTRA, suite à la fermeture de l'antenne locale de l'Ecole nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise/ENSIIE Strasbourg,*

[1] pm : subventions versées par l'Eurométropole de Strasbourg à l'ENSIIE
- 2012 : 150 000 € / 2013 : 130 000 € / 2014 : 200 000 € / 2015 : 200 000 €
2016 : 200 000 € (prévus mais non réalisés)

- *d'imputer les dépenses en résultant sur la ligne budgétaire DU03C-657382-23*

- *de verser cette subvention à l'UNISTRA en trois annuités, respectivement :*

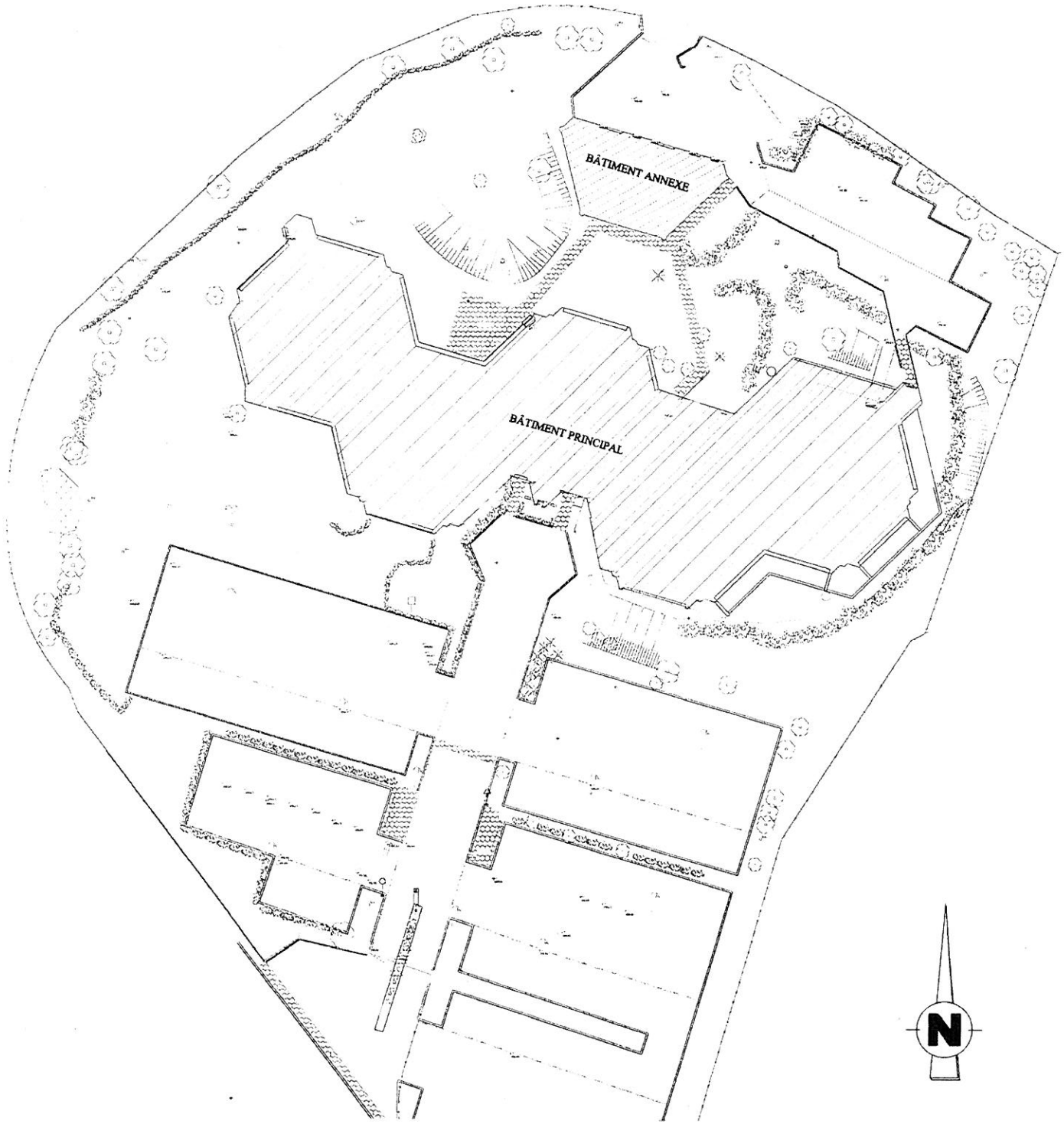
  - *2017 : 200 000 € (disponibles au BP voté)*
  - *2018 : 100 000 €*
  - *2019 : 150 000 €*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention financière organisant les modalités et l'échéancier des versements.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017


BÂTIMENT ANNEXE
BÂTIMENT PRINCIPAL
N

48

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Attribution d'une subvention en faveur des activités universitaires et étudiantes.

L'Eurométropole de Strasbourg est un partenaire du développement de l'enseignement supérieur et de la vie étudiante et a vocation à promouvoir certaines initiatives relevant de cette dynamique. A cet égard, la Commission permanente (Bureau) est invitée à soutenir un projet s'inscrivant dans ce cadre pour un montant de 2 000 €.

Association UT - 7ème édition du festival Exhibitronic, octobre 2017.

L'association UT, constituée par des étudiants et diplômés en arts et musique de Strasbourg, sollicite le renouvellement du soutien de la collectivité pour permettre un accès facilité (tarif préférentiel ou gratuit) aux étudiants du territoire aux événements proposés lors du festival Exhibitronic.

Ce festival propose en octobre une série d'ateliers avec des artistes et professionnels de la création sonore et des nouvelles technologies, ainsi que des concerts dans divers lieux de Strasbourg (Haute école des arts du Rhin, Shadok, Stimultania, La Kulture).

Il vous est proposé de soutenir cette manifestation, qui favorise la professionnalisation des étudiants et offre une vitrine aux créations locales comme internationales, par la reconduction d'une subvention de 2 000 € à l'association UT.

Il vous est proposé de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

dans le cadre de la politique de l'Eurométropole de Strasbourg de soutien aux activités universitaires et étudiantes, d'attribuer la subvention suivante :

Bénéficiaires	2017

Association UT 7ème édition du Festival Exhibitronic Octobre 2017	2 000 € (*reconduction*)

décide

d'imputer sur le budget primitif 2017, le montant de 2 000 € sur la ligne budgétaire 23 - 6574 – DUO3E programme 8018, dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 13 833 €.

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'arrêté y afférent.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Attribution de subvention
Délibération de la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole
du 29 septembre 2017

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant octroyé N-1
			2017	2016
Association UT	Festival Exhibitronic	3 000 €	2 000 €	2 000 €
TOTAL		3 000 €	2 000 €	2 000 €

49

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Attribution de subventions en faveur des activités universitaires et scientifiques.

L'Eurométropole de Strasbourg est un partenaire du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche et a vocation à promouvoir certaines initiatives relevant de cette dynamique. En accord avec la feuille de route Strasbourg Eco 2030, elle entend promouvoir les actions permettant de renforcer la connexion entre l'enseignement supérieur et les entreprises, de valoriser les conditions d'accueil et de séjour des chercheurs-euses et étudiants-es d'origine étrangère, et de conforter sa position de métropole dans les réseaux rhénans, européens et internationaux.

La Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole de Strasbourg est invitée à soutenir trois subventions de projet s'inscrivant dans le cadre de la promotion du rang de plateforme internationale de l'agglomération strasbourgeoise, pour un montant total de 36 500 €.

1. Expérience scientifique Hydra 1 portée par l'International space university (ISU).

Toujours tournée vers l'exploration spatiale et l'anticipation de vols habités à destination de l'espace, l'ISU propose aujourd'hui d'expérimenter les possibilités de croissance de végétaux au sein de la station spatiale internationale dans des conditions identiques à celles rencontrées sur le sol lunaire. Cette expérience (Lunar Plant Experiment -LXP-), produite en collaboration avec l'Université de Strasbourg (l'Institut de biologie moléculaire des plantes –IBMP), la NASA et l'Université de Californie à Berkeley (US) affiche l'ambitieux objectif d'observer les conséquences sur les végétaux de stress spécifiques dûs à une apesanteur réduite, à une irradiation solaire et à un cycle d'éclairage totalement différent. En fonction des résultats obtenus, une modification génétique des végétaux pourrait permettre de les adapter à un tel environnement hostile. Dans la perspective d'une colonisation de la Lune, la question de la possibilité pour les colons de s'auto-suffire (eau, alimentation, oxygène...) est prégnante et pourrait être résolue au niveau de l'alimentation et de la production de médicaments grâce à la culture des végétaux sur le sol même de

la planète. Les résultats feront l'objet de publications dans des revues scientifiques et de communications à l'échelle internationale, y compris grand public.

Plus globalement, cette nouvelle expérimentation conforte la volonté exprimée dans le plan stratégique communiqué en juillet par l'ISU de développer, aux côtés de ses fonctions d'enseignement, une fonction recherche volontariste et innovante et par là même de porter des expérimentations uniques au monde (programme MMARS notamment).

Il vous est proposé l'attribution d'une subvention de 30 000 €, pour accompagner ce projet à la fois précurseur pour le territoire et permettant d'associer autour de la thématique du spatial plusieurs entités de renommée mondiale, sans perdre de vue l'objectif majeur de conquête de la Lune puis de la planète Mars par des humains, qui n'auraient d'autre choix que de s'y implanter et d'y survivre par leurs propres moyens. Le versement sera effectué pour moitié sur les exercices 2017 et 2018, soit 15 000 € au titre de l'exercice en cours.

2. IREPA LASER – Salon espace laser du 12 au 14 septembre 2017, au Palais de la musique et des congrès.

Ce salon européen dédié aux procédés laser pour l'industrie du futur, seul du genre en France, aura lieu pour la première fois à Strasbourg. Il rassemblera environ 1 000 professionnels-les et industriels-les (fabricants et fournisseurs) autour d'expositions et conférences thématiques. Il est prévu que son homologue allemand (LASYS) y soit présent et qu'un partenariat binational se mette en place, prévoyant une alternance France/ Allemagne pour l'accueil de ce salon dans les prochaines années.

Les organisateurs du salon (IREPA LASER) sont en lien direct avec d'autres importants partenaires locaux ou internationaux (Photonix, qui organisera son Salon mondial au PMC de Strasbourg en avril 2018, Alsace Tech sur la thématique de l'Usine du futur, le Pôle de compétitivité Fibre-Energivie, l'entreprise BeaM, premier constructeur européen de machines de fabrication additive...).

Il vous est proposé l'attribution d'une subvention de 20 000 €, pour soutenir ce projet à la fois préparatoire d'une collaboration franco-allemande et porteur d'une technologie de pointe transversale sur le territoire qui associe plusieurs acteurs novateurs d'envergure mondiale ou nationale.

3. GEPROVAS (Groupe européen de recherche sur les prothèses appliquées à la chirurgie vasculaire) – Congrès scientifique international bisannuel European symposium on vascular biomaterials (ESVB), du 12 au 14 octobre 2017 au Palais de la musique et des congrès.

Le GEPROVAS est une association d'envergure internationale, partenaire d'Alsace Biovalley, de l'Université de Haute alsace, de l'Université de Strasbourg et de la société

savante européenne (ESVS), spécialisée dans l'évaluation et le développement des biomatériaux cardio-vasculaires.
Autour de deux pôles alsaciens, dans l'esprit fédérateur du Pôle métropolitain Strasbourg-Mulhouse-Colmar, il réunit :

- le service de Chirurgie vasculaire des HUS dirigé par le professeur Nabil CHAKFE, Président du GEPROVAS
- le Laboratoire de physique et mécanique textile, ENSISA de Mulhouse, dirigé par le Professeur Bernard DURAND.

Au-delà de ses activités de recherche, il collecte, expertise et analyse les explants vasculaires au niveau mondial et forme sur simulateur (et en temps réel) étudiants-es et chirurgiens-ennes, en collaboration avec la prestigieuse université américaine de Stanford. Par ailleurs il organise le symposium bisannuel de la chirurgie vasculaire. 350 participants-es sont attendus-es cette année, dont 50 % d'étrangers-gères, autour d'une soixantaine d'intervenants-es scientifiques pluridisciplinaires.

La réussite de ce symposium viendra appuyer la candidature de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'organisation en 2019 ou 2020 du colloque annuel mondial (ESVS), réunissant près de 3 000 personnes et tournant dans les principales agglomérations européennes.

A ce titre, il vous est proposé de soutenir ce congrès international (dont le budget global est d'environ 301 000 €) à hauteur de **1 500** € fléchés sur le premier prix des Jeunes chercheurs-euses.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve,

l'attribution des subventions suivantes, dans le cadre de la politique communautaire de soutien aux activités universitaires et scientifiques:

Bénéficiaire subvention	*Montant*
International space university – expérience Hydra 1	30 000 € (dont 15 000 € au titre de l'exercice 2017)
IREPA Laser (salon espace laser du 12 au 14 septembre 2017)	20 000 €
GEPROVAS (symposium du 12 au 14 octobre 2017)	1 500 €

TOTAL pour l'exercice 2017	*36 500 €*

décide

d'imputer la somme de 36 500 € sur la ligne budgétaire DU03C-6574-23 - programme 8016, dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 40 500 €,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions et arrêtés y afférents.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Attribution de subventions

Délibération de la Commission permanente (Bureau)
de l'Eurométropole de Strasbourg
du 29 septembre 2017

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant octroyé N-1
			2017	2016
International space university – expérience Hydra 1	subvention de projet	30 000 €	30 000 € (dont 15 000€ au titre de 2017)	0 €
IREPA Laser (salon espace laser du 12 au 14 septembre 2017)	subvention de projet	20 000 €	20 000 €	0 €
GEPROVAS (symposium du 12 au 14 octobre 2017)	subvention de projet	1 500 €	1 500 €	0 €
TOTAL		51 500 €	*36 500 €*	0€

50

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Soutien à l'organisation du salon BioFIT porté par le GIE Eurasanté et les pôles de compétitivité Alsace BioValley et Nutrition santé longévité.

1. Contexte

Co-organisé par le pôle de compétitivité Nutrition santé longévité, Alsace BioValley et Eurasanté, BioFIT est devenu le rendez-vous de référence des acteurs de l'innovation et de la recherche collaborative dans le domaine des sciences du vivant.

L'édition 2015 de Biofit inaugurait l'alternance Lille-Strasbourg. Pari réussi pour les organisateurs avec la venue de 1 150 participants. On constate d'ailleurs que les entreprises de Suisse et d'Allemagne n'ont pas boudé leur plaisir de pouvoir innover près de chez eux en venant en nombre sur cette édition (1/3 des participants internationaux de cette édition, contre 1/4 en 2014). De nouveaux pays, comme Taïwan ou le Portugal, ont également rejoint les rangs des participants. En tout, ce sont 31 pays qui ont participé à cette 4ème édition.

1 150 participants, 31 pays représentés, 85 exposants, 70 intervenants internationaux, 14 tables-rondes, 8 événements hébergés, voilà la dimension atteinte par BioFIT pour l'année 2015. Avec de tels chiffres, BioFIT assoit sa position d'événement international leader dans le domaine. Il est le seul à réunir en un même lieu startups, PME et leaders internationaux, chercheurs et investisseurs en pharma ou biotechs autour d'un même objectif : intensifier les flux de licence et favoriser l'émergence de projets collaboratifs dans le domaine de la santé et des sciences du vivant.

BioFIT propose sur 2 jours :

- une convention d'affaires et de transfert de technologies,
- un programme de conférences spécialisées,
- une exposition qui valorise savoir-faire et offres technologiques,
- des sessions de présentation d'offres de technologies.

Depuis sa 1ère édition en 2010, BioFIT est un événement biennal, organisé historiquement sur Lille à l'initiative de l'agence de développement économique Eurasanté et du pôle santé Nutrition santé longévité. Depuis 2015, cet événement annuel, est organisé en

alternance entre Lille et Strasbourg et son succès sera tel qu'une autre convention « fille » émerge à partir de cette année à Grenoble : MedFIT, spécialisé dans les technologies médicales que Strasbourg accueillera en 2018.

2. Objectif du projet

BioFIT est un événement professionnel au format adapté à la rencontre entre milieux académiques et privés pour favoriser le transfert de technologies et la recherche partenariale.

Concrètement, BioFIT accélère les courants d'affaires, favorise les contrats de collaboration et les partenariats public-privé, dynamise les transferts de technologies. Pour l'Alsace, et l'Eurométropole de Strasbourg en particulier, c'est une opportunité unique de renforcer son attractivité économique et scientifique, d'encourager l'implantation d'entreprises nationales ou internationales de la filière santé. C'est aussi un moyen de créer des flux commerciaux pour tous nos acteurs locaux (hôtellerie, restauration, commerces, transports…) dans le tourisme d'affaires.

Le pôle ALSACE BIOVALLEY et la SATT Conectus sont des acteurs clés reconnus au niveau national et international pour la valorisation économique de la recherche publique alsacienne. Les projets économiques liés à la science et plus spécifiquement à la santé tels que Nextmed ou encore le Parc d'innovation pour ne citer qu'eux, prouvent que la dynamique de cette filière doit profiter de chaque opportunité pour faire rayonner l'Eurométropole de Strasbourg et ses atouts.

3. Financement de la démarche

Budget du projet					
Dépenses	2015	Prév. 2017	Recettes	2015	Prév. 2017
Frais de personnel	200 500	357 000	recettes propres		
Communication et promotion	14 565	20 000	subventions :		
Aménagement du site	61 018	0	Eurométropole	50 000	55 000
Cycle de conférences	17 588	34 300	Etat : (préciser)		
Evénements spéciaux	39 847	44 800	Conseil départemental		0
Frais déplacement, hébergement, restauration	44 676	50 000	Conseil régional	50 000	60 000
Gestion/Location d'espace	60 319	259 251	Idex	25 000	0
Plateforme Inscription/ accueil/badges	14 091	15 280	autres subventions : FEDER	30 000	50 000
Partnering system	20 503	40 100	autres produits	474 257	748 226

Hosted Events	156 150	92 495	dont cotisations		
			produits financiers		
			reprises amortiss provis		
total	**629 257**	**913 226**	**total**	**629 257**	**913 226**

Pour cette 4ème édition qui aura lieu au Palais de la musique et des congrès de Strasbourg fin novembre 2017, il est proposé de cofinancer l'événement. Cette participation financière, ajoutée à celle de la Région Grand-Est et du FEDER, permettra de contribuer à couvrir les frais de fonctionnement liés à l'organisation à Strasbourg de cette manifestation ; le financement public représentant pour cette manifestation une proportion de 17,50 % de l'ensemble des financements.

Cet événement s'inscrit directement dans le cadre de la feuille de route Strasbourg Eco 2030. A ce titre, il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'allouer une subvention à hauteur de 50 000 € correspondant à 5,45 % du budget prévisionnel de l'événement (de 913 226 €).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer, pour l'année 2017, une subvention d'un montant de 50 000 € au GIE Eurasanté, affectée à l'organisation de l'événement BioFIT 2017*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU03D-8017-6574 dont le crédit disponible avant la présente Commission est de 50 000 €*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention financière afférente.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Salon BioFIT 2017

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-2
GIE Eurasanté	Subvention de projet	55 000 €	50 000 €	50 000 €

51

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Soutien à l'insertion professionnelle et accès à l'emploi.

En 2015, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé, avec l'ensemble des acteurs économiques, l'actualisation de sa stratégie éco 2030. Elle continue ainsi d'assoir son rôle pivot dans l'accompagnement de la définition des orientations stratégiques pour le développement économique, dans la mise en cohérence des interventions et la mobilisation de tous.

L'Eurométropole accompagne particulièrement les acteurs qui mènent des démarches d'insertion professionnelle et contribuent à l'accès à l'emploi des publics les plus en difficulté : chômeurs de longue durée, jeunes, seniors, personnes en situation d'isolement ou d'exclusion, bénéficiaires du RSA, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Missions locale de Schiltigheim et Relais emploi **70 000 €**

La mission locale exerce une mission de service public de proximité avec pour objectif de permettre aux jeunes de 16-25 ans de surmonter les difficultés qui font obstacle à leur insertion professionnelle et sociale. Plus largement, par ses initiatives, expérimentations et le tissage des réseaux locaux, la mission locale est un outil territorial important de la politique en faveur de publics très fragilisés et éloignés de l'emploi.

En 2015, la Mission locale de Schiltigheim a reçu 2108 jeunes dont 788 accueillis pour la première fois, et 354 adultes bénéficiaires du RSA. Des équipes organisées en 3 pôles (mobilisation, préparation, recrutement) accompagnent les jeunes et adultes à toutes les étapes de leur parcours : orientation et élaboration du projet professionnel, préparation de l'entrée en formation, accès à l'emploi. L'accompagnement individuel est conjugué avec de nombreux ateliers et projets collectifs.

De nouvelles équipes dédiées ont été mises en place en 2015 notamment pour mettre en œuvre le dispositif de la "garantie jeunes" qui permet un accompagnement renforcé des jeunes éloignés de l'emploi. La mobilisation du pôle "recrutement" a permis la signature de 465 contrats en 2015, avec une forte activité autour des emplois d'avenir.

L'Atelier – Ecole de la 2ème chance **20 000 €**

L'école de la deuxième chance du Bas-Rhin (E2C 67), labellisé par l'AFNOR en 2010, 2014 et 2016, est portée par le centre de formation l'Atelier. Elle s'adresse à des jeunes de plus de 16 ans, sortis du système scolaire, en difficulté face à l'emploi et à la qualification. Elle accueille en entrée / sortie permanente environ 250 jeunes par an, dont 91 % issus du territoire de l'Eurométropole. Ces jeunes sont recrutés par l'intermédiaire des missions locales, des équipes de prévention spécialisée, des services sociaux. L'objectif de l'accompagnement proposé est de consolider le projet professionnel des jeunes ; renforcer leurs compétences par des modules de formation organisés autour de parcours individualisés et de leur permettre de découvrir le milieu de l'entreprise. Ils peuvent tester plusieurs métiers avant de s'orienter vers un parcours de qualification ou vers un emploi direct.

Pour 2016, à l'issu du passage en E2C, 70 % des jeunes accompagnés ont retrouvés le chemin de la qualification ou de l'emploi.

L'Atelier – Parcours de développement personnel (PADEP) **8 000 €**

Le Padep constitue une première étape dans un parcours d'insertion professionnelle. Il s'agit d'une action de remise en activité progressive répondant à des objectifs de socialisation, d'évaluation et d'insertion pour les bénéficiaires du RSA et autres personnes en difficulté particulière d'accès à l'emploi.

Lieu de dynamisation par l'activité, le Padep propose des ateliers collectifs et un travail en individuel. La progression est réfléchie autour de trois composantes : le travail sur la personne, le travail de socialisation et le travail sur l'habileté technique à partir d'un programme d'ateliers collectifs et d'un suivi personnalisé.

En 2015, 9 ateliers ont été proposés aux 63 personnes accueillies (1 en approfondissement de son autonomie sociale et 8 autour des habiletés). Parmi elles, 4 personnes ont connu une étape dynamique (2 formations, 2 emplois) et 7 ont pu réaliser un essai en entreprise d'insertion ou en ESAT.

Quinqua 67 **5 000 €**

L'association Quinqua 67 accompagne et valorise les expériences professionnelles de personnes sénior (+ de 45 ans), en recherche d'emploi, en reconversion, et favorise leur retour à l'emploi.

Elle se donne les missions suivantes :

- rassembler les forces et les compétences pour créer une dynamique de groupe,

- se faire connaître et entendre des organismes officiels et collectivités territoriales,

- écouter et conseiller les membres, les aider concrètement dans leurs démarches de recherche d'emploi.

De 2004 à 2016, ce sont plus de 1 000 séniors qui sont passés par l'association et environ 40 % ont retrouvé un emploi sous forme de CDI, CDD ou missions ponctuelles. L'association loue depuis 6 ans un local situé au 2 rue de Sélestat où elle met à disposition une batterie d'outils informatiques et mène des ateliers à raison de 2 à 3 par semaine dans de nombreux domaines. En plus de ces ateliers collectifs, des entretiens individuels auprès de psychologue, responsable RH ou coach sont proposés aux membres sur demande. Quinqua 67 participe également chaque année à la manifestation "séniors dans la ville".

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer les subventions suivantes pour l'exercice budgétaire 2017 :*

Mission locale et Relais emploi Schiltigheim	*70 000 €*
L'atelier – E2C	*20 000 €*
L'atelier - PADEP	*8 000 €*
Quinqua 67	*5 000 €*
TOTAL	***103 000 €***

- *d'imputer la somme de 103 000 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire* 6574 - DU05D *programme 8023 dont le montant disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 147 743 €,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires : conventions, arrêtés et avenants.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Mission locale et relais emploi de Schiltigheim	Fonctionnement	155 050 €	70 000 €	70 000 €
L'atelier – Ecole de la 2ème chance (E2C)	Fonctionnement	20 000 €	20 000 €	20 000 €
L'atelier - PADEP	Fonctionnement	8 000 €	8 000 €	8 000 €
Quinqua 67	Fonctionnement	6 500 €	5 000 €	5 000 €
TOTAL		189 550 €	103 000 €	103 000 €

52

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Attribution de subventions FSE 2014-2020.

Le 26 juin 2015, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a validé les nouveaux programmes Fonds européen de développement régional (FEDER) et Fonds social européen (FSE) 2014-2020 intégrés dans un investissement territorial intégré (ITI) basé sur la stratégie de développement économique du territoire.

Le financement du Programme FSE repose sur la mobilisation de deux enveloppes financières. Une première enveloppe de 1,5 millions d'euros de crédits européens a été déléguée par une convention de subvention globale de gestion de FSE 2014-2016, validée par la Commission permanente le 16 octobre 2015. Le 16 décembre 2016, le Conseil de l'Eurométropole validait la gestion d'une seconde convention de subvention globale de 3,9 millions d'euros pour la période 2017-2020. Organisme intermédiaire, l'Eurométropole gère une subvention orientée majoritairement sur les thématiques de la coordination de l'offre de services pour les personnes éloignées de l'emploi, la politique de la ville et l'insertion des jeunes.

Les fonds FSE sont attribués par l'Eurométropole sous forme de subventions à des porteurs de projet de toute nature dont les opérations répondent aux critères de sélection du programme.

4 projets ayant fait l'objet d'une demande de subvention FSE sont proposés pour approbation à la Commission permanente au titre du Dispositif *3 « Mise en place d'actions en faveur des publics éloignés de l'emploi pour une meilleure insertion sociale et professionnelle »* et 3 projets sont proposés au titre du Dispositif 5 *« Animation et coordination de l'offre liée à l'emploi » (cf. tableau en annexe 1).*

Le coût total de ces opérations s'élève à 504 570 €. Le montant total des subventions FSE attribuées dans le cadre de ce projet de délibération s'établit à 252 285 €.

Avec l'ensemble des dossiers programmés, le taux de programmation de la subvention globale 2017-2020 est alors de 13,96 %.

Le présent projet de délibération a pour objet d'approuver la sélection des projets bénéficiaires des crédits FSE 2014-2020, les montants de subventions FSE et d'autoriser le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions d'octroi correspondantes et les avenants, en sa qualité de représentant de l'organisme intermédiaire gestionnaire des crédits FSE.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

- *les projets suivants au titre du Dispositif 3 ainsi que le montant des subventions FSE :*

Intitulé du projet	*Porteur de projet*	*Coût total éligible*	*Critère spécifique d'éligibilité relatif au public cible*	*Montant subvention FSE*	*Montant prévisionnel cofinancements*
Accompagnement de vacataires animateurs en restauration scolaire	*Ville de Strasbourg*	*33 597 € H.T.*	*Demandeurs d'emploi*	***16 798,50 € 50 %***	*Autofinancement 16 798,50 €*
Développement Pôle Insertion	*CSC L'Escale*	*65 240 € T.T.C.*	*Demandeurs d'emploi en QPV*	***32 620 € 50 %***	*Etat - CGET 32 620 €*
Action de mise en emploi	*Les Jardins de la Montagne Verte*	*76 482 € T.T.C.*	*Demandeurs d'emploi de communauté marginalisée*	***38 241 € 50 %***	*Ville de Strasbourg 32 475 € Autofinancement 5 766 €*
Accompagnement à l'Espace Bouleau	*CSC Elsau*	*29 325 € T.T.C.*	*Demandeurs d'emploi en QPV*	***14 662,50 € 50 %***	*Etat - CGET 9 000 € Conseil départemental 67 3 000 € Autofinancement 2 662,50 €*

- *les projets suivants au titre du Dispositif 5 ainsi que le montant des subventions FSE :*

Intitulé du projet	*Porteur de projet*	*Coût total éligible*	*Montant subvention FSE*	*Montant prévisionnel cofinancements*
KaleidosCOOP – Pôle Territorial de Coopération Economique	*Maison de l'Emploi de Strasbourg*	*156 480 € T.T.C.*	***78 240 € 50 %***	*Eurométropole 38 000 € DIRECCTE 38 000 € Autofinancement 2 240 €*
KaleidosCOOP – Pôle Territorial de Coopération Economique	*Cooproduction*	*36 846 € H.T.*	***18 423 € 50 %***	*Eurométropole 18 000 € Autofinancement 423 €*
KaleidosCOOP – Pôle Territorial de Coopération Economique	*Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire*	*106 600 € T.T.C.*	***53 300 € 50 %***	*Eurométropole 16 970 € Ville de Strasbourg 16 970 € Autofinancement 19 360 €*

décide

- *d'accorder les subventions au titre du Fonds social européen de l'Union européenne pour les projets cités ci-dessus, sous réserve de la disponibilité effective des crédits communautaires,*

- *d'imputer le paiement FSE du projet porté par la Ville de Strasbourg sur les crédits ouverts de la ligne DU01T – 052 – 657382 et pour les autres porteurs ssur les crédits ouverts de la ligne DU01T - 052 – 6574,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e, à signer les conventions et les éventuels avenants relatifs aux projets cités ci-dessus, en sa qualité de représentant de l'organisme intermédiaire gestionnaire de crédits FSE.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

ANNEXE 1 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS FSE AU TITRE DU PROGRAMME FSE DE L'EUROMETROPOLE 2014-2020

DISPOSITIF 3 Mise en place d'actions en faveur des publics éloignés de l'emploi pour une meilleure insertion sociale et professionnelle					
Intitulé du projet et N° Ma Démarche FSE	**Porteur de projet**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
Accompagnement de vacataires animateurs en restauration scolaire 2017 03130	Ville de Strasbourg	Le projet consiste à permettre aux personnes en difficulté d'insertion d'accéder à des postes d'animateurs en restauration scolaire. L'accompagnement est organisé sous forme de formation collective et se décompose en plusieurs étapes : - accompagnement préalable au recrutement et préparation au poste d'animateur avec mise en situation, - aide à la prise de fonction et analyse des pratiques professionnelles. L'accompagnement est ponctué par des étapes clés : le passage de l'attestation de premiers secours ou encore celui du BAFA Le nombre prévisionnel de participants est de 40. Le projet dure 15 mois (mai 2017 à juillet 2018) et la demande de subvention porte sur l'achat d'une prestation externe. *Informations complémentaires :* *En 2014, le projet a remporté un des « Prix territoriaux » organisé par la GMF et la Gazette des communes.* *En 2016, sur les 48 personnes ayant démarré en tant que vacataire : 14 ont accédé à un CUI modulable et 34 ont poursuivi en tant que vacataire.*	33 597 € H.T.	*Autofinancement* *16 798,50 €*	**16 798,50 €** **50%**

Développement Pôle Insertion 2017 03140	CSC L'Escale	Le projet a pour objectif principal de réinstaller une dynamique autour de l'emploi auprès de toutes les populations du Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPV) Cité de l'Ill et alentours. Pour cela, différents objectifs sont déclinés : permettre une présence régulière de professionnels de l'emploi et l'insertion en remobilisant les partenaires, développer des temps forts autour de l'emploi et l'insertion, permettre une revalorisation des personnes suivies en les inscrivant sur un chemin structuré vers l'emploi ou la formation pour diminuer le nombre de personnes éloignées de l'emploi sur le territoire. Le projet intégré dans une dynamique de réseau institutionnel, associatif et d'entreprises, met en place des évènements autour de l'emploi et un centre de ressources permettant notamment des accompagnements individualisés et collectifs. Le projet dure 16 mois (septembre 2017 – décembre 2018) et la demande de subvention porte sur des frais de personnel, des achats de prestation et des coûts indirects. Le nombre prévisionnel de participants est de 50. *Information complémentaire : Nouvelle opération en lien avec le Contrat de Ville. Le CSC est un relais du Service public de l'emploi de proximité sur le territoire.*	65 240 € T.T.C.	Etat - CGET 32 620 €	**32 620 €** **50 %**
Action de mise en emploi 2017 03155	Les Jardins de la Montagne Verte	Le projet vise l'intégration et l'insertion de personnes issues des communautés marginalisées en privilégiant une approche globale et multidimensionnelle, par la mise en emploi. Ainsi la mise en situation de travail permet de débloquer sur les problèmes périphériques à l'emploi, d'envisager des suivis individuels et collectifs afin de déterminer de nouvelles opportunités. Les personnes seront formées sur leur poste de travail, et sur les activités et les tâches qui leur seront confiées. Pour ce faire, elles bénéficieront d'un accompagnement technique et d'un encadrement socio-professionnel. Le projet dure deux ans (2017-2018) pour 2 périodes de mises en emploi de 6 mois et vise 15 participants. La demande de subvention porte sur les frais de personnel d'encadrement, des achats de matériel et des coûts indirects. *Information complémentaire : Nouvelle opération en lien avec la Ville de Strasbourg (Mission Roms).* 827	76 482 € T.T.C.	Ville de Strasbourg 32 475 € *Autofinancement* *5 766 €*	**38 241 €** **50 %**

Accompagnement à l'Espace Bouleau 2017 03227	CSC Elsau	Ce projet a pour finalité de favoriser l'emploi et l'insertion professionnelle des publics en situation de précarité en proposant un accompagnement adapté, personnalisé et durable. L'accompagnement est réalisé par une animatrice insertion sous forme de permanence avec une offre d'information et d'orientation des habitants, d'accompagnement individuel dans les démarches de retour à l'emploi en amont des dispositifs existants, et d'accompagnement collectif afin de dynamiser les démarches et de favoriser les mises en situation (ateliers d'initiation informatique, accompagnement à des forums ou salons de recrutement, etc). Le projet dure un an (2017) et vise 30 participants, principalement habitants du QPV Elsau et QPV alentours. La demande de subvention porte sur des frais de personnels et des coûts indirects. *Information complémentaire : Nouvelle opération en lien avec le Contrat de Ville. Le CSC est un relais du Service public de l'emploi de proximité sur le territoire.*	29 325 € T.T.C.	Etat - CGET 9 000 € Conseil départemental 67 3 000 € *Autofinancement* *2 662,50 €*	**14 662,50 €** **50 %**

DISPOSITIF 5 Animation et coordination de l'offre liée à l'emploi					
Intitulé du projet et N° Ma Démarche FSE	**Porteur de projet**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
KaleidosCOOP – Pôle Territorial de Coopération Economique 2017 3371	Maison de l'Emploi de Strasbourg	A travers son implantation sur le site COOP à Strasbourg d'ici 2020, Kaleidoscoop, pôle territoral de coopération économique (PTCE), proposera des services innovants en direction des habitants, des entreprises et des porteurs de projet de l'Eurométropole de Strasbourg et de l'Ortenau en se fixant quatre objectifs lors de son installation : être un lieu d'accompagnement pour les créateurs d'entreprises et les entrepreneurs, en coopération avec les acteurs de l'emploi, être un lieu de promotion et de valorisation de l'Economie Sociale et Solidaire et de l'innovation sociale, être un lieu de développement de l'emploi également et à terme à l'échelle transfrontalière, être un lieu de participation des habitants ouvert sur la ville. Le projet FSE a pour ambition de consolider et développer le regroupement d'acteurs en vue de définir des solutions innovantes pour ce futur	156 480 € T.T.C.	Eurométropole 38 000 € Etat - Direccte 38 000 € *Autofinancement* *2 240 €*	**78 240 €** **50 %**

		tiers-lieu. Le projet FSE vise à : 1. renforcer la coopération et le lien entre les acteurs de KaléidosCOOP (coordination du réseau, animation d'une plateforme de gestion de projet collaborative, promotion du projet notamment avec les futurs acteurs du site COOP…) 2. fixer les modalités d'installation et de collaboration sur un lieu de travail unique (travail avec la Société Publique Locale Deux Rives, développement des plans et occupation des lieux…) 3. imaginer et développer de nouveaux services complémentaires aux offres de services déjà proposés par chacun des acteurs impliqués (animation, développement de coopération autour de trois axes que sont l'entrepreneuriat, l'emploi et l'ESS) 4. promouvoir KaléidosCOOP (travail de communication) Le projet dure deux ans (2017-2018) et la demande de subvention porte sur des frais de personnels et des coûts indirects.			
KaleidosCOOP – Pôle Territorial de Coopération Economique 2017 03372	Cooproduction	Le projet est le même que celui décrit ci-dessus. La plus-value de Cooproduction réside notamment dans l'expérience sur les montages juridiques et économiques coopératifs, part importante du projet. Le projet dure deux ans (2017-2018) et la demande de subvention porte sur des frais de personnels et des coûts indirects.	36 846 € H.T.	Eurométropole 18 000 € *Autofinancement 423 €*	**18 423 €** **50 %**
KaleidosCOOP – Pôle Territorial de Coopération Economique 2017 03373	Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire	Le projet est le même que celui décrit ci-dessus. La plus-value de la CRESS réside notamment dans son expérience en matière d'innovation sociale et de mobilisation du réseau de l'économie sociale et solidaire, part importante du projet. Le projet dure deux ans (2017-2018) et la demande de subvention porte sur des frais de personnels, des achats de prestation et des coûts indirects.	106 600 € T.T.C.	Eurométropole 16 970 € Ville de Strasbourg 16 970 € *Autofinancement 19 360 €*	**53 300 €** **50 %**

		TOTAL	**504 570 €**		**252 285 €**

53

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Attribution de subventions commerce et artisanat.

L'Eurométropole de Strasbourg apporte son soutien à l'artisanat, aux commerces de proximité, et aux services aux habitants dans l'objectif :

- d'assurer un cadre de vie agréable,
- de mettre le développement durable au cœur du développement de ces services,
- de générer du développement économique et des emplois.

C'est en ce sens qu'il est proposé de soutenir ou de reconduire les subventions suivantes :

Cellule Economique du Bâtiment et des Travaux Publics d'Alsace **5 000 €**
(CEBTP)

Pour permettre le maintien des activités de cette association qui œuvre au service des acteurs du BTP du Grand-Est, de l'Alsace et de l'Eurométropole.

En effet, elle apporte aux professionnels de la construction, aux élus et aux collectivités des études conjoncturelles et anime des groupes de réflexion au sein d'instances de concertations.

Ce savoir-faire permet à la CEBTP-Alsace d'être reconnue par un partenariat large d'acteurs économiques dans l'expertise du domaine de la filière « construction ». La CEBTP, c'est aussi un baromètre qui agissant en cabinet d'études, ambitionne de jouer un rôle de marqueur permettant de suivre l'évolution des travaux publics sous l'angle du développement durable. Autour de 48 membres, c'est aussi un lieu de réseautage où s'institue, sur la base d'informations prévisionnelles, une concertation entre les divers partenaires publics et privés qui participent à l'activité du Bâtiment et des Travaux Publics.

En 2015, la CEBTP a dû s'adapter à la régionalisation et restructurer son fonctionnement en recherchant sur un nouveau territoire de nouveaux partenariats financiers basés sur son

savoir-faire, à savoir : la réalisation d'études partenariales sur-mesure qui commence en 2016 à porter ses fruits.

Ainsi, il est proposé de maintenir cette année l'aide de 5 000 €, la collectivité bénéficiant des travaux menés par cette Cellule de veille. Le Conseil départemental du Bas-Rhin apporte son soutien à hauteur de 18 139 € et le Conseil régional pour un montant de 15 000 €.

Union Fédérale des Consommateurs du Bas-Rhin – Que Choisir 5 000 €

A travers ses associations locales, le réseau UFC a pour objectif de représenter, d'orienter et de conseiller les consommateurs locaux, de promouvoir leurs actions et de défendre leurs intérêts au sein d'instances spécialisées ou de groupes de travail.

Cette association qui fête cette année ses 40 ans, agit dans différents domaines, notamment en matière de publicité mensongère, tromperie, non respect de l'obligation d'information sur les prix et dans la représentation des usagers auprès des pouvoirs publics.

Elle s'est donnée pour mission de protéger les droits des consommateurs et assure un rôle de médiateur entre ses adhérents et les professionnels lorsqu'un litige les oppose après qu'une solution à l'amiable ait été recherchée. L'association repose sur une équipe de 2,46 salariés (ETP) et sur plus d'une cinquantaine de bénévoles. Elle compte 1 538 adhérents et a fait l'objet en 2016 de plus de 5 500 sollicitations.

Il est proposé un soutien de l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 5 000 €. Le financement prévisionnel de l'association inclut une subvention de 5 000 € de l'Etat.

Union des Corporations Artisanales 67 (UCA67) 5 000 €

Dans le cadre de la promotion des artisans au Marché de Noël, il s'agit pour la quatrième année consécutive de mettre en place un chalet « en rotation » représentant l'artisanat alsacien et strasbourgeois au sein de Strasbourg Capitale de Noël.

L'objectif est de présenter les métiers et les savoir-faire des corporations artisanales locales et par là même de participer à l'authenticité de cet événement. Chaque profession occupe le chalet durant une semaine afin de présenter son métier autour d'une dynamique d'authenticité. Ce chalet partagé permet ainsi au plus grand nombre de bénéficier de cette visibilité au sein de la plus grande manifestation nationale de la fin de l'année.

Ce chalet répond à la volonté de la collectivité de créer, dans les années, à venir un carré de l'artisanat au sein du Marché de Noël. L'an dernier, il a suscité un intérêt du public notamment en raison de son emplacement prévu dans l'allée des artisans de la place Broglie.

Ce projet est mis en place en lien avec les services de la Chambre de métiers d'Alsace. La corporation des métiers du bois, les métiers de la mode, les tapissiers-décorateurs et les

brasseurs sont déjà impliqués et motivés par l'édition 2017. Il s'agit, par cette subvention, de consolider cette dynamique.

Les autres collectivités : Conseil départemental du Bas-Rhin et la Chambre de métiers d'Alsace ont été sollicités à hauteur de 5 000 € chacune. Il est proposé un soutien de l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 5 000 €.

Fédération Française du Bâtiment Bas-Rhin (FFB67) **9 000 €**
Dans le cadre d'actions de promotion de cette filière.

La collectivité, dans son soutien à l'artisanat, porte une attention particulière aux métiers du BTP.

La Fédération Française du Bâtiment, qui compte près de 900 entreprises membres dans le Bas-Rhin, multiplie les actions au bénéfice des entreprises du bâtiment, tant dans le domaine de la formation, de l'orientation des jeunes que dans les domaines de prévention, sécurité-santé pour les salariés des entreprises du secteur.

L'image positive des métiers du BTP, leurs attraits, leurs débouchés, véhiculée par des opérations innovantes en lien avec la jeune génération permet de sensibiliser un public mixte, mais également de cibler des jeunes en difficulté et en insertion, afin de leur proposer de réelles opportunités professionnelles.

C'est en ce sens que la collectivité s'est engagée par convention de partenariat signée le 25 février 2014 (qui est en renouvellement cette année), à soutenir les actions de sensibilisation dédiées aux élèves en orientation, aux conseillers d'orientation et aux publics en réinsertion comme les Coulisses du bâtiment, le portail internet ludique et pédagogique « Bouge-toi pour réussir », l'émission Bati-TV, outre le dialogue installé entre la collectivité et cette fédération.

Le financement prévisionnel des opérations inclut une subvention de 12 000 € du Conseil régional et de 9 600 € de la Chambre de métiers d'Alsace.

Mise en place d'une opération de promotion de la Société nationale des Meilleurs ouvriers de France, Grand Est au sein de Strasbourg Capitale de Noël **8 000 €**

Pour le premier Marché de Noël en tant qu'Eurométropole de la Grande région, les Meilleurs ouvriers de France du Bas-Rhin ont proposé l'an dernier d'organiser à Strasbourg une vaste exposition vivante valorisant les savoir-faire de l'artisanat d'excellence.

L'Aubette a constitué un écrin de choix pour la cinquantaine de « chefs d'œuvre » soigneusement sélectionnés par un jury de meilleurs ouvriers de France pour leur capacité à refléter l'excellence des techniques et savoir-faire de notre territoire. 11 000 visiteurs se sont retrouvés durant les 18 jours d'exposition.

Loin de se limiter à la recherche de la perfection dans l'exécution de son geste, le Meilleur ouvrier de France met son expertise au service de projets complexes et innovants pour résoudre une problématique précise.

C'est en ce sens que la Société nationale des Meilleurs ouvriers de France du Grand-Est souhaite renouveler l'opération en ouvrant à l'hexagone cette vitrine opportune sur le grand public. En mettant également en lumière les Meilleurs apprentis de France l'exposition fait la part belle à l'échange et à la transmission des savoir-faire aux jeunes générations mais aussi à l'intérêt du grand public avec, outre l'exposition, les conférences qui interrogent sur le beau dans notre société.

Ainsi, autour d'expositions, de conférences, d'animations et de grands noms, notamment de la gastronomie, cette manifestation qui se veut un rendez-vous dans la valorisation des savoir-faire au sein du Marché de Noël, sollicite à nouveau le soutien de la collectivité. La Chambre de métiers d'Alsace a été sollicitée à hauteur de 5 000 €.

Corporation des Prothésistes dentaires du Bas-Rhin **6 000 €**

Pour le lancement de la prothèse alsacienne AGATE.

AGATE est en effet un label d'origine contrôlé qui permet d'identifier les laboratoires dentaires alsaciens qui favorisent la production locale en région Alsace. Cette année, la corporation sollicite un soutien de la collectivité pour accompagner le lancement de la prothèse dentaire Made in Alsace et la promotion de l'art buccodentaire. Une communication en direction du grand public permettra de renforcer la sensibilisation autour des prothèses fabriquées sur notre territoire autour d'une démarche qualité et d'origine.

L'objectif est aussi de promouvoir les valeurs des métiers de l'artisanat auprès du grand public. Le prothésiste dentaire est un acteur incontournable dans la vie d'un patient. Mais il ne connait pas toujours la provenance de la prothèse, et ne pose pas forcément la question à son praticien qui est dans l'obligation de lui répondre.

La Corporation des prothésistes dentaires souhaite informer le public afin qu'il découvre les différences fondamentales qui existent entre les réalisations alsaciennes et étrangères. Si chacun joue le jeu de cette traçabilité, de ce circuit court, c'est tout un bassin d'activité et d'emploi qui pourrait en bénéficier.

En effet, le nombre de laboratoires en France a beaucoup diminué, par exemple en Alsace, il y a 10 ans, on comptait plus de 120 laboratoires, aujourd'hui, nous n'en comptons plus que 90. Dans une conjoncture économique difficile pour ces métiers face à la concurrence asiatique et suite à la nouvelle loi santé, la corporation, qui compte 49 membres, souhaite faire de cette démarche qualité et technologique son cheval de bataille dans la défense des intérêts de la profession. D'autant que le pari est aussi de former de jeunes apprentis pour assurer l'avenir des cabinets même si ces deux dernières années 5 jeunes ont rejoint la corporation en raison de la dynamique engendrée par ce label « made in Alsace ».

Le financement prévisionnel sollicite une subvention de 2 000 € du Conseil régional et de 1 700 € de la Chambre de métiers d'Alsace.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

- *le versement des contributions suivantes :*

Cellule Economique du Bâtiment et des Travaux Publics d'Alsace	*5 000 €*
Union Fédérale des Consommateurs du Bas-Rhin – Que Choisir	*5 000 €*
Union des Corporations Artisanales 67	*5 000 €*
Fédération française du bâtiment Bas-Rhin	*9 000 €*
Société nationale des « Meilleurs ouvriers de France» Grand Est	*8 000 €*
Corporation des Prothésistes dentaires du Bas-Rhin	*6 000 €*

décide

- *d'imputer la dépense, soit 38 000 €, sur la ligne budgétaire 90-6574-DU02F, dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 59 000 €,*

autorise

- *le Président ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaire.*

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Attribution de subventions liées à la promotion du commerce et de l'artisanat
Commission Permanente de l'Eurométropole
de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant alloué pour l'année n-1	Montant proposé à la Commission permanente du 29 septembre 2017
Cellule Economique du Bâtiment et des Travaux Publics d'Alsace	Fonctionnement	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Union Fédérale des Consommateurs du Bas-Rhin – Que Choisir	Fonctionnement	5 000 €	5 000€	5 000 €
Union des Corporations Artisanales 67	Projet	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Fédération française du bâtiment Bas-Rhin	Projet	9 000 €	9 0000 €	9 000 €
Société nationale des « Meilleurs ouvriers de France» Grand Est	Projet	10 000 €	6 000 €	8 000 €
Corporation des Prothésistes dentaires du Bas-Rhin	Projet	8 000 €	2 000 €	6 000 €
TOTAL		42 000€	32 000 €	38 000 €

54

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Zone d'activités d'Eschau : vente d'un terrain pour l'implantation de la société Ginkgo espaces verts.

Dans le cadre de la commercialisation des terrains en zones d'activités, l'Eurométropole de Strasbourg a été sollicitée par l'entreprise Ginkgo espaces verts pour l'acquisition d'un terrain dans la zone d'activités d'Eschau en vue d'une relocalisation répondant à ses besoins de développement.

La société Ginkgo, spécialisée dans les travaux d'entretien d'espaces verts, est une entreprise adaptée (l'effectif est donc constitué de 80 % de personnes en situation de handicap), créée en 2008.
Elle est aujourd'hui en location à Illkirch sur 500 m² et souhaite se rapprocher de la société mère (SCOP Espaces verts) pour mutualiser certains aspects de gestion des ressources.

Il est par conséquent proposé de vendre à la SCI 3M, porteuse du montage immobilier pour le compte de Ginkgo espaces verts, un terrain d'environ 45 ares dans la zone d'activités d'Eschau au prix de 4 200 € l'are HT.

France Domaine a été consulté sur ce projet de vente en conformité avec les dispositions de l'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La collectivité fixe les conditions de vente suivantes :

- réalisation du projet conformément au permis de construire présenté préalablement au dépôt pour accord,
- obligation de démarrer les travaux dans un délai de six mois à compter de la signature de la vente,
- constitution d'un pacte de préférence sur l'ensemble immobilier au profit de l'Eurométropole de Strasbourg sur une durée de 15 ans.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu l'avis des Domaines
après en avoir délibéré
approuve

la vente à la SCI 3M avec siège social au 6 Rue de Zurich 67000 Strasbourg, ou à toute personne morale constituée ou désignée à l'effet des présentes en ce compris à tout pool de crédit bailleur, du terrain situé dans la zone d'activités d'Eschau, d'une surface de 45.78 ares cadastré section 28 n° 461/26,

Ledit terrain est cédé pour la réalisation d'un bâtiment à usage d'activités et bureaux pour l'entreprise Ginkgo Espaces Verts,

Le prix du terrain est de 4 200 € l'are, soit un total de 192 276 € HT.

autorise

- *le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte concourant à l'exécution de la présente vente, tel que, le cas échéant, la cession de rang des droits inscrits au Livre Foncier en faveur de l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *l'intégration de la clause relative au pacte de préférence au profit de l'Eurométropole de Strasbourg, mentionnée ci-dessus dans ledit acte de vente, et l'inscription de ce droit au Livre Foncier.*

décide

l'imputation de la recette correspondante au budget ZAI - Code activité : AD07E – AP 0085 – PROGRAMME 369 – Fonction : 60 – Nature : 7015.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(septembre 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Gestion publique

Service : Division France Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

courriel : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
Téléphone : 03 8810 35 18
Courriel : .nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2017 - 479

Le 19/05/2017

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg
1 Parc de l'Etoile
67076 Strasbourg Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : CESSIONS DE PARCELLES

ADRESSE DU BIEN : IM ROETTEL – ESCHAU

VALEUR VÉNALE : 192 000 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg – 1 Parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg Cedex

Affaire suivie par : Mme Barbara MATHIEU (barbara.mathieu@strasbourg.eu)

2 – **Date de consultation** **:** 24/04/2017

Date de réception **:** 28/04/2017

Date de visite **:**

Date de constitution du dossier « en état » :

3 – Opération soumise à l'avis du Domaine – description du projet envisagé

L'Eurométropole de Strasbourg envisage de céder un terrain de 45,78 ares à une entreprise.
Le consultant a précisé que la parcelle N° 459 est issue d'un regroupement de plusieurs parcelles dont le procès-verbal d'arpentage est en cours. Elle est divisée en trois portions.
Une partie des parcelles numérotée 1/26 a été évaluée sous avis N° 2016-586 en date du 20 juin 2016 en vue d'une cession portant sur 38 ares.
La demande actuelle porte sur une nouvelle fraction de l'emprise N°2/26 pour une superficie d'environ 45,78 ares.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Référence cadastrale :

Section	Parcelles	Surface/are	Parcelle à détacher de la parcelle mère	Zonage POS
28	459	181,30	45,78	UXB2

Description du bien :
La commune d'Eschau se situe à environ 12 kilomètres de Strasbourg, dans la périphérie Sud de l'agglomération strasbourgeoise.
L'emprise se situe au sud-est du ban communal dans la zone d'activité d'Eschau.
Le consultant a fourni le procès verbal provisoire de la parcelle section 28 N° 459.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Nom du propriétaire : Eurométropole de Strasbourg
Situation d'occupation : non recherchée

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

La parcelle est située en zone UXB2 du PLUI de l'Eurométropole dont la dernière modification a été approuvée le 16/12/2016 et devenue opposable le 23/01/2017.

La zone UX englobe plusieurs autres secteurs de zone autorisant chacun certains types d'activités économiques.
Les activités industrielles et artisanales, les activités commerciales, celles de service et de bureaux ou encore les activités ferroviaires, constituent certains des secteurs spécifiques de la zone UX.
En zone UXb2 sont admis :
– Les constructions et installations destinées à l'industrie et à l'artisanat, à condition de ne pas relever de la directive SEVESO.
– Les constructions et installations, à condition d'être destinées à la fonction d'entrepôt.
– Les constructions et installations, à condition d'être destinées au commerce de gros aux entreprises.
– L'extension des constructions existantes à vocation commerciale, à condition de ne pas excéder une surface de plancher totale de 1 500 m².
– Les constructions et installations, à condition de correspondre à une vocation de restaurant
– Les constructions et installations, à condition de correspondre à une vocation d'hébergement hôtelier
Dans le secteur de zone UXb2, les constructions et installations doivent être édifiées à une distance au moins égale à 5 mètres de l'alignement des voies et places existantes, à modifier ou à créer et ouvertes à la circulation publique.
Dans le secteur de zone UXb2, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 5 mètres.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale du bien est estimée à 192 000 € HT.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin,
par délégation,

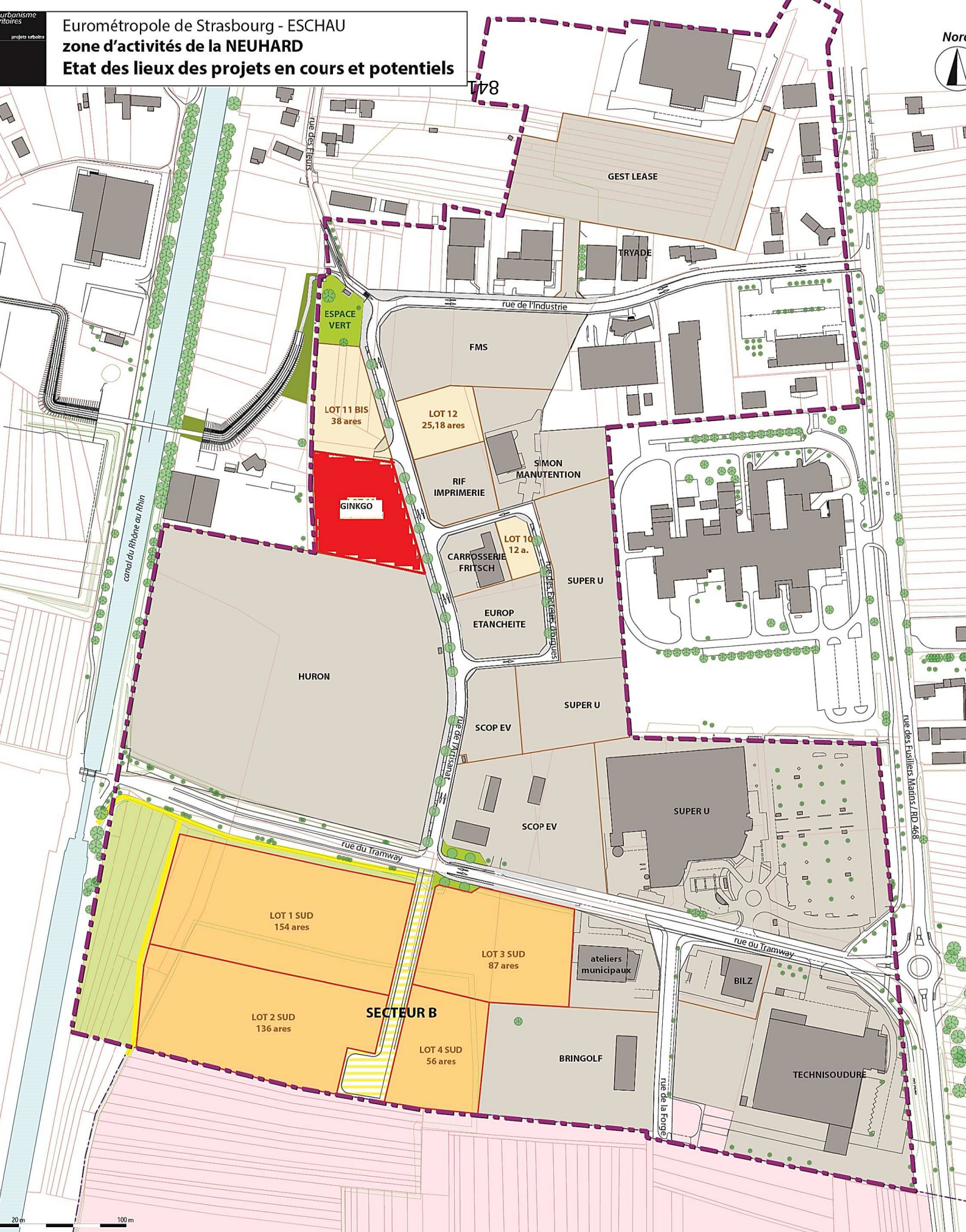


Nathalie STAHL
Inspectrice des Finances Publiques

Eurométropole de Strasbourg - ESCHAU

zone d'activités de la NEUHARD

Etat des lieux des projets en cours et potentiels



périmètre actuel de la zone d'activités

- lot vendu
- lot à vendre

projet d'extension

- lot commercialisable
- nouvelle voirie à aménager
- extension potentielle de la zone d'activité
- espace vert

55

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Paiement des prix « 50 ans de l'Eurométropole de Strasbourg » et « French Tech Alsace » à deux entreprises lauréates Tango&Scan.

L'appel à projets Tango&Scan a pour objectif le développement de projets partagés entre les entreprises créatives ou numériques d'une part, et les TPE et PME de tout secteur d'activités d'autre part. Encourageant la fertilisation croisée et l'expérimentation, ce dispositif s'inscrit dans la feuille de route Strasbourg Eco 2030 en tant que vecteur d'innovation et de croissance.

Depuis 2012, 140 projets ont été sélectionnés et réalisés dans ce cadre :
- 61 projets Tango associant une entreprise créative et une entreprise d'un autre secteur d'activités,

- 79 projets Scan associant une entreprise numérique et une entreprise d'un autre secteur d'activités.

Les résultats de l'étude d'impact 202-2015 réalisée par le Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA) de l'Université de Strasbourg soulignent le bénéfice pour les entreprises lauréates, sachant que 50% d'entre elles reconnaissent qu'elles n'auraient pas réalisé leur projet sans l'appel à projet Tango&Scan. L'impact économique du dispositif sur 4 éditions est significatif :

- 2,04 M€ de chiffre d'affaires levé,
- 28 emplois créés ou maintenus,
- un effet levier du financement de Tango&Scan rapporté au chiffre d'affaires supérieur à 3,
- un tiers des projets sont de nouvelles collaborations et 60% d'entre elles continuent au-delà du projet Tango&Scan,
- un positionnement concurrentiel accru grâce à une augmentation du nombre de clients et de prospects.

Les lauréats de l'édition 2016 ont achevé leur projet au courant de l'année 2017 et il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg distingue deux d'entre eux par des prix afin de contribuer à la poursuite du développement de ces projets.

Le prix « 50 ans de l'Eurométropole de Strasbourg »

La Communauté urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2015, fêtera ses 50 ans d'existence en décembre 2017. A cette occasion, la collectivité souhaite entreprendre une série d'actions de communication visant à célébrer cet anniversaire, rappeler le chemin parcouru et la force de sa stratégie pour l'avenir. L'objectif d'un prix « 50 ans de l'Eurométropole de Strasbourg » dans le cadre de l'appel à projets Tango&Scan est de valoriser un projet qui incarne tout autant l'appartenance à un territoire, l'histoire qui lui est propre mais également, son dynamisme, ses habitants et les innovations qui y naissent et qui en font un territoire résolument tourné vers l'avenir.

Sur ces critères, il est proposé d'autoriser le paiement du prix « 50 ans de l'Eurométropole de Strasbourg » d'un montant de 1 000 € à l'entreprise DATA PROJEKT pour le projet LIGNES DE VILLE. Ce projet consiste en une application mobile proposant de nombreux formats de contenus audiovisuels courts (web-series, courts-métrages, images d'archives) à destination des passagers du réseau de tramway de la CTS. Il est porté par l'agence web DATA PROJEKT et la société de production audiovisuelle RED REVOLVER.

En plus du prix numéraire, le soutien apporté par l'Eurométropole de Strasbourg portera prioritairement sur les actions suivantes :

- relais de communication (web, print),
- mise en valeur dans le cadre du plan d'actions des 50 ans de l'Eurométropole (participation à la Foire européenne ; supports de communication spécifiques…),
- traduction de nouveaux contenus à venir,
- mise en réseau avec les entreprises et établissements installées à proximité des lignes de tramway,
- mise en réseau avec les services de la collectivité les plus pertinents pour le développement du projet, ce qui est déjà le cas avec la direction mobilités notamment.

Le prix « French Tech Alsace 2017 »

Afin de soutenir la dynamique French Tech Alsace au sein du réseau thématique HealthTech, l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité attribuer un prix à un projet Tango&Scan portant sur le thème « numérique et santé ». En lien étroit avec les objectifs de l'appel à projets Tango&Scan, la French Tech Alsace vise à favoriser l'émergence et la croissance des startups alsaciennes à l'international, en s'appuyant sur la fertilisation croisée entre numérique et secteurs d'excellence du territoire, mais également le caractère transfrontalier de son écosystème et l'accompagnement des startupers.

Sur ces critères, il est proposé d'autoriser le paiement du prix « French Tech Alsace 2017 » d'un montant de 1 000 € à l'entreprise METHOD IN THE MADNESS pour le VIPY CONTRE DARK TUMOR. Ce projet consiste en un jeu vidéo destiné aux enfants atteints d'un cancer, comme un support d'assistance psychologique d'un nouveau genre. Ce jeu, qui fonctionnera également sur tablette, devrait aider les petits à mieux combattre la maladie, avec l'appui de Vipy, engagé contre Dark Tumor et ses Métas. Pour ce projet, l'entreprise METHOD IN THE MADNESS**,** spécialisée dans le développement de logiciels et de « jeux sérieux », s'est associée avec **l'**Institut de Recherche Contre

les Cancers de l'Appareil Digestif (IRCAD) et l'association de jeux vidéo LUDUS ACADEMIE**.**

En plus du prix numéraire, le soutien apporté par la French Tech Alsace portera prioritairement sur les actions suivantes :

- relais de communication,
- organisation d'un événement de promotion du « jeu sérieux »,
- aide à la diffusion auprès du public spécialisé et des têtes de réseaux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

le paiement de la subvention « 50 ans de l'Eurométropole » et de la subvention « French Tech Alsace 2017 »,

décide

d'engager les budgets nécessaires au soutien des deux projets primés par la collectivité en 2017, soit :

- *1 000 € pour la subvention 50 ans de l'Eurométropole attribuée à l'entreprise DATA PROJEKT sur la ligne budgétaire 633-6574-DUOIP programme 8020, dont le solde disponible avant la présente Commission est de 1 000 €,*

- *1 000 € pour la subvention French Tech Alsace 2017 attribuée à l'entreprise METHOD IN THE MADNESS sur la ligne budgétaire 67-6574-programme 8017 DU03D, dont le solde disponible avant la présente Commission est de 197 032 €.*

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

56

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Attribution d'une subvention de projet à l'Université de Strasbourg dans le cadre de l'organisation de la conférence sur les Sciences de l'Atmosphère et de leurs Applications à la Qualité de l'Air (ASAAQ14).

Créée au 1er janvier 2009, l'Université de Strasbourg est née de la fusion de trois anciennes universités. Européenne par nature, internationale par vocation. Elle inscrit dans ses missions fondamentales de formation et de recherche, l'accueil et l'ouverture aux universités partenaires de l'espace européen et international.

L'Université de Strasbourg a organisé, durant 3 jours (du 29 au 31 mai 2017), la 14ème édition de la conférence sur les Sciences de l'Atmosphère et de leurs Applications à la Qualité de l'Air (ASAAQ). Ces conférences ont été organisées à 12 reprises depuis 1985 dans de grandes villes mondiales, principalement en Asie, dans des villes telles que Tokyo, Shanghai, Séoul ou encore San Francisco. Cette année, la conférence s'est tenue pour la première fois en Europe.

La conférence a couvert un vaste champ de sujets liés aux sciences de l'atmosphère tels que :

- inventaires d'émissions
- contrôle et management de la pollution
- modélisation d'évaluation intégrée
- qualité de l'air urbain et santé environnementale
- application de la modélisation de la qualité de l'air dans les pays en développement
- impacts météorologiques sur la qualité de l'air
- échelles d'interactions (de la pollution atmosphérique à longue distance à la pollution atmosphérique locale)
- interactions entre le changement climatique et la pollution de l'air
- polluants en phase gazeuse et aérosol : modélisation des processus
- qualité de l'air en milieu urbain

Une centaine de chercheurs français et étrangers a participé à cette conférence qui a ainsi contribué à favoriser la discussion scientifique et l'échange d'informations sur les dernières recherches et applications pratiques de la science de l'atmosphère en matière de qualité de l'air.

Le comité d'organisation s'est appuyé sur un conseil scientifique composé du Centre asiatique pour la recherche sur la pollution de l'air (Japon), de l'Université de l'Iowa (Etats Unis), de l'Université de Nottingham-Malaysia (Malaisie), du Centre Coréen pour la recherche sur l'environnement atmosphérique (Corée du Sud), de l'Université de Strasbourg, de l'Université du Chili, de l'Observatoire principale de géophysique (Russie), de l'Université de Tsinghua (Chine), de l'Université de l'agriculture et de la technologie (Japon), de l'Université d'Athènes, de l'Université féminine d'EWha (Corée), de l'Institut national de la science et de la technologie industrielles avancées, (Japon), de l'université centrale nationale (Taiwan), de l'Académie Sinica (Taiwan), de l'Université de Californie du Sud, de l'administration nationale des océans et de l'atmosphère (Etats Unis), du Centre de recherche de la commission européenne, de l'Institut norvégien pour la recherche sur l'air, de l'Indian Institute of Technology (Inde), de l'Université de Shandong (Chine), de l'Université polytechnique d'Hong Kong.

Le budget global de cette conférence s'élève à 25 900 €. La manifestation est également financée par les fonds propres de l'Université de Strasbourg à hauteur de 21 400€, une subvention 1500€ de la Région Grand Est et une subvention de 1500€ de la Ville de Strasbourg.

Cette manifestation s'est inscrite dans la continuité des conférences sur l'air organisées par la collectivité le 1er octobre 2015, le 4 octobre 2016 et le 7ème congrès de la Société Française de Santé et d'Environnement qui s'est tenu à Strasbourg, les 28 et 29 novembre 2016. Il est ainsi proposé d'octroyer une subvention de 1 500 € de l'Eurométropole de Strasbourg. L'Université de Strasbourg a d'ores et déjà orienté cette somme qui a permis d'atténuer le coût des frais d'inscription des étudiants.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu l'avis favorable du GTS du 25/07/2017
après en avoir délibéré

approuve

l'allocation de subvention de projet conforme aux objectifs de gestion de l'Eurométropole de Strasbourg pour un montant de 1 500 € à l'Université de Strasbourg,

décide

l'imputation sur les crédits ouverts sur la ligne EN02B– Nature 6574 – Fonction 70,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et décision d'attribution y afférent.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

57

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Contournement Ouest de Strasbourg : dévoiement des réseaux d'eau potable et d'assainissement.

Le Contournement Ouest de Strasbourg (COS A355) a été déclaré d'utilité publique par décret du 23 janvier 2008. Le tracé retenu croise les réseaux d'eau potable et d'assainissement de l'Eurométropole en plusieurs lieux. Afin de les protéger, certains réseaux doivent être dévoyés temporairement pour permettre la réalisation des travaux autoroutiers, d'autres doivent être dévoyés définitivement.

L'ensemble des travaux sont réalisés sous la maitrise d'ouvrage du service Eau et Assainissement et seront, in fine, financés par la société en charge des travaux de l'A355 à hauteur de 560 000 euro HT maximum.

En plus des travaux de dévoiement strictement nécessaires à la réalisation de l'A355, le service Eau et Assainissement souhaite profiter de cette opportunité pour anticiper des besoins de renouvellement de conduites et certains besoins propres futurs et s'appuyer sur des facilités de chantier pour réaliser certaines traversées sous l'autoroute. Ces travaux supplémentaires sont estimés à 107 400 euro HT et resteront à la charge de l'Eurométropole.

Localisation	Nature des travaux	Estimation globale
Osthoffen-Breuschwickersheim Rive droite du Muhlbach (COS 25)	Assainissement : dévoiement définitif du réseau intercommunal Eau potable : mise en place d'un fourreau en attente (hors financement A355)	155 000 € HT
Eckwersheim-Vendenheim Château d'eau (COS 54)	Eau potable : dévoiement provisoire de l'adduction eau potable de Vendenheim et du trop-plein du château d'eau	284 400 € HT
Eckwersheim-Vendenheim Rue des Prés, rue du Versant (COS 56)	Assainissement : dévoiement définitif du réseau intercommunal venant d'Eckwersheim (fourreau en	35 000 € HT

	attente, travaux schéma directeur assainissement)	
Vendenheim RD263, route de Brumath (COS 59)	Assainissement : pas d'intervention sur les réseaux Eau potable : dévoiement définitif du réseau de desserte	60 000 € HT
Vendenheim Club canin, rue de la Forêt (COS 60)	Assainissement : dévoiement définitif du réseau Eau potable : déplacement définitif du raccordement	133 000 € HT
Vendenheim RD226, accès de service A4 (COS 66)	Assainissement : pas d'intervention sur le réseau	/

Selon la nature des travaux et les échéances imposées par le COS, ces travaux seront réalisés par le biais d'appel d'offres de travaux, des marchés à bons de commande existants ou par le SDEA via la convention de partenariat en place.

Le détail figure dans les annexes 1A à 1E de la convention.

La convention à intervenir se compose de plusieurs documents qui devront être signés au fur et à mesure de l'avancement des travaux et à la mise en service de l'A355. Les principaux sont :

- la **Convention générale** qui définit le rôle et les responsabilités de chaque partie pour la bonne réalisation des travaux de dévoiement, selon le phasage des travaux de l'autoroute. Elle fixe également les principes généraux de la participation financière de la société responsable des travaux

- les annexes 1A à 1E, **Conventions particulières** qui définissent les travaux qui seront réalisés pour chaque site ainsi que l'estimation financière (une annexe 1 par site)

- l'annexe 7, **Convention d'occupation du domaine public autoroutier concédé** (DPAC) qui s'appliquera à la mise en service de l'autoroute.

En complément de la convention d'occupation du DPAC qui précisera les règles au droit de l'emprise autoroutière concédée, des conventions et servitudes seront également à signer avec les propriétaires des terrains voisins de l'autoroute et qui seront traversés par les réseaux d'eau et d'assainissement dévoyés.

De ce fait, il est proposé, par la présente délibération, d'autoriser le Président ou son-sa représentant-e, à signer l'ensemble des actes (convention général et ses annexes, marchés publics, servitudes…) qui concourent à la bonne réalisation des travaux de dévoiement des réseaux d'eau potable et d'assainissement en lien avec la future A355 ainsi qu'à l'occupation ultérieure du domaine public autoroutier, dans la limite des montants indiqués ci-dessus.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

- *le dévoiement des réseaux d'eau et d'assainissement, à titre temporaire ou définitif,*

- *la convention générale d'études et de travaux pour le déplacement et la protection des ouvrages du gestionnaire de réseaux nécessités par les travaux de construction de l'autoroute A355 de contournement ouest de Strasbourg ainsi que l'ensemble des documents qui la compose ;*

décide

- *d'imputer les dépenses et les recettes correspondantes sur les budgets de l'eau et de l'assainissement :*

<u>Dépenses :</u>
Budget : eau ; CRB : EN10 ; Programme 1069 ; Nature : 21531.010
Budget : assainissement ; AP0256 ; programme 1087 ; Nature 21532.0

<u>Recettes :</u>
Budget : eau ; CRB : EN10 ; Programme 1069 ; Nature : 1318
Budget : assainissement ; AP0256 ; PE20 ; Programme 1087 ; Fonction 811

autorise

le Président ou son-sa représentant-e

- *à signer ladite convention et l'ensemble des documents qui la compose dans la limite des estimations actuelles, à savoir 560 000 euro HT,*

- *à mettre en concurrence les missions de maitrise d'œuvre, les prestations intellectuelles, les missions d'assistance à maitrise d'ouvrage, les services, fournitures et travaux ainsi que les prestations de coordination Santé-Sécurité et des opérations préalables à la réception des travaux conformément au Codes des Marchés Publics et à signer les marchés y afférents, dans la limite de 667 400 euro HT,*

- *à solliciter le SDEA pour la réalisation de travaux entrant les domaines de la convention de partenariat,*

- *à instaurer des servitudes de passages et d'occupation permanente du sous-sol sur les parcelles voisines au futur domaine public autoroutier concédé lorsque cela est nécessaire.*

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

REF : COS-CONV075

A355

CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

COS

CONVENTION DE RÉALISATION D'ETUDES ET DE TRAVAUX POUR LE DÉPLACEMENT ET LA PROTECTION DES OUVRAGES DU GESTIONNAIRE DE RÉSEAUX NECESSITÉS PAR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE A355 DE CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

CONDITIONS GÉNÉRALES

DÉSIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Entre :

ARCOS,
Société par actions simplifiée au capital de 15.000€,
Siège social : 1, rue de Lisbonne – 67300 SCHILTIGHEIM,
Immatriculation : 753 277 995 RCS STRASBOURG
Représentée par Madame Margaux ALLIX
Agissant en qualité de Directrice Opérationnelle, dûment habilitée à cet effet

Intervenant en tant que maître d'ouvrage du COS,
Ci-après le «**Concessionnaire** », ou « **ARCOS** »

D'une part,

Et,

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Forme juridique : Eurométropole
Siège social : 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex
Représentée par : Monsieur Robert HERRMANN
Agissant en qualité de Président, dûment habilité à cet effet par la délibération de la Commission Permanente en date du ____/____/_____

Ci-après le **« Gestionnaire »**

D'autre part,

Et,

La SNC A355, membre du Groupement Solidaire Concepteur-Constructeur
Forme juridique : Société en Nom Collectif
Siège social : 20 chemin de la Flambère, 31026 TOULOUSE
Registre du commerce et des Sociétés : SIREN 450 673 728 TOULOUSE
Représentée par : Monsieur André GRIEBEL
Agissant en qualité de Directeur de Projet, dûment habilité à cet effet,

Ci-après « **SOCOS** »

De dernière part,

Ci-après dénommés individuellement la « **Partie** » ou ensemble les « **Parties** ».

TABLE DES MATIERES

DÉSIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES 2
Table des matières 3
DÉFINITIONS 5
PREAMBULE 6
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION 7
ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES INTERVENANTS AU PROJET 7
ARTICLE 3 : ETENDUE DES PRESTATIONS 8
3.1. Généralités 8
3.2 - Réalisation des études 9
3.2.1 - Contenu des études 9
3.2.2. Autorisations administratives 9
3.2.3 Autorisations de passage auprès des particuliers 10
3.3 - Modalité d'exécution des travaux 10
3.3.1. Prescriptions techniques 10
3.3.2 Etat des lieux – Implantation du Réseau 10
3.3.3. Contrôle et réception des ouvrages 11
3.3.4. Obligations du Gestionnaire 11
3.4- Prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité 11
ARTICLE 4 : DÉLAIS D'EXÉCUTION / PÉNALITÉS 12
4.1 - Délais d'exécution 12
4.2- Prolongation de délais 12
4.3- Pénalités 13
ARTICLE 5 : PRIX / RÈGLEMENT DES TRAVAUX 13
5.1 - Principes du financement 13
5.2 - Modalités de fixation du coût des Travaux 14
5.3 - Modalités de règlement 15
ARTICLE 6 - AVENANTS 15
ARTICLE 7 - RECOLEMENT DES TRAVAUX 16
ARTICLE 8 - OPÉRATION DOMANIALE 16
ARTICLE 9 - RESPONSABILITÉ DES PARTIES EN COURS DE RÉALISATION 16
ARTICLE 10 - AUDITS 16
ARTICLE 11 - ENTRETIEN ET RESPONSABILITÉ 16
11.1. Entretien 16
11.2. Responsabilité des Parties 17
ARTICLE 12 - DURÉE, SUBSTITUTION, RÉSILIATION, EXTINCTION DE LA CONVENTION 17
12.1. Durée 17

12.2. Résiliation – Extinction 17
ARTICLE 13 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS 18
ARTICLE 14 - ENREGISTREMENT 18
ARTICLE 15- NOMBRE D'EXEMPLAIRES / ANNEXES 18
ANNEXE 1 : CONVENTION PARTICULIÈRE – CADRE TYPE 20
ANNEXE 2 : TABLEAU RECAPUTILATIF DES RÉSEAUX INTERCEPTÉS 21
ANNEXE 3 : PLANNING GÉNÉRAL PRÉVISIONNEL DU PROJET 22
ANNEXE 4 : CHARTE ENGAGEMENTS DE PERFORMANCE GLOBALE DES FOURNISSEURS DE VINCI 23
ANNEXE 5 : OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES ET DÉVELOPEMEMENT DURABLE 24
ANNEXE 6 : CAHIER DES CHARGES DU FICHIER DWG 25
ANNEXE 7 : CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AUTOROUTIER CONCÉDÉ– CADRE TYPE 26

DÉFINITIONS

Dans la Convention les termes suivants doivent être entendus comme suit :

Annexe : désigne une annexe de la Convention

Article : désigne un article de la Convention.

Concédant : désigne l'Etat français, représenté par le ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Contrat de Concession : désigne le contrat conclu entre le Concédant et ARCOS en date du 29 janvier 2016 pour la conception, le financement, la construction, l'exploitation, l'entretien, et la maintenance de l'autoroute A355 de contournement ouest de Strasbourg A 355, approuvé par décret n°2016-72 du 29 janvier 2016.

Concepteur-Constructeur : désigne le groupement momentané d'entreprises solidaires constitué des entreprises DODIN CAMPENON BERNARD, VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT, EUROVIA Infra, EUROVIAALSACE LORRAINE , CEGELEC MOBILITY, IUR, CBDI, INGEROP, SNC A355, GTM HALLE et SOGEA EST auquel ARCOS a confié la conception et la réalisation du Projet.

Concessionnaire : désigne ARCOS.

Convention: désigne l'ensemble constitué des présentes conditions générales et des conditions particulières indiquées dans les Conventions Particulières établies par Site, ainsi que leurs annexes. Cet ensemble constitue l'accord des Parties.

Donneur d'ordre : désigne le Concepteur-Constructeur, représenté par la SNC A355 dans le cadre de la Convention.

DPAC : désigne le Domaine Public Autoroutier Concédé.

DUP : désigne la déclaration d'utilité publique du Projet, en date du 23 janvier 2008.

Gestionnaire : désigne le propriétaire et/ou l'exploitant du Réseau, visés par la présente Convention, également désigné l'Entreprise

Jour : exprimé en jour calendaire.

Projet : désigne le projet de conception, construction, entretien, exploitation et maintenance de l'autoroute A 355 de contournement ouest de Strasbourg.

Réseau : désigne le ou les ouvrage(s) d'adduction d'eau potable ou d'assainissement, appartenant et/ou exploité(s) par le Gestionnaire qui de par le Projet est/sont protégé(s), modifié(s) ou dévoyé(s).

Site : désigne chaque lieu où doivent être exécutés les Travaux.

SNC A355 : désigne la société investie des droits et des obligations du Concepteur-Constructeur dans le cadre de la Convention. La SNC A355 étant notamment en charge de l'exécution de l'ensemble des travaux associés aux déviations définitives des réseaux de toutes natures avant la réalisation des travaux de construction du Projet, des déviations provisoires de ces réseaux pendant les travaux de construction du Projet et des rétablissements définitifs de ces réseaux.

Travaux : désigne les prestations d'études, de protection, modification ou déviation du ou des réseaux appartenant et/ou gérés par le Gestionnaire.

PREAMBULE

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

1. Par le Contrat de Concession, le Concédant a confié à ARCOS la concession pour le financement, la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien du Projet.

2. Au titre de l'article 13 du cahier des charges du Contrat de Concession, ARCOS doit confier à des entreprises tierces des travaux et prestations correspondant à un minimum de trente pour cent (30%) de la valeur globale des travaux faisant l'objet de la Concession.

3. Par contrat en date du 28 janvier 2016, ARCOS a confié au Concepteur-Constructeur la conception et la réalisation du Projet, ce compris la supervision de l'exécution des contrats qu'ARCOS aura à confier aux entreprises tierces comme explicité ci-après.

4. Les Parties sont convenues qu'immédiatement après la signature de la Convention, au Concessionnaire se substitue le Concepteur-Constructeur, dans tous ses droits et obligations au titre de la Convention. A ce titre, le terme de Donneur d'ordre désignera le Concepteur-Constructeur à compter de la substitution.

5. Cette substitution entrera en vigueur et sera opposable au Gestionnaire dès sa notification. Le Gestionnaire accepte d'ores et déjà et irrévocablement la substitution évoquée au présent article.

6. A compter de la substitution, toute communication ou notification de toute sorte au titre de la Convention sera faite à l'adresse suivante: SNC A355 chez Dodin Campenon Bernard – SOCOS-1, rue de Lisbonne - BP 80064 SCHILTIGHEIM - 67012 Strasbourg Cedex.

7. Cette substitution entraîne la novation de tous les droits et obligations au titre de la Convention, étant précisé que cette substitution ne concerne pas la future convention d'occupation temporaire du domaine public autoroutier visée aux articles 1 et 11 ainsi qu'à l'annexe 7 de la Convention.

8. Le Gestionnaire et le Donneur d'ordre conviennent que les garanties légales et les garanties contractuelles prévues à l'article 9 de la Convention ont comme bénéficiaires le Donneur d'ordre et le Concessionnaire, tout comme les assurances.

9. Le tracé du Projet intercepte différents réseaux, notamment des lignes de distribution d'énergie et de télécommunication, des conduites de distribution d'eau, de gaz et d'assainissement et rend nécessaire des travaux de protection, de modification ou de déviation de ceux-ci.

10. Le phasage des travaux du Projet implique des travaux provisoires et/ou définitifs pour assurer la continuité et la sécurité du fonctionnement de ces réseaux.

11. En conséquence, les Parties conviennent, par la Convention, des conditions générales et des conditions particulières de réalisation des Travaux par Site identifié, rendus nécessaires par la construction du Projet.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet de définir les obligations respectives des Parties en ce qui concerne :

- les Travaux rendus nécessaires par la construction du Projet;
- le financement des frais exposés pour ces Travaux.

La Convention porte sur le Réseau d'eau et d'assainissement existant à la date de la DUP.

Pour les réseaux traversant effectivement le DPAC après déviation, les modalités d'occupation temporaire du DPAC et de gestion ultérieure des ouvrages font l'objet d'une convention dont le cadre type est présenté en Annexe 7. Il est précisé que la convention d'occupation du DPAC devra être conclue entre ARCOS et le Gestionnaire au plus tard à la date de mise en service de l'A355.

La liste des réseaux traversant effectivement le DPAC après déviation est précisée en Annexe 2.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES INTERVENANTS AU PROJET

Les Parties seront représentées par les interlocuteurs désignés ci-après :

- Pour SOCOS

Monsieur VIÉNOT Stephane-Jean de la Direction des Opérations de la Direction de Projet

- Fonction : Directeur des Opérations
- Adresse : 1, rue de Lisbonne BP80064 SCHILTIGHEIM 67012 STRASBOURG CEDEX
- Téléphone fixe : 03 88 47 78 33
- E-mail : stephane-jean.vienot@vinci-construction.com

Monsieur DELBENDE Christophe de la Direction des Opérations

- Fonction : Responsable - Déviation de réseaux
- Adresse : 1, rue de Lisbonne BP80064 SCHILTIGHEIM 67012 STRASBOURG CEDEX
- Téléphone fixe : 03 88 47 78 33
- Mobile : 06 22 73 78 66
- E-mail : christophe.delbende@eurovia.com

- Pour le Gestionnaire :

Madame Nathalie PASQUET

- Fonction : Chef du service Eau et Assainissement
- Adresse : 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Service de l'Eau et de l'Assainissement

- Téléphone fixe : 03.68.98.51.75

- Mail : EauAssainissement@strasbourg.eu

- Pour ARCOS :

Monsieur Denis CAPECCI

- Fonction : Directeur Technique
- Adresse : 1 rue de Lisbonne BP80064 SCHILTIGHEIM – 67012 STRASBOURG CEDEX
- Téléphone fixe : 03 88 47 78 96
- Mobile : 06 22 94 12 78
- Mail : denis.capecci@vinci-autoroutes.com

ARTICLE 3 : ETENDUE DES PRESTATIONS

3.1. Généralités

Le Gestionnaire assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des Travaux. Les Travaux sont réalisés par et sous l'entière responsabilité du Gestionnaire conformément aux normes et règles en vigueur. Le Gestionnaire est tenu à une obligation de résultat au titre de la Convention. Toutefois, le Gestionnaire ne sera pas tenu pour responsable des retards dans l'obtention des autorisations (autorisations administratives, autorisations de passage auprès des particuliers) qui ne lui seraient pas imputables.

Ainsi, les missions exercées par le Gestionnaire comprennent :

- pour chaque ouvrage à modifier, un dossier comprenant une étude des solutions techniques, une estimation du coût des études et des travaux ainsi qu'un planning prévisionnel de réalisation, sachant que le délai fixé devra être compatible avec la réalisation du Projet sans préjudice du respect des contraintes techniques et réglementaires s'imposant au Gestionnaire. Ces éléments servent de base à l'établissement d'une Convention Particulière par Site :
    - un projet technique détaillé constitué d'un devis descriptif, de plans d'exécution, d'une estimation financière détaillée du coût des Travaux avec l'indication des frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre et d'un planning définitif coordonné avec le Donneur d'ordre,
    - un projet de Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO), ainsi que la liste et la description des interventions,
    - la justification des autorisations administratives obtenues ;
- l'établissement des dossiers d'appels d'offres ou marchés annuels à bons de commande ;
- l'analyse des offres en cas d'appels d'offres (le Donneur d'ordre pourra être associé à l'analyse des offres dans le cadre de la commission d'attribution des marchés)
- la signature des marchés de travaux et de fournitures ;
- la réalisation des Travaux, la pose d'un dispositif de repérage du ou des réseaux sur le terrain et la fourniture d'un plan de récolement ;
- le contrôle et la coordination générale de l'exécution des Travaux ;
- la réception des Travaux ;
- la copie du Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages.

3.2 - Réalisation des études

3.2.1 - Contenu des études

A partir des plans, des profils en long, des profils en travers et des spécifications techniques (coupes transversales, gabarits, charges à prendre en compte, etc.) et du planning général relatif au Projet fournis par le Donneur d'ordre, le Gestionnaire étudie les différentes solutions de travaux provisoires et/ou définitifs sur les ouvrages qui doivent être déplacés, remplacés ou protégés et prépare une estimation financière des différentes solutions envisagées.

Les études et les chiffrages sont effectués en fonction des éléments fournis par le Donneur d'ordre, toutes modifications apportées à ceux-ci entraîneront une modification des études et du chiffrage. Chaque étude sera référencée par rapport aux documents fournis par le Donneur d'ordre.

Les travaux de génie civil des traversées à réaliser font l'objet d'un cahier des charges à produire par le Gestionnaire et à annexer à chaque Convention Particulière.

Le dossier de présentation des diverses solutions techniques établi par le Gestionnaire est transmis au Donneur d'ordre pour avis. Il comprend une liste des interventions ultérieures prévisibles.

Après accord sur le devis du Donneur d'ordre sur la solution retenue, une Convention Particulière portant sur les Travaux, est conclue pour chaque Site entre le Gestionnaire d'une part et le Donneur d'ordre d'autre part, sur les modèles joints en Annexe 1A à 1E qui sont susceptibles d'être révisés.

Sur la base des dossiers de plans fournis par le Donneur d'ordre, le Gestionnaire met au point le dossier technique détaillé de la déviation et du rétablissement du Réseau. Ce projet comprend des tracés en plan et profils et une estimation financière détaillée des Travaux à réaliser et éventuellement la délimitation des différents lots de travaux.

Il comprend également les différents délais d'intervention sur la base de la solution technique retenue afin d'établir les plannings prévisionnels des Travaux compatibles avec les phasages de réalisation du Projet et indiquant les consignations des ouvrages si nécessaire.

Le Gestionnaire transmet au Donneur d'ordre le dossier technique et financier pour avis sur le lancement des procédures administratives et vérification des dispositions pouvant avoir une influence sur l'exploitation du Projet. De plus, il intègre le projet de Dossier d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage.

Le Donneur d'ordre se réserve la faculté, de demander au Gestionnaire de produire tous justificatifs utiles sur les dispositions techniques ou financières arrêtées.

3.2.2. Autorisations administratives

Sur les bases du dossier technique détaillé, les Travaux font l'objet des différentes procédures et autorisations préalables à leur exécution (enquête publique, autorisation d'exécution, permis de construire, etc.).

La solution retenue à l'issue de la concertation doit être soumise pour avis au Donneur d'ordre.

Toute demande de mesures de compensation ou de réduction d'impact, de la part des collectivités locales, ayant pour effet une augmentation sur le coût, des modifications, doit être soumise au Donneur d'ordre.

Le Gestionnaire est tenu à une obligation de moyens. A ce titre, il devra transmettre au Donneur d'ordre la copie, par courriel, des dossiers de demandes des autorisations administratives qu'il prépare.

Le délai nécessaire à l'obtention des autorisations administratives devra être intégré au planning des Travaux.

3.2.3 Autorisations de passage auprès des particuliers

Le Gestionnaire se charge de toutes les procédures relatives à l'implantation et au passage du Réseau vis-à-vis des propriétaires, exploitants et riverains concernés.

Le Donneur d'ordre prend à sa charge les éventuels frais liés aux démarches foncières sur présentation des justificatifs. A défaut, les frais engagés par le Gestionnaire seront à sa charge.

Le cas échéant, avant tout établissement des autorisations de passage, les Parties se concerteront pour définir le montant de la redevance.

3.3 - Modalité d'exécution des travaux

3.3.1. Prescriptions techniques

Sur la base du dossier technique approuvé par le Donneur d'ordre, le Gestionnaire passe commande auprès de ses fournisseurs et prestataires ou lance des appels d'offres, conclut et fait exécuter les marchés de fournitures, de travaux et prestations nécessaires à la réalisation des Travaux selon les procédures qui lui sont applicables.

Le Gestionnaire doit informer en temps utile le Donneur d'ordre du résultat des appels d'offres et fournir tous les justificatifs nécessaires en cas de dépassement de l'estimation.

Les Travaux sont réalisés conformément à la législation en vigueur (PPSPS, etc.) et selon les prescriptions techniques (PAQ) et les règles de l'art applicables au domaine concerné.

Les dispositions techniques et financières de réalisation des Travaux sont fixées dans la Convention Particulière, par Site, après entente préalable entre le Gestionnaire et le Donneur d'ordre.

Le Donneur d'ordre peut, à tout moment, faire effectuer des contrôles des dispositions de construction du Réseau réalisé par le Gestionnaire dans les zones d'incidence du Projet.

A des fins conservatoires, le Donneur d'ordre peut imposer au Gestionnaire la mise en place de fourreaux ou gaines supplémentaires au contact de son Réseau. Les dépenses correspondantes seront supportées par le Donneur d'ordre.

Avec l'objectif de limiter la multiplication des traversées sous la trace du Projet, le Donneur d'ordre peut imposer au Gestionnaire de passer son Réseau en tranchée commune avec d'autres gestionnaires de réseaux. Les conditions d'exécution et de cohabitation entre les réseaux sont clairement définies dans les Conventions Particulières ou par voie d'avenant.

3.3.2 Etat des lieux – Implantation du Réseau

Au démarrage des Travaux, le Gestionnaire et le Donneur d'ordre procèdent à un état des lieux contradictoire et effectuent ensemble l'implantation des ouvrages et des limites d'emprise au droit des traversées. Cet état des lieux est établi en deux (2) exemplaires.

3.3.3. Contrôle et réception des ouvrages

Des réunions d'avancement de Travaux se tiennent mensuellement, voire à un rythme plus rapproché s'il y lieu, dans les locaux du Donneur d'ordre, qui assure la rédaction et la diffusion de la convocation et du compte-rendu. Le Donneur d'ordre consigne au compte-rendu toute modification ou précision demandée par le Gestionnaire.

Ces réunions régulières d'avancement d'études peuvent néanmoins, à l'initiative des Parties, se dérouler par téléréunion.

Le Donneur d'ordre peut être saisi par le Gestionnaire de toute demande d'avis en cours d'exécution des Travaux lorsqu'une difficulté apparaît sur l'application des règles de l'art applicables au domaine concerné ou pour tout autre motif.

Le Donneur d'ordre doit être associé aux opérations de contrôle et de réception des Travaux, en vue d'une vérification de leur bonne exécution.

Cette réception aura pour but de vérifier que :

- Les travaux de protection des réseaux sont réalisés et achevés conformément aux plans ;
- Le réseau est mis en service ;
- Lorsque tel est le cas, le réseau initial abandonné a bien été déposé.

3.3.4. Obligations du Gestionnaire

Le Gestionnaire procède systématiquement au piquetage des réseaux à déplacer et en informe le Donneur d'ordre dans les conditions qui sont fixées dans chacune des Conventions Particulières. Avec l'objectif d'éviter l'incident de chantier, cette obligation s'applique également à la mise en service du Réseau, même à titre provisoire, qui devra impérativement être signalée au Donneur d'ordre le jour même.

3.4- Prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité

Le Gestionnaire s'engage à respecter les exigences en matière de sécurité en vigueur sur le chantier.

Conformément aux articles L.4531-1 et suivants du code du travail relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le Donneur d'ordre a désigné un coordonnateur en matière de sécurité dont la mission couvre les travaux du Projet.

Le Gestionnaire désignera un coordonnateur en matière de sécurité au titre des travaux de déviation et rétablissement de l'ouvrage dont il est maître d'ouvrage.

Pour l'application de l'article L.4531-1 du code du travail relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le Gestionnaire et le Donneur d'ordre se concerteront avec l'assistance de leurs coordonnateurs respectifs afin de prévenir les risques résultant des interférences entre leurs interventions. La concertation entre les coordonnateurs devra se faire avant toute intervention sur Site.

Si les travaux nécessaires à la modification, à l'entretien ou à la suppression des ouvrages exploités par le Gestionnaire sont effectués par ses agents, ces derniers devront respecter les dispositions des articles R.4511 et suivants code du travail *(anciennement décret n°92.158 du 20 février 1992)* fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ou, selon les cas, des articles L.4531-1 et suivants et L.4532 et suivants du code

du travail *(anciennement de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993)* modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et les décrets pris pour son application.

Si le Gestionnaire fait effectuer les travaux par des prestataires ou ses sous-traitants, il s'engage à leurs imposer de respecter les dispositions des textes susvisés.

Les mesures à prendre pour assurer la sécurité du personnel du Gestionnaire et de ses prestataires et/ou sous-traitants seront arrêtées en concertation entre le Donneur d'ordre et le Gestionnaire avant toute intervention sur Site.

D'autre part, pour tous les travaux effectués par des tiers dans l'emprise autoroutière dont l'exécution serait assujettie au respect des obligations découlant du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011, le Donneur d'ordre s'assurera du bon accomplissement, à l'égard du Gestionnaire, des formalités prévues par le texte précité (demande de travaux et déclaration d'intention de commencement de travaux).

ARTICLE 4 : DÉLAIS D'EXÉCUTION / PÉNALITÉS

4.1 - Délais d'exécution

La période et le délai d'exécution des travaux sont stipulés par Site dans la Convention Particulière. Ces délais sont fixés en tenant compte des objectifs de réalisation du Projet et des contraintes pesant sur le Gestionnaire.

Le Gestionnaire tient le Donneur d'ordre informé du déroulement des Travaux. Les éléments susceptibles de nécessiter des modifications ou d'entraîner un retard dans l'exécution des Travaux sont signalés au Donneur d'ordre, dès que possible. A défaut, le Gestionnaire doit en assumer seule la responsabilité quant aux conséquences sur le financement des Travaux ou sur les conditions financières ultérieures d'exploitation.

Le Gestionnaire et le Donneur d'ordre s'efforcent de résorber ces retards en conciliant au mieux leurs contraintes respectives.

Les délais d'exécution prévisionnels des Travaux par Site sont précisés en Annexe 2. Ces délais pourront être modifiés dans les Conventions Particulières.

4.2- Prolongation de délais

Le Gestionnaire pourra prétendre à une prolongation de délais dans les cas suivants :

- En cas de survenance d'un cas de force majeure tel que défini à l'article 1218 du code civil et à condition que le Gestionnaire en informe par lettre recommandée avec demande d'avis de réception le Donneur d'ordre dans les cinq (5) jours ouvrables de sa réalisation. L'adaptation des fondations au sol ne constitue pas un cas de force majeure.

- Pour des motifs imputables au Donneur d'ordre : le Gestionnaire doit aviser le Donneur d'ordre, sous peine de forclusion, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de sept (7) jours calendaires à dater du premier jour de leur manifestation

- En cas de difficultés non-imputables au Gestionnaire dans l'obtention des autorisations administratives ou des autorisations de passage, sous réserve que le Gestionnaire en apporte la justification et qu'il en informe par lettre recommandée avec accusé de réception le Donneur

d'ordre. Cette information devra être réalisée dès lors que les difficultés se manifestent et moyennant qu'il prouve avoir réalisé toute démarche visant à y remédier.

S'il est reconnu qu'il s'agit de l'un des événements cités à l'alinéa précédent, le Donneur d'ordre et le Gestionnaire modifient d'un commun accord les délais. A défaut d'accord amiable, le Donneur d'ordre notifie par écrit au Gestionnaire les nouvelles dates d'intervention ou d'achèvement.

En toute hypothèse, les évènements précités ne pourront donner lieu à l'application de pénalités prévues à l'article 4.3.

Les prestations supplémentaires ou modificatives ne peuvent donner lieu à prolongation de délai sauf si leur volume et/ou leur nature justifient cette prolongation, auquel cas l'ordre d'exécution du Donneur d'ordre le précise.

Ne pourra être considéré comme une cause de prolongation de délai, tout manquement d'un autre corps d'état qui serait intervenu avant le Gestionnaire et sur l'ouvrage duquel celui-ci n'aurait formulé aucune remarque ou réserve précédent sa propre intervention.

4.3- Pénalités

En cas de dépassement du délai visé ci-dessus, il est fait application des pénalités suivantes ci-après.

Dans le cas où une des dates ou durées d'exécution prévues à la Convention ne sont pas respectées, des pénalités sont appliquées au Gestionnaire dans un délai de 14 jours après mise en demeure adressée au Gestionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception dès la constatation du retard.

Le montant, par jour calendaire de retard est égal à 1/1000ème du montant TTC de la Convention avec un montant minimum de deux cent cinquante euros (EUR 250) par jour. Les pénalités sont plafonnées à vingt pour cent (20%) du montant TTC de la Convention.

Les pénalités encourues par le Gestionnaire sont imputées sur le montant des situations et/ou factures de celle-ci. Elles s'appliquent par jour calendaire de retard constaté.

Elles sont appliquées sans préjudice des dommages-intérêts subis par le Donneur d'ordre.

ARTICLE 5 : PRIX / RÈGLEMENT DES TRAVAUX

5.1 - Principes du financement

Toutes les dépenses afférentes aux Travaux, sont à la charge financière exclusive du Donneur d'ordre, dans la limite de la reconstitution à l'identique des capacités du Réseau.

Dans l'hypothèse où la reconstitution à l'identique serait impossible, en raison de l'évolution des techniques et/ou de la réglementation applicable, les Travaux resteraient à la charge du Donneur d'ordre dès lors que le Réseau reconstruit remplirait les mêmes fonctions que précédemment et que la capacité du Réseau resterait inchangée. Dans le cas d'une impossibilité de reconstruction à l'identique, le Gestionnaire doit, au stade des études et au plus tard à la fin des études, apporter toutes les justifications nécessaires à l'appui des évolutions techniques envisagées ou envisageables.

Dans l'hypothèse où le Donneur d'ordre compte apporter des améliorations au Réseau à modifier, il est tenu de dissocier les études relatives aux améliorations de celles qui concernent la reconstruction, la

Convention n'ayant pas pour vocation de prendre en charge le financement lié aux améliorations. L'estimation financière fait apparaitre le coût supplémentaire résultant de ces améliorations. Le Gestionnaire supporte le coût des améliorations ou de la création de capacités excédentaires apportées à ses installations, à sa demande. Ne sont pas considérés par les parties comme des améliorations, les aménagements dus uniquement au respect des normes et règlements en vigueur et à la normalisation des matériels au moment de la réalisation.

Les dépenses à la charge de l'une et l'autre Parties font l'objet d'un prix détaillé dans les Conventions Particulières.

Tous les projets de réseaux nouveaux de quelque nature que ce soit ou de modifications postérieures à la DUP du Projet sont entièrement à la charge du Gestionnaire. Toutefois, le Donneur d'ordre est disposé à examiner au cas par cas la prise en charge de modifications de Réseau, réalisés postérieurement à la DUP du Projet, s'il s'avérait de façon incontestable que les modifications résultent soit de renseignements inexacts fournis par le Donneur d'Ordre soit d'un changement du Projet intervenu depuis la réalisation des Travaux.

Après réalisation définitive des travaux, toute nouvelle demande de modification d'ouvrage, intervenant avant la mise en service du Projet, est à la charge du demandeur.

5.2 - Modalités de fixation du coût des Travaux

Le Gestionnaire a établi une estimation du plafond maximum du coût total des Travaux en Annexe 2 pour tous les sites recensés. Le détail de ces estimations figure dans les Annexes 1A à 1E.

La rémunération des frais du Gestionnaire est fixée dans les Conventions Particulières. Les prix deviennent fermes et non actualisables une fois les Conventions Particulières révisées et signées par les Parties.

Les Travaux sont réglés de la façon suivante.

En cours de réalisation des prestations d'étude et travaux de chaque Convention Particulière :

- 90% du montant estimatif des prestations en fonction de l'avancement mensuel de chaque Convention Particulière.

A la remise du dossier de récolement visé à l'article 7, du DIUO et de la Convention d'Occupation du DPAC signée:

- Le solde du prix définitif, qui tiendra compte du coût réel des travaux engagés, dans la limite des dépassements autorisés.

Fixation du coût définitif :

Le montant définitif du coût des Travaux objet de la Convention Particulière est arrêté, sur présentation de justificatifs et dans la limite des dépassements autorisés par le Donneur d'ordre au Gestionnaire, au vu des dépenses réellement exposées par cette dernière, calculées à partir de prix unitaires forfaitisés pour les coûts constatés de dépenses internes au Gestionnaire et des contrats conclus par celle-ci pour les dépenses externes (sous-traitance, fournitures, etc.).

Le coût définitif de l'ensemble des Travaux ne peut varier au-delà de dix pour cent (10%) à la hausse par rapport au coût estimatif et peut varier à la baisse sans seuil. La limite à la hausse ne s'applique toutefois pas si le surcoût a pour origine :

- un manquement ou une exigence particulière du Donneur d'ordre ;
- une modification de la solution technique retenue par rapport à celle définie dans l'Avant-Projet Sommaire du Projet ;
- ou s'il apparaît un bouleversement de l'économie du contrat non imputable au Gestionnaire.

Au-delà du pourcentage d'aléa ci-dessus défini, en cas de sujétions techniques imprévues ou demandées par le Donneur d'ordre ou d'aléa économique significatif (ex : fouilles archéologiques, fouilles rocheuses, imprévus liés à la nature du sous-sol, etc.), le Gestionnaire prévient sans délai et par écrit, des difficultés rencontrées afin que les Parties conviennent des modalités de traitement de ces difficultés. Le Donneur d'ordre se réserve cependant la faculté de faire toute observation sur ce qui est présenté comme une sujétion technique imprévue ou un aléa économique.

Les dépassements liés à un aléa économique ou à une sujétion technique imprévue, notamment ceux pouvant intervenir dans le cas d'une modification technique du Projet suite aux différentes procédures administratives (refus d'autorisations administratives ou privées, étude d'impact, etc.), peuvent donner lieu à la signature d'un avenant à la Convention. La discussion relative au bienfondé et à la rédaction de cet avenant ne conditionne nullement la poursuite de l'exécution par le Gestionnaire, des autres prestations initialement prévues et non remise en cause par l'avenant.

5.3 - Modalités de règlement

Les factures ou titres de recettes émis en vue des appels de fonds sont établis par le Gestionnaire, en trois (3) exemplaires et libellés au nom de la société SNC A355 à l'adresse suivante :

SNC A355 – COS
343 0103 001
20 Chemin de la Flambère
BP 83128
31026 Toulouse Cedex

en faisant apparaître les références de la Convention.

Le paiement est effectué par virement dans les quarante-cinq (45) jours fin de mois, une fois les prestations correspondantes validées par un représentant du Donneur d'ordre visé à l'Article 2.

Sur présentation d'une facture, tout retard de règlement peut être sanctionné par des pénalités de retard aux taux de trois (3) fois le taux d'intérêt légal, outre le paiement d'une indemnité forfaitaire de quarante euros (EUR 40).

Le délai de paiement est suspendu lorsque la facture a dû être retournée pour correction ou modification. La facture, établie sur la base des éléments corrigés ou modifiés, fait courir, dès sa réception, un nouveau délai de paiement.

Toute facture parvenue avant l'échéance prévue est renvoyée et donne lieu à l'établissement d'une nouvelle facture. Les conséquences d'une orientation erronée de la facture sont imputables au Gestionnaire.

ARTICLE 6 - AVENANTS

Tout événement qui a pour effet d'entrainer des modifications techniques et/ou financières dans l'exécution du programme des études et des travaux de déviation du Réseau doit faire l'objet d'un avenant afin que ces modifications soient prises en compte au titre de la Convention.

Tous les documents qui seraient indispensables à l'élaboration de l'avenant devront être fournis par le Gestionnaire sur demande du Donneur d'ordre.

ARTICLE 7 - RECOLEMENT DES TRAVAUX

Dans tous les cas, un plan de récolement est établi contradictoirement par le Gestionnaire et doit être visé « conforme à l'exécution». Les fichiers informatiques seront établis selon le « cahier des charges du fichier DWG » joint en Annexe 6.

De plus, le Gestionnaire fournit une copie au Donneur d'ordre du Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage, pour les parties qui pourraient avoir une incidence sur le DPAC. Il s'engage par ailleurs à l'informer de toute nouvelle évolution de ce document.

ARTICLE 8 - OPÉRATION DOMANIALE

Après achèvement du Projet et avant toute opération de récolement des travaux et au cas où les limites définitives du DPAC ne seraient pas celles figurant au plan de récolement des Travaux, le Donneur d'ordre fournit un nouveau plan faisant apparaitre ces limites définitives.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITÉ DES PARTIES EN COURS DE RÉALISATION

La responsabilité du Donneur d'ordre et du Concessionnaire ne peut pas être engagée au titre des Travaux, ni de tout autre dommage subi par des tiers à cette occasion.

Le Gestionnaire fait son affaire des garanties d'assurances en responsabilité civile professionnelle et en responsabilité décennale devant être souscrites pour les Travaux, tant en ce qui concerne leur nature que leur niveau de montant. Il lui appartient de prévoir cette souscription dans son prix.

Néanmoins, si les accidents ou dommages survenaient du fait ou à l'occasion des études et/ou des travaux à cause d'une faute du Gestionnaire ou de l'un de ses préposés dans l'accomplissement de ses missions, celle-ci en supporterait seule les conséquences pécuniaires qui en découleraient, notamment l'acquittement de la franchise. Le Gestionnaire s'engage également à indemniser le Donneur d'ordre et le Concessionnaire des préjudices de toute nature subis par lui du fait de cette faute.

ARTICLE 10 - AUDITS

Les frais couverts au titre des Travaux sont réputés proportionnels à un niveau technique défini. Par conséquent, le Donneur d'ordre, en sa qualité de financeur, a la faculté de faire procéder à des audits techniques et/ou financiers pendant toute la durée de la Convention afin de vérifier l'adéquation entre les frais engagés et les moyens mis en œuvre.

ARTICLE 11 - ENTRETIEN ET RESPONSABILITÉ

11.1. Entretien

Le Gestionnaire et le Concessionnaire doivent maintenir leurs propres installations en bon état d'entretien, chacun à leurs frais, de manière à ne causer aucune gêne ou danger, conformément aux modalités particulières d'interventions, aux dispositions et aux responsabilités des Parties fixées dans la convention d'occupation temporaire du DPAC jointe en Annexe 7.

Les dispositions de la convention d'occupation temporaire du DPAC, jointe en Annexe 7, ne s'appliqueront qu'aux réseaux qui traversent effectivement le DPAC après déviation. Il est précisé que

la convention d'occupation du DPAC devra être conclue entre ARCOS et le Gestionnaire au plus tard à la date de mise en service de l'A355 dans les termes et conditions de l'Annexe 7.

Pour l'entretien de son Réseau, le Gestionnaire s'engage à prendre en compte, pour tous les travaux dans les emprises du DPAC les conditions de réalisation des travaux de construction puis d'exploitation du Projet et à proposer au Concessionnaire les modalités particulières d'intervention qu'il devra agréer préalablement, de façon à ne pas perturber la réalisation des travaux du Projet, ni son exploitation.

Lorsque la sécurité ou les exigences de l'exploitation du Projet nécessitent des réparations immédiates sur le Réseau, le Gestionnaire en avise dès que possible le Concessionnaire et exécute dans l'urgence les travaux de remise en état.

Le Concessionnaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la protection optimale des ouvrages de franchissement mis, le cas échéant, à la disposition du Gestionnaire, conformément aux règles fixées dans la convention d'occupation temporaire du DPAC jointe en Annexe 7.

11.2. Responsabilité des Parties

En cas de non-respect par le Gestionnaire des modalités particulières d'intervention dans l'emprise du Projet, le Concessionnaire peut demander réparation du préjudice qu'il aura subi conformément à la convention d'occupation temporaire du DPAC jointe en Annexe 7.

Le Gestionnaire supporte les conséquences pécuniaires des accidents corporels et les dommages matériels de toute nature qui pourraient survenir dans l'emprise du Projet du fait ou à l'occasion de l'entretien et atteindre la personne ou les biens du Concessionnaire ou des tiers, y compris les préposés du Gestionnaire.

ARTICLE 12 - DURÉE, SUBSTITUTION, RÉSILIATION, EXTINCTION DE LA CONVENTION

12.1. Durée

La durée de la Convention est effective au jour de sa signature par les Parties et prend fin lorsque toutes les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- Quitus de fin de Travaux certifiant les Travaux conformes à la Convention ;
- Remise du dossier de récolement et du DIUO ;
- Versement de l'intégralité des sommes dues au Gestionnaire au titre de la Convention ;
- Signature de la convention d'occupation temporaire du DPAC par le Concessionnaire et le Gestionnaire.

12.2. Résiliation – Extinction

12.2.1 Résiliation à l'initiative du Donneur d'ordre

La Convention cessera de produire ses effets, de plein droit, en cas de :

- résiliation anticipée du Contrat de Concession et/ou du Contrat de Conception-Construction ;

- annulation du Contrat de Concession et/ou du Contrat de Conception-Construction ;
- ajournement de l'application du Contrat de Concession et/ ou du Contrat de Conception-Construction.
- interruption des activités de conception-construction pour un délai supérieur à six (6) mois.

Dans ce cas, le Gestionnaire ne pourra prétendre à aucun dommage et intérêt et la rémunération qui lui est due sera calculée sur la base des prestations effectivement réalisées au jour de la résiliation, à parfaire le cas échéant des travaux nécessaires au bon fonctionnement du réseau, quand bien même il serait nécessaire de les effectuer après la notification par le Concessionnaire et/ou le Concepteur-Constructeur, de l'évènement précité.

12.2.2. Résiliation pour manquement contractuel

La Convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des Parties en cas de manquement grave et répété de l'une ou l'autre des Parties à ses obligations contractuelles, sous réserve du respect d'un préavis de trente (30) jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception par la Partie la plus diligente et sans préjudice de tous dommages et intérêts.

12.2.3. Résiliation à l'initiative du Gestionnaire

La Gestionnaire pourra résilier de plein droit la Convention en cas d'évènements rendant impossible la poursuite de son exécution, sous réserve du respect d'un préavis de douze (12) mois à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception qui devra préciser de manière circonstanciée les raisons rendant impossible son exécution et sans préjudice de tous dommages et intérêts. Le Gestionnaire s'engage à exécuter l'ensemble de ses obligations contractuelles pendant la durée du préavis.

ARTICLE 13 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable, notamment par la médiation, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la Convention. A défaut de règlement amiable dans un délai de soixante (60) jours à compter de la survenance du différend, toute contestation sera soumise par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif de Strasbourg.

ARTICLE 14 - ENREGISTREMENT

Les frais d'enregistrement de la Convention seront à la charge du Donneur d'ordre.

ARTICLE 15- NOMBRE D'EXEMPLAIRES / ANNEXES

La Convention est établie en trois exemplaires originaux et douze (12) Annexes sous format papier ou électronique :

1. Conventions Particulières – Cadre Type

   1A – Réseau COS 25

   1B - Réseau COS 54

   1C - Réseau COS 56

   1D - Réseau COS 59

1E - Réseau COS 60

2. Tableau récapitulatif des réseaux interceptés
3. Planning général prévisionnel du Projet (pour mémoire)
4. Charte engagements de performance globale des fournisseurs
5. Obligations environnementales et développement durable
6. Cahier des charges du fichier DWG
7. Convention d'Occupation Temporaire du DPAC – Cadre Type

Fait en autant d'exemplaires que de parties
A
Le[1]

Pour le Gestionnaire	**Pour le Donneur d'Ordre**
Pour le Concessionnaire	

[1] Le dernier des signataires (le Concessionnaire) y appose la date à laquelle il procède à cette formalité.

ANNEXE 1 : CONVENTIONS PARTICULIÈRES – CADRE TYPE

ANNEXE 2 : TABLEAU RECAPUTILATIF DES RÉSEAUX INTERCEPTÉS

ANNEXE 3 : PLANNING GÉNÉRAL PRÉVISIONNEL DU PROJET
(Pour mémoire)

ANNEXE 4 : CHARTE ENGAGEMENTS DE PERFORMANCE GLOBALE DES FOURNISSEURS DE VINCI

ANNEXE 5 : OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES ET DÉVELOPEMEMENT DURABLE

ANNEXE 6 : CAHIER DES CHARGES DU FICHIER DWG

ANNEXE 7 : CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AUTOROUTIER CONCÉDÉ– CADRE TYPE

A355

CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

COS

CONVENTION DE REALISATION D'ETUDES ET DE TRAVAUX
POUR LA MODIFICATION ET LA PROTECTION
DES OUVRAGES DU GESTIONNAIRE DE RESEAUX
NECESSITES PAR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
DE L'AUTOROUTE A355 DE CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

CONDITIONS PARTICULIERES

IDENTIFIANT DU RESEAU : EU COS25

CONVENTION RESEAU N° DPDOP-P0325-A0

Annexe n° 1A

DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Forme juridique : Eurométropole
Siège social : 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex
Représentée par : Monsieur Robert HERRMANN
Agissant en qualité de : Président, dûment habilité à cet effet par une délibération de la Commission Permanente en date du ___/___/_____

Ci-après le « **Gestionnaire** »

D'une part,

Et,

La SNC A355, membre du Concepteur-Constructeur
Société en Nom Collectif
Siège social : 20 Chemin de la Flambère, 31026 TOULOUSE
Immatriculation : 450 673 728 RCS Toulouse
Représentée par : Monsieur André GRIEBEL
Agissant en qualité de Directeur de Projet, dûment habilité à cet effet,

Ci-après « **SOCOS** »

D'autre part,

Ci-après dénommés individuellement une « **Partie** » ou ensemble les « **Parties** »

Sommaire

DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES 2
PREAMBULE 4
ARTICLE 1 - SITUATION ET DESCRIPTION DU RESEAU 4
ARTICLE 2 - DELAI DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX 5
ARTICLE 3 - COUT ET REGLEMENT 5
ARTICLE 4 - MODE DE REGLEMENT 5
ARTICLE 5 - GESTION DES MODIFICATIONS 5
ANNEXE A – DESCRIPTIF DES TRAVAUX 7
ANNEXE B – DOSSIER DE PLANS 8
ANNEXE C – PLANNING PREVISIONNEL 9
ANNEXE D – MONTANT ESTIMATIF DES PRESTATIONS DU GESTIONNAIRE 10

PREAMBULE

La présente convention (ci-après la « **Convention Particulière** ») est conclue en application de la convention Réseau n° COS-CONV075 signée entre les Parties le ___/___/_____ (ci-après la « **Convention Générale** »), avec laquelle elle forme un tout indissociable soit, la « **Convention** ».

La Convention Particulière a pour objet de localiser les Réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement du Gestionnaire et de préciser les dispositions particulières de Site, tant techniques que financières, concernant les Travaux à effectuer pour permettre son intersection avec le Projet.

Les termes commençant par une majuscule non définis dans la Convention Particulière ont le sens qui leur est donné dans la Convention Générale.

ARTICLE 1 - SITUATION ET DESCRIPTION DU RESEAU

En vue de la réalisation du Projet, le Gestionnaire, à la demande du Donneur d'ordre, accepte de déplacer et de protéger les Réseaux identifiés ci-après et situés dans l'emprise du Projet selon les dispositions énoncées dans le Convention.

Les Réseaux répondent aux caractéristiques suivantes :

- Identification du Réseau : COS 25
- Objet des réseaux souterrains :
    - Eaux Usées sous pression : réseau intercommunal d'Osthoffen à Breuschwickersheim
        - Caractéristiques : Fonte DN 200 mm
        - Il traverse les futures emprises autoroutières au point kilométrique PK09+38
    - Eau potable : réseau projeté.
        - Caractéristiques : non défini
        - Il traverse les futures emprises autoroutières au point kilométrique PK09+38

Sont annexés à la Convention Particulière :

- le descriptif des travaux (annexe A) ;
- le dossier de plans (annexe B) ;
- le planning prévisionnel (annexe C) ;
- le montant estimatif des prestations de l'Entreprise (annexe D).

ARTICLE 2 - DELAI DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX

Les délais de réalisation des études et travaux sont définis en annexe C en tenant compte à la fois du calendrier objectif de construction du Projet et des contraintes pesant sur le Gestionnaire.

Si des évènements extérieurs venaient à entrainer des retards dans le déroulement du planning prévisionnel des études et travaux les Parties se rapprochent pour établir en commun un nouveau planning.

ARTICLE 3 - COUT ET REGLEMENT

La prise en charge par le Donneur d'Ordre des dépenses résultant des études et travaux s'effectue conformément aux stipulations de l'Article 5 de la Convention Générale. Les travaux relatifs à la mise en place d'un fourreau en vue d'une éventuelle interconnexion en eau potable des communes situées de part et d'autre du COS ne sont pas pris en charge financièrement par le Donneur d'Ordre.

Le montant estimatif du coût global s'établit à 155 000 € HT (cent cinquante-cinq mille euros) soit 186 000 € TTC (cent quatre-vingt-six mille euros) selon l'annexe D, dont 107 000 € HT (cent-sept mille euros), soit 128 000 € TTC (cent vingt-huit mille euros) pour les travaux d'assainissement.

ARTICLE 4 - MODE DE REGLEMENT

Les sommes dues au gestionnaire sont réglées par virement au compte ouvert auprès de :

(Réf. Compte bancaire), dans le délai fixé à l'article 5.3 des Conditions générales de la Convention.

ARTICLE 5 - GESTION DES MODIFICATIONS

Si des modifications devaient être apportées aux études et travaux, ou si des travaux supplémentaires devaient être demandés au Gestionnaire par le Donneur d'ordre, le Gestionnaire transmet au Donneur d'ordre pour approbation, une version corrigée des annexes à la Convention Particulière laquelle fera l'objet d'un avenant.

Le montant sera adapté en conséquence.

Fait en autant d'exemplaires que de Parties, le[1] , à

Pour le Gestionnaire	Pour le Donneur d'ordre
Pour ARCOS	

[1] Le dernier des signataires (le Concessionnaire) y appose la date à laquelle il procède à cette formalité.

ANNEXE A – DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser consistent à dévoyer le réseau d'assainissement intercommunal qui relie Osthoffen à Breuschwickersheim car celui-ci croise le DPAC au niveau d'une pile de pont ainsi que le lit du cours d'eau rectifié.

Les travaux consistent à déplacer le réseau d'assainissement vers le sud. Pour assurer la protection du réseau et y permettre des interventions ultérieures, le réseau sera placé sous fourreau. A la demande du donneur d'ordre, le déplacement sera fait de manière à échapper à l'emprise de la plateforme des travaux.

En parallèle des travaux d'assainissement, un second fourreau sera posé pour permettre, le cas échéant, une interconnexion des réseaux d'eau potable des communes situées de part et d'autre du DPAC. Les 2 fourreaux d'eau potable et d'assainissement pourraient être remplacés par un caniveau technique unique.

Assainissement

- Fourniture et pose d'un fourreau Ø 400 ou 500 mm en matériau PRV ou équivalent sous le futur DPAC, y compris débord nécessaire afin de sortir du futur DPAC sur une longueur prévisionnelle de 100 ml environ
- Mise en place de 2 regards de visite en béton, de DN 1000 ou 1500 mm de part et d'autre du DPAC, y compris dalle, tampon et toutes sujétions de remblaiement et mise à niveau
- Fourniture et pose, dans le fourreau précité et en pleine terre, d'une conduite Ø 200 mm en fonte et raccordement au réseau existant, le tout sur une longueur de 140 ml environ
- Mise en place, autant que le profil de la conduite le nécessitera, de vidange et ventouse dans les regards précités

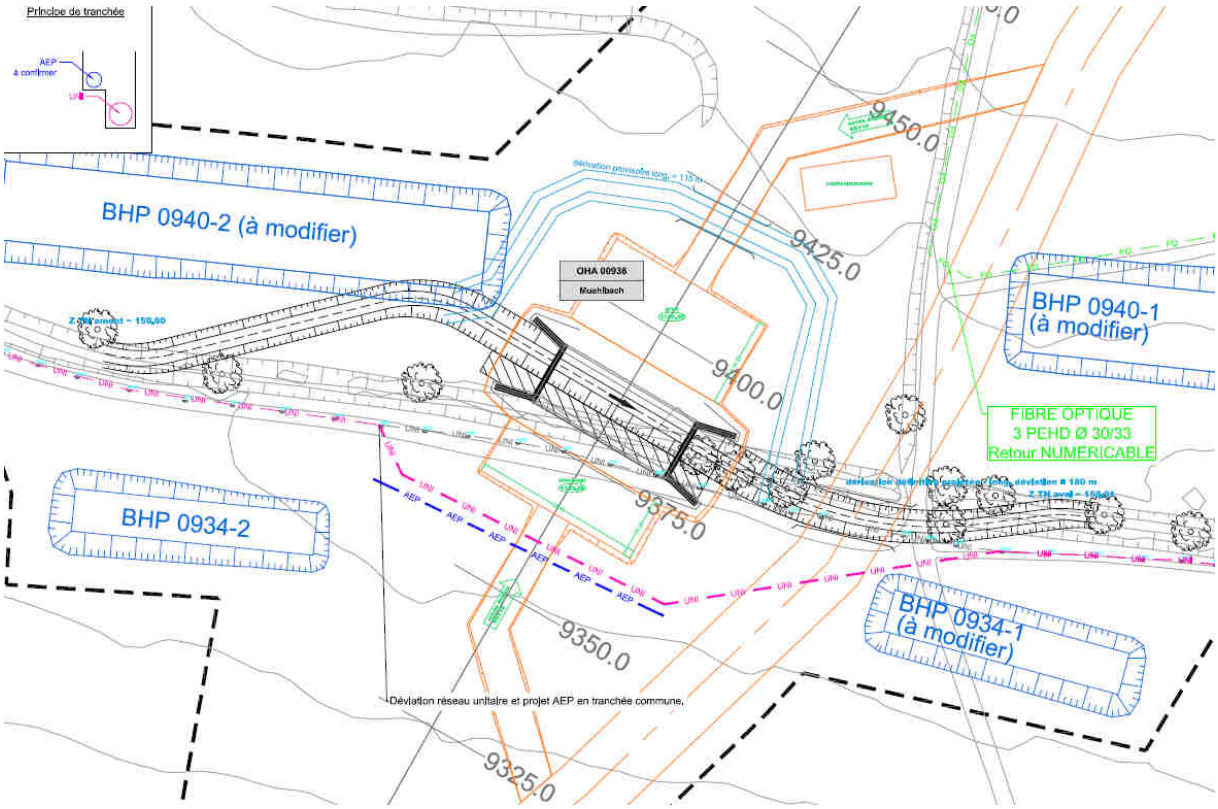
Eau potable

- Fourniture et pose d'un fourreau Ø 500 mm en matériau PRV ou équivalent sous le futur DPAC, y compris débord nécessaire afin de sortir du futur DPAC sur une longueur prévisionnelle de 100 ml environ

La maitrise d'ouvrage et la maitrise d'œuvre seront assurées par l'Eurométropole de Strasbourg et les travaux seront réalisés par l'entreprise titulaire du marché annuel à bons de commande pour les travaux d'assainissement.

SOCOS fera intervenir un géomètre afin d'implanter tous les éléments nécessaires (limites de propriétés, emprises des futures ouvrages du COS…) afin de garantir l'implantation des futurs réseaux.

ANNEXE B – DOSSIER DE PLANS



Dévoiement du réseau Ø 200 mm d'assainissement Unitaire
Pose d'un fourreau AEP en attente

ANNEXE C – PLANNING PREVISIONNEL

- Les travaux de dévoiement du réseau d'assainissement et de pose du fourreau d'eau potable seront effectués entre septembre 2017 et février 2018.
- SOCOS préviendra par courrier recommandé l'Eurométropole de Strasbourg 2 mois avant la date prévisionnelle du démarrage des travaux.

ANNEXE D – MONTANT ESTIMATIF DES PRESTATIONS DU GESTIONNAIRE

Repère	COS25	
Désignation	OSTHOFFEN Liaison vers Breuschwickersheim / Muhlbach	
Objet des travaux	Dévoiement de réseau	
Modalités de réalisation des travaux	Maitrise d'ouvrage	Serv. Eau et Assainissement
	Maitrise d'œuvre	DMPEN
	Entreprise	Entreprise titulaire du marché annuel

Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire	Total	Total à délibérer
TRAVAUX					
Fourniture et pose sous fourreau Ø200 fonte	140,00	ml	500,00	70 000,00	70 000,00
Fourniture et pose regard avec vidange et fontainerie	1,00	U	5 000,00	5 000,00	5 000,00
Fourniture et pose regard	3,00	U	3 000,00	9 000,00	9 000,00
Fourniture et pose fourreau AEP en parallèle *(100ml à 400€/ml)*		Fft	40 000,00	PM	40 000,00
Sous-total Travaux				**84 000,00**	**124 000,00**
TESTS ET CONTROLES					
Inspection télévisuelle	1,00	Fft	300,00	300,00	300,00
Tests d'étanchéité	1,00	Fft	200,00	200,00	200,00
Tests de compatage (1 tous les 40 ml)	4,00	U	130,00	520,00	520,00
Sous-total Tests et contrôles				**1 020,00**	**1 020,00**
ETUDES ET MAITRISE D'ŒUVRE					
Mission SPS	1,00	Fft	2 000,00	2 000,00	2 000,00
Etudes préalables (heures d'ingénieurs)	40,00	H	42,18	1 687,20	1 687,20
Maitrise d'œuvre (% du cout des travaux)	10,00	%		8 400,00	12 400,00
Sous-total Etudes et maitrise d'œuvre				**12 087,20**	**16 087,20**
TOTAL [€ Hors Taxes]				97 107,20	141 107,20
Incertitudes et aléas (10 %)				9 710,72	14 110,72
TOTAL GENERAL [€ Hors Taxes]				107 000,00	**155 000,00**
TOTAL GENERAL [€ toutes Taxes]				128 000,00	186 000,00

SOUS-TOTAL AEP [€ Hors Taxes]	46 000,00
SOUS-TOTAL ASSAINISSEMENT [€ Hors Taxes]	109 000,00

A355

CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

COS

CONVENTION DE REALISATION D'ETUDES ET DE TRAVAUX
POUR LA MODIFICATION ET LA PROTECTION
DES OUVRAGES DU GESTIONNAIRE DE RESEAUX
NECESSITES PAR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
DE L'AUTOROUTE A355 DE CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

CONDITIONS PARTICULIERES

IDENTIFIANT DU RESEAU : AEP COS54

CONVENTION RESEAU N° DPDOP-P0354-A0

Annexe n° 1B

DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Entre :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Forme juridique : Eurométropole
Siège social : 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex
Représentée par : Monsieur Robert HERRMANN
Agissant en qualité de : Président, dûment habilité à cet effet par une délibération de la Commission Permanente en date du ___/____/_____

Ci-après le « **Gestionnaire** »

D'une part,

Et,

La SNC A355, membre du Concepteur-Constructeur
Société en Nom Collectif
Siège social : 20 Chemin de la Flambère, 31026 TOULOUSE
Immatriculation : 450 673 728 RCS Toulouse
Représentée par : Monsieur André GRIEBEL
Agissant en qualité de Directeur de Projet, dûment habilité à cet effet,

Ci-après « **SOCOS** »

D'autre part,

Ci-après dénommés individuellement une « **Partie** » ou ensemble les « **Parties** »

Sommaire

DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES 2
PREAMBULE 4
ARTICLE 1 - SITUATION ET DESCRIPTION DU RESEAU 4
ARTICLE 2 - DELAI DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX 5
ARTICLE 3 - COUT ET REGLEMENT 5
ARTICLE 4 - MODE DE REGLEMENT 5
ARTICLE 5 - GESTION DES MODIFICATIONS 5
ANNEXE A – DESCRIPTIF DES TRAVAUX 7
ANNEXE B – DOSSIER DE PLANS 8
ANNEXE C – PLANNING PREVISIONNEL 9
ANNEXE D – MONTANT ESTIMATIF DES PRESTATIONS DU GESTIONNAIRE 10

PREAMBULE

La présente convention (ci-après la « **Convention Particulière** ») est conclue en application de la convention Réseau n° COS-CON075 signée entre les Parties le ___/___/_____ (ci-après la « **Convention Générale** »), avec laquelle elle forme un tout indissociable soit, la « **Convention** ».

La Convention Particulière a pour objet de localiser les Réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement du Gestionnaire et de préciser les dispositions particulières de Site, tant techniques que financières, concernant les Travaux à effectuer pour permettre son intersection avec le Projet.

Les termes commençant par une majuscule non définis dans la Convention Particulière ont le sens qui leur est donné dans la Convention Générale.

ARTICLE 1 - SITUATION ET DESCRIPTION DU RESEAU

En vue de la réalisation du Projet, le Gestionnaire, à la demande du Donneur d'ordre, accepte de déplacer et de protéger les Réseaux identifiés ci-après et situés dans l'emprise du Projet selon les dispositions énoncées dans le Convention.

Les Réseaux répondent aux caractéristiques suivantes :

- Identification du Réseau : COS 54
- Objet des réseaux souterrains et apparents :
    - Eau Potable : Conduite intercommunale d'alimentation entre Vendenheim et Eckwersheim
        - Caractéristiques : Fonte DN 200 mm
        - Il traverse les futures emprises autoroutières au point kilométrique : PK23+70
    - Eau Potable : Château d'Eau et conduite de rejet.

Sont annexés à la Convention Particulière :

- le descriptif des travaux (annexe A) ;
- le dossier de plans (annexe B) ;
- le planning prévisionnel (annexe C) ;
- le montant estimatif des prestations de l'Entreprise (annexe D).

ARTICLE 2 - DELAI DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX

Les délais de réalisation des études et travaux sont définis en annexe C en tenant compte à la fois du calendrier objectif de construction du Projet et des contraintes pesant sur le Gestionnaire.

Si des évènements extérieurs venaient à entrainer des retards dans le déroulement du planning prévisionnel des études et travaux les Parties se rapprochent pour établir en commun un nouveau planning.

ARTICLE 3 - COUT ET REGLEMENT

La prise en charge par le Donneur d'Ordre des dépenses résultant des études et travaux s'effectue conformément aux stipulations de l'Article 5 de la Convention Générale.

La prise en charge par le Donneur d'Ordre des dépenses résultant des études et travaux s'effectue conformément aux stipulations de l'Article 5 de la Convention Générale.

Le montant estimatif du coût global des travaux à réaliser dans le cadre de la présente convention s'établit à 225 000 € HT (deux cent vingt-cinq mille euros) soit 270 000 € TTC (deux cent soixante-dix mille euros) selon l'annexe D.

Les travaux relatifs au renouvellement du réseau d'eau potable en dehors du futur DPAC ne sont pas pris en charge financièrement par le Donneur d'Ordre.

ARTICLE 4 - MODE DE REGLEMENT

Les sommes dues à l'Entreprise sont réglées par virement au compte ouvert auprès de :

(Réf. Compte bancaire), dans le délai fixé à l'article 5.3 des Conditions générales de la Convention.

ARTICLE 5 - GESTION DES MODIFICATIONS

Si des modifications devaient être apportées aux études et travaux, ou si des travaux supplémentaires devaient être demandés au Gestionnaire par le Donneur d'ordre, le Gestionnaire transmet au Donneur d'ordre pour approbation, une version corrigée des annexes à la Convention Particulière laquelle fera l'objet d'un avenant.

Le montant sera adapté en conséquence.

Fait en autant d'exemplaires que de Parties, le[1] , à

Pour le Gestionnaire	Pour le Donneur d'ordre
Pour ARCOS	

[1] Le dernier des signataires (le Concessionnaire) y appose la date à laquelle il procède à cette formalité.

ANNEXE A – DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Les travaux consistent à déplacer de façon provisoire, puis définitive, la conduite d'alimentation en eau potable alimentant la commune d'Eckwersheim.

- En phase provisoire, et durant la durée du chantier de la tranchée couverte, une conduite en PVC Ø 160 mm sera posée. Cette conduite sera protégée (dalles de répartition) aux endroits sensibles tels que les voies d'accès au chantier (passage d'engins très lourds).
  En outre, un constat d'huissier sera établi sur les infrastructures et le patrimoine du Château d'eau d'Eckwersheim afin de contrôler, après travaux que celui-ci n'a pas subi de dommages.

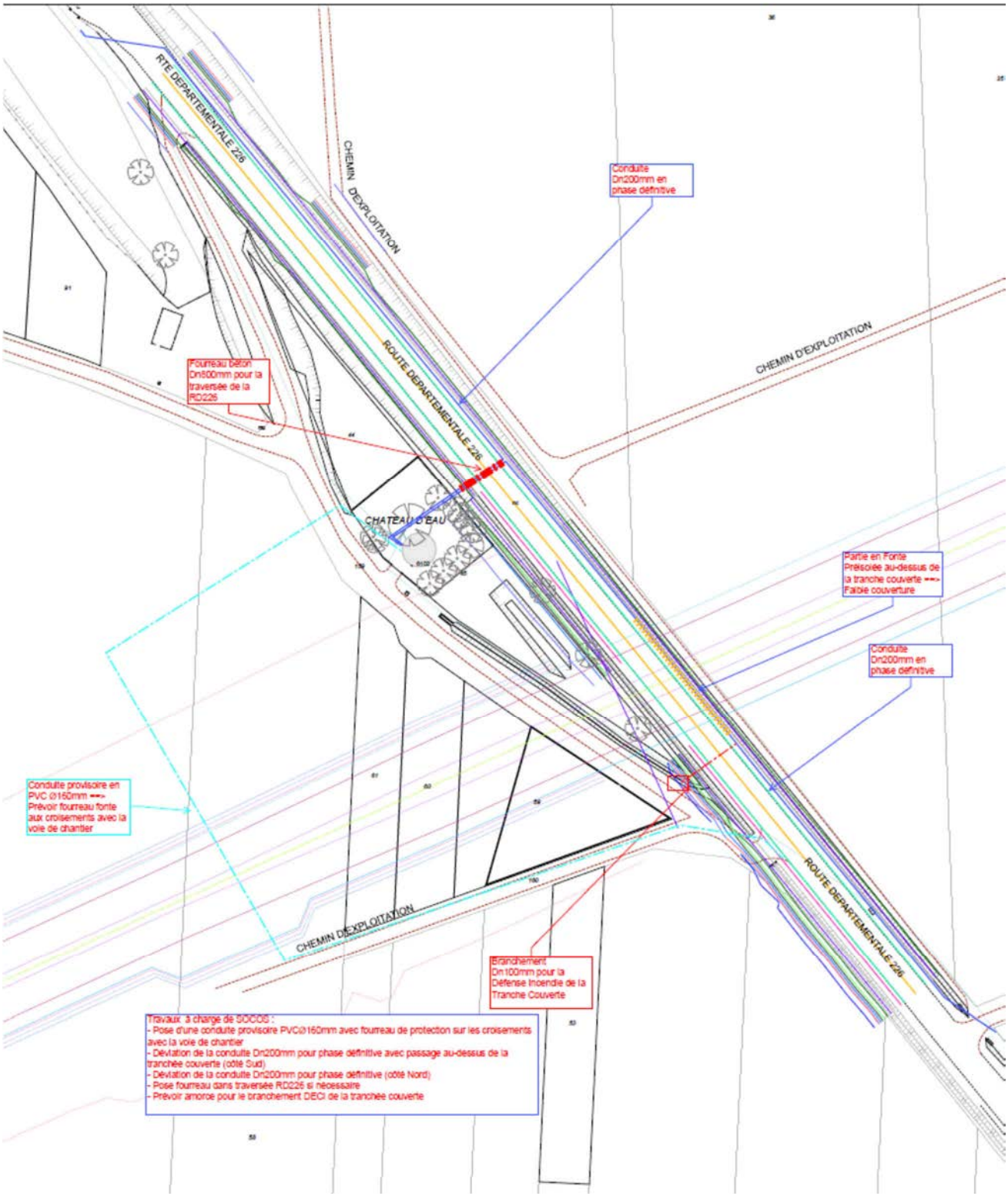
- En phase définitive, une conduite en fonte de DN200mm, identique à celle existant actuellement, sera posée au-dessus de la tranchée couverte du DPAC.

En complément de ces travaux liés à l'aménagement autoroutier, le Service de l'Eau et de l'Assainissement réalisera le renouvellement de cette conduite jusqu'au carrefour rue du Château d'Eau à Vendenheim (environ 180 ml). Ces travaux, même si réalisés dans la même phase définitive, sont exclus de la Convention et financés par le budget annexe de l'Eau.

Un branchement au réseau d'eau afin d'assurer la Défense Extérieure Contre l'Incendie de la tranchée couverte pourra être réalisé sur demande spécifique et contractualisation d'un abonnement de fourniture d'eau auprès du SDEA.

SOCOS fera intervenir un géomètre afin d'implanter tous les éléments nécessaires (limites de propriétés, emprises des futures ouvrages du COS…) afin de garantir l'implantation des futurs réseaux.

ANNEXE B – DOSSIER DE PLANS



ANNEXE C – PLANNING PREVISIONNEL

- Les travaux de déplacement de la canalisation (phase provisoire et phase définitive) seront effectués entre mars 2018 et juillet 2019.
- SOCOS préviendra par courrier recommandé l'Eurométropole de Strasbourg 2 mois avant la date prévisionnelle du démarrage des travaux.

ANNEXE D – MONTANT ESTIMATIF DES PRESTATIONS DU GESTIONNAIRE

Repère COS 54
Désignation Eckwersheim / Vendenheim - Château d'eau / RD226
Objet des travaux Déviation conduite d'eau potable - phases provisoire et définitive
Modalités de réalisation des travaux Appel d'Offre Public

Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire	Total	Total à délibérer
TRAVAUX - phase provisoire					
Fourniture et pose canalisation Ø160 PVC,	270,00	ml	230,00	62 100,00	62 100,00
Raccordements	2,00	Unité	2 000,00	4 000,00	4 000,00
Sous-total Travaux - phase provisoire				**66 100,00**	**66 100,00**
TRAVAUX - phase définitive					
Installation de chantier et mesures de signalisation	1,00	Fft	3 500,00	3 500,00	3 500,00
Fourniture et pose canalisation Ø200 Fonte (dans le cadre de la convention, sous DPAC)	270,00	ml	330,00	89 100,00	89 100,00
Fourniture et pose canalisation Ø200 Fonte (hors cadre de la convention, hors DPAC)	180,00	ml	330,00	PM	59 400,00
Raccordements	2,00	Unité	2 000,00	4 000,00	4 000,00
Modifications intérieures du château d'eau pour adaptation nouveau traçé de la canalisation	1,00	Fft	8 000,00	8 000,00	8 000,00
Rétablissement de la vidange du réservoir	1,00	Fft	4 000,00	4 000,00	4 000,00
Sous-total Travaux - phase définitive				**108 600,00**	**168 000,00**
Sous-total Travaux				**174 700,00**	**234 100,00**
TESTS ET CONTROLES					
Purges, analyses et tests d'étanchéité	540,00	ml	10,00	5 400,00	5 400,00
Tests de compatage (1 tous les 40 ml)	7,00	U	130,00	910,00	910,00
Sous-total Tests et contrôles				**6 310,00**	**6 310,00**
ETUDES ET MAITRISE D'ŒUVRE					
Constat d'huissier sur Château d'eau	1,00	U	3 000,00	3 000,00	3 000,00
Coordination SPS	1,00	Fft	2 000,00	2 000,00	2 000,00
Etudes préalables (heures d'ingénieurs)	40,00	H	42,18	1 687,20	1 687,20
Maitrise d'œuvre et Maitrise d'ouvrage (% du cout des travaux)	10,00	%		17 470,00	17 470,00
Sous-total Etudes et maitrise d'œuvre				**24 157,20**	**24 157,20**
TOTAL [€ Hors Taxes]				205 167,20	264 567,20
Incertitudes, aléas et pour arrondir (10 %)				19 832,80	19 832,80
TOTAL GENERAL [€ Hors Taxes]				225 000,00	284 400,00
TOTAL GENERAL [€ toutes Taxes]				270 000,00	341 280,00

A355

CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

COS

CONVENTION DE REALISATION D'ETUDES ET DE TRAVAUX
POUR LA MODIFICATION ET LA PROTECTION
DES OUVRAGES DU GESTIONNAIRE DE RESEAUX
NECESSITES PAR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
DE L'AUTOROUTE A355 DE CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

CONDITIONS PARTICULIERES

IDENTIFIANT DU RESEAU : EU COS56

CONVENTION RESEAU N° DPDOP-P0356-A0

Annexe n° 1C

DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Entre :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Forme juridique : Eurométropole
Siège social : 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex
Représentée par : Monsieur Robert HERRMANN
Agissant en qualité de : Président

Ci-après le « **Gestionnaire** »

D'une part,

Et,

La SNC A355, membre du Concepteur-Constructeur
Société en Nom Collectif
Siège social : 20 Chemin de la Flambère, 31026 TOULOUSE
Immatriculation : 450 673 728 RCS Toulouse
Représentée par : Monsieur André GRIEBEL
Agissant en qualité de Directeur de Projet, dûment habilité à cet effet,

Ci-après « **SOCOS** »

D'autre part,

Ci-après dénommés individuellement une « **Partie** » ou ensemble les « **Parties** »

Sommaire

DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES 2
PREAMBULE 4
ARTICLE 1 - SITUATION ET DESCRIPTION DU RESEAU 4
ARTICLE 2 - DELAI DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX 5
ARTICLE 3 - COUT ET REGLEMENT 5
ARTICLE 4 - MODE DE REGLEMENT 5
ARTICLE 5 - GESTION DES MODIFICATIONS 5
ANNEXE A – DESCRIPTIF DES TRAVAUX 7
ANNEXE B – DOSSIER DE PLANS 8
ANNEXE C – PLANNING PREVISIONNEL 9
ANNEXE D – MONTANT ESTIMATIF DES PRESTATIONS DU GESTIONNAIRE 10

PREAMBULE

La présente convention (ci-après la « **Convention Particulière** ») est conclue en application de la convention Réseau n° COS-CON075 signée entre les Parties le ___/___/_____ (ci-après la « **Convention Générale** »), avec laquelle elle forme un tout indissociable soit, la « **Convention** ».

La Convention Particulière a pour objet de localiser les Réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement du Gestionnaire et de préciser les dispositions particulières de Site, tant techniques que financières, concernant les Travaux à effectuer pour permettre son intersection avec le Projet.

Les termes commençant par une majuscule non définis dans la Convention Particulière ont le sens qui leur est donné dans la Convention Générale.

ARTICLE 1 - SITUATION ET DESCRIPTION DU RESEAU

En vue de la réalisation du Projet, le Gestionnaire, à la demande du Donneur d'ordre, accepte de déplacer et de protéger les Réseaux identifiés ci-après et situés dans l'emprise du Projet selon les dispositions énoncées dans le Convention.

Les Réseaux répondent aux caractéristiques suivantes :

- Identification du Réseau : COS 56
- Objet des réseaux souterrains :
    - Eaux Usées : réseau intercommunal d'Eckwersheim à Vendenheim
        - Caractéristiques : Grès DN 250 mm gravitaire
        - Il traverse les futures emprises autoroutières au point kilométrique PK24+100

Sont annexés à la Convention Particulière :

- le descriptif des travaux (annexe A) ;
- le dossier de plans (annexe B) ;
- le planning prévisionnel (annexe C) ;
- le montant estimatif des prestations de l'Entreprise (annexe D).

ARTICLE 2 - DELAI DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX

Les délais de réalisation des études et travaux sont définis en annexe C en tenant compte à la fois du calendrier objectif de construction du Projet et des contraintes pesant sur le Gestionnaire.

Si des évènements extérieurs venaient à entrainer des retards dans le déroulement du planning prévisionnel des études et travaux les Parties se rapprochent pour établir en commun un nouveau planning.

ARTICLE 3 - COUT ET REGLEMENT

La prise en charge par le Donneur d'Ordre des dépenses résultant des études et travaux s'effectue conformément aux stipulations de l'Article 5 de la Convention Générale.

Le montant estimatif du coût global s'établit à 35 000 € HT (trente-cinq mille euros) soit 42 000 € TTC (quarante-deux mille euros) selon l'annexe D.

ARTICLE 4 - MODE DE REGLEMENT

Les sommes dues à l'Entreprise sont réglées par virement au compte ouvert auprès de :

(Réf. Compte bancaire), dans le délai fixé à l'article 5.3 des Conditions générales de la Convention.

ARTICLE 5 - GESTION DES MODIFICATIONS

Si des modifications devaient être apportées aux études et travaux, ou si des travaux supplémentaires devaient être demandés au Gestionnaire par le Donneur d'ordre, le Gestionnaire transmet au Donneur d'ordre pour approbation, une version corrigée des annexes à la Convention Particulière laquelle fera l'objet d'un avenant.

Le montant sera adapté en conséquence.

Fait en autant d'exemplaires que de Parties, le[1] , à

Pour le Gestionnaire	Pour le Donneur d'ordre
Pour ARCOS	

[1] Le dernier des signataires (le Concessionnaire) y appose la date à laquelle il procède à cette formalité.

ANNEXE A – DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser consistent à dévoyer le réseau d'assainissement intercommunal qui relie Eckwersheim à Vendenheim car celui-ci croise le DPAC. Le réseau qui sera rétabli également anticipe les besoins de l'Eurométropole de Strasbourg en lien avec les travaux du Schéma Directeur d'Assainissement.

A la demande du Donneur d'ordre, le réseau sera déplacé de plusieurs centaines de mètres. Compte-tenu des contraintes techniques liés au fort remblaiement de la zone (8m de talus) et des incertitudes qui demeurent, le réseau gravitaire existant sera remplacé par un réseau sous-pression DN 150 mm en fonte.

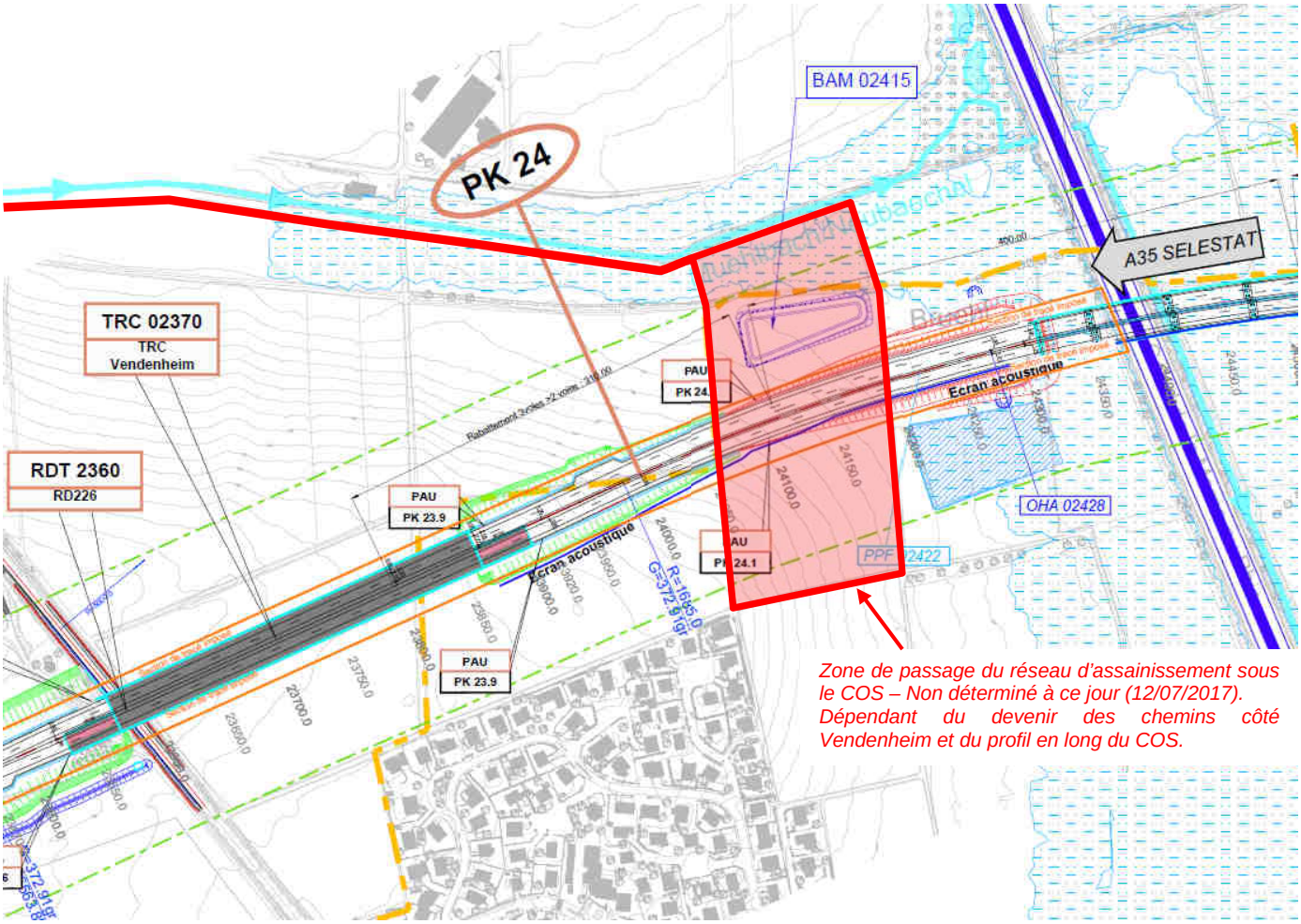
A ce stade des travaux, seul le fourreau sera posé.

<u>Assainissement</u>

- Fourniture et pose d'un fourreau Ø 300 mm en béton y compris débord nécessaire afin de sortir du futur DPAC sur une longueur prévisionnelle de 40 ml environ
- Mise en place de 2 regards de visite en béton, de DN 1500 mm de part et d'autre du DPAC, y compris dalle, tampon et toutes sujétions de remblaiement et mise à niveau
- Dépose du réseau existant et remise en état des terres sur 900 ml environ

La maitrise d'ouvrage sera assurée par l'Eurométropole de Strasbourg, la maîtrise d'œuvre par le bureau d'étude Artelia et les travaux font l'objet d'une procédure d'appel d'offres spécifique.

ANNEXE B – DOSSIER DE PLANS



ANNEXE C – PLANNING PREVISIONNEL

- Les travaux de dévoiement du réseau d'assainissement seront effectués entre septembre 2017 et février 2018.
- SOCOS préviendra par courrier recommandé l'Eurométropole de Strasbourg 2 mois avant la date prévisionnelle du démarrage des travaux.

ANNEXE D – MONTANT ESTIMATIF DES PRESTATIONS DU GESTIONNAIRE

Repère	COS 56	
Désignation	VENDENHEIM CE	
Objet des travaux	Dévoiement du réseau d'assainissement : mise en place d'une buse	
Modalités de réalisation des travaux	Maitrise d'ouvrage	Serv. Eau et Assainissement
	Maitrise d'œuvre	DMEPN
	Entreprise	Appel d'offres public

Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire	Total
TRAVAUX				
Fourniture et pose fourreau Assainissement	40,00	ml	400,00	16 000,00
Fourniture et pose regard	2,00	U	4 000,00	8 000,00
Raccordement DN150 à chaque extrémité	2,00	U	500,00	1 000,00
Retrait du réseau gravitaire existant et remise en état des terres	-	ml	45,00	-
Sous-total Travaux				**25 000,00**
TESTS ET CONTROLES				
Inspection télévisuelle	-	Fft	300,00	-
Tests d'étanchéité	-	Fft	200,00	-
Tests de compatage (1 tous les 40 ml)	2,00	U	130,00	260,00
Sous-total Tests et contrôles				**260,00**
ETUDES ET MAITRISE D'ŒUVRE				
Mission SPS	1,00	Fft	2 000,00	2 000,00
Etudes préalables (heures d'ingénieurs)	40,00	H	42,18	1 687,20
Maitrise d'œuvre (% du cout des travaux)	10,00	%		2 500,00
Sous-total Etudes et maitrise d'œuvre				**6 187,20**
TOTAL [€ Hors Taxes]				31 447,20
Incertitudes et aléas (10 %)				3 144,72
TOTAL GENERAL [€ Hors Taxes]				35 000,00
TOTAL GENERAL [€ toutes Taxes]				42 000,00

A355

CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

COS

CONVENTION DE REALISATION D'ETUDES ET DE TRAVAUX
POUR LA MODIFICATION ET LA PROTECTION
DES OUVRAGES DU GESTIONNAIRE DE RESEAUX
NECESSITES PAR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
DE L'AUTOROUTE A355 DE CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

CONDITIONS PARTICULIERES

IDENTIFIANT DU RESEAU : AEP COS59

CONVENTION RESEAU N° DPDOP-P0359-A0

Annexe n° 1D

DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Entre :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Forme juridique : Eurométropole
Siège social : 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex
Représentée par : Monsieur Robert HERRMANN
Agissant en qualité de : Président dûment habilité à cet effet par une délibération de la Commission Permanente en date du ____/____/_____

Ci-après le « **Gestionnaire** »

D'une part,

Et,

La SNC A355, membre du Concepteur-Constructeur
Société en Nom Collectif
Siège social : 20 Chemin de la Flambère, 31026 TOULOUSE
Immatriculation : 450 673 728 RCS Toulouse
Représentée par : Monsieur André GRIEBEL
Agissant en qualité de Directeur de Projet, dûment habilité à cet effet,

Ci-après « **SOCOS** »

D'autre part,

Ci-après dénommés individuellement une « **Partie** » ou ensemble les « **Parties** »

Sommaire

DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES 2
PREAMBULE 4
ARTICLE 1 - SITUATION ET DESCRIPTION DU RESEAU 4
ARTICLE 2 - DELAI DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX 5
ARTICLE 3 - COUT ET REGLEMENT 5
ARTICLE 4 - MODE DE REGLEMENT 5
ARTICLE 5 - GESTION DES MODIFICATIONS 5
ANNEXE A – DESCRIPTIF DES TRAVAUX 7
ANNEXE B – DOSSIER DE PLANS 8
ANNEXE C – PLANNING PREVISIONNEL 9
ANNEXE D – MONTANT ESTIMATIF DES PRESTATIONS DU GESTIONNAIRE 10

PREAMBULE

La présente convention (ci-après la « **Convention Particulière** ») est conclue en application de la convention Réseau n° COS-CON075 signée entre les Parties le 29/09/2017 (ci-après la « **Convention Générale** »), avec laquelle elle forme un tout indissociable soit, la « **Convention** ».

La Convention Particulière a pour objet de localiser les Réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement du Gestionnaire et de préciser les dispositions particulières de Site, tant techniques que financières, concernant les Travaux à effectuer pour permettre son intersection avec le Projet.

Les termes commençant par une majuscule non définis dans la Convention Particulière ont le sens qui leur est donné dans la Convention Générale.

ARTICLE 1 - SITUATION ET DESCRIPTION DU RESEAU

En vue de la réalisation du Projet, le Gestionnaire, à la demande du Donneur d'ordre, accepte de déplacer et de protéger les Réseaux identifiés ci-après et situés dans l'emprise du Projet selon les dispositions énoncées dans le Convention.

Les Réseaux répondent aux caractéristiques suivantes :

- Identification du Réseau : COS 59
- Objet des réseaux souterrains : Eau Potable : conduite d'alimentation en eau sous RD263
- Caractéristiques : Fonte DN 150 mm
- Il traverse les futures emprises autoroutières au point kilométrique PK24+75

Sont annexés à la Convention Particulière :

- le descriptif des travaux (annexe A) ;
- le dossier de plans (annexe B) ;
- le planning prévisionnel (annexe C) ;
- le montant estimatif des prestations de l'Entreprise (annexe D).

ARTICLE 2 - DELAI DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX

Les délais de réalisation des études et travaux sont définis en annexe C en tenant compte à la fois du calendrier objectif de construction du Projet et des contraintes pesant sur le Gestionnaire.

Si des évènements extérieurs venaient à entrainer des retards dans le déroulement du planning prévisionnel des études et travaux les Parties se rapprochent pour établir en commun un nouveau planning.

ARTICLE 3 - COUT ET REGLEMENT

La prise en charge par le Donneur d'Ordre des dépenses résultant des études et travaux s'effectue conformément aux stipulations de l'Article 5 de la Convention Générale.

Le montant estimatif du coût global s'établit à 60 000 € HT (soixante mille euros) soit 72 000 € TTC (soixante-douze mille euros) selon l'annexe D.

ARTICLE 4 - MODE DE REGLEMENT

Les sommes dues à l'Entreprise sont réglées par virement au compte ouvert auprès de :

(Réf. Compte bancaire), dans le délai fixé à l'article 5.3 des Conditions générales de la Convention.

ARTICLE 5 - GESTION DES MODIFICATIONS

Si des modifications devaient être apportées aux études et travaux, ou si des travaux supplémentaires devaient être demandés au Gestionnaire par le Donneur d'ordre, le Gestionnaire transmet au Donneur d'ordre pour approbation, une version corrigée des annexes à la Convention Particulière laquelle fera l'objet d'un avenant.

Le montant sera adapté en conséquence.

Fait en autant d'exemplaires que de Parties, le[1] , à

Pour le Gestionnaire	**Pour le Donneur d'ordre**
Pour ARCOS	

[1] Le dernier des signataires (le Concessionnaire) y appose la date à laquelle il procède à cette formalité.

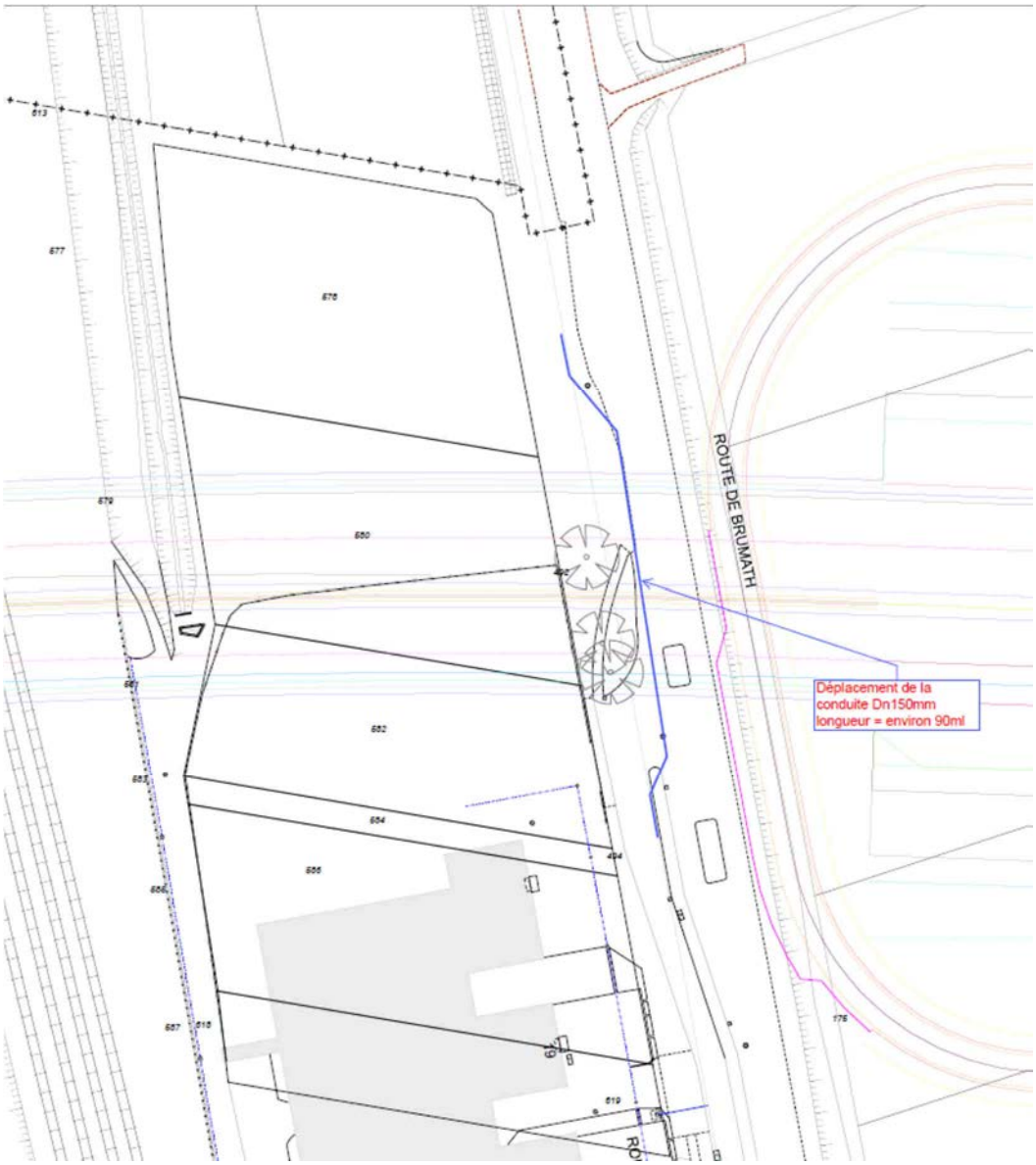
ANNEXE A – DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Les travaux concernés par cette convention consistent en le déplacement de la canalisation en fonte de diamètre 150 mm située sous la RD263 au nord de Vendenheim.

Cette canalisation assure l'approvisionnement en eau potable de la commune d'Eckwersheim.

La maitrise d'ouvrage sera assurée par l'Eurométropole de Strasbourg, la maitrise d'œuvre et la réalisation des travaux seront assurées par le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle.

ANNEXE B – DOSSIER DE PLANS



ANNEXE C – PLANNING PREVISIONNEL

- Les travaux de déplacement de la canalisation seront effectués entre octobre 2017 et avril 2018.
- SOCOS préviendra par courrier recommandé l'Eurométropole de Strasbourg 2 mois avant la date prévisionnelle du démarrage des travaux.

ANNEXE D – MONTANT ESTIMATIF DES PRESTATIONS DU GESTIONNAIRE

Repère	COS 59	
Désignation	VENDENHEIM - RD263	
Objet des travaux	Déviation du réseau d'eau potable	
Modalités de réalisation des travaux	Maitrise d'ouvrage	Serv. Eau et Assainissement
	Maitrise d'œuvre	SDEA
	Entreprise	Régie SDEA

Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire	Total
TRAVAUX				
Installation de chantier et mesures de signalisation	1,00	Fft	3 500,00	3 500,00
Fourniture et pose canalisation Ø150 Fonte	90,00	ml	330,00	29 700,00
Raccordements	2,00	Unité	4 000,00	8 000,00
Réfections de chaussée	1,00	Fft	5 000,00	5 000,00
Sous-total Travaux				**46 200,00**
TESTS ET CONTROLES				
Purges, analyses et tests d'étanchéité	90,00	ml	10,00	900,00
Tests de compatage (1 tous les 40 ml)	2,00	U	130,00	260,00
Sous-total Tests et contrôles				**1 160,00**
ETUDES ET MAITRISE D'ŒUVRE				
Coordination SPS	1,00	Fft	2 000,00	2 000,00
Etudes préalables (heures d'ingénieurs)	40,00	H	42,18	1 687,20
Maitrise d'œuvre et Maitrise d'ouvrage (% du cout des travaux)	10,00	%		4 620,00
Sous-total Etudes et maitrise d'œuvre				**6 307,20**
TOTAL [€ Hors Taxes]				53 667,20
Incertitudes et aléas (10 %)				6 332,80
TOTAL GENERAL [€ Hors Taxes]				60 000,00
TOTAL GENERAL [€ toutes Taxes]				72 000,00

A355

CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

COS

CONVENTION DE REALISATION D'ETUDES ET DE TRAVAUX
POUR LA MODIFICATION ET LA PROTECTION
DES OUVRAGES DU GESTIONNAIRE DE RESEAUX
NECESSITES PAR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
DE L'AUTOROUTE A355 DE CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

CONDITIONS PARTICULIERES

IDENTIFIANT DU RESEAU : EU COS60

CONVENTION RESEAU N° DPDOP-P0360-A0

Annexe n° 1E

DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Entre :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Forme juridique : Eurométropole
Siège social : 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex
Représentée par : Monsieur Robert HERRMANN
Agissant en qualité de : Président

Ci-après le « **Gestionnaire** »

D'une part,

Et,

La SNC A355, membre du Concepteur-Constructeur
Société en Nom Collectif
Siège social : 20 Chemin de la Flambère, 31026 TOULOUSE
Immatriculation : 450 673 728 RCS Toulouse
Représentée par : Monsieur André GRIEBEL
Agissant en qualité de Directeur de Projet, dûment habilité à cet effet,

Ci-après « **SOCOS** »

D'autre part,

Ci-après dénommés individuellement une « **Partie** » ou ensemble les « **Parties** »

Sommaire

DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES 2
PREAMBULE 4
ARTICLE 1 - SITUATION ET DESCRIPTION DU RESEAU 4
ARTICLE 2 - DELAI DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX 5
ARTICLE 3 - COUT ET REGLEMENT 5
ARTICLE 4 - MODE DE REGLEMENT 5
ARTICLE 5 - GESTION DES MODIFICATIONS 5
ANNEXE A – DESCRIPTIF DES TRAVAUX 7
ANNEXE B – DOSSIER DE PLANS 8
ANNEXE C – PLANNING PREVISIONNEL 9
ANNEXE D – MONTANT ESTIMATIF DES PRESTATIONS DU GESTIONNAIRE 10

PREAMBULE

La présente convention (ci-après la « **Convention Particulière** ») est conclue en application de la convention Réseau n° COS-CON075 signée entre les Parties le ___/____/_____ (ci-après la « **Convention Générale** »), avec laquelle elle forme un tout indissociable soit, la « **Convention** ».

La Convention Particulière a pour objet de localiser les Réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement du Gestionnaire et de préciser les dispositions particulières de Site, tant techniques que financières, concernant les Travaux à effectuer pour permettre son intersection avec le Projet.

Les termes commençant par une majuscule non définis dans la Convention Particulière ont le sens qui leur est donné dans la Convention Générale.

ARTICLE 1 - SITUATION ET DESCRIPTION DU RESEAU

En vue de la réalisation du Projet, le Gestionnaire, à la demande du Donneur d'ordre, accepte de déplacer et de protéger les Réseaux identifiés ci-après et situés dans l'emprise du Projet selon les dispositions énoncées dans le Convention.

Les Réseaux répondent aux caractéristiques suivantes :

- Identification du Réseau : COS 60
- Objet des réseaux souterrains :
    - Eaux Usées sous pression : Raccordement au réseau d'assainissement du club canin de Vendenheim
        - Caractéristiques : PEHD DN50/63mm
        - Il traverse les futures emprises autoroutières au point kilométrique PK25+125
    - Eau Potable : Conduite d'alimentation en eau du club canin de Vendenheim ;
        - Caractéristiques : conduite fonte DN 150 mm et branchement pvc DN 50 mm
        - Elle traverse les futures emprises autoroutières au point kilométrique PK25+125

Sont annexés à la Convention Particulière :

- le descriptif des travaux (annexe A) ;
- le dossier de plans (annexe B) ;
- le planning prévisionnel (annexe C) ;
- le montant estimatif des prestations de l'Entreprise (annexe D).

ARTICLE 2 - DELAI DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX

Les délais de réalisation des études et travaux sont définis en annexe C en tenant compte à la fois du calendrier objectif de construction du Projet et des contraintes pesant sur le Gestionnaire.

Si des évènements extérieurs venaient à entrainer des retards dans le déroulement du planning prévisionnel des études et travaux les Parties se rapprochent pour établir en commun un nouveau planning.

ARTICLE 3 - COUT ET REGLEMENT

La prise en charge par le Donneur d'Ordre des dépenses résultant des études et travaux s'effectue conformément aux stipulations de l'Article 5 de la Convention Générale.

Le montant estimatif du coût global s'établit à 133 000 € HT (cent trente-trois mille euros) soit 159 600 € TTC (cent cinquante-neuf mille six cents euros) selon l'annexe D.

ARTICLE 4 - MODE DE REGLEMENT

Les sommes dues à l'Entreprise sont réglées par virement au compte ouvert auprès de :

(Réf. Compte bancaire), dans le délai fixé à l'article 5.3 des Conditions générales de la Convention.

ARTICLE 5 - GESTION DES MODIFICATIONS

Si des modifications devaient être apportées aux études et travaux, ou si des travaux supplémentaires devaient être demandés au Gestionnaire par le Donneur d'ordre, le Gestionnaire transmet au Donneur d'ordre pour approbation, une version corrigée des annexes à la Convention Particulière laquelle fera l'objet d'un avenant.

Le montant sera adapté en conséquence.

Fait en autant d'exemplaires que de Parties, le[1] , à

Pour le Gestionnaire	Pour le Donneur d'ordre
Pour ARCOS	

[1] Le dernier des signataires (le Concessionnaire) y appose la date à laquelle il procède à cette formalité.

ANNEXE A – DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Eaux Usées sous pression :

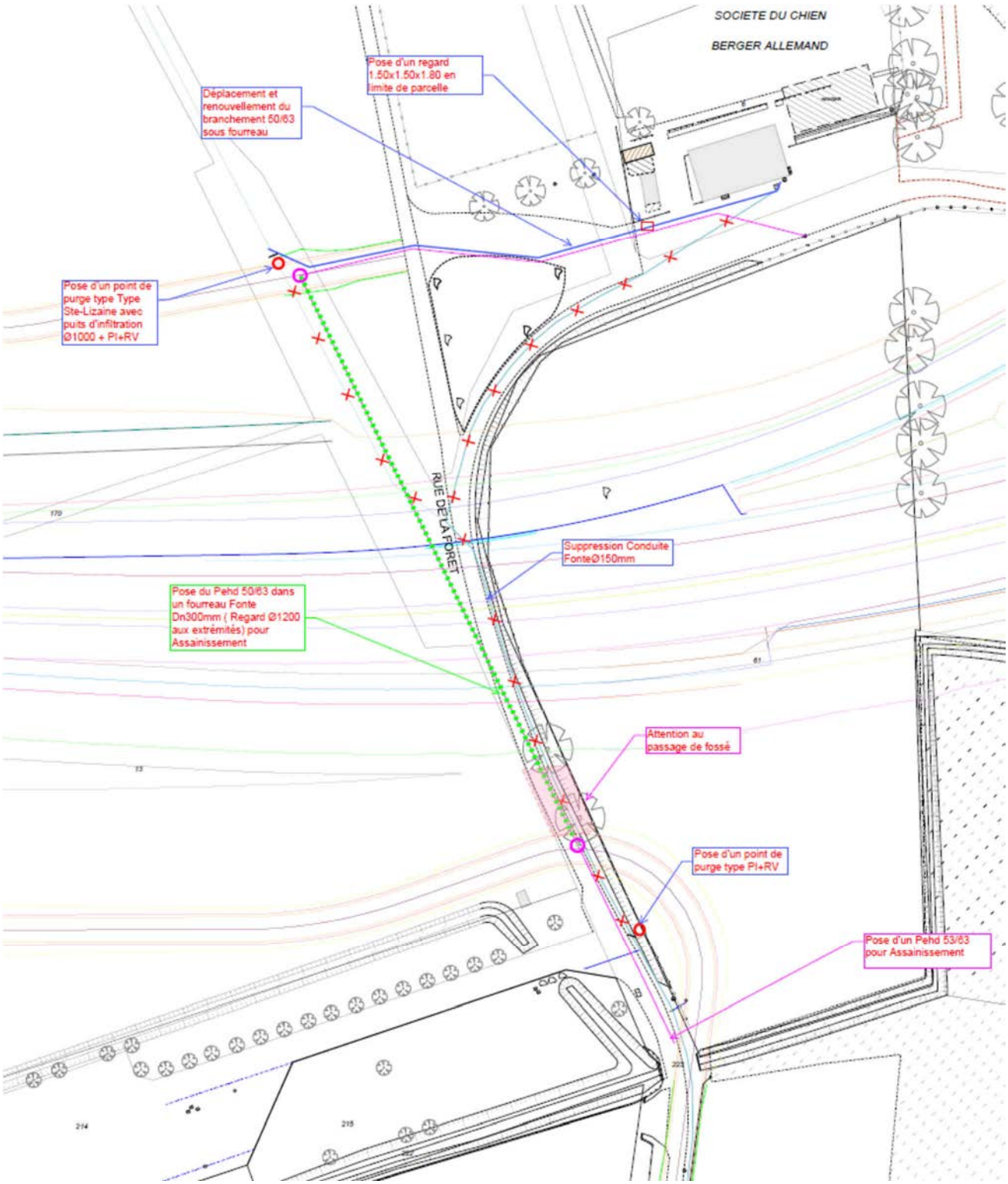
- Renouvellement et sécurisation du raccordement au réseau d'assainissement du club canin de Vendenheim.
- Pose d'un fourreau DN300mm sous le futur DPAC, y compris débord nécessaire afin de sortir du futur DPAC sur une longueur prévisionnelle de 125 ml environ.
- Mise en place de 2 regards de visite en béton, de DN1200 mm de part et d'autre du DPAC, y compris dalle, tampon et toutes sujétions de remblaiement et mise à niveau.
- Pose en fourreau et en tranchée d'un tuyau en PEHD de DN 50/63 mm, sur une longueur prévisionnelle de 205 ml, y compris terrassements remblais et réfections de surface à l'identique si besoin.

Eau Potable :

- Mise en antenne de la conduite fonte, de DN 150 mm de part et d'autre du futur DPAC, avec mise en place de dispositif de purge automatique.
- Déplacement du branchement d'alimentation en eau Ø 50 mm pvc du club canin.

SOCOS fera intervenir un géomètre afin d'implanter tous les éléments nécessaires (limites de propriétés, emprises des futures ouvrages du COS…) afin de garantir l'implantation des futurs réseaux.

ANNEXE B – DOSSIER DE PLANS



ANNEXE C – PLANNING PREVISIONNEL

- Les travaux de déplacement de la canalisation seront effectués entre octobre et mars 2018.
- SOCOS préviendra par courrier recommandé l'Eurométropole de Strasbourg 2 mois avant la date prévisionnelle du démarrage des travaux.

ANNEXE D – MONTANT ESTIMATIF DES PRESTATIONS DU GESTIONNAIRE

Repère	COS 60	
Désignation	VENDENHEIM Club canin / Château de Sury	
Objet des travaux	Dévoiement de réseaux eau et assainissement	
Modalités de réalisation des travaux	Maitrise d'ouvrage	Serv. Eau et Assainissement
	Maitrise d'œuvre	SDEA
	Entreprise	Régie SDEA

Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire	Total
TRAVAUX EAU				
Installation de chantier et mesures de signalisation	1,00	Fft	3 500,00	3 500,00
Déviation branchement AEP Club Canin - DN50/63mm	110,00	ml	190,00	20 900,00
Sectionnement conduite DN150mm	2,00	Fft	5 000,00	10 000,00
Réfections de chaussée	1,00	Fft	2 000,00	2 000,00
Sous-total Travaux - Eau				**36 400,00**
TRAVAUX ASSAINISSEMENT				
Fourniture et pose PEHD - DN50/63mm refoulement assainissement sous fourreau Ø300 béton	125,00	ml	240,00	30 000,00
Fourniture et pose regards	2,00	U	2 000,00	4 000,00
Déviation assainissement sous pression PEHD - DN50/63mm	155,00	ml	190,00	29 450,00
Réfections de chaussée	1,00	Fft	2 000,00	2 000,00
Sous-total Travaux - Assainissement				**65 450,00**
Sous-total Travaux				**101 850,00**
TESTS ET CONTROLES				
Inspection télévisuelle (du fourreau)	125,00	ml	20,00	2 500,00
Tests d'étanchéité - Assainissement	280,00	ml	10,00	2 800,00
Purges, analyses et tests d'étanchéité - Eau	110,00	ml	10,00	1 100,00
Tests de compatage (1 tous les 40 ml)	7,00	U	130,00	910,00
Sous-total Tests et contrôles				**7 310,00**
ETUDES ET MAITRISE D'ŒUVRE				
Coordination SPS	1,00	Fft	2 000,00	2 000,00
Etudes préalables (heures d'ingénieurs)	40,00	H	42,18	1 687,20
Maitrise d'œuvre et Maitrise d'ouvrage (% du cout des travaux)	10,00	%		10 185,00
Sous-total Etudes et maitrise d'œuvre				**11 872,20**
TOTAL [€ Hors Taxes]				121 032,20
Incertitudes et aléas (10 %)				11 967,80
TOTAL GENERAL [€ Hors Taxes]				**133 000,00**
TOTAL GENERAL [€ toutes Taxes]				159 600,00

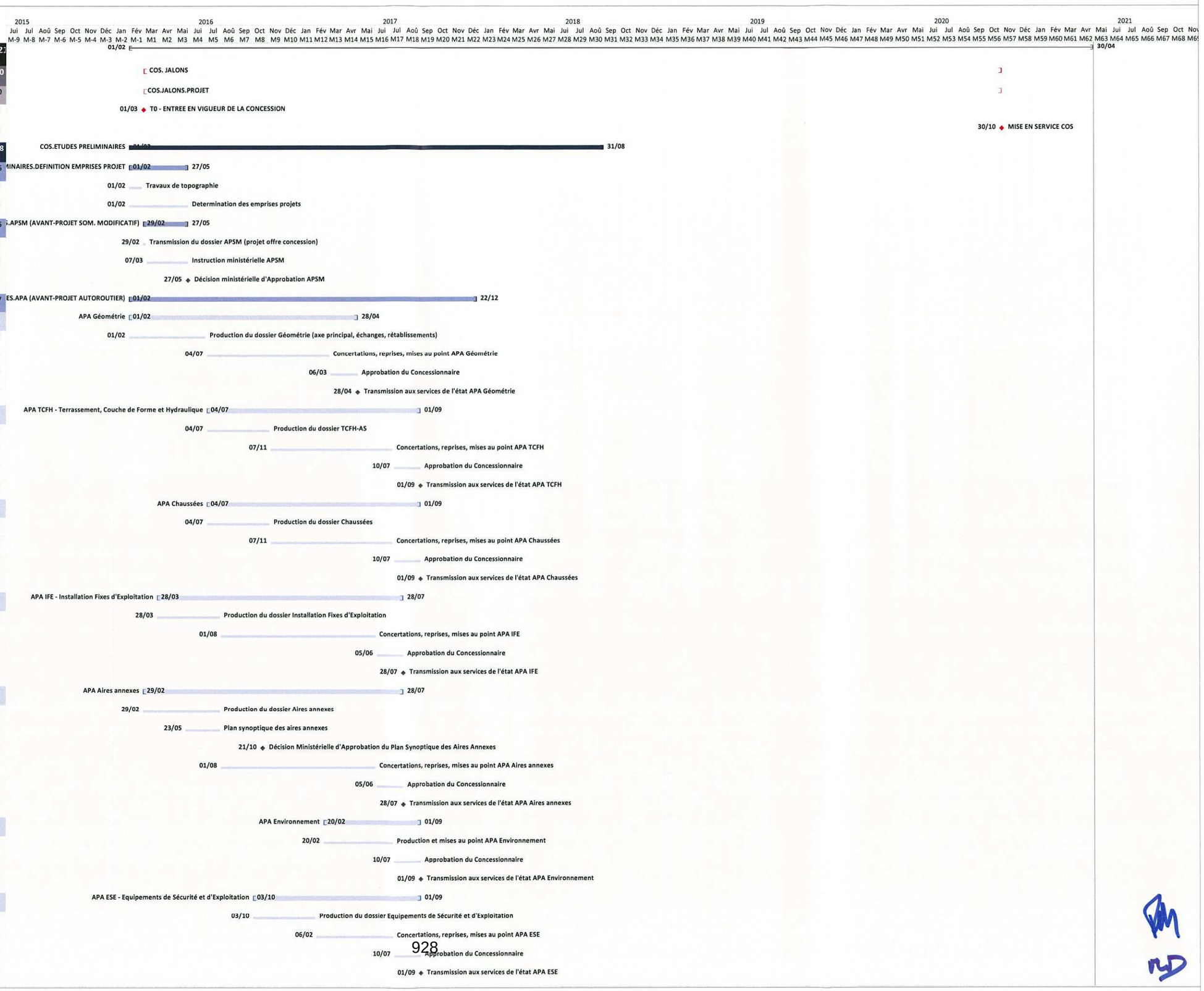
SOUS-TOTAL AEP [€ Hors Taxes]	47 000,00
SOUS-TOTAL ASSAINISSEMENT [€ Hors Taxes]	86 000,00

ANNEXE 2 : Tableau récapitulatif des réseaux d'eau et d'assainissement interceptés

Localisation			Gestionnaire				Etablissement COT DPAC	Travaux envisagé			Estimation financière EMS (délibération) € HT	Plafond Rémunération SOCOS € HT
Rep	Commune	Repère	Qui	Type de réseaux				Nature des travaux	Par qui ?	Échéance		
25	Osthoffen Breuschwickersheim	Rive droite Muelbach	Ass	EU	Souterrain	Ø200 fonte	Oui	Mise en place d'une buse sous DPAC et fourreautage du réseau dévié par la buse	- Mouvrage = Eurométropole de Strasbourg - SEA - Travaux = titulaire du marché à bons de commande	Novembre décembre 2017	155 000 €	107 000 €
			Eau	Projet AEP	Souterrain		Oui	Mise en place d'une buse sous DPAC en mesure conservatoire				0 €
54	Eckwersheim / Vendenheim	Château d'eau / RD226	Eau	15 - CHÂTEAU D'EAU			Non	Pas de travaux	- MOuvrage = Eurométropole de Strasbourg - DMEPN - Travaux suivant procédure d'appel d'offre	/	284 400 €	/
			Eau	Exutoire Château d'eau dans fossé	Souterrain		Non	1/ Rejet dans le fossé provisoire le long du RD226 devié en phase chantier 2/ Rejet dans le fossé définitif le long du RD226 retabli en place		déviation provisoire : mars 2018 déviation définitive : juillet 2019		225 000 €
			Eau	15 - AEP vers Vendenheim	Souterrain	Ø150 FG	Non	1/ Déviation provisoire le long du RD226 devié en phase chantier 2/ Retablissement en phase définitive le long du RD226 retabli en place				
			Eau	15bis - AEP vers Eckwersheim	Souterrain	Ø200FD	Non	Protection éventuelle de la cana sous la piste de chantier				
56	Eckwersheim / Vendenheim	CE	Ass	EU	Souterrain	Ø250 grès	Oui	Dans le cadre de la modernisation du projet, mise en place d'une buse béton sous le DPAC	- Mouvrage = Eurométropole de Strasbourg - DMPEN - Travaux suivant procédure d'appel d'offre	février 2018	35 000 €	35 000 €
59	Vendenheim	RD263	Ass	EP	Souterrain	Ø250 béton	Non	Pas de travaux	- MOuvrage = Eurométropole de Strasbourg - SEA - Travaux = SDEA	/	60 000 €	/
			Ass	EU sous pression	Souterrain	Ø60 PEHD	Non	Pas de travaux		/		/
			Eau	16 - AEP	Souterrain	Ø150 FD	Non	Déviation sous chaussée du RD263		février 2018		60 000 €
60	Vendenheim	Club Canin	Eau	17 - AEP	Souterrain	Ø50 PVC Ø150 Fonte	Non	Suppression de la Conduite (DN150 fonte) sous DPAC et piquage du branchement (DN50 Pvc) du riverain par le coté Nord	- MOuvrage = Eurométropole de Strasbourg - SEA - Travaux = SDEA	Novembre décembre 2017	133 000 €	133 000 €
			Ass	EU sous pression	Souterrain	Ø63 PEHD	Oui	Mise en place d'une buse sous DPAC et fourreautage du réseau dévié par la buse				
66	Vendenheim	RD226 / Acces de service A4	Ass	EU sous pression	Souterrain	Ø250 fonte	Non	Pas de travaux Laissé le regard existant sous le domaine public	/	/	/	/
										TOTAL	**667 400 €**	**560 000 €**

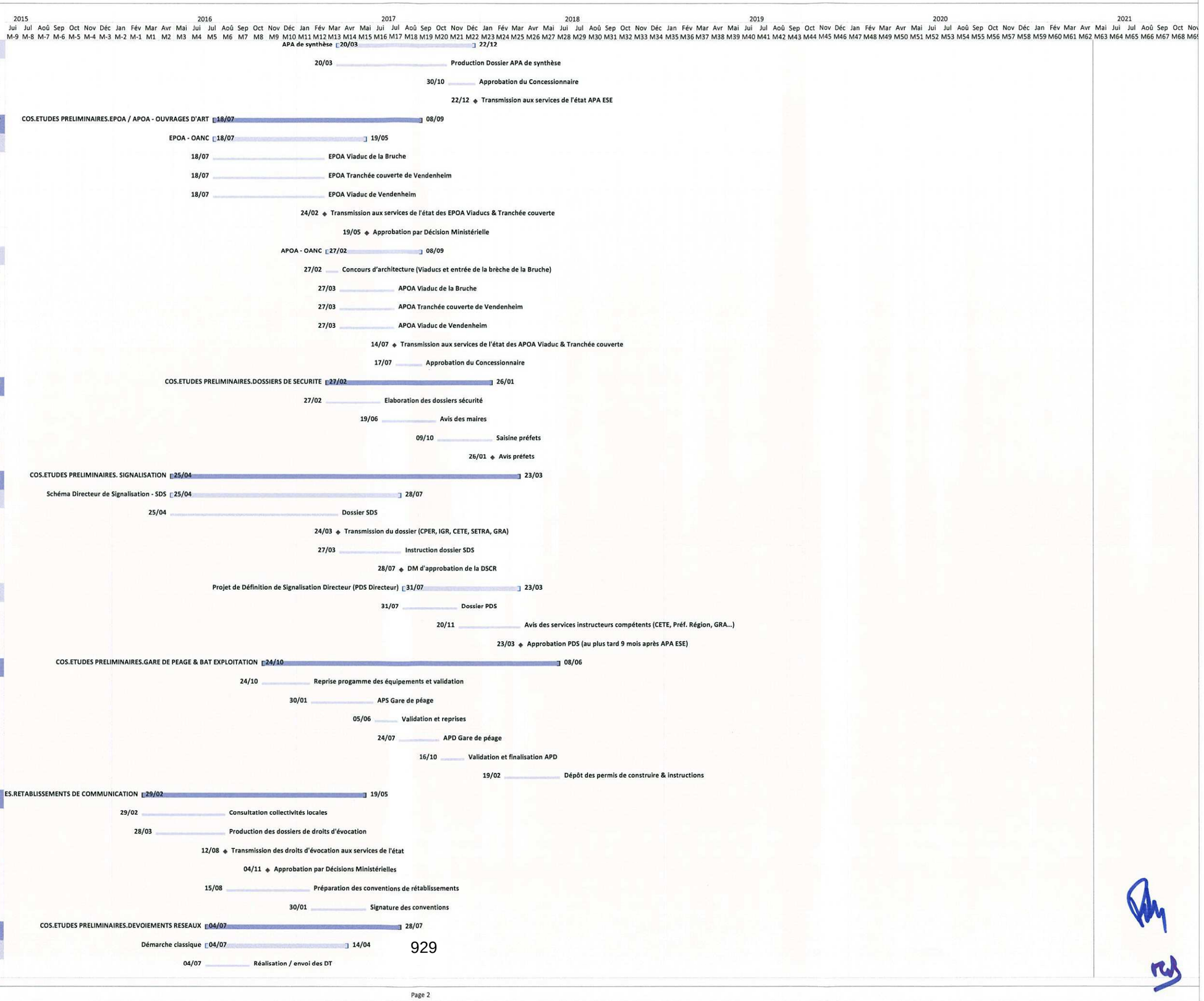
COS - Planning Prévisionnel Détaillé - Offre de Base

N°	Nom de la tâche	Début	Fin
1	COS - PLANNING PREVISIONNEL VINCI	Lun 01/02/16	Ven 30/04/21
2	COS. JALONS	Mar 01/03/16	Ven 30/10/20
3	COS.JALONS.PROJET	Mar 01/03/16	Ven 30/10/20
4	T0 - ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONCESSION	Mar 01/03/16	Mar 01/03/16
5	MISE EN SERVICE COS	Ven 30/10/20	Ven 30/10/20
6	COS.ETUDES PRELIMINAIRES	Lun 01/02/16	Ven 31/08/18
7	COS.ETUDES PRELIMINAIRES.DEFINITION EMPRISES PROJET	Lun 01/02/16	Ven 27/05/16
8	Travaux de topographie	Lun 01/02/16	Ven 26/02/16
9	Determination des emprises projets	Lun 01/02/16	Ven 27/05/16
10	COS.ETUDES PRELIMINAIRES.APSM (AVANT-PROJET SOM. MOD	Lun 29/02/16	Ven 27/05/16
11	Transmission du dossier APSM (projet offre concession)	Lun 29/02/16	Ven 04/03/16
12	Instruction ministérielle APSM	Lun 07/03/16	Ven 27/05/16
13	Décision ministérielle d'Approbation APSM	Ven 27/05/16	Ven 27/05/16
14	COS.ETUDES PRELIMINAIRES.APA (AVANT-PROJET AUTOROUTIE	Lun 01/02/16	Ven 22/12/17
15	APA Géométrie	Lun 01/02/16	Ven 28/04/17
16	Production du dossier Géométrie (axe principal, échanges, rétablis	Lun 01/02/16	Ven 01/07/16
17	Concertations, reprises, mises au point APA Géométrie	Lun 04/07/16	Ven 03/03/17
18	Approbation du Concessionnaire	Lun 06/03/17	Ven 28/04/17
19	Transmission aux services de l'état APA Géométrie	Ven 28/04/17	Ven 28/04/17
20	APA TCFH - Terrassement, Couche de Forme et Hydraulique	Lun 04/07/16	Ven 01/09/17
21	Production du dossier TCFH-AS	Lun 04/07/16	Ven 04/11/16
22	Concertations, reprises, mises au point APA TCFH	Lun 07/11/16	Ven 07/07/17
23	Approbation du Concessionnaire	Lun 10/07/17	Ven 01/09/17
24	Transmission aux services de l'état APA TCFH	Ven 01/09/17	Ven 01/09/17
25	APA Chaussées	Lun 04/07/16	Ven 01/09/17
26	Production du dossier Chaussées	Lun 04/07/16	Ven 04/11/16
27	Concertations, reprises, mises au point APA Chaussées	Lun 07/11/16	Ven 07/07/17
28	Approbation du Concessionnaire	Lun 10/07/17	Ven 01/09/17
29	Transmission aux services de l'état APA Chaussées	Ven 01/09/17	Ven 01/09/17
30	APA IFE - Installation Fixes d'Exploitation	Lun 28/03/16	Ven 28/07/17
31	Production du dossier Installation Fixes d'Exploitation	Lun 28/03/16	Ven 29/07/16
32	Concertations, reprises, mises au point APA IFE	Lun 01/08/16	Ven 02/06/17
33	Approbation du Concessionnaire	Lun 05/06/17	Ven 28/07/17
34	Transmission aux services de l'état APA IFE	Ven 28/07/17	Ven 28/07/17
35	APA Aires annexes	Lun 29/02/16	Ven 28/07/17
36	Production du dossier Aires annexes	Lun 29/02/16	Ven 29/07/16
37	Plan synoptique des aires annexes	Lun 23/05/16	Ven 29/07/16
38	Décision Ministérielle d'Approbation du Plan Synoptique des Aires	Ven 21/10/16	Ven 21/10/16
39	Concertations, reprises, mises au point APA Aires annexes	Lun 01/08/16	Ven 02/06/17
40	Approbation du Concessionnaire	Lun 05/06/17	Ven 28/07/17
41	Transmission aux services de l'état APA Aires annexes	Ven 28/07/17	Ven 28/07/17
42	APA Environnement	Lun 20/02/17	Ven 01/09/17
43	Production et mises au point APA Environnement	Lun 20/02/17	Ven 07/07/17
44	Approbation du Concessionnaire	Lun 10/07/17	Ven 01/09/17
45	Transmission aux services de l'état APA Environnement	Ven 01/09/17	Ven 01/09/17
46	APA ESE - Equipements de Sécurité et d'Exploitation	Lun 03/10/16	Ven 01/09/17
47	Production du dossier Equipements de Sécurité et d'Exploitation	Lun 03/10/16	Ven 03/02/17
48	Concertations, reprises, mises au point APA ESE	Lun 06/02/17	Ven 07/07/17
49	Approbation du Concessionnaire	Lun 10/07/17	Ven 01/09/17
50	Transmission aux services de l'état APA ESE	Ven 01/09/17	Ven 01/09/17



COS - Planning Prévisionnel Détaillé - Offre de Base

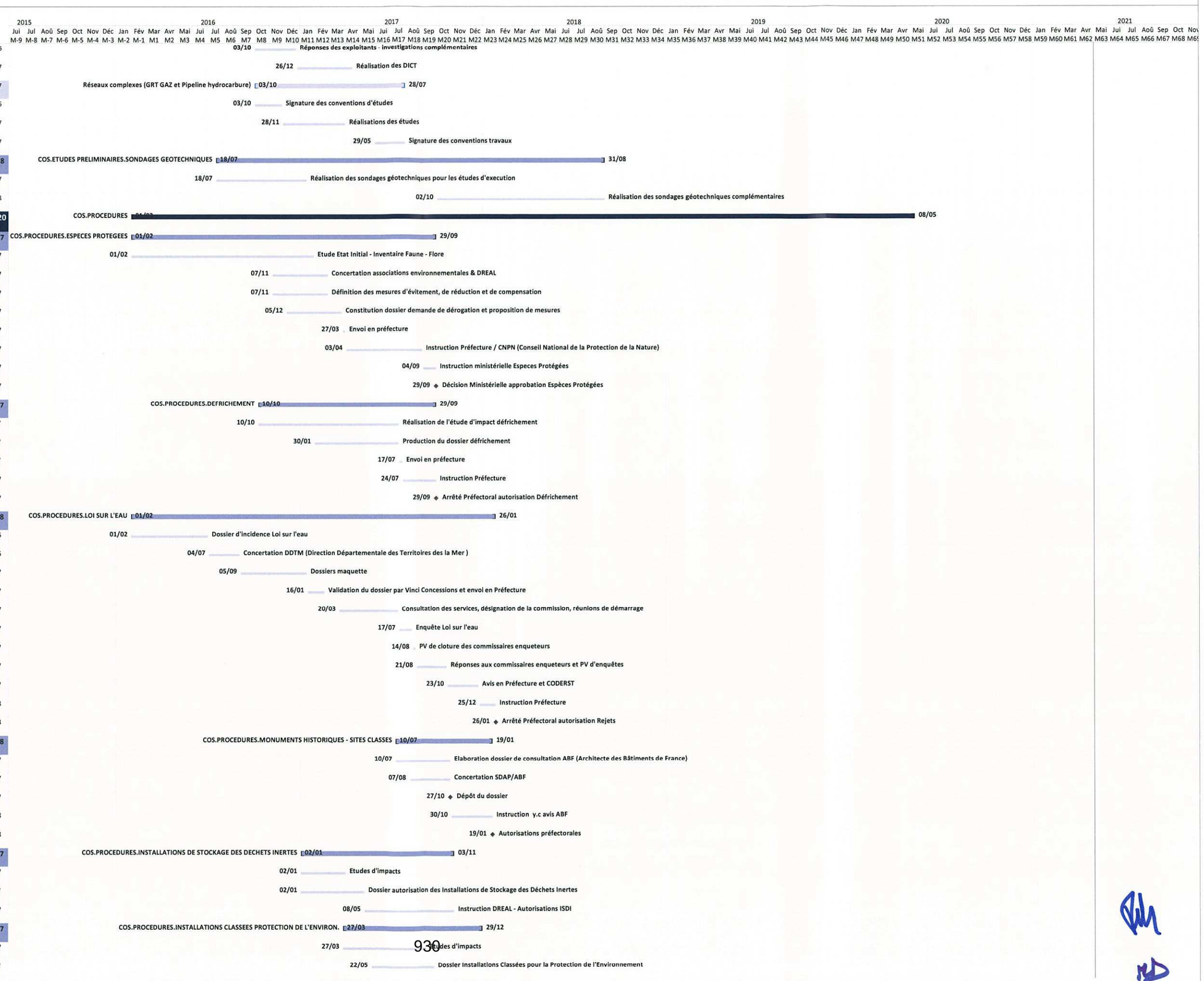
N°	Nom de la tâche	Début	Fin
51	APA de synthèse	Lun 20/03/17	Ven 22/12/17
52	Production Dossier APA de synthèse	Lun 20/03/17	Ven 27/10/17
53	Approbation du Concessionnaire	Lun 30/10/17	Ven 22/12/17
54	Transmission aux services de l'état APA ESE	Ven 22/12/17	Ven 22/12/17
55	**COS.ETUDES PRELIMINAIRES.EPOA / APOA - OUVRAGES D'ART**	**Lun 18/07/16**	**Ven 08/09/17**
56	EPOA - OANC	Lun 18/07/16	Ven 19/05/17
57	EPOA Viaduc de la Bruche	Lun 18/07/16	Ven 24/02/17
58	EPOA Tranchée couverte de Vendenheim	Lun 18/07/16	Ven 24/02/17
59	EPOA Viaduc de Vendenheim	Lun 18/07/16	Ven 24/02/17
60	Transmission aux services de l'état des EPOA Viaducs & Tranchée c	Ven 24/02/17	Ven 24/02/17
61	Approbation par Décision Ministérielle	Ven 19/05/17	Ven 19/05/17
62	APOA - OANC	Lun 27/02/17	Ven 08/09/17
63	Concours d'architecture (Viaducs et entrée de la brèche de la Bruc	Lun 27/02/17	Ven 24/03/17
64	APOA Viaduc de la Bruche	Lun 27/03/17	Ven 14/07/17
65	APOA Tranchée couverte de Vendenheim	Lun 27/03/17	Ven 14/07/17
66	APOA Viaduc de Vendenheim	Lun 27/03/17	Ven 14/07/17
67	Transmission aux services de l'état des APOA Viaduc & Tranchée cc	Ven 14/07/17	Ven 14/07/17
68	Approbation du Concessionnaire	Lun 17/07/17	Ven 08/09/17
69	**COS.ETUDES PRELIMINAIRES.DOSSIERS DE SECURITE**	**Lun 27/02/17**	**Ven 26/01/18**
70	Elaboration des dossiers sécurité	Lun 27/02/17	Ven 16/06/17
71	Avis des maires	Lun 19/06/17	Ven 06/10/17
72	Saisine préfets	Lun 09/10/17	Ven 26/01/18
73	Avis préfets	Ven 26/01/18	Ven 26/01/18
74	**COS.ETUDES PRELIMINAIRES. SIGNALISATION**	**Lun 25/04/16**	**Ven 23/03/18**
75	Schéma Directeur de Signalisation - SDS	Lun 25/04/16	Ven 28/07/17
76	Dossier SDS	Lun 25/04/16	Ven 24/03/17
77	Transmission du dossier (CPER, IGR, CETE, SETRA, GRA)	Ven 24/03/17	Ven 24/03/17
78	Instruction dossier SDS	Lun 27/03/17	Ven 28/07/17
79	DM d'approbation de la DSCR	Ven 28/07/17	Ven 28/07/17
80	Projet de Définition de Signalisation Directeur (PDS Directeur)	Lun 31/07/17	Ven 23/03/18
81	Dossier PDS	Lun 31/07/17	Ven 17/11/17
82	Avis des services instructeurs compétents (CETE, Préf. Région, GRA	Lun 20/11/17	Ven 23/03/18
83	Approbation PDS (au plus tard 9 mois après APA ESE)	Ven 23/03/18	Ven 23/03/18
84	**COS.ETUDES PRELIMINAIRES.GARE DE PEAGE & BAT EXPLOITAT**	**Lun 24/10/16**	**Ven 08/06/18**
85	Reprise progamme des équipements et validation	Lun 24/10/16	Ven 27/01/17
86	APS Gare de péage	Lun 30/01/17	Ven 02/06/17
87	Validation et reprises	Lun 05/06/17	Ven 21/07/17
88	APD Gare de péage	Lun 24/07/17	Ven 13/10/17
89	Validation et finalisation APD	Lun 16/10/17	Ven 01/12/17
90	Dépôt des permis de construire & instructions	Lun 19/02/18	Ven 08/06/18
91	**COS.ETUDES PRELIMINAIRES.RETABLISSEMENTS DE COMMUNIC**	**Lun 29/02/16**	**Ven 19/05/17**
92	Consultation collectivités locales	Lun 29/02/16	Ven 12/08/16
93	Production des dossiers de droits d'évocation	Lun 28/03/16	Ven 12/08/16
94	Transmission des droits d'évocation aux services de l'état	Ven 12/08/16	Ven 12/08/16
95	Approbation par Décisions Ministérielles	Ven 04/11/16	Ven 04/11/16
96	Préparation des conventions de rétablissements	Lun 15/08/16	Ven 27/01/17
97	Signature des conventions	Lun 30/01/17	Ven 19/05/17
98	**COS.ETUDES PRELIMINAIRES.DEVOIEMENTS RESEAUX**	**Lun 04/07/16**	**Ven 28/07/17**
99	Démarche classique	Lun 04/07/16	Ven 14/04/17
100	Réalisation / envoi des DT	Lun 04/07/16	Ven 30/09/16



929

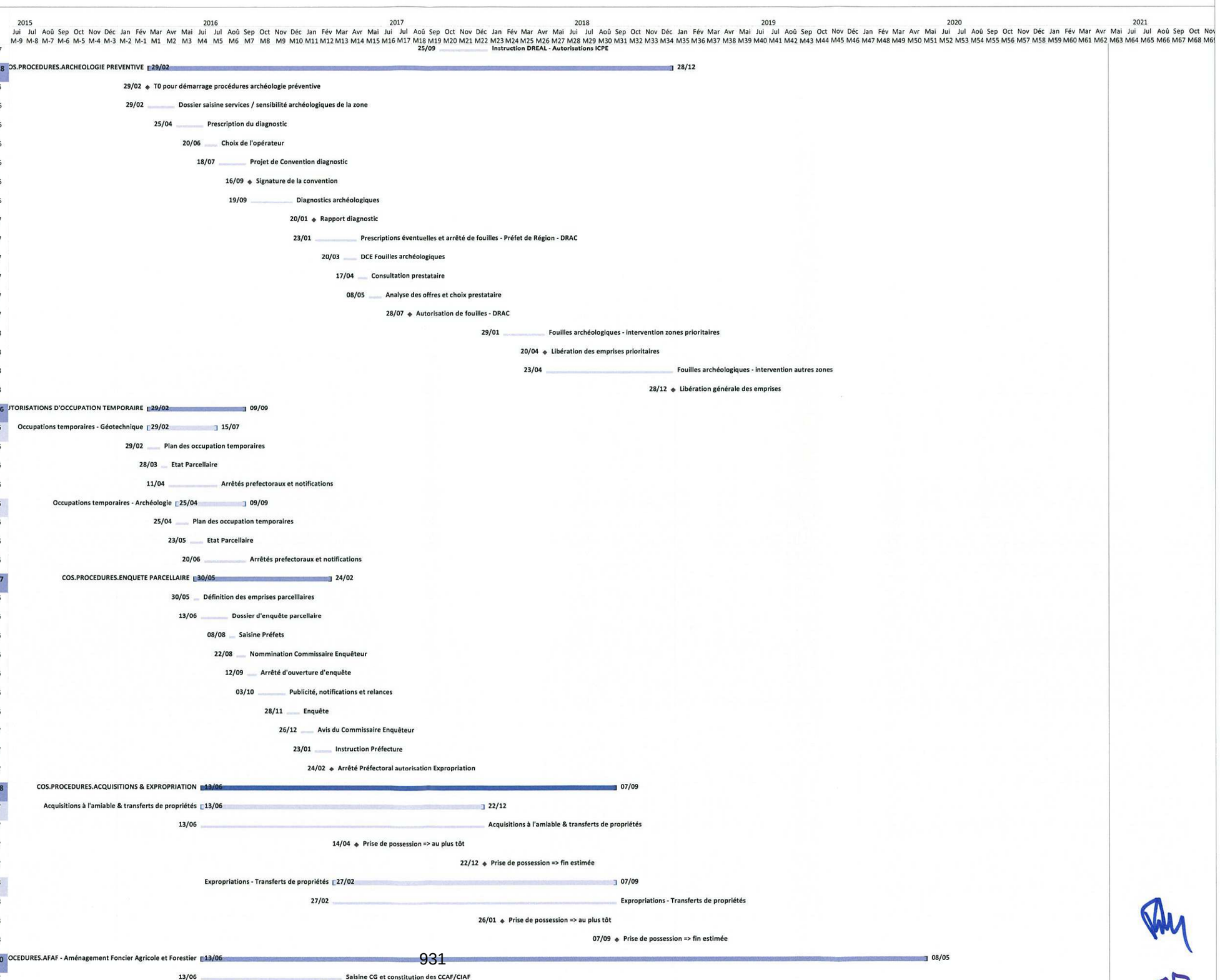
COS - Planning Prévisionnel Détaillé - Offre de Base

N°	Nom de la tâche	Début	Fin
101	Réponses des exploitants - investigations complémentaires	Lun 03/10/16	Ven 23/12/16
102	Réalisation des DICT	Lun 26/12/16	Ven 14/04/17
103	Réseaux complexes (GRT GAZ et Pipeline hydrocarbure)	Lun 03/10/16	Ven 28/07/17
104	Signature des conventions d'études	Lun 03/10/16	Ven 25/11/16
105	Réalisations des études	Lun 28/11/16	Ven 31/03/17
106	Signature des conventions travaux	Lun 29/05/17	Ven 28/07/17
107	**COS.ETUDES PRELIMINAIRES.SONDAGES GEOTECHNIQUES**	**Lun 18/07/16**	**Ven 31/08/18**
108	Réalisation des sondages géotechniques pour les études d'execution	Lun 18/07/16	Ven 13/01/17
109	Réalisation des sondages géotechniques complémentaires	Lun 02/10/17	Ven 31/08/18
110	**COS.PROCEDURES**	**Lun 01/02/16**	**Ven 08/05/20**
111	**COS.PROCEDURES.ESPECES PROTEGEES**	**Lun 01/02/16**	**Ven 29/09/17**
112	Etude Etat Initial - Inventaire Faune - Flore	Lun 01/02/16	Ven 27/01/17
113	Concertation associations environnementales & DREAL	Lun 07/11/16	Ven 24/02/17
114	Définition des mesures d'évitement, de réduction et de compensatior	Lun 07/11/16	Ven 24/02/17
115	Constitution dossier demande de dérogation et proposition de mesur	Lun 05/12/16	Ven 24/03/17
116	Envoi en préfecture	Lun 27/03/17	Ven 31/03/17
117	Instruction Préfecture / CNPN (Conseil National de la Protection de la	Lun 03/04/17	Ven 01/09/17
118	Instruction ministérielle Especes Protégées	Lun 04/09/17	Ven 29/09/17
119	Décision Ministérielle approbation Espèces Protégées	Ven 29/09/17	Ven 29/09/17
120	**COS.PROCEDURES.DEFRICHEMENT**	**Lun 10/10/16**	**Ven 29/09/17**
121	Réalisation de l'étude d'impact défrichement	Lun 10/10/16	Lun 17/07/17
122	Production du dossier défrichement	Lun 30/01/17	Lun 17/07/17
123	Envoi en préfecture	Lun 17/07/17	Lun 24/07/17
124	Instruction Préfecture	Lun 24/07/17	Ven 29/09/17
125	Arrêté Préfectoral autorisation Défrichement	Ven 29/09/17	Ven 29/09/17
126	**COS.PROCEDURES.LOI SUR L'EAU**	**Lun 01/02/16**	**Ven 26/01/18**
127	Dossier d'incidence Loi sur l'eau	Lun 01/02/16	Ven 01/07/16
128	Concertation DDTM (Direction Départementale des Territoires des la	Lun 04/07/16	Ven 02/09/16
129	Dossiers maquette	Lun 05/09/16	Ven 13/01/17
130	Validation du dossier par Vinci Concessions et envoi en Préfecture	Lun 16/01/17	Ven 17/02/17
131	Consultation des services, désignation de la commission, réunions de	Lun 20/03/17	Ven 14/07/17
132	Enquête Loi sur l'eau	Lun 17/07/17	Ven 11/08/17
133	PV de cloture des commissaires enqueteurs	Lun 14/08/17	Ven 18/08/17
134	Réponses aux commissaires enqueteurs et PV d'enquêtes	Lun 21/08/17	Ven 20/10/17
135	Avis en Préfecture et CODERST	Lun 23/10/17	Ven 22/12/17
136	Instruction Préfecture	Lun 25/12/17	Ven 26/01/18
137	Arrêté Préfectoral autorisation Rejets	Ven 26/01/18	Ven 26/01/18
138	**COS.PROCEDURES.MONUMENTS HISTORIQUES - SITES CLASSES**	**Lun 10/07/17**	**Ven 19/01/18**
139	Elaboration dossier de consultation ABF (Architecte des Bâtiments de	Lun 10/07/17	Ven 27/10/17
140	Concertation SDAP/ABF	Lun 07/08/17	Ven 27/10/17
141	Dépôt du dossier	Ven 27/10/17	Ven 27/10/17
142	Instruction y.c avis ABF	Lun 30/10/17	Ven 19/01/18
143	Autorisations préfectorales	Ven 19/01/18	Ven 19/01/18
144	**COS.PROCEDURES.INSTALLATIONS DE STOCKAGE DES DECHETS**	**Lun 02/01/17**	**Ven 03/11/17**
145	Etudes d'impacts	Lun 02/01/17	Ven 31/03/17
146	Dossier autorisation des Installations de Stockage des Déchets Inertes	Lun 02/01/17	Lun 08/05/17
147	Instruction DREAL - Autorisations ISDI	Lun 08/05/17	Ven 03/11/17
148	**COS.PROCEDURES.INSTALLATIONS CLASSEES PROTECTION DE L'**	**Lun 27/03/17**	**Ven 29/12/17**
149	Etudes d'impacts	Lun 27/03/17	Ven 08/09/17
150	Dossier Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Lun 22/05/17	Lun 25/09/17



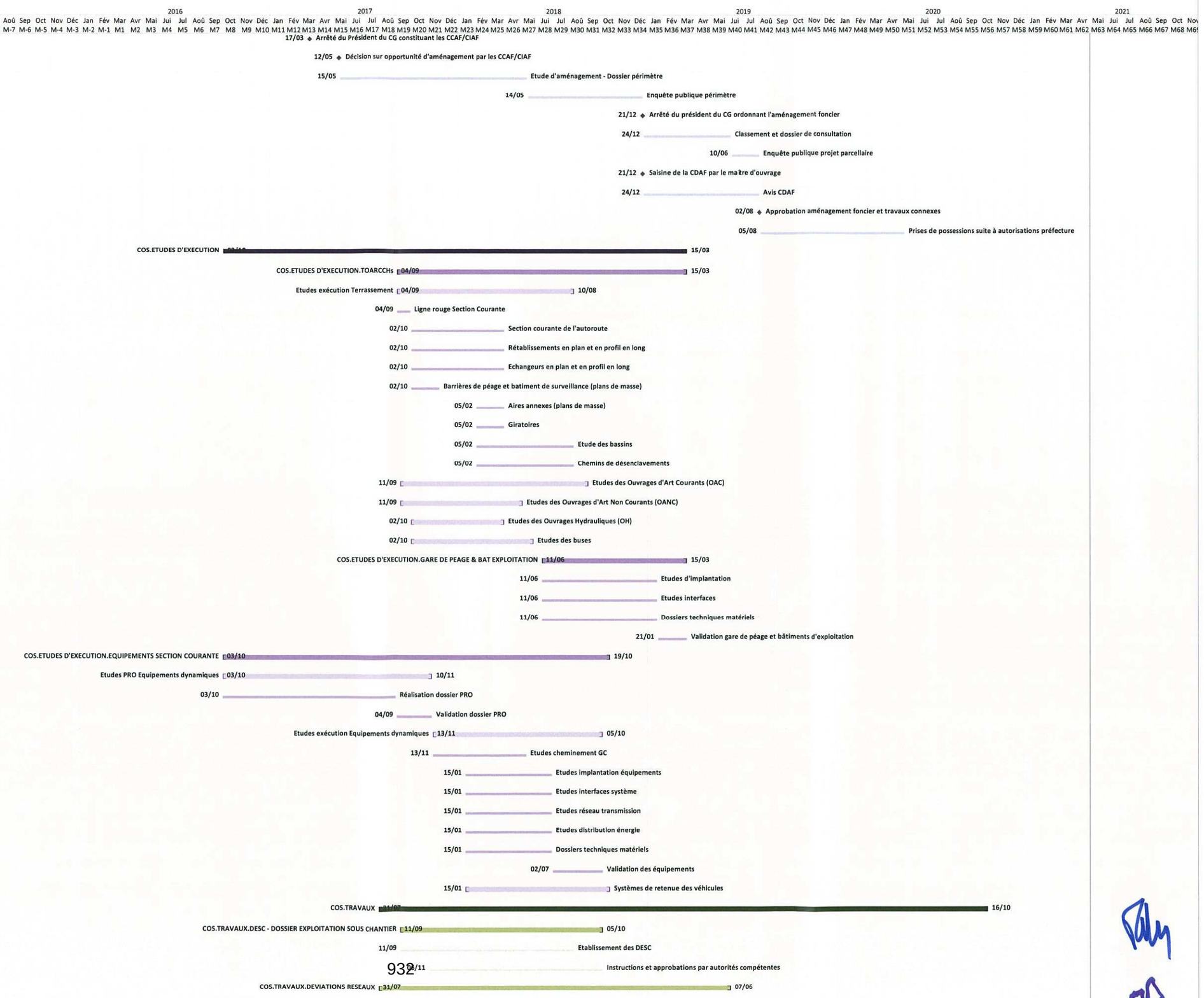
COS - Planning Prévisionnel Détaillé - Offre de Base

N°	Nom de la tâche	Début	Fin
151	Instruction DREAL - Autorisations ICPE	Lun 25/09/17	Ven 29/12/17
152	**COS.PROCEDURES.ARCHEOLOGIE PREVENTIVE**	**Lun 29/02/16**	**Ven 28/12/18**
153	T0 pour démarrage procédures archéologie préventive	Lun 29/02/16	Lun 29/02/16
154	Dossier saisine services / sensibilité archéologiques de la zone	Lun 29/02/16	Ven 22/04/16
155	Prescription du diagnostic	Lun 25/04/16	Ven 17/06/16
156	Choix de l'opérateur	Lun 20/06/16	Ven 15/07/16
157	Projet de Convention diagnostic	Lun 18/07/16	Ven 09/09/16
158	Signature de la convention	Ven 16/09/16	Ven 16/09/16
159	Diagnostics archéologiques	Lun 19/09/16	Ven 09/12/16
160	Rapport diagnostic	Ven 20/01/17	Ven 20/01/17
161	Prescriptions éventuelles et arrêté de fouilles - Préfet de Région - DRA	Lun 23/01/17	Ven 14/04/17
162	DCE Fouilles archéologiques	Lun 20/03/17	Ven 14/04/17
163	Consultation prestataire	Lun 17/04/17	Ven 05/05/17
164	Analyse des offres et choix prestataire	Lun 08/05/17	Ven 02/06/17
165	Autorisation de fouilles - DRAC	Ven 28/07/17	Ven 28/07/17
166	Fouilles archéologiques - intervention zones prioritaires	Lun 29/01/18	Ven 20/04/18
167	Libération des emprises prioritaires	Ven 20/04/18	Ven 20/04/18
168	Fouilles archéologiques - intervention autres zones	Lun 23/04/18	Ven 28/12/18
169	Libération générale des emprises	Ven 28/12/18	Ven 28/12/18
170	**COS.PROCEDURES.AUTORISATIONS D'OCCUPATION TEMPORAII**	**Lun 29/02/16**	**Ven 09/09/16**
171	Occupations temporaires - Géotechnique	Lun 29/02/16	Ven 15/07/16
172	Plan des occupation temporaires	Lun 29/02/16	Ven 25/03/16
173	Etat Parcellaire	Lun 28/03/16	Ven 08/04/16
174	Arrêtés prefectoraux et notifications	Lun 11/04/16	Ven 15/07/16
175	Occupations temporaires - Archéologie	Lun 25/04/16	Ven 09/09/16
176	Plan des occupation temporaires	Lun 25/04/16	Ven 20/05/16
177	Etat Parcellaire	Lun 23/05/16	Ven 17/06/16
178	Arrêtés prefectoraux et notifications	Lun 20/06/16	Ven 09/09/16
179	**COS.PROCEDURES.ENQUETE PARCELLAIRE**	**Lun 30/05/16**	**Ven 24/02/17**
180	Définition des emprises parcelllaires	Lun 30/05/16	Ven 10/06/16
181	Dossier d'enquête parcellaire	Lun 13/06/16	Ven 05/08/16
182	Saisine Préfets	Lun 08/08/16	Ven 19/08/16
183	Nommination Commissaire Enquêteur	Lun 22/08/16	Ven 09/09/16
184	Arrêté d'ouverture d'enquête	Lun 12/09/16	Ven 30/09/16
185	Publicité, notifications et relances	Lun 03/10/16	Ven 25/11/16
186	Enquête	Lun 28/11/16	Ven 23/12/16
187	Avis du Commissaire Enquêteur	Lun 26/12/16	Ven 20/01/17
188	Instruction Préfecture	Lun 23/01/17	Ven 24/02/17
189	Arrêté Préfectoral autorisation Expropriation	Ven 24/02/17	Ven 24/02/17
190	**COS.PROCEDURES.ACQUISITIONS & EXPROPRIATION**	**Lun 13/06/16**	**Ven 07/09/18**
191	Acquisitions à l'amiable & transferts de propriétés	Lun 13/06/16	Ven 22/12/17
192	Acquisitions à l'amiable & transferts de propriétés	Lun 13/06/16	Ven 22/12/17
193	Prise de possession => au plus tôt	Ven 14/04/17	Ven 14/04/17
194	Prise de possession => fin estimée	Ven 22/12/17	Ven 22/12/17
195	Expropriations - Transferts de propriétés	Lun 27/02/17	Ven 07/09/18
196	Expropriations - Transferts de propriétés	Lun 27/02/17	Ven 07/09/18
197	Prise de possession => au plus tôt	Ven 26/01/18	Ven 26/01/18
198	Prise de possession => fin estimée	Ven 07/09/18	Ven 07/09/18
199	**COS.PROCEDURES.AFAF - Aménagement Foncier Agricole et For**	**Lun 13/06/16**	**Ven 08/05/20**
200	Saisine CG et constitution des CCAF/CIAF	Lun 13/06/16	Ven 17/03/17



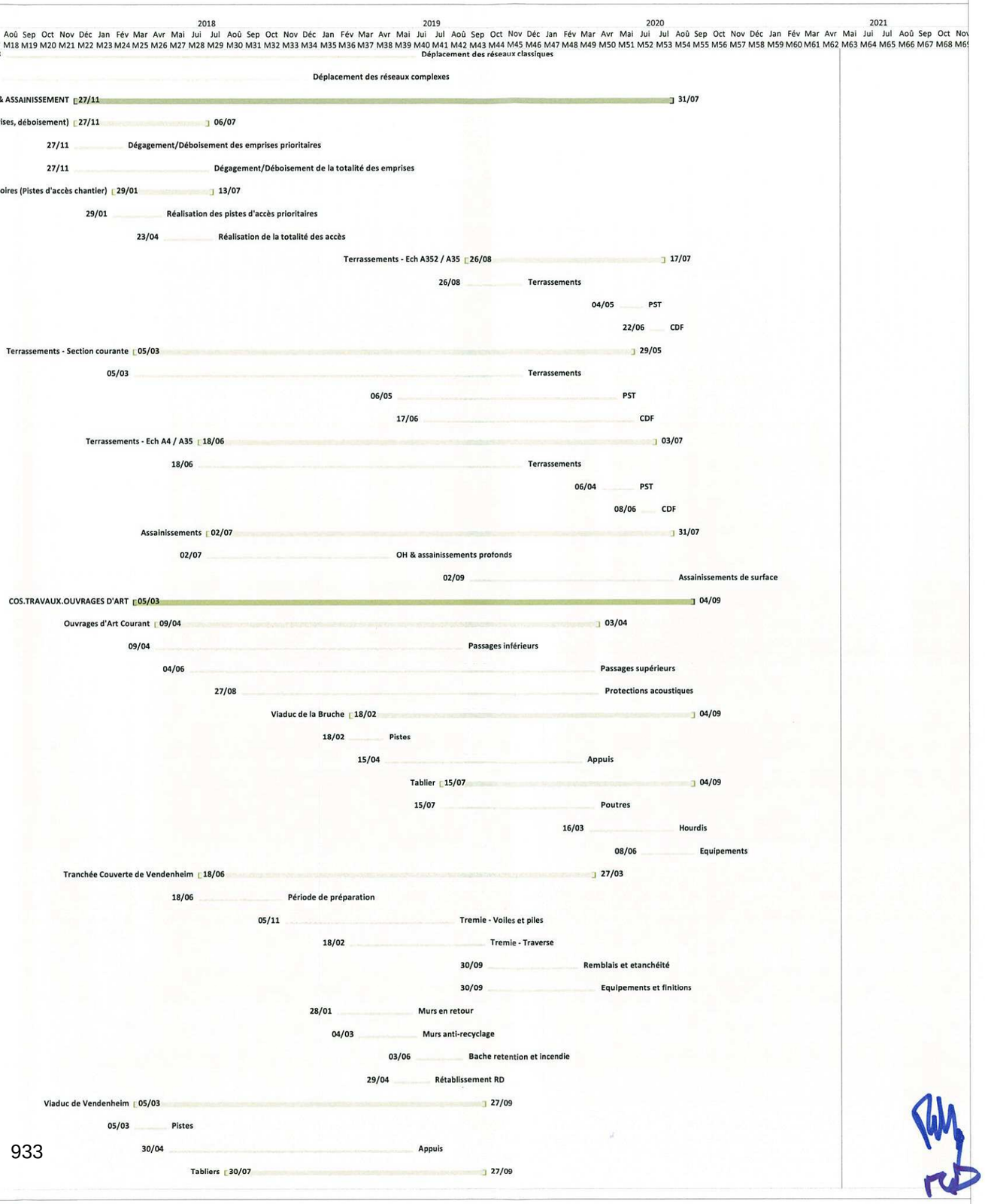
COS - Planning Prévisionnel Détaillé - Offre de Base

N°	Nom de la tâche	Début	Fin
201	Arrêté du Président du CG constituant les CCAF/CIAF	Ven 17/03/17	Ven 17/03/17
202	Décision sur opportunité d'aménagement par les CCAF/CIAF	Ven 12/05/17	Ven 12/05/17
203	Etude d'aménagement - Dossier périmètre	Lun 15/05/17	Ven 11/05/18
204	Enquête publique périmètre	Lun 14/05/18	Ven 21/12/18
205	Arrêté du président du CG ordonnant l'aménagement foncier	Ven 21/12/18	Ven 21/12/18
206	Classement et dossier de consultation	Lun 24/12/18	Ven 07/06/19
207	Enquête publique projet parcellaire	Lun 10/06/19	Ven 02/08/19
208	Saisine de la CDAF par le maître d'ouvrage	Ven 21/12/18	Ven 21/12/18
209	Avis CDAF	Lun 24/12/18	Ven 02/08/19
210	Approbation aménagement foncier et travaux connexes	Ven 02/08/19	Ven 02/08/19
211	Prises de possessions suite à autorisations préfecture	Lun 05/08/19	Ven 08/05/20
212	**COS.ETUDES D'EXECUTION**	**Lun 03/10/16**	**Ven 15/03/19**
213	**COS.ETUDES D'EXECUTION.TOARCCHs**	**Lun 04/09/17**	**Ven 15/03/19**
214	Etudes exécution Terrassement	Lun 04/09/17	Ven 10/08/18
215	Ligne rouge Section Courante	Lun 04/09/17	Ven 29/09/17
216	Section courante de l'autoroute	Lun 02/10/17	Ven 30/03/18
217	Rétablissements en plan et en profil en long	Lun 02/10/17	Ven 30/03/18
218	Echangeurs en plan et en profil en long	Lun 02/10/17	Ven 30/03/18
219	Barrières de péage et batiment de surveillance (plans de masse)	Lun 02/10/17	Ven 24/11/17
220	Aires annexes (plans de masse)	Lun 05/02/18	Ven 30/03/18
221	Giratoires	Lun 05/02/18	Ven 30/03/18
222	Etude des bassins	Lun 05/02/18	Ven 10/08/18
223	Chemins de désenclavements	Lun 05/02/18	Ven 10/08/18
224	Etudes des Ouvrages d'Art Courants (OAC)	Lun 11/09/17	Ven 07/09/18
225	Etudes des Ouvrages d'Art Non Courants (OANC)	Lun 11/09/17	Ven 04/05/18
226	Etudes des Ouvrages Hydrauliques (OH)	Lun 02/10/17	Ven 30/03/18
227	Etudes des buses	Lun 02/10/17	Ven 25/05/18
228	**COS.ETUDES D'EXECUTION.GARE DE PEAGE & BAT EXPLOITAT**	**Lun 11/06/18**	**Ven 15/03/19**
229	Etudes d'implantation	Lun 11/06/18	Ven 18/01/19
230	Etudes interfaces	Lun 11/06/18	Ven 18/01/19
231	Dossiers techniques matériels	Lun 11/06/18	Ven 18/01/19
232	Validation gare de péage et bâtiments d'exploitation	Lun 21/01/19	Ven 15/03/19
233	**COS.ETUDES D'EXECUTION.EQUIPEMENTS SECTION COURANTE**	**Lun 03/10/16**	**Ven 19/10/18**
234	Etudes PRO Equipements dynamiques	Lun 03/10/16	Ven 10/11/17
235	Réalisation dossier PRO	Lun 03/10/16	Ven 01/09/17
236	Validation dossier PRO	Lun 04/09/17	Ven 10/11/17
237	Etudes exécution Equipements dynamiques	Lun 13/11/17	Ven 05/10/18
238	Etudes cheminement GC	Lun 13/11/17	Ven 11/05/18
239	Etudes implantation équipements	Lun 15/01/18	Ven 29/06/18
240	Etudes interfaces système	Lun 15/01/18	Ven 29/06/18
241	Etudes réseau transmission	Lun 15/01/18	Ven 29/06/18
242	Etudes distribution énergie	Lun 15/01/18	Ven 29/06/18
243	Dossiers techniques matériels	Lun 15/01/18	Ven 29/06/18
244	Validation des équipements	Lun 02/07/18	Ven 05/10/18
245	Systèmes de retenue des véhicules	Lun 15/01/18	Ven 19/10/18
246	**COS.TRAVAUX**	**Lun 31/07/17**	**Ven 16/10/20**
247	**COS.TRAVAUX.DESC - DOSSIER EXPLOITATION SOUS CHANTIER**	**Lun 11/09/17**	**Ven 05/10/18**
248	Etablissement des DESC	Lun 11/09/17	Ven 10/08/18
249	Instructions et approbations par autorités compétentes	Lun 06/11/17	Ven 05/10/18
250	**COS.TRAVAUX.DEVIATIONS RESEAUX**	**Lun 31/07/17**	**Ven 07/06/19**



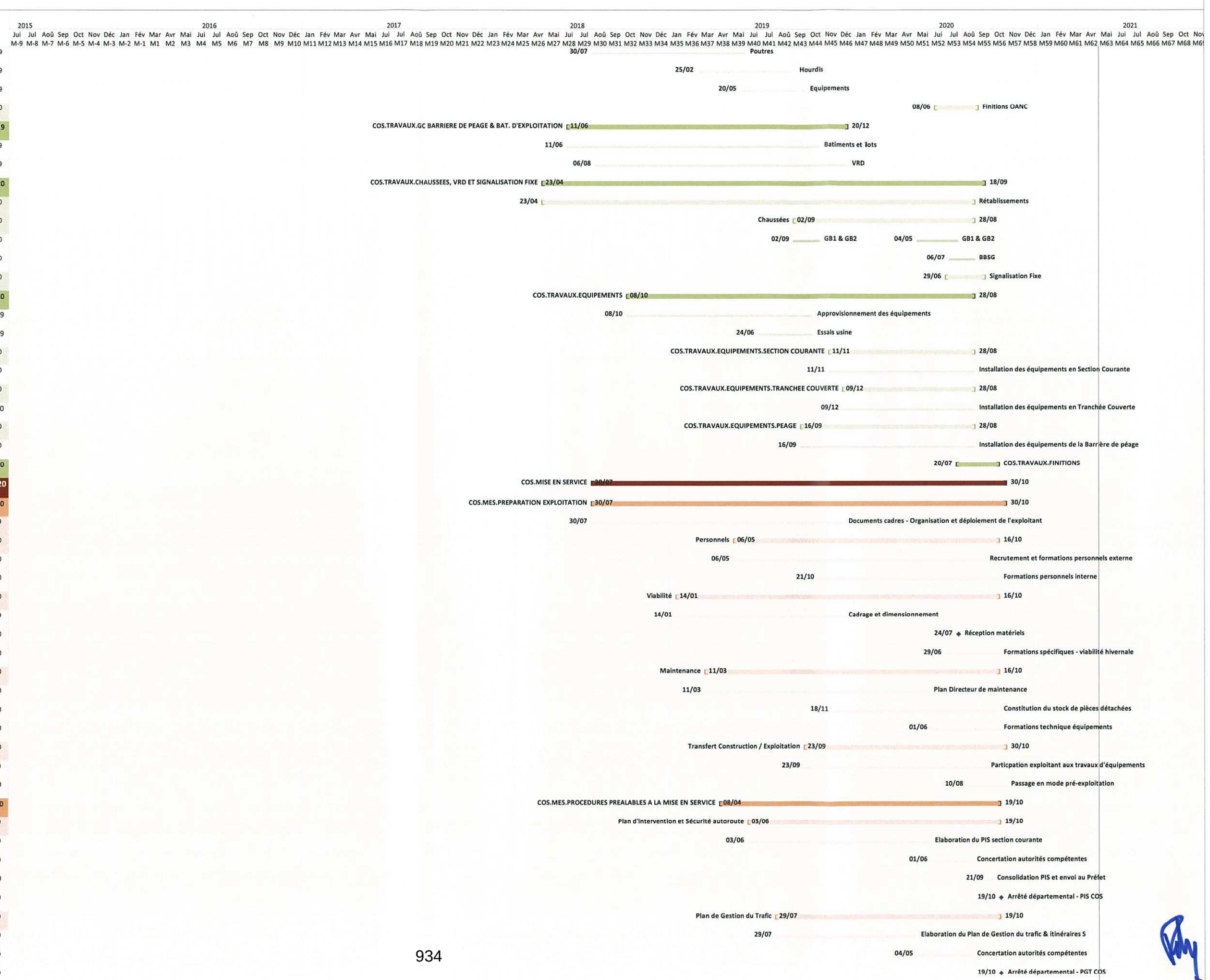
COS - Planning Prévisionnel Détaillé - Offre de Base

N°	Nom de la tâche	Début	Fin
251	Déplacement des réseaux classiques	Lun 07/08/17	Ven 07/06/19
252	Déplacement des réseaux complexes	Lun 31/07/17	Ven 14/12/18
253	**COS.TRAVAUX.TERRASSEMENT & ASSAINISSEMENT**	**Lun 27/11/17**	**Ven 31/07/20**
254	Travaux Préliminaires (Dégagement des emprises, déboisement)	Lun 27/11/17	Ven 06/07/18
255	Dégagement/Déboisement des emprises prioritaires	Lun 27/11/17	Ven 16/02/18
256	Dégagement/Déboisement de la totalité des emprises	Lun 27/11/17	Ven 06/07/18
257	Travaux préparatoires (Pistes d'accès chantier)	Lun 29/01/18	Ven 13/07/18
258	Réalisation des pistes d'accès prioritaires	Lun 29/01/18	Ven 20/04/18
259	Réalisation de la totalité des accès	Lun 23/04/18	Ven 13/07/18
260	Terrassements - Ech A352 / A35	Lun 26/08/19	Ven 17/07/20
261	Terrassements	Lun 26/08/19	Ven 29/11/19
262	PST	Lun 04/05/20	Ven 12/06/20
263	CDF	Lun 22/06/20	Ven 17/07/20
264	Terrassements - Section courante	Lun 05/03/18	Ven 29/05/20
265	Terrassements	Lun 05/03/18	Ven 29/11/19
266	PST	Lun 06/05/19	Ven 01/05/20
267	CDF	Lun 17/06/19	Ven 29/05/20
268	Terrassements - Ech A4 / A35	Lun 18/06/18	Ven 03/07/20
269	Terrassements	Lun 18/06/18	Ven 29/11/19
270	PST	Lun 06/04/20	Ven 29/05/20
271	CDF	Lun 08/06/20	Ven 03/07/20
272	Assainissements	Lun 02/07/18	Ven 31/07/20
273	OH & assainissements profonds	Lun 02/07/18	Ven 26/04/19
274	Assainissements de surface	Lun 02/09/19	Ven 31/07/20
275	**COS.TRAVAUX.OUVRAGES D'ART**	**Lun 05/03/18**	**Ven 04/09/20**
276	Ouvrages d'Art Courant	Lun 09/04/18	Ven 03/04/20
277	Passages inférieurs	Lun 09/04/18	Ven 23/08/19
278	Passages supérieurs	Lun 04/06/18	Ven 27/03/20
279	Protections acoustiques	Lun 27/08/18	Ven 03/04/20
280	Viaduc de la Bruche	Lun 18/02/19	Ven 04/09/20
281	Pistes	Lun 18/02/19	Lun 15/04/19
282	Appuis	Lun 15/04/19	Ven 06/03/20
283	Tablier	Lun 15/07/19	Ven 04/09/20
284	Poutres	Lun 15/07/19	Ven 27/03/20
285	Hourdis	Lun 16/03/20	Ven 31/07/20
286	Equipements	Lun 08/06/20	Ven 04/09/20
287	Tranchée Couverte de Vendenheim	Lun 18/06/18	Ven 27/03/20
288	Période de préparation	Lun 18/06/18	Ven 02/11/18
289	Tremie - Voiles et piles	Lun 05/11/18	Ven 09/08/19
290	Tremie - Traverse	Lun 18/02/19	Ven 27/09/19
291	Remblais et etanchéité	Lun 30/09/19	Ven 28/02/20
292	Equipements et finitions	Lun 30/09/19	Ven 27/03/20
293	Murs en retour	Lun 28/01/19	Ven 31/05/19
294	Murs anti-recyclage	Lun 04/03/19	Ven 07/06/19
295	Bache retention et incendie	Lun 03/06/19	Ven 23/08/19
296	Rétablissement RD	Lun 29/04/19	Ven 28/06/19
297	Viaduc de Vendenheim	Lun 05/03/18	Ven 27/09/19
298	Pistes	Lun 05/03/18	Ven 27/04/18
299	Appuis	Lun 30/04/18	Ven 31/05/19
300	Tabliers	Lun 30/07/18	Ven 27/09/19



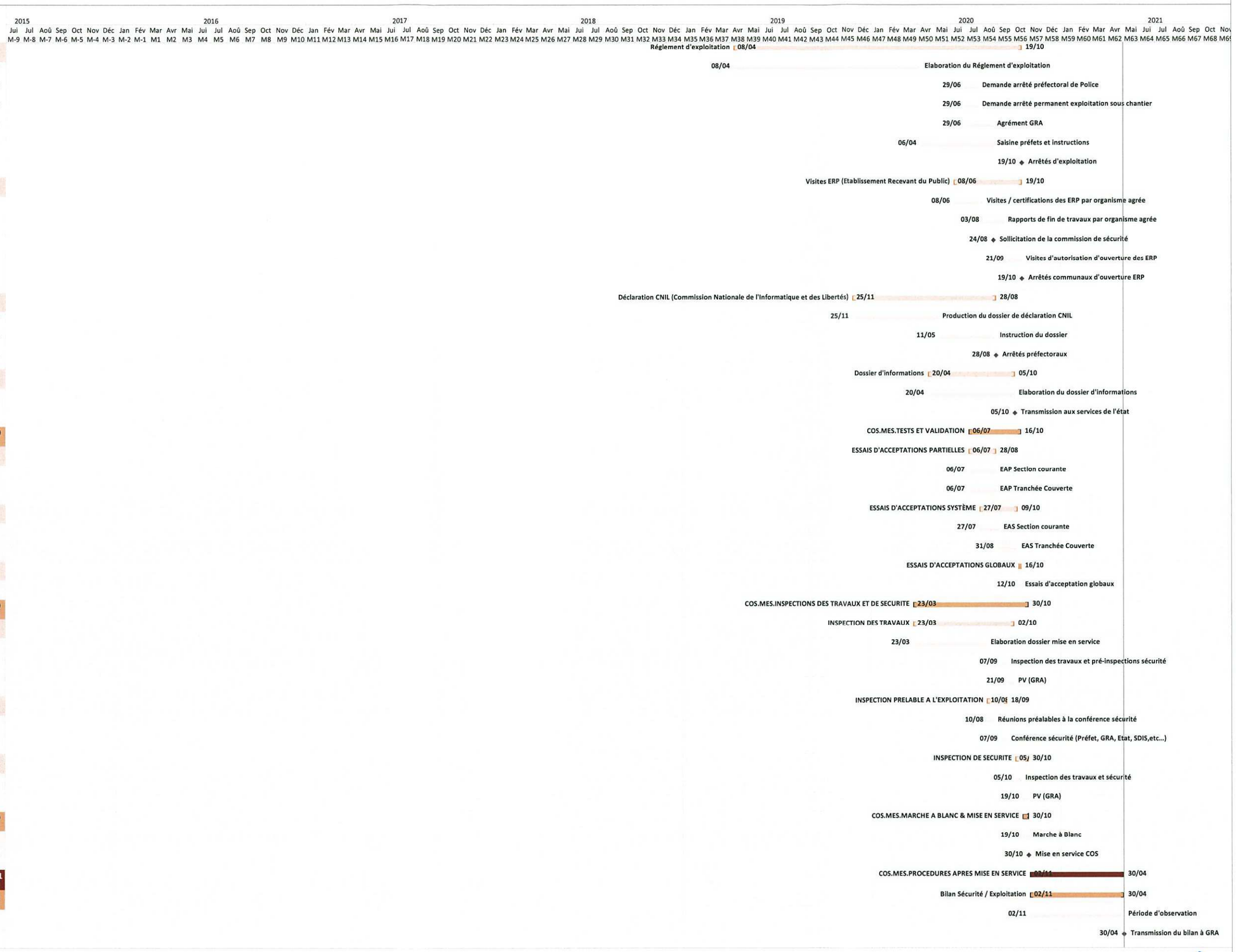
COS - Planning Prévisionnel Détaillé - Offre de Base

N°	Nom de la tâche	Début	Fin
301	Poutres	Lun 30/07/18	Ven 31/05/19
302	Hourdis	Lun 25/02/19	Ven 06/09/19
303	Equipements	Lun 20/05/19	Ven 27/09/19
304	Finitions OANC	Lun 08/06/20	Ven 04/09/20
305	**COS.TRAVAUX.GC BARRIERE DE PEAGE & BAT. D'EXPLOITATION**	**Lun 11/06/18**	**Ven 20/12/19**
306	Batiments et Iots	Lun 11/06/18	Ven 25/10/19
307	VRD	Lun 06/08/18	Ven 20/12/19
308	**COS.TRAVAUX.CHAUSSEES, VRD ET SIGNALISATION FIXE**	**Lun 23/04/18**	**Ven 18/09/20**
309	Rétablissements	Lun 23/04/18	Ven 28/08/20
310	Chaussées	Lun 02/09/19	Ven 28/08/20
311	Graves (GB1 & GB2)	Lun 02/09/19	Ven 24/07/20
314	BBSG	Lun 06/07/20	Ven 28/08/20
316	Signalisation Fixe	Lun 29/06/20	Ven 18/09/20
317	**COS.TRAVAUX.EQUIPEMENTS**	**Lun 08/10/18**	**Ven 28/08/20**
318	Approvisionnement des équipements	Lun 08/10/18	Ven 11/10/19
319	Essais usine	Lun 24/06/19	Ven 11/10/19
320	COS.TRAVAUX.EQUIPEMENTS.SECTION COURANTE	Lun 11/11/19	Ven 28/08/20
321	Installation des équipements en Section Courante	Lun 11/11/19	Ven 28/08/20
322	COS.TRAVAUX.EQUIPEMENTS.TRANCHEE COUVERTE	Lun 09/12/19	Ven 28/08/20
323	Installation des équipements en Tranchée Couverte	Lun 09/12/19	Ven 28/08/20
324	COS.TRAVAUX.EQUIPEMENTS.PEAGE	Lun 16/09/19	Ven 28/08/20
325	Installation des équipements de la Barrière de péage	Lun 16/09/19	Ven 28/08/20
326	**COS.TRAVAUX.FINITIONS**	**Lun 20/07/20**	**Ven 16/10/20**
327	**COS.MISE EN SERVICE**	**Lun 30/07/18**	**Ven 30/10/20**
328	**COS.MES.PREPARATION EXPLOITATION**	**Lun 30/07/18**	**Ven 30/10/20**
329	Documents cadres - Organisation et déploiement de l'exploitant	Lun 30/07/18	Ven 13/12/19
330	Personnels	Lun 06/05/19	Ven 16/10/20
331	Recrutement et formations personnels externe	Lun 06/05/19	Ven 18/09/20
332	Formations personnels interne	Lun 21/10/19	Ven 16/10/20
333	Viabilité	Lun 14/01/19	Ven 16/10/20
334	Cadrage et dimensionnement	Lun 14/01/19	Ven 13/12/19
335	Réception matériels	Ven 24/07/20	Ven 24/07/20
336	Formations spécifiques - viabilité hivernale	Lun 29/06/20	Ven 16/10/20
337	Maintenance	Lun 11/03/19	Ven 16/10/20
338	Plan Directeur de maintenance	Lun 11/03/19	Ven 29/05/20
339	Constitution du stock de pièces détachées	Lun 18/11/19	Ven 16/10/20
340	Formations technique équipements	Lun 01/06/20	Ven 16/10/20
341	Transfert Construction / Exploitation	Lun 23/09/19	Ven 30/10/20
342	Particpation exploitant aux travaux d'équipements	Lun 23/09/19	Lun 21/09/20
343	Passage en mode pré-exploitation	Lun 10/08/20	Ven 30/10/20
344	**COS.MES.PROCEDURES PREALABLES A LA MISE EN SERVICE**	**Lun 08/04/19**	**Lun 19/10/20**
345	Plan d'intervention et Sécurité autoroute	Lun 03/06/19	Lun 19/10/20
346	Elaboration du PIS section courante	Lun 03/06/19	Lun 01/06/20
347	Concertation autorités compétentes	Lun 01/06/20	Lun 24/08/20
348	Consolidation PIS et envoi au Préfet	Lun 21/09/20	Ven 02/10/20
349	Arrêté départemental - PIS COS	Lun 19/10/20	Lun 19/10/20
350	Plan de Gestion du Trafic	Lun 29/07/19	Lun 19/10/20
351	Elaboration du Plan de Gestion du trafic & itinéraires S	Lun 29/07/19	Lun 04/05/20
352	Concertation autorités compétentes	Lun 04/05/20	Lun 24/08/20
353	Arrêté départemental - PGT COS	Lun 19/10/20	Lun 19/10/20



COS - Planning Prévisionnel Détaillé - Offre de Base

N°	Nom de la tâche	Début	Fin
354	Réglement d'exploitation	Lun 08/04/19	Lun 19/10/20
355	Elaboration du Réglement d'exploitation	Lun 08/04/19	Lun 06/04/20
356	Demande arrêté préfectoral de Police	Lun 29/06/20	Ven 24/07/20
357	Demande arrêté permanent exploitation sous chantier	Lun 29/06/20	Ven 24/07/20
358	Agrément GRA	Lun 29/06/20	Lun 24/08/20
359	Saisine préfets et instructions	Lun 06/04/20	Lun 24/08/20
360	Arrêtés d'exploitation	Lun 19/10/20	Lun 19/10/20
361	Visites ERP (Etablissement Recevant du Public)	Lun 08/06/20	Lun 19/10/20
362	Visites / certifications des ERP par organisme agrée	Lun 08/06/20	Lun 03/08/20
363	Rapports de fin de travaux par organisme agrée	Lun 03/08/20	Lun 14/09/20
364	Sollicitation de la commission de sécurité	Lun 24/08/20	Lun 24/08/20
365	Visites d'autorisation d'ouverture des ERP	Lun 21/09/20	Lun 19/10/20
366	Arrêtés communaux d'ouverture ERP	Lun 19/10/20	Lun 19/10/20
367	Déclaration CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libe	Lun 25/11/19	Ven 28/08/20
368	Production du dossier de déclaration CNIL	Lun 25/11/19	Ven 08/05/20
369	Instruction du dossier	Lun 11/05/20	Ven 28/08/20
370	Arrêtés préfectoraux	Ven 28/08/20	Ven 28/08/20
371	Dossier d'informations	Lun 20/04/20	Lun 05/10/20
372	Elaboration du dossier d'informations	Lun 20/04/20	Lun 05/10/20
373	Transmission aux services de l'état	Lun 05/10/20	Lun 05/10/20
374	**COS.MES.TESTS ET VALIDATION**	**Lun 06/07/20**	**Ven 16/10/20**
375	ESSAIS D'ACCEPTATIONS PARTIELLES	Lun 06/07/20	Ven 28/08/20
376	EAP Section courante	Lun 06/07/20	Ven 28/08/20
377	EAP Tranchée Couverte	Lun 06/07/20	Ven 28/08/20
378	ESSAIS D'ACCEPTATIONS SYSTÈME	Lun 27/07/20	Ven 09/10/20
379	EAS Section courante	Lun 27/07/20	Ven 04/09/20
380	EAS Tranchée Couverte	Lun 31/08/20	Ven 09/10/20
381	ESSAIS D'ACCEPTATIONS GLOBAUX	Lun 12/10/20	Ven 16/10/20
382	Essais d'acceptation globaux	Lun 12/10/20	Ven 16/10/20
383	**COS.MES.INSPECTIONS DES TRAVAUX ET DE SECURITE**	**Lun 23/03/20**	**Ven 30/10/20**
384	INSPECTION DES TRAVAUX	Lun 23/03/20	Ven 02/10/20
385	Elaboration dossier mise en service	Lun 23/03/20	Lun 10/08/20
386	Inspection des travaux et pré-inspections sécurité	Lun 07/09/20	Ven 18/09/20
387	PV (GRA)	Lun 21/09/20	Ven 02/10/20
388	INSPECTION PRELABLE A L'EXPLOITATION	Lun 10/08/20	Ven 18/09/20
389	Réunions préalables à la conférence sécurité	Lun 10/08/20	Lun 24/08/20
390	Conférence sécurité (Préfet, GRA, Etat, SDIS,etc...)	Lun 07/09/20	Ven 18/09/20
391	INSPECTION DE SECURITE	Lun 05/10/20	Ven 30/10/20
392	Inspection des travaux et sécurité	Lun 05/10/20	Ven 16/10/20
393	PV (GRA)	Lun 19/10/20	Ven 30/10/20
394	**COS.MES.MARCHE A BLANC & MISE EN SERVICE**	**Lun 19/10/20**	**Ven 30/10/20**
395	Marche à Blanc	Lun 19/10/20	Ven 30/10/20
396	**Mise en service COS**	**Ven 30/10/20**	**Ven 30/10/20**
397	**COS.MES.PROCEDURES APRES MISE EN SERVICE**	**Lun 02/11/20**	**Ven 30/04/21**
398	**Bilan Sécurité / Exploitation**	**Lun 02/11/20**	**Ven 30/04/21**
399	Période d'observation	Lun 02/11/20	Ven 30/04/21
400	Transmission du bilan à GRA	Ven 30/04/21	Ven 30/04/21



II. Evénéments clés

Evénement-clé	Date prévisionnelle de l'événement clé
EC1 : Entrée en vigueur du contrat de concession	To
Dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la préfecture	To + 8 mois
Dépôt du dossier espèces protégées (CNPN) et Loi sur l'Eau à la préfecture	To + 15 mois
Démarrage des travaux de déviation de réseaux	To + 19 mois
Dépôt de l'APA aux services de l'Etat	To + 24 mois
Fin des pistes d'accès aux chantiers de terrassement	To + 32 mois
Démarrage du viaduc de la Bruche	To + 38 mois
Fin du génie-civil de la Tranchée Couverte de Vendenheim	To + 45 mois
Démarrage concertation du Plan d'Intervention et Sécurité autoroute	To + 54 mois
Mise en service	To + 56 mois

III. Evènements Clés Partiels

La liste des Evénements Clés Partiels sera établie par les Parties, en accord avec le Conseiller Technique, au plus tard à la Date de Signature des Accords de Refinancement.

ANNEXE 4 - Charte Engagements de performance globale des fournisseurs

1. Avant-propos

La Charte « Engagements de Performance globale » s'inscrit dans les valeurs et engagements du Groupe VINCI, auquel la société ARCOS appartient, et les principes fondateurs de la politique développement durable de VINCI.
Au travers de cette Charte, VINCI souhaite associer ses fournisseurs à sa démarche d'amélioration continue. Passant de la maîtrise des risques à la création de valeur, elle s'oriente progressivement vers un modèle de performance globale.

Engagements de VINCI
La démarche de développement durable de VINCI est inscrite depuis de nombreuses années dans les valeurs du Groupe, et se retrouve dans ses engagements :

- La Politique de responsabilité sociale de VINCI
  - Agir en employeur responsable :
    - favoriser le développement professionnel de chaque collaborateur,
    - favoriser l'insertion professionnelle,
    - assurer le dialogue social actif au sein de l'entreprise ;
  - Assurer la sécurité de chaque collaborateur :
    - veiller à la santé et la sécurité au travail des collaborateurs du Groupe ;

L'objectif de VINCI est d'atteindre le « Zéro accident », cet objectif s'applique aux collaborateurs de VINCI mais également aux intérimaires et aux salariés des sous-traitants.

  - Garantir l'égalité des chances pour tous :
    - n'opérer aucune discrimination à l'embauche et dans les relations de travail.

- La Politique environnementale de VINCI
  - Déployer une politique d'éco-efficacité :
    - inclure dans les offres du Groupe des solutions à valeur ajoutée environnementale ;
  - Réduire l'impact des activités :
    - s'appliquer à atteindre les meilleurs standards environnementaux en matière de préservation des ressources naturelles, de consommations énergétiques, de gestion des déchets et de protection de la biodiversité ;
    - réduire les émissions de gaz à effet de serre directement liées aux activités du Groupe.

- La Politique éthique de VINCI en matière de concurrence et de lutte contre la corruption
  - Ne pas tolérer les atteintes illicites au libre jeu de la concurrence, telles :
    - les ententes,
    - les abus de position dominante,
    - l'exploitation abusive de la situation de dépendance économique dans laquelle se trouve un client ou un fournisseur d'une entreprise à l'égard de cette dernière ;
  - Ne pas tolérer de comportements ou faits pouvant être qualifiés de corruption active ou passive, ou de complicité de trafic d'influence ou de favoritisme.

- Adhésion au Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies
  En 2003, VINCI a adhéré au Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies et s'est ainsi engagé à appliquer les 10 principes de ce Pacte, ainsi qu'à les promouvoir auprès de l'ensemble de ses partenaires, et touchant :

  - les droits de l'Homme,

- les normes du travail,
- l'environnement,
- la lutte contre la corruption.

Dès 2004, VINCI s'est engagé à faire figurer dans ses Contrats cadres Groupe une disposition mentionnant ces principes et demandant à tout fournisseur de s'engager :

- à respecter ces Principes ;
- à informer VINCI :
    - o de toute demande ou acte émanant des Contrats cadres VINCI ou en lien avec eux, qui ne serait pas cohérent ou conforme avec ces Principes,
    - o de toute initiative que le fournisseur a entreprise et qui vise à la promotion et au respect des Principes du Pacte Mondial dans l'exercice de son activité,
    - o de son éventuelle adhésion au Pacte Mondial, étant entendu que cette adhésion ne peut être qu'une initiative volontaire du fournisseur, compte tenu des engagements qui s'y rattachent.

2. Engagements du Gestionnaire

Respect des principes du Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies

En complément du nécessaire respect des lois et règlements applicables dans tous les pays où il exerce ses activités, le Gestionnaire s'engage à respecter les 10 principes suivants du Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies touchant les droits de l'homme, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption :

Droits de l'homme

- Principe n° 1
  Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence ; et
- Principe n° 2
  à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.

Normes du travail

- Principe n° 3
  Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective,
- Principe n° 4
  l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire,
- Principe n° 5
  l'abolition effective du travail des enfants, et
- Principe n° 6
  l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Environnement

- Principe n° 7
  Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement,
- Principe n° 8
  à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement, et

- Principe n° 9
  à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Anti-Corruption

- Principe n° 10
  Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Ainsi, le Gestionnaire s'engage à :

- Droits de l'homme et Normes du travail :
  - Exclure toute forme de travail forcé ou obligatoire ;
  - Exclure la discrimination en matière d'emploi et de profession ;
  - Ne pas faire travailler des personnes n'ayant pas atteint l'âge minimal légal requis par la législation en vigueur dans le pays considéré ;
  - Veiller à ce que son personnel soit traité avec respect et dignité, et demander à ses propres fournisseurs et sous-traitants à ce que leur personnel soit traité de la même façon ;
  - Etre proactif en termes d'hygiène et de sécurité au travail et s'associer à l'objectif du « Zéro accident » ;
  - Veiller à ce que ses activités ne nuisent pas à la santé et à la sécurité de son personnel, de ses propres fournisseurs et sous-traitants, de la population et, en règle générale des utilisateurs de ses produits/prestations.

- Ethique en matière de concurrence et de lutte contre la corruption :
  - Adopter un comportement loyal, dans les relations commerciales ;
  - Exclure tout comportement abusif ou illicite, et les abus et pratiques restrictives de concurrence et pratiques anticoncurrentielles ;
  - Exclure tous comportements ou faits pouvant être qualifiés de corruption active ou passive, de complicité de trafic d'influence ou de favoritisme, lors de la négociation et l'exécution des contrats ;
  - Faciliter, le cas échéant, la bonne réalisation des diagnostics sociaux et environnementaux éventuels de VINCI.

- Environnement
  Les engagements sont indiqués à l'Article 13.

3. Mise en œuvre

Le Gestionnaire s'engage à respecter les principes de la Charte « Engagements de Performance globale des fournisseurs » de VINCI, et mettra en œuvre les moyens nécessaires pour demander le respect de ces principes, par ses propres fournisseurs et sous-traitants, dans les pays où ils seront amenés à exercer leurs activités.

Ainsi, le Gestionnaire pourra faire l'objet de diagnostics sociaux et environnementaux afin de vérifier la mise en application effective des engagements de la présente Charte.

Le Donneur d'ordre entend accompagner ses fournisseurs dans l'amélioration progressive de la qualité environnementale et sociale de leurs offres et de leurs pratiques.

Ainsi, Le Donneur d’ordre définira avec les fournisseurs qui le souhaitent et qui ont envie de s’inscrire dans une démarche partenariale pour la mise en œuvre et l’amélioration du respect de ces principes, une démarche de progrès en vue de la mise en application de la présente Charte.

Cette démarche fera l’objet d’une revue annuelle des actions de progrès engagées, et permettra de mettre en place un échange de bonnes pratiques entre le Donneur d’ordre et ses fournisseurs.

Annexe 5 - Obligation environnement et développement durable

L'engagement du Concessionnaire est formalisé dans sa Politique Environnement disponible sur le site http://www.vinci-autoroutes.com (rubrique nos réalisations\environnement).

Dans ce cadre, le Donneur d'ordre demande au Gestionnaire de respecter ces mêmes principes lors de l'exécution des travaux qui lui sont confiés.

A ce titre, le Gestionnaire doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour limiter ses impacts sur l'environnement et prévenir les pollutions. Le Gestionnaire est ainsi tenu de :

- respecter les prescriptions légales et règlementaires en vigueur en particulier celles des arrêtes loi sur l'eau délivrés au Donneur d'ordre (qui lui sont communiqués), prendre les mesures pour assurer une protection des eaux de surface et souterraines ;

- respecter, en tant que détenteur de déchets au sens de la réglementation, les obligations en matière de gestion des déchets. Dans ce cadre, il doit notamment :

  [POUR TRAVAUX DE CHAUSSEE : PENSER A DEMANDER A L'ENTREPRENEUR DE SPECIFIQUEMENT VALORISER DANS SES PRIX, LA MOINS-VALUE GENEREE PAR SA RECUPERATION DES RESIDUS (ex : fraisâts) DU FAIT DE LEUR REEMPLOI PAR SES SOINS]

  - favoriser le réemploi des agrégats d'enrobés issus des opérations de chaussée ;

  - trier à la source les différentes catégories de déchets générés soit au minimum déchets inertes, déchets non dangereux et déchets dangereux (et les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) pour les prestations relatives à ce type d'équipements) au regard de ses diagnostics ;

  - mettre en place les moyens nécessaires à la réalisation de ce tri ;

  - stocker par ses propres moyens ces déchets dans des conditions adaptées à la catégorie de déchet identifiée. [POUR TRAVAUX DE CHAUSSEES =] Les agrégats d'enrobés excédentaires détenus par l'Entrepreneur peuvent provisoirement faire l'objet d'un stockage sur une plateforme mise à disposition par le Donneur d'ordre en vue de leur réutilisation dans la fabrication des matériaux bitumeux.

  - mettre à la disposition du Donneur d'ordre à sa demande le registre, les bordereaux et suivi des déchets et les bons d'enlèvement ;

- respecter la réglementation en vigueur afin de limiter ses émissions :

  - sonores ; si nécessaire, informer le public préalablement à la réalisation des travaux pour les phases nocturnes bruyantes à proximité de zones habitées ;

  - de gaz à effet de serre ;

  - de poussières.

- prendre les dispositions nécessaires afin de ne pas souiller le réseau ou le site ainsi que la faune et la flore. En cas de souillure, le Gestionnaire s'oblige à y remédier avec diligence et à ses frais,

- intégrer des critères liés au respect de l'environnement dans la sélection de ses propres fournisseurs,

- développer et promouvoir des variantes environnementales liées à son activité et favoriser l'élaboration et la diffusion de pratiques respectueuses de l'environnement, et les proposer au Donneur d'ordre.

De manière générale, le Gestionnaire s'engage à préserver les ressources naturelles et à limiter ses consommations d'eau, d'énergie et de matières premières.

Bilan énergétique chantier
L'Entreprise fournira un bilan énergétique mensuel en utilisant un tableau comprenant :

- les consommations d'énergie, les quantités de matériaux entrants dans la construction (en distinguant la part recyclée), les distances parcourues pour l'acheminement des matériaux et la quantité de déchets émis ;
- la consommation en carburant des engins de chantier ;
- la quantité de matériaux recyclés ou valorisés hors chantier, les quantités de rabotage de chaussée vendues ou évacuées.

Afin de répondre aux enjeux du Développement Durable, ARCOS s'est engagé à appliquer dans les travaux d'entretien de son réseau les Principes suivants, ainsi qu'à les promouvoir auprès de l'ensemble de ses partenaires.

- Principe n° 1
  Protéger l'environnement, préserver les ressources naturelles, lutter contre le changement climatique ;

- Principe n° 2
  Promouvoir par l'innovation des solutions environnementales, économiques et sociales répondant aux besoins des générations futures ;

- Principe n° 3
  Sensibiliser les partenaires, sous-traitants et fournisseurs à adhérer à cette démarche et à apporter leur contribution à ses engagements en matière de développement durable ;

- Principe n° 4
  Garantir des conditions de travail dans lesquelles la sécurité et la santé des prestataires et des usagers sont respectés ;

- Principe n° 5
  Limiter l'appel aux ressources extérieures et privilégier l'économie locale ;

- Principe n° 6
  Limiter la gêne aux usagers occasionnée par les travaux ;

- Principe n° 7
  Viser progressivement un objectif de « zéro déchets » et « zéro pollution » ;

- Principe n° 8
  Définir progressivement ses propres standards environnementaux et sociaux s'imposant à l'ensemble de son réseau.

Le Donneur d'ordre demande au Gestionnaire de s'engager à respecter ces principes.

Concessionnaire

CONTOURNEMENT OUEST DE STRASBOURG

RECEPTION DES OUVRAGES / RESEAUX

ENSEMBLE DE L'OPERATION

CAHIER DES CHARGES

CAHIER DES CHARGES POUR LA REALISATION DES PLANS NUMERIQUES DE DEVIATION DE RESEAUX

Concepteur-Constructeur	Sous-Groupement	Partenaire / Sous-Traitant / Prestataire
SOCOS	N/A	N/A

INDICE	DATE	Etabli par	Vérifié par	Approuvé par	MODIFICATION Commentaire et document de référence
A0	2016-06-28	P. SALL	FLIN	LSPE	Première diffusion

Format :	A4	Echelle :	N/A	Pages :	1 / 08

Phase	Métier	Zone	Item	PK	Type Doc.	Emetteur	N° Chrono ou N° de Série	Indice
R	RES	ENS	RED	00000	CDC	DPQSE	00023	A0

REVISION DU DOCUMENT

Indice du document	Pages modifiées et / ou ajoutées

Rédigé par :

P.SALL : Patrice SALLIER-GRENIER

Vérifié par :

FLIN : Franck LINANT

Validé par :

LSPE : Laurent SPENLE

TABLE DES MATIERES

1. PREAMBULE 4

2. DOMAINE D'APPLICATION 4

3. REGLES DE BASES 4

3.1. FORMAT DE FICHIER ET VERSION D'ENREGISTREMENT 4

3.2. NOM DES FICHIERS 4

3.3. SYSTEME DE PROJECTION 4

3.4. UNITES DE BASE 4

3.5. METHODOLOGIE DE TRAVAIL : STRUCTURE DU FICHIER DWG 5

3.6. ESPACE PAPIER 5

3.7. ESPACE OBJET 5

3.8. GESTION DES XREFS 6

3.9. REPRESENTATION CARTOGRAPHIQUE 6

4. REGLES DE SAISIE 6

4.1. DONNEES GRAPHIQUES 6

4.2. CONVENTION DES NOMS DES CALQUES 7

4.2.1. CALQUES ET SYMBOLES 7

4.3. ANNOTATIONS 7

4.3.1. REGLES DE SAISIE DES ANNOTATIONS 8

4.3.1.1. Pour un objet ponctuel 8

4.3.1.2. Pour un objet linéaire 8

4.3.1.3. Pour un objet surfaçique 8

4.3.2. INFORMATIONS A SAISIR DANS L'ANNOTATION 8

1. PREAMBULE

Ce document a pour but de définir de manière générale un ensemble de règles permettant l'intégration des plans de récolement des réseaux dans le système d'information géographique du projet SOCOS.

2. DOMAINE D'APPLICATION

Ce document s'applique aux Gestionnaires de réseaux en charge de la libération des emprises du projet de Contournement Ouest de Strasbourg.

3. REGLES DE BASES

3.1. FORMAT DE FICHIER ET VERSION D'ENREGISTREMENT

Le format d'export des fichiers est le DWG.

La version d'enregistrement pour l'export de ces fichiers est la version 2013.

3.2. NOM DES FICHIERS

Les noms des fichiers et des répertoires seront explicites et permettront de décrire le thème. Le nom des fichiers ne devra pas être trop long et écrit en majuscules

La dénomination des fichiers respectera la convention suivante:

DOE_Natureduréseau(ex:AEP,EU,TEL,BT,HTA,GAZ...)_Codification SOCOS(ex:0268)_Indice(A).

3.3. SYSTEME DE PROJECTION

Le plan de récolement est transmis en 3D, les données sont localisées dans le système de projection

RGF93 CC48.

Cette information devra être rappelée dans le contenu du fichier.

3.4. UNITES DE BASE

- L'unité des données est le mètre. Le projet doit être dessiné à l'échelle réelle (Dans l'espace objet, une unité graphique est égale à 1 m.)

- L'unité angulaire à utiliser est le grade.

Les angles sont orientés dans le sens horaire, le 0 doit être pointé vers le Nord.

3.5. METHODOLOGIE DE TRAVAIL : STRUCTURE DU FICHIER DWG

La méthodologie de travail sera la suivante

Le fichier DWG est constitué de différents espaces de travail :

- L'espace OBJET (où l'on dessine)
- L'espace PAPIER (où l'on présente : tableaux, profils, cartouches, zoom, …)
- Les fichiers référence externes (contenant tous les éléments utiles au projet et la représentation du terrain naturel)

Toutes les entités récolées doivent se trouver dans l' « espace objet ».

Les instructions suivantes sont à suivre :

- Un fichier DWG par réseau dévoyé
- Un espace OBJET et un espace PAPIER unique
- L'espace PAPIER est la présentation par fenêtre de l'espace OBJET
- Le cartouche et la légende situés dans l'espace PAPIER

3.6. ESPACE PAPIER

L'espace papier est constitué :

- Du cadre de la planche, du cartouche, de la légende,
- De l'espace OBJET contenant l'ensemble du réseau récolé.

3.7. ESPACE OBJET

L'espace OBJET est constitué :

- Des éléments utiles pour le projet comportant notamment les réseaux abandonnés et exécutés (sans l'insertion des fichiers externes fournis par SOCOS)
- Des éléments de cotations et d'habillage (si nécessaires et si trop nombreux préférer les tables à intégrer dans l'espace papier)

3.8. GESTION DES XREFS

Un Xref est un fichier de référence externe, de type DWG, JPEG, PDF…pouvant être inséré dans un fichier AutoCad.

Toutes les Xrefs fournies par SOCOS ne devront en aucun cas être insérées en (données) au plan, il n'y a pas nécessité de les transmettre(en rappeler la référence sur le cartouche), seules celles non fournies par SOCOS doivent être transmises.

3.9. REPRESENTATION CARTOGRAPHIQUE

Les sorties cartographiques doivent posséder les éléments nécessaires à leur compréhension. Les titres, légendes, échelles graphiques et textuelles, orientation (nord géographique), carroyage et logos sont intégrés dans les mises en page (espace papier) mais ne constitueront pas des objets géographiques.

Il en est de même pour toutes les mentions légales obligatoires sur chaque carte (Copyright).

4. REGLES DE SAISIE

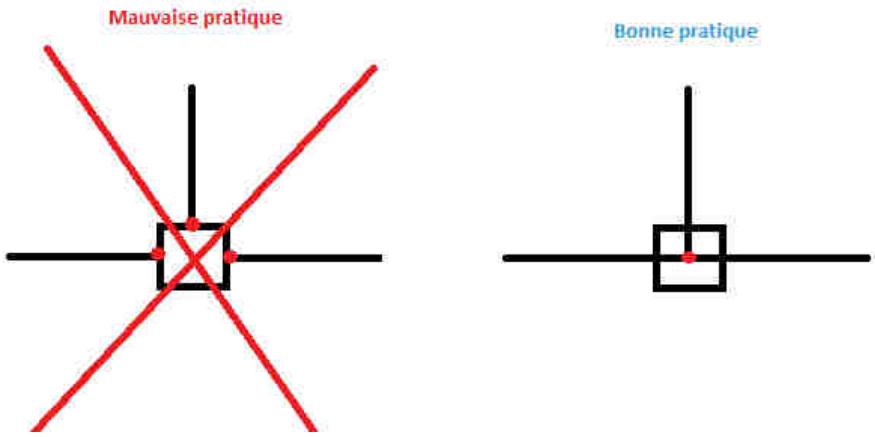
4.1. DONNEES GRAPHIQUES

Les données sont constituées d'objets définis selon trois types d'entités géométriques : les points, les polylignes, les blocs symboles.

Les règles suivantes sont à respecter pour la saisie des objets graphiques :

- Un réseau est représenté par une polyligne 3D, la saisie du trait d'entraxe est obligatoire.
- Les lignes seront représentées par une polyligne unique connectée.
- Les accrochages entre objets linéaires seront précis et ne génèreront pas de croisement entre les lignes.
- Chaque type d'équipement du réseau sera défini par un type de bloc unique
- Une seule polyligne sera utilisée par nature de fourreau en termes de nombre, diamètres et types.
- Les polylignes sont connectives.

Exemple d'un regard :



4.2. CONVENTION DES NOMS DES CALQUES

4.2.1. CALQUES ET SYMBOLES

Nom du fichier en référence-Nom du calque	Couleur	Type de ligne « 3D »
0 Blanc Continuous	Blanc	Continuous
Defspoints	Blanc	Continuous
RES_aerien_devie	bleu	Cache
RES_aerien_existant	bleu	Continuous
RES_enterre_devie	11	Cache
RES_enterre_existant	11	Continuous
RES_Texte		
RES_Symbole		

A chaque calque est attribué une couleur et un type de ligne qui ne doivent pas être forcés : ceux-ci ne doivent pas être différents de la couleur et du type de ligne définis dans le gestionnaire de calque.

Les doublons de calques ou d'éléments se trouvant à la fois sur un fichier Xref et sur l'espace objet du plan sont à proscrire.

4.3. ANNOTATIONS

La saisie des informations textuelles doit permettre le rattachement du libellé à l'objet géographique décrit par ce même texte. Ce lien peut être mis en place par le positionnement du point d'insertion du texte simple.

Les textes multiples (Commande Autocad « TEXTMULT ») sont à proscrire au bénéfice des textes simples (Commande Autocad « TEXT »).

4.3.1. REGLES DE SAISIE DES ANNOTATIONS

En préambule, la première règle de saisie est : une annotation est associée à un et un seul objet géographique.

4.3.1.1. POUR UN OBJET PONCTUEL

Pour une annotation associée à un objet ponctuel, il est nécessaire de :

- Utiliser les outils d'accrochage au dessin lors de la saisie du point d'insertion de l'annotation.
- Définir le point d'insertion strictement au point d'insertion du ponctuel.

4.3.1.2. POUR UN OBJET LINEAIRE

Pour une annotation associée à un objet linéaire, il est nécessaire de :

- Utiliser les outils d'accrochage au dessin lors de la saisie du point d'insertion de l'annotation.
- Définir le point d'insertion strictement sur la ligne ou la polyligne (extrémité ou proche Autocad) en faisant abstraction du premier point et du dernier point de la ligne ou polyligne.

4.3.1.3. POUR UN OBJET SURFAÇIQUE

Pour une annotation associée à un objet surfacique, il est nécessaire de :

- Définir le point d'insertion strictement à l'intérieur du polygone.

4.3.2. INFORMATIONS A SAISIR DANS L'ANNOTATION

- L'annotation devra permettre d'identifier les caractéristiques spécifiques du réseau (matériaux, diamètres, année de pose,…)
- Les informations seront séparées par un espace

*****

CONVENTION N° AOTXXXX D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AUTOROUTIER

*****

relative aux réseaux d'eau potable et d'assainissement gérés par l'Eurométropole de Strasbourg

ENTRE :

ARCOS, Société par actions simplifiée au capital de 15.000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro 753 277 995, ayant son siège social 1rue de Lisbonne – 67300 Schiltigheim, représentée par …, en qualité de …, dûment habilité à cet effet.

Ci-après dénommée « ARCOS »

d'une part,

ET

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, dûment habilité par délibération du …,

Ci-après dénommée l' « OCCUPANT »

d'autre part,

Individuellement désignées ci-après « Partie » et collectivement les « Parties ».

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention (ci-après la « Convention ») est consentie à titre précaire et révocable, sous le régime des Occupations Temporaires du Domaine Public de l'Etat (ci-après le « DPAC »).

L'OCCUPANT s'engage à n'utiliser les terrains du DPAC que pour l'implantation, l'exploitation, la surveillance, l'entretien et la réparation des installations qu'il exploite ainsi que pour la réalisation des éventuels travaux d'entretien et de maintenance nécessaires à l'exclusion expresse de toute autre destination.

L'autorisation d'occupation temporaire, objet de Convention est subordonnée aux conditions techniques, administratives et financières et aux modalités d'entretien ultérieur ci-après exposées.

La présente autorisation n'entraîne pas la création de droits réels au bénéfice de l'OCCUPANT au sens de l'article L.2122-6 du Code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS

Les installations de l'OCCUPANT (ci-après les « Installations ») située dans l'emprise du DPAC de l'Autoroute A355 (Plan de situation joint en annexe 1 de la Convention), présentent les caractéristiques suivantes :

Commune	PK	Nature du réseau	Type de réseau	Caractéristiques des fourreaux
Ernolsheim-sur-Bruche (liaison intercommunale Osthoffen-Breuschwickersheim)	9+380	Assainissement EU	Souterrain Ø 200 mm fonte	Ø 500 mm PRV
Ernolsheim-sur-Bruche (liaison intercommunale Osthoffen-Breuschwickersheim)	9+380	Eau potable	Souterrain, fourreau en attente	Ø 500 mm PRV
Eckwersheim et Vendenheim	24+210	Assainissement EU	Souterrain, fourreau en attente	Ø 300 mm PRV
Vendenheim	25+125	Assainissement EU	Souterrain Ø 63 mm PEHD	Ø 300 mm PRV

En cas de perte par l'OCCUPANT de la compétence de la maîtrise d'ouvrage de l'un des réseaux visés ci-dessus, l'OCCUPANT devra en informer ARCOS par écrit et lui communiquer le nom de l'entité qui reprend la compétence de la maîtrise d'ouvrage du réseau. Dans ce cas, un avenant à la Convention devra intervenir.

ARTICLE 3. DUREE DE LA CONVENTION ET DE L'AUTORISATION

La Convention est conclue pour la durée de la concession accordée par l'Etat à ARCOS.

L'autorisation d'occupation prendra fin de plein droit à l'échéance de la concession, soit le 31 janvier 2070.

Si la durée de la concession consentie à ARCOS par l'Etat était prolongée, la Convention et l'autorisation d'occupation temporaire seraient prolongées pour une durée égale à celle de la concession, par le biais d'un avenant à convenir entre les Parties.

L'OCCUPANT ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part d'ARCOS en cas de non renouvellement de la Convention.

ARTICLE 4. CESSION

La Convention est consentie *intuitu personae* à l'OCCUPANT. Celui-ci ne pourra céder son droit à la Convention, totalement ou partiellement, sans l'accord écrit et préalable d'ARCOS.

ARTICLE 5. DISPOSITIONS PREALABLES A L'EXPLOITATION DES OUVRAGES

La Convention est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions ordinaires et de droit, et sous celles exposées ci-après, que les Parties s'engagent à exécuter de bonne foi.

5.1 AUTORISATION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC AUTOROUTIER

L'OCCUPANT ne sera admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance et des dispositions des terrains qu'il est censé bien connaître. L'Occupant devra faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires à la réalisation et à l'exploitation des Installations, qui relève de sa responsabilité. L'Occupant fera, en conséquence, son affaire et est responsable du paiement de toutes sommes, redevances, taxes et autres droits quelconques afférents aux activités exercées sur les lieux.

L'OCCUPANT sera responsable de l'entretien et de la maintenance des Installations conformément au dossier technique joint en annexe à la Convention. A ce titre il sera amené à réaliser ou faire réaliser toute opération nécessaire dans ce domaine, et notamment :

- le curage et nettoyage des réseaux
- la réalisation d'inspection télévisuelle et plus généralement de tests visant à s'assurer du bon fonctionnement et du bon état des réseaux
- la rénovation voire le remplacement des conduites d'eau et d'assainissement

5.2 TRAVAUX D'EXPLOITATION ET MAINTENANCE

Dans le cas où des travaux seraient nécessaires dans le cadre de l'exploitation et de la maintenance des Installations par l'OCCUPANT, ARCOS :

- sera avisé par l'OCCUPANT deux (2) mois avant le commencement de tous travaux par l'intermédiaire de son représentant local visé à l'article 15 et devra donner son accord dans un délai de un (1) mois à compter de la demande ;
- pourra demander à l'OCCUPANT de différer la réalisation de ces travaux si, au vu des renseignements fournis, ceux-ci lui paraissent de nature à causer au trafic routier une gêne incompatible avec l'exploitation de l'autoroute, sauf en cas d'urgence impliquant la sécurité des personnes et des biens ;
- s'assurera en outre du respect des indications préconisées à la Convention et arrêtera en commun les dispositions permettant d'assurer le bon déroulement du chantier.
- délivrera à l'OCCUPANT les autorisations nécessaires relevant de sa compétence, préalablement à la réalisation de travaux correspondants, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

5.2.1 MAITRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'OEUVRE

L'OCCUPANT est maître d'ouvrage et gestionnaire des Installations. A ce titre, il a en charge les opérations de maintenance qui seront réalisées sur les Installations, avec toutes les conséquences de droit en résultant.

Avant le début de tous travaux sur les Installations, l'OCCUPANT fera connaître à ARCOS la personne compétente en charge du chantier. Celui-ci veillera à la bonne réalisation des travaux en conformité avec la réglementation en vigueur et le respect des prescriptions incluses dans la Convention, notamment celles de l'article 5.2.6 "Exécution des Travaux".

5.2.2 PROGRAMMATION ET SECURITE DU CHANTIER

L'OCCUPANT et ARCOS arrêteront en commun les modalités et le calendrier d'exécution des travaux d'exploitation et de maintenance des Installations, qui devront être compatibles avec les nécessités et la sécurité de la circulation sur l'autoroute. En particulier, les travaux devront être interrompus lors des journées déclarées "hors chantier" par le Ministère des Transports si ceux-ci ont un impact sur la plateforme autoroutière, sauf en cas d'urgence impliquant la sécurité des personnes et des biens.

En sa qualité de maître d'ouvrage, l'OCCUPANT assumera ainsi toutes les responsabilités liées à cette opération, notamment celles liées à l'application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses décrets d'application, en particulier au décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé dans les opérations de bâtiment et génie civil.

Si la réalisation des travaux n'entre pas dans le champ d'application de la loi n° 93-1418, l''OCCUPANT et l'entrepreneur seront tenus de se conformer au Plan de Prévention des risques établi avec ARCOS.

Pour les travaux réalisés dans les emprises du DPAC, l'entrepreneur désigné par l'OCCUPANT sera tenu de se conformer au Fascicule des Règles Générales de Sécurité (RGS), imposées aux entrepreneurs exécutant des travaux sur les autoroutes ouvertes à la circulation.

L'OCCUPANT s'engage à prendre toutes mesures utiles pour que tout le personnel exécutant les travaux, y compris celui des entreprises travaillant pour son compte et leurs sous-traitants, ait parfaite connaissance des prescriptions contenues dans la Convention et des instructions données par ARCOS.

5.2.3 CONTROLE D'ARCOS

Le personnel d'ARCOS aura constamment accès au chantier et l'OCCUPANT et son entrepreneur se conformeront strictement aux directives qui pourront être données concernant, notamment, la sécurité du personnel et la circulation autoroutière ainsi que la sauvegarde des ouvrages existants.

A cet effet, l'OCCUPANT organisera des réunions de chantier périodiques auxquelles sera convié le représentant d'ARCOS afin de contrôler le respect des clauses de la Convention.

En cas de gêne ou présence de danger pour la sécurité de circulation sur l'A355 ou pour l'intégrité de l'infrastructure autoroutière du fait de la réalisation des travaux, ARCOS pourra s'opposer à ce que les travaux soient entrepris ou continués. Il sera sursis à l'exécution des travaux ou à leur reprise jusqu'à ce que ces difficultés aient été tranchées par l'autorité compétente.

En cas de non-respect par l'OCCUPANT ou ses entreprises des règles de sécurité applicables aux travaux sur ou à proximité immédiate de l'autoroute et de nature à créer un danger pour la sécurité de la circulation, ARCOS pourra ordonner l'arrêt immédiat du chantier en cause, aux frais et risques de l'OCCUPANT.

5.2.4 ETAT DES LIEUX

Avant le commencement de tous travaux sur les Installations, il sera procédé à un état des lieux contradictoire en présence d'ARCOS, de l'OCCUPANT et de son maître d'œuvre.

Après la réalisation des travaux, il sera procédé à un état des lieux contradictoire et comparatif à celui établi avant travaux en présence d'ARCOS, de l'Occupant et de son maître d'œuvre.

5.2.5 PIQUETAGE BORNAGE - IMPLANTATION DES INSTALLATIONS

L'OCCUPANT assurera à ses frais en début d'opération le piquetage des Installations et des autres réseaux qui seraient impactés par les travaux, il effectuera toutes les opérations topographiques complémentaires pour l'implantation des Installations.

L'OCCUPANT restera seul responsable des erreurs qu'il aurait pu commettre et en supportera les conséquences, quelles qu'en soient l'importance et l'époque de leur découverte.

Il est tenu de conserver avec soin les bornes de propriété ou autres repères fixes existant à l'ouverture du chantier.

5.2.6 EXECUTION DES TRAVAUX

5.2.6.1 Préparation de chantier

Les travaux d'entretien et de maintenance entièrement à la charge de l'OCCUPANT seront exécutés conformément au dossier technique soumis préalablement à ARCOS par l'OCCUPANT, étant de plus précisé que :

- Les canalisations existantes en sous-sol feront l'objet de protections réalisées en accord avec le représentant d'ARCOS : elles ne devront subir aucune dégradation,
- L'écoulement des eaux de ruissellement sera obligatoirement assuré pendant toute la durée des travaux,
- Les accès au chantier s'effectueront conformément aux dispositions de sécurité prévues par l'article 5.3 de la Convention. Pendant la durée des travaux, le chantier sera constamment clos de jour comme de nuit, de sorte qu'aucune personne ou animal, ne puisse pénétrer sur le DPAC.

5.2.6.2 Achèvement des travaux, mise en service, conformité

Avant la mise en service de tous travaux de modification des Installations, l'OCCUPANT fournira à ARCOS une attestation de conformité des travaux par rapport au projet initial. Faute par l'OCCUPANT d'avoir fourni ce document, l'OCCUPANT sera présumé responsable de tous dommages et/ou accidents provoqués par la modification des Installations.

5.2.6.3 Remise en état des lieux

Aussitôt après l'achèvement des travaux, l'OCCUPANT sera tenu de remettre en état les lieux mis à sa disposition, ainsi que les installations de l'autoroute qu'il aurait endommagées. En cas de carence de sa part, les travaux qu'ARCOS aurait à effectuer à ce titre, lui seraient remboursés par l'OCCUPANT.

5.2.6 DOSSIER DE RECOLEMENT

Dans un délai de trois (3) mois après l'exécution de tous travaux entrainant modification des Installations, l'OCCUPANT devra fournir à ARCOS en trois (3) exemplaires papiers et un exemplaire sous forme CD Rom comportant les plans de récolement sous format « DWG » et « PDF ».

Faute par l'OCCUPANT d'avoir fourni ces plans, celui-ci sera présumé responsable des accidents provoqués par l'exécution des travaux au voisinage desdites Installations.

5.3 UTILISATION DES VOIES AUTOROUTIERES

Il est formellement interdit aux agents de l'OCCUPANT et de ses entrepreneurs, bureaux d'études et de contrôles, etc. de traverser à pied l'autoroute. Il est de même interdit à tous les véhicules et engins de chantier, de stationner sur les chaussées de l'autoroute et sur les bandes d'arrêt d'urgence. Le personnel et les véhicules ou engins appelés à passer d'un côté à l'autre de l'autoroute devront, à cette fin, emprunter les passages supérieurs ou inférieurs des voies publiques voisines.

Les véhicules de l'OCCUPANT et de ses préposés et entrepreneurs ou de ses conseils appelés à circuler sur l'autoroute devront acquitter les péages.

5.4 TRAVAUX A PROXIMITE DES INSTALLATIONS

Chacune des Parties souhaitant réaliser des travaux sur ou à proximité des Installations est tenue par la réglementation en vigueur en matière de Déclaration de Travaux (DT) et de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

La Partie qui, n'ayant pas respecté ses obligations en matière de DT et DICT, provoquerait des dommages à l'un quelconque des éléments du réseau géré par une autre Partie ou un tiers, doit en informer immédiatement cette dernière ou dernier.

La Partie négligente supportera l'intégralité des frais de la remise en état, tant provisoire que définitive, ainsi que les coûts induits par le dysfonctionnement du réseau impacté.

Une telle négligence est de nature à motiver la demande de suspension immédiate des travaux en cause et la résiliation de la Convention sans qu'il puisse être demandé une quelconque indemnité.

En outre, si un des services de réseau est interrompu, l'OCCUPANT supportera, en plus, une pénalité forfaitaire de 25.000 € par coupure de réseau d'ARCOS ou d'un opérateur empruntant les emprises du DPAC de ARCOS.

Si la remise en service, même provisoire, ne peut être assurée dans l'heure qui suit, une pénalité supplémentaire de 800€ par heure ou tranche d'heure (toute heure débutée sera comptée intégralement), entre la coupure et le rétablissement des liaisons, sera appliquée à l'OCCUPANT.

Le montant de ces pénalités sera dû de plein droit par l'OCCUPANT. Dans le cas où l'OCCUPANT refuserait de se conformer à l'une de ces prescriptions, ARCOS se réserve le droit d'interrompre

les travaux et de résilier la Convention sans préavis ni indemnité, sans préjudice de la mise en œuvre d'une action judiciaire à l'encontre de l'OCCUPANT.

ARTICLE 6. TRAVAUX REALISES PAR ARCOS

En cas de travaux impactant les Installations, ARCOS s'engage à informer l'OCCUPANT dans un délai de neuf (9) mois lui permettant l'étude et la réalisation d'éventuels travaux de déplacement des Installations.

ARCOS organisera des réunions préparatoires avec l'OCCUPANT afin de définir les solutions techniques en commun accord.

ARTICLE 7. PROCEDURES D'ENTRETIEN

7.1 INSPECTIONS PERIODIQUES

Les éventuelles inspections périodiques des Installations seront faites par l'OCCUPANT qui en informera ARCOS.

L'OCCUPANT ou son délégataire ne pourra procéder à l'inspection des Installations sans avoir, au préalable, recueilli l'accord écrit du représentant local de ARCOS désigné à l'article 15 de la Convention.

7.2 ENTRETIEN ET REPARATIONS PAR L'OCCUPANT

Les Installations doivent rester conformes aux conditions de la Convention.

L'OCCUPANT devra maintenir les Installations en bon état d'entretien conformément aux lois et règlements en vigueur et aux règles de l'art, à ses frais, risques et périls, de façon à ne causer aucune gêne et ne présenter aucun danger pour le DPAC et pour son exploitation.

En cas de troubles apportés à la voie publique, ou à la circulation du fait des Installations, ARCOS lui adressera les notifications spécifiant la nature des troubles qu'il s'agit de faire cesser ou de prévenir et les conditions dans lesquelles ils se sont produits.

Toutes dégradations ultérieures, avaries ou dommages occasionnés directement ou indirectement aux ouvrages autoroutiers seront réparés aux frais de l'OCCUPANT sous le contrôle d'ARCOS.

Les agents de l'OCCUPANT ne pourront pénétrer sur le DPAC qu'après en avoir obtenu l'autorisation écrite du représentant local d'ARCOS désigné à l'article 15 de la Convention.

Les agents d'ARCOS auront libre accès en permanence à toutes les parties du chantier en vue d'assurer le contrôle de l'application des instructions et prescriptions prévue par la Convention.

En cas d'urgence demandant une intervention immédiate sur les Installations, l'OCCUPANT sera dispensé de se conformer au délai de deux (2) mois ci-dessus indiqué, à charge pour lui d'aviser sur le champ ARCOS. Dans cette situation, les personnels de l'OCCUPANT ne pourront pénétrer dans le DPAC qu'après avoir obtenu l'autorisation écrite du représentant local d'ARCOS désigné à l'article 15 de la Convention et à condition d'être accompagnés d'un ou plusieurs agents d'ARCOS, étant précisé que le délai de réponse d'ARCOS ne saurait excéder quatre (4) heures.

Quoiqu'il en soit, l'OCCUPANT et/ou toute personne intervenant pour son compte sur les Installations sur le DPAC devra respecter les règles découlant des Règles Générales de Sécurité adéquates annexées à la Convention.

7.3 MODIFICATIONS ULTERIEURES DES INSTALLATIONS

Aucune modification ultérieure des Installations ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'un accord préalable et écrit d'ARCOS.

Si à une époque quelconque, les besoins du DPAC ou de la sécurité nécessitent des travaux de déplacement, de modification ou même de suppression de tout ou partie des Installations, les travaux seront exécutés par l'OCCUPANT à ses frais et sans indemnités, sous réserve que les demandes ainsi faites soient réalisées dans l'intérêt du DPAC et conformément à son affectation.

Dans ce cas, ARCOS notifiera sa demande à l'Occupant par courrier LRAR. Le délai laissé à l'OCCUPANT pour exécuter les travaux qui lui incombent sera fixé d'un commun accord entre les Parties et ne saurait excéder neuf (9) mois.

Passé ce délai, ARCOS pourra exécuter les travaux de déplacement, modification ou suppression sur les Installations aux frais et risques de l'Occupant dans les conditions indiquées à l'article 10.2 de la Convention.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

VINCI Autoroutes est certifiée ISO 14001 et dispose d'un système de management environnemental qui repose sur les principes de respect de la réglementation, d'amélioration continue de la performance environnementale et de prévention des pollutions. Cet engagement est formalisé dans sa Politique Environnement disponible sur le site http://www.vinci-autoroutes.com (rubrique nos réalisations\environnement).

Dans ce cadre, ARCOS demande à l'OCCUPANT de respecter ces mêmes principes lors de l'exécution de la Convention.

A ce titre, l'OCCUPANT devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour limiter ses impacts sur l'environnement et prévenir les pollutions. En particulier, il est tenu de :

- respecter les prescriptions légales et règlementaires en vigueur en particulier celles des arrêtes loi sur l'eau délivrés à ARCOS (qui lui sont communiqués), prendre les mesures pour assurer une protection des eaux de surface et souterraines,
- respecter la réglementation relative à la valorisation des déchets en particulier celle portant sur les déchets dangereux (et les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) pour les prestations relatives à ce type d'équipements) ; mettre à la disposition d'ARCOS à sa demande, le registre et les bordereaux de déchets dangereux,
- limiter ses émissions sonores et respecter la réglementation en vigueur sur les activités bruyantes ; si nécessaire, informer le public préalablement à la réalisation de travaux pour les phases nocturnes bruyantes à proximité de zones habitées,

De manière générale, l'Occupant s'engage à préserver les ressources naturelles et à limiter ses consommations d'énergie.

ARTICLE 9. RESPONSABILITES - ASSURANCES

9.1 RESPONSABILITES DE L'OCCUPANT

L'OCCUPANT sera seul responsable tant vis-à-vis de l'Etat, d'ARCOS, que vis-à-vis des tiers de tout dommage causé directement ou indirectement par la mise en place, l'existence, l'entretien ou l'enlèvement des Installations, sans pouvoir exercer aucun recours contre ARCOS.

L'OCCUPANT conserve notamment à sa charge exclusive ses préjudices immatériels tels que pertes d'exploitation ou préjudices commerciaux de même que toute réclamation de sa clientèle, liés à l'exploitation des Installations et autres aménagements dont il a la charge.

Il restera responsable des dégradations qui pourraient se produire sur les Installations et aménagements, du fait de l'exploitation de l'autoroute dans des conditions normales et ne pourra, de ce fait, réclamer aucune indemnité à ARCOS.

L'OCCUPANT se substituera entièrement à ARCOS pour tous les litiges qui pourraient naître du fait de la construction, de l'existence ou de l'entretien des Installations et autres aménagements dont il a la charge. En toute hypothèse, il devra indemniser ARCOS de tous préjudices et frais encourus, y compris des frais d'exploitation et des pertes de recettes subies

L'OCCUPANT renonce expressément à tout recours en responsabilité contre ARCOS dans les cas suivants :

- En cas de vol ou tout acte délictueux ou criminel dont l'Occupant (son personnel et celui des entreprises travaillant pour son compte) pourrait être victime sur les lieux,

- En cas de troubles apportés à la jouissance par le fait de tiers, quelle que soit leur qualité, l'Occupant devant agir directement contre eux sans pouvoir mettre en cause ARCOS.

- En cas où une action quelconque serait engagée contre ARCOS, pour quelque motif que ce soit, attribuable à la construction, à l'existence, à l'entretien ou à l'enlèvement des Installations, l'OCCUPANT s'engage à garantir ARCOS contre toute condamnation qui pourrait être prononcée contre elle.

9.2 ASSURANCES

L'OCCUPANT devra contracter ou s'assurer qu'est contractée une police assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable couvrant l'ensemble des responsabilités résultant de la Convention.

ARCOS pourra demander à l'OCCUPANT communication des attestations d'assurances, indiquant la nature et le montant des garanties souscrites. Celui-ci s'engage à les transmettre à ARCOS dans les dix (10) jours suivant la réception de sa demande.

L'OCCUPANT s'engage à maintenir la couverture d'assurances sur la durée de la Convention de manière à couvrir non seulement les dommages résultant de l'existence, l'entretien ou l'enlèvement des Installations mais aussi ceux provoqués par les interventions de l'OCCUPANT ou de son délégataire sur les Installations.

ARTICLE 10. CONDITIONS FINANCIERES DE L'OCCUPATION

10.1 FRAIS DECOULANT DE L'OCCUPATION DU DPAC

En application des dispositions de l'article L.2125-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, l'OCCUPANT est assujetti au paiement d'une redevance annuelle.

10.1.1 Montant de la redevance

Le montant de cette redevance sera du à compter du premier du mois suivant la mise en service des Installations ; elle sera proratisée au nombre de douzièmes restant à échoir entre la date de la mise en service et le 1er janvier de l'année suivant la mise en service

Son montant sera de trente-trois centimes (0,33) Euro (€) par mètre de conduite ou canalisation traversant le DPAC, calculé de limite à limite,

… mètres linéaires X 0,33 €uros par mètre linéaire = …,… €uros (en lettres).

10.1.2 Actualisation de la redevance

Le montant de la redevance sera actualisé à chaque échéance en fonction des variations de l'indice du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE ou celui qui lui serait substitué par les pouvoirs publics.

Pour l'application de cette clause, il est précisé que :

- l'indice utilisé pour chaque actualisation sera celui du mois de Décembre de l'année N-1 ;
- l'indice de base retenu est le dernier indice connu à la date de la signature de la Convention.

Le coefficient de révision de la redevance annuelle sera arrondi au millième supérieur. Il n'est limité ni vers le haut, ni vers le bas.

Au cas où ces indices ne pourraient pas être appliqués pour quelque cause que ce soit, les Parties s'entendraient pour définir d'un commun accord un indice de remplacement.

10.1.3 Facturation et règlement

Les sommes dues à ARCOS par L'OCCUPANT au titre de la Convention sont réglées dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de réception de la facture.

A défaut, le montant dû sera majoré, sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire, d'intérêts moratoires calculés au taux de trois (3) fois le taux d'intérêt légal.

10.2 FRAIS DECOULANT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

Tous les frais qui seront la conséquence, de l'existence de l'exploitation ou de l'entretien des Installations seront à la charge de l'OCCUPANT.

En particulier :

10.2.1 L'OCCUPANT remboursera à ARCOS l'ensemble des frais de signalisation, de balisage et de surveillance qu'elle sera amenée à engager à l'occasion de la réalisation, de l'entretien ou de la réparation des Installations.

10.2.2 L'ensemble des frais, visés aux articles 7.3, 9.2.1, 9.2.2 de la Convention, que ARCOS serait amenée à engager à l'occasion, de l'entretien ou de l'exploitation des Installations sera calculé par l'application des quantités relevées au bordereau des prix interne à ARCOS majorés de quinze pour cent (15 %) pour frais généraux.

A cet effet, ARCOS présentera à l'OCCUPANT, au plus tard deux (2) semaines avant le commencement d'une opération d'entretien ou de réparation, un devis correspondant aux frais que ARCOS sera susceptible d'engager, établi conformément au bordereau des prix figurant en annexe de la Convention. Ce devis devra faire l'objet d'une acceptation par l'OCCUPANT ou son délégataire dans les cinq (5) jours. Le devis sera réputé accepté en cas de silence de l'OCCUPANT lors du commencement de l'opération en question.

Si une intervention au cours d'opérations d'entretien ou de réparation des Installations impose une interruption de la circulation sur l'autoroute, qu'ARCOS s'engage à n'envisager que dans l'hypothèse où aucune autre solution ne serait possible, l'OCCUPANT aurait à rembourser, outre les frais de la signalisation nécessaire mise en place par les soins de ARCOS, un montant de cinq cent euros (500 €) TTC par heure de circulation interrompue, pour l'indemniser forfaitairement des péages non perçus du fait de l'interruption.

ARTICLE 11. IMPOTS - FRAIS DIVERS

L'OCCUPANT supportera tous les frais inhérents à la Convention ainsi que tous les impôts auxquels sont ou pourraient être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu de la Convention.

Les frais de timbre et d'enregistrement de la Convention seront à la charge de la Partie qui entendra soumettre l'acte à la formalité.

ARTICLE 12. RESILIATION

12.1 RESILIATION POUR INEXECUTION TOTALE OU PARTIELLE DES OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

De convention expresse, en cas d'inexécution par l'OCCUPANT de l'une des clauses et conditions ci-dessus stipulées et quinze (15) jours après mise en demeure d'exécution, par lettre recommandée AR, restée en tout ou partie sans effet, la Convention sera, si bon semble à ARCOS, résiliée de plein droit, le tout sous réserve de tous dommages et intérêts.

12.2 RESILIATION DANS L'INTERET DU DPAC

Si à une époque quelconque, les besoins du DPAC, ou la sécurité nécessitent la suppression des Installations, la Convention sera résiliée de plein droit, un (1) an après notification à l'OCCUPANT par lettre recommandée AR de la décision de résiliation par ARCOS.

Cette résiliation intervenant dans l'intérêt du DPAC, elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour l'OCCUPANT.

12.3 RESILIATION A LA DEMANDE l'OCCUPANT

L'OCCUPANT pourra à tout moment renoncer au bénéfice de l'autorisation d'occupation du DPAC domaine public autoroutier qui résulte de la Convention. La Convention sera résiliée de plein droit quinze jours après la notification par l'OCCUPANT à ARCOS, par lettre recommandée AR, de sa décision de renonciation au bénéfice de ladite autorisation.

La renonciation au bénéfice de l'autorisation n'exonère pas l'OCCUPANT de son obligation de remise en état, telle que précisée dans la Convention.

ARTICLE 13. EFFETS A L'EXPIRATION DE LA CONVENTION

A l'expiration de la Convention ou en cas de résiliation dans les cas prévus à l'article 12 ci-dessus, pour quelque cause que ce soit, l'OCCUPANT devra, à la demande d'ARCOS, soit remettre les lieux dans leur état d'origine à ses frais et risques exclusifs, soit verser une indemnité correspondant à tous les frais de remise en état définie d'un commun accord entre les Parties ou à défaut, à dire d'expert.

ARCOS pourra dispenser l'OCCUPANT de cette remise en état et autoriser le maintien de tout ou partie des Installations en prescrivant l'exécution de certains travaux.

ARTICLE 14. DOCUMENTS FAISANT PARTIE DE LA CONVENTION

Font partie de la Convention les documents suivants :

- Annexe 1 : le plan de situation
- Annexe 2 : le dossier technique comprenant :
  - Plans et notice technique
  - Fascicule des Règles Générales de Sécurité (RGS)
  - Calendrier des jours hors chantier

ARTICLE 15. CORRESPONDANTS

Pendant la durée de la Convention les correspondances seront adressées à :

Pour l'OCCUPANT
Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Eau et de l'Assainissement
1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX
Tél : 03.68.98.51.75
Courriel : EauAssainissement@strasbourg.eu

Pour ARCOS
ADRESSE Tél :xx.xx.xx.xx.xx

ARTICLE 16. ENTREE EN VIGUEUR - VALIDITE DE LA CONVENTION

La Convention entre en vigueur à la date de sa signature par l'ensemble des Parties.

Si une ou plusieurs stipulations du Convention sont tenues non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision devenue définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties conviennent de remplacer les stipulations invalidées par des dispositions se rapprochant le plus de leur commune intention exprimée dans le cadre de la Convention.

ARTICLE 17. REGLEMENT DES DIFFERENDS - LITIGES

Tous les différends entre les Parties relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la Convention feront l'objet, préalablement à toute action contentieuse, d'une tentative de règlement amiable.

Si le litige persiste, il sera porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A_____ A_____
Le_____ Le_____

Pour l'OCCUPANT	**Pour ARCOS**
Qualité	Qualité

58

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Conclusion d'un marché pour la fourniture et la livraison de sacs à déchets et de sachets pour déjections canines pour l'année 2018, reconductible en 2019, 2020 et 2021.

Dans le cadre de sa mission de salubrité publique et de maintien de la propreté, le service Propreté urbaine équipe certains de ses mobiliers de propreté implantés sur l'espace public de sacs à déchets transparents notamment ses corbeilles Vigipirate, ses collecteurs à déchets à compaction intégrée ainsi que ses porte-sacs et en utilise à l'occasion d'opérations ponctuelles de nettoyage.

Par ailleurs, la collectivité met à disposition des propriétaires de chiens des sachets pour déjections canines.

Dans ce but, il est amené à conclure un accord-cadre à bons de commande de fourniture et livraison de sacs à déchets et de sachets pour déjections canines.

L'évolution des consommations et des coûts par année civile est la suivante :

Lots	**Quantités/ Montants**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017 (1er semestre)**
Sacs à déchets 110 litres	Nombres	170 000	180 000	240 000	170 000
	Montants HT	21 098 €	19 962 €	27 943 €	19 876 €
	Montants TTC	**25 317 €**	**23 954 €**	**33 531 €**	**23 851 €**
Sacs à déchets collecteurs à compaction intégrée	Nombres	6 000	12 000	0	6 000
	Montants HT	2 184 €	4 368 €	0 €	2 305 €
	Montants TTC	**2 620 €**	**5 241 €**	**0 €**	**2 766 €**
Sachets pour déjections canines	Nombres	3 400 000	3 590 000	4 000 000	3 485 000
	Montants HT	33 560 €	39 131 €	43 600 €	39 188 €
	Montants TTC	**40 272 €**	**46 957 €**	**52 320 €**	**47 025 €**

En raison de l'incertitude liée aux modalités d'application du plan « Vigipirate », de la demande croissante de canisachets et selon les dispositions de l'ordonnance n° 2015-899

du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le marché à conclure sera passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec montants minimums et montants maximums.

L'accord-cadre à bons de commande est alloti en 3 lots pour les montants annuels minimums et maximums suivants :

N°	Lots	Montants par an HT	
		Minimum	Maximum
1	Fourniture et livraison de sacs à déchets transparents imprimés de 110 litres pour équiper les corbeilles Vigipirate, les bornes de propreté et les arceaux porte-sacs	13 000 €	52 000 €
2	Fourniture et livraison de sacs à déchets pour les collecteurs à déchets à compaction intégrée	2 000 €	8 000 €
3	Fourniture et livraison de sachets imprimés pour déjections canines destinés aux habitants de l'Eurométropole de Strasbourg	20 000 €	80 000 €
	TOTAUX	**35 000 €**	**140 000 €**

Une attention particulière sera portée à la prise en compte, dans les cahiers des charges et dans les offres des candidats, de l'impact environnemental des produits proposés notamment l'utilisation de matières recyclées.

La conclusion et la signature de l'accord-cadre à bons de commande sont conditionnées par le vote des crédits correspondants aux années 2018, 2019, 2020 et 2021.

La durée initiale du marché est d'un an reconductible pour 3 périodes d'un an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve de disponibilité des crédits, la passation d'un accord-cadre à bons de commande alloti en 3 lots, après mise en concurrence, pour la fourniture et la livraison de sacs à déchets et de sachets pour déjections canines pour une durée de 1 an reconductible pour 3 périodes d'un an avec un montant total minimum annuel de 35 000 € HT et un montant total maximum annuel de 140 000 € HT,

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2018, 2019, 2020 et 2021 sur les lignes 7222 / 60628 / EN01E et 7222 / 60628 / EN01F

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à mettre en concurrence ces prestations conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à signer et exécuter le marché en résultant, ainsi que toutes les pièces y afférant.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

59

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Versement des reliquats de dotations aux services de prévention spécialisée.

En conséquence de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) et par convention de transfert avec le Conseil Départemental du Bas-Rhin, la compétence de prévention spécialisée – action éducative territoriale s'inscrivant dans le cadre des missions d'aide sociale à l'enfance- est désormais exercée par l'Eurométropole.

La somme de 4 118 444,90 euros est transférée à l'Eurométropole pour exercer cette compétence

Par ordonnance du 1er décembre 2005, les services et équipes de prévention spécialisée sont des établissements sociaux et médico-sociaux au sens de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et sont à ce titre tarifés. Les dispositions législatives et réglementaires du même code prévoient que les dépenses de ces établissements habilités prennent la forme d'une dotation globale.

Par délibération du 16 décembre 2016, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg adopte l'organisation budgétaire suivant laquelle une avance correspondant à 60 % de la dotation perçue sur l'exercice 2015 est allouée aux établissements de prévention spécialisée ; le reliquat faisant l'objet d'ajustements suivant les orientations budgétaires et les règles tarifaires applicables aux établissements sociaux et médico-sociaux.

Ainsi et concernant les 6 associations gestionnaires de la compétence ; les sommes déjà allouées sont les suivantes :

Etablissements	**Sommes déjà allouées**
Jeunes Equipes d'Education Populaire- JEEP	938 705 €
ARSEA-OPI	938 252 €
Association du CSC V. Schoelcher/SPS de Cronenbourg	181 231 €
Club de jeunes l'Etage	135 301 €
Entraide le Relais	129 437 €
ViLaJe	164 444 €

Compte tenu des propositions budgétaires et des annexes présentées par les associations gestionnaires et à l'issue de la procédure contradictoire prévue par le Code de l'Action Sociale et des Familles, il est proposé d'allouer aux associations gestionnaires les reliquats suivants :

Etablissements	**Reliquats à verser**	**Total 2017**
Jeunes Equipes d'Education Populaire- JEEP	**582 249 €**	1 520 954 €
ARSEA-OPI	**690 433 €**	1 628 685 €
Association du CSC V. Schoelcher/SPS de Cronenbourg	**109 823 €**	291 054 €
Club de jeunes l'Etage	**101 044 €**	236 345 €
Entraide le Relais	**78 249 €**	207 686 €
ViLaJe	**93 943 €**	258 387 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission Permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

décide

d'allouer aux associations intervenant dans le champ de la prévention spécialisée, les soldes de dotations suivants :

-	*Jeunes équipes d'éducation populaire - JEEP*	*582 249 €*
-	*Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation - ARSEA*	*690 433 €*
-	*Association du centre social et culturel Victor Schœlcher*	*109 823 €*
-	*Club de jeunes l'Etage*	*101 044 €*
-	*Entraide le Relais*	*78 249 €*
-	*Ville action jeunesse - ViLaJe*	*93 943 €*
	Total	*1 655 741 €*

d'imputer cette dépense sur la ligne AS03V – 65568 – 428

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

60

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Attribution de subventions au titre des solidarités.

Dans le cadre du soutien aux associations intervenant pour les solidarités, il est proposé d'allouer des subventions pour un montant total de 428 095 €.

ADOMA	**100 000 €**

Les berges de l'Ain, fonctionnement.
ADOMA assure la gestion d'un centre d'hébergement de 30 places en chalets. Le dispositif permet à des personnes en difficulté d'hébergement du fait de la présence d'animaux ou de problèmes d'addiction, de trouver une solution d'hébergement ou de relogement. La structure s'adresse à des personnes majeures isolées et à des couples sans enfants à la rue. Une équipe pluridisciplinaire assure l'accueil, l'accompagnement et le suivi social des personnes hébergées ainsi que l'entretien du site.

Groupement associatif pour le logement et l'accompagnement - GALA	**35 600 €**

Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées du Bas-Rhin : insertion par le logement
L'Association GALA assure une mission d'insertion par le logement de familles en situation d'exclusion. La participation de l'Eurométropole de Strasbourg est destinée à financer la logique de parcours de l'hébergement vers le logement pour des personnes défavorisées dans le cadre des actions suivantes :

- le service logement insertion qui offre aux personnes la possibilité de tester leur capacité à occuper un logement autonome. L'espace relais propose 23 places en appartements de coordination thérapeutique,
- le service des délégations Fonds Solidarité Logement,
- les résidences sociales « Lausanne » et « Couronne »,
- le dispositif des « baux glissants ». Depuis 1993, Gala a négocié plus de 150 logements dans ce cadre avec des bailleurs sociaux et des propriétaires privés. Cette démarche, inscrite dans la programmation du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, a montré sa pertinence, tant pour les populations fragiles à qui elle offre un réel moyen d'accéder à un logement que pour les bailleurs sociaux

soucieux de la capacité effective des personnes à occuper un logement avec le soutien d'un accompagnement social.

Home protestant	**15 300 €**

Le fonctionnement d'un hébergement de stabilisation et d'urgence.
Le Home Protestant a repris, fin 2016, l'activité de l'association Regain, mise en liquidation suite au désengagement du Conseil départemental. Les 30 places pour femmes seules ou accompagnées d'enfants sont réparties sur les deux sites de l'association : rue de l'Ail (26 places) et rue de l'Abbé Lemire (4 places). Le Home protestant accueille à tout moment de la journée et de la nuit :

- des femmes en rupture sociale et/ou rencontrant des problèmes de dépendance,
- des femmes victimes de violences conjugales.

Cette activité était portée préalablement par l'association Regain.

Une avance de 137 700 € a été allouée au Home protestant. Le montant proposé correspond au solde de la participation annuelle. Le montant total pour 2017 est de 153 000 €.

Horizon amitié	**117 195 €**

- Accueil des deux rives 60 000 €

L'Accueil des deux rives assure l'hébergement dans la durée d'une quinzaine de sans domicile fixe, fortement précarisés par une longue vie à la rue. Ce service s'adresse à un public très éloigné de l'autonomie. Il nécessite une présence 24 h/24, une aide à la vie quotidienne, l'intervention d'un travailleur social et d'une infirmière.

- Accueil Koenigshoffen 57 195 €

L'association assure l'hébergement en appartements d'environ 35 hommes isolés en grande précarité. La structure est ouverte à l'année avec un taux d'occupation de 100 %.

Caisse départementale d'allocations familiales du Bas-Rhin	**160 000 €**

Fonds de solidarité logement – FSL
Le Fonds de solidarité pour le logement (FSL) permet d'aider les personnes et les familles en difficulté à :

- accéder à un logement décent et indépendant,
- s'y maintenir, que ces personnes soient locataires, sous-locataires ou résidentes de logements foyer,
- disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.

Les aides accordées par le FSL peuvent notamment être les suivantes :

- cautionnement du paiement du loyer et des charges locatives,
- prêts et subventions en vue :

- du paiement du dépôt de garantie, du premier loyer, des frais d'agence, ou d'autres dépenses liées à l'entrée dans les lieux (frais de déménagement, frais d'assurance locative, etc…),
- du règlement des dettes locatives et de factures d'énergie, d'eau et de téléphone dont l'apurement conditionne l'accès à un nouveau logement,
- du règlement des dettes de loyers, de charges locatives et en vue du règlement des frais de procédure supportés par la personne ou la famille pour se maintenir dans le logement.

Le FSL finance également des organismes qui assurent une mission de médiation locative (baux glissants ou logements d'insertion).

Outre l'attribution d'aides financières, le FSL permet un apprentissage des règles de vie et de gestion quotidienne d'un logement par la mise en place, le cas échéant, d'un accompagnement social lié au logement.

Au 1er janvier 2017, cette compétence a été transférée par le Conseil Départemental à l'Eurométropole. La gestion comptable et financière est déléguée à la Caisse d'allocation Familiale à travers un marché.

Bilan 2016 :

- accès au logement : 3 762 accords,
- maintien dans les lieux ; prise en charge de la prévention des coupures d'eau, d'énergie et de services téléphoniques : 985 accords,
- mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement : 318 logements d'insertion ; 167 places en résidences sociales et 188 places en maisons relais.

En 2016, les interventions du FSL se concentraient à 65 % sur l'Eurométropole de Strasbourg dont 48% sur le territoire de la ville de Strasbourg.

Le budget 2017 s'élève à 3 215 200 €.

Cette subvention historique de l'Eurométropole au fonds, n'est pas remise en cause par le transfert de la compétence.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. *ADOMA* *100 000 €*
   Les berges de l'Ain

2.	*Groupement associatif pour le logement et l'accompagnement – GALA* *Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées*	*35 600 €*
3.	*Home protestant* *hébergement de stabilisation et d'urgence*	*15 300 €*
4.	*Horizon amitié* *Accueil des deux rives*	*60 000 €*
5.	*Horizon amitié* *Accueil Koenigshoffen*	*57 195 €*
6.	*Caisse départementale d'allocations familiales du Bas-Rhin* *Fonds de solidarité logement*	*160 000 €*
	Total	*428 095 €*

- *d'imputer les subventions 1 à 5 d'un montant de 268 095 € au compte AS03M – 6574 – 424 prog. 8000 dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 289 684 €,*

- *d'imputer la subvention 6 d'un montant de 160 000 € au compte AS00B – 6574 - 420 prog. 8074 dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 188 100 €.*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Attribution de subventions au titre des solidarités

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
ADOMA	la gestion du Centre d'hébergement de trente places en chalets "Les berges de l'Ain".	100 000 €	100 000 €	122 378 €
GROUPEMENT ASSOCIATIF POUR LE LOGEMENT ET L'ACCOMPAGNEMENT	le Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées du Bas-Rhin.	50 000 €	35 600 €	35 600 €
HOME PROTESTANT	le fonctionnement d'un hébergement de stabilisation et d'urgence. Solde - Participation annuelle : 153 000 €	153 000 €	15 300 €	153 000 €
HORIZON AMITIE	le fonctionnement de l'Accueil des deux rives pour un public sans domicile fixe de longue date	60 000 €	60 000 €	60 000 €
HORIZON AMITIE	le fonctionnement de l'Accueil Koenigshoffen, pour des hommes isolés en grande précarité.	57 195 €	57 195 €	57 195 €
CAISSE DEPARTEMENTALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU BAS-RHIN	le Fonds de solidarité logement.	160 000 €	160 000 €	160 000 €

61

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Règlement intérieur des Médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg.

La dernière version du règlement intérieur des médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg a été approuvée par le Conseil eurométropolitain lors de sa séance du 18 décembre 2015.

La présente mise à jour du règlement intérieur des médiathèques eurométropolitaines permettrait :

- de respecter les recommandations liées à la mixité et l'égalité entre les femmes et hommes dans les écrits produits par l'administration ;

- de prévoir la suspension de l'accès aux services liés à l'abonnement en cas d'exclusion d'un usager (article 6) ;

- d'accepter les pièces justificatives suivantes pour s'inscrire au sein d'une des médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg : le récépissé de la demande de carte de séjour ou l'autorisation provisoire de séjour (article 15).

Un projet de nouveau règlement intérieur intégrant ces éléments est donc soumis à votre approbation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

le texte du règlement intérieur des médiathèques eurométropolitaines de Strasbourg annexé à la présente délibération, qui annule et remplace celui validé en Conseil de l'Eurométropole du 18 décembre 2015 ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à appliquer ce règlement.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Règlement intérieur des médiathèques de l’Eurométropole de Strasbourg

Vu le Code général des collectivités locales

Vu le Code de la propriété intellectuelle

Vu la délibération du Conseil eurométropolitain en date du 27 septembre 2007 approuvant la mise en place du Pass bibliothèques

Vu la délibération du Conseil eurométropolitain en date du 18 décembre 2015 relative à l’approbation du règlement intérieur applicable au public des médiathèques de l’Eurométropole de Strasbourg

Vu la délibération du Conseil eurométropolitain fixant les tarifs annuels d'abonnement du Pass Bibliothèques et la liste des institutions pouvant bénéficier d’une carte Collectivité

Vu l’arrêté tarifaire en vigueur fixant les forfaits dus en cas de perte, de détérioration, de retard dans la restitution des ouvrages, des boîtiers, liseuses et accessoires

Préambule

Les médiathèques eurométropolitaines sont un service public en régie de l’Eurométropole de Strasbourg.

Leur mission est de contribuer aux loisirs, à l’information, à la recherche documentaire, à la formation et à l’activité culturelle des habitants.

L’accès aux médiathèques et la consultation sur place des documents sont libres, gratuits et ouverts à tous.

Le personnel des médiathèques est à la disposition des usagers pour les aider à utiliser les ressources des médiathèques.

Le règlement intérieur fixe les droits et devoirs des usagers utilisateurs des services et locaux des médiathèques. Tout usager est soumis au présent règlement auquel il s’engage à se conformer. Le personnel des médiathèques et la Direction du service sont chargés de l’exécution du présent règlement.

Le présent règlement et les documents qui le complètent (Charte d’utilisation des postes informatiques, conditions générales d’utilisation du service WiFi) sont consultables dans les locaux des médiathèques et sur le site Internet des médiathèques de la ville et de l’Eurométropole de Strasbourg à l’adresse suivante : http://www.mediatheques.strasbourg.eu.

Les médiathèques mettent à disposition du public les outils nécessaires à la formulation de suggestions ou d'observations relatives aux collections et au fonctionnement des établissements. Les médiathèques restent juges de la suite donnée à ces suggestions et observations.

Des fermetures exceptionnelles des médiathèques peuvent avoir lieu, sans qu'elles puissent donner droit aux usagers à des mesures compensatoires. Ces fermetures sont annoncées dès que possible sur le site des médiathèques, sur le site de l'Eurométropole, par les réseaux sociaux et par voie d'affichage dans les médiathèques.

Obligations des usagers vis-vis du personnel, du public, des locaux et des collections

Art. 1 - Pendant les heures d'ouverture, les médiathèques sont ouvertes à tous. Les horaires et jours d'ouvertures sont disponibles sur le portail des médiathèques (http://www.mediatheques.strasbourg.eu) et peuvent varier en fonction des activités du moment et/ou de circonstances exceptionnelles.

Sous l'autorité du - de la - directeur-trice des médiathèques ou du - de la - responsable de chacune des médiathèques, le personnel des médiathèques et le personnel de surveillance peuvent cependant :
- être amenés à refuser l'accès à l'établissement en cas d'affluence et de danger pour l'ordre ou la sécurité des personnes et des biens ;
- être amenés à refuser l'accès à l'établissement et la circulation dans les locaux aux personnes sous l'emprise d'alcool ou de stupéfiants ;
- demander aux usagers de présenter leur carte d'abonné (de lecteur ou internet) dans le cas d'un constat d'infraction, notamment en cas de disparition de document(s) et / ou de non-respect de la charte d'utilisation des postes informatiques et / ou dans le cas de l'application de plans de sécurité **;**
- demander aux usagers de se conformer aux vérifications autorisées par la Loi en cas de déclenchement du système antivol. Le personnel des sociétés de surveillance est autorisé à procéder à l'inspection visuelle des bagages à main et, avec le consentement de leur propriétaire, à leur fouille.

Il est interdit au public :
- d'emprunter les accès non autorisés et signalés comme tels,
- de pénétrer dans les espaces réservés au personnel et d'entraver la circulation et l'accès aux issues de secours,
- de se livrer à des courses, bousculades ou glissades et d'utiliser les espaces comme terrains de jeux,
- d'accéder aux médiathèques avec des objets dangereux ou encombrants,
- de se déplacer en rollers ou trottinettes et autres engins d'agrément à l'intérieur des locaux,
- d'accéder aux médiathèques en compagnie d'animaux, à l'exception des chiens-guides accompagnant les personnes handicapées.

Art. 2 - Les usagers doivent faire preuve de discrétion et de respect envers le personnel et le public. Les rassemblements et attroupements sont interdits dans l'enceinte de la médiathèque.
Sur demande, les groupes préalablement constitués peuvent être accueillis pour une présentation des fonds et du fonctionnement des médiathèques. La plupart des médiathèques proposent notamment des plages horaires entièrement consacrées à l'accueil de classes

accompagnées de l'enseignant. Les renseignements sont à prendre auprès de chaque médiathèque.

Art. 3 - Il est demandé aux usagers de signaler au personnel tout accident ou malaise survenant dans les espaces des médiathèques et, sauf compétences médicales particulières, de ne pas toucher la personne qui en est victime.

Art. 4 - Les mineurs, accompagnés ou non, sont sous la responsabilité de leurs parents ou de leurs tuteurs légaux. Le personnel de la bibliothèque les accueille, les conseille mais n'est en aucun cas habilité à les garder.

Art. 5 - La responsabilité de l'établissement ne saurait être engagée en cas de perte, de vol, de détérioration des effets personnels ou de préjudice lié à des litiges entre usagers.

Art. 6 - Chacun est tenu de respecter à la fois le personnel, les autres usagers, les locaux, les collections ainsi que le matériel mis à disposition dans le cadre fixé par le présent règlement.

Les usagers sont tenus de respecter les principes républicains de neutralité et de laïcité du service public. Il est interdit dans l'enceinte des médiathèques de faire œuvre de prosélytisme politique ou religieux, de s'adonner à des pratiques religieuses à la vue de tous ou de tenir des discours et/ou de diffuser des écrits contraires à l'ordre public, ou incitant à la haine et à la violence.

Le dépôt et la distribution de tracts, brochures ou autres sont interdits sauf autorisation du - de la - responsable de la médiathèque concernée.

Les conversations à voix haute, ainsi que l'utilisation bruyante d'appareils sonores (baladeurs, téléphones portables, etc.) sont interdites.

Les actes de commerce, de publicité et de mendicité sont interdits sauf autorisation préalable du - de la - responsable de la médiathèque concernée.
Toute personne qui, par son comportement (violence physique ou verbale, ivresse, acte délictueux, manifestation de prosélytisme, etc.) est une cause de nuisance pour le public ou le personnel, perturbe l'organisation des diverses activités, ou nuit à l'hygiène, à la civilité et à la sécurité, pourra être exclue immédiatement et / ou pour une durée limitée dans le temps dans les conditions précisées ci-dessous.
Pour toute exclusion supérieure à la journée, l'usager sera informé de la décision envisagée à son encontre et des motifs de celle-ci, ainsi que de la possibilité qui lui est offerte de s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés.
La collectivité prononce l'exclusion dont la durée est fonction de la gravité du comportement incriminé. L'exclusion emporte la suspension de l'accès aux services liés à l'abonnement.
Les personnes sanctionnées ne pourront pas prétendre au remboursement de tout ou partie de leur abonnement.
L'exclusion d'un mineur qui refuse de se conformer au présent règlement doit s'accompagner d'une remise aux parents ou à défaut aux forces de l'ordre. Lorsque ni les parents ni la police ne peuvent se déplacer, le mineur peut alors être exclu de l'établissement.

La responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg n'est engagée que pendant les heures d'ouverture au public, et vis-à-vis des seuls usagers en conformité avec le présent règlement et

avec les instructions complémentaires données par le personnel du service et des sociétés de surveillance.

En cas de dommage survenu dans la consultation ou l'utilisation sur place des équipements mis à disposition de l'usager, la collectivité engagera la responsabilité de l'usager aux fins de remboursement.

Art. 7 - Il est possible de se restaurer uniquement dans les espaces autorisés à cet effet et signalés comme tels. Toutes les boissons non alcoolisées sont autorisées en tous points, sauf en salle du patrimoine, au gametisch ainsi qu'à proximité des appareils électriques (télévision, ordinateur). La consommation d'alcool est interdite dans l'ensemble des locaux des médiathèques. La seule exception concerne les boissons servies dans le cadre des buffets organisés à l'initiative des médiathèques (par exemple en cas de vernissage) ou sur leur autorisation en cas de prêt de salle.

Art. 8 - Les médiathèques mettent à la disposition des usagers des postes informatiques. Pour pouvoir utiliser un poste, les usagers doivent accepter le contenu de la charte d'utilisation des postes informatiques qui leur est soumis lors de la première utilisation.

L'utilisation d'un ordinateur portable personnel est autorisée dans le respect du code de la propriété intellectuelle et des principes énoncés dans le présent règlement.

Tout accès à Internet dans les locaux des médiathèques, par le biais ou non des moyens techniques (poste informatique, borne WiFi, etc.) mis à disposition par l'Eurométropole de Strasbourg, doit se faire dans le respect des interdictions suivantes :
- consulter des sites ou des documents de nature pornographique, ou incitant à la violence, à la discrimination, à la haine raciale ou contraires à la Loi ;
- s'introduire ou tenter de s'introduire frauduleusement sur un autre ordinateur distant, que ce soit dans le but ou non de nuire à autrui ;
- télécharger ou transférer des fichiers illégaux, notamment d'œuvres non libres de droit.

Un accès Internet avec contrôle de site a été mis en place pour les postes dédiés aux enfants. La consultation d'Internet qui est faite par les mineurs dans la médiathèque reste néanmoins sous la responsabilité des parents ou du représentant légal.

Art. 9 - Le plus grand soin doit être apporté par le public aux documents mis à sa disposition ainsi qu'au respect et à l'équité d'utilisation des équipements mis à la disposition du public.

Art. 10 - La photocopie des documents est autorisée pour un usage privé dans le respect de la loi en vigueur. Elle est payante. Le tarif en est fixé par délibération du conseil eurométropolitain.

Sont cependant exclus de la photocopie les partitions musicales et, pour des raisons de conservation, les documents dont l'état risquerait d'être dégradé par le passage à la photocopieuse.

Art. 11 - Les prises de photographies, films, les enregistrements, reportages, interviews, enquêtes sont interdits sauf autorisation préalable à solliciter par écrit auprès de l'Eurométropole de Strasbourg, hors prises de vues réalisées dans un but d'information immédiat.

Dans tous les cas, la personne individuelle ou morale procédant à un tournage ou à des prises de vues devra garantir l'Eurométropole de Strasbourg contre toute revendication ultérieure d'un droit à l'image ou d'une propriété intellectuelle.

Art. 12 - La reproduction des documents est envisageable dans certains cas et sous certaines conditions :

- elle est possible lorsqu'il s'agit de documents non tombés dans le domaine public :
  - en vue d'un usage privé (à l'exception des thèses non publiées, des logiciels, bases de données et documents en dépôt et tout autre document imposant l'autorisation des ayants-droit) à condition qu'elle soit réalisée avec un appareil dont l'usager est propriétaire**,**
  - si elle relève de l'exception d'enseignement et de recherche lorsqu'il s'agit de documents non tombés dans le domaine public. L'usager n'a pas alors à être propriétaire du moyen de reproduction.

- Elle est possible concernant des documents tombés dans le domaine public conservés par les médiathèques.

Dans ces cas où la reproduction est possible, elle est soumise à une autorisation préalable qui doit être impérativement obtenue auprès de la Ville ou de l'Eurométropole de Strasbourg

Concernant la photographie, l'usager peut être autorisé à effectuer lui-même le cliché, à la condition que celui-ci se fasse sans flash, sans contact direct de l'appareil avec le document et selon les recommandations du - de la - responsable de salle. Pour les films, la prise de vue se fera exclusivement avec une caméra sans apport d'éclairage supplémentaire. La **v**ille et l'Eurométropole de Strasbourg se réservent le droit de refuser la publication d'une reproduction.

Art. 13 - La reproduction de documents est interdite, sous quelle que forme que ce soit (numérique, photographique, cinématographique, vidéo) concernant les thèses non publiées, les documents auto-édités, les logiciels, les bases de données, les documents en dépôt et tout autre document imposant l'autorisation des ayants-droit.

Abonnements ou inscriptions

Art. 14 - La consultation sur place est libre et gratuite mais l'emprunt de documents nécessite :
- la délivrance préalable d'une carte nominative unique, dénommée « Pass'relle », valable un an de date à date,
- l'inscription nominative de l'emprunteur dans la base de données des médiathèques.

Les modalités de délivrance de la carte "Pass'relle" sont consultables dans le mode d'emploi de la "Carte Pass'relle" et en médiathèque. La date de fin de validité de l'inscription en médiathèque correspond à la date de fin de validité enregistrée sur la carte « Pass'relle ».

Les usagers de plus de 16 ans souhaitant utiliser des postes informatiques mais qui ne souhaitent pas emprunter des documents peuvent se faire délivrer gratuitement sur présentation d'une pièce d'identité une carte Internet.

Art 15 - Le lecteur peut s'inscrire auprès d'une des médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg en présentant les pièces suivantes :
- une pièce d'identité comportant date et lieu de naissance : carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, livret de famille, extrait d'acte de naissance,
- le récépissé de la demande de carte de séjour ou l'autorisation provisoire de séjour si le document comporte la date, le lieu de naissance et une photo,
- les pièces justificatives ouvrant droit au demi-tarif ou à la gratuité issues de la délibération du 27 septembre 2007 et retranscrites dans le Guide Pass'relle.

Pour les mineurs, il convient de présenter les documents suivants :
- une pièce d'identité du - de la - responsable légal-e comportant date et lieu de naissance : carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, livret de famille, extrait d'acte de naissance**,**
- un document comportant la date de naissance de l'enfant (pièce d'identité, livret de famille, carte de famille nombreuse, carte de Mutuelle, carte CPAM, carnet de correspondance, carnet de santé)**,**
- un formulaire d'autorisation d'inscription d'un mineur signé d'un ascendant ou du tuteur légal.

Les photocopies des documents demandés, lisibles, datées et signées sont admises.
L'inscription est annuelle, de date à date.

Tout renouvellement nécessite :
- la présentation de la carte "Pass'relle" déjà délivrée,
- la présentation de l'ensemble des documents nécessaires à l'inscription, à l'exception de la présentation de la pièce d'identité des enfants,
- le cas échéant, le paiement des droits prévus.

Art. 16 – Toute prestation rendue par les médiathèques donnant lieu à facturation peut être payée en espèces, par chèque à l'ordre du Trésor public ou par carte bancaire. Les billets d'un montant supérieur à 100 euros ne peuvent être acceptés. Les remboursements, totaux ou partiels, ne sont pas permis.

Art. 17 - Une inscription peut être effectuée par un tiers en présentant les pièces nécessaires listées dans ce document.

Art. 18 - L'abonné est tenu de signaler tout changement d'adresse ou de patronyme, ainsi que la perte ou le vol de sa carte "Pass'relle".
Le coût de remplacement d'une carte volée ou perdue est fixé par délibération du conseil eurométropolitain.

Art. 19 - L'abonné est personnellement responsable de sa carte et des documents empruntés avec celle-ci, même en cas d'utilisation illicite de celle-ci. Les parents ou tuteurs légaux sont responsables des documents empruntés par leurs enfants mineurs et devront assurer leur remboursement ou leur remplacement le cas échéant.

Art. 20 - Les données recueillies lors de l'établissement de la carte "Pass'relle" et lors de l'inscription servent exclusivement à la gestion des prêts, à l'évaluation et à l'analyse des services ainsi que, avec l'accord du titulaire de la carte, à l'information sur les manifestations

culturelles proposées par les médiathèques ; elles font l'objet de traitements informatiques déclarés à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ; conformément à la loi du 6 janvier 1978, chacun a le droit de prendre connaissance, sur demande écrite, des informations qui le concernent et d'en demander la rectification si nécessaire.

Art. 21 - Cartes collectivités : la liste des collectivités concernées est intégrée dans la délibération du 27 septembre 2007 approuvant la mise en place du Pass bibliothèques et retranscrite dans le Guide Pass'relle. L'inscription des personnes morales se fait sur demande écrite. Dans le cadre de cette demande, une personne physique responsable de l'inscription et des documents empruntés est nommément désignée. L'Eurométropole de Strasbourg se retournera vers cette personne pour demander le remplacement ou le remboursement des documents abimés ou perdus.

Emprunts

Art. 22 - Le prêt est consenti à titre individuel aux personnes inscrites dans les médiathèques à jour de leur inscription et de leurs retours de documents. La carte «Pass'relle», ou sa copie lisible (papier, smartphone) doit être présentée à chaque emprunt. Les emprunts de documents par les mineurs se font sous la responsabilité de leurs parents.

Art. 23 - Les conditions d'emprunt des documents (quotas, prolongation, réservation) applicables à chaque catégorie d'emprunteur (abonnement individuel livres ou multimédia ou abonnement collectivité) sont fixées par le-la directeur-rice des médiathèques.
Tout document emprunté dans une médiathèque eurométropolitaine doit être rendu dans les médiathèques en mesure d'enregistrer son retour.

Art. 24 - Certains documents expressément signalés (encyclopédies, ouvrages de référence, films sans les droits de prêt, revues dans certains établissements) sont exclus du prêt mais peuvent être consultés sur place.

Art. 25 – En cas de perte ou de détérioration d'un document, ou de boîtiers des documents audiovisuels et multimédias, l'emprunteur doit assurer son remplacement ou, pour les documents acquis avec des droits de prêt, son remboursement.

Le remboursement des documents se fait en appliquant les forfaits fixés par délibération du conseil eurométropolitain. Le document ou boîtier détérioré peut être conservé par l'usager.

La perte ou la détérioration d'une partie d'un document ou d'un document d'accompagnement fait l'objet du remplacement ou du remboursement de l'intégralité du document. En aucun cas, les usagers ne doivent réparer, même de façon minime, un document détérioré. Ils doivent en informer les agents de la bibliothèque au moment du retour.

Art. 26 – En cas de retard dans la restitution de documents empruntés, aucun nouvel emprunt n'est possible tant que l'ensemble des documents n'est pas restitué. Au terme de la procédure de relance, le ou les ouvrages seront facturés selon une pénalité financière déterminée par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg. Le Receveur des finances est alors chargé de récupérer la somme due.

Il n'est pas possible pour l'usager de se soustraire au paiement de cette somme en restituant de façon partielle ou complète les documents empruntés. Les documents ainsi restitués restent

propriété du réseau des médiathèques. Seuls les cas de recours gracieux ou d'erreur de l'administration peuvent déboucher sur une modification ou une annulation de cette pénalité.

Art. 27 - En cas de perte ou de détérioration d'une liseuse ou des accessoires, il n'est pas possible pour l'emprunteur d'assurer son remplacement. Celui-ci doit le rembourser en application des forfaits fixés par délibération du conseil eurométropolitain.
La liseuse ou l'accessoire détérioré peut être conservé par l'usager.

Art. 28 - En cas de retard dans la restitution d'une liseuse ou d'un accessoire, aucun nouvel emprunt n'est possible tant que l'ensemble des documents n'est pas restitué. Au terme de la procédure de relance, la liseuse ou l'accessoire sera facturé selon une pénalité financière déterminée par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg. Le Receveur des finances est alors chargé de récupérer la somme due.
Il n'est pas possible pour l'usager de se soustraire au paiement de cette somme en restituant la liseuse ou les accessoires. Ces derniers ainsi restitués restent propriété du réseau des médiathèques. Seuls les cas de recours gracieux ou d'erreur de l'administration peuvent déboucher sur une modification ou une annulation de cette pénalité.

Art. 29 - Toutes les dispositions prévues pour le retour des documents s'appliquent également à ceux qui ont été déposés dans les « boîtes de retour » de documents pour les médiathèques qui en sont équipées.

Art. 30 - Conformément au Code de la propriété intellectuelle, les documents audiovisuels et multimédias ne peuvent être utilisés que pour des auditions et/ou projections à caractère individuel ou familial. La reproduction ou la diffusion publique de ces documents est formellement interdite. L'abonné est seul responsable des conséquences d'une utilisation illégale des documents qu'il emprunte.

Art. 31 - L'écoute et le visionnement des documents audiovisuels empruntés se font sous l'entière responsabilité de l'emprunteur. En aucun cas, l'Eurométropole de Strasbourg ne pourra être tenue pour responsable du dysfonctionnement d'un appareil de lecture survenu lors de l'utilisation d'un document emprunté.

Dispositions propres à la Médiathèque André Malraux - Vestiaires

Art. 32 - Des vestiaires sont mis à la disposition des visiteurs et groupes pour leur permettre de déposer les objets et effets qui les encombrent. Les préposés au service des vestiaires reçoivent des dépôts dans la limite des capacités des vestiaires (box de 80 cm x 50 cm) et peuvent refuser ceux dont la présence n'est pas compatible avec la sécurité ou la bonne tenue de l'établissement.

Art. 33 - Pour des motifs de sécurité, l'acceptation d'un sac ou d'un paquet est subordonnée à l'ouverture de ce sac ou paquet par le visiteur. Les objets de valeur et/ou sommes d'argent sont déposés sous l'entière responsabilité du déposant.

Art. 34 - Des tickets numérotés sont remis aux déposants. En cas de perte des tickets, les usagers ne peuvent prétendre récupérer les objets déposés avant la fermeture du vestiaire.

Art. 35 - Les effets ou objets non retirés du vestiaire lors de la fermeture de l'établissement sont tenus à la disposition de leur propriétaire pendant 48 heures ; passé ce délai, ils seront transmis au Bureau des objets trouvés, 15 petite rue de la Course, 67000 Strasbourg.

Dispositions propres à la Médiathèque André Malraux - Salle du patrimoine et consultation du fonds patrimonial

Art. 36 - La salle dite « salle du patrimoine » est réservée à la consultation des ouvrages des magasins, constitués de différents fonds : Alsatiques, Fonds anciens et modernes, fonds précieux (incunables, manuscrits, livres d'artistes) périodiques, partitions etc.

L'accès à la salle du patrimoine est libre. L'accès à cette salle se fait après que le lecteur ait déposé ses effets personnels aux vestiaires.

Art. 37 - La consultation des documents du Fonds patrimonial stockés dans les magasins de la Médiathèque André Malraux ne peut se faire que dans la salle patrimoine et après présentation soit d'une carte Pass'relle, soit d'une pièce d'identité.

Pour consulter un document de la réserve (manuscrits, incunables, fonds du 16ème siècle, livres d'artistes), il est nécessaire d'obtenir au préalable l'autorisation du - de la - responsable du Fonds patrimonial.

Art. 38 - Il est possible de commander cinq documents conservés en magasin. Ils seront communiqués les uns après les autres auprès du lecteur.

Art. 39 - Lorsqu'il existe un document de substitution (Cdrom, microfilm, fac-similé ...), c'est celui-ci qui sera communiqué et non l'original. Une autorisation exceptionnelle pourra être accordée pour la consultation de l'original.

Art. 40 - Les documents consultés doivent être rendus dans l'état dans lequel ils ont été communiqués : il est interdit de les photocopier, de les annoter, de les décalquer.
Le lecteur qui quittera la salle du patrimoine devra impérativement rendre ses documents au président de salle qui en vérifiera l'état.

Art. 41 - Pour toute consultation d'ouvrages précieux :
- dans la salle, quel que soit le document consulté (libre accès salle ou magasins), l'utilisation de stylos à encre est proscrite au profit de celle du crayon à papier
- le port de gants de coton peut être exigé pour la consultation de certains ouvrages précieux ;
- la manipulation des documents doit se faire avec délicatesse sans forcer leur ouverture ; des manchons sont à disposition pour maintenir à plat le document ;
- les documents ne doivent en aucun cas servir de support à la feuille de prise de notes ;
- les ouvrages les plus précieux seront consultés sur un lutrin ou un futon spécialement réservé à cet usage, et garantissant la bonne ouverture et la préservation des documents**.**

Art. 42 - Dans la salle du patrimoine, le silence est de rigueur. L'usage du téléphone portable est interdit et le travail en groupe n'est pas admis.

Art. 43 - La consommation de boisson ou de nourriture est strictement interdite en salle du patrimoine.

Art. 44 - L’usage d’un ordinateur portable est admis.

Art. 45 - Toute reproduction des ouvrages du Fonds patrimonial est soumise à l’autorisation du responsable du Fonds patrimonial et doit faire l’objet d’une demande écrite.

Les reproductions de documents sont réservées à l’usage personnel du demandeur et soumises à la législation existante sur la propriété littéraire et artistique. Des photographies peuvent être obtenues sur demande aux frais du demandeur. L’utilisation d’un appareil numérique personnel peut être acceptée après avis du - de la - responsable du Fonds patrimonial. Le flash est strictement interdit.

La mention « Médiathèques de Strasbourg – Fonds patrimonial », suivie de la cote de l’ouvrage reproduit est exigée. Cette mention peut être abrégée sous la forme « MS - FP », suivi de la cote de l’ouvrage reproduit.

Art. 46 - Le présent règlement est porté à la connaissance du public sur demande à l’accueil dans chaque médiathèque de la ville de Strasbourg et sur le site Internet des médiathèques.

62

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et l'Association des bibliothécaires de France.

L'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et l'Association des bibliothécaires de France (ABF) souhaitent renouveler le partenariat qui les unit dans le cadre de la formation pour l'obtention du diplôme d'auxiliaire de bibliothèque.

Il s'agit d'une formation professionnelle qui s'adresse aux personnes travaillant en bibliothèque (à titre salarié ou bénévole) sans formation et sans diplôme dans la filière des métiers du livre. Y sont dispensés des cours se déroulant sur une année scolaire à raison d'une à deux journées par semaine, représentant un minimum de deux cents heures.

Cette formation est proposée alternativement à Strasbourg et à Mulhouse tous les deux ans. L'ABF y organise le cycle de préparation au diplôme et à l'issue, l'examen en vue de l'obtention du diplôme. Elle est donc en charge des contenus, de la correction, de la publication des résultats et de la délivrance du diplôme aux candidats admis.

La présente délibération propose d'organiser les obligations de l'Eurométropole lorsque la formation a lieu à Strasbourg. En effet, il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg s'associe au bon déroulement de cette formation par la participation d'agents de l'Eurométropole de Strasbourg au suivi administratif de l'enseignement. La ville de Strasbourg met quant à elle à disposition les locaux de la médiathèque Olympe de Gouges. En contrepartie, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg bénéficient chaque année de l'inscription gratuite de deux agents titulaires ou contractuels au centre de formation de l'ABF.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

le partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et l'Association des bibliothécaires de France retraçant les modalités de la formation pour l'obtention du diplôme d'auxiliaire de bibliothèque ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention correspondante annexée à la présente délibération.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

Convention

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La **ville de Strasbourg**, dénommée ci-après « la Ville », représentée par son maire, Monsieur Roland RIES,

Et

l'**Eurométropole de Strasbourg**, représentée par son président, Monsieur Robert HERRMANN,

toutes deux situées 1 parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg

Et

L'**Association des bibliothécaires de France**, dont le siège est situé 31, rue de Chabrol 75010 Paris, dénommée ci-après « l'ABF », représentée par son président, Monsieur Xavier GALAUP,

considérant que la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont soucieuses d'améliorer la qualité du service public des médiathèques par la formation professionnelle,

considérant que l'ABF a compétence pour dispenser une formation en vue de l'obtention du diplôme d'auxiliaire de bibliothèque et pour organiser celui-ci,

il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : objet de la convention
La Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et l'ABF souhaitent renouveler le partenariat qui les unit dans le cadre de la formation pour l'obtention du diplôme d'auxiliaire de bibliothèque.

Cette formation est proposée alternativement à Strasbourg et à Mulhouse tous les deux ans.
La présente convention décrit les obligations des parties lorsque la formation a lieu à Strasbourg.

Article 2 : domiciliation du centre de formation
La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg acceptent la domiciliation du centre de formation à la Médiathèque Olympe de gouges, 3 rue Kuhn à Strasbourg.

Article 3 : prestation de l'ABF
L'ABF organise, dans le cadre du centre de formation, un cycle de préparation au diplôme d'auxiliaire de bibliothèque et à l'issue, l'examen en vue de l'obtention de diplômes, soit : les contenus, la correction, la publication des résultats et la délivrance du diplôme aux candidats admis.

A ce titre, sont dispensés des cours se déroulant sur une année scolaire à raison d'une à deux journées par semaine, représentant un minimum de deux cents heures.

L'ABF sélectionne les candidats à la formation en application de critères nationaux et fixe annuellement les droits d'inscription. Elle perçoit directement les droits d'inscription des candidats à l'examen et rétribue en contrepartie les enseignants et les intervenants extérieurs.

Article 4 : avantages consentis par la ville de Strasbourg au titre de l'occupation des locaux
La Ville accueille gracieusement dans les locaux de la Médiathèque Olympe de Gouges les activités d'enseignement du centre de formation. Cette mise à disposition d'espace représente un avantage en nature consenti à l'ABF retranscrit dans les comptes finaux du partenaire. Cet avantage est valorisé à hauteur de 14 500 € pour la formation (correspondant à vingt jours d'occupation de septembre à juin).

Cet accueil comprend la mise à disposition de locaux, l'usage de matériels bureautiques et de reprographie, les frais de courrier et de communication entre le centre de formation, les enseignants et les élèves.

Ces avantages sont consentis dans la limite des moyens et du bon fonctionnement du service des Médiathèques. Ils ne donneront lieu à aucun règlement de facture pour les prestations demandées par l'ABF.

Article 5 : avantages consentis par la Ville et / ou l'Eurométropole de Strasbourg au titre de la participation des agents de la Ville et / ou de l'Eurométropole de Strasbourg
Les enseignants ou intervenants provenant des médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg effectueront leur activité d'enseignement en dehors de leur temps de service.

Néanmoins, deux agents de la Ville et / ou de l'Eurométropole de Strasbourg assureront le suivi administratif relatif à la formation.

En effet, le suivi administratif mobilise :
- un cinquième du temps de travail, équivalent temps plein, d'un agent de catégorie A, soit une valorisation de 12 000 € ;
- un dixième du temps de travail, équivalent temps plein, d'un agent de catégorie C, soit une valorisation de 4 000 €.

Ces agents peuvent relever de :
- l'Eurométropole de Strasbourg ;
- la ville de Strasbourg ;
- des deux, en qualité d'agents « transversaux » du service des Médiathèques.

En fonction de la ou des collectivités de rattachement des deux agents, l'avantage sera consenti par la Ville et / ou l'Eurométropole de Strasbourg. La répartition de la valorisation sera indiquée en amont du début du cycle de formation par le service des Médiathèques à l'ABF.

Article 6 : contrepartie des avantages consentis par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Pendant toute la durée de la convention, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg bénéficient chaque année de l'inscription gratuite de deux agents titulaires ou contractuels en fonction dans les médiathèques du réseau Pass'relle et satisfaisants aux conditions générales d'accès à la formation de l'ABF.

Article 7 : obligations de l'ABF

L'ABF est responsable du contenu pédagogique de la formation.
Elle communique annuellement à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg :

- le programme des enseignements,
- la liste des agents de l'Eurométropole de Strasbourg candidats et admis à la formation,
- le calendrier des enseignements pour l'année scolaire,
- le bilan de la formation et de l'examen transmis par chaque centre de formation à la commission pédagogique nationale de l'ABF, incluant le rapport du représentant national de l'ABF, président du jury d'examen.

Article 8 : limite de responsabilité de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

L'ABF est responsable des éventuels dommages qui pourraient être causés aux biens et aux personnes dans le cadre des activités du centre de formation, y compris dans les locaux de la Ville.
Le groupe « Alsace » de l'ABF s'engage à souscrire une assurance nécessaire à la couverture des risques inhérents au fonctionnement du centre de formation et à fournir à la Ville la copie de la police d'assurance.
Il appartient à l'ABF de signaler à la Ville tout dommage aux biens survenus dans les locaux mis à sa disposition.

Article 9 : durée, modification et résiliation de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature par les trois parties et ce, jusqu'à la fin du cycle de formation en cours.

La présente convention est renouvelable par tacite reconduction sans limitation de durée ou de renouvellement.

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties en respectant un préavis permettant la fin d'un cycle de formation et dans un délai minimum de trois mois. La résiliation fera l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La fin de la convention de donnera lieu à aucun versement d'une indemnité à l'ABF.

Article 10 : exécution de la convention
La cheffe de service des Médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est chargée de l'exécution de la présente convention, dans le respect du bon fonctionnement du service.

Fait à Strasbourg, en trois exemplaires originaux,

Pour la ville de Strasbourg
Le Maire, par délégation,

Camille GANGLOFF

Adjointe au maire

Pour l'Eurométropole de Strasbourg
le Président, par délégation,

Camille GANGLOFF

Conseillère eurométropolitaine
déléguée

Pour l'Association des
bibliothécaires de France

Xavier GALAUP

Président

63

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Modification du tarif de vente du catalogue d'exposition "Rétro d'expos".

L'arrêté tarifaire actuellement en vigueur fixe le prix de vente des livres d'exposition produits par les Archives à 20 €. Ce prix a été calculé dans le cas d'une production en régie, avec commercialisation directe par le service.

Or, dans le cadre de la prochaine exposition des Archives « Rétro d'expos », qui s'insère dans l'opération des Musées de Strasbourg « Strasbourg, laboratoire d'Europe », les Archives ont la possibilité de conclure un partenariat avec une maison d'édition, ce qui permettra d'assurer une meilleure diffusion et une meilleure visibilité du produit.

Les conditions économiques sont donc différentes de celles d'une production en régie, puisqu'il faut y inclure la part du diffuseur. Il est donc proposé de fixer le prix de ce produit à 25 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

la modification du tarif de vente du catalogue d'exposition « Rétro d'expos » au prix de 25 euros

décide

d'imputer les recettes sur les crédits inscrits au budget de l'Eurométropole de Strasbourg : Fonction 315 Nature 7088 LO09B.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

64

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Relations financières entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Racing club de Strasbourg Alsace pour 2017 et 2018.

L'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de sa politique de soutien et de promotion du sport de haut niveau, constitue un partenaire privilégié du Racing Club de Strasbourg Alsace. Compte tenu de l'évolution du club en Ligue, au titre de la saison sportive 2017-2018, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite renouveler son engagement au titre de la présente saison sportive.

Il vous est ainsi proposé de conclure entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association Racing Club de Strasbourg Alsace, au titre de la saison sportive 2017-2018 :

1. **une convention financière** d'un montant de 628 000 € TTC, pour le fonctionnement du centre de formation.

En dehors de la formation des jeunes stagiaires au métier de footballeur, cette aide financière permettra également à l'association RCSA de prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir à chaque stagiaire une formation professionnelle individuelle lui permettant, en cas d'échec sur le plan sportif, de se réorienter sur un cursus de formation normale ;

2. **la passation d'un marché public entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SAS RCSA**, permettant d'associer l'image de la collectivité à la notoriété du Club, pour un montant total estimé à 372 000 € TTC pour l'exécution de prestations de services portant sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature visuelle de l'Eurométropole sur les supports suivants :

   - divers effets vestimentaires (veste de survêtement, chasuble…) ;
   - panneaux à l'intérieur du stade ;
   - annonces sur les écrans LED ;
   - sur tous les supports de communication du club ;
   - etc…

Ces prestations spécifiques de communication et de billetterie ne relèvent pas, en vertu de l'article 28 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, des

services soumis à une procédure de passation formalisée. Dès lors, les prestations projetées sont soumises pour leur dévolution à une procédure adaptée définie à l'article 27 du même décret.

Ce marché sera soumis pour attribution à la commission d'appel d'offres.

Les deux propositions de contrats s'inscrivent dans le cadre des dispositions du code du sport ; les documents administratifs et financiers ci-dessous listés sont consultables au service Vie sportive.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau),
vu les documents administratifs et financiers que sont
les bilans et comptes de résultat des deux exercices clos,
le budget prévisionnel de l'année sportive 2017-2018,
le rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par
les collectivités territoriales l'année sportive précédente,
le document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées,
consultables au service Vie sportive
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Racing Club de Strasbourg Alsace, des contrats suivants :

au titre de la saison sportive 2017-2018 :

1. ***une convention financière, avec l'Association Racing Club de Strasbourg Alsace*** *d'un montant de 628 000 € TTC jointe en annexe, pour le fonctionnement du centre de formation ;*

2. ***la passation d'un marché public, avec la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace*** *pour un montant total estimé à 372 000 € TTC pour l'exécution de prestations de services portant sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature visuelle de la Collectivité sur des supports de communication ;*

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires suivantes :

1. *30\6574\8052\SJ03C programme 8052 : pour le versement de la subvention en faveur de l'Association RCSA d'un montant de 628 000 € TTC, imputée sur le budget primitif 2018 après vote du budget primitif ;*

2. *30\6238\SJ03C : pour le versement à la SAS RCSA d'un acompte de 30 % du marché public d'un montant total estimé à 372 000 € TTC, soit une somme estimée à 111 600 € TTC sur le budget de 2017. Le solde quant à lui sera versé en 2018 ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e, à signer et à exécuter la convention financière, ainsi qu'à négocier, puis signer le marché après attribution par la Commission d'appel d'offres, ainsi que tous autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

CONVENTION FINANCIERE
EXERCICE 2018

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par M. Robert HERRMANN, Président dénommée ci-après la Collectivité

et

- l'association Racing Club de Strasbourg Alsace ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg
  et dont le siège est situé 12 rue de l'Extenwoerth 67100 STRASBOURG,
  représentée par son Président, Monsieur Patrick SPIELMANN
  dénommée ci-après, l'association RCSA

Vu la délibération de la commission permanente (bureau) du 29 septembre 2017

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

La Collectivité, dans le cadre de sa politique sportive de haut niveau, s'engage à soutenir financièrement l'association Racing Club de Strasbourg Alsace.

A cet effet, la Collectivité et l'association Racing Club de Strasbourg Alsace concluent une convention financière dans le cadre de ses activités de haut niveau et plus particulièrement pour ce qui concerne le fonctionnement de son centre de formation.

Article 1er – Objet de la convention

L'association RCSA a pour objet de :

- contribuer à l'épanouissement physique et culturel de ses membres par la pratique du football et de créer entre eux des liens d'amitié et de solidarité à travers le caractère éducatif et social de cette activité sportive ;
- former des jeunes au métier du footballeur professionnel,
- permettre à des jeunes la pratique du football à un niveau élevé,

L’association RCSA s’interdit toute discussion ou manifestation de caractère politique ou confessionnel.

L’association RCSA, sans but lucratif, a une gestion désintéressée et s’interdit tout partage de l’actif entre ses membres.

Compte tenu de l’importance qu’accorde la Collectivité au domaine dans lequel l’association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement les activités de haut niveau de l’association RCSA et notamment le centre de formation au titre de la saison sportive 2017-2018.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation de l'objet s'élève à la somme de 1,9 million d’euros.

Le cas échéant, l'association RCSA s'engage à informer immédiatement la Collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 – Versement de la subvention

Pour la saison sportive 2017-2018, l'aide financière de la Collectivité s’élève à un montant total de 628 000 € TTC.

La subvention sera créditée de la manière suivante :
- ✓ 90 % après le vote du budget primitif de l’exercice 2018 et signature par les deux parties de la présente convention ;
- ✓ 10 % dès que le service Vie sportive sera en possession des documents administratifs et financiers exigés à l’article 4

Cette aide financière sera versée sur le compte bancaire n° 08769866491 au nom de l’association Racing Club de Strasbourg Alsace auprès de la CE ALSACE STRASBOURG

Article 4 : Engagements de l’association

En signant la présente convention, l’association RCSA s’engage à :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des missions prévues à l’article 1er et à faciliter le contrôle, par les services de la Ville de Strasbourg, de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès aux documents

administratifs et comptables et la tenue d'une comptabilité de type analytique permettant de bien distinguer les missions d'intérêt général, objet des présentes subventions, des autres activités de l'association RCSA.

➢ à fournir, à l'appui de la demande de subvention :

- le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle l'aide financière est sollicitée ;
- les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ;
- un document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions sollicitées ;
- un rapport retraçant l'emploi des subventions versées par les collectivités l'année sportive précédente.

De même, l'association RCSA fera connaître à la Ville, dans un délai d'un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettra ses statuts actualisés.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

L'absence totale ou partielle du respect des clauses prévues à l'article 4 de la présente convention est susceptible d'entraîner :

✓ l'interruption de l'aide financière de la Collectivité,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association RCSA.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association RCSA et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la Collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

La Collectivité ne pourra palier ni un manque d'engagement des autres partenaires financiers, ni un quelconque déficit.

Article 6 – Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2018.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association RCSA devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

1000

Article 7 : Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie sans indemnité à l'expiration d'un délai de dix jours, en cas de non respect des obligations contractuelles, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 : Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la présente convention, les parties engageront une concertation amiable, préalablement à la saisine d'une instance juridictionnelle ou arbitrale.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au tribunal administratif de Strasbourg

Article 9 – Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Receveur des finances de l'Eurométropole de Strasbourg - CS 71022 - Strasbourg cedex

Fait en double exemplaire,
à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg le Président	Pour l'Association Racing Club de Strasbourg Alsace le Président
Robert HERRMANN	Patrick SPIELMANN

1001

65

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Relations financières entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SASP SIG STRASBOURG - saison sportive 2017 - 2018.

L'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de sa politique de soutien et de promotion du sport de haut niveau, constitue un partenaire privilégié de la SASP SIG Strasbourg. Compte tenu de l'évolution de la SIG en Championnat de France PRO A, au titre de la saison sportive 2017-2018 et de sa participation au Championnat d'Europe (Basketball Champions League), l'Eurométropole de Strasbourg souhaite renouveler son engagement au titre de la saison sportive prochaine.

Il vous est ainsi proposé de conclure entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SASP SIG Strasbourg, au titre de la saison sportive 2017-2018 :

1. **une convention financière** d'un montant de 422 000 € TTC, pour le fonctionnement du centre de formation.

En dehors de la formation des jeunes stagiaires au métier de basketteur, cette aide financière permettra également à la SIG de prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir à chaque stagiaire une formation professionnelle individuelle lui permettant, en cas d'échec sur le plan sportif, de se réorienter sur un cursus de formation normale.

2. **la passation d'un marché public entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SASP** SIG Strasbourg, pour permettre d'associer l'image de la collectivité à la notoriété du Club, pour un montant total estimé à 273 612 € HT (310 800 € TTC) pour l'exécution de prestations de services portant sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature l'Eurométropole sur les supports suivants :

- backs drop ;
- visuel parquet ;
- écrans LED ;
- sur la billetterie ;
- etc…

Ces prestations spécifiques de communication et de billetterie ne relèvent pas, en vertu de l'article 28 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, des

services soumis à une procédure de passation formalisée. Dès lors, les prestations projetées sont soumises pour leur dévolution à une procédure adaptée définie à l'article 27 du même décret.

Ce marché sera soumis pour attribution à la commission d'appel d'offres.

Les deux propositions de contrats s'inscrivent dans le cadre des dispositions du code du sport ; les documents administratifs et financiers ci-dessous listés sont consultables au service Vie sportive.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau),
vu les documents administratifs et financiers que sont
les bilans et comptes de résultat des deux exercices clos,
le budget prévisionnel de l'année sportive 2017-2018,
le rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par
les collectivités territoriales l'année sportive précédente,
le document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées,
consultables au service Vie sportive,
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SASP SIG Strasbourg, des contrats suivants :

au titre de la saison sportive 2017-2018 :

1. ***une convention financière****, d'un montant de 422 000 € TTC (quatre cent vingt deux mille euros toutes taxes comprises) jointe en annexe, pour le fonctionnement du centre de formation ;*

2. ***la passation d'un marché public,*** *pour un montant total estimé à 273 612 € HT soit 310 800 € TTC (trois cent dix mille huit cents euros toutes taxes comprises) pour l'exécution de prestations de services portant sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature de la Collectivité sur des supports de communication tels que :*

- *backs drop ;*
- *visuel parquet ;*
- *Ecrans LED ;*
- *sur la billetterie ;*
- *etc…*

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires suivantes :

1. *30\6574\8052\SJ03C : pour le versement de la subvention d'un montant de 482 000 € TTC, imputée sur le budget primitif 2018 après vote du budget primitif ;*

2. *30\6238\SJ03C : pour le versement d'un acompte de 30 % du marché public d'un montant total estimé à 273 612 € HT, soit une somme estimée 82 084 € HT sur le budget de 2017. Le solde quant à lui sera versé en 2018 ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e, à signer et à exécuter la convention financière, ainsi qu'à négocier, puis signer le marché après attribution par la Commission d'appel d'offres, ainsi que tous autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017

CONVENTION FINANCIERE

Entre

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG,
dénommée la Collectivité, ci-après
représentée par M. Robert HERRMANN, Président

Et

LA S.A.S.P. SIG STRASBOURG
dénommée la S.I.G., ci-après
immatriculée au RCS de Strasbourg sous le n° TI 409 849 957
dont le siège est 17, boulevard de Dresde - 67000 STRASBOURG
représentée par M. Martial BELLON, Président du Directoire

Vu la délibération de la commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Dans le cadre de sa politique de soutien au sport de haut niveau, la Collectivité s'engage à soutenir financièrement la S.I.G. et plus particulièrement pour ce qui concerne le fonctionnement de son centre de formation.

A cet effet, la Collectivité et la S.I.G. concluent une convention financière conformément aux dispositions du code du sport.

Article 1er – Objet

La Collectivité s'engage à verser à la S.I.G., au titre de la saison sportive 2017-2018, une aide financière d'un montant de 422 000 **€** TTC (quatre cent vingt-deux mille euros toutes taxes comprises) pour le fonctionnement de son centre de formation.

Pour mémoire, le budget prévisionnel pour le fonctionnement du centre de formation s'élève à la somme de 672 000 €.

La S.I.G. s'engage, à travers le basket-ball de haut niveau, à utiliser la subvention allouée dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général concernant la formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis au centre de formation.

La S.I.G. prendra toutes les dispositions nécessaires pour garantir à chaque stagiaire, une formation professionnelle individuelle lui permettant, en cas d'échec sur le plan sportif, de se réorienter vers un cursus de formation normale.

La S.I.G. sensibilisera les jeunes du centre de formation aux valeurs républicaines telles que le respect d'autrui, la citoyenneté, la responsabilisation.

La S.I.G. fera prendre conscience à ses jeunes basketteurs des dangers du racisme, de l'antisémitisme et des discriminations, face à toute manipulation extrémiste ou/et intégriste, en développant notamment leur esprit critique.

Article 2 – Durée et renouvellement

Cette convention financière est établie au titre de la saison sportive 2017-2018. Le renouvellement de la présente convention ne pourra être opéré qu'expressément et par écrit.

Article 3 – Conditions financières

L'aide financière de la Collectivité représente un montant total de 422 000 € TTC**.**

Le mandatement de cette subvention sera effectué sur le compte de la S.I.G. conformément aux règles comptables en vigueur et dans les conditions suivantes :

- 90 % après le vote du budget primitif de l'exercice 2018 et signature par les deux parties de la présente convention,

- 10 % lorsque le service Vie sportive sera en possession des documents comptables exigés à l'article 4.

<u>Article 4</u> - Engagements de la S.I.G.

La S.I.G. s'engage à :

➢ mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des missions d'intérêt général prévues à l'article 1er et à faciliter le contrôle par les services de la Collectivité, de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.

➢ fournir, à l'appui de sa demande de subvention :
- le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle la subvention est sollicitée ;
- les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ;
- un rapport retraçant l'emploi des subventions versées par les collectivités territoriales l'année sportive précédente ;
- un document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions sollicitées.

De même, la S.I.G. fera connaître à la Collectivité tous les changements survenus dans son administration ou sa direction et transmettra ses statuts actualisés dans un délai d'un mois.

<u>Article 5</u> - Montant des subventions prévisionnelles à recevoir des collectivités territoriales et de leurs groupements en faveur de la SIG :

La S.I.G. s'engage à mentionner l'ensemble des recettes prévisionnelles à percevoir des collectivités territoriales.

- subvention de la ville de Strasbourg.....montant : ..... 584 000 €
- subvention de l'Eurométopole. .....montant : ..... 422 000 €
- subvention de la Région.....montant : ..... 250 000 €
- subvention du Conseil départemental 67 .....montant : ..... 0 €

TOTAL :..... 1 256 000 €

1007

Le montant total prévisionnel des subventions à recevoir des collectivités au profit de l'association ou de la société qu'elle constitue s'élève à la somme de **1 256 000 € TTC** (plafond maximum cf décret n° 2001-828 du 4 sept 2001 : 2,3 M€).

Pour mémoire :

Montant prévisionnel des sommes versées par les collectivités territoriales en exécution de contrats de prestations de services avec la SIG :

- partenariat de la Région .....montant : .....100 000 € TTC
- partenariat du Département.....montant : .....0 € TTC
- partenariat de la Ville de Strasbourg .....montant : .....537 100 € TTC
- partenariat de l'Eurométropole .....montant : .....310 260 € TTC
- partenariat de la Ville d'Illkirch .....montant : .....28 000 € TTC

TOTAL : .....975 360 € TTC

Le montant total prévisionnel des sommes à recevoir des collectivités en exécution de contrats de prestations de services avec l'association ou la société qu'elle constitue, s'élève à la somme de **855 360 euros TTC** (plafond maximum cf décret n° 2001-829 du 4 sept 2001 : 1,6 M€).

Article 6 - Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie sans indemnité à l'expiration d'un délai de dix jours, en cas de non respect des obligations contractuelles, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 - Sanctions résolutoires

Sans préjudice de tout recours, la résolution de la convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la Collectivité,
- la demande de reversement en totalité ou au "prorata temporis" de son utilisation de la subvention éventuellement mandatée,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'utilisateur.

Article 8 - Litige

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la présente convention les parties engageront une concertation amiable, préalablement à la saisine d'une instance juridictionnelle ou arbitrale.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au Tribunal administratif de Strasbourg.

<u>Article 9</u> – Novation

La présente convention opère novation de toute convention antérieure ayant le même objet.

<u>Article 10</u> – Comptable

Le comptable assignataire de la dépense est M. le receveur des finances de l'Eurométropole de Strasbourg - 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX.

Fait en triple exemplaire
à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg le Président	Pour la SASP S.I.G. Strasbourg le Président
Robert HERRMANN	M. Martial BELLON

66

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 29 septembre 2017

Accès aux piscines de l'Eurométropole de Strasbourg : dispositif d'aide aux clubs.

Environ 60 associations sont utilisatrices régulières des piscines eurométropolitaines. Parmi elles, on distingue celles dont la vocation principale est de proposer des activités de loisirs (aquagym, plongée…) et celles à vocation d'apprentissage (école de natation), et/ou de compétition.

Parallèlement, le plan piscines, lancé en 2010, prévoit réhabilitations, aménagements et créations de nouveaux bassins pour les dix années à venir. Dans sa phase opérationnelle, la fermeture des établissements a obligé à prioriser, redistribuer, rééquilibrer, voire à encourager à la mutualisation, notamment pour les clubs de même activité.

Par ailleurs, dans le précédent mandat, les grandes orientations ont été définies pour un service public de la natation. Parmi elles, le principe de tarification pour tous les utilisateurs, individuels ou associatifs.

Le vote du budget primitif 2014 a acté ce principe pour une mise en application dès la rentrée de septembre 2014.

Pour faciliter l'accès aux piscines eurométropolitaines des clubs développant des pratiques de formation, un soutien spécifique avait été proposé. Il permet de soutenir les activités d'apprentissage et de compétition. Les activités de loisirs sont exclues du dispositif de subventionnement.

Les critères d'éligibilité sont reconduits pour ce nouvel exercice 2017-2018 :

Discipline sportive	Critère 1	Critère 2	Critère 3
Natation sportive	Pour les clubs affiliés à la FFN, FFASPTT, FFTri		Pondération de la subvention allouée par licencié selon son âge 0-5 ans : 50 % 6-25 ans : 100 % 26 ans et + : 0 %
Triathlon			
Water-polo		Un club par discipline	
Plongeon			
Natation synchronisée			

Les clubs concernés par ce dispositif pour la saison 2017-2018 sont les mêmes que ceux de la saison précédente. S'ajoute toutefois l'association ASL Robertsau qui est affiliée depuis septembre 2016 à la Fédération Française de Natation et qui accueille des enfants en apprentissage.

La présente délibération propose le versement du solde de subvention de la saison 2016-2017 et les trois acomptes pour la saison 2017-2018.

Le montant global de la subvention pour la saison 2016-2017 est calculé sur la base des locations effectives de la saison pondéré par l'âge des licenciés.
Le solde réel est donc calculé sur la base de ce montant de subvention duquel ont été déduits les trois acomptes déjà versés. Il sera versé à l'automne 2017.

Les acomptes pour la saison 2017-2018 sont calculés sur la base des montants de la saison précédente :

- Acompte n°1 : 50 % du montant total 2016-2017

- Acomptes n°2 et 3 : 30 % puis 10% du montant total 2016-2017

	Total subvention saison 2016-2017	solde réel calculé saison 2016-2017	1er acompte saison 2017-2018	Total à verser pour l'exercice 2017	2ème acompte saison 2017-2018 à verser en 2018 (30 %)	3ème acompte saison 2017-2018 à verser en 2018 (10 %)	Total à verser pour l'exercice 2018
ARDEPE	868	669	434	1 103	260	87	347
ASL Robertsau	4 658	4 658	2 329	6 987	1 397	466	1 863
ASPTT section natation	23 151	12 752	11 575	24 327	6 945	2 315	9 260
ASPTT section triathlon	5 419	359	2 710	3 069	1 626	542	2 168
Association Sportive des Cheminots de Strasbourg	8 717	1 498	4 359	5 857	2 615	872	3 487
Ballet Nautique de Strasbourg	100 375	3 286	50 187	53 474	30 112	10 037	40 150
Club de Natation de Lingolsheim	22 340	2 566	11 170	13 735	6 702	2 234	8 936
Club de Natation Ostwald	37 471	5 916	18 736	24 652	11 241	3 747	14 989
La Strasbourgeoise	3317	218	1659	1877	995	332	1327
Leo Lagrange Schiltigheim Bischheim	52 552	9 192	26 276	35 468	15 766	5 255	21 021

Plongeon Club de Strasbourg	14 200	785	7 100	7 885	4 260	1 420	5 680
Société de Gymnastique de la Wantzenau section triathlon	2 701	589	1 350	1 940	810	270	1 080
Société de Natation Strasbourg	26 862	8 829	13 431	22 260	8 059	2 686	10 745
Société Omnisport de la ville d'Illkirch Graffenstaden section natation	11 753	0	5 429	5 429	3 526	1 175	4 701
Team Strasbourg - SNS - ASPTT	265 582	21 249	132 791	154 040	79 675	26 558	106 233
TOTAL	579 966	72 566	289 535	362 101	173 990	57 997	231 986

Le versement de la subvention se fera donc selon plusieurs versements :

- le premier interviendra à l'automne 2017 au titre du solde de la subvention 2016-2017 et du premier acompte de la saison 2017-2018.
- les deuxième et troisième acomptes interviendront au deuxième trimestre 2018.
- le solde de la saison 2017-2018 sera délibéré à la Commission permanente du mois de septembre 2018 sur la base des réservations réelles et du nombre de licenciés déclarés par les associations à la fin de la saison 2017-2018.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention pour chacune des associations sportives référencées ci-dessous pour un montant total de 362 101 € pour l'exercice 2017 et pour un montant de 231 986 € pour l'année 2018.

	solde réel calculé saison 2016-2017	***1er acompte saison 2017-2018***	***Total à verser à l'automne 2017***	***Total à verser pour l'exercice 2018***
ARDEPE	*669 €*	*434 €*	***1 103 €***	***347 €***
ASL Robertsau	*4 658 €*	*2 329 €*	***6 987 €***	***1 863 €***
ASPTT section natation	*12 752 €*	*11 575 €*	***24 327 €***	***9 260 €***

ASPTT section triathlon	*359 €*	*2 710 €*	***3 069 €***	***2 168 €***
Association Sportive des Cheminots de Strasbourg	*1 498 €*	*4 359 €*	***5 857 €***	***3 487 €***
Ballet Nautique de Strasbourg	*3 286 €*	*50 187 €*	***53 474 €***	***40 150 €***
Club de Natation de Lingolsheim	*2 566 €*	*11 170 €*	***13 735 €***	***8 936 €***
Club de Natation Ostwald	*5 916 €*	*18 736 €*	***24 652 €***	***14 989 €***
La Strasbourgeoise	*218 €*	*1 659 €*	***1 877 €***	***1 327 €***
Leo Lagrange Schiltigheim Bischheim	*9 192 €*	*26 276 €*	***35 468 €***	***21 021 €***
Plongeon Club de Strasbourg	*785 €*	*7 100 €*	***7 885 €***	***5 680 €***
Société de Gymnastique de la Wantzenau section triathlon	*589 €*	*1 350 €*	***1 940 €***	***1 080 €***
Société de Natation Strasbourg	*8 829 €*	*13 431 €*	***22 260 €***	***10 745 €***
Société Omnisport de la ville d'Illkirch Graffenstaden section natation	*0 €*	*5 429 €*	***5 429 €***	***4 701 €***
Team Strasbourg - SNS - ASPTT	*21 249 €*	*132 791 €*	***154 040 €***	***106 233 €***
TOTAL	*72 566 €*	*289 535 €*	***362 101 €***	***231 986 €***

Ces clubs éligibles à ce dispositif répondent aux critères suivants :

Discipline sportive	***Critère 1***	***Critère 2***	***Critère 3***
Natation sportive	*Pour les clubs affiliés à la FFN, FFASPTT, FFTri*		*Pondération de la subvention allouée par licencié selon son âge* *0-5 ans : 50 %* *6-25 ans : 100 %* *26 ans et + : 0 %*
Triathlon			
Water-polo		*Un club par discipline*	
Plongeon			
Natation synchronisée			

Le versement de la subvention se fera selon plusieurs versements dont le premier interviendra à l'automne 2017 au titre du solde de la subvention 2016-2017 et du premier acompte de la saison 2017-2018. Les deuxième et troisième acomptes interviendront au deuxième trimestre 2018. Le solde de la saison 2017-2018 sera délibéré à la Commission permanente (Bureau) du mois de septembre 2018 sur la base des réservations réelles et du nombre de licenciés déclarés par les associations à la fin de la saison 2017-2018.

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 6574/323/8075/5504A - Aide à l'accès aux Piscines du Budget 2017 dont le montant disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) s'élève à 265 030 €. Le 1er acompte sera versé en novembre 2017. Les deux acomptes suivants seront versés après le vote du budget 2018,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 29 septembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 2 octobre 2017